

PIERRE - JEAN THUMERELLE

LA POPULATION DE LA REGION NORD - PAS DE CALAIS

ETUDE GEOGRAPHIQUE

TOME II

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE RENNES II

— LE 30 MARS 1979 —

- 1982 -

ATELIER NATIONAL
REPRODUCTION DES THESES
UNIVERSITE LILLE III
LILLE

DIFFUSION
I.D.E.A.D.
UNIVERSITE LILLE I
VILLENEUVE D'ASCQ





Digitized by the Internet Archive
in 2026

PIERRE - JEAN THUMERELLE

LA POPULATION DE LA REGION NORD - PAS DE CALAIS

ETUDE GEOGRAPHIQUE

TOME II

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE RENNES II

— LE 30 MARS 1979 —

- 1982 -

ATELIER NATIONAL
REPRODUCTION DES THESES
UNIVERSITE LILLE III
LILLE

DIFFUSION
I.D.E.A.D.
UNIVERSITE LILLE I
VILLENEUVE D'ASCQ

PIERRE - JEAN THUMERELLE

LA POPULATION DE LA REGION NORD - PAS DE CALAIS

ETUDE GEOGRAPHIQUE

TOME II

© Pierre - Jean THUMERELLE

I.S.B.N. : 2 - 7295 - 0000 - 6

LA MINE EN PLACE DU PEUPLEMENT
DANS LA REGION DU NORD

deuxième partie

les hommes dans l'espace régional

chapitre 1

LA MISE EN PLACE DU PEUPLEMENT DANS LA REGION DU NORD

Si à l'échelon régional la croissance démographique a été presque continue depuis deux siècles, à l'échelon communal l'évolution a été beaucoup plus irrégulière et contradictoire. C'est le tableau de ces différences d'évolution, responsables des contrastes actuels des densités de peuplement, que nous avons voulu présenter dans ce chapitre.

I - Tableau du peuplement au début du XIX^e s. [01]

a) La répartition du peuplement dans la région du Nord.

1) Une population encore largement rurale.

A la fin du XVIII^e s. la région du Nord avait encore une population à prédominance rurale [02] , bien que le nombre des citadins y fut déjà largement plus élevé que dans le reste de la France. Le département du Nord comptait 260 000 citadins pour 580 000 ruraux, et celui du Pas-de-Calais en comptait 113 000 pour 495 000 ; ce qui donnait au département du Nord 31 % de population urbaine et 69 % de population rurale, et au département du Pas-de-Calais 20 % de population urbaine et 80 % de population rurale.

La grande majorité de la population vivait encore dans des

communes de petite taille. Sur les 1 513 communes de la région du Nord, il n'y avait que 90 communes urbaines dont 21 seulement avaient plus de 5 000 habitants et 9 plus de 10 000. La majorité de ces communes de plus de 2 000 habitants (61) étaient concentrées dans le département du Nord et particulièrement dans l'arrondissement de Lille. Le département du Pas-de-Calais n'en comptait que 29. La différence entre les deux départements est encore plus nette si l'on rapporte ces chiffres à leurs nombres de communes : 3,3 % seulement des 879 communes que comptait alors le Pas-de-Calais avaient une population supérieure à 2 000 habitants, contre 9,6 % des 634 communes du Nord.

Si l'on ne s'intéresse qu'aux communautés rurales, la même différence apparaît encore entre les départements du Nord et du Pas-de-Calais. Les communes du département du Pas-de-Calais étaient dans l'ensemble de petites communes : 90 % des communes avaient moins de 1 000 habitants, 67 % (589 communes) moins de 500 et 17 % (146) en avaient moins de 200. 6 % seulement des communes rurales du département du Pas-de-Calais avaient une population comprise entre 1 000 et 2 000 habitants, tandis que dans le département du Nord les communautés rurales, bien moins nombreuses, avaient des effectifs plus importants : c'était 26 % des communes rurales qui comptaient entre 1 000 et 2 000 habitants ; 66 % des communes du département avaient moins de 1 000 habitants et 37 % moins de 500.

Pour mieux mettre en évidence les différences entre les tail-

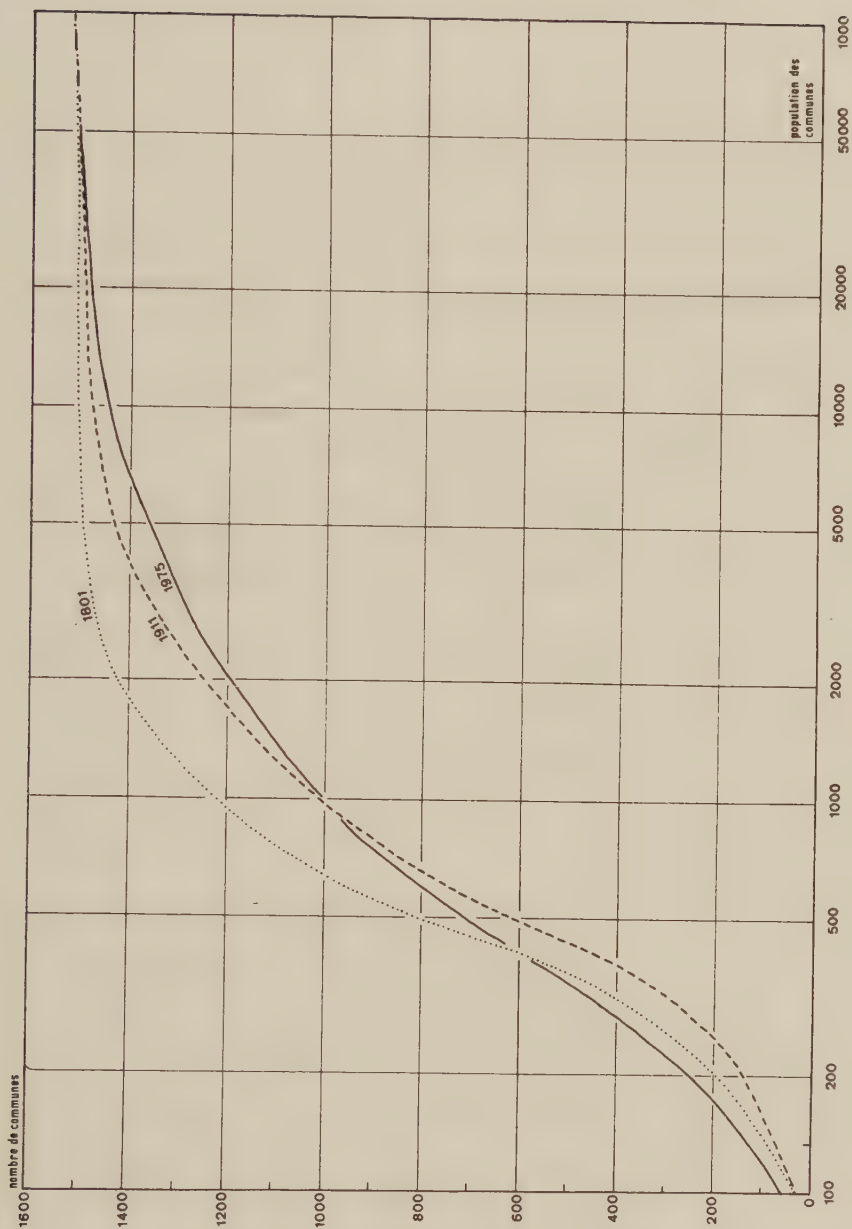


FIG. 81 : REGION NORD: distribution des communes selon leur population

les des communes au début du XIX^e s. et leurs tailles actuelles dans la région du Nord, il suffit de comparer les chiffres de 1801 aux chiffres actuels. Il n'y a plus aujourd'hui que 55 % des communes du département du Nord qui soient considérées comme rurales et elles ne contiennent que 10 % de la population du département. Plus de la moitié de ces communes rurales ont plus de 500 habitants et le quart plus de 1 000 habitants. Une certaine opposition s'est maintenue entre les départements de la région du Nord, puisque 77 % des communes du département du Pas-de-Calais figurent encore parmi les communes rurales, mais elles ne contiennent plus que 19 % de la population du département. 76 % des communes rurales soit 59 % de l'ensemble des communes de ce département (527 sur 898) ont encore des effectifs de population inférieurs à 500.

2) Des densités partout élevées.

Dès le premier examen des densités par arrondissements, cantons ou communes, l'on est frappé par le caractère généralement élevé des densités de population dans la région du Nord à la fin du XVIII^e s.. Aucun des arrondissements de la région n'avait en 1801 une densité inférieure à la moyenne française de l'époque. Fait plus remarquable encore, très peu de cantons avaient une densité inférieure à 50 h/km² et aucun n'avait une densité inférieure à 40 (Mais dans les limites des cantons actuels, certains cantons péri-urbains de Calais, Dunkerque et Boulogne, qui ne comptent que quelques communes - dont une part importante de la superficie est occupée par des dunes et des estuaires - avaient néanmoins des densités plus faibles).

Bien que le peuplement fut partout relativement dense, il n'était pas homogène, et des secteurs de densité presque incroyablement élevée pour l'époque comme l'arrondissement de Lille (272 h/km^2) contrastaient avec des secteurs de densité moindre comme l'arrondissement de Montreuil (59 h/km^2).

Pour la commodité des comparaisons que nous serons ultérieurement amenés à faire, nous n'utiliserons plus que le découpage administratif de 1975 et non celui de l'époque.

Dans le département du Pas-de-Calais, les secteurs où la densité du peuplement s'élevait au dessus de 100 h/km^2 étaient rares. Hors des villes, de tels chiffres ne correspondaient qu'à quelques zones privilégiées situées au contact du département du Nord, où les fortes densités de Flandre et du Cambrésis se prolongeaient sur le bas-pays d'Artois et sur l'est de l'Arrageois. L'arrondissement de Béthune comptait 118 h/km^2 , celui de Lens 117, ce qui contredit l'idée que les mines de houille ont été creusées dans un pays désert. Ces arrondissements portaient avant la découverte du gisement de charbon une population déjà plus de deux fois plus dense que la moyenne française. Mais, à part dans ces deux arrondissements, le peuplement du département du Pas-de-Calais était beaucoup plus desserré, inférieur à 100 h/km^2 . En règle générale, la densité du peuplement des arrondissements avoisinait la moyenne départementale de 80 h/km^2 . Elle était toutefois plus faible dans le sud-ouest du département, avec 64 h/km^2 dans l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer et 59 seulement dans celui de Montreuil déjà cité.

Dans le département du Nord, au contraire, le peuplement était

très dense depuis la Flandre intérieure jusqu'au Valenciennois et au Cambrésis. 4 arrondissements sur 6 avaient des densités proches de la moyenne départementale de 148 h/km^2 , soit des densités plus de deux fois, sinon plus de trois fois plus élevées que la densité moyenne de la France. 18 communes comptaient déjà plus de 400 h/km^2 et 89 plus de 200 ; à peu près la moitié des communes du département avaient une densité comprise entre 100 et 200 h/km^2 et 70 seulement comptaient moins de 50 h/km^2 . L'arrondissement de Lille tranchait sur cet ensemble déjà fortement peuplé, par une densité beaucoup plus élevée de 272 h/km^2 . Celui d'Avesnes se tenait à l'écart avec une densité nettement inférieure : 68 h/km^2 . L'occupation humaine était aussi beaucoup plus lâche en Flandre-maritime. Mais nulle part dans le département, l'on ne pouvait parler de densité faible pour l'époque.

Toutefois si les densités de peuplement étaient partout élevées, elles n'étaient pas uniformes [03] . L'examen conjoint des cartes des densités, des populations communales et de l'atlas de Cassini permet d'affiner les contrastes régionaux que nous avons évoqués.

b) Les contrastes régionaux du peuplement.

1) Les zones de densités faibles.

- L'est du département du Nord.

C'était déjà à l'est du département du Nord, dans l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe, que se situait la zone démographiquement la plus déprimée du département. Bien que les très petites communes y fussent rares, les communes y étaient de petite

taille ; 60 % des communes de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe avaient moins de 500 habitants en 1801 et 12 % seulement plus de 1 000. C'était aussi dans cet arrondissement que l'on trouvait 5 des 6 cantons et 50 des 70 communes du département du Nord peuplés de moins de 50 h/km².

La faiblesse des densités dans cette région, qui subsiste encore aujourd'hui en dehors de la vallée de la Sambre, résulte à la fois des données de l'histoire et de la géographie physique. Tout le Hainaut et surtout l'Avesnois avaient fortement souffert des guerres de la fin du règne de Louis XIV, et le dépeuplement relatif que celles-ci avaient provoqué avait été mis à profit pour accélérer l'évolution (entreprise dès la fin du moyen-âge) vers les herbages et l'élevage bovin, qui se traduisait dans le paysage par la multiplication des enclosures et des formes de dispersion de l'habitat dans un pays qui avait connu longtemps l'openfield et l'habitat groupé. Cette nouvelle orientation des activités agricoles de l'Avesnois s'accommodait fort bien des faibles densités et tendait à les perpétuer.

Mais ce n'était pas le pays d'Avesnes et la Thiérache (densités communales de 50 à 60 h/km²) qui étaient la zone la moins peuplée. Les confins ardennais l'étaient encore moins. La nature du sol n'y permettait guère une occupation humaine intense. Bois et fagnes [04] des plateaux, marécages des vallées n'y laissaient guère de place à l'agriculture. La fabrication du charbon de bois, quelques forges où l'on utilisait ce combustible apportaient bien quelques activités supplémentaires à la population. Mais l'ensemble des ressources ne permettait

guère que de subvenir à un peuplement médiocre. La vallée de la Solre apparaissait comme un axe de densité très faible, mais les plateaux encadrants et la vallée de la Sambre n'étaient guère plus densément peuplés (canton de Maubeuge-Sud : 49 h/km^2 , canton de Solre-le-Château : 44 h/km^2).

Aux confins du Hainaut et du Cambrésis, c'était la présence de la forêt de Mormal [05] , vieille forêt frontière entre la France et l'Empire, qui, comme aujourd'hui encore, réduisait les densités humaines. Pourtant à la périphérie de la forêt, une auréole de villages associait alors les activités agricoles aux activités sylvestres.

Pays aux sols pauvres, voué à l'herbe et à la forêt, la partie orientale du département du Nord ne pouvait posséder que de modestes bourgades, peu nombreuses. La ville principale : Maubeuge, sur la principale voie d'eau, la Sambre, ne possédait que 4 700 habitants. Le Quesnoy en possédait 2 800, Avesnes-sur-Helpe 3 100, Landrecies 2 700. Ces vieilles villes-frontières, places-fortes ou anciennes places-fortes en fonction des vicissitudes du tracé de la frontière, n'étaient plus que des marchés locaux, aux modestes activités industrielles. Aucun autre centre ne percevait ; quelques villages, grâce à leur industrie, utilisant le plus souvent la force des eaux ou le bois de la forêt, avaient pris un peu plus d'importance comme Anor ou Fourmies, et quelques petits bourgs jouaient le rôle de centres très locaux de services comme Solre-le-Château ou Trélon ; mais aucune de ces communes ne parvenait à un effectif de 2 000 habitants.

- La plaine maritime. (Blootland [06] et Calaisis)

A l'autre extrémité du département du Nord, la plaine maritime [07] portait des densités localement encore plus faibles. Hors des villes, non seulement les densités communales n'atteignaient nulle-part 100 h/km^2 , mais encore une vingtaine de communes étaient peuplées de moins de 50 h/km^2 . Les Moères n'en comptaient pas 15 [08] .

C'est que la plaine était encore marécageuse. Les guerres d'indépendance des Pays-Bas et surtout les guerres de Louis XIV avaient endommagé le système très complexe des watergangs et des écluses [09] . Raoul Blanchard décrivait la situation de la plaine maritime au début du XIX^e s. en ces termes : "Le système des écoulements des eaux dans la plaine, dont le bon fonctionnement est indispensable à l'exploitation du pays, n'était pas encore parfaitement assuré ; on y trouvait des eaux stagnantes, foyers de fièvres paludéennes, et les marécages des Moères n'étaient pas complètement disparus".

L'habitat, moins dispersé le long des digues et plus concentré en petits villages qu'aujourd'hui, était encore réduit et il était rare de voir les communes dépasser 500 habitants. En bordure du littoral, outre les tourbières et les marais qui caractérisaient encore la plaine maritime, de vastes espaces dunaires n'étaient guère colonisés, et les densités étaient encore plus faibles. Le canton de Dunkerque-Ouest ne comptait que 36 h/km^2 , celui de Calais-Centre (commune de Marck) 15 h/km^2 .

Les densités des autres cantons de la plaine étaient comprises entre 50 et 60 h/km^2 . Le plus densément peuplé, celui de

Bourbourg (y compris la ville) n'avait qu'une densité de 68 h/km².

Anciens points de départ de la colonisation (et jadis sièges de riches chapitres, couvents ou abbayes) et centres des services de la plaine, les villes émergeaient de cet espace de polders encore mal asséchés. Les activités industrielles et commerciales s'y étaient concentrées, mais le déclin agricole de la plaine au XVIII^e s. et le mauvais état des routes étaient de lourds handicaps à leur développement. Hondschoote avait encore 3 300 habitants, ce qui était bien peu compte-tenu de sa prospérité médiévale. Bourbourg, qui par ses abbayes avait tant contribué à la poldérisation de la plaine maritime, n'avait que 3 400 habitants. Bergues (5 800 habitants) avait déjà perdu beaucoup de son antique prospérité [10] au profit de son port d'estuaire : Dunkerque qui, avec 22 000 habitants, était de loin la première ville de la plaine maritime et était déjà, bien que très mal relié à son arrière-pays, un actif port militaire et commercial, malgré la gêne entraînée par le blocus britannique [11] . Calais, 9 700 habitants, souffrait encore plus de l'absence de trafic avec l'Angleterre, qui avait été jusqu'alors sa principale activité. Gravelines n'était plus qu'un port de pêcheurs de 2 700 habitants sur l'estuaire de l'Aa.

Le Haut-Calais et le Guinois n'interrompaient pas les faibles densités de la plaine, bien que les formes d'habitat s'y apparentassent à celles du Haut-Artois dont ils sont le prolongement, sorte d'avancée septentrionale de la craie entre la cuvette du Boulonnais qu'elle domine par une cuesta et la plaine

maritime sur laquelle elle descend en glacis. Là aussi il s'agit de pays aux modestes villages et aux faibles ressources dont les principales bourgades, Audruicq et Ardres, n'avaient pas 2 000 habitants.

Les faibles densités se poursuivaient sur toute la zone côtière dans le Boulonnais et le Marquenterre. L'on était ici loin du monde industriel de la Flandre intérieure. Les ports avaient été jusque là des lieux de transit, de commerce, de transport des voyageurs, plus que des diffuseurs d'industrie. Ce n'étaient pas des villes qui, comme les villes flamandes de l'intérieur, faisaient vivre les métiers des campagnes voisines. L'espace rural côtier était demeuré agricole et les ports vivaient surtout de la mer.

- La dépression du Boulonnais.

La dépression du Boulonnais n'était pas un pays accueillant pour l'agriculteur [12]. Certes les finages dont les terroirs sont variés offraient des ressources complémentaires les unes des autres aux habitants. Mais les sols étaient trop souvent ingrats, les fonds de vallées mal drainés, les hauteurs stériles et boisées. De nombreux affleurements rocheux étaient déjà entaillés par des carrières, mais faute de puissants moyens de transport, leur exploitation intensive ne se produira qu'au XIX^e s.. C'était dans l'ensemble un pays peu favorable à l'agriculture et, hormis le site de Boulogne, une côte inhospitalière, succession de falaises et d'estuaires ensablés.

Aussi les communes du Boulonnais étaient-elles de petites communes. 25 % des communes de l'arrondissement de Boulogne avaient moins de 200 habitants, les 3/4 moins de 500. L'ensem-

ble de l'arrondissement n'avait qu'une densité de 64 h/km^2 . Si l'on exclut la ville de Boulogne, les densités étaient encore plus faibles : 35 h/km^2 dans le canton de Boulogne-Nord (qui comporte il est vrai les dunes d'Ambleteuse et Wimereux et l'estuaire envasé de la Slack), 47 h/km^2 dans les cantons de Boulogne-Sud, Samer et Marquise où les massifs de dunes occupent pourtant une superficie moins importante. Le canton de Desvres n'était guère mieux loti avec 53 h/km^2 .

Là aussi, la faible densité de population avait favorisé l'évolution vers les herbages et l'élevage, évolution renforcée au XVIII^e s. par la possibilité d'enclore [13] , avec une spécialisation dans l'élevage des chevaux [14] . L'espace était avant-tout agricole et, à part le port de Boulogne, vieux port bénéficiant d'un site d'estuaire, qui comptait 10 700 habitants, l'on ne trouvait que de très modestes petits centres. Desvres, déjà centre de faïencerie, n'avait que 2 100 habitants. Samer et Outreaux n'atteignaient même pas 2 000 habitants.

- Le Haut-Pays (Haut-Boulonnais et Haut-Artois) [15] .

Il n'y avait pas que dans la cuvette du Boulonnais que les densités de population étaient faibles. Les hauteurs encadrantes n'étaient guère plus peuplées. Le Haut-Boulonnais et plus à l'Est le Haut-Artois, bien que moins dépeuplés qu'aujourd'hui, n'avaient jamais été des terres très attirantes.

Le pays est rude. Il fait obstacle aux flux du Nord-Ouest et est balayé par des vents humides et souvent violents en bordure de mer; ses hivers sont les plus rigoureux de la région. En outre le pays est relativement isolé. Les liaisons avec Bou-

logne souffrent des obstacles du relief et Saint-Omer est déjà fort éloigné. Les aptitudes agricoles, elles non plus, ne sont guère remarquables, puisque le limon y est peu épais quand il n'est pas inexistant.

Les vallées y sont depuis longtemps le site privilégié de l'habitat. Elles formaient en 1801 de petites rues de villages, alignements de moulins utilisant la force motrice des cours d'eau. Mais ce n'est pas pour autant que les densités y étaient élevées, car les finages débordaient des vallées pour s'étendre sur le plateau (où les sites les plus recherchés étaient les fonds de vallons secs, relativement abrités contre les vents). Partout les communes étaient de petite taille et peu nombreuses étaient celles qui dépassaient 500 habitants.

Dans tout ce Haut-Pays les densités étaient faibles, presque toujours inférieures à 50 h/km^2 . Le canton le plus densément peuplé était celui de Fruges (66 h/km^2) et la seule petite ville du Haut-Pays d'Artois : Fruges, comptait 2 800 habitants. Ailleurs les densités étaient nettement plus faibles : 47 h/km^2 dans le canton d'Hucqueliers et celui de Lumbres, 48 h/km^2 dans celui de Fauquembergues.

- Le pays audomarois.

Les densités ne s'élevaient guère au contact du Haut-Pays et du Houtland [16] . Pourtant au fond d'un ancien golfe marin, sorte d'avancée vers l'intérieur des terres marécageuses de la plaine maritime, au contact du Haut-Pays et de la Flandre, sur l'Aa au moment où il cesse d'être un fleuve d'Artois pour devenir le principal des cours d'eau précocement canalisés de la plaine ma-

ritime, Saint-Omer a bénéficié à la fois d'une situation et d'un site privilégiés. Avec plus de 20 000 habitants, Saint-Omer était en 1801 la première ville du Pas-de-Calais, plus importante qu'Arras qui a pourtant été choisie comme chef-lieu de département à cause de sa situation moins marginale. Vieille ville épiscopale et ecclésiastique, Saint-Omer était encore en 1801 une ville flamande et flamingante (au moins en ce qui concerne les classes populaires), centre commercial important, centre d'échanges d'une vaste région dépourvue de villes, relais entre le Haut-Pays et les plaines flamandes, mais aussi trait-d'union, par la voie de circulation du Bas-Artois, entre l'intérieur de la région du Nord et la mer, et enfin ville industrielle, traitant ou parachevant le traitement des produits des campagnes voisines.

Aux portes mêmes de Saint-Omer pourtant le pays est presque désert. Les grands espaces de marais colonisés par les moines de St. Bertin [17] n'étaient pas encore devenus le siège de l'activité maraîchère actuelle. Dans le marais, la circulation ne se faisait guère que par barque. Le monde des marais était plus qu'aujourd'hui un monde à part. Marais, forêts, tourbières ne permettaient pas un peuplement important. C'était au delà du marais, dans le Houtland proprement dit, que commençaient les fortes densités. Bien plus isolé encore qu'aujourd'hui, le marais audomarois ne portait qu'une population clairsemée, habituée à une vie particulièrement précaire et pauvre. Aussi la densité de population du canton de Saint-Omer-Nord n'était-elle que de 52 h/km². C'était plus qu'au coeur du Haut-Pays mais beaucoup moins que dans le Houtland.

Par contre la ligne de contact entre le Haut-Pays et le Bas-Pays semble avoir été plus favorable au peuplement. Sur le talus bordier, les activités artisanales animées par Saint-Omer étaient assez répandues. Le canton de Saint-Omer-Sud portait 70 h/km² et Arques située au débouché même de l'Aa dans la plaine était déjà un gros village industriel de 1 700 habitants.

- Les pays de Montreuil et de la Canche et les Bas-Champs.

Au sud du haut-pays d'Artois le pays de Montreuil n'en différait guère par ses densités, sauf dans la vallée de la Canche, ligne de peuplement privilégiée où des petits centres, encore actifs aujourd'hui, animaient une vie industrielle qui permettait un peuplement plus dense. Sur le plateau bordier de la Canche par contre, les paysans menaient la même vie que sur le Haut-Artois et le peuplement était donc similaire.

A une dizaine de kilomètres seulement les uns des autres, se succédaient sur la Canche une série de petites villes : Montreuil (3 500 habitants) ville fortifiée qui fut autrefois port de mer ; Hesdin, vieille cité, jadis résidence favorite des comtes d'Artois, reconstruite après sa destruction totale par Charles-Quint, n'avait jamais retrouvé sa prospérité passée, mais avec 3 650 habitants, était redevenue le principal centre de la vallée de la Canche ; Frévent : 2 300 habitants et Auxi-le-Château : 2300 habitants.

Aussi les cantons à cheval sur la vallée de la Canche et le plateau portaient-ils des densités de population plus élevées que ceux du haut-pays : canton d'Hesdin (92 h/km²), canton d'Auxi-le-Château (72 h/km²).

La densité était plus faible dans le canton de Montreuil qui englobait le Marquenterre [18] . Cette partie des Bas-Champs picards, comme la plaine maritime, comprise entre une falaise morte et le cordon littoral, n'était alors qu'une zone de polders imparfaitement asséchés et peu mis en valeur. L'estuaire de la Canche, ample zone marécageuse, bordée de vastes étendues dunaires, n'était pas davantage propice au peuplement et le canton d'Etaples n'avait que 41 h/km^2 .

2) Les zones de forte densité.

Les densités de population étaient très élevées pour l'époque sur une zone comprise entre : au Nord, la frontière franco-belge ; à l'Ouest, le petit talus marquant la limite entre le Houtland et le Blootland ; à l'Est, une ligne allant de Valenciennes jusqu'aux confins orientaux du Cambrésis-Hainaut. Au Sud, la limite était moins nette ; les fortes densités du Cambrésis s'estompaient sur l'est de l'Artois et les fortes densités de la région de Lille et du Houtland se prolongeaient sur une partie du Bas-Artois. Mais en gros, il s'agissait du pays flamand et de ses bordures.

- La région lilloise.

Pris globalement, l'arrondissement de Lille, avec 272 h/km^2 , était près de deux fois plus peuplé que l'ensemble du département du Nord. 43 des 89 communes qui le composaient, avaient une densité supérieure à 200 h/km^2 . Le préfet Dieudonné écrivait en 1804 : " Je le répète, quelle est l'autre contrée de l'Europe qui offre le même résultat que l'arrondissement de Lille ? " [19] .

Bien que partout fortement peuplée, la région lilloise présentait localement des différences de densité.

Au Sud-Est, la zone rurale du Pévèle-Mélantois se prolongeait jusqu'à Seclin et même à l'Est jusqu'à Lannoy. C'était là que l'on trouvait les plus petites communes de l'arrondissement de Lille. Fortement rural également, le pays de Weppes au sud-ouest de Lille était déjà un peu plus densément peuplé.

Par contre une zone de densités très élevées s'étendait entre la Lys, Lille et la frontière franco-belge. C'était une zone industrialisée et déjà fortement urbanisée, qui se prolongeait au delà de la frontière vers Courtrai et vers le Sud par le chaquet des petites villes de la basse vallée de la Lys. " La co-existence en cet endroit, écrivait Raoul Blanchard, d'une agriculture florissante et d'une vivace industrie rurale y avait amené de bonne heure une nombreuse population " [20] . En effet dans ce secteur de l'arrondissement de Lille, l'on comptait 18 communes de plus de 2 000 habitants dont 3 de plus de 8 000 et une ville de plus de 60 000 habitants. Plus de 60 % des communes avaient au moins 1 000 habitants.

Lille, malgré le déclin démographique entraîné par la crise de l'industrie drapière et la création de la frontière (déclin que nous avons déjà décrit antérieurement), malgré l'exiguïté de son territoire enserré dans des murailles trop étroites, demeurait au début du XIX^e s. la première ville de la région, surclassant de loin toutes les autres par l'importance de sa population et son rayonnement. Avec 54 000 habitants, elle était la septième ville de France. [21]

A proximité, Roubaix et Tourcoing n'étaient encore que de petites villes, respectivement de 8 800 et 10 700 habitants, déjà spécialisées dans l'industrie textile et plus particulièrement dans le tissage du coton.

Entre Lille, Roubaix et la frontière belge, l'on rencontrait de nombreuses petites villes et de gros villages séparés par des zones agricoles :

- Aux portes mêmes de Lille : Marcq-en-Baroeul (2 700 habitants), Wambrechies (3 600), les gros villages de Flers et Annappes et un peu plus loin Quesnoy-sur-Deule (4 000 habitants).

- Aux portes de Tourcoing : Roncq (2 600 habitants), Linselles (3 000).

- Entre ces grosses communes, s'étendaient encore de petits villages plus agricoles qu'industriels. Les grosses villes de la banlieue lilloise actuelle (La Madeleine, Mons-en-Baroeul, Hellemmes, Lambersart, Saint-André, Lomme, Loos, Ronchin etc...) n'étaient encore que de modestes villages de moins de 1 000 habitants.

Les densités dépassaient encore 300 h/km^2 sur la bande de terrain qui reliait Lille à la frontière par Roubaix et Tourcoing ainsi que le long de la frontière à proximité de ces villes, préfigurant la zone de forte densité actuelle.

A l'intérieur du triangle Armentières-Lille-Halluin aucune densité communale n'était inférieure à 150 h/km^2 , et les densités de population demeuraient aussi fortes vers le Sud-Ouest en direction d'Haubourdin et de La Bassée. Car il y avait là une zone de terres riches exigeant une nombreuse main d'oeuvre agricole. En outre les gros villages du pays de Weppes [22] é-

taient animés par des activités industrielles (essentiellement de tissage) dépendant des gros foyers urbains flamands qui fournissaient à la population un travail principal ou d'appoint. Ces activités expliquent les importants effectifs de communes qui auraient été surpeuplées si leur vocation avait été purement agricole : Sainghin-en-Weppes, Fournes-en-Weppes, Santes, Wavrin et, aux portes de Lille, Haubourdin, Lomme, Loos, Ennetières-en-Weppes etc... . A la périphérie de ces zones de fortes densités l'on retrouvait de petites villes : La Bassée (2 280 habitants), Seclin (2 500), Annoeulin (2 500), petits marchés locaux et petits centres d'artisanat, relais du foyer industriel et des services lillois.

- Les villes de la vallée de la Lys.

Les fortes densités de la région lilloise se prolongeaient très loin vers le Sud-Ouest, le long de la vallée de la Lys. La prospérité de l'industrie drapière médiévale y avait permis le développement d'un chapelet de petites villes textiles égrenées le long de la rivière ou à proximité.

La plaine de la Lys, d'après la carte de Cassini et les vieilles éditions des cartes d'état-major, paraissait moins peuplée qu'aujourd'hui, mais c'est que les formes de dispersion de l'habitat y étaient alors moins nombreuses. La mise en valeur de la plaine quaternaire par un réseau de drains enfouis et de fossés collecteurs menant à la Lys ne sera achevée qu'au XIX^e s., ceci explique la concentration de l'habitat en gros villages, pratiquement sans dispersion intercallaire.

Autour d'Armentières (7 500 habitants), le plus gros des centres textiles de la vallée de la Lys, Houplines, Erquinghem-Lys, Frelinghien étaient déjà de gros villages de plus de 2 000 habitants. Au delà d'Armentières, en remontant le cours de la rivière, se succédaient Nieppe (3 000 habitants), Sailly-sur-la-Lys (2 200), Fleurbaix (2 900), Laventie (4 300), Lestrem (3 200), La Gorgue (3 300), Estaires (6 900), Merville (6 000), Saint-Venant (2 060) et enfin Aire-sur-la-Lys avec plus de 8 000 habitants.

Il est difficile de s'imaginer un pays de la Lys assez différent de ce qu'il est aujourd'hui, avec un habitat en grande majorité groupé dans ces petits centres industriels, souvent aussi peuplés sinon plus qu'aujourd'hui. Car aujourd'hui ces communes sont redevenues plus agricoles et l'habitat s'est desserré, se dispersant dans la plaine, le long des routes et des fossés. Et si actuellement la population non agricole travaille moins souvent sur place et fournit de gros contingents de migrants quotidiens à Armentières et Lille, au début du XIX^e s. la vallée de la Lys se présentait comme une rue d'ateliers de tissage, travaillant le lin cultivé dans la plaine et roui dans les eaux d'une rivière dont on vantait alors la pureté.

Le canton d'Armentières comptait 238 h/km², celui de Laventie 197 et celui de Merville 212.

- Le Houtland [23] .

De la Lys à la plaine maritime les densités du Houtland étaient partout supérieures à 100 h/km². Certes la plaine était

intensément exploitée et la renommée des techniques agricoles flamandes n'était plus à faire, mais le Houtland était l'une des régions de Flandre où les herbages, moins exigeants en main d'oeuvre que les labours, tenaient une assez grande place et où le faire-valoir direct était moins répandu que le fermage, autant de circonstances défavorables à un peuplement abondant. Les densités de la plaine ne s'expliquaient que par la présence d'une active industrie textile rurale, produisant des toiles plus grossières que celles de la vallée de la Lys.

Les communes étaient en général assez fortement peuplées, les 3/4 avaient plus de 500 habitants et la moitié plus de 1 000. Mais l'habitat offrait déjà la complexité actuelle, avec des centres villageois assez importants et éloignés les uns des autres et un habitat diffus intercalaire. Depuis longtemps, au dessus de cette trame de villages, s'était mis en place un réseau serré de petites villes actives, au riche passé et demeurées flamingantes au XVIII^e s. : Cassel (3 800 habitants), Wormhoudt (3 400), Steenvoorde (3 600) et deux villes plus importantes, l'une rayonnant sur la plaine, l'autre sur les monts : Hazebrouck (7 000 habitants) et Bailleul (10 000, presque aussi peuplée qu'aujourd'hui).

- Le Bas-Pays d'Artois [24] .

Les fortes densités du pays flamand débordaient du département du Nord sur celui du Pas-de-Calais. D'abord, nous l'avons déjà signalé, le long de la Lys, où les densités flamandes se poursuivaient jusqu'à Aire, c'est à dire jusqu'à l'endroit où la Lys débouche du plateau artésien. Puis au Nord de

Béthune, sur la plaine de la Lys et de ses petits affluents artésiens, l'on trouvait encore de gros villages et des densités élevées : canton de Béthune-Nord : 125 h/km^2 .

Enfin sur le Bas-Artois proprement dit, c'est à dire sur cette sorte de glacis, au pied du rebord du plateau, où la craie est recouverte d'un mince placage de limon avant de disparaître sous les assises flamandes, les densités rappelaient celles du Houtland, bien que le pays soit différent avec un habitat groupé et un paysage d'openfield. Sur cette zone de contact entre l'Artois et la Flandre, les densités étaient intermédiaires entre celle de l'Artois et de la région lilloise, toujours supérieures à 100 h/km^2 , jusque sur le talus bordier.

A l'Ouest, le pays était plus agricole, avec de petites villes tranchant sur la campagne environnante : Béthune (6 000 habitants), Lillers (4 100) et des densités de 123 h/km^2 dans le canton de Lillers, 100 h/km^2 dans celui de Béthune-Sud, 132 dans celui de Cambrin et 112 dans celui de Noeux-les-Mines.

A l'Est, la zone de Lens était plus peuplée et industrielle, avec 117 h/km^2 en moyenne dans l'arrondissement de Lens. En fait, c'était au contact du département du Nord que se trouvaient les zones densément peuplées. Au Sud de l'arrondissement, les densités étaient plus faibles et annonçaient celles de l'Artois. Pas de grosses communes dans cette zone, mais un réseau dense de petits villages très rapprochés les uns des autres, assurant de fortes densités de peuplement (canton de Carvin : 173 h/km^2 , canton d'Hénin-Beaumont : 214 h/km^2 , canton de Har-

nes : 164 h/km^2 , canton de Lens-Nord-Est : 170 h/km^2). Ici aussi l'industrie textile avait permis l'implantation d'une population nombreuse. L'on y fabriquait des toiles grossières commercialisées par Lille. Aucun centre important ne dominait cette zone ; Lens, qui avait été plus prospère dans le passé, n'avait que 2 400 habitants, Hénin-Liétard 2 200 et Carvin 3 700.

Les grandes villes minières d'aujourd'hui n'étaient donc que de modestes villages, mais le pays n'était pas vide. Au contraire le peuplement était très dense et la région surpeuplée par rapport à ses modestes aptitudes agricoles.

- Le Pévèle-Mélantois [25] .

Zone rurale comprise entre Lille et le Douaisis, le Pévèle-Mélantois avait une densité de population relativement élevée, plus élevée qu'aujourd'hui, le développement de la région lilloise au Nord et celle du pays minier au Sud n'ayant pas encore exercé leur attraction sur ce territoire pour le transformer en un désert relatif entre les deux principales zones de peuplement urbain de la région du Nord. Le canton de Pont-à-Marcq était peuplé de 117 h/km^2 , celui de Cysoing de 136 h/km^2 , celui d'Orchies de 127 h/km^2 , celui de Seclin de 141 h/km^2 et celui de Lannoy de 164 h/km^2 . Plus encore que le Houtland, qui possédait ses propres centres urbains, le Pévèle-Mélantois dépendait de Lille et secondairement de Douai. Le réseau serré des villages, souvent modestes, et des écarts était animé par une industrie textile à domicile alimentée et dominée par les "fabricants" de Lille [26] . Les gros villages de Templeuve (2 600 habitants) et de Cysoing, les petites villes de Seclin

et de Lannoy appartenaient à la zone d'attraction de Lille, Orchies (2 700 habitants), plutôt à celle de Douai.

- Le Douaisis.

Les densités se relevaient vers le Sud dans le Douaisis. En 1801, l'on comptait 159 h/km^2 en moyenne dans l'arrondissement de Douai, les zones de peuplement les plus denses étant concentrées autour de Douai : canton de Douai-Nord (156 h/km^2), canton de Douai-Nord-Est (138 h/km^2), canton de Marchiennes (138 h/km^2). L'on y trouvait peu de très petites communes, mais rares étaient celles qui comptaient plus de 1 000 habitants, la grosse majorité (76 %) des communes étaient peuplées de 200 à 1 000 habitants.

Hormis la ville de Marchiennes, petit centre de la vallée de la Scarpe qui s'était développé autour d'une riche abbaye détruite pendant la Révolution, c'était aux portes de Douai que se situaient les plus grosses communes, comme Sin-le-Noble ou Flines-les-Râches, petits foyers industriels gravitant autour de la grande ville.

Douai comptait 17 500 habitants en 1801. C'était un vieux centre urbain, jadis rival malheureux de Lille, mais qui, avec la cour des comptes des Pays-Bas, puis le Parlement de Flandre, était devenu traditionnellement une ville de robins, siège d'une université et, au début du XIX^e s., d'une préfecture [27] et d'une cour d'appel. C'était aussi un centre industriel vivant (textile, artillerie, imprimerie), mais avant tout une ville bourgeoise et tertiaire.

Au Sud et au Sud-Est de Douai, les densités diminuaient un peu dans l'Ostrevant [28] , zone de sables et de marais, moins fertile, mais où s'était établie une industrie rurale animée par Douai. Le canton d'Arleux comptait 117 h/km^2 .

- Le pays de Saint-Amand et le Valenciennois.

Aux portes orientales de la Flandre, les fortes densités du Douaisis se prolongeaient le long de la vallée de la Scarpe : la petite ville de Saint-Amand-les-Eaux, marché local et foyer industriel, située sur la Scarpe au coeur d'un petit pays de densité élevée en dépit de la présence de la forêt de Saint-Amand-Raismes, vieille forêt frontalière entre Scarpe et Escaut c'est à dire entre Flandre et Hainaut, et des marais de la Scarpe, comptait 8 700 habitants en 1801. Les petits villages industrialisés gravitaient autour de Saint-Amand-les-Eaux et surtout de sa forêt, source d'énergie et de matière première. Le canton de Saint-Amand-Rive gauche comptait 120 h/km^2 et celui de Saint-Amand-Rive droite 140 h/km^2 .

Les mêmes densités se retrouvaient plus au Sud dans le Valenciennois (canton de Valenciennes-Nord : 141 h/km^2 , canton de Condé-sur-Escaut : 174 h/km^2) le long de la vallée de l'Escaut, première zone industrielle du Hainaut.

Valenciennes (18 500 habitants en 1801), jadis l'une des capitales du Hainaut, devenue la principale ville du Hainaut français, ancien chef-lieu de généralité, jouait un rôle de commandement sur une bonne partie de l'est du département du Nord. L'on y trouvait les activités de service liées à ce rôle.

Mais Valenciennes était aussi un important centre de négoce et d'industries qui, avant que les conquêtes de la Révolution ne rétablisse la libre circulation sur l'Escaut, avait souffert de la limitation de la navigation sur ce fleuve entraînée par la création de la frontière.

L'industrie textile et métallurgique animait toute la vallée, dont l'activité était stimulée par les débuts de l'exploitation de la houille par la Compagnie des Mines d'Anzin, et, l'usage des premières machines utilisées en France. Anzin comptait 2 900 habitants en 1801, Condé-sur-Escaut, ville frontière fortifiée, à la confluence de la Scarpe et de l'Escaut, 5 900.

- Le Cambrésis.

Au Sud du Douaisis les fortes densités de Flandre se prolongeaient sur le Cambrésis [29] , pays pourtant si différent avec son habitat groupé en gros villages et son strict openfield. 70 % des communes de l'arrondissement de Cambrai étaient peuplées de plus de 500 habitants et 31 communes rurales comptaient plus de 1 000 habitants.

Ici la richesse agricole des terres limoneuses permettait de nourrir une nombreuse population, mais les rendements n'étaient pas ceux d'aujourd'hui et l'industrie à domicile fournissait un complément de ressources indispensable. Aussi pouvait-on trouver des densités de population comprises entre 100 et 130 h/km² (128 dans le canton de Solesmes, 127 dans le canton de Clary) et même une densité de 150 h/km² dans le canton de Carnières.

L'on y dénombrait 8 communes de plus de 2 000 habitants : petits centres comme Solesmes ou Le Cateau (4 000 habitants) ou simplement gros villages industrialisés de 2 000 à 3 000 habitants comme Iwuy ou Catillon-sur-Sambre.

Cambrai (15 000 habitants), vieille ville ecclésiastique, centre des échanges d'une région céréalière, siège d'une importante industrie à dominante textile, centre de négoce et de diffusion de l'industrie rurale et lieu de passage entre le Bassin parisien et les plaines du Nord, dominait incontestablement cette région.

La densité du peuplement du Cambrésis s'atténuait vers l'Ouest avec 80 h/km^2 dans le canton de Marcoing qui annonçait les densités de l'Artois.

3) Les zones de densité moyenne.

Il s'agit essentiellement de l'Artois (y compris le Ternois), région dont la densité avoisinait en 1801 la densité départementale du Pas-de-Calais (80 h/km^2) ou lui était légèrement supérieure, et de la plaine du Hainaut entre Douai et Valenciennes.

- L'Artois. [30]

L'Artois proprement dit correspond en gros au vaste arrondissement actuel d'Arras. La densité de peuplement de cet arrondissement correspondait à la densité moyenne du département du Pas-de-Calais.

Le peuplement était un peu plus dense à l'Est, où le pays s'apparente au Cambrésis voisin, et où l'industrie rurale à domicile est diffusée par Cambrai. Cette zone aujourd'hui encore, subit davantage l'attraction de Cambrai que celle d'Arras. Les densités de peuplement n'y étaient que légèrement inférieures à celles du Cambrésis proprement dit : 104 h/km^2 dans le canton de Marquion, 98 h/km^2 dans le canton de Bertincourt.

Les densités s'élevaient également au dessus de la moyenne de l'arrondissement sur sa bordure septentrionale où s'exerçait encore l'influence des activités industrielles du Bas-Artois : canton de Norrent-Fontes (88 h/km^2), canton de Bruay-en-Artois (75), canton de Vimy (90), canton de Vitry-en-Artois (77).

Mais à l'Ouest dans le Ternois et au Sud de l'Arrageois, les densités étaient plus faibles. Non pas parce que les aptitudes agricoles, bien qu'inférieures à celles des Flandres ou du Cambrésis, n'égalaien^t pas celles du Bas-Artois, mais parce que l'industrie rurale n'y était que médiocrement représentée. Il y existait bien un artisanat diffus dans tous les villages de l'Artois, mais il s'agissait là avant tout d'activités artisanales banales dérivées de l'agriculture ou destinées à pourvoir aux besoins locaux. Hormis dans quelques foyers localisés dans les petites vallées et dans quelques rares centres industriels urbains il n'existait pas ici de grande industrie rurale comparable aux tissages du Houtland ou du Cambrésis.

Aussi, sans être aussi faibles que sur les sols ingrats du Boulonnais ou du Haut-Pays, les densités ne pouvaient-elles

pas être aussi élevées que dans les bas-pays voisins. Dans le Ternois l'on comptait 62 h/km² dans le canton d'Heuchin, 57 dans le canton du Parcq, 61 dans le canton de Saint-Pol-sur-Ternoise, 60 dans celui d'Aubigny-en-Artois. Le peuplement n'était qu'à peine plus dense dans l'Arrageois : 66 h/km² dans le canton d'Avesnes-le-Comte, 62 dans celui de Beaumetz-les-Loges, 68 dans celui de Croisilles et 65 dans celui d'Arras-Nord.

Les densités de population ne devenaient vraiment plus conséquentes qu'au sud du département du Pas-de-Calais, dans les cantons de Pas-en-Artois (79 h/km²) et de Bapaume (104) et autour d'Arras. Ces chiffres plus élevés provenaient de la présence du petit centre actif de Bapaume : marché local, petit centre de services, petit foyer industriel, Bapaume, un temps chef-lieu de district, comptait 3 200 habitants en 1801 (Saint-Pol-sur-Ternoise, avec 3 000 habitants, était davantage la petite capitale du Ternois dont elle fut d'ailleurs chef-lieu d'arrondissement [31]).

Mais ce qui frappait en Artois parce que contrastant tant avec la Flandre, c'était la rareté des centres urbains. Alors que dans le Bas-Artois, dans le Boulonnais, dans les pays de la Canche et même dans l'Avesnois ou la plaine maritime (pour comparer entre-elles les zones les moins densément peuplées) l'on trouvait des petites villes, même si leur réseau était lâche, sur l'Artois comme sur le Haut-Artois les villes et même les gros villages étaient quasi-inexistants. 73 % des communes de l'arrondissement d'Arras étaient peuplées de moins de 500 habitants.

206 communes sur les 381 de l'arrondissement avaient même moins de 200 habitants ; 6 % seulement des communes possédaient une population de plus de 1 000 habitants et seules 5 communes comptaient plus de 2 000 habitants : Arras, Frévent et Auxi-le-Château (qui appartiennent toutes deux aux villes de la vallée de la Canche), Bapaume déjà citée et Saint-Pol-sur-Ternoise.

Arras, avec 20 000 habitants, était la seconde ville du département. Comme Saint-Omer, c'était une vieille ville ecclésiastique, capitale historique du Comté d'Artois, bien que les comtes n'y aient que rarement résidé, et devenue chef-lieu du département. Arras fournissait en 1801 l'exemple du chef-lieu de département rural, dominant une vaste zone agricole dépourvue d'autres centres urbains importants et jouait le rôle de marché régional et d'animateur de sa région. Le rôle industriel d'Arras avait été plus important dans le passé, mais après la crise de l'industrie artésienne au début du XVIII^e s., Arras n'avait retrouvé ni l'activité, ni la prospérité anciennes.

- Le Hainaut occidental [32] .

De la Scarpe à l'Escaut, par Cantin, Monchecourt, Denain et Trith-Saint-Léger, à l'endroit où devaient s'élever plus tard les grosses agglomérations du bassin houiller, les communes possédant plus de 1 000 habitants étaient rares et la plupart ne comptaient guère plus de 500 habitants. L'industrie rurale, si active dans le Cambrésis voisin, n'animait guère cette région. Et de plus, dans cette partie occidentale de la plaine du Hainaut, où la craie commence à réapparaître sous les sables qui

la recouvraient depuis le Pévèle jusqu'à l'Ostrevent [28] , les terroirs n'étaient pas riches et la densité de population se ressentait de cette infériorité agricole. Le canton de Denain ne portait que 84 h/km^2 , le canton de Valenciennes-Sud 74, densités honorables pour la France mais médiocres pour le département du Nord.

L'impression dominante, à l'examen de la carte des densités vers 1801, est que la région du Nord était déjà fort peuplée, en particulier en Flandre. Ce caractère, commun à la même époque à la plupart des provinces de basse et moyenne Belgique, était ancien, puisque dès le Moyen-Age le pays était déjà l'un des plus peuplés d'Europe. D'après Raoul Blanchard "... la situation commerciale de ces régions, qui sont le grand carrefour de l'Europe occidentale, est probablement la cause de cette surpopulation précoce ; mais elle fut entretenue depuis le Moyen-Age par le développement parallèle de l'agriculture et de l'industrie unies. Ni le travail des champs, ni la pratique du filage et du tissage n'auraient pu, pris isolément, nourrir les foules établies sur les argiles des Flandres ou les limons du Cambrésis ; mais en joignant à la culture des céréales et des plantes industrielles le travail du rouet et du métier, l'existence de cette nombreuse population devenait possible. Tisserands de toile au nord de la Lys, fileuses et tisserands de coton, de laine et de lin autour de Lille, de toile encore autour de Douai et de Cambrai, de lai-

ne vers Le Cateau, Avesnes et Fourmies, lâchaient l'été le rouet ou la navette pour le travail des champs, et rentraient l'hiver dans la chambre humide réservée au travail des textiles. Ainsi c'était la présence de l'industrie à domicile, alliée à une agriculture perfectionnée, qui retenait depuis si longtemps à la surface des plaines du Nord une si nombreuse population." Lorsque cette industrie à domicile prenait moins d'importance le peuplement s'en ressentait aussitôt et déjà l'industrie avait amené de grandes différences entre les régions fortement industrialisées, comme la région de Lille ou la vallée de la Lys, et celles demeurées fondamentalement agricoles comme le Ternois.

Si l'on compare la situation du peuplement vers 1801 à la situation actuelle l'on constate :

- 1) que, hors de la zone littorale, la plupart des zones démographiquement déprimées le sont demeurées : l'est du département du Nord au delà de la vallée de la Sambre, le Haut et le Bas-Boulonnais en dehors de l'agglomération de Boulogne, le Haut-Artois et le Ternois, ainsi que le Sud-Arrageois.
- 2) que trois zones ont subi des transformations profondes : la zone devenue minière, la vallée de la Sambre autour de Maubeuge où s'est développée la métallurgie, la zone côtière qui a bénéficié à la fois de l'assèchement des plaines littorales et du développement de ports bien situés face au détroit du Pas-de-Calais.
- 3) que les grands traits de la trame urbaine actuelle, en dehors du bassin minier, étaient déjà esquissés. Mais les villes ont é-

volué très différemment au XIX^es.. Celles qui se sont industrialisées se sont développées alors que, en règle générale, celles qui sont demeurées des centres traditionnels ont stagné ou périclité. Les villes principales qui se plaçaient à la tête du réseau urbain du XVIII^e s. et qui avaient organisé les régions autour d'elles (Boulogne-sur-Mer, Saint-Omer, Arras, Cambrai, Valenciennes, Douai) ont toutes conservé leur rayonnement en dépit des bouleversements qu'apporta la grande industrie. Les villes qui n'étaient pas des centres historiques de commandement comme Lens ont eu et ont encore des difficultés pour jouer ce même rôle polarisateur.

4) que Lille jouait déjà depuis longtemps un rôle privilégié dans la région, par son activité économique et par son importance numérique qui la plaçaient en tête de la hiérarchie urbaine régionale et la prédisposaient à jouer non seulement le rôle de capitale de la Flandre française, mais de toute la région.

Au cours du XIX^e s., les facteurs qui retenaient tant d'hommes épars sur toute l'étendue de la région furent profondément modifiés par la Révolution industrielle et il est intéressant d'observer comment l'industrie, qui déjà était en grande partie responsable des différences de densités, a bouleversé la répartition des hommes, en se concentrant en fabriques sur un nombre beaucoup plus restreint de centres.

II - Les modifications dans la répartition de la population :

Si jusqu'à une date récente la population de la région du Nord s'est accrue fortement, cette croissance n'a pas été le fait de l'ensemble de la région, mais des bassins industriels et des principales agglomérations urbaines. La majeure partie des communes de la région n'a pas participé à la grande expansion démographique du XIX^e siècle et encore moins du XX^e siècle. Dans les campagnes de Flandre et surtout dans ce vaste ensemble à dominante rurale qui s'étend au sud du pays depuis le Boulonnais jusqu'à l'Avesnois, en dehors de quelques secteurs qui se sont industrialisés et des agglomérations d'Arras et de Cambrai, la population diminue ou stagne depuis plus d'un siècle.

Dans la plupart des cantons de l'Artois par exemple, les densités mesurées aujourd'hui sont très inférieures à celles du milieu du siècle dernier. En 1861 on comptait 68 h/km² dans le canton d'Aubigny-en-Artois contre 57 aujourd'hui, 75 h/km² dans le canton d'Avesnes-le-Comte contre 43 aujourd'hui, 81 h/km² dans le canton de Beaumetz-les-Loges contre 58 aujourd'hui. La diminution des densités fut encore plus accentuée dans les cantons de l'Artois oriental et du Cambrésis occidental où elles étaient

	0 - 100 h	100 à 200	200 à 500	500 à 1000	1000 à 2000	2000 à 5000	5000 à 10000	plus de 10000	
1801	1,7	10,8	40,5	27,1	13,9	4,6	0,8	0,6	%
1911	1,5	7,2	31,3	24,7	16,7	12,2	3,8	2,5	%
1975	3,3	12,9	29,4	18,9	13,1	10,5	6,3	5,0	%

TAB. 49 : COMMUNES SELON LEUR POPULATION. 1801/1975. Rég. du Nord.

plus élevées : 132 h/km² dans le canton de Bertincourt en 1861 contre 57 actuellement, 128 h/km² dans le canton de Marquion contre 78 actuellement, 122 h/km² dans le canton de Bapaume contre 74 aujourd'hui etc... Dans le Ternois, dans l'Avesnois où les densités étaient plus faibles, les pertes ont été relativement moins importantes mais néanmoins sensibles.

Dans le même temps la croissance des secteurs où s'opérait la Révolution Industrielle était considérable, les zones rurales se dépeuplant à leur profit. A l'expansion de la grande industrie était associée celle de la population. 4 arrondissement bénéficièrent de l'essentiel de la croissance démographique régionale. La densité de l'arrondissement de Lille passa de 252 h/km² en 1801 à 973 en 1911 et 1267 actuellement, celle de l'arrondissement de Lens de 117 en 1801, à 730 en 1911 et 1213 actuellement, celle de l'arrondissement de Valenciennes de 151 en 1801 à 412 en 1911 et 587 actuellement et celle de l'arrondissement de Douai de 150 en 1801 à 344 en 1911 et plus de 520 actuellement.

a) Les zones à forte concentration de population :

Dans de nombreuses villes de l'agglomération de Lille et des bassins industriels, la population a augmenté de manière démesurée au cours du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle.

La région lilloise, déjà très peuplée au XVIII^e siècle, était devenue le premier centre de concentration de population. En 1911 les densités dépassaient déjà 1000 h/km² dans l'ensemble des cantons de Lille, peuplés seulement de 100 à 200 h/km² un siècle plus

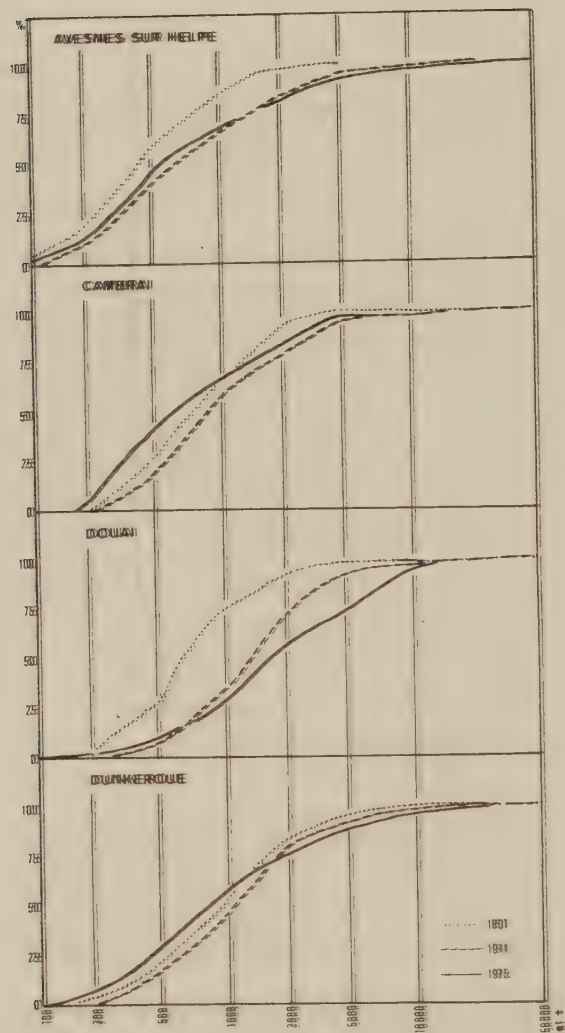


FIG. 81.

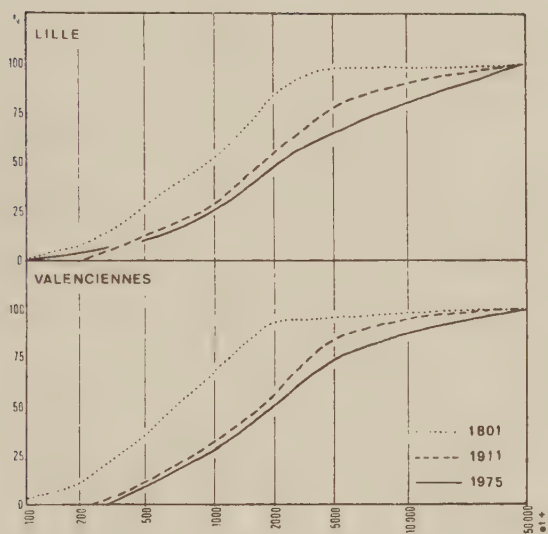
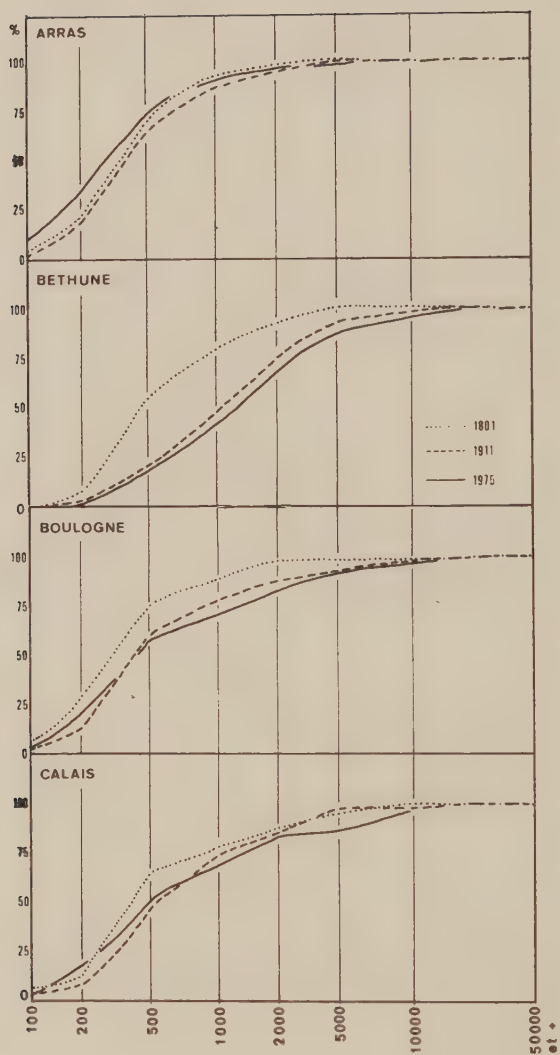


FIG. 82 : DISTRIBUTION DES COMMUNES SELON LEUR POPULATION
PAR ARRONDISSEMENT. Dpt. du NORD.



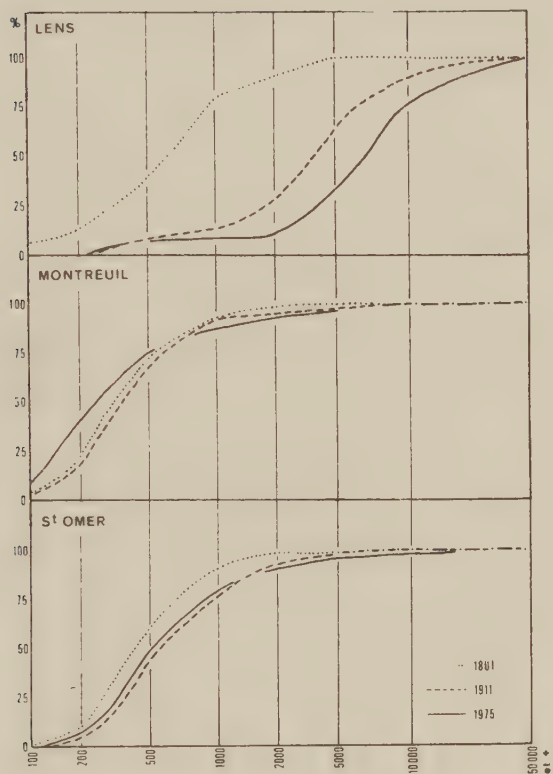


FIG. 83 : DISTRIBUTION DES COMMUNES SELON LEUR POPULATION PAR
ARRONDISSEMENT. Dpt. du Pas-de-Calais.

Arrondissement	1801	1861	1911	1936	1954	1968	1975
Avesnes-sur-Helpe	96 391	157 535	215 855	213 098	220 255	246 662	251 746
Cambrai	113 344	189 056	195 884	166 509	162 643	174 172	173 406
Douai	75 854	112 559	164 156	196 718	216 621	250 127	248 297
Dunkerque	184 605	209 921	268 345	263 891	261 327	317 013	350 341
Lille	221 979	458 200	855 721	885 087	916 343	1 057 690	1 113 699
Valenciennes	95 888	171 305	261 819	296 864	321 356	372 501	372 749
TOTAL du département du Nord	788 061	1 298 576	1 961 780	2 022 167	2 098 545	2 418 165	2 510 738
Arras	201 732	252 746	251 464	237 665	254 522	285 041	294 192
Béthune	79 663	106 432	199 939	256 120	282 969	289 142	279 516
Boulogne-sur-Mer	40 865	81 852	118 856	129 945	131 243	152 589	157 706
Calais	22 507	49 070	96 839	92 868	86 723	105 409	111 111
Lens	32 563	46 954	203 214	267 156	324 399	355 917	337 797
Montreuil	68 672	79 109	81 988	85 646	84 260	87 787	92 570
Saint-Omer	82 843	110 588	115 287	109 900	112 833	121 896	130 143
TOTAL du département du Pas-de-Calais	528 845	726 751	1 068 185	1 180 467	1 277 833	1 397 781	1 403 035
TOTAL de la région du Nord	1 316 906	2 025 327	3 029 965	3 202 634	3 376 378	3 815 946	3 913 773

TAB. 50 : EVOLUTION DES EFFECTIFS DE POPULATION PAR ARRONDISSEMENT. Rég. du Nord. 1801/1975.

densités par arrondissement

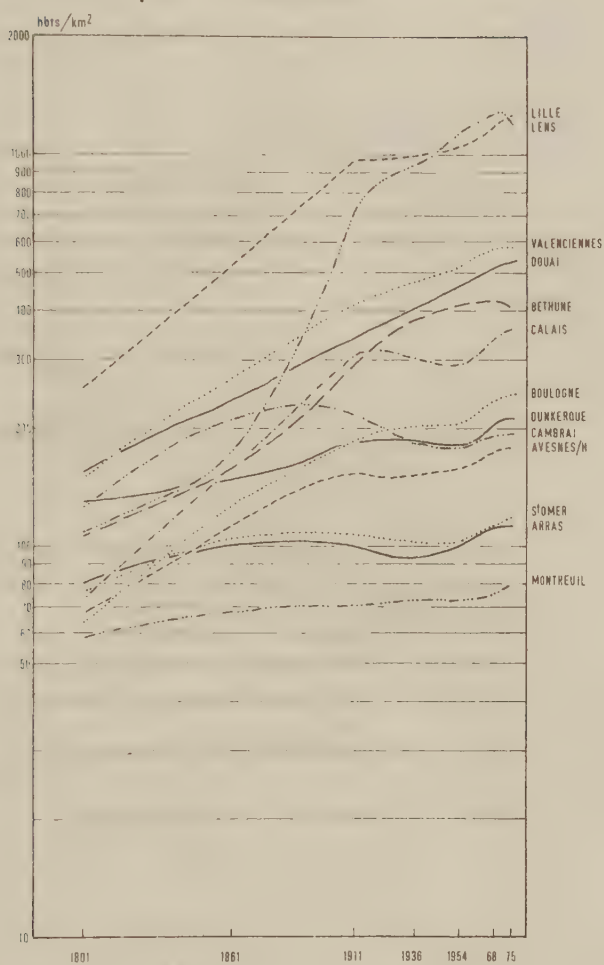


FIG. 84 : EVOLUTION DES DENSITES DE POPULATION PAR ARRONDISSEMENT.
1801-1975.

FIG: 85 CARTE DES DENSITÉS DE PEUPLEMENT EN 1801.

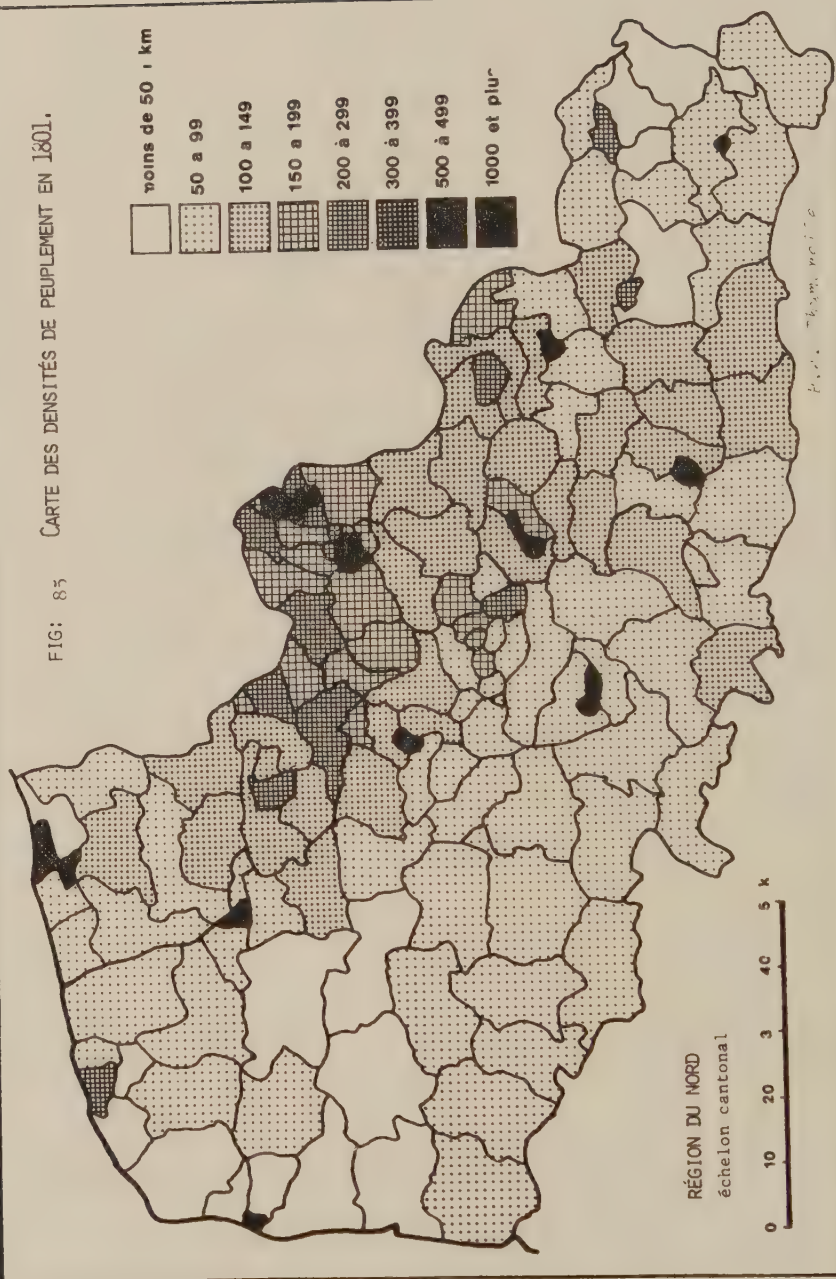


FIG: 86 CARTE DES DENSITÉS DE PEUPLEMENT EN 1861

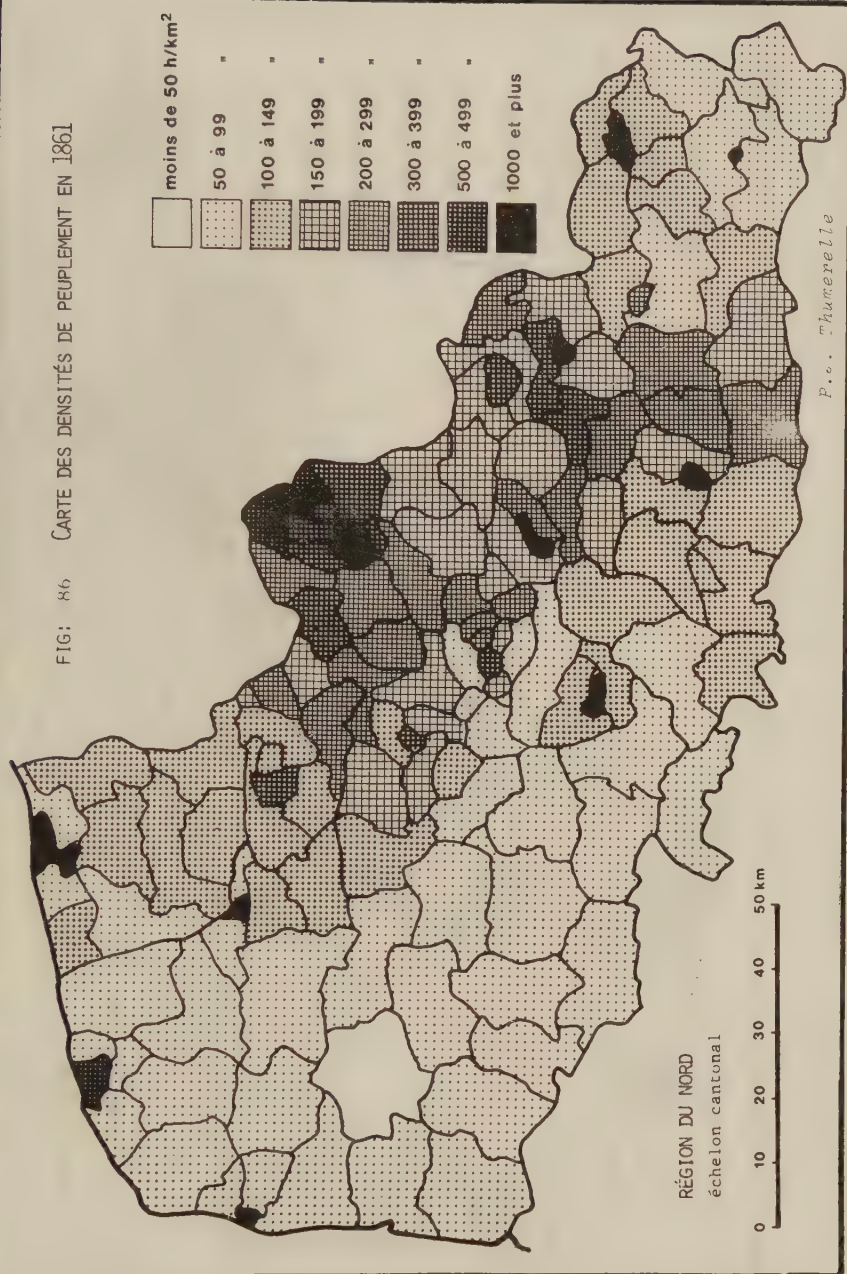


FIG: 87 CARTE DES DENSITÉS DE PEUPLEMENT EN 1911.

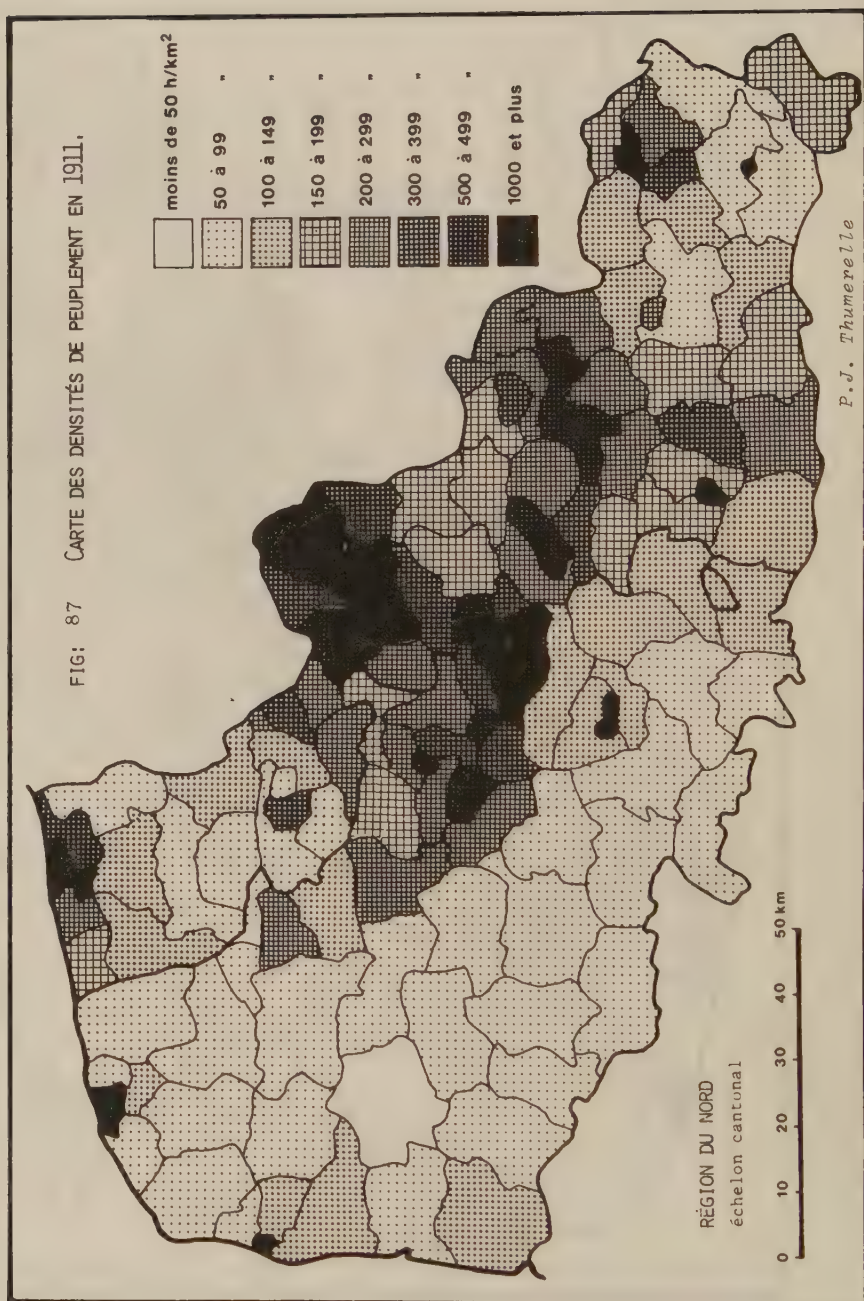


FIG: 88 CARTE DES DENSITÉS DE PEUPLEMENT EN 1936.

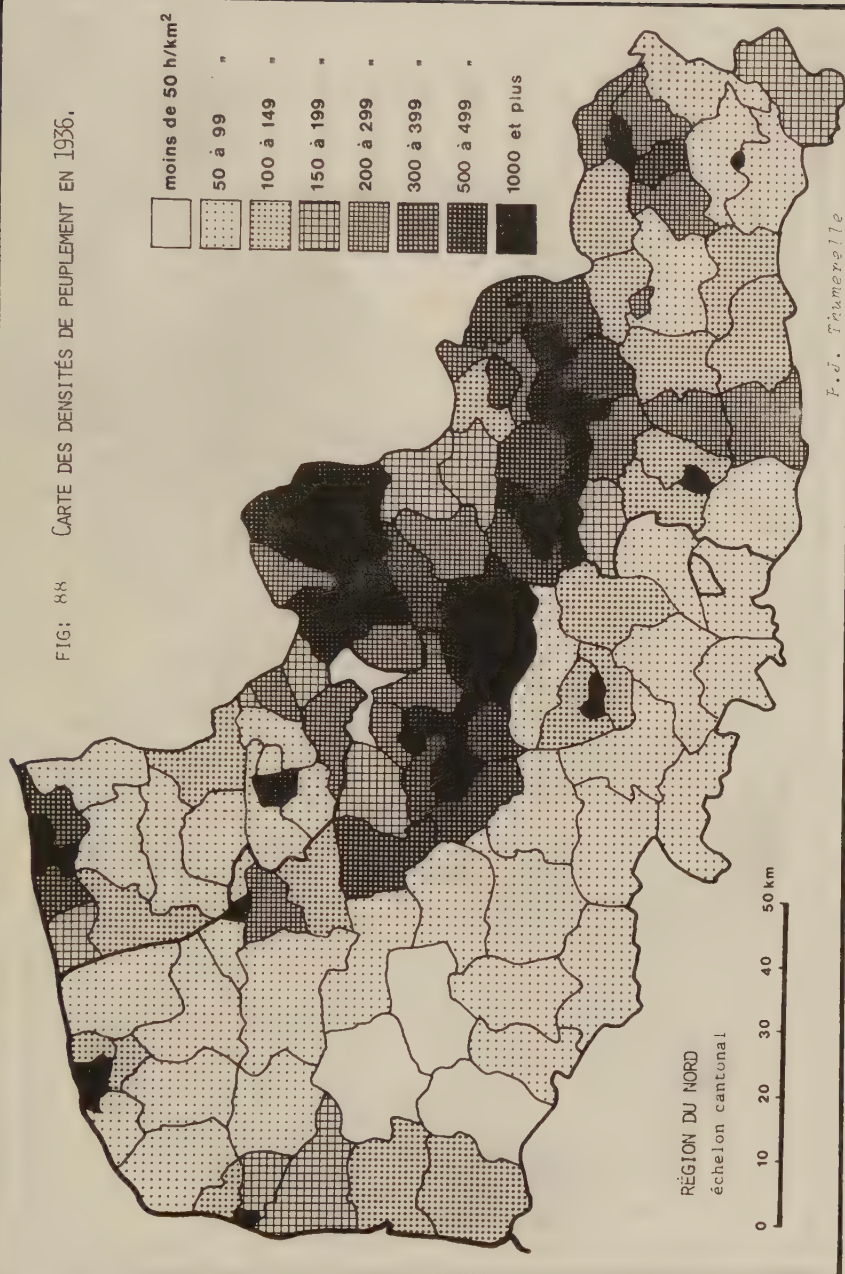


FIG: 89 CARTE DES DENSITÉS DE PEUPLEMENT EN 1954.

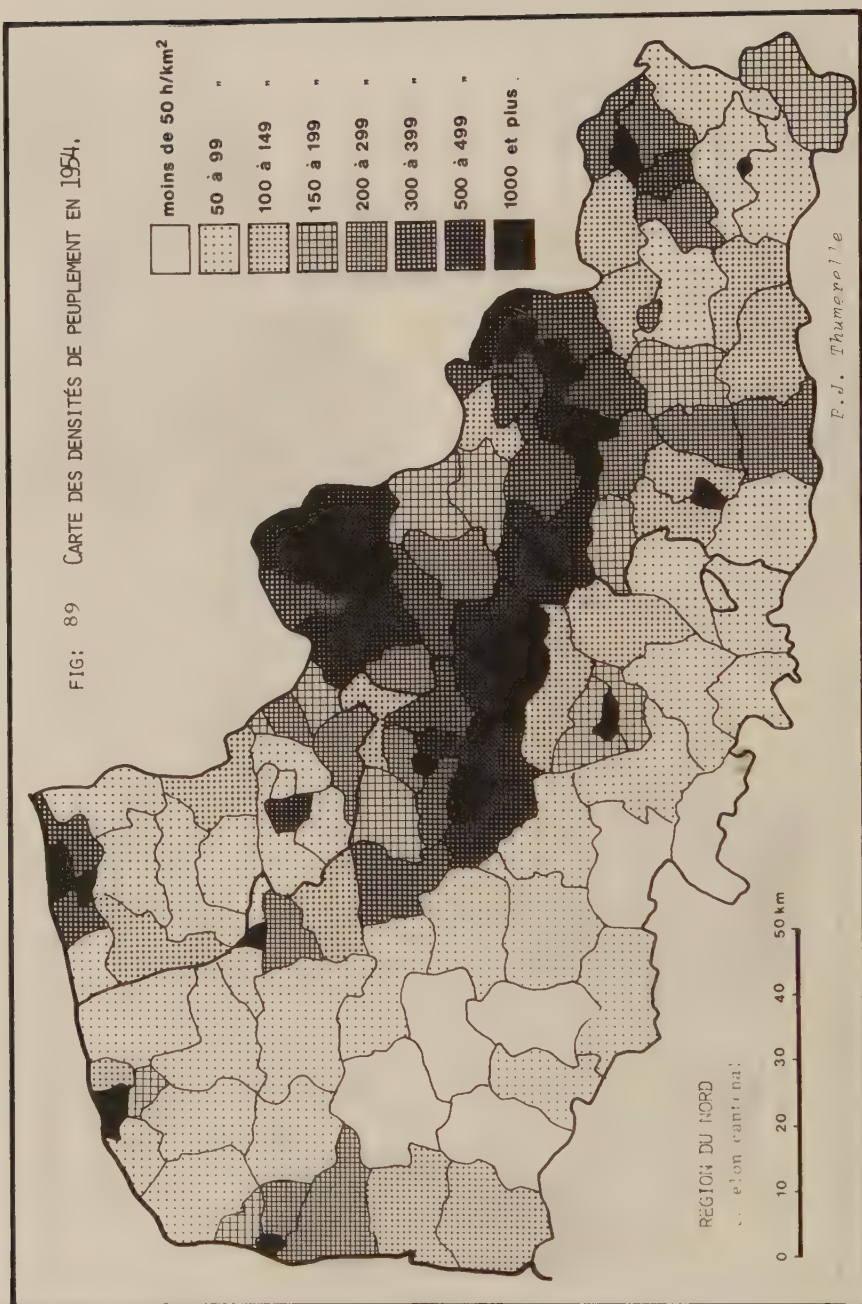
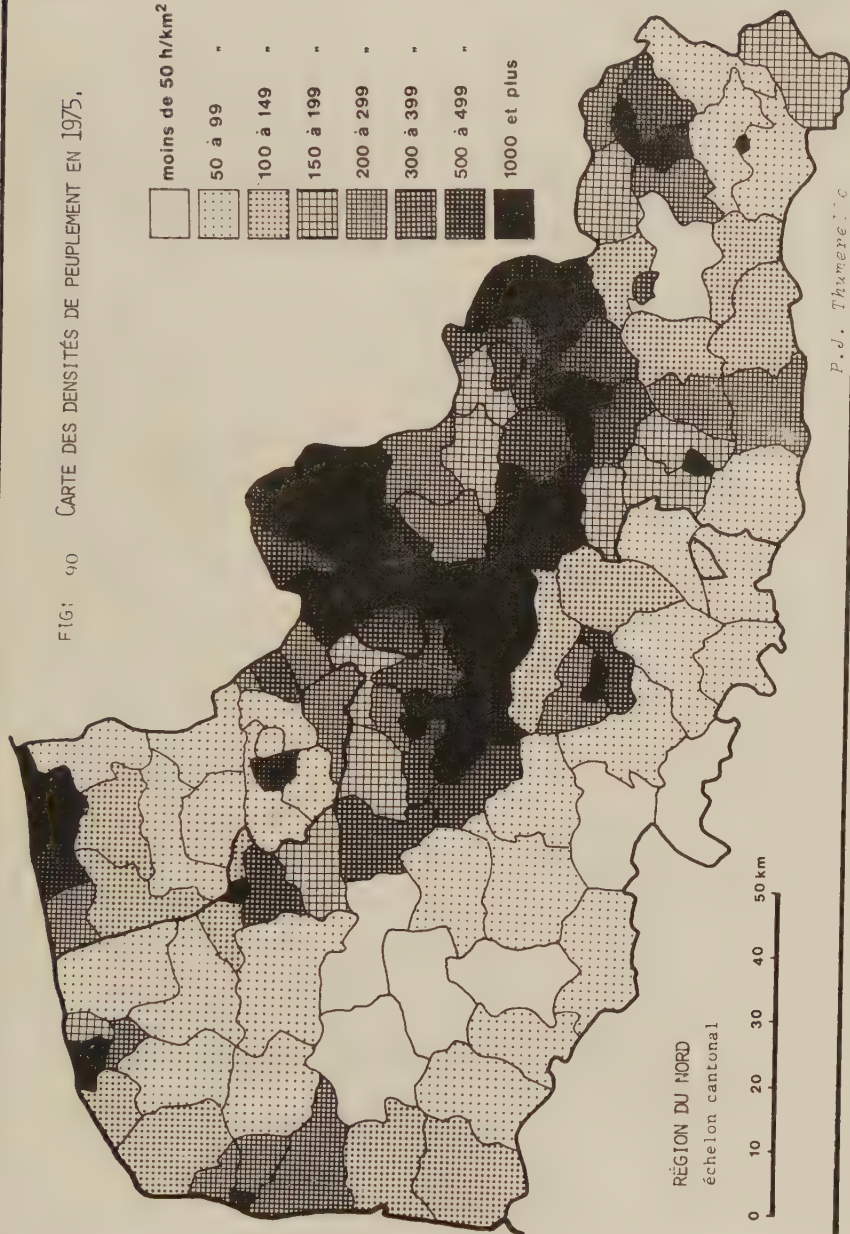
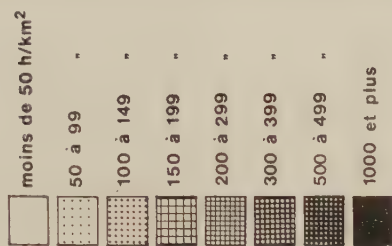


FIG: 90 CARTE DES DENSITÉS DE PEUPLEMENT EN 1975.



tôt, et les densités dépassaient 500 h/km^2 dans l'ensemble des cantons de Roubaix et Tourcoing [33] et dans les cantons d'Armentières, d'Haubourdin, de Lannoy et de Marcq-en-Baroeul. La population de l'arrondissement de Lille était passée de 220 000 habitants en 1801 à 855 700 en 1911, soit une multiplication par 3,9.

Le bassin minier formait la seconde zone de concentration de population. De Bruay-en-Artois à Valenciennes, les densités étaient devenues considérables. La densité du canton de Bruay-en-Artois (118 h/km^2 en 1861) dépassait 660 h/km^2 en 1911, celle du canton de Noeux-les-Mines (172 h/km^2 en 1861) 470 en 1911, celle de l'arrondissement de Lens (169 en 1861) 730, avec une concentration principale autour de Lens et de Liévin. De Douai à Denain, les densités s'élevaient également à plus de 500 h/km^2 en 1911. Dans le canton de Denain elles étaient passées de 85 h/km^2 en 1801 à 828, près de 10 fois plus en 1911. Autour de Valenciennes elles s'étaient également considérablement renforcées (618 h/km^2 dans le canton de Valenciennes-Nord).

C'était sur le littoral que se trouvait la troisième zone de concentration de population. Mais il ne s'agissait pas ici d'une vaste zone de fortes densités ininterrompues comme dans le bassin minier, 4 foyers principaux de concentration de population étant séparés par des zones de densité plus faible : l'agglomération de Dunkerque, celle de Calais, celle de Boulogne et la zone littorale du Marquenterre d'Etaples à Berck.

Enfin dans le bassin métallurgique de la Sambre, la popula-

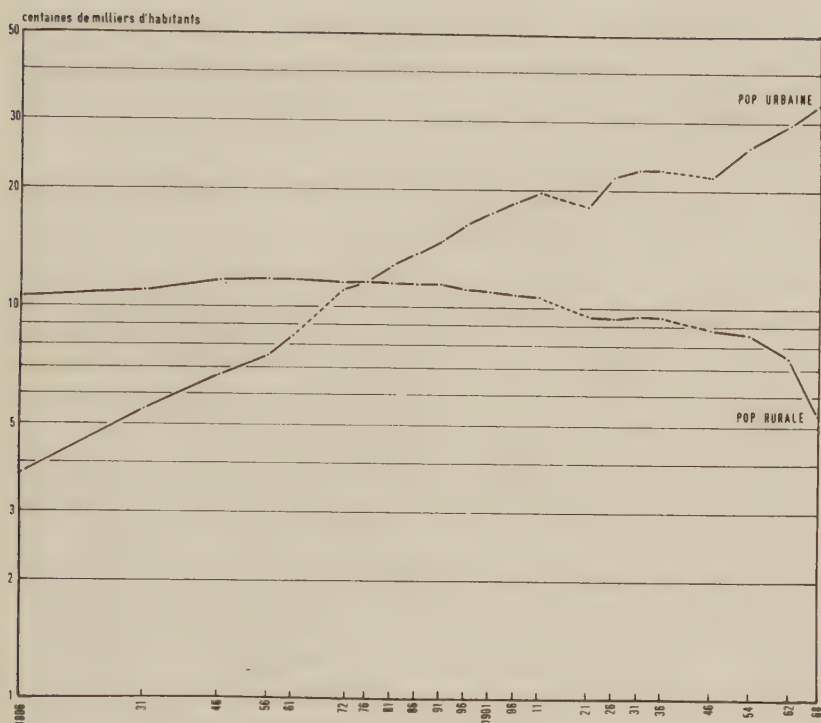


FIG. 91 : REGION NORD: population urbaine, population rurale

tion ne s'était concentrée qu'autour de pôles plus modestes et isolés : les agglomérations d'Arras, de Cambrai, de St. Omer et de Fourmies.

b) Modération et lenteur du dépeuplement des zones à dominante rurale :

Parallèlement à cet ample mouvement, qui poussait la population à s'entasser dans des villes (ou plutôt dans les foyers industriels, car, là où elle se développait, l'industrie rurale retenait les hommes , et là où les villes ignoraient le phénomène industriel, elles ne participèrent pas à la croissance démographique régionale), un mouvement inverse poussait les campagnes à se dépeupler. Mais il ne faut pas exagérer l'ampleur de ce dépeuplement des campagnes de la région du Nord. Ce mouvement commença en général assez tard, rarement avant 1850, et avait été précédé par une assez forte croissance démographique. La diminution des effectifs de la population rurale fut en général lente et modérée. Brutalement accélérée dans certains secteurs par la première guerre mondiale, elle se poursuivit avec modération pendant la période de l'entre-deux-guerres. Depuis, l'évolution démographique des campagnes de la région est devenue plus hétérogène, et dans certaines communes la population a même recommencé à s'accroître.

c) La diversité de l'évolution récente :

La croissance démographique des zones industrielles a cessé

elle aussi d'être homogène. Dans l'entre-deux-guerres, seuls l'Ouest et le centre du bassin minier ont conservé leur forte expansion (la densité de l'arrondissement de Lens passant de 730 h/km² en 1911 à 1 165 en 1954), ailleurs la population augmentait peu. Les difficultés de l'industrie de la région et les nouvelles formes de la croissance économique et de l'urbanisation ont modifié les tendances traditionnelles de l'évolution du peuplement urbain et industriel, et depuis une vingtaine d'années l'évolution des zones urbaines est devenue plus contrastée encore que celle des zones rurales et oppose des agglomérations à croissance rapide à des agglomérations où la population stagne ou diminue, notamment dans le bassin minier.

Ainsi si l'on ne considère pas que l'évolution actuelle, mais si on s'intéresse à l'évolution qui a conduit au peuplement actuel, il faut distinguer deux grands ensembles :

1) Les zones à dominante rurale (y compris les petites villes et agglomérations isolées dans la campagne et dont les relations avec les communes rurales sont souvent étroites), objet de cette - troisième partie.

2) Les grandes zones de peuplement industriel et urbain, objet de la partie suivante.

III - Les zones à dominante rurale et les petits centres urbains :

Parmi celles-ci il convient de distinguer plusieurs ensembles :

d'abord le pays flamand, jadis pays textile que la grande industrie lilloise priva précocement d'une de ses ressources, et les pays ruraux du Sud, du Boulonnais à l'Avesnois, plus éloignés des grandes agglomérations et dont la décroissance démographique débuta plus tardivement.

a) Les facteurs de l'évolution démographique :

Hors de la Flandre intérieure, l'augmentation de population fut assez générale au début du XIX^e siècle, et un petit nombre seulement de communes connut son maximum de population avant 1830. La population ne commença vraiment à diminuer dans les zones rurales qu'entre 1850 et 1880. L'apparition plus ou moins tardive du phénomène de déclin dépendit d'abord de l'importance des activités non agricoles et des types de ces activités dans la vie des communes, puis des conditions de la vie agricole. Les phénomènes purement démographiques : natalité, mortalité, structures par âge, semblent n'avoir joué alors qu'un rôle très secondaire. Dans les campagnes du Nord la fécondité s'étant maintenue, comme dans le reste de la région, à un niveau élevé, le vieillissement, la dénatalité ne sont apparus que récemment dans la région, et très sectoriellement.

Le déclin rapide ou le maintien tardif des industries rurales traditionnelles, voire la diffusion de nouvelles industries, comme l'existence de types d'agriculture plus ou moins exigeants en main d'oeuvre, le recours à une main d'oeuvre salariée ou à une main d'oeuvre exclusivement familiale, furent autant de fac-

teurs qui conditionnèrent l'évolution des populations communales. Enfin jouèrent des facteurs locaux que nous ignorons bien souvent, notamment la mise en place de filières de migrations vers les centres urbains, qu'il nous est difficile de reconstituer.

Ainsi les difficultés des métiers ruraux de l'Artois oriental et du Cambrésis occidental ralentirent précocement l'expansion démographique, tandis que la réussite du textile dans le Cambrésis oriental y maintint jusque vers 1880 et parfois jusqu'en 1911 une forte expansion démographique.

L'association de la culture de la betterave à sucre et du textile fut sans doute aussi à l'origine du maintien tardif dans le Cambrésis et l'Artois oriental, du genre de vie des ouvriers-paysans qui n'a jamais totalement disparu, même si le travail en usine et les migrations quotidiennes avaient succédé à la vieille industrie à domicile.

La diminution du nombre des ouvriers-paysans et des salariés agricoles qui avait encouragé l'orientation vers les cultures céréalières et la mécanisation précéda celle des exploitants agricoles eux-mêmes. Mais jamais l'évolution de l'agriculture ne provoqua un tel déclin démographique que la disparition des industries rurales. La concentration foncière, la nécessité d'accroître la taille des exploitations pour assurer le maintien d'un niveau de vie décent chez les agriculteurs, les mutations techniques de l'agriculture et le développement de l'élevage herbager dans le Ternois et le Haut-Artois au cours des dernières années n'ont jamais eu les mêmes conséquences démographiques que les crises de l'industrie textile.

b) Identité et diversité des évolutions démographiques :

On ne peut donc, compte-tenu de la diversité des conditions de l'évolution démographique et des types d'évolution observés, réduire l'évolution des populations rurales à un schéma unique.

Certes l'évolution de ces vastes ensembles ruraux est partout à peu près la même. Hors des petites villes et des quelques petites agglomérations industrielles isolées dont la population n'a pas connu le même destin que celle des villages et des hameaux, on assista à un arrêt de la croissance démographique au cours du XIX^e siècle, suivi d'une diminution du nombre des habitants.

Mais dans le détail, cette évolution présente une grande diversité. On peut en réalité distinguer plusieurs secteurs géographiques auxquels correspondent des types nuancés d'évolution démographique. Ces secteurs délimités en fonction de leur appartenance à des types d'évolution ne correspondent que grossièrement aux régions géographiques habituellement distinguées. Leurs limites ne se confondent que rarement et l'analogie des évolutions rapproche des régions que l'analyse géographique régionale classique distingue.

c) Les oppositions régionales :

Dans le Bas-Pays, la plaine maritime se distingue du Houtland. Dans la première la diminution de population n'a commencé que tardivement et est souvent enrayée à proximité des grandes agglomérations du littoral. Dans la seconde la population a commencé à

diminuer très précocement, mais la diminution a été faible, alors qu'elle a été considérablement aggravée dans la plaine de la Lys par la guerre de 1914-1918. Comme dans le Houtland, la diminution de population a débuté précocement dans le Pévèle-Mélantois, mais son intensité a été fonction de l'attraction de l'agglomération lilloise au Nord et du pays minier au Sud. Aujourd'hui encore celle-ci conditionne les régains de population que l'on enregistre dans un certain nombre de communes.

Dans le vaste ensemble des pays ruraux du Sud, il convient de distinguer d'Est en Ouest :

- L'Avesnois où des zones de faible densité rurale se dépeuplent lentement mais régulièrement depuis le début du XIX^e siècle et contrastent avec de petits secteurs industrialisés de densité plus élevée dont le dépeuplement a débuté plus tard et est demeuré généralement très modéré ;
- Le Cambrésis oriental où l'industrie textile a connu au XIX^e siècle une remarquable diffusion et dont l'évolution démographique demeure conditionnée par celle de cette industrie. Aujourd'hui encore cette industrie assure à ce secteur des densités de population rurale exceptionnellement élevées ;
- Le Cambrésis occidental et l'Artois oriental où l'industrie rurale a également longtemps animé les villages, n'ont jamais connu un essor démographique comparable, ni un tel développement industriel. Mais plus encore que le profond déclin de cette ancienne industrie, la guerre de 1914-1918 a profondément marqué l'évolu-

tion de la population de cette zone et provoqué un dépeuplement brutal qui s'est souvent poursuivi depuis;

- Le plateau artésien à l'Ouest d'Arras (Artois occidental, Ternois, Haut-Artois, Pays de Montreuil) forme un ensemble assez homogène sur le plan de l'évolution démographique, les différences d'évolution opposant davantage les vallées et le plateau que les diverses régions que l'on y distingue classiquement;
- Le Boulonnais et le Marquenterre forment un dernier ensemble à dépopulation moins marquée.

Enfin une place particulière doit être faite à la zone bordière de l'Artois et du Cambrésis dont l'évolution démographique, fortement conditionnée par la proximité des bassins industriels, diffère profondément de celle des plateaux.

III - 1. Le Bas-Pays :

a) La plaine maritime :

La plaine maritime n'a pas connu la même évolution sur le littoral, que nous étudierons à part, et dans la plaine proprement dite. Sur le littoral la croissance a été le fait des villages de pêcheurs à très forte fécondité, et de Dunkerque ou de ses faubourgs. Dans la plaine elle a été le fait de communes rurales à vocation essentiellement agricole.

1) Les communes rurales :

- La persistance de la croissance démographique jusqu'au début

du XX^e siècle :

Ces communes ont vu leur population s'accroître jusqu'au début du XX^e siècle et même pour certaines jusqu'aujourd'hui. Lorsque la population a diminué, elle l'a fait de manière excessivement modérée. L'écart entre la population recensée au cours du XX^e siècle et celle du maximum, lorsqu'il s'est situé vers 1900, est très faible.

En ne considérant que la partie de la plaine maritime située dans le département du Nord, Raoul Blanchard écrivait en 1906 [34] : "... toutes les communes rurales de la plaine ont été en augmentation régulière au XIX^e siècle. En groupant en effet en un tableau les densités atteintes de 10 en 10 ans par les 17 communes en question [35] , on voit que les variations décennales de ces densités dessinent une courbe ascendante assez régulière, hésitante seulement dans les périodes 1842-1951 et 1861-1872, c'est à dire lors de la crise de 1848 et la guerre de 1870. Non que la population soit très dense, ni que l'accroissement ait été considérable : de 39 habitants au km², les 17 communes sont passées à 71, avec un gain de 81 %. Mais l'accroissement continu d'une population agricole est un spectacle si rare dans la France du XIX^e siècle, qu'il y a de quoi s'étonner et qu'il faut bien y chercher une explication particulière. En effet la Plaine maritime se trouve dans une situation spéciale. Elle était au début du XIX^e siècle imparfaitement asséchée et assainie. Les grands progrès accomplis depuis 100 ans par les associations de dessèchement ont permis d'en étendre sans cesse l'exploitation ; la Plaine est une terre qui a été en partie colonisée et peuplée au XIX^e siècle. De

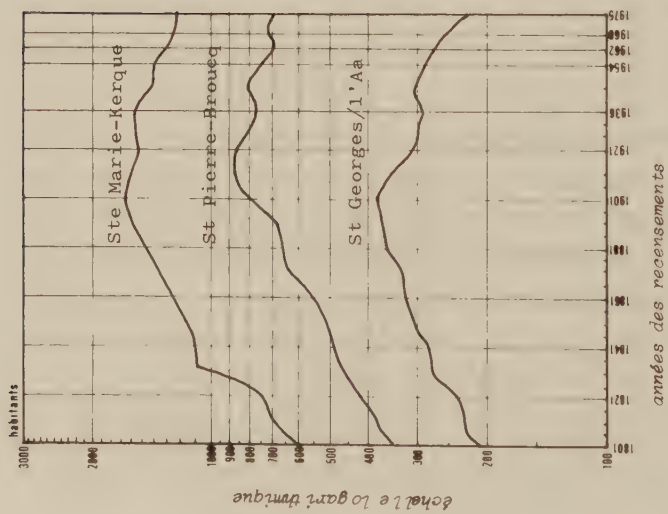


Fig: 92 Sainte-Marie-Kerque (c. d'Audruicq)
 Saint-Pierre-Broucq (c. de Bourbourg)
 Saint-Georges-sur-l'Aa (c. de Gravelines)



Fig: 93 Northkerque (c. d'Audruicq)
 Mardyck (c. de Dunkerque-ouest)

Les graphiques représentent l'évolution démographique des communes dont le nom est souligné dans le texte.

là l'accroissement régulier de sa population".

Au centre, dans le canton de Bergues la population d'Armbouts-Cappel (560 habitants en 1801) s'est accrue régulièrement jusqu'à atteindre 1 227 habitants en 1896, et en 1911 elle atteignait encore 1 206 habitants. La population de Steene (661 habitants en 1806) a atteint 1 079 habitants en 1891, et en 1911 elle était encore de 1 030 habitants. Dans le canton de Bourbourg, Brouckerque a vu sa population passer de 616 habitants en 1801 à 1 041 en 1901 ; Cappelle-Brouck de 750 h en 1801 à 1 226 en 1876, année du maximum, mais sa population ne descendit pas en dessous de 1 200 habitants avant 1911. Saint-Pierre-Brouck a connu son maximum de population en 1911, Holque en 1921 ; Spycker a connu un premier maximum en 1906. Craywicq a connu son maximum en 1891, Saint-Georges-sur-l'Aa en 1896.

Dans la partie orientale de la plaine la situation était à peu près la même, Ghyvelde a vu sa population s'accroître jusqu'en 1921, Les Moères jusqu'en 1906, Coudekerque jusqu'en 1921, Uxem jusqu'en 1901 (la croissance des autres communes de la plaine, plus dépendante de celle de Dunkerque, sera étudiée avec celle de l'agglomération de Dunkerque).

Dans la partie occidentale (Pas-de-Calais), la croissance a été aussi remarquable au cours du XIX^e siècle. Les Attaques ne connurent leur maximum de population qu'en 1921, Guemps en 1901, Offekerque en 1896, Vieille-Eglise en 1911, Sainte-Marie-Kerque en 1896, Saint-Omer-Cappel en 1906, Saint-Folquin en 1911.

L'évolution démographique des communes dont le nom est souligné est illustrée par un graphique situé dans une des pages voisines.

- L'évolution au XX^e siècle :

Réduite à ses activités agricoles la population de la plaine maritime ne pouvait plus guère s'accroître dès la fin du XIX^e siècle, mais alors que la population rurale diminuait rapidement dans bien des cantons de France et de la région du Nord au début du XX^e siècle, celle de la Plaine maritime demeura étale jusqu'en 1911 et même au delà. La décroissance de la population, lorsqu'elle se produisit, ne commença vraiment qu'entre les deux guerres mondiales.

La présence de l'industrie put la ralentir un peu (Saint-Pierre-Brouck possèda une sucrerie, Armbouts-Cappel une distillerie, Holque une filature). Mais jamais l'industrie ne connut un grand développement dans la plaine, elle ne se développa que sur le littoral et les industries rurales disparurent au début du XX^e siècle. La population non agricole de la plaine est composée essentiellement de migrants alternants travaillant dans les agglomérations de Dunkerque et de Calais ou plus rarement dans les petits centres urbains de la plaine.

Après 1911, parmi les communes de la plaine, il convient de faire la différence entre celles dont la décroissance a été sensible, et celles dont la décroissance a été plus modérée ou interrompue par une reprise récente de l'expansion démographique.

Dans la partie occidentale de la plaine, à l'Ouest de Bourbourg, un seul type d'évolution se rencontre (en dehors des communes sublittorales de Marck et d'Oye-Plage et de la petite ville d'Audruicq), illustré par l'exemple de Sainte-Marie-Kerque. A partir de 1901, la population de Sainte-Marie-Kerque, qui avait augmenté considérablement au cours du XIX^e siècle (170 % de 1801 à

1901) décroît. Mais la décroissance est lente, entrecoupée de phases de stabilisation de 1921 à 1936, de 1946 à 1954, de 1962 à 1975, ce qui fait que de 1901 à 1975, Sainte-Marie-Kerque n'a perdu que 25 % de sa population, passant de 1 640 habitants en 1901 à 1 595 en 1911, 1 502 en 1936, 1 237 en 1962, 1 224 actuellement, diminution de population modérée qui correspond à l'évolution générale de la population agricole et qu'a ralenti la possibilité de migrations quotidiennes à Dunkerque. Sainte-Marie-Kerque correspond à l'évolution démographique moyenne. Dans le canton d'Audruicq, Zutkerque, Saint-Omer-Cappel, Nouvelle-Eglise ont perdu un peu plus de 30 % de leur population depuis le début du XX^e siècle, tandis que Saint-Folquin, Nortkerque, Offekerque en ont perdu moins de 20 %. Dans le canton de Bourbourg, Looberghe a perdu également plus de 30 % de sa population, mais Saint-Pierre-Brouck, Holque (dont la diminution de population est récente, liée essentiellement à la fermeture de sa filature), Cappelle-Brouck en ont perdu moins de 20 %. Seule Saint-Georges-sur-l'Aa (canton de Gravelines) a accusé une perte importante de population : peuplée de 395 habitants en 1896 et encore de 360 en 1911, Saint-Georges vit sa population stagner autour de 300 habitants entre les deux guerres, puis s'amenuiser rapidement à partir de 1946 (- 26 % entre 1954 et 1975). Depuis 1901, Saint-Georges a perdu 44 % de sa population, mais c'est une exception dans la plaine maritime

Dans la partie orientale de la plaine la bataille de Dunkerque en 1940 et la rupture des digues, puis la croissance de Dun-

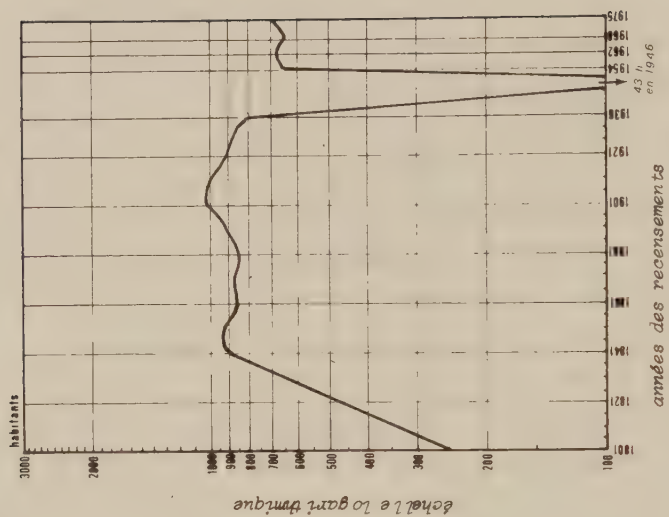


Fig: 93 Les Moères (canton de Hodschoote)

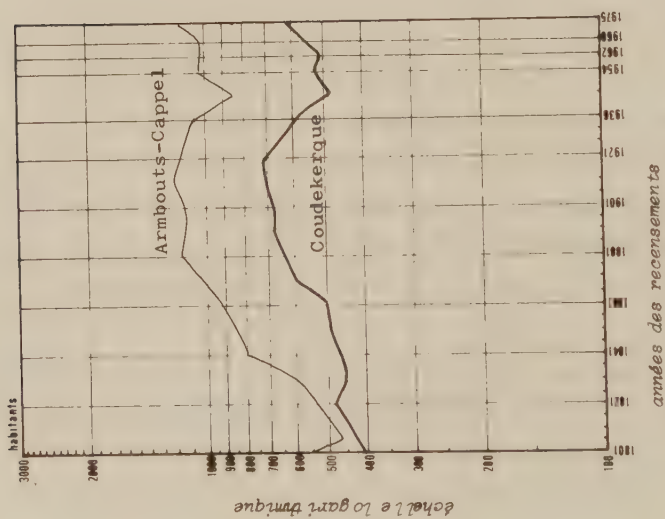


Fig: 94 Armouts-Cappel (c. de Bergues)
Coudekerque (c. de Dunkerque-est)

kerque ont modifié le cours de l'évolution. La population de Mardyck par exemple, à peu près stagnante autour de 400 habitants de 1911 à 1936, perdit plus de 50 habitants entre 1936 et 1946, et la diminution de sa population ne s'arrêta qu'en 1954. Armbouts-Cappel dont la population n'avait que légèrement diminué depuis 1911, perdit brutalement 30 % de sa population du fait de la guerre. Enfin Les Moères, commune installée sur le polder le plus récent, située en dessous du niveau des hautes-mers, fut la plus touchée. Son expansion démographique avait été remarquable au début du XIX^e siècle puisque sa population était brutalement passée de 250 h au début du XIX^e siècle à 900 en 1841 (x 3,6), puis s'était interrompue jusqu'en 1881 où une dernière expansion démographique liée à l'achèvement de la poldérisation avait porté sa population à un peu plus de 1 000 habitants en 1901. Ensuite, comme dans toute la plaine maritime, cette population avait légèrement diminué, mais l'envolement volontaire des polders pendant la bataille de Dunkerque ruina brutalement plusieurs siècles d'efforts. Privés de leurs terres, les agriculteurs durent partir. En 1946 la commune des Moères n'était plus peuplée que de 46 habitants ; elle avait quasiment disparu . Mais dès 1954, 650 habitants s'y étaient réinstallés et y sont demeurés aujourd'hui.

Plus récemment la plupart des communes de la plaine maritime situées à l'Est de Bourbourg ont bénéficié indirectement de l'expansion démographique dunkerquoise. Elles ont pu conserver leur excédent naturel, important dans cette région à forte fécondité, et ont même parfois accueilli un certain nombre de citadins.

Depuis 1968 les soldes migratoires se sont inversés et sont devenus positifs dans plusieurs communes de la plaine. La population de Ghyvelde a augmenté de 33 % depuis 1954, celle d'Uxem de 70 %, celle de Tétéghem de 85 %, celle de Coudekerque de 13 %, celle d'Armbouts-Cappel de 12 %, celle de Steene de 51 %, celle de Spycker de 222 %. La croissance de cette partie de la plaine ne dépend plus de ses ressources propres, mais de celles de l'agglomération de Dunkerque à laquelle elle s'incorpore progressivement.

2) Les petits centres : Audruicq, Bourbourg, Bergues.

- Bourbourg et Audruicq :

Petits centres ruraux de la plaine, jadis points de départ de la colonisation, Bourbourg et Audruicq ont bénéficié de l'accroissement de la densité de la population dans la plaine maritime qui assurait le développement de leurs fonctions de services et commerciales. Lorsque la population de la plaine cessa de croître, celle de ces petites villes le cessa également. Et à la montée régulière de population succéda une phase de stagnation. Pourtant l'industrie n'était pas absente de ces villes, sans elle jamais leur population n'aurait pu avoir une telle importance. Mais il s'agissait d'industries liées à la vie agricole, d'industrie textile vite en déclin et d'un peu d'industrie de travail des métaux. Aucune de ces industries implantées au XIX^e siècle ne connut un grand développement. Ce n'est que récemment que la population de ces villes se remit à croître d'une part parce que leurs activités bénéficièrent de l'expansion économique générale de la façade

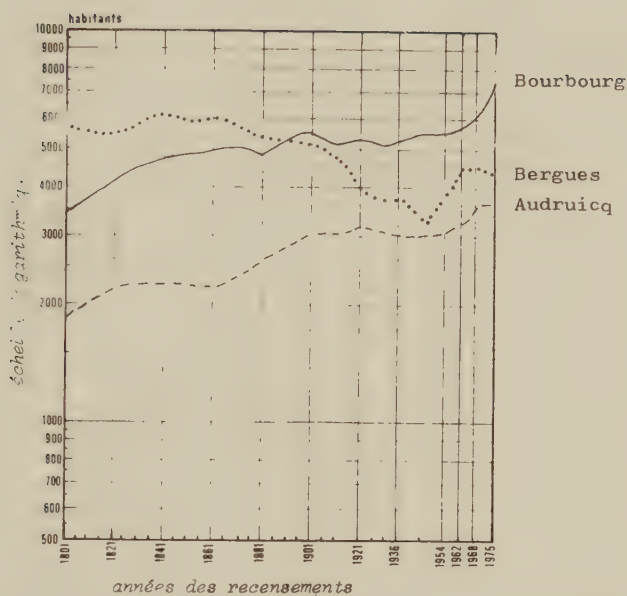


Fig. 96 Les petits centres de la Plaine maritime.

maritime, d'autre part parce qu'elles offraient à leur population la possibilité de migrations quotidiennes vers les nouvelles zones d'emploi du littoral.

Audruicq n'avait pas 2 000 habitants en 1801 et en avait toujours à peine plus de 2 200 en 1861. Une première phase d'industrialisation permit à sa population de croître entre 1861 et 1901 pour atteindre 3 000 habitants, effectif qui demeura celui de la ville, marché agricole plus que ville industrielle, jusqu'en 1954. Depuis la croissance de la population a repris. Mais Audruicq, avec une usine d'articles de sport et une fonderie, est demeurée autant un centre rural traditionnel qu'un centre industriel de 3 600 habitants en 1975.

La population de Bourbourg avait cessé de se développer beaucoup plus tôt, dès 1861, où la ville possédait déjà 5 000 habitants. Centre de commandement de la partie occidentale de la plaine, Bourbourg était également une ville industrielle (tréfilerie). Sa croissance reprit légèrement à la fin du XIX^e siècle, mais pour peu de temps. De 1891 à 1954 la population de Bourbourg oscilla autour de 5 500 habitants. Ce n'est qu'après 1960, que la reprise du développement industriel (développement de la chocolaterie, industries électro-mécaniques) et commercial, et l'apparition de la fonction d'accueil pour une partie de la population travaillant sur les nouvelles zones industrielles de Dunkerque, ont permis à Bourbourg de voir sa population augmenter de nouveau : 7 200 h en 1975.

- Bergues :

Quant à Bergues, son destin fut assez différent. Ville la

plus importante de la plaine après Dunkerque, au contact du Houtland et du Blootland, sur un canal maritime, Bergues possédait de sérieux atouts au début du XIX^e siècle. Pourtant elle n'en tira pas de grands profits. Ville de près de 6 000 habitants dès 1801, Bergues ne dépassa jamais cet effectif. Son industrie textile déclina, incapable de résister à la concurrence des grands centres. Le développement de Dunkerque semble même lui avoir nui puisqu'à partir de 1861, époque où commence le développement du port, Bergues voit sa population, qui stagnait jusque là, diminuer. Mais le déclin fut lent au XIX^e siècle. En 1911 la ville de Bergues contenait encore près de 5 000 habitants à l'intérieur de sa vieille enceinte et de ses fossés. Mais dès lors le déclin se précipita. Bergues perdit la majeure partie de ses activités industrielles et sa population diminua de 20 % au cours de la première guerre mondiale et de 15 % au cours de la seconde. En 1946 la ville, déchue de ses anciennes fonctions, avait vu sa population décroître aussi vite que dans les villages les moins favorisés du Houtland (- 53 % depuis le maximum de population de 1861), elle ne comptait plus que 3 250 habitants. Dès le lendemain de la guerre, la croissance démographique reprit, mais depuis 1962, en dépit de la création d'une zone industrielle, de la proximité de l'autoroute et de la diversification des activités industrielles (engrais, tracteurs et carrosserie, industries alimentaires, industries du bois), la population de Bergues s'est de nouveau stabilisée autour de 4 500 habitants (c'est à dire un effectif bien moindre qu'au XIX^e siècle).

La difficulté de s'adapter à la vie moderne de cette ville,

ceinte de douves et de remparts, et l'absence d'expansion démographique de Bergues contrastent vivement avec la forte croissance de l'agglomération de Dunkerque si proche.

b) La Flandre intérieure :

Tandis que la population rurale de la plaine maritime continua à croître jusqu'au début du XX^e siècle, celle de la Flandre intérieure commença à diminuer dès le début du XIX^e siècle. C'est ici que l'on trouve l'exemple d'exode rural le plus ancien de la région du Nord.

1) La diminution précoce de la population rurale :

Tandis que, sur l'ensemble de la région du Nord, la population rurale continua à s'accroître jusqu'au milieu du XIX^e siècle et même assez souvent un peu au delà, dans le Houtland la croissance cessa précocement et dans bien des communes, la population commença même à diminuer avant la crise de 1848.

Raoul Blanchard écrivait à leur sujet en 1906 : "Des 70 communes qui comprennent la population rurale du Houtland [36] , plus du quart n'ont plus jamais atteint leur chiffre de 1804 ; dix autres ont eu leur maximum en 1822. C'est à croire que la Flandre rurale est en décroissance depuis le début du siècle..." et plus loin "on voit que la Flandre (au début du XIX^e siècle) suivait d'un pas fatigué le mouvement d'accroissement de la population rurale... C'est d'ailleurs la fin de l'augmentation. En réalité d'ailleurs, la diminution était commencée déjà. C'est l'année 1836 avec 100 381 personnes, qui marque le point culmi-

nant atteint par la Flandre rurale au XIX^e siècle." [37]

Si l'on considère l'année du maximum de population l'on se rend compte en effet que celle-ci fut généralement bien antérieure à 1850. 7 des communes rurales du canton de Bergues situées dans le Houtland, toutes les communes du canton de Cassel sauf Oxelaëre (1968), toutes les communes du canton de Hazebrouck-Sud sauf Strazeele (maximum en 1911), toutes les communes du canton de Hazebrouck-Nord sauf Renescure (1901), toutes les communes du canton de Hondschoote situées dans le Houtland, toutes les communes du canton de Steenvoorde sauf Steenvoorde (1896) et Boeschepe (1876), toutes les communes du canton de Wormhoudt sauf Wormhoudt et les communes proches de Saint-Omer (Nieurllet : 1962, Lederzeele : 1876, Bollezeele : 1876, Merckeghem : 1876), et les communes de Flêtre, Merris et Vieux-Berquin dans le canton de Bailleul-Sud-Ouest ont connu leur maximum de population avant 1850. Seules 10 communes rurales de la Flandre intérieure ont donc connu un maximum de population ultérieur à 1850 et parmi elles 3 seulement l'ont connu au XX^e siècle. Dans 44 communes, le maximum de population avait été atteint au plus tard en 1836.

1)1. D'où provient cette faiblesse de l'augmentation de population au début du siècle à un moment où la population rurale est partout ailleurs en pleine croissance, d'où provient cette diminution si précoce de la population rurale de la Flandre intérieure, commencée un demi-siècle plus tôt que dans les zones rurales du Sud ?

. Un exode rural précoce :

Raoul Blanchard a tenté de répondre à cette question : "Il y eut probablement à cette dépopulation précoce plusieurs causes. La concurrence des mécaniques installées dès le début du siècle dans le pays de Lille se fit plus rapidement et plus durement sentir dans le Houtland que dans le sud du département, non pas tant parce qu'elle était plus proche que parce qu'elle entretenait les mêmes articles courants que les métiers flamands avaient l'habitude de tisser... La Flandre produisant l'article ordinaire, rencontra la première la concurrence des machines. Ce furent les fileuses qui se trouvèrent d'abord sans travail, car les progrès de la filature mécanique se trouvèrent beaucoup plus rapides et décisifs que ceux du tissage. Ces bras que la grande industrie faisait libres de force, la culture n'était pas capable de les utiliser ; il y a beaucoup de pâtures dans le Houtland, et l'élevage du bétail n'exige qu'un nombre restreint d'individus. D'autre part la forme de propriété favorisait l'exode. Le cultivateur flamand n'était que rarement propriétaire de la terre qu'il exploitait ; neuf fois sur dix, il était et est encore fermier au compte des bourgeois possesseurs du sol, habitants des villes et des bourgades, Bergues, Cassel, Bailleul, plus tard industriels d'Armentières, de Roubaix et de Lille. N'étant pas retenus par l'amour du sol possédé, il était aisé aux petits fermiers, et surtout aux tâcherons, locataires d'une maisonnette et d'un champ, de quitter la campagne où leur manquait l'appoint nécessaire du travail industriel à domicile." [38]

Un exode rural très précoce dont ont bénéficié les grandes

agglomérations du textile avait donc été à l'origine de la diminution précoce de la population de la Flandre intérieure. Dès le milieu du XIX^e siècle cette population était devenue en grande partie agricole, rompant avec une très longue tradition industrielle d'origine médiévale. La grande expansion industrielle des années 1860-1870 n'a plus provoqué de forte émigration à partir du Houtland, les tâcherons et les ouvriers étaient déjà partis pour la plupart.

. La faiblesse de l'excédent naturel :

Outre l'exode rural précoce, la faiblesse de l'excédent naturel fut un frein à l'expansion démographique. Non pas tant parce que la natalité était faible, elle était à peine moins élevée que dans le Cambrésis ou l'Artois, mais parce que la mortalité était anormalement élevée. De mauvaises traditions en matière d'hygiène et d'alimentation et particulièrement d'hygiène et d'alimentation infantiles, la mauvaise qualité de l'eau et du lait étaient responsables de cette situation.

. Le handicap culturel et linguistique :

La Flandre intérieure fit longtemps en effet, au cours du XIX^e siècle, figure de pays arriéré. L'usage de la langue flamande en fut sans doute grandement responsable. Elle était demeurée la langue usuelle des paysans et du petit peuple urbain. Ce n'est qu'à la fin du XIX^e siècle que l'emploi du français se généralisa jusqu'à supplanter et faire quasiment disparaître l'emploi du flamand au cours du XX^e siècle.

Trois facteurs concoururent au déclin de la langue flamande en Flandre française. D'abord l'école : dès 1833 même l'enseignement primaire fut donné exclusivement en français, seul l'en-

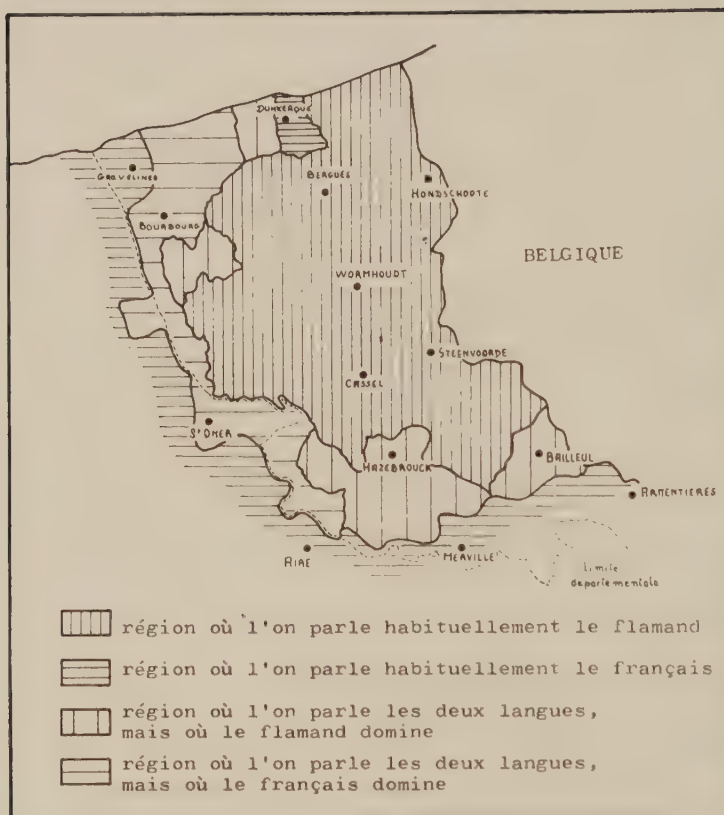


Fig: 97 LIMITES LINGUISTIQUES DANS LA FLANDRE FRANCAISE
AU MILIEU DU XIX^es. D'après M. Bocave (Annales
du comité flamand de France, tIII).

seignement du catéchisme fut encore assuré pendant quelque temps en flamand. Ensuite l'adoption par les flamands de Belgique de l'ABN [39] , a fait rapidement du flamand parlé dans le Westoeck une langue relique, de moins en moins comprise de l'autre côté de la frontière et peu à peu privée de support littéraire et écrit. Enfin le service militaire obligea les jeunes flamands à pratiquer couramment le français, et c'est sans doute par ce biais qu'il pénétra vraiment dans les classes populaires.

Mais pendant un demi-siècle à un siècle, la rupture entre la langue enseignée à l'école et la langue parlée en famille provoqua d'énormes difficultés dans le domaine scolaire, et le niveau culturel de la Flandre française, qui avait été pourtant brillant au XVII^e siècle, s'en ressentit. Paul Frédéricq, par exemple, en parlant des petits flamands, écrivait en 1897 : "Ils ne savent ni lire, ni écrire leur langue maternelle et encore moins la française. Ce sont de petits barbares incultes et ignorants." [40]

Bien que beaucoup de flamands fussent demeurés attachés à leur langue, sous la double influence de l'école, surtout après les lois de Jules Ferry, et du service militaire, la francisation fit d'énormes progrès au début du XX^e siècle. "La guerre 14-18 vint accélérer les progrès du français. Pendant quatre ans, villes et villages, hameaux et fermes furent occupés par des soldats français ; tout le monde pratiqua chaque jour la langue de la nation, dont les souffrances communes resserraient la cohésion." [41] A la veille de la dernière guerre plus personne n'ignorait le français. On estimait cependant que 150 000 personnes utilisaient encore le flamand comme langue usuelle. Mais les jeunes l'emplo-

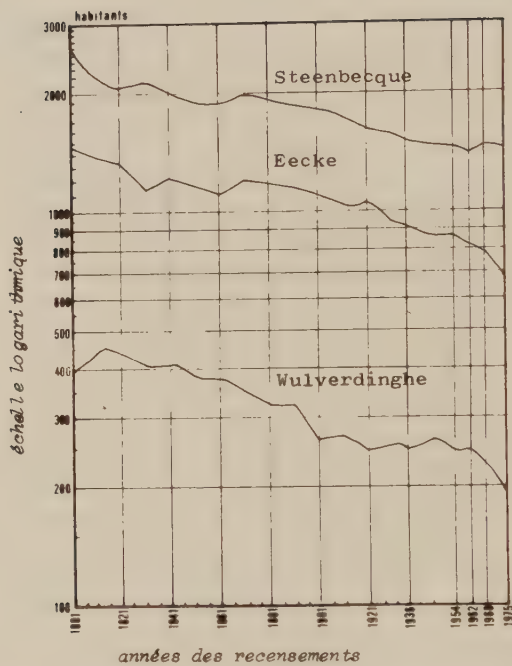


Fig: 98 Steenbecque (c. d'Hazebrouck sud)
Eecke (c. de Steenwoorde)
Wulverdinghe (c. de Bourbourg)

yaient de moins en moins entre-eux.

La compromission avec l'occupant nazi rendit suspects les mouvements flamingants en France ainsi que les tentatives de réanimation de la langue flamande. Les mass media achevèrent d'imposer l'usage quasi-exclusif du français. On emploie encore le flamand dans quelques fermes, dans quelques villages, mais ce n'est plus qu'une survivance. Les tentatives actuelles de réanimation du Westoeck, dans un esprit régionaliste, ne s'expriment pas en langue flamande tant l'audience de cette dernière est aujourd'hui restreinte.

1) 2. La mesure de la dépopulation :

Bien que précoce, la diminution de la population de la Flandre rurale fut rarement importante avant 1880. Rares furent les communes qui, comme Steenbecque, connurent une diminution quasi-régulière de leur population depuis le début du XIX^e siècle jusqu'à nos jours (2 500 habitants en 1801, 1 480 en 1975, soit une diminution de 0,2 % par an environ). En général les effectifs de population diminuèrent peu avant 1880, époque où disparurent les derniers métiers à tisser manuels. Mais la diminution s'accroît dans les dernières décades du XIX^e siècle et se poursuivit jusqu'aujourd'hui

. Les types à diminution forte :

Un type d'évolution domina. Il se caractérise par une diminution à peine sensible de la population au cours de la majeure partie du XIX^e siècle, à laquelle succède après 1880 une diminution rapide et brutale, à peine ralentie pendant la période de l'entre-

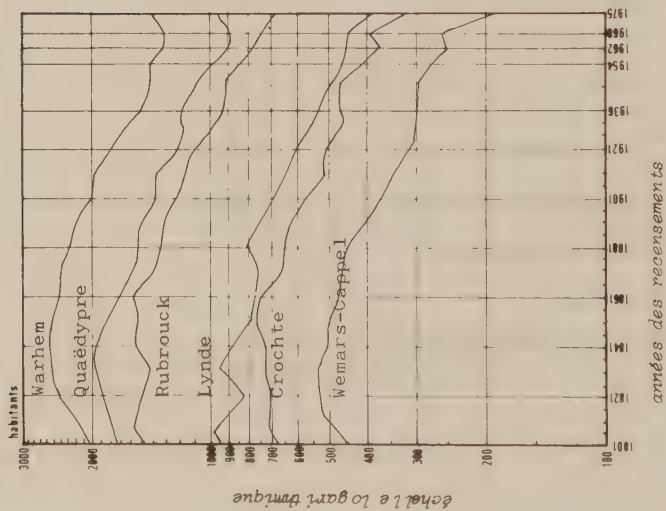


Fig: 99

Warhem (c. de Honschoote)
 Quaëdypre (c. de Bergues)
 Rubrouck (c. de Cassel)
 Lynde (c. d'Hazebrouck nord)
 Crochte (c. de Bergues)
 Wemars-Cappel (c. de Cassel)

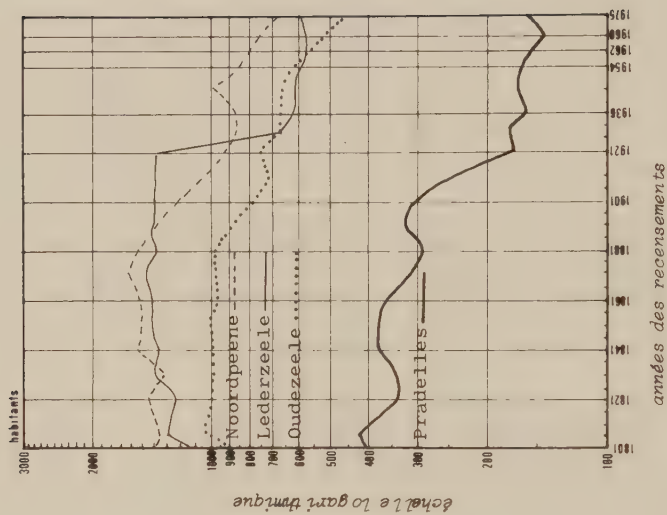


Fig: 100 Noordpeene (c. de Cassel)
 Lederzele (c. de Wormhout)
 Oudezele (c. de Steenwoorde)
 Pradelles (c. d'Hazebrouck sud)

deux-guerres. La commune d'Oudezeele (canton de Steenvoorde) illustre assez bien ce type. Oudezeele comptait 1 053 habitants en 1806, 999 en 1841, 982 en 1881. Cette quasi-stabilité remarquable devait alors prendre fin. En 1901, Oudezeele ne comptait plus que 794 habitants, en 1911, 729. Quelques temps stabilisés autour de 670/690 h entre 1926 et 1946, les effectifs de population d'Oudezeele recommencèrent à décroître après la dernière guerre, à un rythme encore plus rapide que précédemment : 687 h en 1946, 613 en 1954, 561 en 1962, 510 en 1968, 478 en 1975. De 1881 à 1975 Oudezeele a perdu 48 % de sa population, de 1954 à 1975, 25 %.

Une évolution très proche caractérise la majeure partie des communes des cantons de Steenvoorde (Eecke qui a perdu 52.% de sa population depuis 1806 et 23% depuis 1954, Houtkerque, Terdegheem et Winnezele), de Wormhoudt (Broxeele, Herzezele, Ledringhem où la diminution de population s'est récemment ralentie, Merckeghem, Volckerinckhove), de Cassel (Buysscheure : - 60 % depuis 1826 et - 23 % depuis 1954, Hardifort, Noordpeene où la population s'était légèrement accrue de 1801 à 1881, Ochtezeele, Rubrouck, Sainte-Marie-Cappel : - 68 % depuis 1826, Wemaers-Cappel : - 65 % depuis 1826, Zerbezele : - 68 % depuis 1826 et - 33 % depuis 1954, Zuytpeene). Dans les deux cantons d'Hazebrouck, ce type d'évolution domine également (Ebblinghem, Hondegheem, Lynde : - 61 % depuis 1806, Sercus, Stapple, Borre, Pradelles : - 62 % depuis 1806) et dans tout le canton de Bailleul-Sud-Ouest.

Ainsi pour la majorité des communes, la diminution de population, sensible depuis un siècle, s'est accentuée depuis une ving-

taine d'années, conséquence du renforcement de l'exode rural.

. les types à diminution faible :

Mais un certain nombre de communes rurales ont un peu mieux résisté à la diminution des effectifs de population. En général il s'agit de communes qui ont possédé ou possèdent encore une industrie. Celle-ci a limité l'émigration. La proximité de petits centres industriels et urbains comme Bailleul et Hazebrouck a également été un facteur de limitation de l'exode rural.

A proximité de Bailleul, Codewaersvelde, grâce à une petite industrie textile issue de celle de Bailleul, et aujourd'hui à une usine de matières plastiques, a conservé des effectifs de population à peu près stables depuis le début du XIX^e siècle : 1 897 habitants en 1806, 1 838 en 1841, 1 770 en 1881, 1 918 en 1901, 1 869 en 1936, 1 798 en 1968. Les difficultés du textile n'ont provoqué que tout récemment, entre 1968 et 1975, une chute sensible des effectifs (- 8 %). Saint-Jans-Cappel n'a pas d'industrie, mais a bénéficié de la proximité de Bailleul et, plus récemment, de la zone de loisirs du Mont-Noir. Après avoir vu sa population s'accroître jusqu'en 1906 (1 408 habitants), Saint-Jans-Cappel a perdu un tiers de sa population entre 1906 et 1931. Une brève reprise de croissance a cessé après 1946 pour réapparaître en 1968.

A proximité d'Hazebrouck, Morbecque a bénéficié tout récemment de l'expansion urbaine de cette dernière. A proximité de Cassel, la petite commune d'Oxelaere semble bénéficier de l'accueil de résidences secondaires et d'une descente de l'habitat depuis le

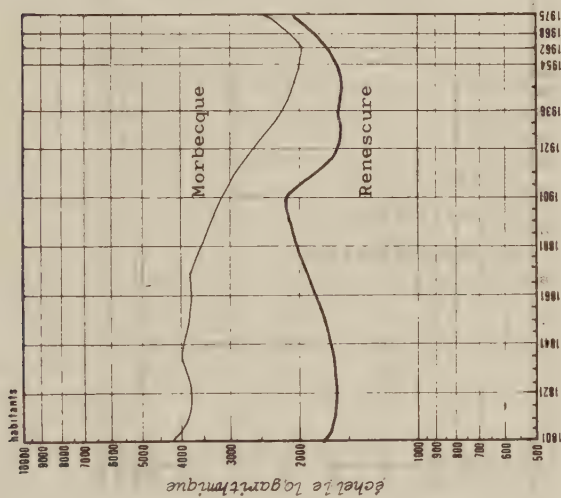


Fig: 101 Morbecque (c. d'Hazebrouck sud)
Renescure (c. d'Hazebrouck nord)

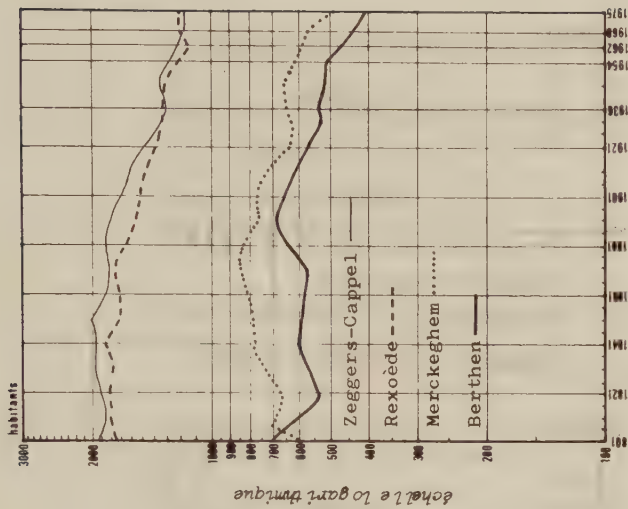


Fig: 102 Zeggers-Cappel (c. de Wormhout)
Rexoède (c. d'Hondschoote)
Merckeghem (c. de Wormhout)
Berthen (c. de Bailleul sud-ouest)

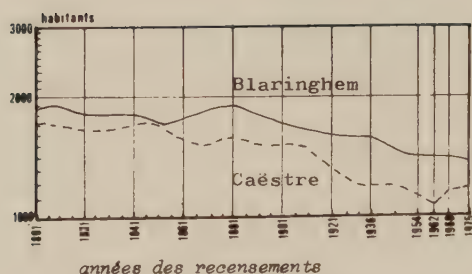


Fig: 103 Blaringhem (c. d'Hazebrouck nord)
Caestre (c. d'Hazebrouck nord)

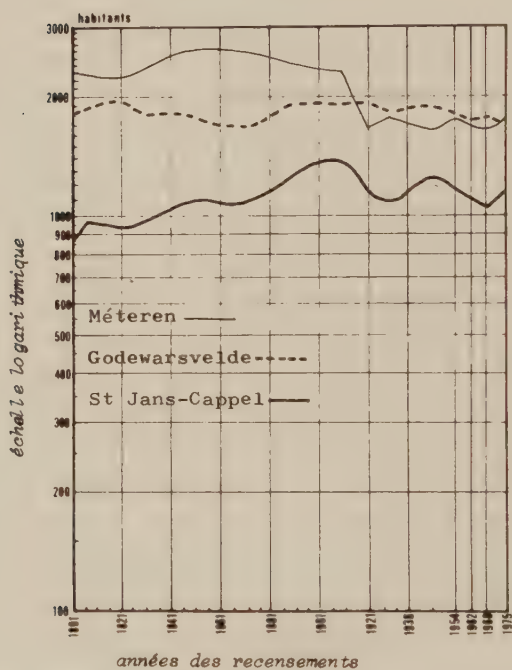


Fig: 104 Méteren (c. de Bailleul sud-ouest)
Godewarsvelde (c. de Steenwoorde)
Saint Jans-Cappel (c. de Bailleul nord-est)

sommet du mont, ainsi sans doute que du développement récent de l'industrie mécanique à Cassel. La population en décroissance jusqu'en 1946 a recommencé à s'accroître.

La grande voie de communication N 16 entre Dunkerque et Lille semble avoir favorisé les communes situées sur son tracé en y maintenant de petites activités industrielles. Méteren, Caëstre, Saint-Sylvestre-Cappel ont connu une diminution de population moins importante que celle des autres communes de la plaine, provoquée en grande partie par la guerre 14-18 (passage du front) Leur courbe d'évolution présente deux paliers horizontaux, l'un antérieur à la première guerre mondiale, l'autre postérieur. Les effectifs sont demeurés à peu près stables depuis 1921 : autour de 1 700- 1 800 h à Méteren, 1 100-1 200 h à Caëstre, 700-800 h à Saint-Sylvestre-Cappel.

A proximité de Saint-Omer et Aire-sur-la-Lys, les communes de Blaringhem, Steenbecque et Boëseghem, à cheval sur le Houtland et la plaine de la Lys, ont connu également une évolution démographique un peu particulière, calquée sur celle de l'ensemble des communes de la plaine, mais avec une diminution des effectifs de population beaucoup plus modérée : Boëseghem : - 34 %, Steenbecque : - 36 %, Blaringhem : - 28 % depuis leur maximum de population.

Enfin dans la plaine, la présence çà et là de petites industries a pu limiter le déclin démographique : coopérative laitière à Esquelbecq (- 21 % depuis le maximum), céramique à Nieurlet, industries alimentaires à Renescure par exemple.

Mais si l'on fait le bilan des communes dont l'évolution démographique diffère de celle des communes du Houtland, on s'aperçoit qu'elles sont peu nombreuses. Le schéma général d'évolution que nous avons exposé est non seulement celui de l'ensemble de la population rurale du Houtland, mais également celui de la grande majorité des communes qui en font partie.

2) Petites villes et villes moyennes :

. Cassel, Hondschoote, Wormhoudt, Steenvoorde :

Les quatre petits centres urbains, marchés ruraux traditionnels (riches parfois de leur passé comme Cassel), devenus sièges d'industries agro-alimentaires, ont connu une évolution démographique qui évoque un peu celle de l'ensemble de la Flandre intérieure.

Cassel en particulier ne se distingue démographiquement des communes rurales de la plaine que par l'importance de ses effectifs. Depuis 1881 sa population a régulièrement décliné, passant de 4 300 habitants à 2 400 en 1975 (- 45 %). Difficilement accessible, aujourd'hui à l'écart de la grand-route, ville de bourgeoisie terrienne, Cassel n'a pu ni s'industrialiser, ni même demeurer le grand marché agricole de la plaine.

Hondschoote, Wormhoudt et Steenvoorde ont également connu une diminution de leur population après 1881, plus modérée certes qu'à Cassel et dans la campagne flamande, mais également durable. Récemment cependant l'évolution démographique de ces communes s'est modifiée. Hondschoote a vu ses effectifs de population se stabiliser et même s'accroître à nouveau (près de 3 000 habitants en 1975), Steenvoorde également, grâce à sa laiterie, a

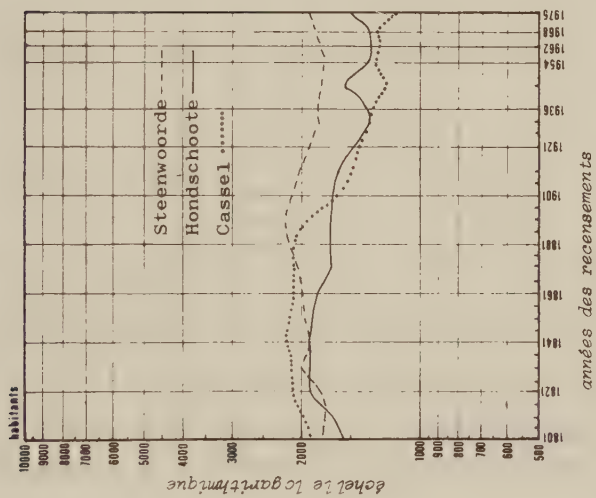


Fig: 105 Villes de Steenwoorde, Cassel et Hondschoote.

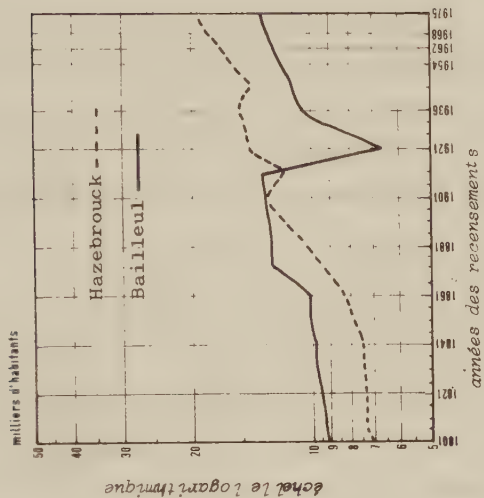


Fig: 106 Villes de Bailleul et d'Hazebrouck.

presque retrouvé ses 4 000 habitants. Quant-à Wormhoudt, depuis 1962, son expansion démographique est devenue remarquable, favorisée par le développement rapide de ses industries agro-alimentaires, Wormhoudt possédait 4 332 habitants en 1975. C'est la seule des petites villes flamandes à être aujourd'hui plus peuplée qu'au XIX^e siècle.

. Bailleul et Hazebrouck :

Bailleul et Hazebrouck, principales villes de la Flandre intérieure, ont connu un destin démographique très différent. Bailleul, ville textile, l'est demeurée en grande partie, bien qu'à ses activités textiles se soient ajoutées des industries agro-alimentaires, des conserveries et une importante activité tertiaire (avec l'hôpital psychiatrique départemental), la ville a souffert des difficultés de l'industrie textile. Enfin elle a toujours souffert dans son développement de la proximité de la frontière et de la proximité d'Hazebrouck et d'Armentières. Peuplée de 9 100 habitants au début du XIX^e siècle, Bailleul s'est surtout développée après 1861 avec le développement des filatures et des tissages motorisés qui lui ont permis d'absorber une partie des émigrants du Houtland. De 1861 à 1881 Bailleul gagna 2 610 habitants. Sa croissance, ensuite modérée, fut brutalement brisée par la première guerre mondiale. Ville fortement sinistrée, Bailleul, en dépit d'une reprise régulière de sa croissance, ne retrouva qu'en 1975 ses effectifs de 1901 (13 100 habitants).

Hazebrouck est devenue la ville principale de la Flandre intérieure. Pourtant en 1801, avec 7 200 habitants, Hazebrouck était

moins peuplée que Bailleul. C'était un marché rural, moins industrialisé que Bailleul, mais doté d'un rayonnement plus vaste sur le Houtland, qui lui valut d'être longtemps sous-préfecture. Jusqu'en 1861, la ville végéta. A partir de cette date, la ville bénéficiant de la présence de la voie-ferrée Lille-Dunkerque et de la proximité du charbon, s'industrialisa tout en demeurant le principal marché agricole du Houtland. Hazebrouck ne se dota jamais de grande industrie, mais d'établissements industriels de taille moyenne ou petite, aux activités variées. Centre tertiaire autant qu'industriel, la ville a connu une expansion démographique constante depuis 1861, à peine interrompue par les guerres. La population (19 886 habitants en 1975) a presque triplé depuis 1861. L'ampleur de la superficie de la commune (6 280 ha) a contenu l'expansion urbaine d'Hazebrouck à l'intérieur de ses limites communales. Ce n'est que depuis une date récente que les communes rurales périphériques ont commencé à bénéficier de sa croissance démographique.

c) La plaine de la Lys :

L'évolution du peuplement de la plaine de la Lys ne diffère pas profondément de celle du Houtland. Ici non plus la population ne s'est guère accrue au XIX^e siècle. Mais la diminution de population s'est surtout produite au début du XX^e siècle, non pas par une diminution permanente et régulière, mais brutalement, en quelques années, à la faveur de la première guerre mondiale.

La plupart des communes, fortement sinistrées, ne retrouvèrent plus en 1921 que 60 à 80 % de leur population de 1911, et dans certains cas parfois à peine 50 %. La reconstruction vit s'achever la dispersion de l'habitat agricole dans la plaine ; mais les noyaux villageois conservèrent néanmoins une certaine importance.

Jamais l'agriculture n'a été l'activité exclusive de la plaine. L'industrie textile linière [42] s'y était jadis développée. Elle a difficilement survécu au XIX^e siècle hors des petites villes qui jalonnent la Lys : Saint-Venant, Estaires, Merville et Armentières aujourd'hui intégrée à la Communauté Urbaine de Lille. Dans la plaine vivent toujours un certain nombre d'ouvriers et d'employés qui travaillent dans ces petits centres urbains, mais aussi plus loin, à Béthune, à Isbergues, à Armentières ou à Lille.

1) Le chapelet des petites villes :

Depuis l'entrée de la Lys dans la plaine jusqu'à sa confluence avec l'Escaut, les petites villes se succèdent, tous les 5 kilomètres environ, le long de la Lys, tandis que les fermes isolées et les petits villages se dispersent le long des fossés de drainage. Ces petites villes égrenées le long de la Lys n'ont connu qu'une évolution démographique assez médiocre, en dehors de la partie aval d'Armentières à Courtrai. Elles faisaient pourtant jadis partie du même ensemble des villes linières avant que les activités textiles ne se concentrent sur les agglomérations de

Lille, d'Armentières et de Courtrai.

.Les villes de l'amont :

Sur le canal d'Aire-à-La-Bassée, Isbergues ne fut longtemps qu'un des petits villages de la plaine. En 1801 elle comptait 700 habitants, en 1851, 745 et la population n'augmenta qu'à peine avant 1872 (812 h). Dès lors commence une croissance timide qui s'amplifie brutalement après 1881 avec le développement de son aciérie. La population fait plus que doubler entre 1881 et 1886, en 1906 elle dépasse les 3 000 habitants, en 1913, 4 000. La croissance, interrompue entre les deux guerres, reprit vite, étroitement conditionnée par celle de l'aciérie pour atteindre 5 990 habitants en 1975. Avec 3 500 employés, l'aciérie bergues fournit des emplois, non seulement à la population d'Isbergues et du village voisin de Berguette, mais à bon nombre d'habitants de cette partie occidentale de la plaine de la Lys.

Une partie de la population de Saint-Venant travaille à Isbergues. L'hôpital psychiatrique fournit aussi une part importante d'emplois. Saint-Venant avait pris de l'extension au cours du XIX^e siècle avec un petit développement du textile qui lui permit de passer de 2 000 habitants vers 1800 à 2 600 vers 1870. Mais la croissance démographique de la ville commença surtout avec celle de l'aciérie d'Isbergues (2 643 habitants en 1881, 3 291 en 1891), puis plus récemment avec la création de l'hôpital psychiatrique et quelques modestes implantations industrielles. La population de Saint-Venant atteignait 4 000 habitants en 1936, diminuée lors de la dernière guerre, elle retrouva cet effectif

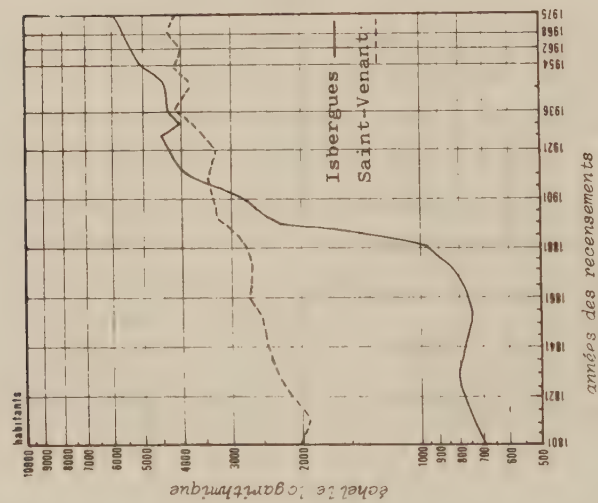


Fig. 107 : Isbergues (c. de Norrent-Fontes)
Saint-Venant (c. de Lillers)

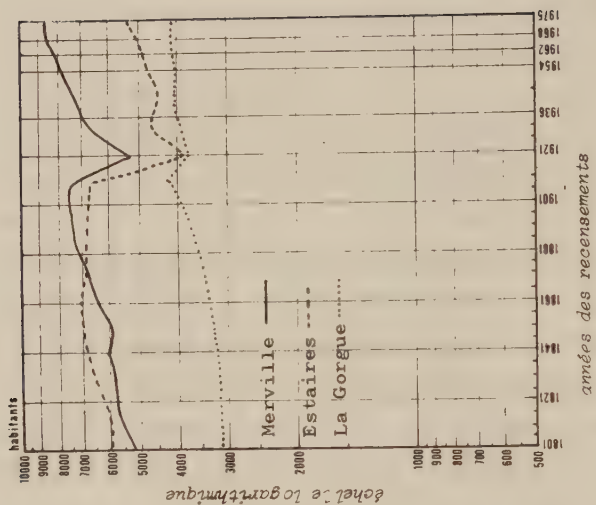


Fig. 108 : Merville (c. de Merville)
Estaires (c. de Merville)
La Gorgue (c. de Merville)

en 1962, avant d'approcher des 6 000 en 1975.

. Les villes de la Lys moyenne :

Plus à l'Est, sur la Lys moyenne, Merville, La Gorgue et Estaires sont les héritières des vieilles traditions industrielles de la vallée de la Lys. Le textile y tient toujours une grande place, mais d'autres activités ont pris le relais et limité les restrictions d'emplois provoquées par les difficultés des industries textiles. Merville a conservé une croissance démographique modérée mais régulière depuis le début du XIX^e siècle, qui a été interrompue que par la première guerre mondiale. Ses activités, plus variées que dans les petites villes voisines (forrie, textile, confection, industries agricoles, industries du bois), lui ont permis de passer de 5 300 habitants en 1801 à 7 676 en 1901, à 7 890 en 1954 et à 8 658 en 1975. A Estaires, dont la population fortement dépendante du textile connut ses effectifs maxima en 1866 (7 120 habitants), avant les difficultés du lin français, le nombre des habitants, déjà ramené à 6 625 en 1911, fut brutalement diminué par la première guerre mondiale (3 869 habitants en 1921) dont la ville ne se remit jamais. La ville ne retrouva que 4 500 habitants environ entre 1930 et 1950, et ce n'est que récemment qu'une légère croissance est réapparue (5 300 habitants en 1975). Face à Estaires, sur l'autre rive de la Lys, La Gorgue n'a pas connu un destin plus florissant. Sa population s'est accrue au XIX^e siècle, plus tardivement que celle d'Estaires, puisque le maximum de population (4 314 h) se situe en 1911. Mais La Gorgue, demeurée plus marquée par l'indus-

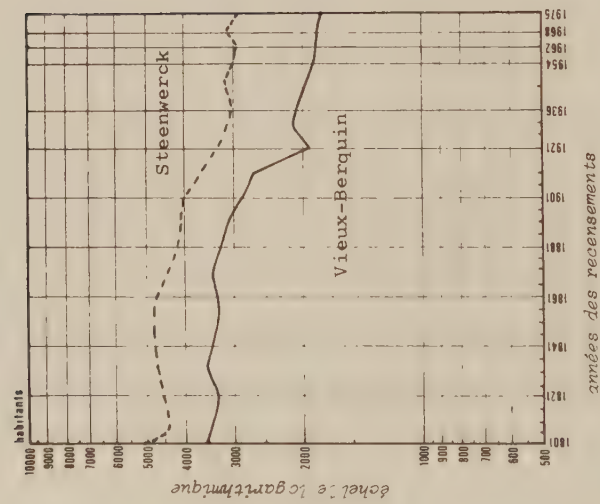


Fig. 109 : Steenwerck (c. de Bailleul Nord-Est)
Vieux-Berquin (c. de Bailleul Sud-Ouest)

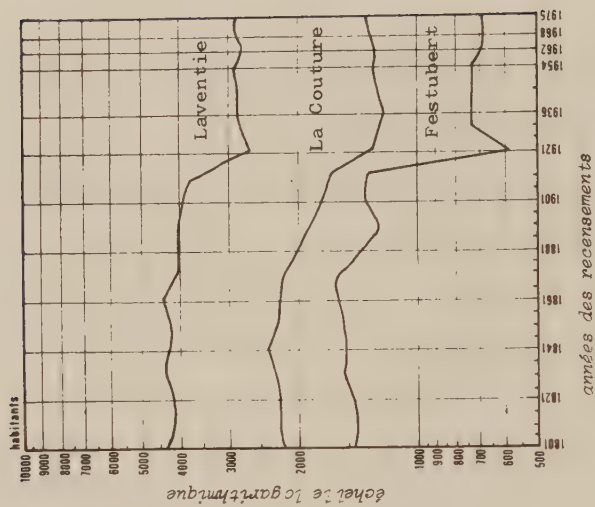


Fig. 110 : Laventie (c. de Laventie)
La Couture (c. de Béthune Nord)
Festubert (c. de Cambrin)

trie textile qu'Estaires dotée d'une importante chaudronnerie, s'est encore moins bien remise des pertes de la première guerre mondiale. Ramenée à 3 812 habitants en 1921, la population de La Gorgue n'a jamais réussi à s'élever au dessus de 4 000/4 100 habitants depuis, en dépit de l'implantation de petites industries agricoles et alimentaires.

. Les villes de l'aval :

Avec les villes situées sur la Lys en aval d'Estaires nous entrons déjà dans l'agglomération d'Armentières.

2) Les communes rurales de la plaine :

Hors de la vallée de la Lys, les communes de la plaine ne sont plus véritablement urbaines, même si leur population s'élève à plus de 2 000, voire, dans le cas de Steenwerck, plus de 3 000 habitants. Les groupements, dans ce pays d'habitat dispersé, sont trop petits pour pouvoir être considérés comme de petites villes.

La grande majorité des communes rurales de la plaine de la Lys n'ont conservé une population assez importante que parce que leur superficie est souvent considérable. Le même schéma d'évolution les caractérise : une croissance très faible et parfois un début de décroissance démographique (dans les communes qu'ani- maient jadis filatures et tissages de lin comme La Couture et Steenwerck) jusqu'en 1911, puis une chute brutale des effectifs liée à la première guerre mondiale, à laquelle succède une évolution grossièrement identique à celle du XIX^e siècle. Seule l'évo-

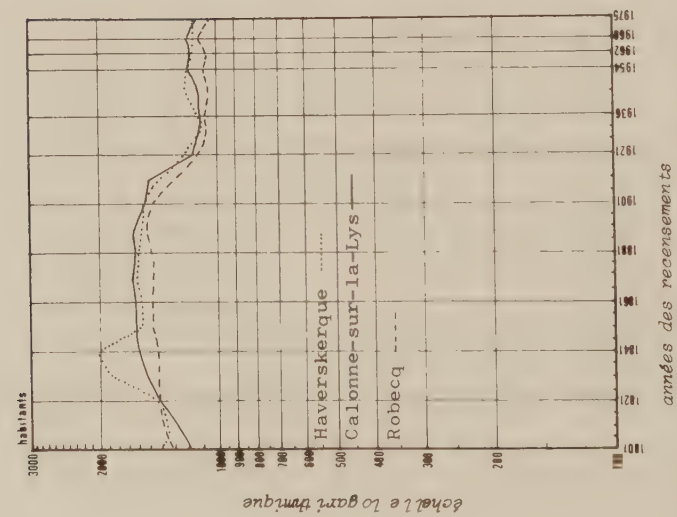


Fig. 111 : Haverskerque (c. de Merville)
Calonne-sur-la-Lys (c. de Lillers)
Robecq (c. de Lillers)

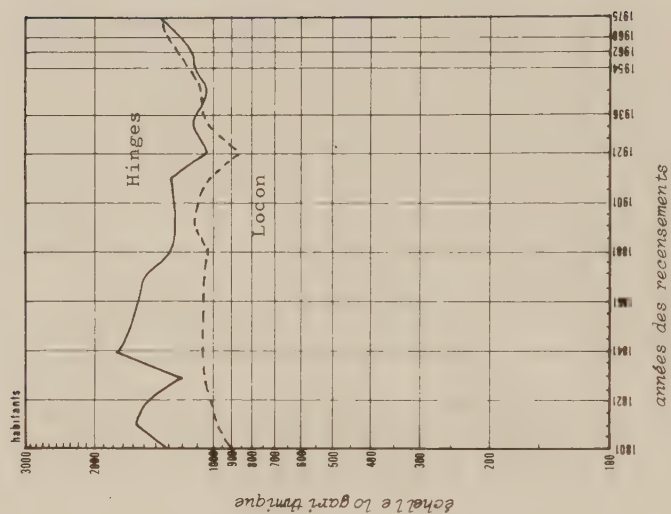


Fig. 112 : Hinges (c. de Béthune Nord)
Locon (c. de Béthune Nord)

lution récente a modifié ce schéma.

L'exemple de Robecq (canton de Lillers) illustre bien ce schéma général. Sa courbe d'évolution démographique présente deux paliers. Le premier, antérieur à 1911, montre une croissance à peine perceptible qui a porté la population de 1 398 habitants en 1811 à 1 511 en 1896 (année du maximum) suivie d'une diminution de population à peine plus sensible : 1 297 h en 1911. Le second, postérieur à 1921, offre une stabilité comparable. En 1921, les effectifs de population, qui avaient diminué de 13 % par rapport à ceux de 1911, n'étaient plus que de 1 130 h. Depuis cette date ils ont oscillé entre 1 050 et 1 130.

A peu de choses près, les autres communes de la plaine offrent des courbes identiques (cf. les courbes de Haverskerque, Vieux-Berquin, Laventie, Festubert, Calonne-sur-la-Lys etc...). A proximité d'Armentières et de Béthune, des tendances à la reprise démographique se manifestent, liées essentiellement à la multiplication récente des constructions de logements à la campagne et sur des terrains à bon marché, destinés à des habitants venant des agglomérations urbaines. Cette tendance est manifeste à Fleurbaix, Bois-Grenier, Frelinghien, en bordure d'autoroute aux portes d'Armentières, et à Hinges et Locon, aux portes de Béthune, à proximité de la nouvelle zone industrielle.

A l'est de l'agglomération d'Armentières, les communes de la plaine demeурées rurales ne diffèrent pas de celles situées plus en amont. Warneton par exemple offre une courbe d'évolution à deux paliers tout à fait comparable à celles que nous avons ren-

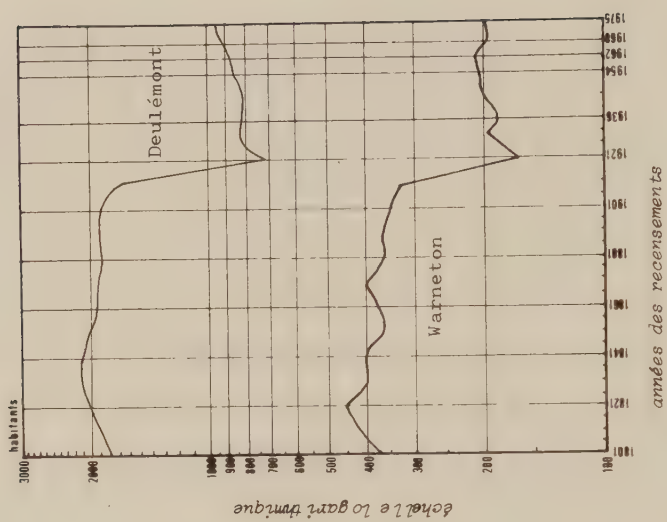


Fig. 113 : Fleurbaix (c. de Laventie)
 Frelinghien (c. d'Armentières)
 Bois-Grenier (c. d'Armentières)

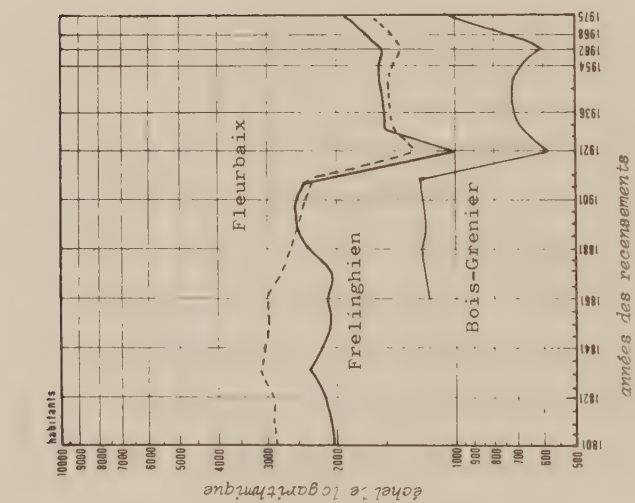


Fig. 114 : Deulémont (c. de Quesnoy-sur-Deule)
 Warneton (c. de Quesnoy-sur-Deule)

contrées dans le reste de la plaine : diminution de 450 habitants en 1821 à 350 en 1901, chute brutale des effectifs pendant la première guerre mondiale (160 h en 1921), stabilisation autour de 200 h depuis. Les communes rurales voisines, Deulémont, Lompret, Verlinghem, Capinghem, connurent une évolution comparable, jusqu'à ce que, tout récemment, elles commencèrent à accueillir des lotissements (Capinghem, Lompret).

d) Les communes rurales du nord du Mélandois et du Pays-d. Leppes
(zone péri-urbaine de Lille) :

Il est délicat de traiter de l'évolution démographique de cette partie de la Flandre, car avec le Ferrain et les basses vallées de la Deûle et de la Marque, elle correspond en fait à la région lilloise. Mais si toutes les communes de cette région ont été fortement influencées par l'expansion de l'agglomération de Lille-Roubaix-Tourcoing, certaines sont demeurées relativement à l'écart du grand mouvement d'urbanisation. C'est à ces communes situées en dehors des grands axes de développement de la conurbation métropolitaine que nous nous intéresserons ici.

Elles sont peu nombreuses et situées dans des lambeaux de campagne enserrés dans les mailles de la trame urbaine entre Armentières, La Bassée, Seclin, Cysoing et Lille, et leur population est composée en grande partie de ménages agricoles. Les industries ne s'y sont guère implantées et la population non agricole est formée de prestataires de services ou de migrants alter-

nants.

1) Une relative stabilité des effectifs :

Si leur évolution démographique est rarement identifiable à celle des campagnes voisines (la diminution de population est très modérée lorsqu'elle se rencontre), elle diffère profondément de celle des communes qui se sont urbanisées puisque leurs effectifs de population sont demeurés modestes. La place faite aux cultures légumières, aux endives ou au tabac, voire aux cultures maraichères et florales et aux produits de basse-cour a permis le maintien d'une main d'oeuvre agricole plus abondante qu'ailleurs. La possibilité de migrations quotidiennes et d'association d'une activité agricole à une autre activité à salaire fixe de l'homme ou de la femme y apportent aussi un autre frein à l'exode rural.

2) Le Pays-de-Weppes :

Dans le Pays-de-Weppes (grossièrement entre Lille et La Bassée et entre Lys et Deûle), la plupart des communes ont conservé des effectifs assez proches de ceux du XIX^e siècle. Ainsi Fournes-en-Weppes qui eut 1 400 à 1 500 habitants de 1801 à 1851, vit sa population s'accroître à la fin du XIX^e siècle jusqu'à atteindre 1 900 h en 1901, possède encore près de 1 500 habitants. Illies, dont la population s'accrut, comme dans la plupart des communes rurales du Nord, dans la première moitié du XIX^e siècle jusqu'à atteindre 1 500 habitants de 1850 à 1911, a conservé 1 200 h de

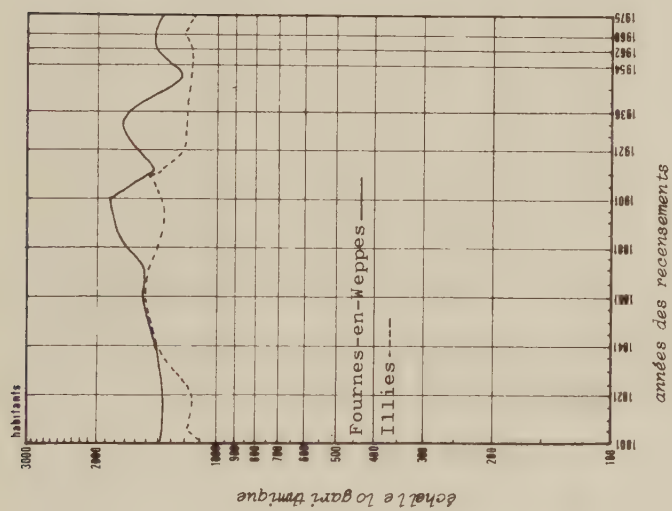


Fig. 115 : Fournes-en-Weppes (c. de La Bassée)
Illies (c. de La Bassée)

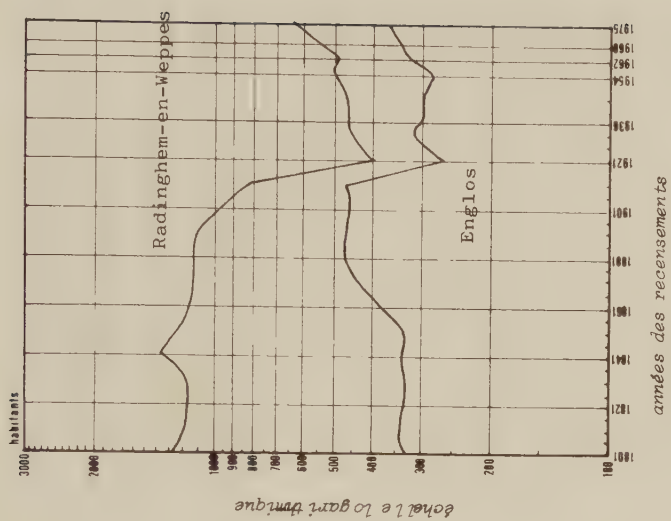


Fig. 116 : Radinghem-en-Weppes (c. d'Haubourdin)
Englos (c. d'Haubourdin)

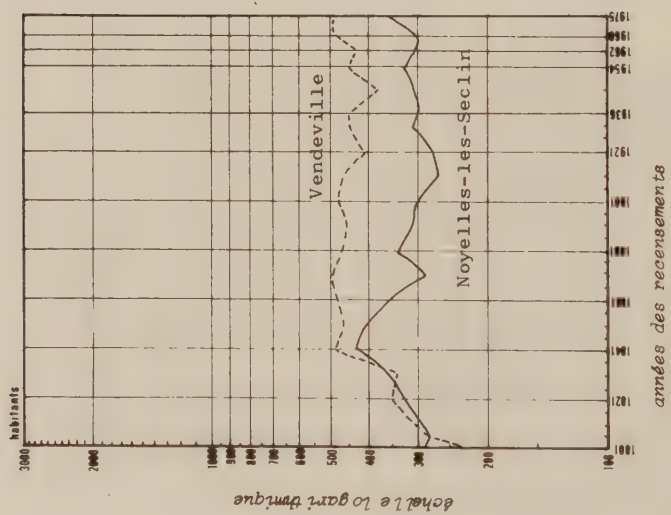


Fig. 117 : Vendeville (c. de Secclin)
Noyelles-les-Secclin (c. de Secclin)

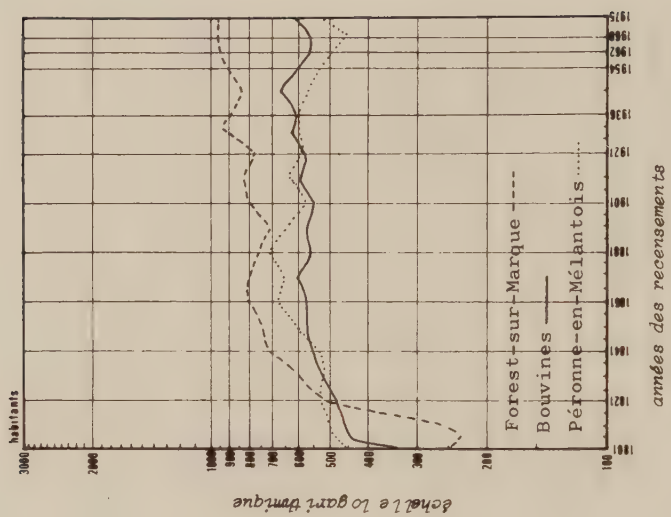


Fig. 118 : Forest-sur-Marque (c. de Lannoy)
Bouvines (c. de Cysoing)
Péronne-en-Mélantois (c. de Cysoing)

1921 à 1975. Wicres a conservé 300 habitants depuis le début du siècle, Herlies 750, Radinghem 500. Certaines communes ont été, comme celles de la plaine de la Lys, fortement marquées par la première guerre mondiale. Aubers a alors perdu la moitié de sa population et depuis 1921 a conservé à peu près 800 habitants, Fromelles 600 et Ennetières 1 000.

3) Le Mélandois, au sud de Lille :

Dans la partie Nord du Mélandois, où la première guerre mondiale n'a pas laissé de traces, la stabilité des effectifs de population paraît encore plus grande. Dans toutes les communes les effectifs de population ont augmenté sensiblement au début du XIX^e siècle, jusque vers 1850-1860, et sont demeurés ensuite à peu près constants. A Vendeville par exemple, à 8 kilomètres de Lille, où on recensa 232 h en 1801, la population atteignit 482 h en 1841 ; depuis les effectifs n'ont guère varié : 474 h en 1901, 448 en 1936, 486 en 1975.

Cette stabilité est d'autant plus remarquable qu'à proximité immédiate les populations de Wattignies et de Ronchin, englobées dans la banlieue de Lille, et la population de Seclin augmentaient dans des proportions considérables.

La population a même diminué, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, avant de demeurer à peu près stable autour de 300 habitants à Noyelles-les-Seclin, à quelques kilomètres également de Lille. Emmerin, commune contigue des grosses communes des faubourgs lillois de Loos et Haubourdin, a connu cette même évo-

lution démographique jusqu'en 1954 ; depuis, sa population s'est accrue. Cette tendance récente à la reprise démographique se manifeste plus ou moins dans toutes ces communes. Mais elle ne pourra guère prendre beaucoup d'ampleur dans la mesure où les P.O.S. tentent de sauvegarder les coupures vertes que représentent ces survivances du monde rural dans la trame de l'agglomération lilloise.

4) Le Mélantois, à l'Est de Lille :

A l'Est du Mélantois et dans la vallée de la Marque, les communes rurales sont plus nombreuses. Dans le canton de Lannoy, qui comprend pourtant Hem, Lys-les-Lannoy et Villeneuve d'Ascq, on recense encore en 1975 8 communes de moins de 2 000 habitants dont 4 de moins de 1 000 h. Dans la plupart de ces communes, comme dans les précédentes, les effectifs de population ont augmenté au début du XIX^e siècle, puis se sont stabilisés. A Forest-sur-Marque, qui comptait moins de 300 habitants au début du XIX^e siècle, on recensa 800 h en 1861, population qui fut en gros celle du village jusqu'en 1921 ; depuis elle a légèrement augmenté jusqu'à approcher du cap des 1 000 habitants. Cette évolution démographique est à peu de choses près celle d'Anstaing, de Treasin ou de Sailly-les-Lannoy.

Dans beaucoup d'agglomérations urbaines où la campagne reprend ses droits aux portes mêmes des villes, l'exposé que nous venons de faire n'aurait pas de sens. Dans l'agglomération lilloise

dont le tissu urbain semble ne jamais devoir finir, prolongé par des tentacules interminables de banlieues, relayé par l'égrainement des petites villes si nombreuses dans cette partie centrale de la région du Nord entre Lille et le bassin minier, le maintien de fragments discontinus de campagne et surtout de communes de type rural isolées les unes des autres, est plus surprenant. Ces villages que l'industrie a épargnés et que l'extension des banlieues n'a pas encore atteints, ne sont plus identifiables à ceux qui sont davantage éloignés de la grande conurbation lilloise. Ils n'ont pas connu de véritable exode rural, et leur population tend à s'accroître au lieu de diminuer. L'empreinte de l'agriculture y est moins marquée et le paysage même des villages présente un caractère plus urbanisé. De nombreuses maisons, de construction ancienne comme de construction récente, y sont de type urbain. La population ouvrière et, plus récemment implantée, une population plus aisée, astreintes à des migrations quotidiennes, forment une part importante de la population de ces communes, ce qui explique une certaine insensibilité à l'évolution générale du monde rural.

e) Le Sud du Mélançois et le Pévèle :

1) Un peuplement assez dense :

Le Pévèle connut toujours une forte densité de population. "Chose curieuse, notait Raoul Blanchard [43] , : la Pévèle, moins riche que le Cambrésis, moins fertile encore que la Flandre, était

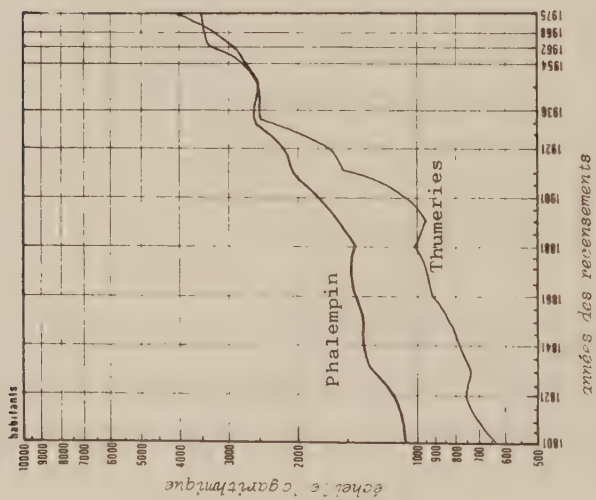


Fig. 119 : Phalempin (c. de Pont-à-Marcq)
Thumeries (c. de Pont-à-Marcq)

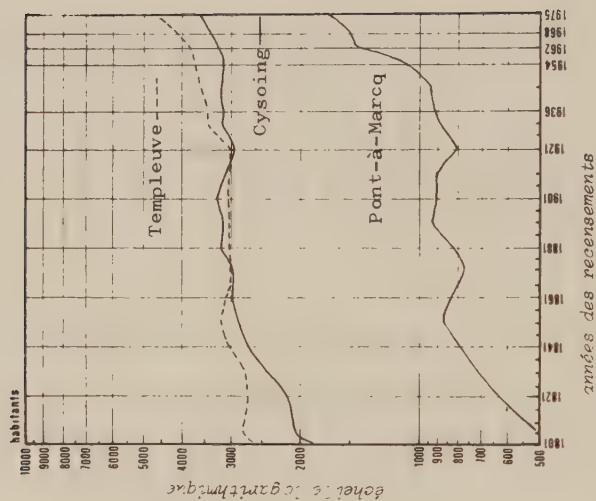


Fig. 120 : Templeuve (c. de Cysoing)
Cysoing (c. de Cysoing)
Pont-à-Marcq (c. de Pont-à-Marcq)

au début du siècle la partie la plus peuplée du département. En laissant à part les petites villes, Orchies, Saint-Amand, devenues industrielles, ce pays rural avait déjà une densité de 138 h/km^2 : 140 pour la partie sud (canton de Saint-Amand-Rive-Droite moins Raismes et Saint-Amand ; canton de Saint-Amand-Rive-Gauche ; canton d'Orchies moins Orchies), 136 pour la partie nord (cantons de Cysoing et de Pont-à-Marcq)."

Raoul Blanchard remarquait déjà que la destinée de ces deux moitiés était différente. Celle du Nord recevait, depuis Lille, au XIX^e siècle, une industrie de la confection à domicile, et depuis le bassin minier du Pas-de-Calais, des industries diverses à Phalempin, Wahagnies, Moncheaux, ce qui limitait les pertes de population. Celle du Sud, après l'échec de l'industrialisation à partir de Saint-Amand, vit sa population diminuer plus vite.

La différence entre la partie du Pévèle qui s'est industrialisée ou qui bénéficie de la proximité d'industries et la partie du Pévèle demeurée agricole s'est depuis fortement accentuée.

2) Le Nord du Pévèle : la présence de l'industrie.

. Le secteur de Phalempin/Thumeries :

Le secteur le plus industrialisé est situé en bordure du pays minier. Il comprend Phalempin, Wahagnies, Thumeries. Le développement démographique de ces trois communes a commencé dès le début du XIX^e siècle, mais il demeura relativement modéré jusque vers 1880. Cette première expansion permit cependant à la population de Phalempin de passer de 1 092 habitants en 1801 à

1 434 en 1881 (+ 31 %), à celle de Thumeries de passer de 642 h en 1801 à 1 044 en 1881 (+ 62 %) et à celle de Wahagnies de 583 h en 1801 à 924 en 1881 (+ 58 %). Mais le véritable essor démographique de ces communes se produisit après 1881 avec l'essor industriel : céramique puis chaudronnerie à Wahagnies, tui-lerie, confection, chaudronnerie et transformation des métaux à Phalempin et surtout sucrerie-raffinerie à Thumeries (principale usine du groupe Béghin-Say). De 1881 à 1931, la population de Thumeries augmenta de 140 %, celle de Wahagnies de 84 % et celle de Phalempin de 77 %. Depuis la dernière guerre, la croissance a repris moins vigoureusement à Thumeries (3 600 habitants en 1975) et à Wahagnies (3 190 h en 1975), mais aussi vive à Phalempin aujourd'hui peuplée de 4 070 habitants.

. Le secteur de Pont-à-Marcq/Cysoing :

Hors de ce petit secteur l'industrialisation du Pévèle a été limitée. De la diffusion de l'industrie du textile et de l'habillement dans sa partie nord, il reste une filature et un tissage à Cysoing, un gros atelier de confection à Pont-à-Marcq, deux ateliers de confection et une passementerie à Templeuve. Au textile se sont ajoutées d'autres activités, comme récemment les laboratoires Agfa-Gevaert (800 employés) à Pont-à-Marcq. Ces activités jointes aux commerces et aux services ont permis à Cysoing, Pont-à-Marcq et Templeuve de conserver une certaine croissance démographique.

Pont-à-Marcq, chef-lieu de canton longtemps sans grande importance, n'avait plus guère connu d'augmentation de population

depuis le début du XIX^e siècle, jusqu'à ce que l'industrialisation de l'après-guerre lui procure une nouvelle expansion. Alors que de 1861 à 1954 la population de Pont-à-Marcq avait stagné autour de 900 habitants, depuis 1954 elle a augmenté de 53 %.

Cysoing, comme Pont-à-Marcq, a vu sa population augmenter au début du XIX^e siècle, puis se stabiliser à partir de 1860 autour de 3 000 habitants jusque vers 1962. En l'absence de nouvelle implantation industrielle, la reprise de croissance toute récente n'a été que très modeste.

La stabilisation des effectifs de population a commencé encore plus tôt à Templeuve. Dès 1841 Templeuve fut peuplée de 3 000 habitants et ce n'est qu'après la première guerre mondiale que les effectifs de population augmentèrent avec le développement de nouvelles industries. La croissance, d'abord modérée, s'est accélérée et Templeuve compte aujourd'hui 5 077 habitants.

3) Le sud du Pévèle : la faiblesse de l'industrialisation.

Dans la partie sud du Pévèle, la situation est très différente. Vers 1840 on a cru y trouver de la houille. Des sondages furent entrepris dans la plupart des communes à l'Est de Saint-Amand ; des industries s'implantèrent dans l'espoir de la découverte de la houille. Une rapide progression démographique s'en suivit. De 1832 à 1842 la population des communes de Bruille-Saint-Amand, Chateau-L'Abbaye, Nivelles, Thun-Saint-Amand augmenta de plus de 30 %. L'échec complet de la prospection provoqua une diminution plus brutale encore que l'augmentation de la population. En 1851, les communes étaient déjà moins peuplées qu'en

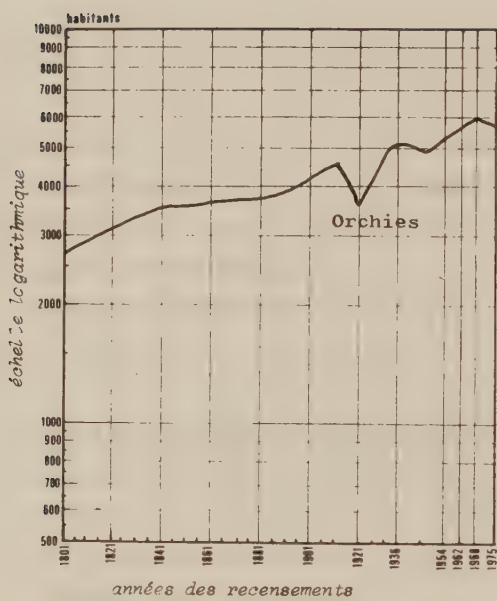


FIG. 121 : Orchies

1832, à la fin du siècle moins qu'au début.

Si on exclut Saint-Amand, que ses activités rattachent au groupe industriel de Valenciennes, Orchies est la seule commune du sud du Pévèle à avoir bénéficié d'une véritable industrialisation avec deux spécialités : la briquetterie-tuilerie-céramique et la chicorée. La croissance de la population d'Orchies, en dehors des récessions dûes aux guerres, a été régulière et continue, amenant les effectifs de moins de 3 000 h. au début du XIX^e siècle à plus de 4 000 vers 1900 et à près de 6 000 (5 756 h en 1975) actuellement.

En dehors des petits centres industriels auxquels nous venons de nous intéresser, l'industrie se limite à quelques petits établissements dispersés, en rapport avec l'agriculture (sélection de semences et de plants, minoteries, serres, matériel agricole).

. Un déclin démographique précoce mais modeste :

En dehors des quelques villages qui sont devenus petites villes grâce à l'industrie, celle-ci a exercé un rôle négatif sur les communes rurales du Pévèle en drainant vers Lille-Roubaix-Tourcoing au Nord, et vers le pays minier au Sud, une partie de leur population.

Dans un certain nombre de communes, la diminution de population a même débuté précocement. Dans le canton d'Orchies, Beuvry-la-Forêt et Coutiches ont connu leur maximum de peuplement dès 1826, Landas dès 1836, Auchy-les-Orchies en 1856; dans les cantons de Saint-Amand, Bruille-Saint-Amand et Château-L'Abbaye, Ni-

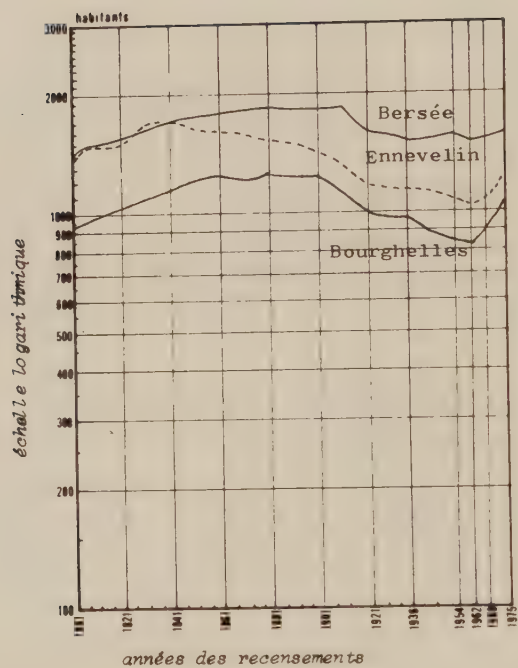


Fig. 122 : Bersée (c. de Pont-à-Marcq)
Ennevelin (c. de Pont-à-Marcq)
Bourghelles (c. de Cysoing)

velle et Rosult l'ont connu en 1841, Sars-et-Rosières en 1846 après l'épisode du "rush charbonnier", Bousignies, Brillon, Maulde, Millonfosse, Rumegies l'avaient par contre rencontré dès 1826 ; dans le canton de Pont-à-Marcq le maximum de population se situe en 1836 pour Ennevelin, en 1851 pour Avelin et de nombreuses communes avaient connu un premier maximum à cette époque avant une reprise démographique récente ; dans le canton de Cysoing le maximum de peuplement est apparu vers 1841 à Cobrieux, Camphin-en-Pévèle et Louvil.

Dans une vingtaine de communes, en gros la moitié des communes rurales du Pévèle, la population a donc commencé à décroître dès la première moitié du XIX^e siècle, dans une dizaine d'autres (Bachy, Bourghelles, Mouchin, Péronne-en-Mélantois, Wannehain, Bersée, Mons-en-Pévèle, Tourmignies, Aix, Auchy-les-Orchies, Faumont, Nomain, Saméon) dans la seconde moitié du XIX^e siècle en général avant 1880.

Ennevelin (près de Pont-à-Marcq) dans la partie nord du Pévèle et Coutiches (près d'Orchies) dans la partie sud illustrent ces cas de diminution précoce. Coutiches, après avoir été peuplée de plus de 3 000 habitants au début du XIX^e siècle en possédait encore un peu plus de 2 100 en 1831. A partir de cette date la population y décroît régulièrement : 1 871 h en 1901, 1 695 en 1921, 1 579 en 1946, 1 516 en 1975. Ennevelin fut toujours plus modeste : peuplée de 1 741 habitants à son maximum de population en 1836, elle n'en comptait plus que 1 416 en 1901, 1 187 en 1921, 1 038 en 1962. Depuis, grâce au développement industriel de Pont-

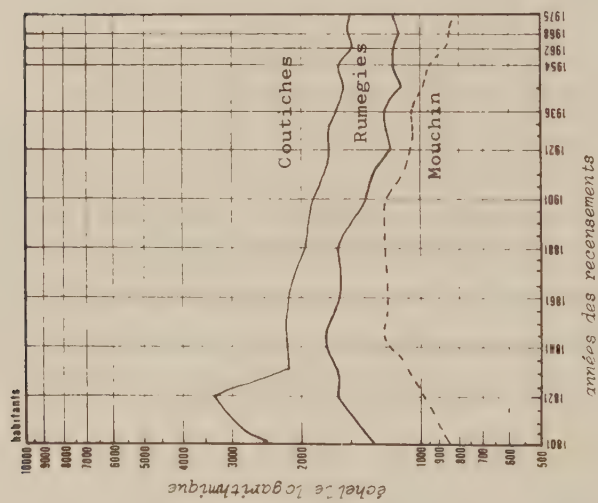


Fig. 123 : Coutiches (c. d'Orchies)
Rumegies (c. de Saint-Amand-Rive-Gauche)
Mouchin (c. de Cysoing)

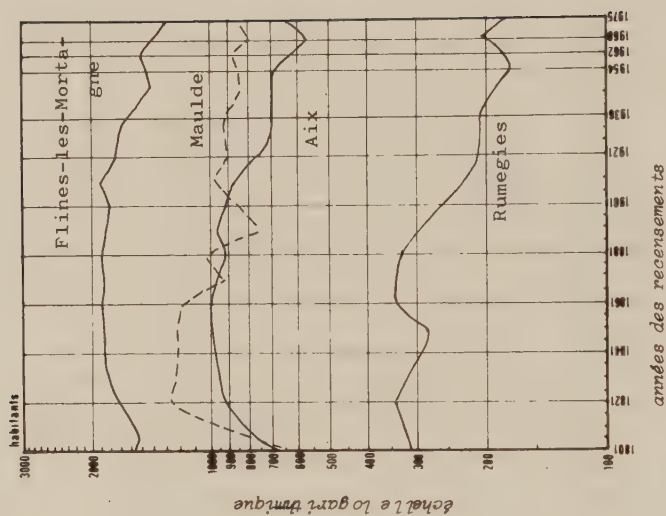


Fig. 124 : Flines-les-Mortagne (c. de Saint-Amand-Rive-Droite)
Maulde (c. de Saint-Amand-Rive-Gauche)
Aix (c. d'Orchies)
Rumegies (c. de Saint-Amand-Rive-Gauche)

à-Marcq, la diminution de la population d'Ennevelin a cessé.

Dans les communes où le maximum de population fut plus tardif, la croissance démographique avait en fait cessé depuis longtemps pour céder la place à une stabilisation des effectifs. Depuis 1830-1840, comme dans le Houtland, la population des communes rurales avait pratiquement cessé d'augmenter, ce qui différencie ces dernières des communes rurales du Sud de la région (Cambrésis, Artois). Ainsi à Bersée, Mouchin et Aix on assiste à une stagnation précoce des effectifs de population. Mais la diminution n'apparaît qu'à la fin du XIX^e siècle, voire au début du XX^e. La population de Mouchin ne commença véritablement à décroître qu'à partir de 1901 et demeura modeste puisque les effectifs de population de Mouchin sont sensiblement les mêmes en 1975 qu'en 1801. La population d'Aix n'a diminué qu'après 1891 et la diminution parut cesser dès 1921, avant de reprendre en 1954. La population de Bersée ne diminue pratiquement plus depuis la dernière guerre.

Précoce ou plus tardive la diminution de la population rurale du Pévèle paraît relativement modeste par rapport à celles que l'on enregistre dans les régions plus éloignées des pôles urbains. Certes le Pévèle apparaît sur les cartes de densités comme une sorte de zone dépressionnaire entre le bassin minier et l'agglomération de Lille. Mais c'est une dépression toute relative. La densité de l'ensemble des communes rurales du canton d'Orchies s'élève encore à 118 h/km^2 , celle des communes rurales du canton de Cysoing à 151 h/km^2 , du canton de Saint-Amand-Rive-Dro-

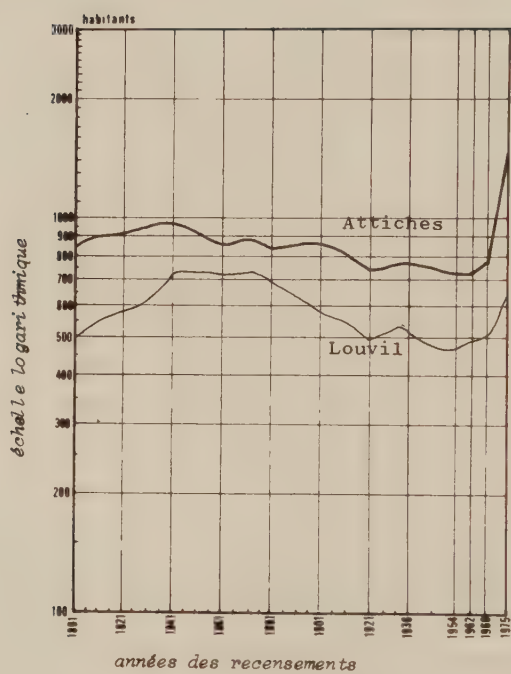


FIG. 125 : Attiches (c. de Pont-à-Marcq)
Louvil (c. de Cysoing)

te à 143 h/km², du canton de Saint-Amand-Rive-Gauche à 114 h/km², du canton de Pont-à-Marcq à 165 h/km².

D'autre part, dans la partie nord du pévèle, la diminution de population a pris fin dans plusieurs communes rurales. A proximité des communes industrialisées du secteur de Thumeries/Phalempin et de la forêt de Phalempin qui attire un certain nombre de citadins venant y transférer leur résidence (La Neuville, Attiches), et de Cysoing, nouvelle zone verte de résidence de l'agglomération lilloise (Bourghelles, Genech, Louvil, Sainghin-en-Mélantois, Cappelle-en-Pévèle), certaines de ces communes ont vu leur population s'accroître de plus de 30 % depuis 1954 (Louvil : + 36 %, La Neuville: + 39 %, et Attiches : + 105 % de 1968 à 1975 seulement).

Hormis dans la plaine maritime, la population rurale du Bas-Pays a cessé très rapidement de s'accroître, dès le début du XIX^e siècle, mais sa décroissance, amorcée souvent assez précocement, a été très modérée, et dans de nombreux cas cette décroissance se ralentit ou est remise en cause par l'implantation dans les communes rurales d'une nouvelle population d'origine urbaine, à la périphérie des grands centres ou en bordure des sorties d'autoroutes.

Mais les régions rurales du sud de la région du Nord n'ont pas bénéficié de conditions d'évolution démographique aussi favorables.

III - 2. Les pays ruraux du Sud :

a) L'Avesnois :

A l'Est de la région du Nord, plus exactement au Sud-Est d'une ligne Landrecies-Aulnoye-Aymeries-Jeumont, entre la basse vallée de la Sambre où s'est implantée la grosse métallurgie et les limites du département du Nord, l'Avesnois est un pays humide, terre d'élevage, couverte de haies et d'arbres, qui s'oppose au Cambrésis voisin, sec et dénudé, non seulement par son paysage mais aussi par sa densité de population plus faible.

Hors de l'agglomération d'Avesnes et des secteurs industriels de Fourmies et des confins ardennais, la population y a cessé de croître depuis le début du XIX^e siècle. Ici, plus encore qu'en Flandre, on n'a pas connu cette vigoureuse expansion démographique qui a caractérisé le Cambrésis ou le bassin de la Sambre pendant la majeure partie du XIX^e siècle. Cela explique sans doute que la diminution de population y fut modérée.

Il convient toutefois de ne pas uniformiser l'évolution démographique de l'ensemble de l'Avesnois.

Autant que l'opposition classique entre l'Avesnois méridional (pays d'Avesnes au sens strict, qui prolonge la Thiérache) et l'Avesnois oriental (les "Fagnes" de R. Blanchard), c'est à dire les cantons de Solre-le-Chateau et de Trélon, sur les premières pentes de l'Ardenne boisée, on peut y opposer les communes profondément rurales et les communes industrialisées.

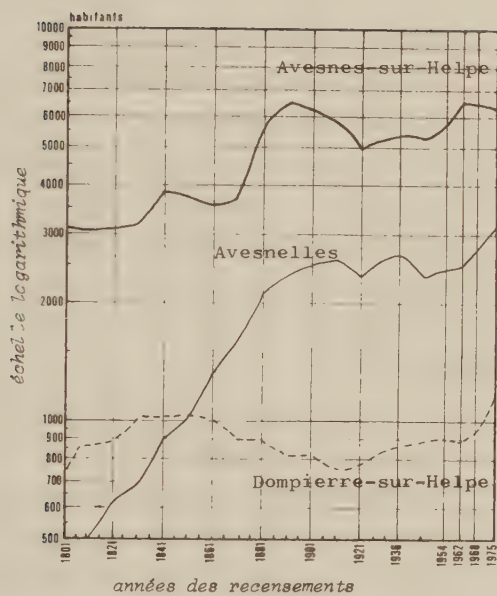


Fig. 126 : Avesnes-sur-Helpe
Avesnelles (c. d'Avesnes-sur-Helpe Sud)
Dompierre-sur-Helpe (c. d'Avesnes-sur
Helpe Nord)

De cette double distinction on peut retenir le découpage suivant qui correspond à autant de types d'évolution démographique :

- Le pays d'Avesnes :

- La petite agglomération d'Avesnes (c'est à dire les communes d'Avesnes-sur-Helpe, Avesnelles, Saint-Hilaire et Dompierre), caractérisée par une expansion démographique récente.
- une zone périphérique de cette agglomération, caractérisée par une diminution modérée des effectifs de population.
- une auréole externe où le dépeuplement a été plus précoce, plus accusé et se poursuit actuellement.

- L'Avesnois oriental :

- 3 secteurs industriels (les secteurs de Fourmies, de Solre-le-Chateau, de Cousolre)
- Les communes rurales dont le dépeuplement est comparable (et souvent même plus marqué) à celui des communes de la ceinture externe du pays d'Avesnes.

1) Le pays d'Avesnes au sens strict :

Raoul Blanchard expliquait la faible densité "des hameaux éparpillés dans la verdure entre la Sambre et les grands bois des Fagnes" en ces termes : "... la surpopulation n'existait pas en

Thiérache où comme dans toutes les régions où l'élevage du bétail constitue la principale occupation des habitants, la population n'avait pas besoin d'être nombreuse ; et quoique plus riche que celle du Cambrésis, elle ne trouvait pas dans le pays assez d'occupation pour augmenter rapidement : la fabrication du fromage et l'industrie de la boissellerie n'étaient guère susceptibles d'extension". [44]

Dans la campagne la dépopulation n'a pas été ici provoquée par le déclin de l'industrie rurale, mais dès le départ par la diminution de la population agricole.

En fait si l'industrie ignore la campagne de la Thiérache, elle s'implanta dans les petites villes, aussi bien dans le département de l'Aisne que dans celui du Nord, en particulier l'industrie de la laine diffusée depuis Fourmies dans les faubourgs d'Avesnes.

1) 1. L'agglomération d'Avesnes :

Petite ville aux fonctions essentiellement administratives (sous-préfecture, marché agricole et centre local de services), Avesnes n'a jamais connu un grand développement. Au début du XIX^e siècle, Avesnes n'était peuplée que de 3 000 habitants. En 1861 cette modeste sous-préfecture n'en comptait pas encore 4 000. L'implantation de filatures et de tissages de laine à Avesnes et dans les communes périphériques entraîna une brusque augmentation de population de 1872 à 1891 où on recensa 6 500 habitants dans la ville même. Mais les difficultés du textile ne permirent pas

longtemps à Avesnes de conserver ces effectifs. En 1896 ils avaient déjà diminué et en 1911 ne représentaient plus que 5 000 h, ce qui sera la population d'Avesnes jusqu'en 1946.

La croissance démographique a alors repris lentement, jusqu'en 1962, et a cessé depuis. Aujourd'hui, avec 6 300 habitants, Avesnes n'a toujours pas retrouvé ses effectifs de population de 1891. Ville essentiellement tertiaire, Avesnes ne rayonne véritablement que sur une petite partie de son arrondissement, l'Avesnois herbager, trop peu peuplé pour assurer un grand développement à son chef-lieu. Jamais Avesnes n'a pu entrer en concurrence avec Maubeuge.

Si l'industrie lainière ne s'est guère maintenue à Avesnes, elle s'est mieux développée dans ses faubourgs à Avesnelles. L'expansion démographique d'Avesnelles fut celle de toutes les petites villes marquées par la Révolution industrielle. En 1801 Avesnelles n'était qu'un village de 400 habitants. En 1881 c'était une petite bourgade de 2 000 h. Mais la croissance se ralentit très fortement ensuite. Après 1901, les mêmes difficultés économiques qui entraînèrent une diminution de la population d'Avesnes, provoquèrent l'arrêt de la croissance d'Avesnelles. De 1901 à 1962 les effectifs se stabilisèrent autour de 2 500 habitants. Récemment la croissance démographique a repris, relayant celle d'Avesnes (construction de logements sociaux), avec une augmentation de 23 % de la population de 1962 à 1975.

Cette croissance récente a débordé des communes d'Avesnes et d'Avesnelles et affecte les communes de Saint-Hilaire et surtout de Dompierre-sur-Helpe. Dompierre-sur-Helpe ne connut pas avant

1921 une évolution différente de celle des communes rurales voisines, mais entre les deux guerres une légère reprise démographique lui permit de retrouver 900 habitants. Cependant la véritable croissance de cette population fut plus récente, accompagnant l'implantation d'une coopérative laitière (+ 26 % de 1962 à 1975).

1) 2. Un déclin démographique général et précoce : le bocage de l'Avesnois :

L'évolution démographique d'Avesnes est un phénomène isolé, le bocage a évolué différemment. La diminution de la population de l'Avesnois rural a été générale et précoce. Dans le canton d'Avesnes-sur-Helpe-Sud presque toutes les communes ont connu leur maximum de population avant 1850 et souvent même bien avant (Taisnières-en-Thiérache dès 1806, Larouillies et Saint-Aubin en 1821, Floyon en 1826 etc...). Dans aucune commune le maximum de population ne fut très tardif et dans 2 seulement il fut postérieur à 1876 : Bas-Lieu (1886) et Boulogne-sur-Helpe (1891).

Plus que la relative précocité de l'arrêt de la croissance démographique, c'est la faiblesse de cette dernière qui est remarquable, à peine plus prononcée que dans le Houtland et bien inférieure à celle de la population du Cambrésis. Elle ne devait presque rien à l'industrie. Il s'agissait de la croissance d'une population essentiellement agricole, précédant l'exode rural qui a ramené la population de la Thiérache à un niveau inférieur à celui du XIX^e siècle.

La diminution de population ne fut pourtant pas aussi considérable que dans le Cambrésis voisin, mais elle amena cette population déjà peu dense et clairsemée dans des habitats dispersés au milieu des herbages, à des effectifs très faibles, et l'évolution récente accentua encore la dispersion de l'habitat et la faiblesse des densités.

Bien qu'il soit difficile d'établir une typologie à partir de courbes d'évolution démographique très voisines les unes des autres, on peut distinguer deux grands types d'évolution des populations des communes rurales de l'Avesnois à partir des différences d'intensité des diminutions.

. Les communes situées à la périphérie d'Avesnes (Bas-Lieu, Dourlers, Flaumont-Waudrechies, Semousies, Cartignies, Boulogne-sur-Helpe, Haut-Lieu) qui dessinent une auréole autour d'Avesnes ont toutes connu une diminution de population très modérée depuis un siècle ou plus, inférieure à - 40 % entre la date du maximum de population et aujourd'hui.

Le nombre des habitants y avait encore légèrement augmenté au début du XIX^e siècle avec le développement des activités annexes de l'élevage et une tentative de diffusion de l'industrie textile à domicile. Mais avec la concentration de ces activités dans les centres urbains, la population s'est stabilisée à partir du milieu du XIX^e siècle, puis a décliné.

Bas-Lieu, au Nord-Est d'Avesnes-sur-Helpe, illustre bien ce type d'évolution. Cette petite commune vit sa population atteindre 400 habitants vers 1841 et conserva un effectif voisin jus-

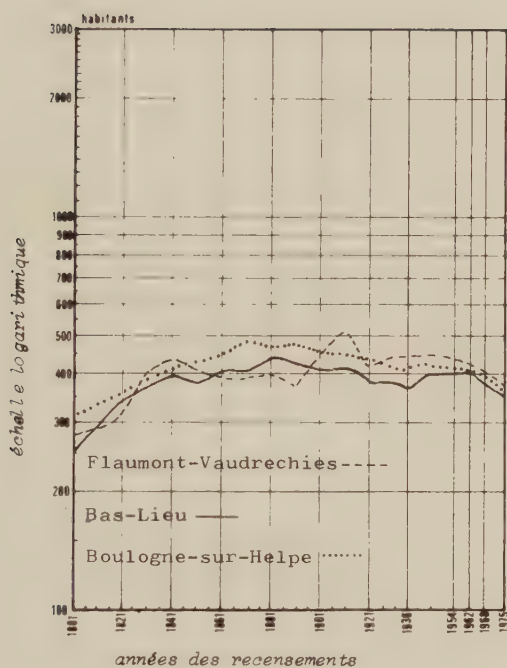


Fig. 127 : Flaumont-Vaudrechies (c. d'Avesnes-sur
 Helpe Nord)
Bas-lieu (c. d'Avesnes-sur-Helpe Nord)
Boulogne-sur-Helpe (c. d'Avesnes-sur
 Helpe Sud)

qu'en 1911 (maximum en 1886 avec 440 h). Entre les deux guerres la population diminua quelque peu (366 h en 1936), mais ce ne fut que passager et en 1946 Bas-Lieu avait retrouvé 400 habitants. Ce n'est qu'à partir de 1962 que s'amorça une diminution plus importante de la population (350 h en 1975).

On trouve des schémas d'évolution identiques à Dourlers et à Flaumont-Waudrechies où le déclin démographique récent est cependant plus accentué qu'à Bas-Lieu (- 26 % entre 1962 et 1975).

Au Sud-Ouest d'Avesnes, la grosse commune de Cartignies a connu une diminution de population aussi modérée, mais un peu différente en ce sens que la diminution amorcée entre les deux guerres s'est poursuivie depuis sans interruption, mais également sans accentuation au cours des dernières années. Peuplée de 1 482 h en 1801, Cartignies s'est accrue jusqu'à dépasser 1 800 h à partir de 1841 et à atteindre 1 913 h en 1861. Mais 20 ans plus tard la commune n'en comptait plus que 1 670 h, effectif qui demeura stable jusqu'en 1911. A partir de la première guerre mondiale la population diminua, mais très lentement : 1 521 h en 1921, 1 402 en 1946, 1 231 en 1975 (soit - 13 % depuis 1921).

La même évolution démographique a affecté les petites communes de Boulogne-sur-Helpe et de Haut-Lieu où les effectifs sont demeurés pratiquement inchangés de 1841 à 1946 (400 à 450 h) et ont à peine diminué depuis (- 14 % à Boulogne-sur-Helpe). La proximité d'Avesnes-sur-Hepe et la possibilité de migrations quotidiennes a sans doute contribué à la stabilisation de ces effectifs.

. Les communes plus éloignées d'Avesnes-sur-Helpe :

Cette stabilité des effectifs ne se retrouve plus dans les communes plus éloignées d'Avesnes.

Au Nord entre la vallée de la Sambre et Avesnes, là où s'exerçait sans doute plus librement l'attrait des industries de la vallée de la Sambre, la diminution de population a été plus nette et plus précoce : Eclaibes, Ecuélin, Saint-Aubin, Floursies, Sémearies ont perdu plus de 40 % de leur population depuis le milieu du XIX^e siècle.

Saint-Aubin, par exemple, peuplée de 671 habitants en 1806 a atteint son maximum de peuplement dès 1821 avec 781 h. Dès lors la population y a diminué à un rythme assez régulier : 596 h en 1851, 437 en 1901, 385 en 1936, 325 en 1975. La population actuelle, inférieure de 58 % à celle du maximum de 1821, est donc largement inférieure à celle de la fin du XVIII^e siècle. Sans être toujours aussi prononcée ou aussi précoce qu'à Saint-Aubin, la diminution de population (- 40 à - 50 % depuis le milieu du XIX^e siècle) a été aussi régulière dans les communes voisines.

L'Ouest et le Sud de l'Avesnois ont connu une évolution de même type : Floyon, Beaurepaire-sur-Sambre possèdent des courbes d'évolution démographique tout à fait comparables à celle de Saint-Aubin. A Taisnières-en-Thiérache, la diminution de population a même commencé dès le début du XIX^e siècle. De 998 en 1806 le nombre des habitants y est passé à 885 en 1851, 658 en 1901, 584 en 1954, 530 en 1975. C'est là un bel exemple de diminution lente, mais continue et précoce. Taisnières-en Thiérache

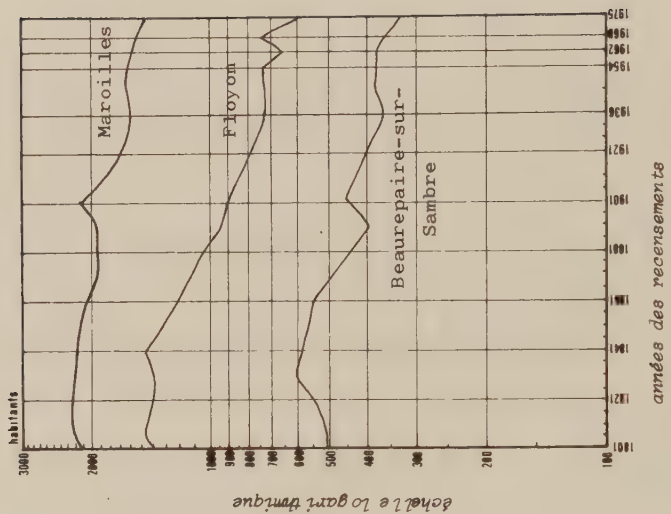


Fig. 128 : Taisnières-en-Thiérache (c. d'Avesnes-sur-Helpe Nord)
Saint-Aubin (c. d'Avesnes-sur-Helpe Nord)
Sassegny (c. de Berlaimont)
Floursies (c. d'Avesnes-sur-Helpe Nord)

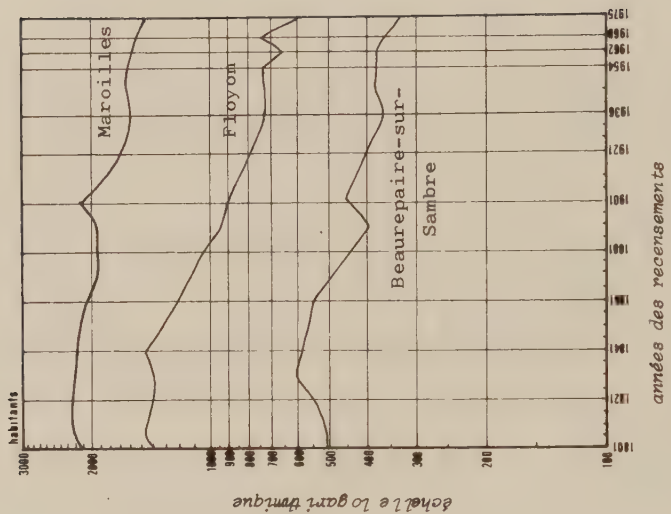


Fig. 129 : Maroilles (c. de Landrecies)
Floyon (c. d'Avesnes-sur-Helpe Sud)
Beaufort-sur-Sambre (c. d'Avesnes-sur-Helpe Sud)

n'a perdu que 12 % de sa population depuis 1921, mais 47 % depuis 1806.

La baisse de population a été à peine plus rapide à Marbaix, Petit-Fayt, Prisches, Le Favril, Larouillies ou Etroeungt.

Jadis marché de bestiaux et de beurre, centre du travail des petits objets en bois et surtout important marché fromager, Maroilles a perdu peu à peu ses activités au profit des laiteries industrielles. Au début du siècle dernier, c'était une petite ville de 2 250 habitants. Encore peuplée de 2 170 h en 1851, Maroilles conserva des effectifs de population légèrement supérieurs à 2 000 habitants jusque vers 1900. Dès lors la diminution de population s'accrut rapidement. En 1936 la commune ne comptait plus que 1 587 h et en 1975 1 481. Maroilles a perdu 30 % de sa population au cours du XX^e siècle. Grand-Fayt, commune voisine, a connu la même évolution.

Au sud du canton de Berlaimont, la proximité du bassin de la Sambre a modifié récemment l'évolution et on assiste à un renversement de la tendance ancienne au dépeuplement à Noyelles-sur-Sambre ou à Sassegnies en particulier.

2) L'Avesnois oriental :

- La disparition des anciennes activités industrielles et ses conséquences démographiques :

La partie orientale de l'Avesnois a connu elle aussi un maximum de population rurale vers le milieu du XIX^e siècle, lorsque le pays était animé par une multitude de petits métiers utilisant l'eau et le bois des forêts, et par l'industrie textile à domicile.

Comme dans l'est du Cambrésis, la diffusion de l'industrie de la laine par les fabricants de Fourmies permit le maintien de la croissance démographique jusque vers 1840, 1860 au plus tard. Puis la décadence des petits métiers ruina le pays.

Entre Maubeuge, Avesnes et la vallée de la Solre "les habitants possédaient des ressources variées ; bucherons et forgerons en même temps qu'agriculteurs et pasteurs, ils foulaient encore des cagées, grossières étoffes de laine, et la fabrication des bas de laine s'étendait à tous les villages ... Aussi cette population s'éleva-t-elle de moitié en 40 ans ... C'est la crise de 1848 qui paraît avoir interrompu la montée ... la décadence commençait. Les forges développées au Nord devenues la grande métallurgie de la Sambre, la bonneterie transformée au Sud autour de Fourmies en puissante industrie lainière, tuèrent les ateliers des Fagnes et provoquèrent l'exode de leurs habitants." [45]

Les communes connurent une évolution différente selon qu'elles conservèrent une population industrielle, soit parce qu'elles étaient suffisamment proches des foyers industriels de la Sambre ou de Fourmies pour permettre des migrations quotidiennes de travailleurs, soit parce qu'elles conservèrent une petite activité industrielle (comme les carrières de la région de Cousolre par exemple), ou qu'elles furent réduites à leurs seules activités agricoles. Les terres pauvres, la forêt rabougrie par les brûlis, les charbonnages et la surexploitation ne permettaient que de faibles densités. Aussi n'est-il pas surprenant que les communes

situées au Nord et à l'Est de Solre-le-Chateau et Trélon aient perdu, depuis la seconde moitié du XIX^e s. une grande partie de leur population, la ramenant à des effectifs compatibles avec les ressources d'une agriculture pauvre s'orientant vers l'élevage.

- La partie orientale :

Eppe-Sauvage fournit un bel exemple de ces communes agricoles des "Fagnes". En 1801 cette commune était peuplée de 516 habitants. Cette population s'accrut fortement dans la première moitié du XIX^e siècle jusqu'à être composée de 903 h au recensement de 1851. Mais une décennie plus tard, Eppe-Sauvage ne comptait plus que 772 h et en 1911, 537 h seulement (à peu près l'effectif du début du siècle précédent). La diminution se ralentit alors, après la forte réduction de la population non agricole. En 1936 on y recensa encore 422 h. mais depuis la dernière guerre, le dépeuplement a repris et Eppe-Sauvage a perdu 1/3 de sa population depuis 1954, soit 71 % depuis 1851.

Moustier-en-Fagnes a perdu également 27 % de sa population depuis la dernière guerre et 75 % depuis la date de son maximum ; Willies respectivement 26 et 80 % ; Baives 20 et 55 %.

Lorsque la dépopulation ne s'est pas brutalement accélérée récemment, la baisse de population a été moins importante, de l'ordre de 45 à 50 % depuis le maximum de peuplement : à Liessies, Eccles, Hestrud, Clairfayts, Beaurieux, Les Fontaines ... Dans tous les cas il s'agit de communes qui n'avaient jamais été très peuplées.

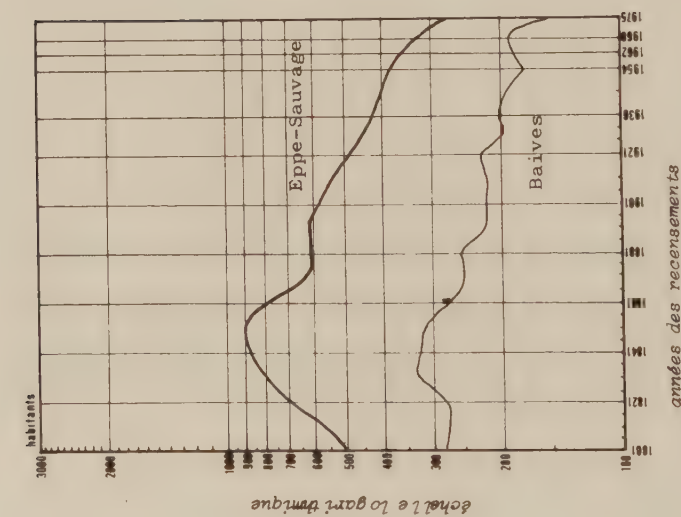


Fig. 130 : Eppe-Sauvage (c. de Trélon)
Baives (c. de Trélon)

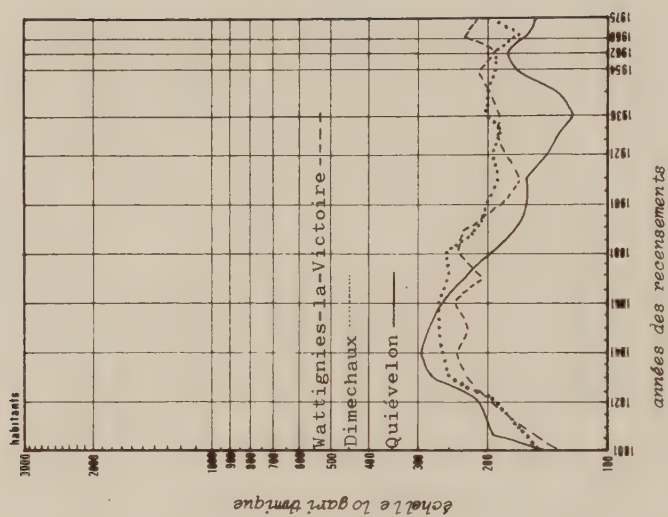


Fig. 131 : Wattignies-la-Victoire (c. de Maubeuge Sud)
Dimechaux (c. de Solre-le-Château)
Quiévelon (c. de Maubeuge Sud)

Peu d'entre-elles, lors de leur maximum de peuplement, ont franchi le cap des 500 h, aucune des 1 000. La faiblesse de la densité a sans doute encouragé le dépeuplement.

- La partie occidentale :

Le dépeuplement a été moins accusé, entre Maubeuge et Solre-le-Chateau, dans la partie occidentale de ce secteur. Les plus grandes aptitudes des sols et surtout la possibilité de migrations quotidiennes vers le bassin de la Sambre, développées très tôt, ont freiné le dépeuplement. La décroissance a commencé plus tardivement que dans la partie orientale, pas avant 1860/1880 et a été plus modérée. Le développement des transports automobiles et la multiplication des migrations pendulaires ont même pratiquement arrêté le processus de dépeuplement. Dans la plupart des communes, la population a cessé de diminuer et dans quelques-unes d'entre-elles (Dimont, Haufort, Quiévelon) elle a même légèrement augmenté au cours des 20 dernières années.

Mais l'ensemble du secteur demeure faiblement peuplé et les communes très petites. La population de Wattignies-la-Victoire, aujourd'hui de 180 h, n'a jamais connu que 240 h lors de son maximum de peuplement, celle de Dimecheaux, après avoir décliné de 300 h en 1866 à 200 en 1921, s'est stabilisée depuis autour de 190 à 200 h. Les autres communes ne possèdent guère des effectifs plus nombreux.

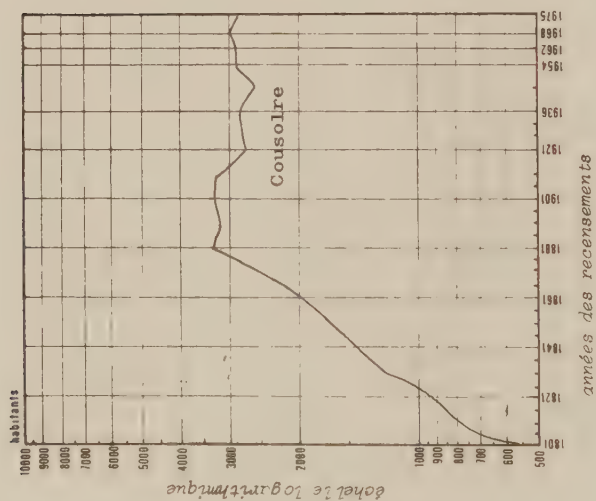


Fig. 132 : Cousolre (c. de Solre-le-Château)

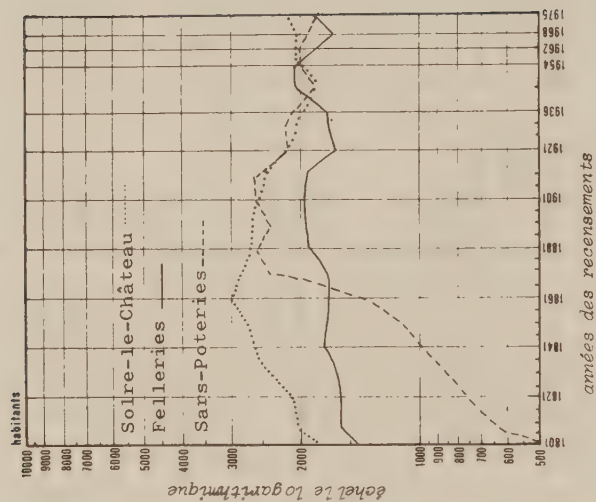


Fig. 133 : Solre-le-Château
Felleries (c. d'Avesnes-sur-Helpe Nord)
Sars-Poteries (c. de Solre-le-Château)

- Autour de Cousolre, les villages sont à peine plus peuplés mais la diminution de leur population a été encore plus réduite, grâce au maintien en exploitation des carrières de la région. Elle ne s'est fortement manifestée que pendant la période de l'entre-deux-guerres. La décroissance démographique a même cessé à Bousigny et à Cousolre, principal centre d'exploitation du marbre. La population de Cousolre avait augmenté régulièrement tout au long du XIX^e siècle, passant de 572 h en 1801 à 3 300 au début de ce siècle. Après une sérieuse diminution de population entre les deux guerres qui réduisit à 2 600 le nombre des habitants, la population de Cousolre a retrouvé une timide croissance.

- Les gros villages industrialisés du groupe de Solre-le-Chateau, Sars-Poteries (jadis important centre de céramique) et de Feleries ont connu une évolution très voisine. La population y a surtout diminué après 1911.

Sars-Poteries a vu sa population croître fortement (de plus de 1 000 habitants) entre 1861 et 1872, avec l'implantation de l'industrie du verre et le développement de la céramique industrielle. Les effectifs de cette population sont ensuite demeurés stables (2 400 à 2 600 h) jusqu'en 1911. Après la première guerre mondiale, ces effectifs s'amenuisèrent lentement mais continuellement, jusqu'à ne plus représenter que 1 766 h en 1975. Il ne reste que peu de choses de l'ancienne activité et beaucoup d'habitants de Sars-Poteries travaillent aujourd'hui à Solre-le-Chateau où s'est développée une industrie de la ferblanterie.

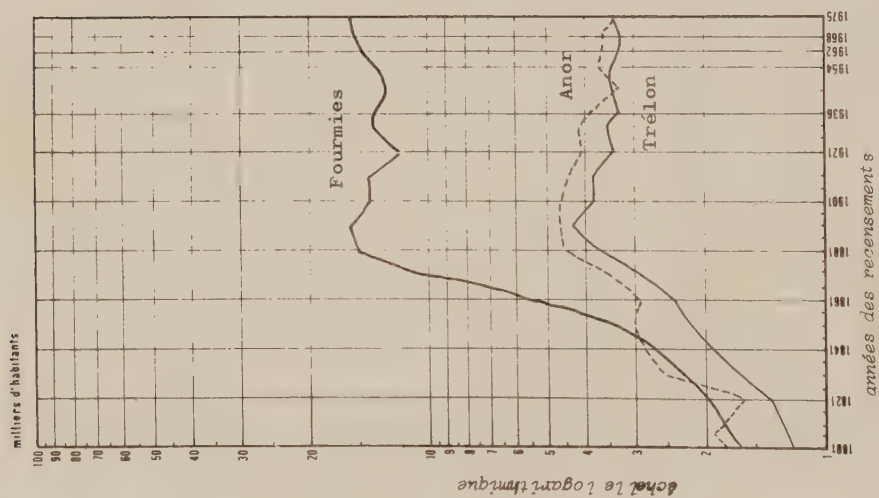


Fig. 134 : Fourmies (c. de Trélon)
Anor (c. de Trélon) - Trélon

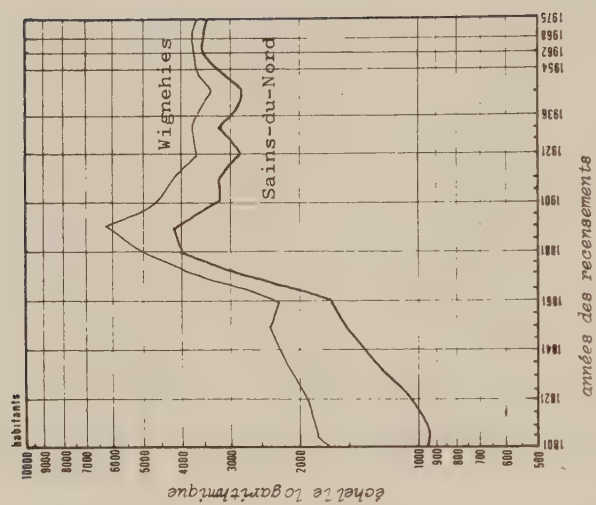


Fig. 135 : Wignehies (c. de Trélon)
Sains-du-Nord (c.d'Avesnes-sur-Helpe Sud)

L'évolution démographique de Felleries ou de Solre-le-Château fut parallèle à celle de Sars-Poteries, sauf récemment où la diminution a été moins rapide.

3) Le secteur industriel de Fourmies :

Au Sud-Est de l'Avesnois, l'agglomération de Fourmies a été profondément marquée par le textile et de ce fait a connu une évolution démographique assez proche de celle du Cambrésis oriental.

Comme dans ce dernier, la croissance a été très rapide au cours du XIX^e siècle. Fourmies vers 1800 ne comptait que 1 600 h, Anor 1 800, Trélon 1 240, Wignehies 1 750. Ce n'étaient que de gros villages, mais déjà trop peuplés pour ne vivre que de l'agriculture. Le complément de ressources provenait de la bonneterie et de la fabrication de grosses étoffes de laine. L'implantation de filatures de laine à Fourmies ("Les Filés de Fourmies") puis dans les communes voisines : Sains-du-Nord, Wignehies, Glageon (et jusqu'à Avesnes-sur-Helpe et Avesnelles) bouleversa la vie locale. Fourmies en 1872 était déjà peuplée de 10 000 habitants et en 1891 de près de 16 000, Sains-du-Nord de 4 200, Wignehies de 4 700, Trélon de 4 340 et Anor de 4 900.

Mais 1891 marqua l'apogée de toutes ces communes. Avec les premières sérieuses difficultés de l'industrie lainière, la population commença à décroître. La diminution s'accéléra pendant et après la première guerre mondiale, mais elle ne se poursuivit pas au delà de 1946. Stabilisée à Anor (3 500 h), la population s'est accrue de nouveau à Sains-du-Nord et surtout à Fourmies qui

a retrouvé 15 000 habitants.

Ce regain démographique est dû essentiellement au développement d'activités industrielles récemment implantées pour utiliser la main d'oeuvre libérée par le textile (qui n'en demeure pas moins la principale activité de Fourmies, Sains-du-Nord, Wignehies et Glageon). Le textile n'était d'ailleurs jamais demeuré ici une mono-activité, un grand nombre d'industries s'étaient maintenues ou développées : dérivées des industries annexes du textile comme les constructions mécaniques à Anor, Sains-du-Nord et Fourmies, ou héritières des vieilles traditions locales comme la verrerie ou l'industrie du bois à Trélon, la visserie, la boulonnerie ou la papeterie à Fourmies.

b) Le Cambrésis oriental et ses bordures :

Le Cambrésis oriental (en gros les cantons de Carnières, Clary, Le Cateau ainsi que le sud et l'ouest du canton de Solesmes) s'est toujours différencié du Cambrésis occidental par l'importance qu'y a tenu et qu'y tient toujours l'industrie, diffuse dans toute la région sous forme de petits ateliers et de petites usines disséminés dans de gros villages et dans les petites villes.

1) La grande diffusion de l'industrie textile rurale et son déclin :

Tout le Cambrésis fut animé naguère par une industrie textile active. Elle était très développée à la fin du XVIII^e siècle, puisque Dieudonné en 1804 [46] recensa 10 395 métiers tissant

des toiles fines répandus dans 104 communes autour de Cambrai. La forme normale de l'activité consistait en effet ici en une industrie textile à domicile, pratiquée par des ouvriers-paysans et spécialisée dans la fabrication de toiles fines de qualité que Cambrai commercialisait. ("Fabrique de Cambrai"). Mais ni cette spécialisation, ni cette grande diffusion des métiers ne se sont maintenues telles quelles au cours du XIX^e siècle et l'évolution de l'industrie textile a conditionné celle de la population.

Très tôt ce tissage des toiles fines à domicile (voilettes, linons, batistes) se concentra autour d'Avesnes-les-Aubert au Nord-Est de Cambrai. Au début de ce siècle, on fabriquait encore couramment à la main des toiles fines et légères pour mouchoirs ourlés à jours à Avesnes-les-Aubert, Haspres, Saulzoir et Saint-Hilaire-les-Cambrai. Mais ce n'était plus que la survivance de l'ancienne "mulquerie" qui animait au XVIII^e siècle toutes les campagnes du Cambrésis. Cette vieille industrie à domicile est toujours vivante, mais elle n'est plus que le complément de l'industrie en ateliers (toiles de grand luxe, ourlets faits-main, broderies manuelles, finitions délicates etc ...).

Au début du XIX^e siècle, dans le sud et surtout dans le sud-est du Cambrésis, s'était diffusée une autre forme de l'industrie textile : le tissage des étoffes de laine animé par Le Cateau (relais de la fabrique de Fourmies). Cette nouvelle industrie à domicile a surtout animé les villages proches du Cateau et de Solesmes. Vers 1850, alors que les vieux métiers manuels flamands

périclitaient, ceux du Cambrésis occupaient plus de 6 000 tisseurs. Au début de ce siècle, on comptait encore autour du Cateau, plus de 800 métiers à main qui fabriquaient des articles de nouveauté, et aujourd'hui encore, de nombreux petits ateliers ruraux fabriquent toujours des tricots et des layettes. Au Cateau même on fabriquait, en usine cette fois, les fils et les tissus mérinos. Mais l'industrie des étoffes se concentra plus précocement encore que celle de la toile dans les usines et cessa très tôt d'être une industrie à domicile. De cette industrie en difficulté depuis la première guerre mondiale, ne subsistent plus guère que le peignage du Cateau et des ateliers spécialisés dans le tricot et les articles de nouveautés. Enfin une troisième activité textile s'était développée après 1830 à Caudry et dans ses alentours : le tissage des tulles et des guipures qui, d'un meilleur rapport, supplanta définitivement la fabrication à domicile des étoffes. Vers 1870, plus de 10 000 personnes confectionnaient à Caudry et dans les villages voisins (Bertry, Beauvois-en-Cambrésis, Fontaine-au-Pire, Ligny, Marez, Busigny etc ...) tulles, dentelles mécaniques et guipures. Cette activité a survécu en se concentrant de plus en plus à Caudry où les métiers manuels à domicile étaient supplantés par les métiers motorisés des ateliers.

La diffusion de l'industrie textile explique en grande partie l'augmentation des effectifs de la population du Cambrésis au cours de la première moitié du XIX^e siècle et jusque vers 1860, 1880 au plus tard dans le Cambrésis oriental. Ce n'est que vers la

fin du Second Empire et aux débuts de la III^e République que le maximum du peuplement rural fut atteint dans ce secteur. Seules quelques communes, en général les plus importantes, où s'implantèrent les usines (filatures et plus souvent tissages de laine ou de coton), connurent un maximum encore plus tardif et virent leur population s'accroître jusqu'à la première guerre mondiale.

Vers 1870, la moitié des communes rurales entraient en décroissance. Après 1880, 7 ou 8 seulement maintinrent leur croissance.

La diffusion depuis le Vermandois dans les villages du secteur de Caudry, de la broderie sur métier qui permettait de travailler en local sain et non plus en chambre humide (mais qui exigeait en contrepartie un investissement plus coûteux que le tissage) ne parvint pas à compenser la disparition des vieux métiers à tisser. Même là où elle survécut dans les villages, l'industrie du textile et de l'habillement quitta le domicile des paysans au profit des ateliers et surtout des usines, et employa moins de personnel.

2) La disparition des genres de vie traditionnels à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e :

Avec le déclin de l'industrie à domicile, c'était tout un genre de vie, celui des ouvriers-paysans, qui disparaissait.

Les fortes densités rurales, non seulement dans le Cambrésis, mais dans le Vermandois voisin et une grande partie de la Picardie, ne s'expliquaient que par l'étroite association du travail des champs et du travail en atelier.

"Si le paysan pullule, écrivait A. Demangeon en 1904 [47] , ce n'est pas seulement parce qu'il peut vivre d'une terre féconde, mais encore parce qu'il trouve des ressources dans le travail de l'atelier. C'est au développement des industries rurales et à leur enchevêtrement dans la vie agricole qu'il faut attribuer le peuplement compact de certaines campagnes. Le Vimeu, le Santerre, le Cambrésis présentent à l'égard des campagnes qui sont restées purement agricoles ou qui le sont redevenues un remarquable excès de population ... nulle part on ne rencontre des centres ruraux comparables à ces villages de tisseurs, répandus entre Bapaume, Cambrai, Saint-Quentin et Péronne, dont la population dépasse celle de nombreuses sous-préfectures ; nulle part les produits d'une terre plantureuse collaborant avec les revenus d'un métier n'ont attiré sur les campagnes pareille foule humaine."

"Ce phénomène de surpopulation, résultat d'une alliance fructueuse entre le travail de la terre et le travail de l'atelier, nous le trouvons à l'origine des principaux mouvements de population. Si la fertilité de la terre exerça sur le peuplement une influence uniforme et lente, l'essor ou le déclin des industries rurales produisirent des effets beaucoup plus intenses et rapides. De nos jours, dans la décroissance connue sous le nom de dépopulation des campagnes, on retrouve presque toujours au point de départ la décadence d'une industrie rurale, la disparition d'un métier d'hiver." [48]

Il faut concevoir la dépopulation des campagnes, avant 1914, non pas comme un abandon de la culture, mais comme un exode des

ouvriers agricoles privés de leur métier d'hiver par la concurrence de la grande industrie.

Le développement parallèle de l'industrie et de la culture dans les campagnes avait créé une classe d'ouvriers-paysans, intermédiaires entre l'agriculteur et l'artisan, unissant la vie des champs et celle de l'atelier. Certes il y avait dans les villages des hommes (en général propriétaires ou gros fermiers) qui ne se livraient qu'à l'agriculture, et d'autres qui passaient leur vie dans leur atelier, mais la grande majorité des habitants se louaient pendant la belle saison comme ouvriers agricoles en cultivant parallèlement leur jardin, et s'enfermaient l'hiver dans leurs ateliers. [49]

Avec le recul de l'industrie à domicile et aussi avec le déclin des cultures industrielles qui exigeaient une abondante main d'oeuvre saisonnière, une partie de cette nombreuse population fut contrainte d'émigrer vers les zones de développement de la grande industrie moderne : les tissages et filatures de la région lilloise et surtout les mines de charbon et les usines du bassin de la Sambre.

La dépopulation aurait été bien plus considérable s'il y avait eu disparition complète de l'industrie rurale. En fait celle-ci a changé de forme, d'industrie à domicile, elle est devenue industrie en usines.

L'opération s'est faite en deux temps. Dans un premier temps se sont créées dans les plus vivants des gros villages industriels, des usines destinées à fournir les matières premières, puis pré-

parant les ouvrages, les recevant pour les dernières façons et les centralisant pour les expédier. Dans un second temps, toutes les activités se sont concentrées dans ces usines.

Cette implantation des usines dans les campagnes a limité les conséquences de l'abandon des métiers à domicile, et permis le maintien des densités élevées.

D'abord l'ouvrier-paysan associa un travail d'hiver en usine aux travaux des champs. Puis peu à peu on assista à une spécialisation de plus en plus marquée des activités. Les conditions technologiques de l'industrie permirent de moins en moins d'interrompre le travail en usine au profit du travail des champs. Devenus ouvriers de fabrique, les tisserands ruraux durent renoncer au travail de la terre. Sinon par leur résidence en villages et leur volonté de maintenir en culture des lopins de terre destinés avant tout à satisfaire aux besoins alimentaires de leurs familles, les ouvriers ruraux se distinguent de moins en moins des ouvriers urbains.

Mais si le véritable ouvrier-paysan de jadis est devenu beaucoup plus rare qu'autrefois (on le rencontre plus aujourd'hui dans les industries agricoles et alimentaires à activité saisonnière, que dans l'industrie textile), de nombreux ménages participent encore à ce genre de vie mixte, soit que le mari associe à son travail en usine un travail sur une micro-exploitation et celui de son épouse qui s'occupe de la basse-cour et du potager, leur assurant un complément de ressources, soit qu'il s'occupe de l'exploitation tandis que sa femme travaille au dehors, amenant un

salaire régulier complémentaire indispensable à la vie du ménage.

3) Le rôle de l'agriculture dans l'évolution du peuplement :

En définitive, ce qui étonne, ce n'est pas que le genre de vie des ouvriers-paysans tende aujourd'hui à disparaître, mais qu'il ait pu connaître une telle diffusion et qu'il n'ait régressé que tardivement.

Pour A. Demangeon comme pour R. Blanchard qui étudièrent cette évolution à un moment où les ouvriers-paysans étaient encore nombreux, la persistance de ce genre de vie était liée non seulement au succès qu'avait connu l'industrie à domicile, mais aussi aux caractères particuliers de l'agriculture du Cambrésis.

En règle générale, abandonnant les cultures industrielles (textiles, oléagineux) qui exigeaient beaucoup de main d'oeuvre au moment où les cultures des grains n'employaient pas les ouvriers, l'agriculture contribua, autant que le déclin de l'industrie, à l'exode des ouvriers agricoles. Or dans le Cambrésis, en ce qui concerne l'emploi de main d'oeuvre saisonnière, la culture de la betterave sucrière remplaça les autres cultures industrielles.

Elle contribua sans aucun doute au maintien de l'association de l'agriculture et de l'industrie. Les besoins en main d'oeuvre de l'agriculture ont fortement évolué au cours du XIX^e siècle et durant la première moitié du XX^e sauf en ce qui concerne la culture de la betterave où sarclage, démarriage, arrachage demeurèrent jusqu'à une date récente des opérations très exigeantes en

main d'oeuvre (aujourd'hui encore, la mécanisation de cette culture n'est pas totale). Les sucreries d'autre part exigent toujours une abondante main d'oeuvre saisonnière qui, libérée pendant l'été, chercha longtemps à s'employer dans les pays céréaliers de la région parisienne.

Cependant ce rôle de la betterave a toujours été moins perceptible dans le Cambrésis oriental que dans le Cambrésis occidental, car dans le premier l'élevage s'est davantage développé au contact sans doute de la Thiérache. Peu à peu la zone de transition entre l'Avesnois bocager et le Cambrésis s'est élargie et déplacée vers l'Ouest.

Mais l'évolution de l'agriculture fut ici assez secondaire et n'a jamais eu sur la démographie d'effets comparables à ceux de l'industrie rurale.

4) La survivance de l'industrie rurale :

De difficultés en crise, de spécialisation en conversion, l'industrie du textile et de l'habillement a régressé, mais demeure néanmoins la principale activité industrielle des zones rurales du Cambrésis, et son évolution a conditionné étroitement celle des effectifs de population. Elle anime toujours un grand nombre de petits ateliers et de petites usines, voire même des formes de travail à domicile (confection et plus exceptionnellement broderies et tissages).

Dans le canton de Clary 11 communes (sur les 14 du canton) possèdent plusieurs ateliers ou usines. Dans l'inventaire économi-

que régional on note par exemple l'existence de 6 petits ateliers de confection et de bonneterie, et de 2 gros ateliers employant de 100 à 250 ouvriers à Walincourt, de 16 petits ateliers et d'une usine de broderie (140 employés) à Villers-Outréaux où se sont concentrés les 2/3 des métiers à broderie mécanique de France, d'une usine de tissage de coton à Montigny-en-Cambrésis, d'une filature, d'un tissage de 200 employés et de 42 ateliers de broderie et de confection à Maretz, d'un atelier de confection et d'un atelier de tricot (60 employés) à Malincourt etc...

On pourrait élargir cette liste non exhaustive à Ligny-Haucourt, Elincourt, Bertry, Caullery, Béthencourt, Saint-Hilaire-les-Cambrai, Quiévy, Fontaine-au-Pire, Briastre, Saulzoir, Inchy, Honnechy, Maurois, Troisvilles, Beauvois-en-Cambrésis etc... Il n'est guère un village où ne figure au moins une petite entreprise familiale.

Certaines communes, et pas toujours les plus importantes, ont conservé d'assez gros établissements : par exemple un tissage de 300 employés à Rieux, un tissage de 200 employés à Avesnes-les-Aubert, une usine de confection de 200 employés à Maurois etc... La localisation des usines et des ateliers n'est pas en soi fondamentale car chacune recrute ses employés sur plusieurs communes. Plus que les emplois existant dans telle ou telle commune, c'est la masse globale des emplois offerts dans chaque secteur qui a une influence réelle sur les effectifs de population.

La conversion de l'industrie textile a été limitée à des spécialisations dans des branches annexes (fibres plastiques, ther-

mo-collants). Et d'année en année le nombre des emplois diminue, cette régression s'étant encore accélérée récemment.

Les autres branches d'activités industrielles demeurent assez rares, hors bien entendu des industries nées de l'agriculture (industries alimentaires diverses : laiteries, sucreries, industries de l'alimentation du bétail, matériel agricole). On peut citer à Cattenières la présence d'une importante fabrique d'emballage, à Busigny d'une entreprise de construction métallique et d'une grosse entreprise de Travaux Publics. Il est certain que ces entreprises non textiles se sont implantées de préférence le long des grands axes routiers qui parcourent la région et dans les petits centres : Le Cateau, Solesmes, Carnières. Au Cateau, à côté des usines et ateliers de peignage de laine, de broderie et de confection, on trouve des usines de chaudronnerie, de charpentes métalliques, de céramique et de faïence (plus de 400 employés) ; à Solesmes deux entreprises de construction mécanique et une très grosse laiterie coopérative (400 employés). Mais à Caudry, le textile est demeuré une quasi-mono-activité. Plus de 50 usines et ateliers y assurent la fabrication d'articles textiles, auxquels il faut ajouter les entreprises des industries annexes (blanchiment, teinturerie, apprêt). Parmi ces usines, 4 seulement emploient plus de 100 personnes, la plus importante n'en employant que 280. On n'y trouve aucune autre activité, sinon, sur la nouvelle zone industrielle, une usine de cosmétiques.

5) L'évolution démographique d'ensemble :

Le Cambrésis oriental a connu une évolution assez homogène dans ses grandes lignes. La fertilité des terres et surtout la grande diffusion de l'industrie textile (depuis le XVI^e siècle, semble-t-il) y ont permis très tôt de fortes densités de population. Dès 1801, dans tous les cantons du Cambrésis oriental, on comptait plus de 100 h/km². Avec l'essor de l'industrie textile à domicile et le développement de la culture de la betterave sucrière dans la première partie du XIX^e siècle, la croissance démographique, déjà considérable au XVIII^e siècle, a été amplifiée. En 1876 on comptait plus de 200 h/km² dans les cantons de Carnières, Clary et Solesmes.

De 1801 à 1861, la population du canton de Solesmes s'était accrue de 68 %, la population du canton de Carnières de 72 %, celle du canton de Clary de 86 % et celle du canton du Cateau de 89 %.

Mais cette remarquable expansion cessa avant la fin du XIX^e siècle, et les effectifs de population stagnèrent plus ou moins entre 1860 et 1880. Entre 1880 et 1900 la mutation de l'industrie textile à domicile en une industrie rurale en usines et la diminution rapide du nombre des ouvriers-paysans s'accompagnèrent d'un reflux démographique. En 1911 le canton du Cateau (en dépit de la permanence de la croissance de la ville du Cateau jusqu'en 1906) avait perdu 4 524 habitants par rapport à 1876 (- 14 %) et le canton de Solesmes 5 343 h.

Après la première guerre mondiale, la diminution des effec-

tifs s'est poursuivie. En 1954, le canton de Carnières comptait 7 815 habitants de moins qu'en 1911 (- 26 %), le canton de Clary 6 718 de moins (- 17 %), le canton de Solesmes 3 421 (- 15 %) et le canton du Cateau 6 352 (- 23 %).

Depuis 1954 cette décroissance de population s'est ralentie et l'évolution est devenue plus différenciée selon les communes. La reprise de la croissance dans un certain nombre de communes compensa plus ou moins à l'échelon régional la poursuite de la diminution des effectifs de population dans d'autres communes moins favorisées.

A l'échelon communal l'évolution la plus courante se traduit graphiquement par une courbe en forme de cloche. La croissance de population, très forte entre 1801 et 1876, se trouvant contrebalancée par une décroissance souvent à peu près aussi rapide après 1880. Les nuances portent sur l'intensité et la précocité d'une diminution de population qui n'a guère épargné que Caudry.

6) L'évolution par secteurs :

Jusque vers 1875 les différences d'évolution démographique entre les divers secteurs géographiques demeurèrent très faibles.

Déjà à la fin du XVIII^e siècle, les villages du Cambrésis oriental étaient pour la plupart de gros villages industriels. Les plus petits d'entre-eux, à cette époque, ceux qui n'avaient jamais eu qu'un rôle industriel limité, conserveront des effectifs de population réduits. Les plus importants deviendront plus tard les principaux centres de fixation des usines textiles.

En 1801 dans le canton de Carnières, 7 communes comptaient déjà plus de 1 000 habitants (Avesnes-les-Aubert en avait plus de 2 000, Quiévy 1 800). Dans le canton du Cateau c'étaient 6 communes qui comptaient plus de 1 000 habitants, dont Le Cateau qui, avec 4 000 habitants, était depuis longtemps une petite ville exerçant un rôle dominant sur le Cambrésis oriental, et Catillon-sur-Sambre au contact de la Thiérache et du Cambrésis, important marché rural peuplé alors de 3 000 h (c'est à dire trois fois plus qu'aujourd'hui). Dans le canton de Clary, où l'industrie était plus développée (tissage de toiles pour la "fabrique" de Saint-Quentin) et animait déjà tous les villages, 10 communes sur 14 étaient peuplées de plus de 1 000 habitants. Caudry en comptait plus de 2 000 ainsi que Villers-Outréaux, Busigny 1 800 et Clary 1 600.

Pendant les deux premiers tiers du XIX^e siècle la croissance de ces populations a été remarquable. Dans le canton de Clary, même les petites communes comme Caullery ou Malincourt participèrent à cette croissance générale. La population de Bertry doubla entre 1801 et 1851. Elle augmenta de plus de moitié à Busigny, Caudry, Clary, Ligny-en-Cambrésis, Marez et Walincourt. En 1861, 8 communes du canton de Clary étaient peuplées de plus de 2 000 habitants et plus de 22 communes du Cambrésis oriental connurent de tels effectifs de population au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle. Les villages du Cambrésis étaient devenus de très gros villages où des éléments de paysage urbain coexistaient déjà curieusement avec les formes traditionnelles du paysage rural.

La rapidité de la croissance montre que l'excédent de population provenant d'un croît naturel encore très élevé au début du XIX^e siècle (et qui dans bien des régions ne pouvait déjà plus être absorbé par les économies villageoises et allait grossir le flot sans cesse grandissant des émigrants vers les villes et les bassins industriels naissants) était non seulement conservé sur place, mais qu'il est vraisemblable que l'essor de l'industrie textile attira des immigrants, du moins au Cateau et à Caudry.

Tant que l'industrie textile à domicile demeura florissante, la croissance démographique se poursuivit. Dès qu'elle connut un déclin irréversible, l'évolution des populations communales se diversifia. Certains villages redevinrent presque exclusivement agricoles, et leur évolution fut dictée par celle des effectifs de main d'oeuvre qu'employait l'agriculture en mutation. La plupart conservèrent une nombreuse population industrielle, dont le maintien était conditionné par l'implantation des usines. La population se redistribua à travers le Cambrésis oriental en fonction de la puissance des établissements industriels (un exemple : Beauvois-en-Cambrésis qui comptait 1 460 habitants en 1872, en comptait 3 300 en 1881 après la création d'une importante usine textile et 4 100 en 1911).

A partir des années 1870-1880 on peut distinguer plusieurs types d'évolution assez bien regroupés géographiquement et que l'on peut classer en deux catégories :

- 1) les types caractérisés par une croissance très forte à laquelle succède une décroissance tout aussi forte. Ce sont

les types les plus fréquents. Ils ne se distinguent entre eux que par l'apparition plus ou moins tardive du déclin démographique et la brutalité de celui-ci.

- 2) les types caractérisés par une diminution assez faible des effectifs de population, avec même, dans certains cas, une légère remontée depuis la dernière guerre. Moins fréquents que les précédents, ils se rencontrent presque uniquement dans les secteurs d'Avesnes-les-Aubert et de Caudry.

- Les secteurs à décroissance forte :

. Secteur du Cateau :

La spécialisation du secteur du Cateau dans le tissage de la laine, au moment de la Restauration, joua en défaveur de cette région 20 à 30 ans plus tard. Car, plus que le tulle ou la toile fine, le tissage de la laine se concentra précocement en usines. Quant-à l'extension des herbages, il est difficile de savoir si elle fut une cause ou une conséquence du dépeuplement provoqué avant tout par l'arrêt des métiers à tisser.

Les difficultés permanentes du textile dans ce secteur auxquelles est venue s'ajouter la réduction de la population agricole ont donné un caractère permanent à la diminution de population qui sévit depuis plus d'un siècle.

A l'Est du Cateau, aux marges du Cambrésis et de la Thiérache, les populations communales, comme dans l'Avesnois herbager, commencèrent à décroître très précocement par rapport au reste

de la région. Le maximum de population fut atteint dès 1836 à Catillon-sur-Sambre, en 1841 à La Groise, en 1846 à Ors, en 1851 à Bazuel, en 1866 à Pommereuil. Entre la date du maximum et 1911 la population avait déjà diminué d'un peu plus d'un tiers à La Groise, Ors, Pommereuil, Mazinghien, Bazuel et Rejet-de-Beaulieu. Les activités agricoles y étaient redevenues les activités dominantes. Il en fut de même en bordure de la forêt de Mormal entre Le Cateau et Landrecies (Croix-Calluyau, Fontaine-au-Bois).

L'exemple de Pommereuil illustre ce type à croissance et décroissance démographiques rapides, avec un maximum de peuplement précoce pour le Cambrésis. Pommereuil, peuplée de 800 habitants en 1801, en comptait 1 570 en 1866 au moment de son maximum. En 1975, on n'y recensa plus que 750 h (- 68 % depuis 1866), c'est à dire moins qu'en 1801. Ce type d'évolution se rencontre ça et là dans le Cambrésis, mais il est généralisé à l'Est du Cateau.

Catillon-sur-Sambre est un autre exemple remarquable de ce type d'évolution. Centre industriel, aujourd'hui déchu, Catillon compta 3 200 habitants en 1836. Mais devant la concurrence des métiers mécaniques du Cateau, les tissages manuels de la laine s'y arrêterent et la population régressa rapidement. En 1891, Catillon n'était déjà plus peuplée que de 2 300 h (- 28 % depuis 1836) et son déclin démographique se poursuivit. En 1911, avec 1 360 h, ce n'était plus qu'un gros village. Depuis, la diminution de population fut conditionnée essentiellement par l'évolution des besoins en main d'oeuvre de l'agriculture et se poursuivit plus lentement.

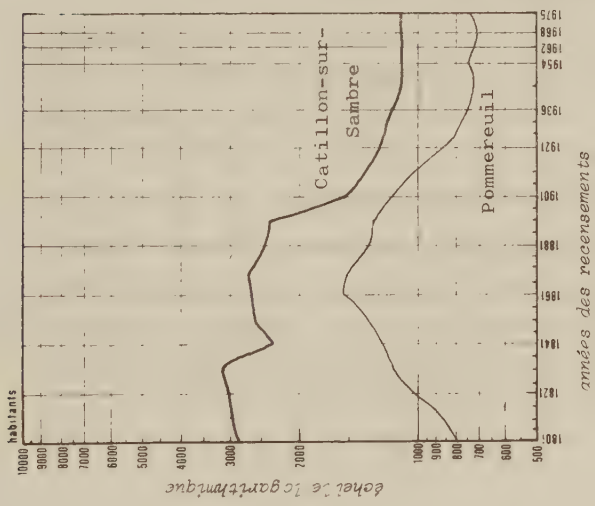


Fig. 136 : Catillon-sur-Sambre (c. du Cateau)
Pommereuil (c. du Cateau)

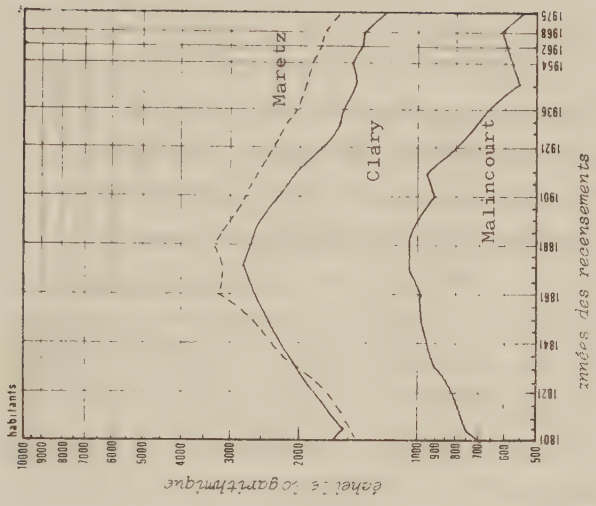


Fig. 137 : Maretz (c. de Clary)
Clary
Malincourt (c. de Clary)

A l'Ouest du Cateau, dans des communes plus peuplées, où l'industrie lainière avait connu une plus grande expansion, le déclin commença à peine plus tard, mais il fut moins prononcé, d'une part parce qu'à coté de la fabrication des étoffes de laine s'étaient maintenus des tissages de toiles et de la bonneterie, d'autre part parce que des usines (bonneterie, nouveautés, tissages de coton) s'y implantèrent au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle. Sans être aussi considérable que dans le secteur situé à l'Est du Cateau, la diminution de population y fut cependant notable. Entre 1881 et 1911, Saint-Souplet perdit 30 % de sa population et Troisvilles 26 %. Maurois, Reumont, Troisvilles, Saint-Bénin et Honnechy ont aujourd'hui une population inférieure de 50 % au moins à celle de leur maximum de peuplement (situé entre 1872 et 1881).

. Partie sud du secteur de Caudry :

Le type d'évolution qu'on y rencontre est tout à fait comparable à celui que nous venons d'évoquer pour le secteur du Cateau, bien que le maximum de peuplement y fut apparu plus tardivement (vers 1881 au plus tôt). Ici la broderie a permis à l'industrie textile à domicile de résister plus longtemps à la concurrence de la grande industrie.

La diminution de population amorcée à la fin du XIX^e siècle, s'est poursuivie de manière remarquable, avec une valeur relative à peu près constante. Maretz, par exemple, a perdu très régulièrement, depuis 1881, 0,7 % de sa population par an. Rien

n'est jamais venu interrompre cette évolution qui se poursuit actuellement. Maretz, peuplée de 1 450 habitants en 1801, en comptait 3 228 en 1861 (+ 123 %), soit une augmentation annuelle de 1,3 %. De 1861 à 1881, la croissance devint insignifiante et à partir de 1881 apparut une diminution de population qui, au même rythme annuel moyen, se poursuivait sans interruption jusqu'à aujourd'hui, amenant une baisse de 52 % des effectifs depuis 1881 (1 595 h en 1975).

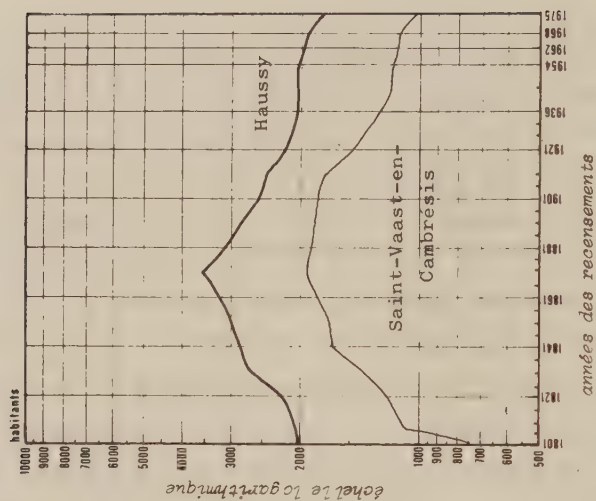
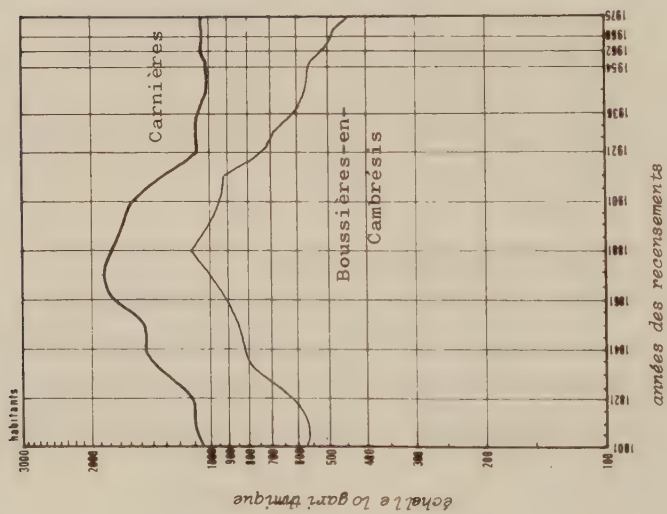
Malincourt fournit un second exemple de ce type d'évolution. Jamais l'industrie n'y eut une aussi grande importance que dans le cas précédemment étudié, et en 1881 Malincourt n'était peuplée que de 1 082 habitants. Mais la diminution de population fut du même ordre qu'à Maretz (- 52 %). Cependant depuis 1946, les effectifs de population de Malincourt ramenés à 550 h environ, c'est à dire pratiquement à la population agricole et à celle des services locaux, sont demeurés à peu près stables.

Cette même tendance à une stabilisation des effectifs de population après un déclin prolongé ayant redonné la primauté à la population agricole se retrouve à Montigny-en-Cambrésis, Elin-court, Esnes, Caullery et Clary.

. Entre Caudry et Avesnes-les-Aubert :

Entre le secteur de Caudry et celui d'Avesnes-les-Aubert, l'évolution des populations communales est conforme à l'évolution d'ensemble de la population du Cambrésis oriental.

Autour de Carnières, Boussières, Estourmel et Cattenières ont



connu cette croissance rapide, suivie d'une chute brutale des effectifs. Boussières-en-Cambrésis, par exemple vit sa population passer de 560 habitants en 1801 à 1 122 en 1881 (+ 100 %), pour redescendre en 1975 à 439 h (- 61 % depuis 1881). L'évolution démographique de Carnières fut un peu différente. A partir de 1921, date à laquelle la commune avait déjà retrouvé ses effectifs de 1801, la population est demeurée stationnaire, autour de 1 050 habitants. Ici l'agriculture et surtout les activités classiques d'un petit chef-lieu de canton ainsi que l'installation d'une petite usine agro-alimentaire ont permis l'arrêt de la décroissance démographique.

Au Nord-Ouest de Solesmes, Saint-Python, Saint-Vaast-en-Cambrésis, Saulzoir et Haussey appartiennent également à cette catégorie de villages qui furent très peuplés à la fin du XIX^e siècle. A Haussey, par exemple, on recensa 3 540 habitants en 1872. Mais à partir de cette date, la diminution de population fut considérable et en 1921 on ne comptait déjà plus à Haussey que 2 177 habitants (- 40 %). Depuis la décroissance s'est ralentie et en 1975, Haussey possédait encore 1 785 habitants. Cette tendance à la stabilisation qui correspond à l'établissement d'un nouvel équilibre, souvent assez précaire, entre les emplois offerts sur place ou à proximité et la population, et que l'on avait déjà remarqué à Carnières, se manifeste également à Saint-Vaast-en-Cambrésis où la chute de population, très vigoureuse entre 1911 et 1946, s'est fortement ralentie après 1946, et à Saint-Python.

Enfin à l'Est de Cambrai, une mention particulière doit

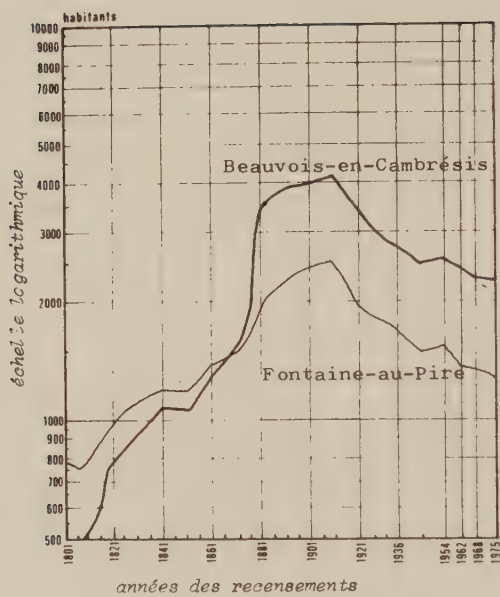


Fig. 140 : Beauvois-en-Cambrésis (c. de Carnières)
Fontaine-au-Pire (c. de Carnières)

être faite de certaines communes qui ont, plus que les autres, souffert de la première guerre mondiale. A Fontaine-au-Pire et à Beauvois-en-Cambrésis, la croissance démographique, spectaculaire au XIX^e siècle et seulement ralentie après 1881, s'était poursuivie jusqu'en 1911. Mais la première guerre mondiale provoqua une diminution brutale de population qui s'est poursuivie plus modérément depuis. Ces deux communes ont perdu près de la moitié de leurs effectifs de population entre 1911 et aujourd'hui (Fontaine-au-Pire : - 49 %, Beauvois-en-Cambrésis : - 46 %). Ligny-Haucourt, Béthencourt, Bévillers appartiennent au même type.

- Les secteurs à décroissance modérée :

Un second grand type d'évolution se caractérise par une diminution beaucoup plus modérée des effectifs de population depuis la date du maximum de peuplement.

. Secteur de Caudry :

C'est ce type d'évolution qui domine largement dans le secteur de Caudry. Inchy ou Bertry en fournissent deux exemples caractéristiques. Dans ces communes, la population se stabilisa plus qu'elle ne décru à la fin du XIX^e siècle. L'implantation des usines, les migrations quotidiennes éventuelles vers Caudry, demeurée un centre industriel très actif, permirent le maintien de la majorité de la population.

Dans le cas d'Inchy, après une diminution sensible entre 1872 (1 712 h) et 1881 (1 498 h), les effectifs de popula-

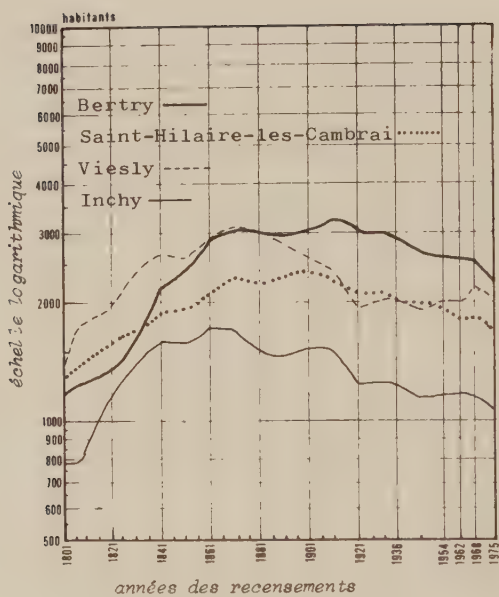


Fig. 141 : Bertry (c. de Clary)
Saint-Hilaire-les-Cambrai (c. de Carnières)
Viesly (c. de Solesmes)
Inchy (c. du Cateau)

tion stagnèrent de 1881 à 1911 (1 524 h en 1901, 1 515 h en 1911). Après une nouvelle perte de population lors de la première guerre mondiale (1 245 h en 1921), succéda entre les deux guerres une nouvelle phase de stabilité (1 246 h en 1936). Depuis la diminution a repris, mais avec une grande lenteur (1 155 h en 1954, 1 065 h en 1975). Sur une longue période il y a donc eu permanence de la tendance à la baisse, mais à une baisse lente et modérée entrecoupée de phases de rémission.

Dans le cas de Bertry, la croissance de population, très rapide jusque là, se ralentit à partir de 1861, et à partir de 1872 les effectifs varièrent peu. De 1861 à 1872, la population passa encore de 2 844 à 3 010 habitants, mais elle se stabilisa jusqu'en 1901 autour de 3 000 h. Une dernière poussée démographique l'amena à 3 239 h en 1911, mais après la première guerre mondiale Bertry n'était plus peuplée que de 3 000 h, effectif correspondant à celui de la fin du XIX^e siècle et qui se maintint jusqu'en 1936. La population de Bertry ne commença vraiment à décliner qu'après-la crise économique qui précéda la seconde guerre mondiale. En 1946 Bertry n'était plus peuplée que de 2 640 habitants. Depuis la décroissance démographique, très modérée jusqu'en 1968 (2 597 h en 1954, 2 526 en 1968), s'est brutalement accentuée (2 295 h en 1975).

Dans ces deux cas, les caractères communs : caractère tardif et lenteur du processus de diminution de population, mais permanence de celui-ci depuis la dernière guerre, sont ceux que l'on retrouve dans presque toutes les communes du secteur de Caudry.

Dans l'ensemble la décroissance a donc été très modérée. Depuis le maximum de peuplement, si le nombre des habitants a diminué de 39 % à Inchy, il n'a diminué que de 29 % à Bertry et de 18 % seulement à Busigny par exemple.

Au Nord de Caudry, Briastre, Béthencourt et Viesly offrent des courbes d'évolution proches de celle d'Inchy, mais à Viesly la tendance à la baisse s'est ralentie après 1921 et a cédé la place, après la dernière guerre, à une légère reprise démographique.

En dehors de la ville même de Caudry, 3 communes seulement connurent une évolution différente : Walincourt, Selvigny (toutes deux rattachées administrativement aujourd'hui) et Villers-Outréaux. Jusqu'en 1954, elles ne se différenciaient pas des autres, mais depuis elles connaissent une légère reprise démographique, surtout sensible à Villers-Outréaux (où la spécialisation dans la broderie et les voiles brodés a été couronnée de succès) dont la population s'est accrue de 14 % entre 1954 et 1975.

. Secteur d'Avesnes-les-Aubert :

Dans le secteur d'Avesnes-les-Aubert (Saint-Aubert, Saint-Hilaire, Rieux-en-Cambrésis, Villers-en-Cauchie, Avesnes-le-Sec, Haspres) la diminution de population a aussi été très limitée. Dans la plupart des cas, l'évolution diffère peu de celle de Bertry. A Saint-Hilaire-les-Cambrai, par exemple, la diminution de population, amorcée après 1901, s'est ralentie dès 1921, et de 1901 à 1975 la commune n'a finalement perdu que 30 % de sa population.

. Les principaux centres : Le Cateau, Caudry, Solesmes, Avesnes-les-Aubert :

Avesnes-les-Aubert avait amplement bénéficié de la concentration du tissage des toiles fines. Partie de 2 000 habitants en 1801, la population en comprenait plus de 5 000 en 1901. 1911 marqua l'apogée de ce petit centre industriel. Les difficultés de la période 1872-1901 n'avaient été que passagères, mais celles qui sévirent après 1920 ont été plus durables et la population, diminuée pendant la première guerre mondiale, ne s'accrut plus (4 471 h en 1921, 4 420 en 1936, 4 256 en 1975).

L'évolution démographique de Solesmes fut assez voisine, bien qu'elle possédât des industries plus différenciées (métallurgie de transformation, industries alimentaires). De 1876 à 1911, la population , qui s'était accrue beaucoup plus lentement que celle des centres textiles, se stabilisa autour de 6 000 habitants. Diminuée lors de la première guerre mondiale, elle ne parvint à retrouver cet effectif qu'en 1962, mais depuis la tendance à la baisse se manifeste à nouveau.

Caudry et Le Cateau sont, elles, des villes beaucoup plus importantes mais profondément différentes. Le Cateau est une ville véritable présentant la physionomie et les activités d'une ville moyenne. Caudry n'est qu'une grosse bourgade industrielle où le vieux cadre villageois a été noyé dans un amas désordonné de maisons ouvrières, d'ateliers et d'usines.

L'expansion démographique très rapide de Caudry est le reflet de la réussite de son industrie au XIX^e siècle. La croissan-

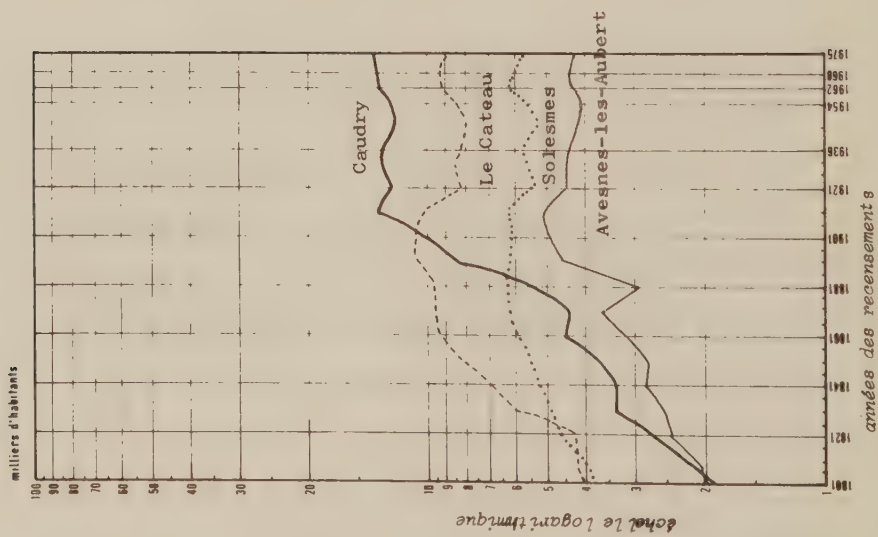


Fig. 142 : Caudry (c. de Clary)
Le Cateau
Solesmes
Avesnes-les-Aubert (c. de Carnières)

ce de Caudry reposa primitivement sur le tissage des toiles fines, puis, après 1830, sur l'industrie du tulle. D'activité d'appoint, le tissage devint rapidement, avec le succès des tulles et guipures, l'activité principale de la ville et sa physionomie en fut transformée. La multiplication des ateliers et des maisons de type urbain poussant anarchiquement au milieu des fermes donna à la ville un visage particulier que la vétusté des constructions ne rend guère esthétique aujourd'hui. Caudry est une de ces villes industrielles du Nord tronquées de la plupart des fonctions urbaines et qui n'existent que par leur activité industrielle. Ville d'une branche spécialisée du textile, Caudry en a connu les vicissitudes que reflète son développement démographique. Jusqu'en 1911, la croissance y demeura remarquable et la ville fut alors peuplée de 13 390 habitants. Mais la première guerre mondiale marqua la fin de l'expansion démographique. Depuis la population y a légèrement diminué et oscille entre 12 000 et 13 500 h. La construction de nouveaux logements et la création d'une zone industrielle n'ont eu jusqu'ici aucun effet sur la démographie.

Le Cateau, qui concentra à son profit l'activité lainière qu'elle avait d'abord diffusée dans la campagne avoisinante, connut une vive expansion au XIX^e siècle, expansion qui contrastait avec la stagnation puis le déclin des petits centres lainiers ruraux qui l'environnaient. Mais à partir de 1891, les difficultés de l'industrie lainière furent suivies d'une phase de stagnation démographique (10 544 h en 1891, 10 594 en 1901, 10 202 en 1911). Après la guerre de 1914-1918, Le Cateau déjà durement

éprouvée, supporta mal les épreuves que subissait l'ensemble du textile français. Entre les deux guerres, la population, réduite à 8 000 habitants, demeura stagnante. Une légère reprise s'était manifestée entre 1954 et 1975, mais elle ne fut que passagère. On conçoit mal que, dans la conjoncture actuelle, Le Cateau retrouve la croissance qui fut la sienne au XIX^e siècle, mais la diversification de ses activités industrielles et le développement des activités tertiaires d'une petite ville, assez éloignée de Cambrai et suffisamment peuplée pour conserver un rôle d'animation des campagnes voisines encore densément peuplées, limitèrent ici les effets du déclin de l'industrie lainière, aujourd'hui réduite à une petite filature, à un tissage et à quelques ateliers de tricot et de confection.

c) Le Hainaut rural :

Au Nord-Est du Cambrésis, cette région s'étend entre le pays minier et la forêt de Mormal. Par son évolution démographique, elle appartient pleinement à l'ensemble des pays ruraux du Sud. Depuis le milieu du XIX^e siècle (ou au plus tard, vers 1890) la population y a diminué sensiblement et de manière continue.

Au Nord-Ouest de cette zone cependant, entre Le Quesnoy et Valenciennes, à proximité immédiate du bassin houiller et de Valenciennes, la diminution de population a été beaucoup plus faible qu'à l'Est en bordure de la forêt de Mormal et au Sud entre Le Quesnoy et Solesmes. Ces communes appartiennent à la zone

bordière du pays minier que nous étudierons à part.

Mais là, comme dans tout le Hainaut rural, l'industrie n'a jamais joué le même rôle que dans le Cambrésis. Elle n'a jamais cependant été totalement absente et s'était surtout développée dans deux secteurs : au Nord-est de Solesmes où, dans le secteur de Bousies/Poix-du-Nord, une industrie lainière prolongeait celle du Cateau, et en bordure de la forêt de Mormal où d'une vieille industrie du bois et de la vannerie (qui avait permis à Gommegnies en particulier de devenir un grand centre de fabrication de sabots) ne subsistent plus que quelques survivances à Englefontaines (fabrique de meubles).

Mais en dehors des quelques communes que nous venons de citer, aucune ne fut jamais particulièrement peuplée. Même là où la forêt n'était pas étendue, les densités de population étaient faibles, très faibles par rapport à celles du Cambrésis voisin. Et si, en 1860, la densité a pu dépasser 70 h/km^2 dans le canton du Quesnoy-Est, elle est redescendue à moins de 50 h/km^2 depuis 1936.

Lors de leur maximum de peuplement, la moitié des communes pourtant possédaient plus de 1 000 habitants, mais bien rares étaient celles qui purent en atteindre 1 500. Seules Bousies (3 500 h en 1901) et Gommegnies (3 500 h en 1881) ont durant un temps atteint la taille des gros villages cambrésiens. Même Poix-du-Nord n'a jamais été peuplée que de 2 530 h au moment de son maximum de population. Actuellement on ne dénombre plus de 500 h que dans à peine un tiers des communes de cette zone, on

n'en dénombre plus de 1 000 que dans 15 % et seule Poix-du-Nord dépasse encore le seuil des 2 000 h.

Il faut noter que de l'ancienne industrie ne subsistent plus guère que quelques petites entreprises (textiles à Poix-du-Nord, de chaudronnerie à Bousies et de fabrication de meubles à Englefontaines ...). Les activités de cette partie du Hainaut sont devenues essentiellement agricoles, et les types d'agriculture représentés (céréalière à l'Ouest et au Nord, plus herbagère au Sud-Est) ne sont pas exigeantes en main d'oeuvre.

Cependant la dépopulation n'a pas sévi partout avec la même ampleur.

. Dépopulation modérée au Nord :

Au Nord, où l'industrie fut toujours peu représentée, la diminution de population fut moins élevée qu'au Sud. La proximité du Valenciennois et la présence des grandes voies de communication qui relie Valenciennes à la Sambre ont aussi permis le maintien, dans les villages, d'une population de migrants alternants. Enfin ces villages étant peu peuplés et essentiellement agricoles, jamais l'exode rural n'y prit l'ampleur que l'on rencontre dans les communes où les activités artisanales s'étaient développées.

Les maxima de population apparurent assez précocement, dès 1841 à Bry, en 1846 à Preux-au-Sart et à Villers-Pol, en 1856 à Orsinval et à Eth. Ils apparurent un peu plus tardivement, entre 1872 et 1891, à Frasnoy, Sepmeries, Villereau et Maresches. De-

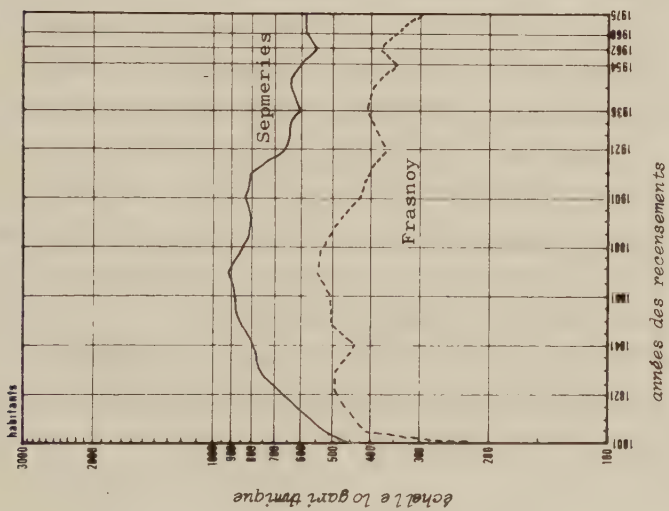


FIG. 143 : Sepmeries (c. Ouest du Quesnoy)
Frasnay (c. Ouest du Quesnoy)

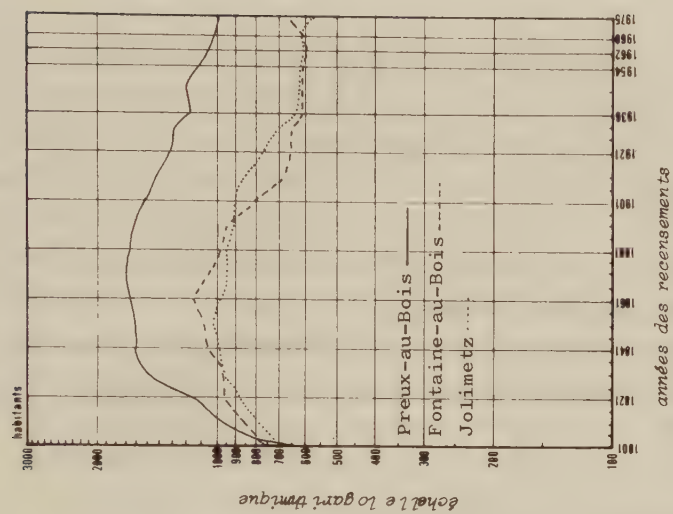


FIG. 144 : Preux-au-Bois (c. de Landrecies)
Fontaine-au-Bois (c. de Landrecies)
Jolimetz (c. Est du Quesnoy)

puis le nombre d'habitants s'y est réduit de 35 à 45 %, c'est à dire moins qu'au Sud de cette partie rurale du Hainaut. Frasnoy a perdu 45 % de sa population depuis son maximum de peuplement, Sepmeries 36 %, Orsinval 39 %, Preux-au-Sart 41 %, Villers-Pol 34 % etc ... Au Nord de Bavay, Bettrechies a perdu 42 % de sa population, Hon-Hergnies 38 %. La diminution de population, portant sur un siècle ou plus, n'a donc jamais été excessive, mais elle a été quasi-permanente, et la tendance à la baisse persiste, bien qu'atténuée dans plusieurs communes comme Jolimetz ou Sepmeries.

. Dépopulation accentuée au Sud :

Dans la partie sud de cette zone homogène (entre Le Cateau et Solesmes, à l'Est de ces villes) le déclin a été plus prononcé et rappelle celui des communes du contact Cambrésis-Thiérache (type Pommereuil, Palluel). Comme dans cette zone, le maximum de population est intervenu précocement. Si l'on exclut le secteur industrialisé de Poix-du-Nord, la moitié des communes y ont connu leur maximum en 1861 au plus tard. Les maxima furent plus tardifs, postérieurs à 1876 à Poix-du-Nord, Bousies et dans quelques communes voisines.

Dès la fin du XIX^e siècle, la diminution de population était devenue générale et très forte dans cette zone et elle se poursuit sans discontinuité jusqu'aujourd'hui. Dans bien des communes la population actuelle est nettement inférieure à celle que l'on avait recensée au début du XIX^e siècle. Dans la moitié

des communes, la population a diminué de plus de 50 %, dans 90 % des communes, de plus de 40 %. Les pertes les plus importantes ont été enregistrées en bordure de la forêt de Mormal, là où les anciennes activités liées à la forêt disparurent très tôt et où l'industrie des étoffes de laine, lorsqu'elle s'était implantée comme à Forest-en-Cambrésis ou à Preux-au-Bois, a régressé très tôt également. Forest-en-Cambrésis a perdu 68 % de sa population depuis 1866, Vendegies 67 % depuis 1846, Locquignol, principale commune forestière, 61 % depuis 1821, Neuville-en-Avesnois 62 %, Hecq 61 %. Les communes un peu plus éloignées de la forêt n'ont guère été davantage épargnées par le dépeuplement : Beaurain a perdu 66 % de sa population depuis 1856, Capelle 67 %, Escarmain 57 % etc... Dans quelques communes la diminution s'est ralentie et a même parfois disparu (Bermerain, Fontaine-au-Rois), mais la tendance générale demeure à la baisse.

. Forte décroissance également au Nord-Est :

Toujours en bordure de la forêt, mais au Nord-Est cette fois, pour les mêmes raisons que précédemment, la diminution de population a été importante.

Gommegnies, qui vivait essentiellement d'une industrie liée à la forêt (sabots, vannerie, scierie, tuileries au bois) et de la passementerie et qui était déjà peuplée de 2 523 habitants en 1801, a vu sa population augmenter jusqu'à atteindre 3 517 h en 1881. La diminution de population y fut assez lente jusqu'en 1911 (3 164 h), puis s'est accélérée avec le déclin de toutes les activités industrielles (2 600 h en 1921, 2 247 en 1936, 1 878 en 1975, soit - 47 % depuis 1881).

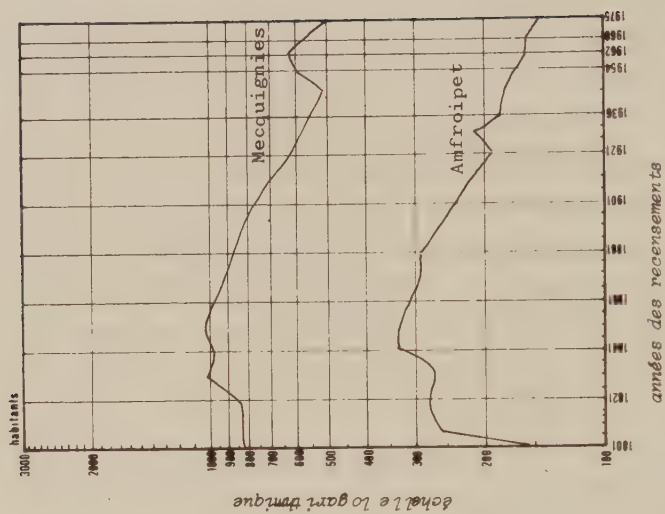


FIG. 146 : Mecquignies (c. de Bavay)
Amfroipet (c. de Bavay)

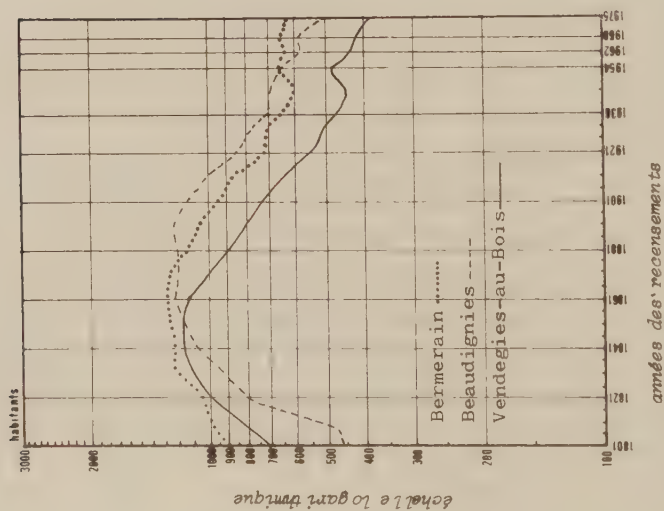


FIG. 145 : Bermerain (c. de Solesmes)
Beaudignies (c. Est du Quesnoy)
Vendegies-au-Bois (c. Ouest du Quesnoy)

Les autres communes de la lisière septentrionale de la forêt de Mormal ont également connu des diminutions de population de l'ordre de 50 %, avec une régularité remarquable de leur rythme de décroissance. Ainsi à Mecquignies le nombre d'habitants a diminué de manière quasi-invariable de 0,8 % par an de 1856 à 1975. Bermeries, Amfroipet, Obies, Mecquignies ont ainsi perdu de 47 à 56 % de leur population en à peine plus d'un siècle, en grande partie au bénéfice du Valenciennois ou du bassin de la Sambre.

. Secteur de Poix-du-Nord :

Dans le secteur de Poix-du-Nord, la diminution de population n'a pas été aussi prononcée qu'à Bousies. Comme à Gommegnies, le déclin des activités industrielles s'est accompagné d'un profond déclin démographique. Tandis qu'à Bousies, siège d'une grande usine de tissage de laine, il y avait 3 500 habitants en 1901, contre 1 800 à peine aujourd'hui (- 49 %), à Poix-du-Nord, on n'en avait jamais recensé que 2 351 lors du maximum en 1911 et on en compte encore 2 200 aujourd'hui. Depuis une vingtaine d'années, les effectifs s'y sont d'ailleurs à peu près stabilisés.

Quant aux petites communes voisines de Louvignies et d'Englefontaine, elles ont vu leur population diminuer plus lentement et plus modérément (- 32 %), et depuis la dernière guerre, la décroissance s'y est encore ralentie.

. Les petites villes : Le Quesnoy, Landrecies :

Au coeur de ces campagnes qui se dépeuplaient, Landrecies et

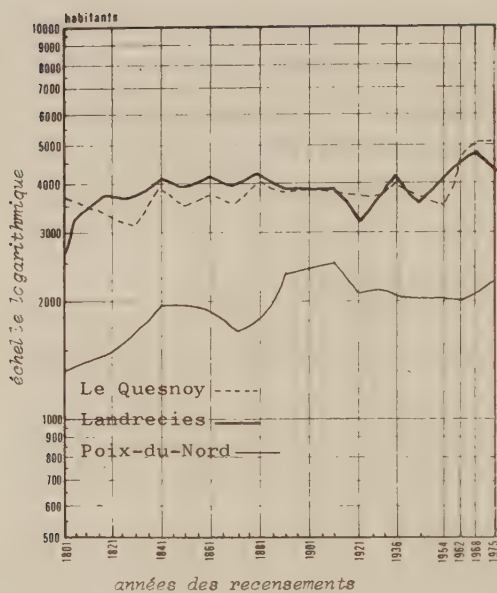


FIG.147 : Le Quesnoy
Landrecies
Poix-du-Nord (c. Est du Quesnoy)

Le Quesnoy, vieilles villes-frontières fortifiées, flanquant la forêt de Mormal, ont conservé des effectifs de population remarquablement stables depuis le début du XIX^e siècle. Leur fonction de marchés agricoles et de petits centres administratifs a toujours été complétée par une petite fonction industrielle dominée aujourd'hui par les industries agro-alimentaires. Landrecies, qui comptait 4 000 habitants dès 1836, a conservé les mêmes effectifs jusqu'en 1911. Après une baisse de population assez sensible provoquée par la première guerre mondiale, Landrecies a retrouvé ses 4 000 h dès 1936. Le Quesnoy, qui avait 4 000 habitants dès 1801, a gardé une population de 3 500 à 4 000 h jusqu'en 1954. Au Quesnoy, comme à Landrecies, une reprise démographique sensible au cours des vingt dernières années a amené la population à 5 000 habitants, et ce regain des petites villes contraste avec la poursuite du déclin de la plupart des communes rurales avoisinantes.

d) Le Cambrésis occidental et l'Artois oriental :

Dans cette région comprise en gros entre Cambrai et Arras, l'industrie rurale n'a jamais connu la même diffusion que dans le Cambrésis oriental. Cependant son rôle passé et son association avec une agriculture nécessitant l'emploi d'une main d'oeuvre saisonnière n'ont pas été négligeables.

De ce secteur nous excluerons évidemment les agglomérations de Cambrai et d'Arras.

. La grande culture : facteur de dépeuplement ?

Physiquement cette région correspond au seuil de Bapaume ou seuil du Cambrésis, plaine de craie couverte d'un limon épais, propice aux grosses cultures mécanisées. Ce riche openfield a été très tôt voué aux céréales et à la betterave sucrière. Dans tous les cantons de l'Artois oriental et du Cambrésis occidental, les céréales (blé et orge presque'exclusivement) occupent plus de 50 % de la SAU, et souvent plus de 55 %, et la betterave sucrière près de 20 % (14 % seulement dans le canton de Bapaume, mais 18 % dans ceux de Bertincourt et de Cambrai-Est, 19 % dans ceux de Cambrai-Ouest et de Marcoing, 20 % dans celui de Croisilles, et 21 % dans celui de Marquion) [50] . La pomme de terre y tient également une place non négligeable ainsi que les cultures légumières, surtout dans le canton de Bertincourt (7 % de la SAU sur 78 % des exploitations).

L'orientation vers ce type d'agriculture est très ancienne et a eu des conséquences certaines sur le peuplement. Mais à la différence des grandes régions céréalières du Bassin parisien, elle n'a pas été ici un facteur de dépeuplement précoce. Si la culture du blé et de l'orge, facilement mécanisable, s'accommodait fort bien de la disparition des ouvriers agricoles, celle de la betterave demeura longtemps réfractaire à la mécanisation. Les betteraves une fois semées devaient être demmariées, sarclées, récoltées, conduites aux raperies, décolletées, traitées en sucreries, puis leurs sous-produits devaient être ramenés aux fermes. Tous ces travaux exigeaient, et exigent toujours malgré la

mécanisation récente d'un grand nombre de ces opérations, l'emploi d'une main d'oeuvre saisonnière. Avant la guerre de 1914-1918, celle-ci résidait sur place, travaillant sur les champs de betteraves au printemps pour les sarclages, sur les champs de blé pour la moisson, puis de nouveau sur les champs de betteraves pour l'arrachage et enfin dans les raperies et sucreries pendant les 2 ou 3 mois que dure la "campagne sucrière". Cette activité était grosse consommatrice de main d'oeuvre. Quant-aux ouvriers agricoles [51] qui ne trouvaient pas à s'employer sur place, ils se "louaient" plus loin, sur les terres de Champagne ou d'Ile de France. Iwuy était le principal centre de recrutement des "camberlots". Après la première guerre mondiale, nombre de ceux-ci, qui avaient évacué les villages traversés par le front, n'y revinrent pas. Aujourd'hui la plupart des travaux nécessités par la culture de la betterave ont pu être mécanisés, mais au moment de la "campagne sucrière" les sucreries et les betteraviers ne trouvent plus sur place toute la main d'oeuvre saisonnière dont ils ont besoin. [52] Bien qu'un certain nombre de petits cultivateurs délaissent alors leurs fermes pour le travail en usine, il faut faire appel à une main d'oeuvre temporaire immigrée (encore quelques belges, et surtout des nord-africains) et à des saisonniers venant d'autres régions françaises dont les campagnes sont encore surpeuplées (Bretagne en particulier). Très rapidement, au cours du XX^e siècle, la population agricole du Cambrésis s'est réduite à celle des exploitants agricoles et de leurs familles, et de quelques familles d'ouvriers agricoles permanents de moins en moins

nombreux. Car, comme dans le reste de la région du Nord, même sur les riches terres du Cambrésis, les exploitations sont, dans leur grande majorité, des exploitations familiales où la part du salariat est réduite.

. Les anciennes industries campagnardes ont longtemps freiné le dépeuplement.

Si les ouvriers agricoles étaient encore nombreux avant la première guerre mondiale, c'est parce que durant la morte-saison, ils trouvaient toujours à s'occuper à des activités industrielles. A. Demangeon a largement décrit ces petites activités artisanales qui, du Cambrésis et de l'Artois jusqu'aux confins de Paris, animaient toute la vaste plaine picarde. [53]

Les énumérations des annuaires et dictionnaires nous donnent quelque idée de la diversité des activités que l'industrie rurale embrassait. Dans le seul Artois oriental, pourtant moins industrialisé que le Cambrésis, on signalait, avant la première guerre mondiale, une multitude d'activités dérivées de l'agriculture. L'industrie sucrière venait bien entendu en tête avec 21 sucreries, plusieurs raperies, des raffineries et des distilleries, puis venaient les autres industries alimentaires : 3 usines à chicorée, une vingtaine de brasseries etc... et enfin les usines de matériel agricole à Chérisy et Bucquoy. Les industries en rapport avec le sol ou le sous-sol étaient également bien plus nombreuses qu'aujourd'hui : briquetteries, fabriques de pannes,

tuileries, fabriques de carreaux sont signalées dans plusieurs communes, des cimenteries et des fours à chaux à Dury et Ecourt-Saint-Quentin. Orville connut même une véritable fièvre industrielle et un boom démographique avec la découverte et l'exploitation vite interrompue d'un gisement de phosphate. On trouvait également d'autres activités telles que la vannerie à Rémy, des tourneries de bois à Oisy-le-Verger et à Rémy, une corderie à Bertincourt, une fabrique de jouets à Mory, des poteries à Marquion et à Sauchy, une tonnellerie à Velu, une fabrique de boutons à Hermies etc... Enfin les ateliers textiles étaient toujours nombreux ; plus de filature, mais des tissages à Metz-en-Couture, Bus, Haplincourt, Hermies, Hamelincourt (batiste, survivance de la vieille industrie des toiles fines), une fabrique de gaze et de tissus de soie à Transloy, une passementerie à Wancourt etc... Dans le Cambrésis, on trouvait le même type d'industries avec un développement plus important des tissages à proximité de Cambrai.

A ces industries en usines ou en ateliers, s'ajoutaient des industries temporaires à domicile qui survécurent jusqu'en 1914, comme le teillage du lin à Ecourt-Saint-Quentin, la fabrication d'articles de mode (colifichets, articles de Paris) à la demande des maisons lilloises et parisiennes ou la confection.

. La disparition des industries rurales et surtout la guerre de 1914-1918 précipitèrent le dépeuplement.

Cette énumération non exhaustive et limitée à l'Artois orien-

tal suffit à démontrer l'importance que tenait l'industrie dans l'équilibre de l'économie rurale, même là où elle n'avait acquis qu'une importance secondaire. La crise du textile cambrésien, vers 1880, affecta fortement l'industrie textile de l'Artois et du Cambrésis occidental. Les industries textiles à domicile furent les premières à disparaître ; les usines survécurent plus longtemps. La première guerre mondiale amena la fin d'un grand nombre des autres activités à domicile et des petits ateliers disséminés dans les villages. La concentration et la restructuration de l'industrie après la seconde guerre mondiale ne laissèrent subsister que quelques entreprises.

Dans le Cambrésis occidental on ne trouve plus une sucrerie dans la campagne (sinon à Escaudoeuvres, dans la banlieue de Cambrai), dans l'Artois oriental, on n'en trouve plus qu'à Boiry-Sainte-Rictude. Cependant une grande partie des industries rurales sont toujours liées à la vie agricole : à Noyelles-sur-Escaut : industrie alimentaire (140 employés) et matériel agricole (115 employés), matériel agricole également à Bucquoy etc...

Ces quelques industries ne procurent qu'un nombre limité d'emplois et surtout elles ne sont plus associées à la vie des champs. Dans les campagnes, vie industrielle et vie des champs continuent à se côtoyer mais ne se fondent plus que rarement. Les besoins de l'agriculture, comme l'évolution de ce type d'industrie rurale amènent une restriction des emplois qui pèse lourdement, ajoutée à un isolement que renforce la disparition des services (boulangeries, épiceries, transports collectifs etc ...),

sur l'évolution démographique de cette région.

Mais plus encore que l'évolution économique, la guerre de 1914-1918 a profondément marqué l'évolution démographique. Non seulement le front s'y est déplacé lentement pendant 4 ans, ravageant à l'extrême les villages et les champs, mais encore, en 1918, de violents combats de chars s'y sont déroulés près de Bapaume. Dans un grand nombre de villages, à un moment ou à un autre, la population fut évacuée. En 1921, aucun village ne retrouva sa population de 1911 simplement diminuée des pertes de guerre. L'hémorragie fut bien plus profonde.

Depuis, l'évolution, sans être totalement homogène, montre une tendance à une décroissance lente et peu accentuée. On a l'impression que la dépopulation relative provoquée par le déclin des vieux métiers ruraux et le départ des agriculteurs les moins favorisés s'est ici produite pour moitié, d'un seul coup, à la faveur de la Grande Guerre, alors qu'ailleurs elle s'est étalée sur une longue période.

1) L'évolution d'ensemble :

Les cantons de Bapaume, Bertincourt, Croisilles, Marquion, en partie les cantons de Vitry-en-Artois et de Pas-en-Artois dans le Pas-de-Calais, le canton de Marcoing et la partie rurale des cantons de Cambrai-Est et de Cambrai-Ouest dans le Nord ont connu une évolution d'ensemble assez comparable.

- 1) 1. L'augmentation de population s'est poursuivie jusque vers 1860.

Au début du XIX^e siècle, comme dans toute la plaine picarde, la population a continué à s'accroître sur sa lancée du XVIII^e siècle. Mais cette croissance s'est ralentie vers le milieu du siècle et prit fin vers 1860, c'est à dire plus tard que dans les Flandres, mais plus tôt que dans le Cambrésis oriental.

C'est d'ailleurs au contact de ce dernier, dans le canton de Marcoing, qu'elle fut la plus forte : + 56 % de 1801 à 1861, tandis que dans l'Artois oriental elle était plus modeste : + 35 et 34 % encore dans les cantons de Bertincourt et de Croisilles, mais + 26 % dans le canton de Marquion et + 17 % dans celui de Bapaume (+ 24 % si on exclut la petite ville de Bapaume), soit + 28 % pour l'ensemble de l'Artois oriental. On est loin des taux d'accroissement de 75 % et plus des cantons du Cambrésis oriental. Ici il n'y eut pas ce remarquable développement de l'industrie textile qui permit de bénéficier de la quasi-totalité du croît naturel, mais le développement de la culture de la betterave sucrière associé à un petit artisanat assura cependant aux ouvriers agricoles et aux petits paysans des ressources suffisantes pour que la population continue encore à croître. Mais l'émigration vers les villes du textile, du fer et du charbon de la région et aussi, dans cette partie picarde de la région du Nord, vers Paris avait déjà débuté.

Après 1861, elle prit plus d'ampleur ; les besogneux des campagnes, qui voyaient leur travail d'appoint menacé par la concurrence des grandes fabriques urbaines, commencèrent à alimenter le flot incessant des émigrants vers le bassin houiller du Pas-de-

	1801/1861	1861/1876	1876/1911	1911/1921	1921/1936	1936/1954	1954/1975
Aubigny-en-Artois	2,1	-	- 2,0	- 2,0	- 6,3	- 4,2	4,4
Auxi-le-Chateau	2,2	- 3,6	- 1,6	- 14,5	- 4,2	1,6	- 0,3
Auxi-le-Chateau (2)	0,1	- 10,8	- 2,9	- 24,0	- 7,1	0,9	- 5,6
Avesnes-le-Comte	2,3	- 3,8	- 5,0	- 7,3	- 7,2	- 0,6	- 5,9
Beaumetz-les-Loges	4,5	0,3	- 4,3	- 17,5	1,2	- 1,3	1,2
Heuchin	0,6	2,9	- 0,5	- 1,0	- 6,1	0,8	- 4,5
Le Parcq	2,4	- 5,2	- 2,4	- 3,9	- 5,1	- 0,6	- 2,5
Pas-en-Artois	2,8	- 7,1	- 6,5	- 22,5	- 1,9	- 2,4	- 1,2
St. Pol-sur-Ternoise	2,8	1,5	- 2,2	2,9	- 5,2	0,2	0,2
St. Pol-sur-Ternoise (2)	3,0	- 0,9	- 4,0	- 2,9	- 7,2	- 1,4	- 5,6
Campagne-les-Hesdin	2,6	- 1,3	- 6,8	- 4,8	- 2,8	- 0,9	5,1
Fruges	- 0,2	- 0,7	- 3,9	- 9,2	- 4,4	- 4,7	- 4,4
Fruges (2)	- 0,9	- 0,3	- 5,1	- 12,6	- 4,9	- 3,9	- 6,7
Hesdin	1,4	- 3,7	- 2,9	- 13,1	- 1,3	2,3	3,3
Hesdin (2)	1,7	- 4,3	- 4,1	- 19,2	- 2,3	-	0,4
Hucqueliers	0,1	- 0,6	- 3,6	- 8,6	- 5,2	- 3,1	- 4,7
Lumbres	4,9	4,4	- 0,3	- 3,1	0,6	0,3	3,2
Lumbres (2)	4,6	4,2	- 1,7	- 4,8	- 1,7	- 0,1	0,1
Fauquembergues	4,2	1,5	- 3,1	- 3,1	- 4,6	- 0,2	- 5,4

Auxi-le-Chateau (2) : Canton d'Auxi-le-Chateau moins les villes d'Auxi-le-Chateau et de Frévent
Saint-Pol-sur-Ternoise (2) : Canton de Saint-Pol moins les communes de Saint-Pol et de St-Michel-sur-Ternoise
Fruges (2) : Canton de Fruges moins la ville de Fruges
Hesdin (2) : Canton d'Hesdin moins les communes d'Hesdin, Marconne et Marconnelle
Lumbres (2) : Canton de Lumbres moins la ville de Lumbres

TAB. 51 : EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE DE L'ARTOIS (par canton). 1801/1975. Taux annuels moyens des périodes %.

Calais dont les besoins en main d'oeuvre semblaient alors insatiables.

1) 2. La dépopulation avait cependant commencé localement avant 1860.

A l'échelon communal, le mouvement de dépopulation commença bien souvent assez précocement. Dans le canton de Marquion par exemple, 9 des 17 communes qui composent le canton avaient connu leur maximum de peuplement avant 1850 et toutes, sauf Marquion, le connurent avant 1886. Il en fut à peu près de même dans le canton de Bertincourt où, pour 10 communes sur 16, le maximum se situa avant 1850 et pour 2 seulement après 1876, et dans la partie sud du canton de Vitry-en-Artois. Dans les cantons de Croisilles et de Bapaume, la décroissance débuta un peu plus tard. Le maximum de peuplement fut cependant enregistré avant 1850 dans 9 communes (sur 22) du canton de Bapaume et dans 10 (sur 26) du canton de Croisilles. Mais il fut un peu plus tardif pour d'autres communes de ces cantons, jusqu'en 1891 dans le canton de Croisilles, un peu plus tard encore dans le canton de Bapaume.

L'industrie textile à domicile joua ici localement le même rôle que dans le canton de Marcoing, où elle maintint jusqu'à la fin du XIX^e siècle des effectifs plus importants de population. Dans le canton de Marcoing, deux communes eurent leur maximum de peuplement avant 1850, la majorité entre 1860 et 1880 et 4 après 1881.

Vers 1861, en règle générale, la population avait cessé de croître dans tous les cantons du Cambrésis occidental et de l'Artois oriental. En 1876 on recensa néanmoins une vingtaine d'habitants de plus qu'en 1861 dans les cantons de Cambrai-Est, Cambrai-Ouest et de Croisilles, et un millier de plus dans le canton de Marcoing, mais déjà la population avait diminué dans tous les autres cantons.

1) 3. De 1876 à 1911, la dépopulation devint générale.

Elle fut moins ressentie dans le canton de Cambrai-Est où, sur l'Escaut, le développement industriel d'Escaudoewres (sucrerie) dans les faubourgs de Cambrai et d'Iwuy masqua en partie la diminution de la population des autres communes, et dans le canton de Cambrai-Ouest où le développement de Neuville-Saint-Rémy et de Raillencourt joua le même rôle. Elle fut beaucoup plus sensible déjà dans le canton de Marcoing qui perdit plus de 3 200 habitants (- 12 %) durant cette période et dans l'Artois oriental où les cantons de Croisilles et Bertincourt perdirent 16 % de leur population et le canton de Marquion 13 %. Le canton de Bapaume fut celui qui connut la dépression démographique la plus profonde, avec une diminution de 23 % de sa population. Là où il existait encore une industrie textile à domicile, même modeste, le déclin démographique fut plus vif. L'ensemble de l'Artois oriental perdit ainsi 10 664 habitants de 1876 à 1911.

1) 4. La Grande guerre provoqua un dépeuplement parfois considérable.

La guerre de 1914-1918 amena dans cette zone un véritable effondrement. En 1921, on recensa dans chacun des cantons de l'Artois oriental des effectifs inférieurs aux 3/4 et souvent aux 2/3 de la population de 1911. Le canton de Bertincourt avait perdu 39 % de ses habitants, les cantons de Bapaume et de Croisilles 37 %, le canton de Marcoing 33 %. Les cantons plus proches de Cambrai furent moins éprouvés : canton de Marquion : - 26 %, de Cambrai-Ouest : - 19 % et de Cambrai-Est : - 18 %.

La diminution de population fut donc considérable, hors de proportion avec l'ensemble des pertes militaires et des décès civils. L'exode provoqué par la destruction des villages fut en grande partie irréversible. Les cantons qui avaient connu la plus grosse diminution de population avant 1911 furent ceux qui subirent le plus cette nouvelle diminution.

Avec la reconstruction, un certain nombre d'habitants regagnèrent tardivement leur village d'origine. Ces retours tardifs furent plus nombreux là où les retours précoces avaient été les moins nombreux, c'est à dire dans les cantons de Croisilles et de Bapaume (respectivement + 15 % et + 7 % de 1921 à 1936). Ailleurs la population stagna plus ou moins entre les deux guerres. Le seul accroissement notable concerna des communes qui se comportaient de plus en plus comme des faubourgs de Cambrai.

De 1936 à 1954 la décroissance reprit, faible mais générale. Elle affecta surtout les cantons de Bertincourt (- 9 %) et de Marquion (- 12 %). Ailleurs elle n'amena que des diminutions peu sensibles.

1) 5. Depuis 1954, l'évolution démographique s'est davantage diversifiée que pendant les périodes précédentes.

Depuis 1954, l'évolution des populations cantonales s'est beaucoup plus différenciée parce que les cantons sont devenus moins homogènes. Mais si l'on ne s'intéresse qu'aux parties demeurées rurales des cantons, les évolutions paraissent aussitôt beaucoup plus homogènes. La tendance est partout à la baisse, mais celle-ci est plus ou moins marquée. Aux alentours de Cambrai, par contre, la croissance urbaine a transformé un certain nombre de communes rurales en communes de banlieue et leur évolution diffère totalement de celle qui les avait caractérisés jusque là. En gros la partie orientale de la région, celle qui entoure Cambrai (cantons de Cambrai-Est et Ouest, de Marcoing et de Marquion) est celle qui connaît les plus faibles diminutions des effectifs de population rurale, tandis que la partie occidentale connaît les diminutions les plus fortes, en particulier dans le canton de Bapaume (- 14 % de 1954 à 1975 dans la partie rurale du canton).

2) Les types communaux d'évolution :

On ne trouve plus dans cette partie de la plaine située entre Arras et Cambrai une répartition géographique des types d'évolution aussi nette que dans le oriental ou l'Avesnois. Aussi procéderons-nous à une étude par types plutôt que par secteurs.

On rencontre trois grands types d'évolution des populations communales. Les deux premiers sont des types que nous avons déjà fréquemment rencontrés : l'un accuse une diminution rapide et im-

portante de la population rurale, l'autre une diminution lente et modérée. Un troisième type est très proche de celui que nous avons rencontré dans la vallée de la Lys, il est très profondément marqué par la guerre de 1914-1918.

2) 1. Type profondément marqué par la Grande Guerre :

Il concerne la majeure partie des communes du Cambrésis occidental et de l'Artois oriental, à l'Est d'une ligne qui, après avoir suivi au Nord d'Arras le rebord de l'Artois, contourne par l'Est la ville d'Arras et se dirige vers le Sud-Ouest en mordant sur les limites orientales des cantons de Beaumetz-les-Loges et de Pas-en-Artois. C'est là que les armées françaises et allemandes ont commencé à s'enterrer dans la plaine picarde.

Partout l'empreinte de la guerre s'est marquée de la même manière dans le peuplement : une chute brutale des effectifs que l'évolution démographique ultérieure n'a jamais compensée. Mais elle s'est inscrite dans des processus variables selon les communes. Dans certaines d'entre-elles, le dépeuplement avait déjà produit des effets sensibles et les effets de la guerre ne sont venus que renforcer un processus en cours. Dans d'autres la population n'avait pas encore diminué de manière sensible et ce fut la guerre qui déclencha le dépeuplement.

Enfin, depuis la première guerre mondiale, les communes ont évolué différemment. Certaines, très peu nombreuses, se sont repeuplées, d'autres ont vu le nombre de leurs habitants continuer à décroître rapidement, mais le plus souvent les effectifs de population se sont stabilisés ou n'ont diminué que faiblement.

La combinaison de ces différents aspects de l'évolution permet donc de dégager plusieurs sous-types.

2) 2. Cas où la guerre marque le début du processus de dépeuplement :
- 1° cas type : Havrincourt (canton de Bertincourt)

Après que la poursuite de l'expansion démographique du XVIII^e siècle eût porté les effectifs de la population d'Havrincourt à 1 200 habitants vers 1840, ceux-ci demeurèrent relativement stables, oscillant entre 1 100 et 1 200 habitants. Le maximum de population de 1881 (1 215 h) est à peine significatif. En 1911 Havrincourt était encore peuplée de 1 145 habitants.

La guerre amena une chute très brutale des effectifs et en 1921 on ne recensa à Havrincourt que 540 habitants, soit 53 % de moins qu'en 1911. Le recensement de 1926 n'enregistra qu'une très timide remontée des effectifs (+ 80 h), sans aucune commune mesure avec le dépeuplement provoqué par la guerre.

Depuis la population d'Havrincourt, presque exclusivement agricole, n'a cessé de décroître : en 1975 elle ne s'élevait plus qu'à 379 h., soit 39 % de moins qu'en 1926. L'évolution récente n'a pas apporté d'accélération du processus de dépeuplement (- 1,0 % par an).

On trouve des exemples comparables à celui d'Havrincourt surtout dans le secteur cambrésien de cette zone. A Ruyaulcourt près de Haumont et à Neuville-Bourjonval, commune voisine d'Havrincourt, on trouve exactement le même type d'évolution. Ruyaulcourt perdit 49 % de sa population entre 1911 et 1921, Neuville-

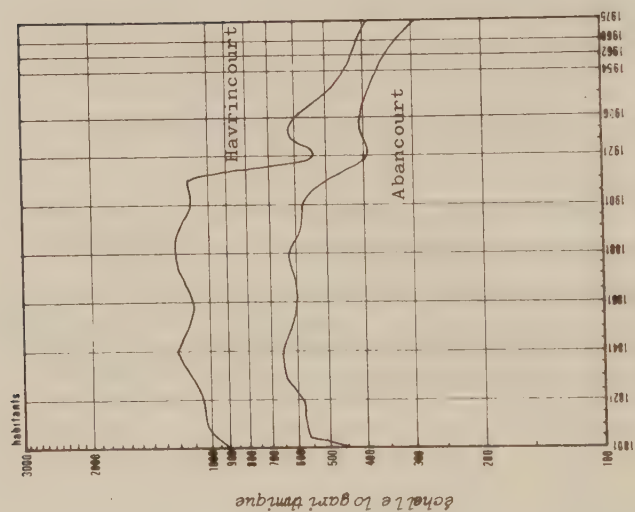


FIG. 148 : Havrincourt (c. de Bertincourt)
Abancourt (c. Ouest de Cambrai)

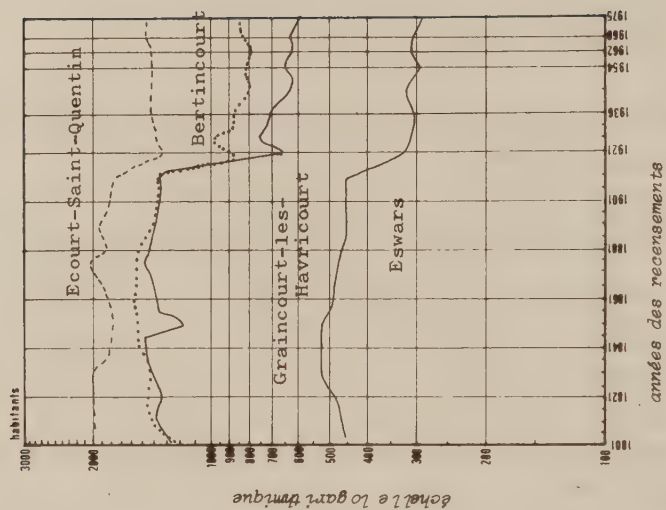


FIG. 149 : Ecourt-Saint-Quentin (c. de Marquion)
Bertincourt
Graincourt-les-Havrincourt (c. de Marquion)
Esuars (c. Est de Cambrai)

Bourjonval 43 %. Depuis ces villages ont encore perdu de 20 à 35 % de leur population.

On retrouve encore ce type d'évolution à proximité de Cambrai dans des communes comme Abancourt (où la dépopulation était à peine amorcée en 1911) ou Blécourt, Moeuvres, Anneux et Ribécourt-la-Tour.

- 2° cas type : Graincourt-les-Havrincourt (canton de Marquion)

C'est un type d'évolution très proche du précédent et que l'on rencontre dans le même secteur.

La guerre a frappé une population aux effectifs jusque là stationnaires (1 300 à 1 400 h), qui, de 1911 à 1921, a perdu 49 % de ses habitants. Mais depuis la population a retrouvé une certaine stabilité et les effectifs ont peu varié depuis 1921. Après une légère remontée en 1926, on recensa à Graincourt-les-Havrincourt 700 h en 1936, 671 h en 1954, 605 h en 1975, soit une diminution à peine perceptible de 8 % depuis 1921 (- 0,16 % par an).

Ce type est tout aussi fréquent que le précédent dans le Cambrésis occidental. On le rencontre à Ecourt-Saint-Quentin (adossée à la Sensée, à la limite de la zone des combats), dont la population, déjà moins éprouvée par la guerre, a même très légèrement augmenté récemment.

On le rencontre surtout dans les cantons de Cambrai-Est (ex : Awoingt, Eswars, Thun-l'Evêque) et de Cambrai-Ouest (ex : Aubencheul-au-Bac, Fontaine-Notre-Dame) et plus rarement dans les cantons de Marcoing (ex : Rumilly-en-Cambrésis, Bantouzelle),

de Bertincourt (ex : Bertincourt) et de Marquion.

Le plus souvent le processus de dépeuplement était apparu dans ces communes bien avant la première guerre mondiale, mais il n'était qu'amorcé (ex : Eswars, Bantouzelle). C'est la guerre qui a provoqué une chute brutale des effectifs de population suivie par leur stabilisation.

2) 3. Cas où la guerre ne fait qu'accélérer un processus de dépeuplement :

Il est général dans l'Artois oriental et assez fréquent dans le Cambrésis occidental. Mais il se présente sous deux sous-types très différents. Dans le premier sous-type, les pertes de la période de guerre n'ont fait qu'accélérer brutalement et temporairement un processus de dépeuplement qui avait commencé bien avant la première guerre mondiale et s'est poursuivi ensuite. Dans le second, le processus de dépeuplement s'est fortement ralenti après 1918 ou a même cédé la place à une stagnation des effectifs, un nouvel équilibre semblant atteint.

- 1° cas type : exemple de Gonnelieu (canton de Marcoing)

Après une forte croissance au début du XIX^e siècle (+ 3,1 % par an), la population s'élevait à 900 habitants dès 1831, mais le maximum fut atteint en 1861 avec 1 008 h. A partir de cette date, débuta une décroissance rapide et régulière (au rythme de 0,78 % par an). En 1911 Gonnelieu avait ainsi déjà perdu 33 % de ses habitants. La guerre accéléra le processus de dépeuplement. De 1911 à 1921 Gonnelieu perdit encore 41 % de sa population. De-

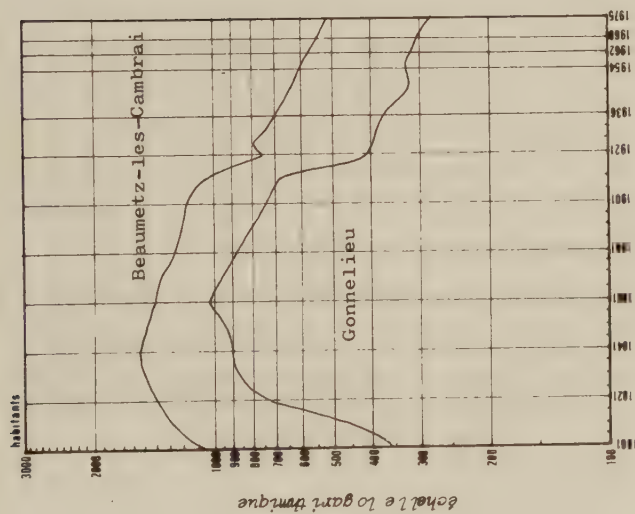


FIG. 150 : Beaumetz-les-Cambrai (c. de Bertincourt)
Gonnelieu (c. de Marcoing)

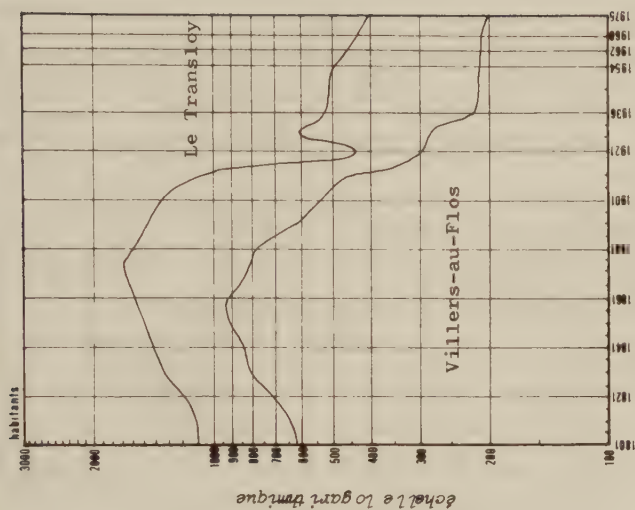


FIG. 151 : Le Transloy (c. de Bapaume)
Villers-au-Flos (c. de Bapaume)

puis 1921, la décroissance s'est poursuivie à peu près au même rythme qu'avant la première guerre mondiale (- 0,73 % par an en moyenne). En 1975 la population de Gonnellieu, moins nombreuse qu'en 1801, était devenue inférieure de 73 % à ce qu'elle était en 1861.

La première guerre mondiale, qui a frappé durement Gonnellieu, ne se traduit finalement sur le graphe d'évolution démographique que par une accélération du rythme de dépeuplement.

Le Transloy (canton de Bapaume) offre une autre illustration de ce type. Ici nous ne nous trouvons plus dans une zone où l'industrie textile connut une grande diffusion, et la croissance démographique fut moindre au début du XIX^e siècle qu'à Gonnellieu (+ 0,6 % par an). Le maximum de population apparut à peine plus tardivement, en 1876, mais dès lors la décroissance fut brutale, plus brutale encore qu'à Gonnellieu, et s'accéléra régulièrement jusqu'en 1911 (- 1,22 % par an en moyenne). De 1911 à 1921 Le Transloy perdit 65 % de sa population, plus que pendant la période 1876-1911, mais en 1926, le village avait retrouvé une population un peu plus nombreuse : 600 h (au lieu de 1 100 avant-guerre). Depuis, la décroissance a repris à un rythme assez rapide (- 0,9 % par an en moyenne). La population actuelle ne représente plus que 22 % de celle qui habitait le village en 1876, au moment du maximum de peuplement.

Nombreuses sont les communes du canton de Bapaume qui appartiennent à ce type : Bancourt, Beaulencourt, Beugnâtre, Biefvillers-les-Bapaume, Favreuil, Martinpuich, Sapignies, Warlencourt-

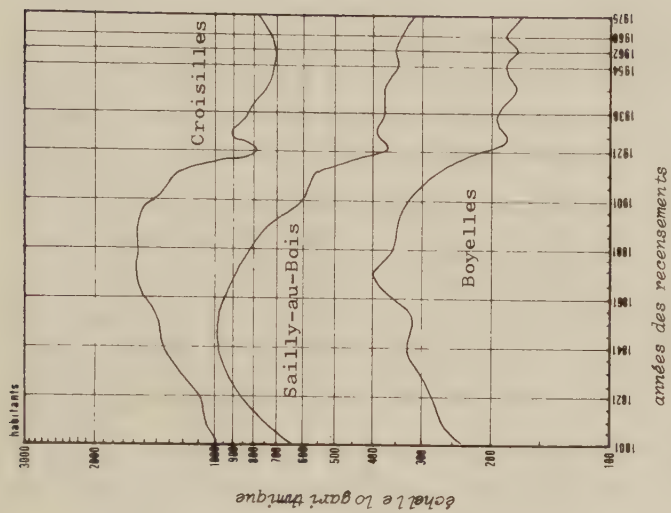


FIG. 153 : Croisilles
Sailly-au-Bois (c. de Pas-en-Artois)
Boyelles (c. de Croisilles)

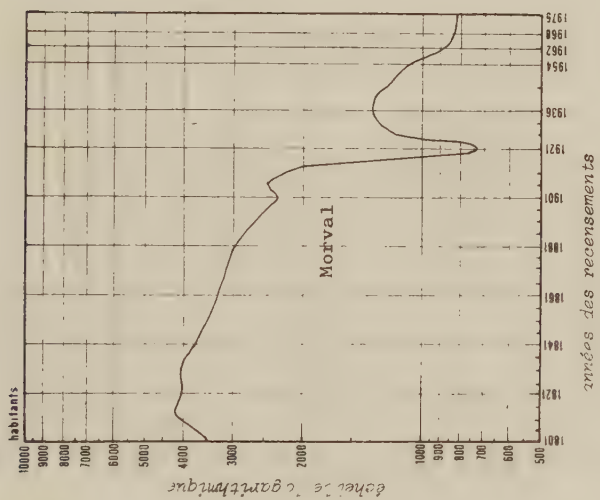


FIG. 152 : Morval (c. de Bapaume)

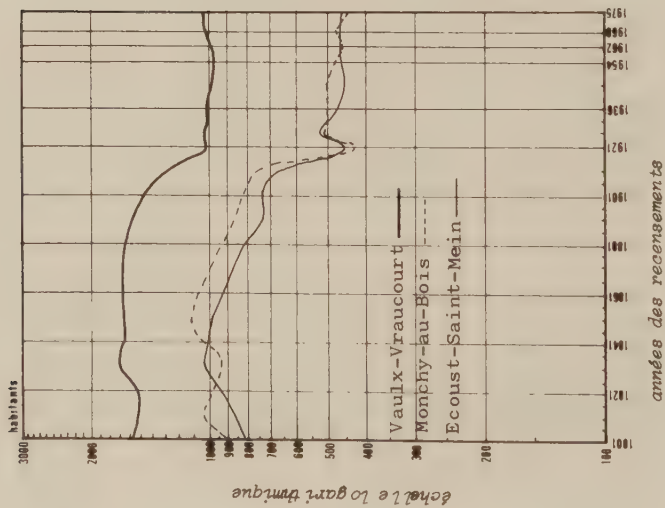


FIG. 154 : Vaulx-Vraucourt (c. de Croisilles)
Monchy-au-Bois (c. de Beaumetz-les-Loges)
Ecoust-Saint-Mein (c. de Croisilles)

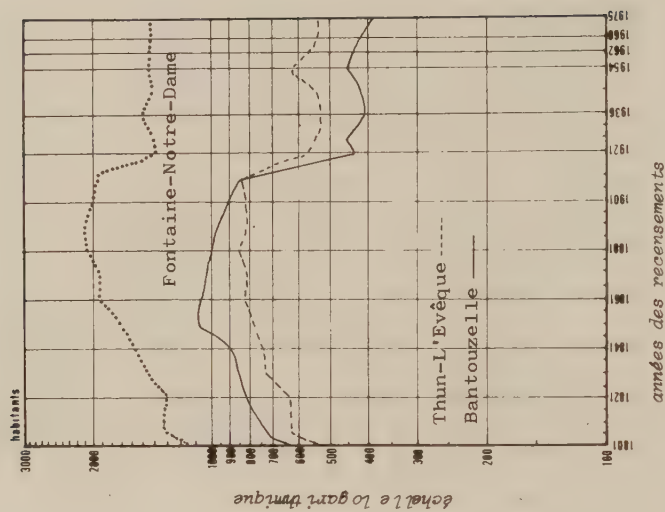


FIG. 155 : Fontaine-Notre-Dame (c. Ouest de Cambrai)
Thun-l'Evêque (c. Est de Cambrai)
Bantouzelle (c. de Marcoing)

Eaucourt etc...). On le rencontre encore fréquemment dans le canton de Bertincourt (Bus, Haplincourt, Léchelle, Rocquigny), le canton de Marcoing (Crèvecœur-sur-Escaut, Connelieu, Honne-court-sur-Escaut), beaucoup moins fréquemment dans le canton de Marquion (Proville) et très rarement dans les autres cantons.

- 2° cas type : exemple de Ecoust-Saint-Mein (canton de Croisilles) :

Cette commune était peuplée de 1 050 habitants en 1831, mais à partir de cette date la population y diminua assez rapidement puisqu'en 1891 on n'y recensa plus que 700 h. La guerre de 1914-1918 amena une reprise de la diminution de population qui s'était ralentie entre 1891 et 1906. Mais depuis la population n'a plus guère varié. Après une légère remontée en 1926, le nombre des habitants s'est stabilisé autour de 460-470 habitants.

Au Sud d'Arras (cantons de Croisilles et de Beaumetz-les-Loges) et autour de Cambrai (cantons de Marquion, Cambrai-Est et Cambrai-Ouest), ce type d'évolution démographique est assez répandu : Vaulx-Vraucourt, Croisilles, Monchy-au-Bois, Boyelles, etc ...

2) 4. Cas où la guerre de 1914-1918 n'a guère laissé de traces :

Ils sont peu nombreux dans ce secteur. On y retrouve des types voisins de ceux rencontrés précédemment : un type à décroissance si rapide que la première guerre mondiale n'a pas aggravé une diminution déjà considérable, illustré par l'exemple de Villers-au-Flos dont la population est passée de 900 h en 1861 à 220 en 1936. Ce type est peu fréquent, sinon à l'Ouest de la région (où il annonce les types d'évolution du Ternois) et dans

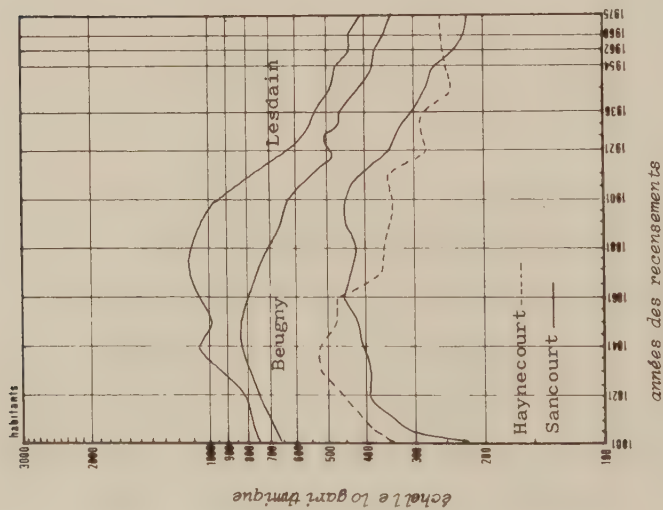


FIG. 156 : Lesdain (c. de Marcoing)
Beugny (c. de Bertincourt)
Haynecourt (c. Ouest de Cambrai)
Sancourt (c. Ouest de Cambrai)

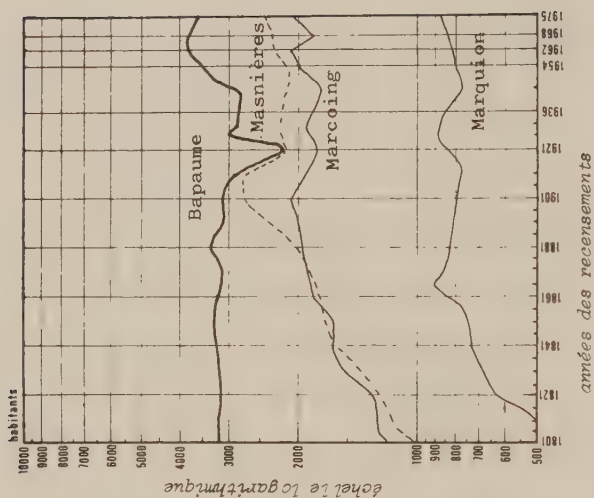


FIG. 157 : Bapaume
Masnieres (c. de Marcoing)
Marcoing
Marquion

les environs de Cambrai (Sancourt, Haynecourt, Lesdain).

Le second type rencontré caractérise quelques communes du canton de Cambrai-Est, épargnées par les dévastations de la guerre, et qui n'ont jamais connu qu'une lente diminution de leur population, comme les petites villes à population industrielle de la vallée de l'Escaut (Masnières, Iwuy), jusqu'à ce que certaines d'entre-elles soient touchées par l'expansion urbaine de Cambrai et retrouvent une nette croissance démographique (cf. étude de l'agglomération de Cambrai) comme Niergnies.

3) Les petits centres :

Les petits centres ruraux de cette région se distinguent des autres communes rurales par leur évolution démographique.

Certaines de ces communes n'ont jamais possédé que les fonctions banales des chefs-lieux de cantons (administration, marché agricole local), insuffisantes pour assurer une forte croissance démographique, mais suffisantes pour maintenir les effectifs de population, comme à Marcoing, peuplée de 2 000 h depuis 1901, ou Marquion, dont la population s'est stabilisée entre 800 et 900 h depuis 1861.

Le cas de Bapaume offre un intérêt particulier. Bapaume était jadis une petite ville dont le rayonnement dépassait largement celui d'un marché local. Située sur la route de Paris, entre Arras

et Péronne, Bapaume rayonnait sur toute la partie sud de l'Artois oriental et tout naturellement avait été choisie comme chef-lieu de district à la Révolution. Mais cette ville n'a connu aucun développement au XIX^e siècle. Elle ne s'est pratiquement pas industrialisée et a souffert rapidement de la concurrence que faisaient Arras et Cambrai à ses activités tertiaires. Vers 1890, Bapaume possédait une gamme assez développée de fonctions administratives et de services (écoles, maisons religieuses ...) associée à ses fonctions de marché agricole (marché, foire à bestiaux), mais son industrie se limitait à la transformation des produits agricoles (huilerie de colza et oeillette, savonnerie, sucrerie, brasserie, tannerie). Centre rural traditionnel par excellence, Bapaume conserva les mêmes effectifs de population, un peu plus de 3 000 habitants, de 1801 à 1911. La diminution de population provoquée par la première guerre mondiale fut peu durable, et dès 1926 Bapaume comptait près de 3 000 habitants. Ce n'est qu'après la dernière guerre que la ville vit sa population croître, grâce à une petite industrialisation encouragée par la proximité de l'autoroute A 1. Mais cet accroissement fut de courte durée, car il fut interrompu dès 1962.

Si on fait le bilan des types d'évolution rencontrés, on se rend compte 1) de la dominance des types où la première guerre mondiale n'a fait qu'accélérer le processus de dépeuplement

2) d'une certaine fréquence des types caractérisés

par un ralentissement ou un arrêt du déclin démographique depuis un demi-siècle, sauf dans le canton de Bapaume où la diminution de population demeure importante.

e) Le plateau d'Artois (Artois occidental, Ternois et Haut-Artois) :

Sur ce vaste plateau qui s'étend depuis Arras jusqu'au littoral, les densités humaines se sont amenuisées depuis un siècle. Seuls quelques secteurs ont résisté au lent mouvement d'érosion des effectifs de population. Sur la majeure partie de cette région, un lent mais incessant mouvement d'émigration a rejeté la population endogène vers Arras, les villes du Bas-Pays, mais aussi vers Abbeville, Amiens et Paris.

- Vallées et plateau :

. Les principales vallées :

Sans jouer un rôle aussi important dans le peuplement que dans le Bas-Pays, les vallées ont favorisé une certaine concentration des hommes et surtout ont connu dans leur ensemble une évolution démographique différente de celle du plateau.

Plusieurs vallées s'encaissent plus ou moins profondément dans le plateau : les vallées de l'Authie et de la Canche et celle de la Ternoise (affluent de rive droite de la Canche jusqu'au coude d'Heuchin, où elle change de direction) sont parallèles à l'axe de l'Artois. La Lys et l'Aa par contre, après un tracé en baïonnette dans leur partie amont, se dirigent vers la plaine

flamande, facilitant l'ouverture du plateau vers le Bas-Pays. Quant-aux petites vallées affluentes : Course, Hem ..., elles ne semblent pas avoir eu une même influence sur le peuplement et son évolution.

. Le plateau :

Plus disséqué par le réseau des vallées à l'Ouest qu'à l'Est, le plateau peut se diviser en plusieurs secteurs. A l'Est, une large bande de terrain peu disséquée assure la transition avec les horizons calmes de l'Artois occidental. Elle se prolonge vers l'Ouest par une étroite lanière qui s'étire entre Canche et Authie. Au Nord-Est, la Ternoise découpe la surface du plateau en plusieurs petits éléments (entre Ternoise et Canche, entre Ternoise et rebord, entre Ternoise et Lys). Au Nord-Ouest, le Haut-Artois offre un relief encore plus disséqué par la Lys, l'Aa et leurs petits affluents, mais aussi par la Course et les autres affluents de la Canche. Il ne prend un aspect plus tabulaire que dans le plateau de Fruges, sur l'interfluve entre la Lys et l'Aa. Enfin l'Artois s'achève à l'Ouest par le Haut-Boulonnais qui domine la dépression triangulaire du Bas-Boulonnais, et plus au Sud par la falaise morte du Marquenterre.

- Une ruralité profonde :

Entre Arras et la côte, le plateau d'Artois est certainement la partie de la région du Nord dont la ruralité est la plus profonde. Ici, aucune agglomération urbaine véritable. Les quelques petites villes des vallées ont toujours été trop modestes pour donner naissance à des faubourgs ou des banlieues, et sont demeu-

rées étroitement associées à la vie des campagnes qui les entourent.

Jamais non plus l'industrie n'a joué ici un grand rôle, ni connu une grande diffusion. L'agriculture, sans jamais avoir été l'activité exclusive, a toujours été dominante.

Sans être uniformes, les activités agricoles y sont demeurées relativement traditionnelles, associant, sur des exploitations de taille très moyenne (20 à 30 ha.), guère plus petites mais moins riches et plus morcelées qu'en Flandre ou en Cambrésis, une polyculture céréalière à l'élevage.

Les herbages, bien plus développés dans les vallées au fond humide dès qu'elles prennent un peu d'extension que sur le plateau, tiennent une place grandissante dans l'occupation des sols, en particulier dans le Haut-Artois où l'élevage herbager se développe sur des terres peu fertiles et propices aux prairies et où l'orge et les cultures fourragères gagnent régulièrement sur les autres cultures.

Même au Sud d'Arras et à proximité du seuil de Bapaume, où domine encore la grande culture céréalière et betteravière, les progrès de l'élevage bovin sont importants et semblent accompagner un exode rural encore intense.

La faiblesse traditionnelle de l'industrie rurale et du réseau urbain.

Alors qu'elle a joué et joue toujours un si grand rôle dans le Cambrésis voisin, l'industrie rurale n'a jamais connu qu'un

développement très modeste sur le plateau artésien.

Du textile, qui s'était diffusé au cours du Moyen-Age sur l'ensemble du plateau, ne subsistait déjà plus au XVIII^e siècle qu'une activité, la filature : "L'Artois filait et la Flandre tissait". Au début du XIX^e siècle encore, les fileuses de l'Artois fournissaient des fils de laine aux tissages de Picardie (fabriques d'Abbeville, d'Amiens, de Saint-Quentin). La quantité produite ne suffisait déjà plus à alimenter les tissages flamands ravitaillés par les filatures industrielles qui se multipliaient dans les principales villes. Ces dernières ruinèrent définitivement la filature paysanne avant le milieu du XIX^e siècle.

Après l'abandon des rouets, ne survivaient plus guère sur le plateau d'Artois que des petites industries destinées à la satisfaction des besoins immédiats et quotidiens, ou liées aux ressources du sous-sol ou de l'agriculture. L'industrie survécut mieux dans les principales vallées où elle s'était davantage concentrée. La vallée de la Canche s'était spécialisée dans la fabrication de petits objets usuels (bois tournés, vannerie) colportés par des marchands saisonniers en morte-saison agricole. [54] Dans la vallée de l'Aa s'était diffusée la papeterie. Enfin sur le rebord du plateau, en bordure du bassin minier, cimenteries et industries de la céramique se multiplièrent. Les petites villes des vallées, elles (Frévent, Auxi-le-Château, Hesdin ...), bénéficièrent du développement industriel du XIX^e siècle en accueillant des fabriques de matériel agricole et d'industries mécaniques diverses, mais aussi parfois des industries textiles et plus ré-

cement des industries alimentaires.

Mais bien souvent la fonction industrielle de ces petits centres est éclipsée par leur fonction administrative et commerciale. Ces petites villes sont des marchés locaux rayonnant sur des zones souvent étendues par leurs commerces et leurs services. C'est en particulier le cas de Saint-Pol-sur-Ternoise et de Montreuil.

Mais aucune de ces villes n'a connu de véritable essor démographique. Limités dans leur expansion par la concurrence des grands centres urbains industrialisés et dynamiques (Boulogne, Saint-Omer, Béthune, Arras), les petits centres ruraux des campagnes artésiennes, faiblement industrialisés et qui ne rayonnaient que sur des campagnes se dépeuplant, ne pouvaient connaître qu'une faible expansion démographique fort différente de celle des villes du Bas-Pays et de la côte.

1) Evolution démographique d'ensemble :

1) 1. L'arrêt précoce de la croissance démographique :

Depuis 1830 environ, la population du plateau d'Artois diminue. Mais cette diminution, qui fut toujours très lente, s'est encore ralentie au cours des dernières années. L'Artois n'a jamais été la proie d'un exode rural aussi intense que celui du Cambrésis, mais il a commencé plus tôt et a affecté une population essentiellement agricole, alors qu'en Cambrésis il affectait une population industrielle ou de genre de vie mixte.

Dans la grande majorité des villages, la population avait

cessé de s'accroître avant même que s'acheva la première partie du XIX^e siècle, et peu nombreuses furent les communes où on enregistra une croissance démographique postérieure à 1880.

Ce n'est pourtant qu'après cette date que la diminution de population devint vraiment sensible. Jusque là les effectifs des populations communales n'avaient subi qu'une lente et timide érosion qui n'avait nulle part annihilé les effets de la croissance démographique du début du siècle. Nulle part le nombre des habitants recensés en 1901 n'était inférieur à celui de 1801.

1) 2. L'exode rural :

Ce fut pourtant entre 1881 et 1911 que la diminution de population fut la plus importante et affecta l'ensemble des cantons et la majorité des communes. L'exode rural était évidemment à l'origine de ce déclin démographique, puisque la fécondité est toujours demeurée élevée dans les campagnes artésiennes. Parmi les causes de cet exode, aucune n'était spécifique à l'Artois. Comptenu du faible développement de l'industrie rurale artésienne, on n'avait pas enregistré ici un développement démographique comparable à celui du Cambrésis. Le reflux de l'industrie à domicile à la fin du XIX^e siècle n'a donc pas provoqué en Artois de véritable surpopulation et n'a pu peser très lourdement sur l'évolution démographique d'ensemble. C'est avant tout la lente transformation de l'agriculture, plus traditionnelle ici qu'en Flandre ou en Cambrésis, qui a provoqué la diminution de la population. Les ouvriers agricoles y étaient plus rarement qu'en Flandre ou en Cambrésis des ouvriers-paysans, et les ressources complémentaires

au travail des champs étaient rares. A la fin du XIX^e siècle, ce fut la mine qui fournit ces ressources. Un immense réseau de migrations alternantes s'établit à travers le Ternois et bien au-delà, jusque dans la vallée de la Canche d'où, chaque jour, un train emmenait la main d'oeuvre jusqu'aux mines de Bruay-en-Artois, Béthune et Noeux-les-Mines. Cette émigration alternante ne fit souvent que précéder une émigration définitive. Les anciens ouvriers agricoles, mais aussi les enfants des petits exploitants qui ne pouvaient espérer vivre sur l'exploitation familiale, furent d'autant plus tentés d'émigrer vers les villes minières qu'il était facile d'y trouver un travail régulier ainsi que, souvent, un logement et un lopin de terre. [55]

On n'assista pas cependant à des départs massifs vers le pays minier. Si cela avait été, jamais les compagnies ne se seraient astreintes à affréter des trains d'ouvriers à travers l'Artois. L'attachement à la terre, aux exploitations, même exigües, était grand chez cette population rurale.

Aussi l'exode rural fut-il lent et graduel. Il ne se manifesta même pas en bordure du pays minier, là où les paysans pouvaient associer le travail en usine ou à la mine au travail agricole.

Depuis la dernière guerre, l'exode rural affecte toujours les zones demeurées les plus agricoles. Mais il est fortement réduit, voire inexistant, partout où existent des industries, si modestes soient-elles, et partout où des migrations alternantes aisées permettent de trouver un travail non agricole.

L'aménagement touristique ajoute aujourd'hui quelques em-

plois supplémentaires à une région qui souffre toujours de la part trop importante qu'y tient l'agriculture par rapport au reste de la région du Nord.

1) 3. La mesure de la diminution de population :

Jusqu'en 1861, la diminution de population ne fut guère sensible sur l'ensemble de l'Artois, quoiqu'elle se manifestât déjà nettement dans le Haut-Artois (cantons de Fruges et d'Hucqueliers).

Entre 1861 et 1876, elle n'était pas encore devenue générale. Les cantons de Lumbres et Fauquembergues l'ignoraient, et elle était encore peu marquée dans la plupart des autres cantons. Seuls les cantons méridionaux, où l'industrie rurale des vallées de la Canche et de l'Authie disparaissait, connaissaient alors des diminutions de population relativement importantes (- 15 % dans la partie rurale du canton d'Auxi-le-Chateau, - 8 % dans le canton du Parcq, - 10 % dans le canton de Pas-en-Artois).

Entre 1876 et 1911, le déclin démographique devint général, aucun canton n'y échappa. L'ensemble de l'Artois perdit environ 10 % de sa population (- 2,8 % par an), ce qui somme toute demeure assez modeste comparé aux diminutions que connurent alors le Cambrésis et l'Artois oriental.

Mais les cantons bordiers des zones industrielles du Bas-Pays : pays minier (Aubigny-en-Artois, Heuchin : - 1,6 % seulement), zone de Saint-Omer (Lumbres : - 0,9 %), résistèrent mieux, tandis que certains cantons connaissaient un exode rural assez considérable (Campagne-les-Hesdin : - 26,9 % , partie rurale du can-

ton de Fruges : - 19,8 %, partie rurale du canton de Saint-Pol : - 15 %), en particulier à l'Est (cantons de Pas-en-Artois : - 20 % et d'Avesnes-le-Comte : - 16,1 %, soumis à la fois à l'attraction du bassin minier, d'Arras et même de Paris, par le chemin de fer et la tradition de fabrication d'articles de mode pour les boutiques parisiennes).

La première guerre mondiale eut des effets fort différents sur les divers secteurs de l'Artois. Dans son ensemble, cette région fut assez peu affectée par la guerre, puisque de 1911 à 1921 on n'y enregistra qu'une diminution de 6,5 % de la population, soit à peine plus que la perte moyenne française et beaucoup moins que la perte moyenne de la région. Mais si cette diminution fut encore plus modeste dans la partie centrale de l'Artois, elle fut par contre importante à l'Ouest dans le secteur d'Hesdin et Fruges, et surtout à l'Est où les zones de combat du seuil de Bapaume s'étendirent partiellement sur les cantons de Pas-en-Artois (- 20,3 %), d'Auxi-le-Chateau (- 13,6 %) et de Beaumetz-les-Loges (- 16,2 %).

Dans l'entré-deux-guerres l'exode rural reprit, surtout au lendemain de la première guerre mondiale où l'attrait des salaires élevés qu'offraient alors les mines amena les migrants quotidiens du Ternois et de la vallée de la Canche à s'installer définitivement sur le bassin houiller. Les zones les plus dépeuplées par la première guerre mondiale furent celles dont les effectifs de population demeurèrent les plus stables, la dépopulation réalisée pendant la période de guerre y ayant rétabli un équilibre temporaire entre la population active et les ressources. Par con-

tre le Haut-Artois et le Ternois subirent davantage les effets de l'exode rural (ex : cantons de Hucqueliers : - 8,1 %, du Parcq : - 8 %, de Saint-Pol-sur-Ternoise : - 8,1 % de variation de population de 1921 à 1936), ce qui fait que l'ensemble de l'Artois perdit alors de 5 à 6 % de sa population.

Depuis la dernière guerre l'évolution d'ensemble de l'Artois est devenue encore moins significative. La population y a presque complètement cessé de décroître (- 0,8 % de 1954 à 1975), mais cette apparente stabilité masque une différence de comportement accusée entre des secteurs où l'exode rural se poursuit (cantons de Fauquembergues : - 12 %, d'Hucqueliers : - 10 %, de Fruges : - 10 %, d'Avesnes-le-Comte : - 13 %, d'Heuchin : - 10 %, partie rurale du canton de Saint-Pol-sur-Ternoise - 13 %) et des secteurs où il a cessé (cantons de Campagne-les-Hesdin : + 10 %, d'Hesdin : + 7 %, d'Aubigny-en-Artois : + 10 %, de Beaumetz-les-Loges : + 3 %, de Lumbres : + 6 %).

Seule l'analyse au niveau communal et sectoriel explique ces modifications de comportement. Dès lors une autre différence réapparaît, celle qui oppose le plateau fondamentalement agricole et les vallées, axes de concentration des principaux centres ruraux et des industries.

2) Le plateau :

Les communes du plateau ont connu une évolution démographique assez homogène, en ce sens qu'elle est caractérisée par une diminution de population assez régulière depuis le milieu du XIX^e siècle.

Néanmoins il n'y a pas un type unique d'évolution, mais des types assez proches regroupés géographiquement. Deux types dominent : l'un caractérisé par une diminution précoce, constante et régulière de population, qui a amené une réduction assez considérable des effectifs depuis le maximum de population ; l'autre caractérisé par une diminution moins marquée, souvent plus tardive et moins régulière, accentuée ou atténuée au cours des dernières années et qui n'a abouti qu'à une réduction très modérée du nombre des habitants.

- Le secteur d'Avesnes-le-Comte/Beaumetz-les-Loges/Pas-en-Artois :

L'Est de ce secteur offre des types d'évolution intermédiaires entre ceux de l'Artois occidental et ceux de l'Artois oriental. Certaines communes y furent profondément marquées par la première guerre mondiale, comme dans tout le seuil de Bapaume. Les autres communes, qui ne furent pas ravagées par la guerre, accusent néanmoins une forte diminution de leurs effectifs de population. L'exode rural semble avoir sévi avec autant de vigueur ici que dans le seuil de Bapaume voisin.

Sur le reste du secteur, l'évolution des populations offre une grande similitude.

Dans la grande majorité des communes, où les actifs agricoles sont nombreux et constituent bien souvent plus de la moitié et parfois les 2/3 de la population active, l'évolution démographique a été similaire.

Dans le canton d'Avesnes-le-Comte, 25 communes sur 31 ont vu

leur population commencer à décroître avant 1850 et dans le canton de Pas-en-Artois, 17 sur 25. Il en est de même pour la grande majorité des communes du Sud-Ouest du canton de Beaumetz-les-Loges.

Ce déclin démographique précoce a été très régulier dans l'ensemble. Modéré à ses débuts, il a pris un peu d'ampleur dans le dernier quart du XIX^e siècle. Bien que jamais considérable en taux annuel moyen, il a abouti, compte-tenu de la durée de l'érosion des effectifs, à des pertes importantes. Dans le canton de Beaumetz-les-Loges, la majorité des communes du Sud-Ouest ont perdu plus de 40 % de leur population entre la date de leur maximum de peuplement et 1975 (Bailleulmont : 47,4 %, Berneville : 53,9 %, Basseux : 52,8 %, Blairville : 56,8 %, Fosseux : 63,2 %, Gouves : 52 % etc ...). Dans le canton de Pas-en-Artois, en dehors de Pas-en-Artois et de Mondicourt, toutes les communes rurales ont perdu plus de 40 % de leur population dans le même temps, et plus de la moitié d'entre-elles plus de 60 %. Dans le canton d'Avesnes-le-Comte, la situation est pratiquement la même. En dehors d'Avesnes et de Saulty, toutes les communes ont vu leur population décroître de plus de 40 % entre la date de leur maximum et 1975, et dans près de la moitié d'entre-elles de 60 %.

Dans une dizaine de communes de ce secteur, le nombre des habitants est aujourd'hui inférieur de plus des 2/3 à ce qu'il était vers 1850 (ex : Coullemont : - 79 %, Le Souich : - 75 %, Grincourt-les-Pas : - 71 %, Couin : - 76 % etc ...).

La grande similitude des évolutions rend plus difficile la sélection d'exemples : Humbercamps (canton de Pas-en-Artois) correspond assez bien au type à diminution moyenne (- 40 à - 50 %). La population y a augmenté jusqu'en 1841 (465 h), puis elle a diminué régulièrement jusqu'en 1921 (259 h). Depuis les effectifs ont à peine été modifiés (240 h en 1975). Le même phénomène de ralentissement de la décroissance, mal explicable, se remarque à Gaudiempré, à Pommera, à Warlincourt-les-Pas, à Basseux, à Gouy-en-Artois etc...

Mais le type le plus fréquent est illustré par Foncquevillers. La population y diminue régulièrement depuis 1831, où la commune comptait 944 h. En 1901, on n'y recensa déjà plus que 676 h, en 1936 481 et en 1975 388, soit 59 % de moins qu'en 1831.

N'échappent à ces types d'évolution qu'un certain nombre de communes dont la population agricole est réduite. Il s'agit de Pas-en-Artois, Avesnes-le-Comte et Beaumetz-les-Loges, petits centres ruraux (chefs-lieux de cantons, parfois un peu industria-

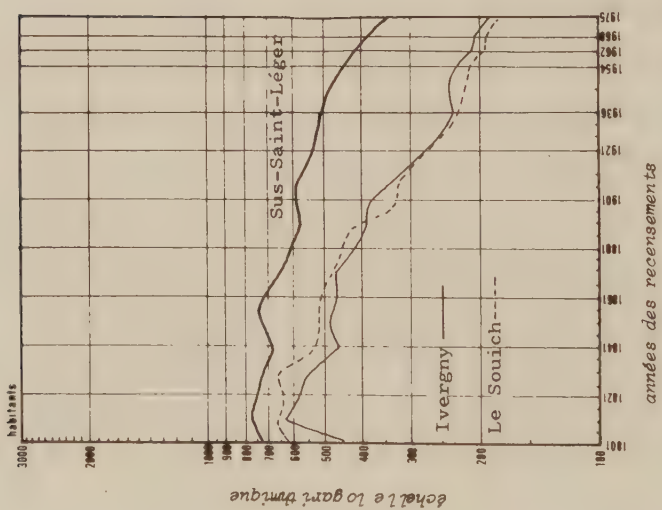


FIG. 158 : Sus-Saint-Léger (c. d'Avesnes-le-Comte)
Ivergny (c. d'Avesnes-le-Comte)
Le Souich (c. d'Avesnes-le-Comte)

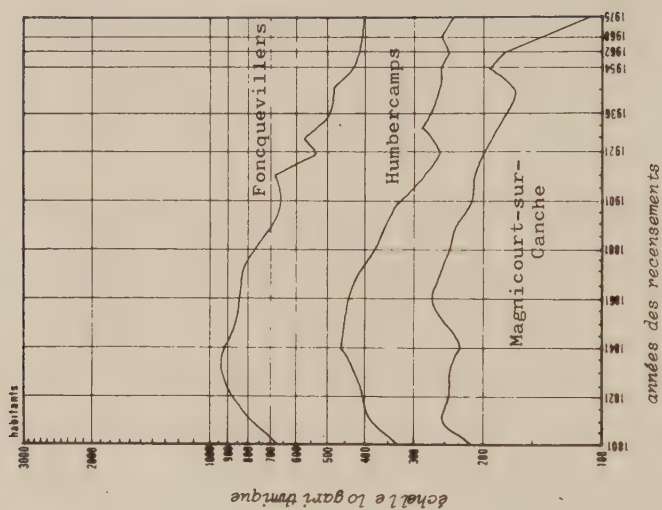


FIG. 159 : Fonquevillers (c. de Pas-en-Artois)
Humercamps (c. de Pas-en-Artois)
Magnicourt-sur-Canche (c. d'Avesnes-le-Comte)

lisés dans le cas de Pas-en-Artois).

Pas-en-Artois, qui comptait déjà 1 000 habitants en 1801, n'échappa pas au déclin démographique général de cette partie de l'Artois, mais ce dernier y fut modéré et la croissance y reprit dès la première guerre mondiale, ramenant les effectifs à près de 1 000 habitants en 1975. Pas-en-Artois bénéficia d'une part de sa fonction de chef-lieu de canton et d'autre part de sa situation sur l'axe Arras-Doullens-Amiens, situation dont bénéficièrent toutes les communes situées sur cet axe qui facilite les migrations alternantes vers l'agglomération d'Arras (réduisant ainsi l'éloignement des centres urbains, apparemment cause fondamentale, dans ce secteur du moins, de l'exode rural). Le même phénomène s'est développé le long de l'axe routier Arras-Avesnes-le-Comte et le long de l'axe Arras-Aubigny-en-Artois. Ainsi à Habarcq, Wanquetin, Montenescourt, Rivière, qui n'avaient perdu que tardivement des effectifs limités, la population a cessé de décroître depuis la dernière guerre mondiale. Wanquetin, par exemple, conserva un nombre d'habitants à peu près constant (750 environ) de 1821 à 1891. Sa population diminua ensuite jusqu'à être réduite à 535 h en 1946. Mais depuis 1946, la diminution a cessé pour faire place à une légère augmentation ayant ramené les

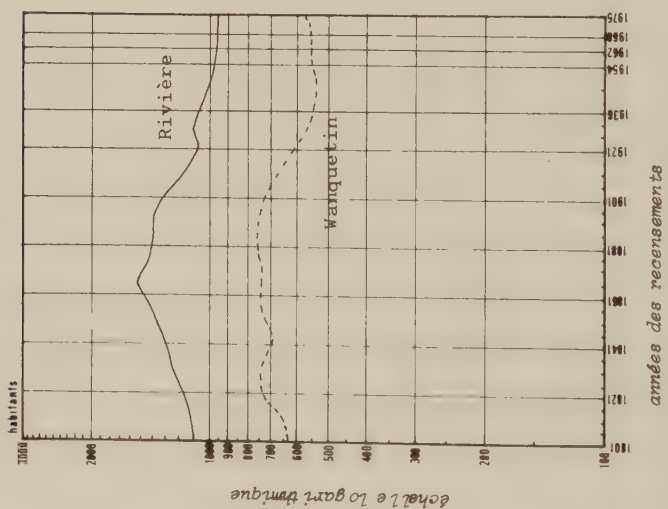


FIG. 160 : Rivière (c. de Beaumetz-les-Loges)
Wanquetin (c. de Beaumetz-les-Loges)

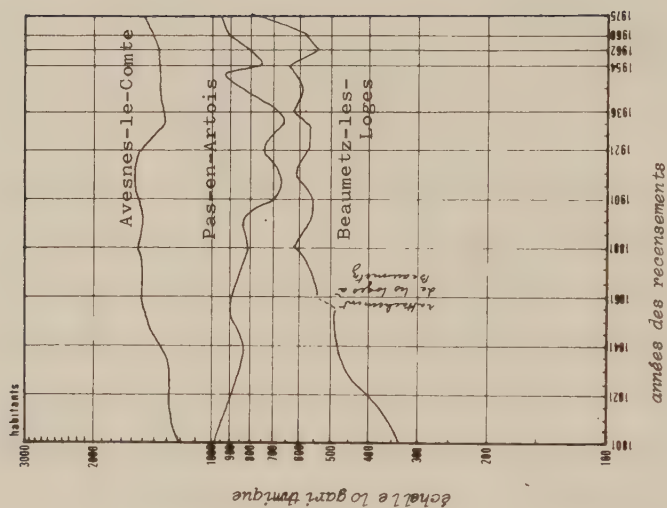


FIG. 161 : Avesnes-le-Comte
Pas-en-Artois
Beaumetz-les-Loges

effectifs à 602 h en 1975. Plus près d'Arras, les effectifs ont même augmenté considérablement depuis quelques années dans des communes comme Haute-Avesnes ou Agnez-les-Duisans que nous étudierons en même temps que la croissance d'Arras et que les phénomènes de rurbanisation qu'elle entraîne.

Beaumetz-les-Loges comme Avesnes-le-Comte ont vu leur population stagner ou s'accroître très lentement au cours du dernier siècle. Ces petits chefs-lieux de cantons n'ont jamais été que de modestes communes rurales, toutefois, à la différence des communes voisines, plus agricoles, elles ont échappé au déclin démographique. La croissance récente de Beaumetz-les-Loges est liée au phénomène d'expansion d'Arras que nous venons de souligner dans le paragraphe précédent.

En dehors de ces très modestes centres ruraux, seule la rare présence de l'industrie dans telle ou telle commune a pu limiter le déclin démographique. C'est le cas, par exemple, de Saulty qui n'a perdu que 18 % de sa population depuis son maximum de peuplement en 1886, et de Bavincourt (- 33 %).

Dans son ensemble, ce secteur, presque exclusivement rural, a vu sa population émigrer en permanence. En 1861, le canton d'A-

vesnes-le-Comte comptait encore 75 h/km², celui de Pas-en-Artois 93, celui de Beaumetz-les-Loges 81, soit des densités supérieures à la densité moyenne française. En 1975 la densité y était tombée respectivement à 43 h/km², 48 et 58, soit des densités encore supérieures à la densité rurale moyenne française, mais très inférieures à la densité rurale moyenne de la région du Nord (66 h/km²).

Ce même amenuisement des densités se rencontre sur tout l'Artois, mais il est en général moins accusé que dans ce secteur.

- L'interfluve entre Authie et Canche :

Démographiquement cette longue et étroite bande de terrain prolonge le secteur d'Avesnes-le-Comte/Pas-en-Artois. Toutes les conditions sont d'ailleurs réunies pour expliquer cette similitude : identité des conditions physiques, des structures agricoles et même pauvreté en équipements industriels. Villes et usines se trouvent dans les vallées bordières, mais sont absentes du plateau.

Dans ce secteur, la dépopulation a débuté précocement, en général avant le milieu du XIX^e siècle, et a entraîné une réduction considérable des effectifs, plus élevée encore que dans le secteur d'Avesnes-le-Comte/Pas-en-Artois. Les diminutions de 60 % et plus depuis la date du maximum y sont chose courante.

D'Est en Ouest, se succèdent des petits villages où l'exode rural sévit en permanence et ne semble guère se ralentir.

Ivergny, qui comptait 621 h en 1811 (année du maximum de

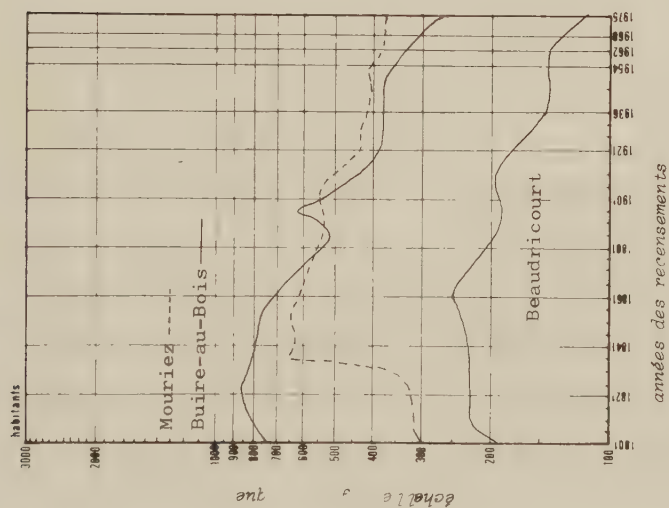


FIG. 162 : Mouriez (c. d'Hesdin)
Buire-au-Bois (c. d'Auxi-le-Chateau)
Beaudricourt (c. d'Avesnes-le-Comte)

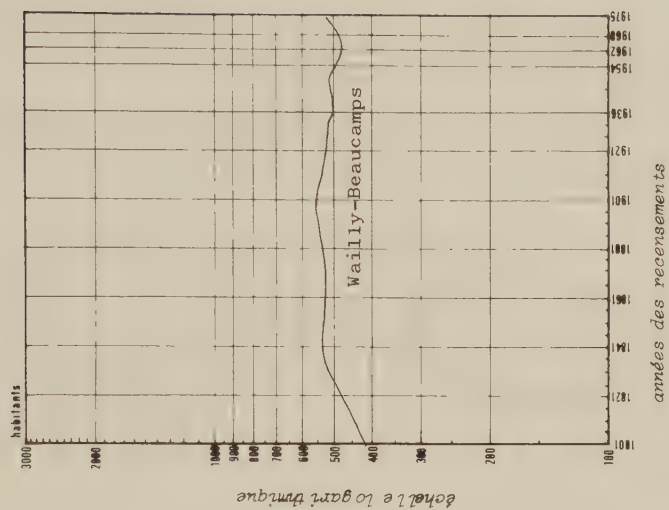


FIG. 163 : Wailly-Beaucamps (c. de Montreuil)

peuplement) n'en compte plus que 187 actuellement (- 69 %) ;
Le Souich : 680 h en 1826, 173 en 1975 (- 74 %). Sur les graphi-
ques d'évolution de ces deux communes on remarque la permanente
régularité d'un déclin qui se poursuit actuellement avec la même
constance.

Plus à l'Ouest, Beaudricourt a perdu également 60 % de sa po-
pulation depuis la date de son maximum, Beaufort-Blavincourt 66 %, Quoeux-Haut-Mesnil 57 %, Vacquerie-le-Bouc 52 %, Vaulx 70 %, Ha-
ravesnes 62 %, Canteleux 79 %, Bonnières commune plus importante
(708 h en 1975) 40 % seulement, Boffles 60 %, Buire-au-Bois
68 %, Mouriez 50 %, Regnauville 54 %, Buire-le-Sec 54 %, Saint-
Rémy-au-Bois 60 %, Douriez 61 %, Maintenay 61 % etc ...

De nombreuses communes, peuplées de 500 à 800 habitants au
milieu du siècle dernier, ne le sont plus aujourd'hui que de 100
à 200 h. A Coulleumont, où on avait recensé 415 h en 1826, on ne
comptait plus que 89 h en 1975, au Souich : 680 h en 1826, 173 en
1975. A l'Ouest de cette zone, la chute des effectifs a même été
précipitée récemment, ainsi à Buire-au-Bois la population est pas-
sée de 847 h en 1821 (date de son maximum) à 400 en 1954 et à
272 en 1975.

Il semble que les plus petites communes aient souffert davan-
tage que les grandes de ces fluctuations, et un certain nombre
d'entre-elles sont aujourd'hui à peine peuplées : Haravesnes :
71 h, Canteleux : 25 h, Boffles : 56 h, Vaulx : 118 h, Tollent :
118 h, Guigny : 96 h, etc ...

Les densités actuelles se ressentent vivement de cette baisse

permanente des effectifs qui ne se ralentit guère.

Sur cette partie sud du plateau, seule la petite commune de Wailly-Beaucamps (près de Montreuil sur la N 1), après une longue et remarquable période de stabilité de ses effectifs de population, suivie d'un léger déclin au lendemain de la seconde guerre mondiale, connaît actuellement un regain de population. Ici la présence d'une petite industrie (constructions mécaniques) a été décisive, démontrant une fois de plus, si besoin était, que c'est la vocation trop strictement agricole de cette partie méridionale du plateau qui est à l'origine de cette diminution de population jusqu'ici irréversible.

- Le secteur d'Aubigny-en-Artois :

Au Nord du secteur d'Avesnes-le-Comte, entre le Ternois et l'agglomération d'Arras, le secteur d'Aubigny-en-Artois offre beaucoup moins d'homogénéité que les précédents. L'influence d'Arras, d'une part, des industries de la basse vallée de la Scarpe et du rebord de l'Artois, au contact du pays minier, d'autre part, mais aussi l'existence de l'important axe routier Arras-Saint-Pol ont limité les effets de l'exode rural.

Les communes situées de part et d'autre de la limite Nord du canton d'Aubigny-en-Artois appartiennent déjà aux types des com-

munes rurales des lisières du pays minier (La Comté, La Thieuloye, Bajus, Magnicourt-en-Comté, Camblain-l'Abbé etc ...) et seront étudiées avec ces communes. Les communes du centre du canton situées sur l'axe de la Scarpe et de la N 39 : Aubigny-en-Artois, Agnières, Tincques, après un déclin démographique modéré, ont retrouvé une timide croissance de leur population. Les communes situées à proximité de cet axe n'ont perdu que des effectifs modérés, bien moindres que ceux du secteur d'Avesnes-le-Comte (Berles-Monchel : - 30 % depuis son maximum de peuplement, Savy-Berlettes : - 14 %). La commodité des liaisons avec Arras et les centres industriels de la vallée de la Scarpe et leur proximité ont permis le maintien dans cette zone d'activités plus variées et l'établissement de migrations alternantes qui ont atténué l'exode rural. L'agriculture elle-même a bénéficié de cette situation favorable à l'écoulement direct d'une partie de la production et qui a permis le maintien d'exploitations plus nombreuses que dans le Sud de l'Artois.

Bien que son rôle de centre ait toujours été limité par la concurrence d'Arras, Aubigny-en-Artois a bénéficié à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle d'une croissance démographique modeste mais assez constante qui s'est accélérée récemment (621 h

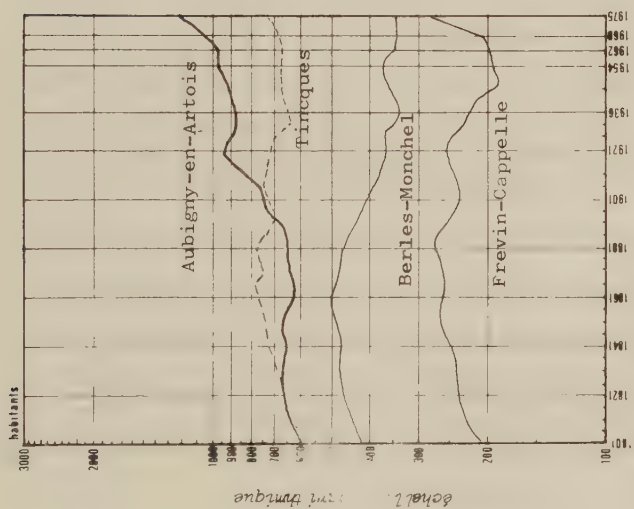


FIG. 164 : Aubigny-en-Artois
 Tincques (c. d'Aubigny-en-Artois)
 Berles-Monchel (c. d'Aubigny-en-A.)
 Frevin-Cappelle (c. d'Aubigny-en-A.)

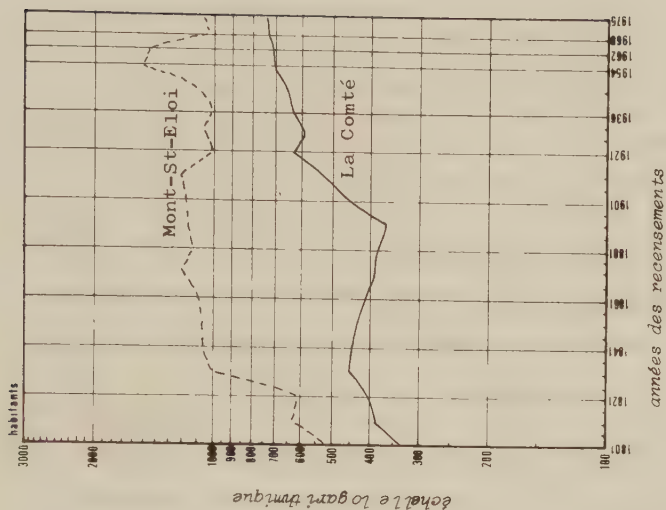


FIG. 165 : Mont-St-Eloi (c. Nord d'Arras)
 La Conté (c. d'Aubigny-en-Artois)

en 1861, 846 en 1911, 974 en 1962, 1 161 en 1975). Savy-Berlettes, Tincques, Agnières n'ont pas connu la même évolution qu'Aubigny : déclin et reprises démographiques s'y sont succédés assurant néanmoins le maintien d'effectifs assez proches de ceux recensés lors des maxima de population : Tincques 736 h en 1975 contre 779 lors de son maximum en 1866, Savy-Berlettes 616 h en 1975 contre 713 en 1876, Agnières 290 h en 1975 (année de son maximum), Acq 412 h en 1975 contre 512 en 1856.

Sans bénéficier d'une situation aussi favorable, les villages proches de l'axe Arras-Saint-Pol n'ont cependant subi qu'une dépopulation très modérée. Un grand nombre de communes n'ont pas perdu plus d'un tiers environ de leur population au cours du siècle écoulé (Cambligneul 37 %, Capelle-Fermont 32 %, Chelers 35 %, Izel-les-Hameaux 34 %, Monchy-Breton 27 %, Villers-Brulin 38 %).

Ce n'est qu'au Sud-Ouest du canton, qui assure la transition entre le Ternois stricto-sensu et le secteur d'Avesnes-le-Comte, que l'on retrouve une situation analogue à celle des deux secteurs précédemment étudiés : Awerdoingt, Gouy-en-Ternois, Penin, Bailleul-aux-Cornailles, Villers-Sire-Nicole, Ambrines, Maisières sont des communes dont la population a diminué de plus de 40 %, parfois de plus de 60 %, depuis leur maximum de peuplement, en général antérieur à 1850.

- Le Ternois entre la Canche et le rebord de l'Artois :

Cette partie du plateau est coupée en deux par la vallée de la Ternoise, mais il n'y a guère de différences entre l'évolution démographique de sa partie sud et de sa partie nord.

La dépopulation y est apparue aussi précocement que dans la partie méridionale de l'Artois, mais elle y a sévi avec moins de vigueur. Ainsi la moitié des communes du canton de Saint-Pol-sur-Ternoise ont connu leur maximum de population avant 1850. Les 2/3 ont perdu plus de 40 % de leur population depuis leur date de maximum, mais 5 seulement en ont perdu plus de 60 %.

En gros à l'échelon communal on peut distinguer deux types d'évolution, assez mêlés géographiquement, avec cependant une diffusion plus ou moins grande de chaque type soit au Nord, soit au Sud de la Ternoise.

Le premier type correspond tout à fait à celui qui caractérisait l'évolution démographique des communes situées sur l'interfluve Canche/Authie. Il prédomine dans la partie sud du Ternois entre Canche et Ternoise, le comportement démographique original des vallées n'amenant que des interruptions linéaires à travers un plateau dont le peuplement a évolué de manière assez identique.

Le maximum de peuplement est apparu très précocement et la diminution de population, amorcée au cours de la première moitié du XIX^e siècle et régulière et constante depuis, a amené une réduction des effectifs. Les communes de cette partie du plateau, qui n'ont jamais été très peuplées, sont devenues de petites com-

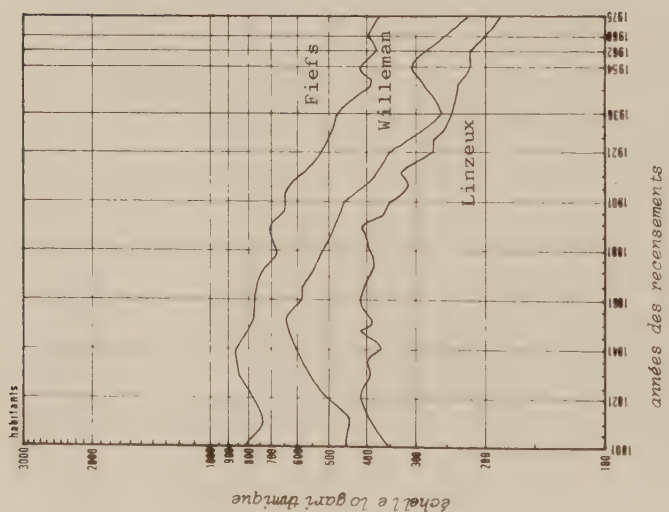


FIG. 166 : Fiefs (c. d'Heuchin)
Willeman (c. du Parcq)
Linzeux (c. de St-Pol-sur-Ternoise)

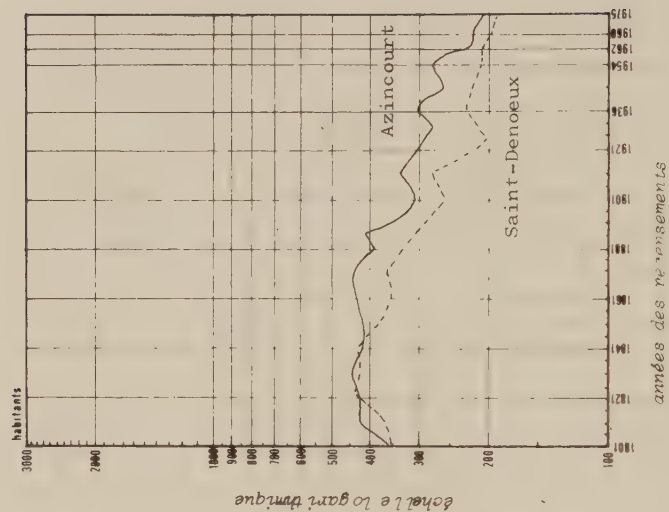


FIG. 167 : Azincourt (c. du Parcq)
Saint-Denoëux (c. de Campagne-les-Hesdin)

munes dont la population est, pour les 2/3 au moins, agricole.

Les diminutions ont été considérables dans les plus petites communes presque exclusivement agricoles. Ainsi Blangerval et Blangermont ont perdu 66 et 67 % de leur population, de même que Guinecourt : 67 %. Avant 1911 ces communes ne possédaient déjà plus 100 habitants chacune. Héricourt, Herlincourt, Noyelles-les-Humières sont dans le même cas. Des communes plus importantes ont cependant connu, depuis leur maximum de peuplement, des diminutions de population aussi considérables : Au Sud de la Ternoise, Linzeux (450 h en 1886, 177 en 1975, soit - 61 %), Flers (542 h en 1851, 228 en 1975, soit - 58 %), Monts-en-Ternois (- 53 %), Sibiville (- 70 %), Willeman (- 64 %), Oeuf-en-Ternois (- 53 %), etc ... ; au Nord de la Ternoise, Fontaine-les-Boulans (287 h en 1807, 114 en 1975, soit - 60 %), Fontaine-les-Hermans (201 h en 1801, 96 en 1975, soit - 52 %), Huclier (- 52 %), Sains-les-Pernes, Tilly-Capelle, Fiefs (900 h en 1836, 592 en 1911, 366 en 1975, soit - 59 % depuis 1836) etc ...

Le second type (plus typique du Ternois et du Haut-Pays) diffère du premier par une moindre diminution des effectifs de population. Le maximum de peuplement est souvent apparu plus tardivement que dans le cas précédent, et surtout le nombre des habitants n'a diminué que lentement. Les communes appartenant à ce type n'ont perdu que 30 à 40 % de leurs effectifs depuis un siècle ou plus. Ni la natalité, ni la mortalité ne sont responsables de cette situation, car pendant longtemps, avant que le vieillissement ne fasse sentir ses effets, ces phénomènes pesaient d'un

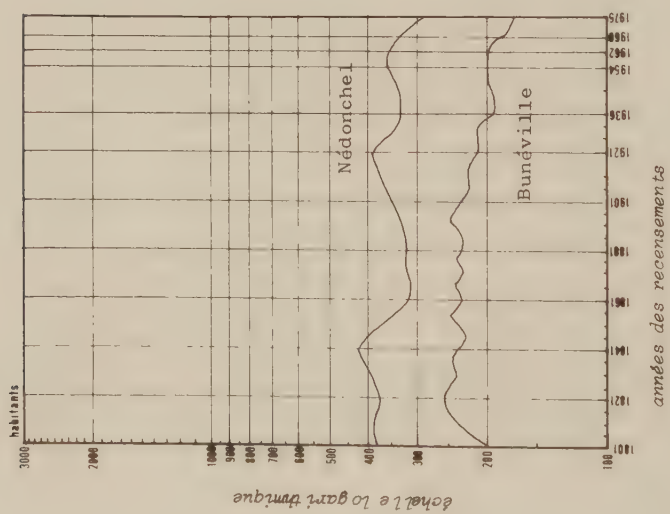


FIG. 168 : Nédorochel (c. d'Heuchin)
Bundville (c. de St-Pol-sur-Ter-
noise)

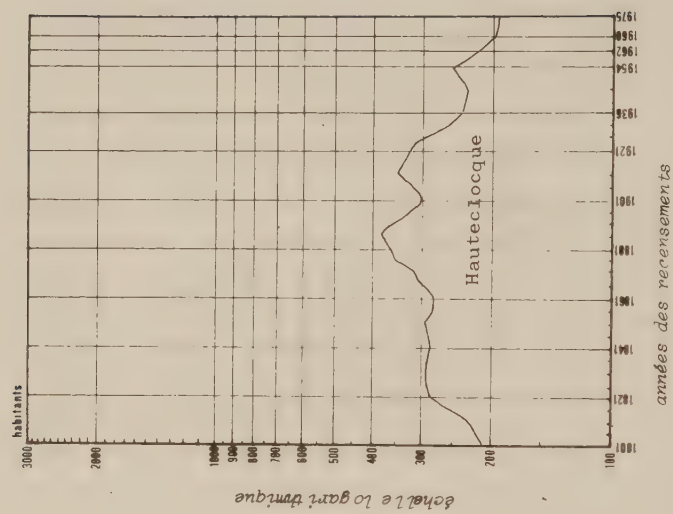


FIG. 169 : Hauteclocque (c. de St-Pol-sur-Ter-
noise)

poids sensiblement égal sur chaque population communale. L'intensité de l'exode rural fut la cause profonde de la différenciation entre l'évolution des communes. Bien souvent on ne peut plus guère savoir pourquoi deux communes voisines n'ont pas connu tout-à-fait la même évolution démographique, l'une perdant 30, l'autre 60 % de sa population dans un même laps de temps, surtout si toutes deux présentent aujourd'hui des caractéristiques assez proches. Toutefois on remarque que les communes appartenant à ce second type possèdent en général moins d'actifs agricoles que celles du premier type et qu'elles sont plus peuplées. Mais ce n'est qu'une règle générale contredite par des cas particuliers.

Buneville (canton de Saint-Pol-sur-Ternoise) peut servir d'illustration de ce type d'évolution. En 1821, date du maximum de peuplement, la commune comptait 255 habitants, en 1861 elle en comptait encore 227, en 1911 226, en 1936 181 et en 1975 175 (soit - 31 % seulement qu'en 1821). On mesure ici combien la diminution de population, commencée pourtant très tôt, a été lente et combien elle s'est atténuée depuis 1926 (cf. graphique) . . . D'autres communes illustrent également ce type : Croix-en-Ternois (318 h en 1866, 193 en 1975, soit - 39 %), Maisnil (308 h en 1861, 209 en 1975, soit - 32 %), Tangry (- 34 %), Sachin (- 34 %), Nédonchel (- 34 %), Monchy (- 34 %), Bours (- 27 %), Eps (- 39 %), Bryas (- 36 %), Herlin-le-Sec, Ostreville etc ... Cette énumération suffit à montrer que ce type est presque aussi répandu que le précédent. Il prend plus d'importance vers le Nord, c'est à dire près des sources d'emploi non agricole qui jalonnent le rebord de l'Artois au contact du pays minier (secteur de Hou-

dain/Pernes).

Un certain nombre de communes, peu nombreuses, présentent des évolutions intermédiaires entre ces deux types, soit que, comme à Hauteclouque, la baisse de population, bien que rapide, n'ait débuté que tardivement (1886), soit que, bien que plus précoce, elle n'ait pas pris trop d'ampleur (ex : Foufflin-Ricametz :
- 45 % depuis le maximum de 1820).

- Le Haut-Artois et le Boulonnais :

Bien que cette région présente plus de contrastes que le Ternois, avec une opposition plus nette entre des communes de plateau vouées aux cultures et des communes aux terroirs plus accidentés où l'herbe et l'élevage prédominent, on n'y rencontre pas davantage de différences dans l'évolution démographique des populations communales que dans le Ternois (seules diffèrent les communes blotties au fond des vallées principales et que nous étudierons plus loin).

Dans le canton d'Hucqueliers, on trouve des communes qui appartiennent au premier type rencontré dans le Ternois : ex : Herly (- 78 % depuis le maximum de peuplement), Saint-Michel-sous-Bois (- 60 %), Aix-en-Ergny (- 57 %), Avesnes (- 64 %), mais aussi des communes qui appartiennent au second type de ce secteur : ex : Bécourt (- 33 %), Bezinghem (- 25 %), Ergny (- 32 %). Les communes plus herbagères, établies entièrement sur les petites vallées affluentes des cours d'eau principaux ou à cheval sur ces vallées, semblent dans leur ensemble n'avoir pas mieux résisté à

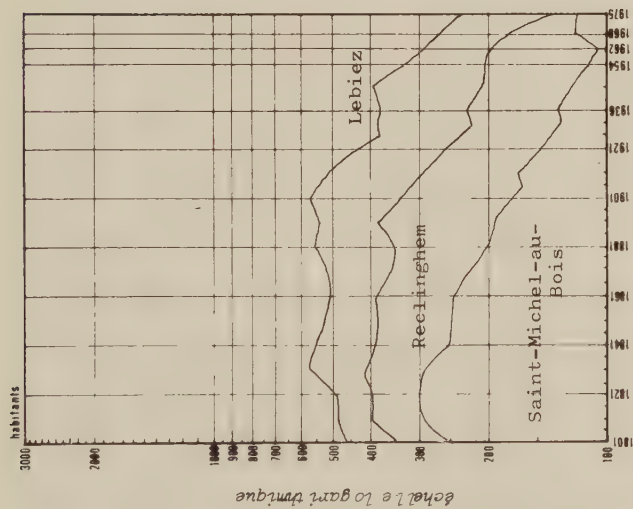


FIG. 170 : Lebiez (c. de Fruges)
Reclinghem (c. de Fauquembergues)
Saint-Michel-au-Bois (c. d'Hucqueliers)

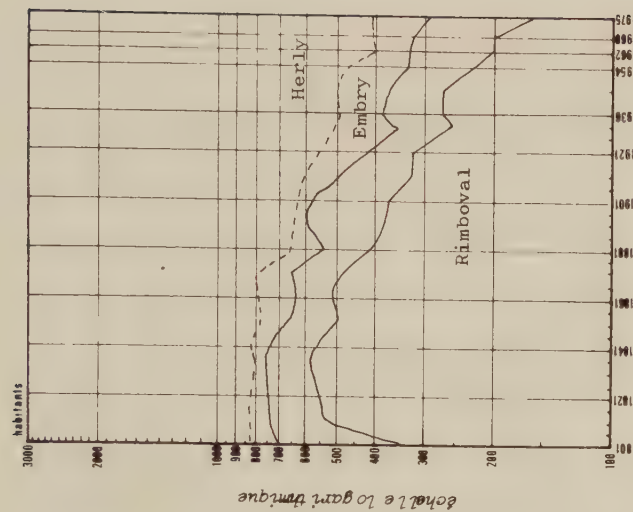


FIG. 171 : Herly (c. d'Hucqueliers)
Embry (c. de Fruges)
Rimboval (c. de Fruges)

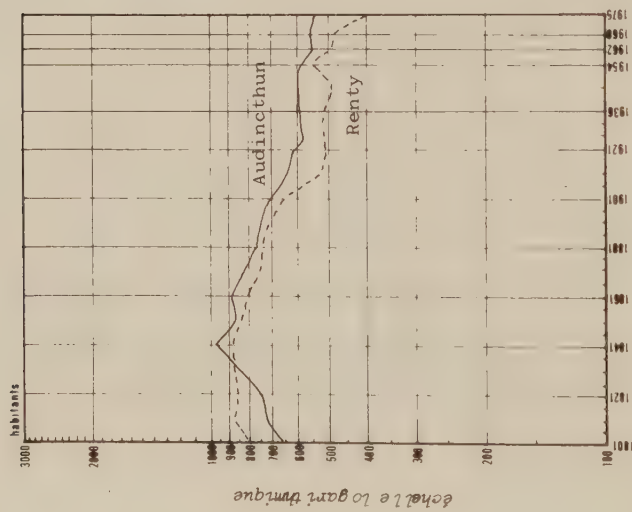


FIG. 172 : Audincethun (c. de Fauquembergues)
Renty (c. de Fauquembergues)

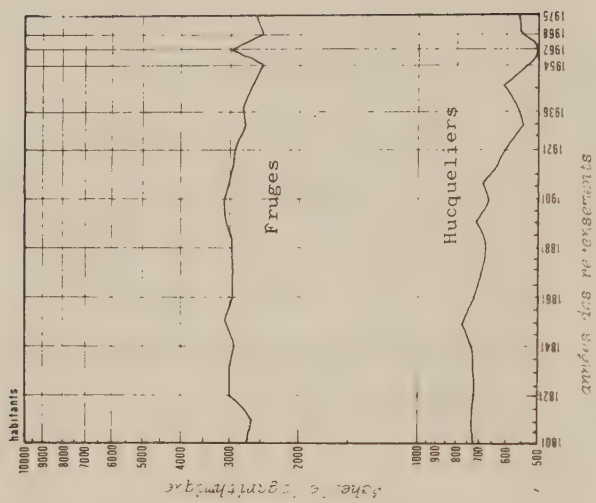


FIG. 173 : Fruges
Hucqueliers

la dépopulation que celles cises sur le plateau proprement dit, en dehors d' Enquin-sur-Baillons dans la vallée de la Course (- 24 %).

La situation est identique dans le canton de Fruges. Dans les deux cantons d'Hucqueliers et de Fruges, aucune commune n'a vu sa population s'accroître depuis un siècle. Celle dont la décroissance a été la moindre, Fruges, qui fait pourtant figure de petit centre rural (avec encore aujourd'hui plus de 2500 h) a une population inférieure de 20 % à ce qu'elle était en 1826 (année du maximum). 29 des 48 communes qui constituent les deux cantons ont perdu plus de 50 % de leur population (et 10 plus de 60 %) depuis leur maximum de peuplement (antérieur pour près des 3/4 des communes à 1850), 13 seulement ont perdu moins de 40 % de leur population et parmi elles les petits centres ruraux de Fruges, déjà cité, et de Hucqueliers.

Vers le Nord, la situation est cependant un peu différente. Par les vallées de la Lys et surtout de l'Aa, l'industrie a pénétré jadis à l'intérieur du plateau et a certainement contribué au maintien d'effectifs plus importants de population; notamment à proximité de Lumbres et de la moyenne vallée de l'Aa. La proximité de l'agglomération de Saint-Omer diminue également l'impression d'isolement que ressent plus fortement la population des cantons de Fruges et d'Hucqueliers. Enfin l'agriculture s'identifie davantage à celle du Ternois. Mais il ne s'agit que de nuances. On ne note aucune différence fondamentale dans les activités. Cependant bien plus rares sont les communes dont la dépopulation est

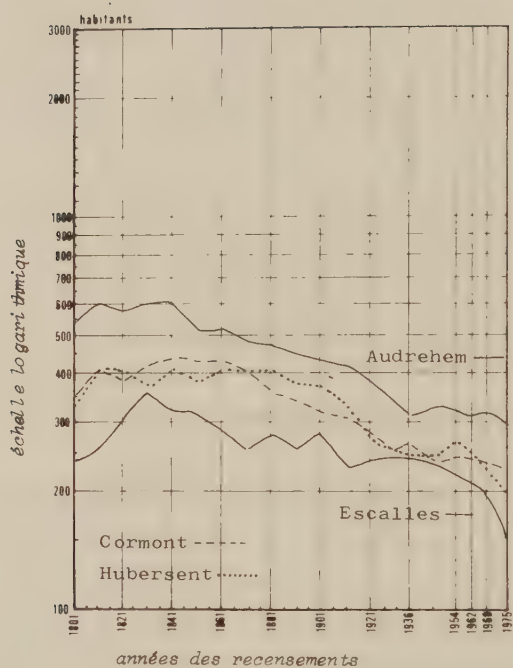


FIG. 174 : Audrehem (c. d'Ardres)
Cormont (c. d'Etaples)
Hubersent (c. d'Etaples)
Escalles (c. Nord-Ouest de Calais)

aussi accusée que dans les secteurs de Fruges et d'Hucqueliers ou dans le sud de l'Artois. Certes dans le canton de Lumbres, des communes comme Boisdingham (- 49 %), Bouvelinghem (- 51 %), Haut-Loquin (- 49 %), Ledinghem (- 53 %), Leulinghem (- 63 %), Quercamps (- 51 %), et dans le canton de Fauquembergues, des communes comme Audincthun (- 43 %), Dennebroeucq (- 43 %), Laïres (- 56 %), Reclinghem (- 68 %), Renty (- 52 %) etc ... ont perdu des effectifs importants depuis leur maximum de peuplement et ne diffèrent guère des communes du Ternois à forte dépopulation que par l'apparition plus tardive de ce phénomène. Sur le plateau même il est peu fréquent de rencontrer des communes que leur dépopulation limitée apparente au second type du Ternois : Bomy (- 25 %), Avrout (- 19 %).

Le Haut-Boulonnais n'apparaît démographiquement que comme le prolongement vers l'Ouest des types d'évolution du Haut-Pays. Au Sud entre la dépression du Bas-Boulonnais et la vallée de la Canche, l'évolution démographique a provoqué des diminutions importantes mais moins précoces que dans le Ternois : Hubersent a perdu 56 % de sa population depuis son maximum, Widehem 48 %, Cormont 52 %, Bernieulles 54 %, Longvillers 55 %, Maresville 64 %, Inxent 48 %, Halinghen 45 %, Lacres 46 %. Au Nord, les diminutions ont été moins importantes, on retrouve ici la différence constatée entre le Nord et le Sud du plateau artésien. Entre la lèvre Nord de la boutonnière et la plaine maritime, les hauteurs du Guinois ne diffèrent pas démographiquement du reste du Haut-Pays. Nort-Leulinghem, Mentque-Northécourt, Audrehem (canton d'Ardres), Pihem, Sanghen, Boursin (canton de Guines), Havelinghen, Audinghen, Bazinghen, Tardinghen (canton de Marquise), Escalles

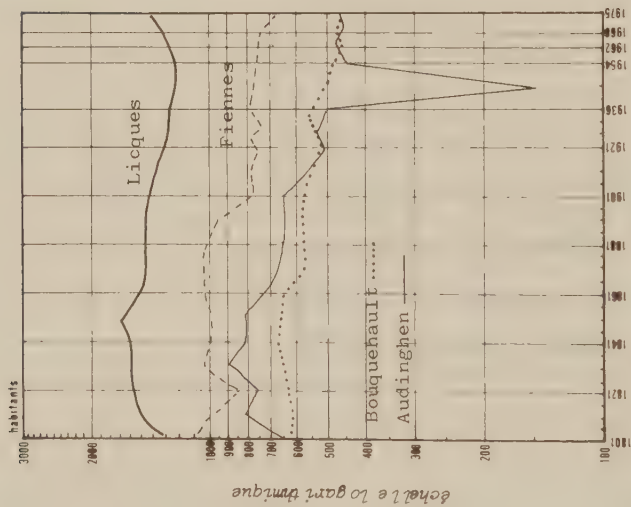


FIG. 175 : Licques (c. de Guines)
Fiennes (c. de Guines)
Bouquehault (c. de Guines)
Audinghen (c. de Marquise)

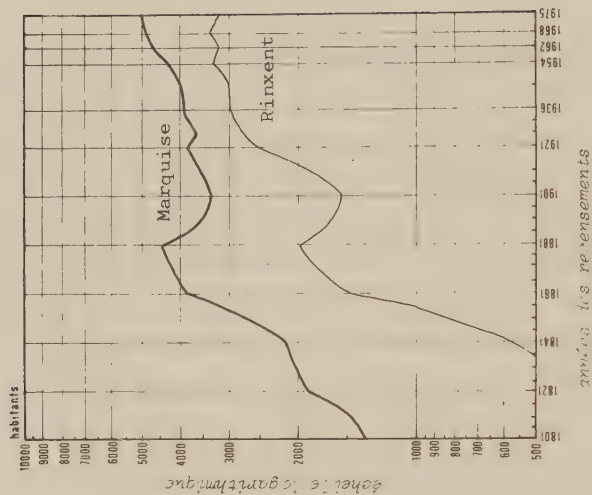


FIG. 176 : Marquise
Rinxent (c. de Marquise)

(canton de Calais) ont perdu plus de 40 %, et parfois plus de 50 % de leur population depuis un maximum de peuplement en général antérieur à 1850. Mais un grand nombre de communes n'ont perdu que des effectifs plus modestes, en particulier à proximité des carrières de la Vallée Heureuse et des petites villes de Guines et de Marquise (cf. Bas-Boulonnais). Hardinghen, Alembon, Fiennes, Campagne-les-Guines, Audinghen n'ont perdu que de 30 à 40 % de leur population depuis leur maximum, en général aussi précocement que dans le reste du Haut-Boulonnais.

- La "vallée heureuse" et l'agglomération de Marquise :

Encaissée dans les hauteurs qui dominent au Nord la fosse du Boulonnais, la vallée de la Slack a été échancrée de multiples carrières d'où l'on extrait le marbre (essentiellement à usage funéraire) et des matériaux d'empierrement, tandis que dans une confluence de la vallée se développait la petite industrie de Marquise (primitivement sidérurgie sur la houille locale, aujourd'hui fonderie à Marquise et Rinxent, constructions métalliques et industries alimentaires).

Le développement de l'agglomération s'est fait en deux étapes : la première très rapide de 1801 à 1881 (où Marquise passa de 1 300 à 4 300 h, Rinxent de 400 à 1 980 h, Réty de 1 000 à 2 400 h), la seconde succédant à une brève phase de forte récession démographique de 1901 à nos jours (pendant laquelle la population de Marquise passa de 3 300 à 5 000 h, celle de Rinxent de 1 400 à 3 300 h, celle de Réty, bien plus modestement, de 1 400 à 1 600 h).

Ainsi sur l'ensemble du plateau on assiste à une dépopulation générale, plus marquée dans le Sud et le Sud-Est qui avoisinent la Picardie, plus faible dans le Nord et le Nord-Ouest plus proches des grandes zones d'activité du littoral et du Bas-Pays. Les conséquences de cette évolution différenciée sont évidentes. Le Sud et surtout le Sud-Est présentent un degré de vieillissement et un affaiblissement du dynamisme démographique qu'ignorent le Nord et le Nord-Ouest de l'Artois.

Mais on ne peut réduire l'Artois au plateau. Ce n'est que pour la clarté de l'exposé que nous avons dissocié l'étude de la population des communes du plateau de celle des communes des vallées. Cependant les vallées ont beaucoup mieux résisté que le plateau au dépeuplement.

3) Les vallées :

On ne peut annoncer de règle absolue quant-à l'évolution du peuplement des vallées de l'Artois. Les petites vallées ne jouent qu'un rôle absolument secondaire. Seules les communes cises dans les vallées principales ont connu, et encore parfois localement uniquement, un comportement démographique différent de celui des communes du plateau. Ainsi la localisation sur la Ternoise semble avoir été bénéfique à de nombreux villages tandis que la localisation sur l'Authie ou la Canche semble n'avoir favorisé que les centres les plus importants.

- La vallée de la Ternoise :

C'est autour de Saint-Pol-sur-Ternoise que l'évolution démographique des communes de la vallée de la Ternoise contraste le plus avec celle des communes du plateau.

Saint-Pol-sur-Ternoise a toujours été le principal centre rural du Ternois dont il a longtemps été la sous-préfecture. De ce rôle traditionnel, elle a conservé une importante activité commerciale et tertiaire et un rayonnement certain sur la partie centrale du plateau artésien. Elle est demeurée une ville de marchés et de foires qui a accueilli tout naturellement les nouvelles institutions et organisations agricoles et les industries agricoles et alimentaires. Ces dernières activités ont réanimé la ville et provoqué, après une longue période de stagnation, une nouvelle croissance des effectifs dont ont bénéficié également les communes voisines situées dans l'axe de la vallée : Saint-Michel-sur-Ternoise à l'Est et Gauchin-Verloingt à l'Ouest. Au début du XIX^e siècle, Saint-Pol-sur-Ternoise était une commune relativement importante, peuplée de 3 400 habitants environ, mais qui ne connut guère d'expansion démographique puisque à la fin de ce siècle elle ne s'était pas accrue de plus de 500 h. La première guerre mondiale réanima quelque peu cette petite ville située juste en arrière du front et en 1921 saint-Pol possédait près de 5 000 habitants, mais sa population devait ensuite diminuer lentement, comme dans l'ensemble du Ternois, pour s'accroître à nouveau, de façon irrégulière après la dernière guerre (5 717 h en 1954). Gauchin-Verloingt fut une des rares communes du Ternois à avoir connu une croissance régulière (mais bien entendu très modeste)

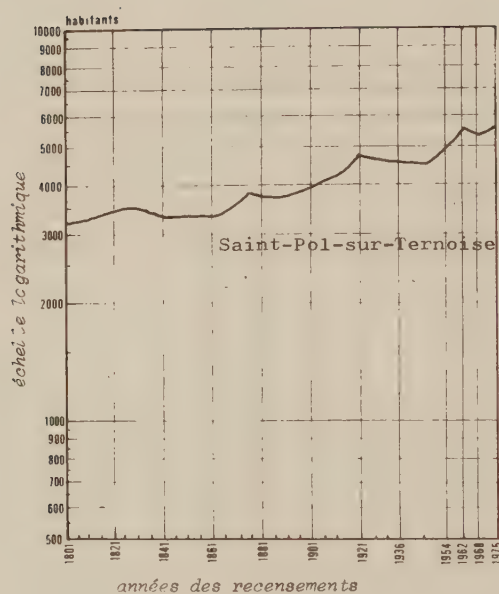


FIG. 177 : Saint-Pol-sur-Ternoise

au cours du XIX^e siècle, qui s'est poursuivie, mais avec des hésitations, au XX^e siècle (465 h en 1975). Tandis que la population de Saint-Michel-en-Ternoise n'a commencé à s'accroître avec lenteur qu'à la fin du XIX^e siècle et ne s'est véritablement étoffée que depuis une vingtaine d'années (518 h en 1954, 935 en 1975), en liaison directe avec le nouveau développement de Saint-Pol dont les effets sont ressentis jusqu'à Roëllecourt (462 h en 1801, 296 en 1936, 366 en 1975). La modération du déclin démographique caractérise les communes de la vallée de la Ternoise en aval de Saint-Pol. Les maxima de population y apparurent beaucoup plus tardivement que sur le plateau (1876 à Siracourt, Wavrans-sur-Ternoise, et Blangy-sur-Ternoise, 1906 à Troisvaux, 1946 même à Ramécourt) et le dépeuplement n'y eut que des effets limités : Ramécourt : - 12 % depuis son maximum de peuplement, Siracourt : - 22 %, Troisvaux : - 24 %, Wavrans-sur-Ternoise : - 19 %, Heu-
min : - 17 %, la population de Bergueneuse a même augmenté.

A proximité d'Hesdin et de la confluence avec la Canche, la situation devient un peu différente, l'implantation des usines textiles du secteur industriel d'Hesdin ayant modifié les conditions du peuplement. Avec sa filature de coton, Auchy-les-Hesdin, dont la croissance s'est poursuivie jusqu'aujourd'hui, apparaît déjà comme une sorte de banlieue industrielle d'Hesdin (1 400 h en 1861, 1 680 en 1911, 1 897 en 1975) et s'apparente aux communes de la vallée de la Canche.

- La vallée de la Canche -

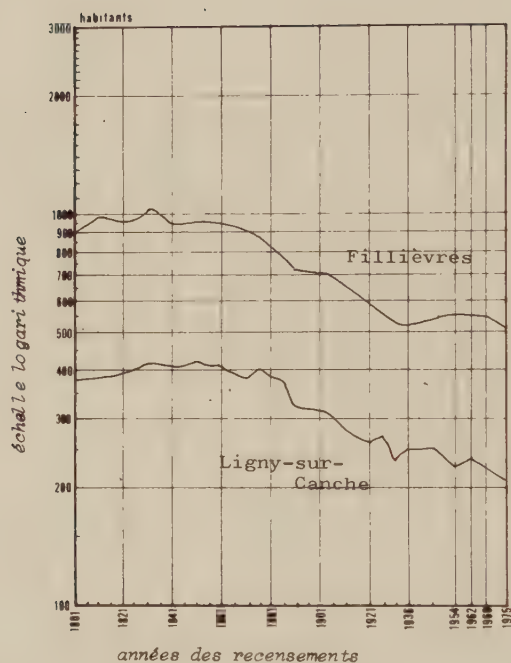


FIG. 178 : Filièvres (c. du Parcq)
Ligny-sur-Canche (c. d'Auxi-le-Chateau)

Dans la vallée de la Canche, à la différence de la vallée de la Ternoise, le déclin des petites activités industrielles qui [56] s'étaient diffusées et maintenues jusque pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, fut défavorable à l'évolution démographique des communes rurales de la vallée. Situées entièrement dans la vallée, ou à cheval sur la vallée et le plateau, toutes ces communes connurent un destin analogue à celui des communes du plateau : l'exode rural et consécutivement le dépeuplement y provoquèrent un déclin démographique important et précoce. En amont de Frévent, Magnicourt-sur-Canche, Rebreuve-sur-Canche, Bouret-sur-Canche ont perdu plus de la moitié de leur population, et souvent beaucoup plus, depuis le milieu du XIX^e siècle. En aval de Frévent, les pertes n'ont guère été moins importantes : Ligny-sur-Canche : 431 h en 1831, n'a plus que 219 h en 1975 (- 49 %), Boubers-sur-Canche : 895 h en 1846, n'en avait plus que 548 en 1962, mais a retrouvé des effectifs plus nombreux depuis, Monchel et Conchy-sur-Canche ont perdu par contre 54 % de leur population depuis leur maximum de peuplement, Fresnoy 40 %, Wail et Fillièvres, en dépit d'un arrêt de la décroissance depuis 1962, 43 % etc ... Même les petites villes ont été constamment menacées de dépeuplement. Certes Frévent, petite ville industrielle, a connu une croissance active continue de 1801 à 1911. Depuis des phases d'expansion et de récession se sont succédées, mais jamais Frévent n'a retrouvé ses effectifs du début du XX^e siècle.

Le dépeuplement a frappé beaucoup plus tôt Hesdin et Montreuil. Aucun de ces deux vieux centres historiques n'a vérita-

blement accueilli l'industrie. Certes Hesdin a jadis possédé un peu de textile, puis de la bonneterie et des petites industries diverses, filatures et tissages se sont implantés dans les villages limitrophes des vallées de la Canche (Marconne, Huby-Saint-Leu) ou de la Ternoise (Auchy-les-Hesdin), relayés par de nouvelles industries (industries alimentaires à Marconnelle, industries chimiques et des plastiques à Marconne), mais Hesdin a conservé essentiellement ses fonctions de centre agricole et de desserte commerciale des régions rurales avoisinantes qui se dépeuplaient, aussi la ville qui comptait déjà plus de 3 600 h en 1801, n'en comptait déjà plus que 3 380 en 1851, et environ 3 000 de 1901 à 1946 ; après une reprise éphémère après-guerre, sa population a été ramenée en 1975 à 3 248 h, soit moins qu'en 1801. Par contre Marconne, Marconnelle, Huby-Saint-Leu ont vu leur population s'accroître lentement depuis le début du XIX^e siècle. Cependant aucune de ces communes n'est encore peuplée de plus de 1 300 habitants. Petit centre industriel (papeterie, machines agricoles), à mi-chemin entre Hesdin et Montreuil, Maresquel (devenue en 1975 Maresquel-Ecquemicourt) a profité de sa situation dans la vallée, sur l'axe principal de circulation, pour ravir à Campagne-les-Hesdin une partie de ses fonctions de centre rural, et surtout ses fonctions commerciales, ce qui a permis à la population de cette petite commune de doubler entre 1911 et 1975 (1 005 h), cependant que le dépeuplement frappait les communes voisines : Beaurainville, Lespinois, Marles-sur-Canche, Brimeux, Marenla, Marant, Bouin-Plumois.

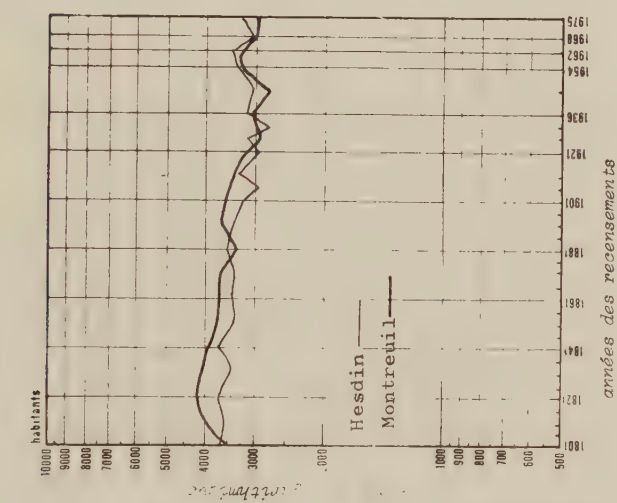


FIG. 179 : Hesdin
Montreuil

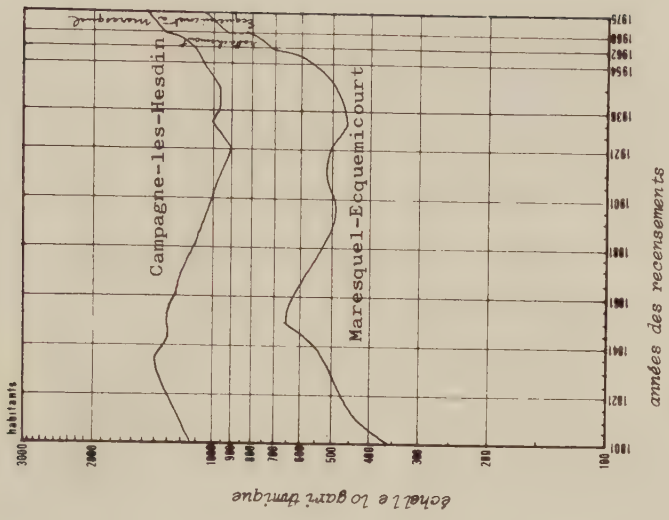


FIG. 180 : Campagne-les-Hesdin
Maresquel-Ecquemincourt (c. de Campagne-les-hesdin)

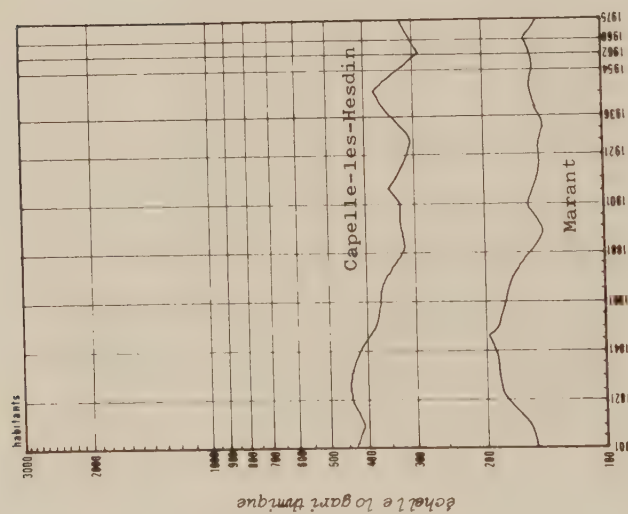


FIG. 181 : Capelle-les-Hesdin (c. d'Hesdin)
Marant (c. de Campagne-les-Hesdin)

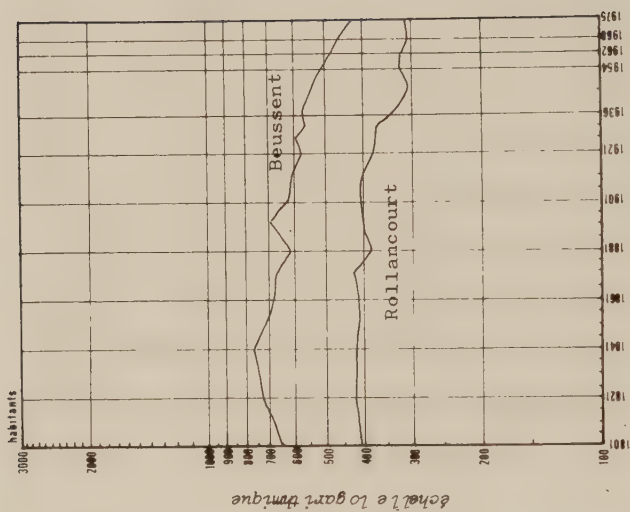


FIG. 182 : Beussent (c. d'Hucqueliers)
Rollancourt (c. du Parcq)

Montreuil a encore moins bien résisté qu'Hesdin au dépeuplement. Entre 1830 et 1840, la ville fut peuplée de plus de 4 000 h. C'était une de ces sous-préfectures tranquilles, comme la France en comptait tant, ville de notables, centre de foires et de marchés, rayonnant à la fois sur l'aval de la vallée de la Canche, sur le plateau bordier et sur le Marquenterre, avant que le développement de Berck et du Touquet ne transforme radicalement la vie du littoral. Ville sans véritable industrie, Montreuil maintint ses fonctions administratives, mais plus difficilement, celles de centre commercial d'une région en dépeuplement et ne put échapper à une érosion lente de ses effectifs de population. Dès 1872, la ville ne possédait plus 3 500 h, et après 1921 elle en possédait moins de 3 000. Une légère, mais éphémère, reprise démographique entre 1954 et 1962 ramena les effectifs à 3 300 en 1962, mais depuis la décroissance a repris et Montreuil ne compte plus que 2 840 h.

Dans l'élargissement de la vallée entre Montreuil et la mer et dans les entonnoirs que dessinent les vallées affluentes de la Canche, les communes rurales se sont dépeuplées beaucoup moins vite que sur le plateau. La proximité des centres d'emploi du littoral et la présence de quelques petites industries (sucrerie d'Attin, constructions mécaniques à Wailly-Beaucamp) ont limité l'exode rural de régions à vocation pourtant herbagère. Beaumerie-Saint-Martin, La Madeleine-sous-Montreuil, La Calotterie n'ont perdu que 20 à 30 % de leur population depuis leur maximum de peuplement. Beutin et Attin n'ont atteint leur maximum qu'en 1968.

Dans les petites vallées adjacentes à celle de la Basse-Canche, Frencq, Brexent-Enocq, Recques-sur-Course, Montcavrel, Beusent n'ont également perdu que de 20 à 30 % de leur population, bien que leur maximum de peuplement ait été aussi précoce que ceux des communes du plateau.

Dans le prolongement de l'estuaire de la Canche, entre la falaise morte et la mer, la conquête des terres sur les marais littoraux s'acheva plus tardivement encore que dans la Flandre maritime et la population continua à y croître au cours du XIX^e s. ; et si les communes proches du plateau artésien ont souvent tendance aujourd'hui à se dépeupler lentement, les communes plus proches de l'agglomération de Berck tendent au contraire à se développer ainsi qu'en témoignent les exemples de Groffliers et surtout de Rangdu-Fliers (800 h en 1881, 1 500 h en 1936, 2 800 h en 1975).

- La vallée de l'Authie :

Parallèle à celle de la Canche, la vallée de l'Authie n'a jamais connu le même destin. Elle est demeurée beaucoup plus agricole et n'a jamais accueilli la même densité de petites villes. Elle n'a jamais bénéficié non plus de la même ouverture sur le plateau qu'offraient à la vallée de la Canche les vallées affluentes de la Ternoise et de la Course. Enfin, frontière entre Artois et Picardie, elle est périphérique par rapport à la région du Nord et aux anciens Pays-Bas. En dehors de Doullens, la seule ville importante de la vallée, mais ville picarde, on n'y trouve qu'une petite ville : Auxi-le-Chateau.

Auxi-le-Chateau a conservé une certaine force d'attraction sur les communes environnantes, grâce à ses fonctions commercia-

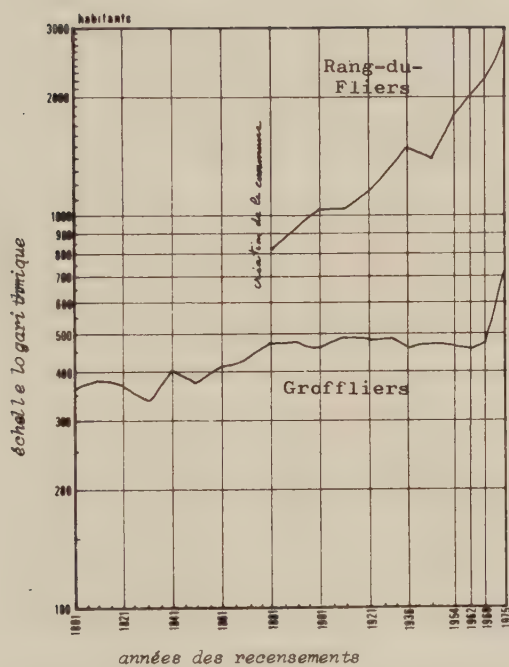


FIG.183 : Rang-du-Fliers (c. de Montreuil)
Groffliers (c. de Montreuil)

les traditionnelles et à son industrie. Jadis centre d'industrie à domicile appartenant à la fabrique picarde de Doullens, Auxi-le-Chateau a souffert , à la fin du XIX^e siècle, du déclin de cette activité. Souvent mise en parallèle avec Frévent, ville voisine cise dans le même canton, mais en amont de la Canche, Auxi s'est développée moins vite au XIX^e siècle : 2 500 h vers 1800, 3 171 en 1881, et surtout a vu sa population décroître à partir de 1881 (2 500 h en 1911). Ce n'est qu'en 1921, avec le développement des constructions mécaniques, qu'Auxi a retrouvé une lente croissance démographique qui s'est poursuivie jusqu'aujourd'hui (3 229 h en 1975), alors que les effectifs de population de Frévent se stabilisaient.

En aval d'Auxi, aucune ville ne s'est implantée sur l'Authie, et les petites communes rurales de la vallée se sont toutes dépeuplées au même rythme que celles du plateau encadrant. Les maxima de peuplement y sont apparus aussi précocement (dès 1809 à Villers-l'Hopital, en 1831 à Labroye, en 1836 à Tollent, en 1841 à Le Ponchel, Wavrans-sur-l'Authie, Beauvoir-Wavans, Maintenay et Tilly-Noyelle, et entre 1870 et 1900 dans les trois communes situées en amont : Reussent, Colline-Beaumont et Nempont-Saint-Firmin) et les diminutions de population y ont été très fortes (- 72 % à Villers-l'Hopital, - 65 % à Nempont-Saint-Firmin, - 62 % à Tilly-Noyelle, - 58 % à Le Ponchel, - 56 % à Tollent, - 62 % à Maintenay, - 54 % à Roussent, - 55 % à Raye-sur-Authie, - 50 % à Tortefontaine, - 62 % à Labroye). La commune dont le dépeuplement a été le moins prononcé : Beauvoir-Wavans a néanmoins

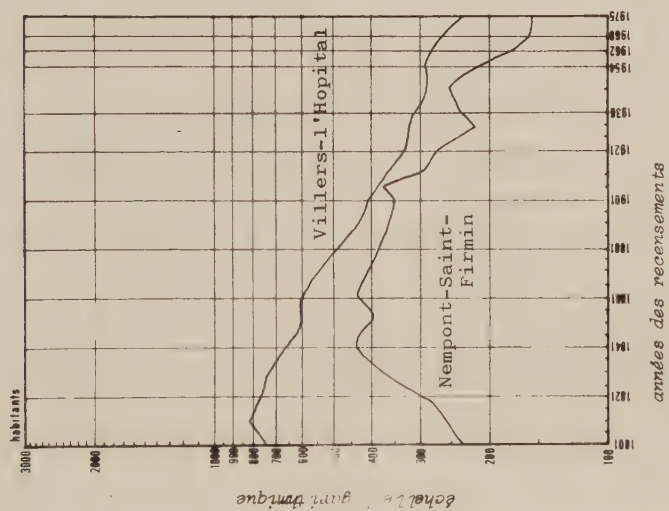


FIG. 184 : Villers-l'Hopital (c. d'Auxi-le-Chateau)
Nempont-Saint-Firmin (c. de Montreuil)

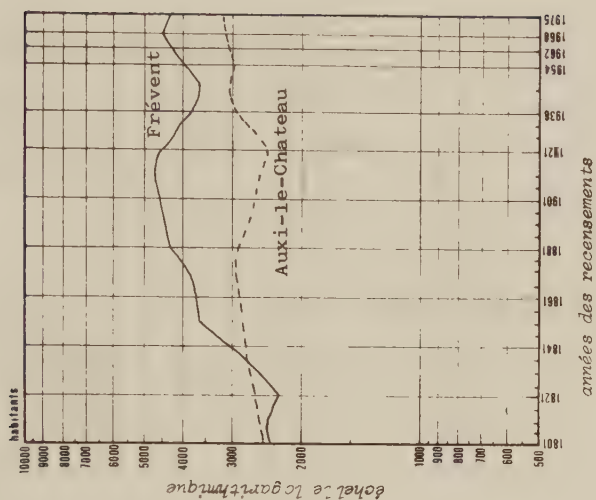


FIG. 185 : Frévent (c. d'Auxi-le-Chateau)
Auxi-le-Chateau

perdu 46 % de sa population depuis 1841.

Les communes dont la population a le moins diminué ne doivent généralement cette situation qu'à un ralentissement récent de la décroissance, peut-être imputable au développement du tourisme dont il est encore difficile de mesurer les conséquences démographiques dans les zones rurales de la région.

- La vallée de la Haute-Lys :

Au Nord, la vallée de la Haute-Lys n'a pas davantage attiré les villes et l'industrie que celle de l'Authie, mais elle débouche sur les zones plus industrialisées de la Lys moyenne (Isbergues) et à proximité du foyer industriel d'Arques. Enfin le maintien, comme dans le nord du Ternois de la polyculture céréalière familiale semble y avoir favorisé le maintien de plus fortes densités de population agricole. Dans les communes de la vallée de la Lys proprement dite, dans les communes bordières, comme dans le pays d'Aire, la population n'a diminué que de 30 à 40 % depuis le milieu du XIX^e siècle : Coyecques (- 28 %), Audincourt (- 42 %), Clarques (- 39 %), Herbelles (- 29 %), Ingheem (- 27 %), Thérouanne (- 22 %), Roquetoire (- 17 %), Ecques (- 19 %), Fauquembergues (- 17 %), Dohen (- 30 %).

- La vallée de l'Aa :

L'influence des industries d'Arques et de Saint-Omer est encore plus nette sur la haute vallée de l'Aa. A proximité du coude d'Arques, par lequel l'Aa débouche dans le Bas-Pays, la

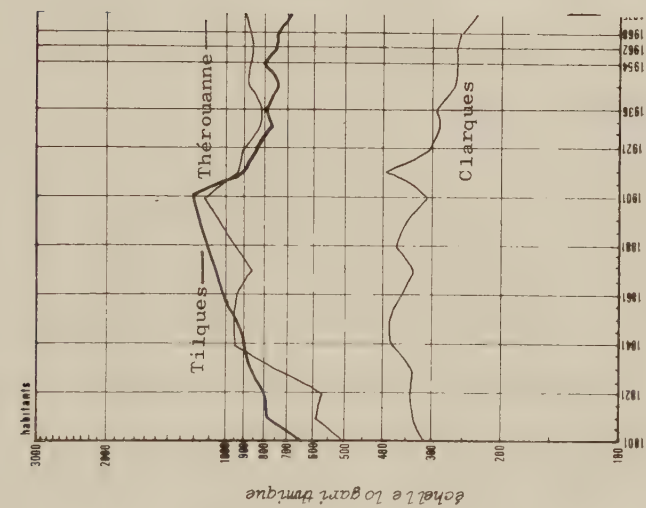


FIG. 186 : Théroutanne (c. d'Aire)
Clarques (c. d'Aire)
Tilques (c. Nord de Saint-Omer)

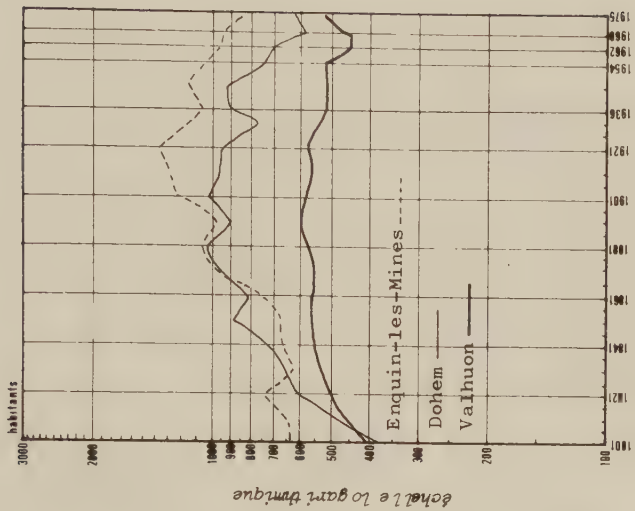


FIG. 187 : Enquin-les-Mines (c. de Fauquem-
gues)
Dohem (c. de Lumbres)
Valhuon (c. d'Heuchin)

vallée est devenue une rue d'industries, et Blendecques, Wizernes, Longuenesse font maintenant partie de l'agglomération de Saint-Omer/Arques.

Plus en amont, l'industrie n'est jamais absente. Elle s'y est implantée anciennement en cherchant à profiter de la force motrice créée par l'écoulement des eaux du fleuve.

Le long de l'Aa et de son affluent le Bléquin, en bordure des cressonnières et des bassins de pisciculture, sont alignées des petites usines et des petites cités ouvrières : jadis brasseries, moulins, vanneries, tanneries, blanchisseries etc ... Aujourd'hui encore, malgré la disparition d'un grand nombre de ces industries, on trouve des papeteries à Affringues, Elnes, Hallines, Wavrans-sur-l'Aa, Ouve-Wirquin, une poudrerie à Esquerdres, des tuileries, une bonneterie à Nielles-les-Bléquin, une scierie à Bayenghem-les-Eperlecques. Mais la petite industrie s'est surtout concentrée à Lumbres.

Lumbres, jadis simple petit centre rural, peuplé de 530 h vers 1800, et qui ne comptait encore que 1 500 h vers 1900, a vu sa population s'accroître rapidement après 1920 avec l'industrialisation de la commune en liaison avec celle de l'agglomération de Saint-Omer, pour atteindre 2 500 h en 1936 et 3 800 en 1975.

Mais le destin démographique des petites communes de la vallée fut souvent différent. Presque toutes ont vu leur population décroître, quelquefois depuis la fin du XIX^e siècle (Nielles-les-Bléquin, Wavrans-sur-l'Aa), souvent assez récemment, après la dernière guerre (Esquerdres, Remilly-Wirquin, Ouve-Wirquin, Set-

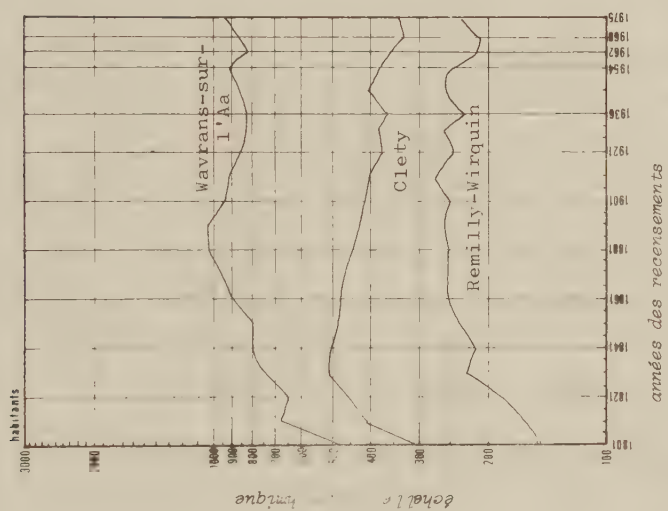


FIG. 188 : Wavrans-sur-l'Aa (c. de Lumbres)
Cléty (c. de Lumbres)
Remilly-Wirquin (c. de Lumbres)

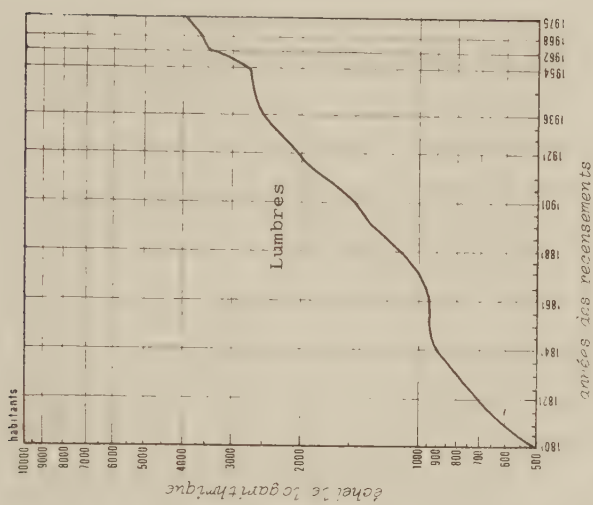


FIG. 189 : Lumbres

ques). Les diminutions de population, assez fortes dans les communes de la vallée demeurées exclusivement agricoles (- 30 à - 50 % comme sur le plateau), furent plus modérées dans celles qui s'étaient industrialisées et ce, d'autant plus que la décroissance fut récente. Et si Affringues, Alquines et Remilly-Wirquin ont perdu quelques 15 à 20 % de leur population, Esquerdes, Setques, Wavrans-sur-l'Aa n'en ont perdu que 5 à 10 %.

III - 3. La zone de contact entre Haut et Bas-Pays :

A proximité de l'escarpement, qui borde une grande partie de l'Artois, l'évolution démographique des communes rurales diffère profondément de celle des communes du plateau proprement dit. L'industrie du Bas-Pays est proche et s'est même implantée sur le rebord lui-même, en particulier dans la dépression d'Houdain. Cimenteries, briquetteries jalonnent le talus bordier escavé de multiples carrières, ainsi que des chevalements de mines abandonnées et de vieilles usines désaffectées.

Enfin, aux deux extrémités de l'Artois, dans la région de Saint-Omer et sur la moyenne vallée de la Scarpe, les usines se sont multipliées en arrière du front du talus.

La présence de l'industrie et la proximité de gros foyers industriels ont complètement modifié les conditions de la croissance démographique. [57]

- La zone de contact entre Haut et Bas-Boulonnais :

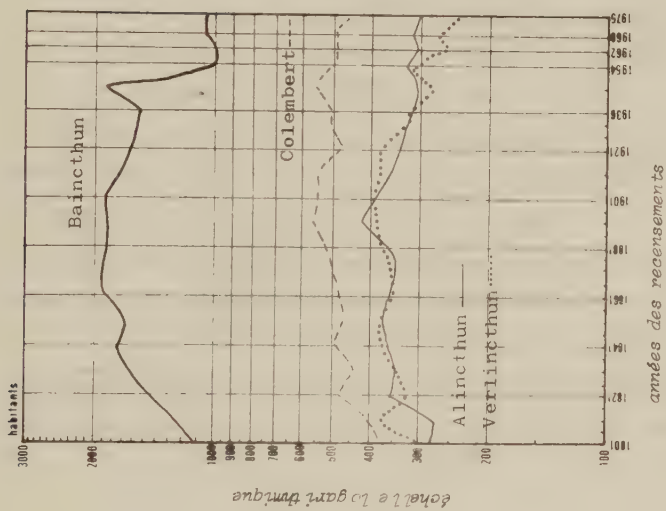


FIG. 190 : Colembert (c. de Desvres)
Alincthun (c. de Desvres)
Verlincthun (c. de Samer)
Baincthun (c. Sud de Boulogne s/ Mer)

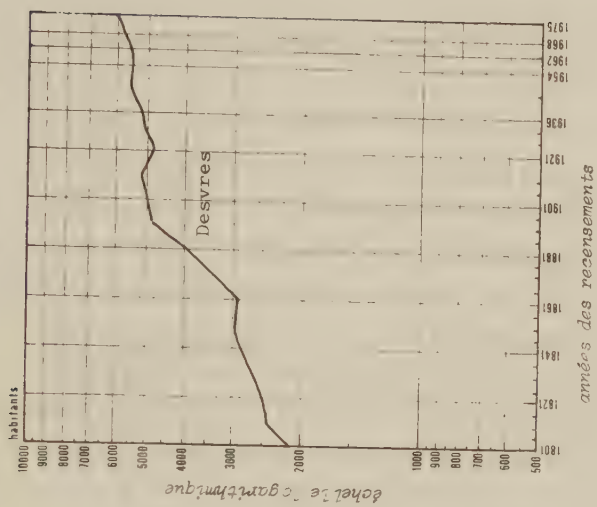


FIG. 191 : Desvres

L'évolution démographique des communes bordières de la zone de contact entre Haut et Bas-Boulonnais (à proximité des zones d'emploi de Marquise et Boulogne-sur-Mer) est à rapprocher de celle des communes qui bordent la zone de contact entre le Haut-Pays et la plaine flamande. La population de Colembert (sur la lèvre Nord du Boulonnais) par exemple est demeurée quasiment stable depuis la fin du XIX^e s., celle d'Alincthun a à peine diminué. Sur la lèvre Sud, plus éloignée des zones d'emploi, les diminutions ont été plus prononcées (ex : Verlincthun).

Desvres, petite ville développée au contact du Haut et du Bas-Boulonnais et petit centre industriel (faïenceries, céramique) a connu une expansion lente mais régulière depuis près de deux siècles qui a porté sa population d'à peine plus de 2 000 h en 1801 à plus de 6 000 en 1975.

- Le pays de Guines et la bordure Nord du Haut-Boulonnais :

Sur le glacis par lequel le Boulonnais retombe sur la plaine maritime, la population rurale a mieux résisté que sur les hauteurs à l'exode rural. D'une part la proximité de Calais et de Saint-Omer, celle des industries agro-alimentaires du Bas-Pays et des industries de la vallée de la Slack ont permis le maintien dans les villages et les hameaux d'une population vivant d'activités non agricoles. Les effectifs de population sont demeurés très stables au cours des XIX^e et XX^e s.

La population d'Eperlecques, de l'ordre de 2 000 h au début du XIX^e s. a légèrement dépassé cet effectif de 1860 à 1920. La lente

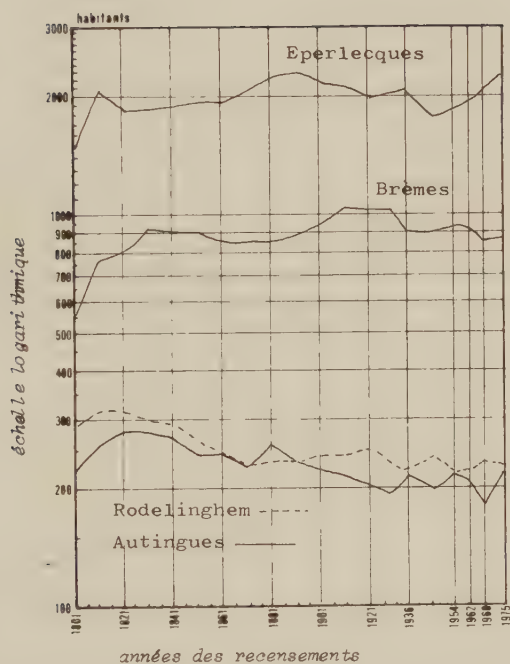


FIG. 192 : Eperlecques (c. d'Ardres)
Brèmes (c. d'Ardres)
Rodelinghem (c. d'Ardres)
Autingues (c. d'Ardres)

diminution du nombre des habitants qui s'y était manifestée à partir du début de ce siècle a pris fin après la dernière guerre et Eperlecques a retrouvé à peu près sa population des années 1880 (maximum de peuplement) : 2 276 h en 1975.

Cette reprise démographique qu'Eperlecques doit surtout à son cadre agréable à coté de Saint-Omer ne s'est pas manifestée dans les communes voisines dont la population n'a cependant que très légèrement diminué (moins de 20 % depuis le maximum moins tardif) à Louches, Bayenghem, Bonningues, Brèmes, Rodelinghem, Autingues, Balinghem, Tournehem-sur-la-Hem etc ...

Les petites villes du contact entre la plaine maritime et le glacis : Guines et Ardres, ont connu un développement lent mais régulier, grâce à leur rôle de centre commercial (et récréatif dans le cas d'Ardres) local, à leurs petites industries (sucrerie à Ardres) et au développement de leur fonction résidentielle à proximité de Calais et St. Omer. Ardres qui avait 1 500 h. au début du XIX^e s. en comptait 2 500 au début de ce siècle et 3 126 en 1975. Guines fut toujours plus importante : 2 600 h. vers 1800, 4 300 à 4 500 de 1860 à 1960, un peu plus de 5 000 actuellement, et son expansion a favorisé celle de la commune voisine de Landrethun-le-Nord.

- Les pays d'Aire et de Lillers :

Nous avons vu comment le développement industriel de la moyenne vallée de l'Aa (Wizernes, Blendecques, Arques) avait provoqué l'urbanisation de ces secteurs et affecté les communes rurales voisines, où les populations, après une période de faible

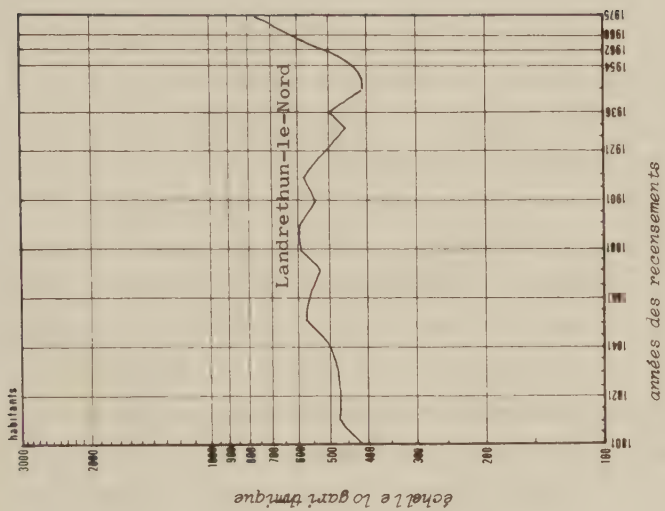


FIG. 193 : Guines
Ardres

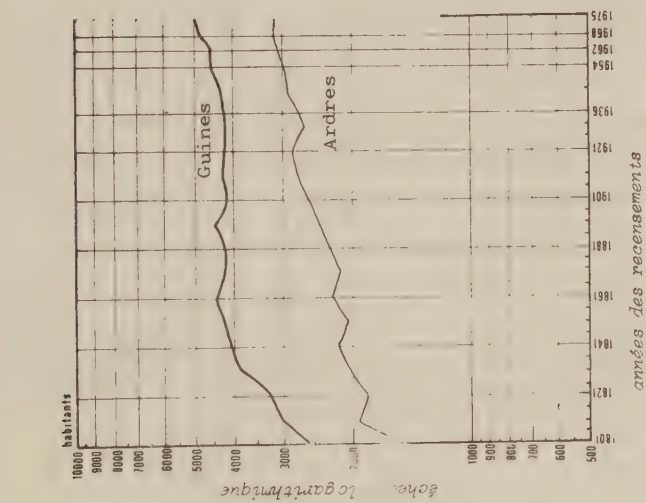


FIG. 194 : Landrethun-le-Nord (c. de Marquise)

diminution, avaient retrouvé une certaine croissance (Campagne-les-Wardrecques, Heuringhem, Tatinghem), et comment le même phénomène avait limité le dépeuplement des communes rurales entre Aire et Saint-Omer. (Thérouanne, Clarques).

Le dépeuplement fut également limité dans le secteur situé au Nord du Ternois entre Thérouanne (vallée de la Haute-Lys) et Pernes (vallée de la Clarence). L'industrie n'a jamais existé que dans un petit nombre de communes de la partie bordière du plateau, mais elle a alimenté et elle alimente toujours un courant permanent de migrations alternantes, jadis d'ouvriers-paysans, aujourd'hui essentiellement d'ouvriers ruraux sans aucun lien avec l'agriculture, vers les centres d'activités tertiaires et industrielles d'Aire, d'Isbergues, de Lillers et de l'Ouest du pays minier.

L'évolution démographique des communes rurales du canton de Norrent-Fontes (communes peuplées actuellement de 500 à 1 000 habitants) rend parfaitement compte de ce phénomène. Les communes situées à l'Ouest du canton, c'est à dire les plus éloignées des centres industriels d'Isbergues, de Lillers ou de la dépression d'Houdain, sont celles dont le dépeuplement a été le plus prononcé, équivalent ou même supérieur à ce qu'on enregistre habituellement dans le Nord du Ternois (- 59 % à Liettes depuis le maximum de peuplement de 1881, - 55 % à Ligny-les-Aire, - 52 % à Westrethem). Ces communes les plus dépeuplées sont également celles dont la population active est le plus marquée par l'agriculture (qui occupait en 1968 60 % des actifs de Westrethem, 55 % de ceux de Liettes et de Ligny-les-Aire).

Important marché rural et vieille ville de commandement, au contact du Haut et du Bas- Pays, première ville en amont de la Lys, déjà peuplée de près de 8 000 h en 1801, Aire est demeurée à l'écart de la grande vague d'industrialisation du XIX^e s., et le déclin démographique qui s'y amorça dans la seconde moitié du XIX^e s. aurait sans doute amenuisé les effectifs de sa population si les aciéries d'Isbergues ne s'étaient développées à proximité. Rares sont les villes de la région qui comme Aire ont conservé une population presque stationnaire depuis deux siècles.

Lillers par son industrie (fonderie, constructions métalliques, chaussures, sucrerie) fait par contre partie des villes qui se sont développées sur les marges du bassin minier.

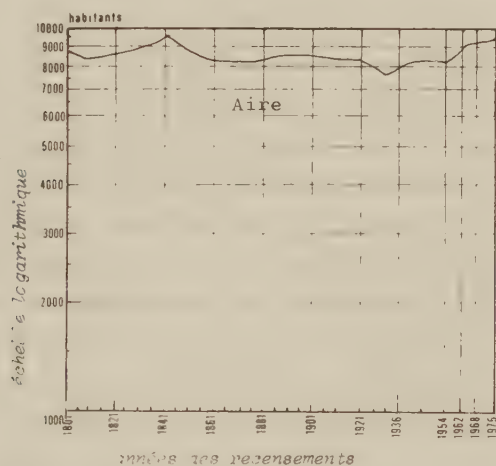


FIG. 195 : Aire

Enfin il faut rappeler que dans la seconde partie du XIX^e s., la houille avait été exploitée sur le plateau même à Ferfay, Amettes, Estrée-Blanche, Ligny-les-Aire etc... Un certain nombre d'industries s'étaient greffées sur ces mines : briquetteries, tuileries, céramiques (à Blessy, Ferfay, Ames, Lambres, Mazinghem, Norrent-Fontes, Saint-Hilaire-Cottes) et des industries diverses (sucreries à Auchy-au-Bois, sucrerie et brasserie à Bourecq, clouterie à Norrent-Fontes). Mal situées ces mines durent rapidement cesser leur activité et les industries ont presque totalement disparu du plateau. Seule Norrent-Fontes a conservé un atelier de confection (220 employés). Mais le développement des migrations alternantes a limité les conséquences démographiques de la disparition des activités industrielles du plateau. Néanmoins la plupart des communes ont vu leur population diminuer après 1921 lorsque les mines périphériques ont été abandonnées.

Cependant aujourd'hui encore les communes de ce secteur sont demeurées davantage peuplées que celles plus agricoles situées plus au Sud. Il est à noter que les communes rurales où l'agriculture joue un rôle encore notable (30 à 40 % des actifs) ne se sont pas toujours dépeuplées plus rapidement que celles où la part de l'agriculture était plus réduite. Enquin-les-Mines où la population s'était accrue jusqu'en 1921 a perdu 38 % de ses habitants, Ames, Amettes et Ferfay ont perdu 25 à 35 % de leurs habitants depuis la première guerre mondiale. Or si la population d'Ames comprenait en 1968 40 % d'agriculteurs parmi ses actifs, celle de Ferfay n'en comprenait que 9 %. Par contre une petite commune comme Lespesses où 35 % de la population vit actuellement de l'agriculture n'a perdu que 19 % de ses effectifs depuis 1911.

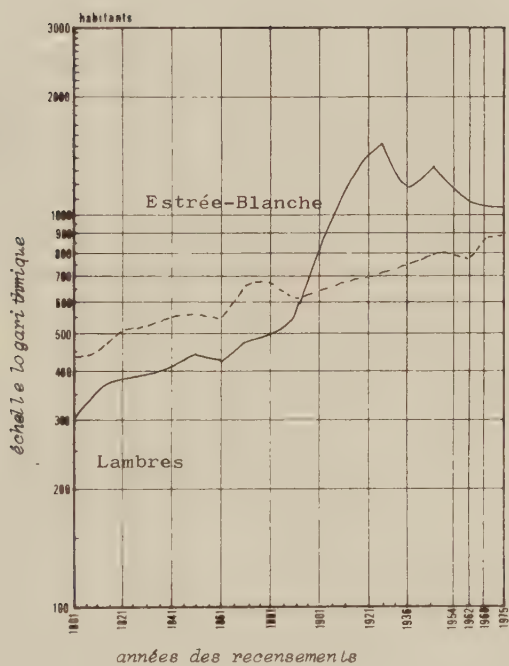


FIG. 196 : Estrée-Blanche (c. de Norrent-Fontes)
Lambres (c. de Norrent-Fontes)

- Le secteur de Pernes-Houdain :

A hauteur de Houdain, dans une dépression anticlinale située en arrière du rebord de l'Artois, la houille a été longtemps exploitée. Nous ignorerons ici les communes minières dont l'évolution sera étudiée en même temps que des celle des autres communes industrielles. Mais plus encore que dans le secteur de Norrent-Fontes, la proximité du charbon a favorisé ici le maintien de la population rurale.

L'exploitation des limons pour la briquetterie, la tuilerie et la céramique, et l'exploitation de la craie pour la cimenterie ont donné naissance à l'industrie, mais une industrie peu fourvoyeuse d'emplois, sauf à La Comté où la concentration de l'industrie de la brique et de la céramique fournit plus de 500 emplois. L'essentiel des ouvriers travaillaient dans les mines, aujourd'hui ils sont employés dans les industries dérivées du charbon ou les industries de reconversion du bassin minier.

Comme dans le secteur précédent, les maxima de population des communes rurales ont été tardifs (fin du XIX^e siècle au plus tôt) et souvent même récents : 1954 à Fresnicourt-le-Dolmen, 1968 à Maisnil-les-Ruitz et à Ourton, 1975 à Rebreuve-Ranchicourt. Les diminutions de population sont modestes : Diéval (canton de Saint-Pol-sur-Ternoise) n'a perdu que 18 % de sa population depuis son maximum de peuplement, Anvin (canton d'Heuchin) 10 %, Aumerval 28 %, Bailleul-les-Pernes 28 %, Marest 18 %, Pressy 16 %, Gauchin-Legal 25 %, Beugin 23 %, Valhuon 15 % etc ... Il s'agit de petites communes à dominante agricole, peu peuplées (non tournées vers les productions spéciales, mais pratiquant la même polyculture que le reste du plateau).

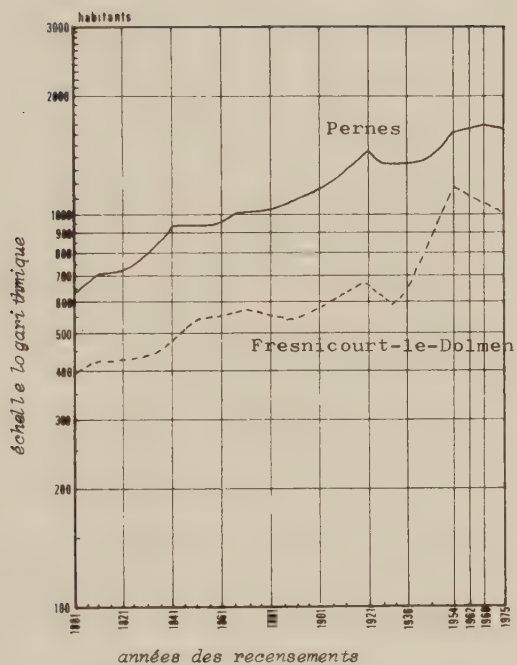


FIG. 197 : Pernes (c. d'Heuchin)
Fresnicourt-le-Dolmen (c. d'Houdain)

Lorsqu'à la fin du XIX^e siècle ou au cours du XX^e, les communes sont devenues des communes rurales à population ouvrière dominante, leur déclin démographique a été bien moindre encore : Camblain-Chatelain (- 16 %), Fresnicourt-le-Dolmen (- 14 %), Maisnil-les-Ruitz (- 6 %), Pernes (- 3 %), Ourton (- 4 %), Rebreuve-Ranchicourt et La Comté (pas de diminution).

Ces communes rurales ont moins souffert que les communes minières de la diminution des activités des houillères pour deux raisons : d'abord parce que la majorité des ouvriers y résidant ne travaillaient pas dans les mines proprement dites, mais dans les activités diverses greffées sur le bassin ou sur ses bordures, ensuite parce que leur population, habituée à des migrations alternantes, s'est révélée plus mobile et plus capable de s'adapter au marché de l'emploi.

- La zone bordière entre le pays minier et Arras :

La proximité des mines a eu des effets comparables et aussi durables dans le secteur situé au Sud de Lens, que dans les secteurs situés au Sud de Béthune et de Bruay-en-Artois, d'autant plus que la réduction de l'activité extractive ne s'y est opérée que tardivement.

Sur la bordure même du pays minier, la population s'est accrue jusqu'à aujourd'hui dans les communes qui fournissent des contingents importants d'ouvriers et de mineurs : grosses communes rurales partiellement urbanisées comme Ablain-Saint-Nazaire, Gouy-Servins, Angres, Aix-Noulette, Souchez, mais aussi petites

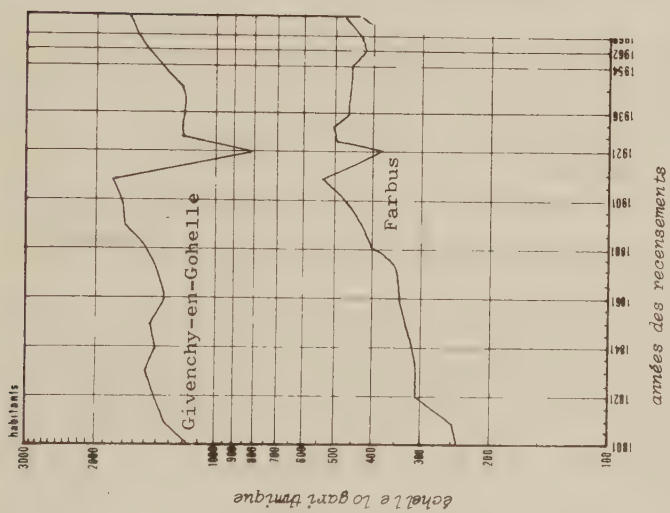


FIG. 198 : Givenchy-en-Gohelle (c. de Vimy)
Farbus (c. de Vimy)

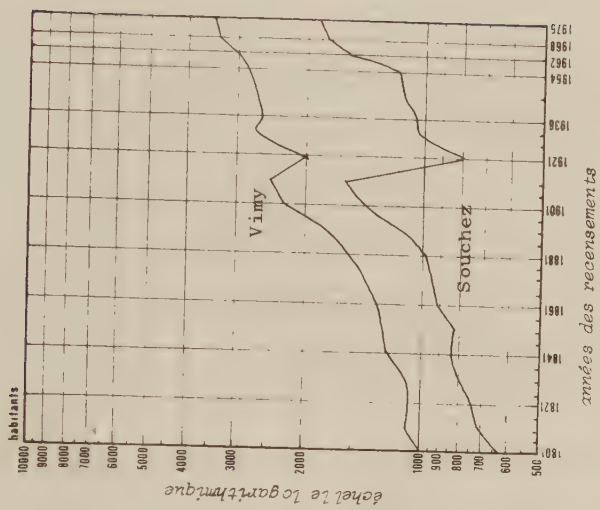


FIG. 199 : Vimy
Souchez (c. de Vimy)

communes comme Carency ou Bois-Bernard qui, en dépit des ravages de la guerre 1914-1918 (combats de Vimy et de la colline de Lorette) possèdent aujourd'hui une population aussi nombreuse qu'au début du siècle (Givenchy, Farbus et Willerval) et même parfois plus nombreuse (Carency, Bois-Bernard).

Certes la croissance démographique de ces communes rurales, situées à la périphérie méridionale du bassin, fut modeste, mais elle fut suffisante pour contraster vivement avec la décroissance régulière des communes voisines demeurées fortement agricoles comme Oppy (- 32 % depuis le maximum de population), Villers-au-Bois (- 24 %), Neuvireuil (- 43 %), Fresnoy-en-Gohelle (- 44 %), Arleux-en-Gohelle (- 31 %), Neuville-Saint-Vaast (- 33 %).

Vimy enfin a particulièrement bénéficié, au cours des dernières décennies, de l'importance donnée au gisement houiller d'Avion-Méricourt, et sa population est passée de 1 200 habitants vers 1861 à 2 500 en 1911, ramenée à 1 900 habitants en 1921, elle atteignait près de 3 000 h en 1962 et 3 316 h en 1975. Pourtant Vimy ne possède pas plus d'industries que les communes rurales voisines, et ce n'est ni un grand centre commercial, ni un centre de services.

Plus au Sud, les communes rurales ont bénéficié, au cours de la dernière décennie, de la création d'emplois dans l'agglomération d'Arras et se sont incorporées progressivement dans celle-ci.

Sur la Scarpe, les industries se sont par contre développées en bénéficiant de la proximité du charbon, et sont responsables du renforcement des densités rurales.

Si à l'Ouest, Maroeuil n'est plus qu'un centre textile déchu, en train de se fondre dans l'agglomération d'Arras, à l'Est le développement industriel remarquable de Biache-Saint-Waast et de Corbehem, aux portes de Douai, a profondément transformé les conditions d'évolution de la population des communes rurales voisines.

A Biache-Saint-Waast s'est implantée au XIX^e siècle la grosse métallurgie avec une usine des Forges de Chatillon-Commentry qui procure actuellement plus de 700 emplois auxquels il faut ajouter 100 à 200 emplois fournis par des firmes de sous-traitance. Brebières a accueilli l'industrie de la bakélite et quelques autres petites industries qui fournissent quelques 300 emplois. Tandis qu'à Corbehem les usines du groupe Béghin-Say (cartonnerie surtout et sucrerie) fournissent depuis longtemps l'essentiel des emplois du secteur : plus de 2 000 emplois, auxquels s'ajoutent plus de 500 emplois dans la grosse chaudronnerie et 500 dans des industries diverses.

Dans ces communes industrielles, la population s'est évidemment rapidement accrue. Abstraction faite de l'interruption de la croissance pendant la guerre de 1914-1918, la population de Biache-Saint-Waast s'est régulièrement accrue depuis le milieu du XIX^e siècle (1 000 habitants vers 1840, 2 100 vers 1900, 2 970 en 1954, 4 224 en 1975), celle de Corbehem s'est accrue à par-

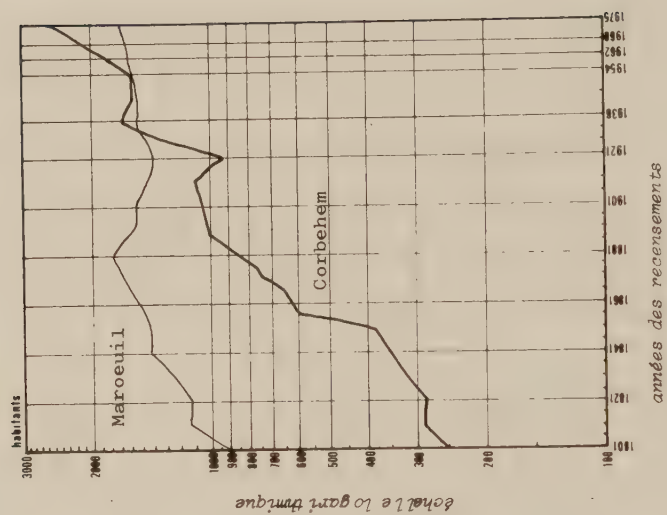


FIG. 200 : Vitry-en-Artois
Biache-Saint-Vaast (c. de Vitry-en-Artois)
Brebières (c. de Vitry-en-Artois)

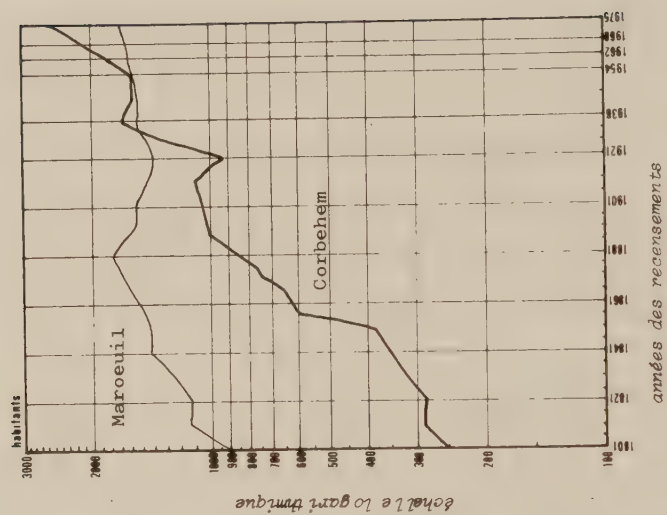


FIG. 201 : Corbehem (c. de Vitry-en-Artois)
Maroeuil (c. Nord d'Arras)

tir de 1856 (600 h) pour atteindre 1 160 h en 1911, 1 700 en 1936 et 2 611 en 1975, celle de Brebières s'est accrue d'abord plus lentement : 1 300 h vers 1820, 1 850 en 1901, 2 020 en 1936, puis s'est développée très rapidement au cours des vingt dernières années : 2 468 h en 1954, 4 285 en 1975, la population de Vitry-en-Artois est passée de 2 500 h en 1851 à 4 748 en 1975.

La création d'emplois dans ce secteur a modifié le comportement démographique des communes demeurées rurales qui, après une diminution de population considérable depuis le milieu du XIX^e siècle (tout à fait équivalente à celle que l'on mesure plus au Sud, dans les cantons de Croisilles ou de Marquion : - 50 % et souvent - 60 %), virent leurs effectifs se stabiliser (Boiry-Notre-Dame, Eterpigny, Noyelles-sous-Bellonne, Sailly-en-Ostrevent, Vis-en-Artois, Etaing, Amblain-les-Prés, Fresnes-les-Montauban) ou même s'accroître de 5 à 10 % et même plus depuis 1954 (Bellonne, Pelves, Plouvain, Rémy, Roeux, Tortequesne).

- Le secteur de la Sensée et de l'Ostrevent occidental :

Egalement en marge du pays minier, le secteur de la Sensée et de l'Ostrevent a mieux résisté à la tendance à l'exode que le Cambrésis voisin. Sur ces terres alluviales humides, l'agriculture a toujours accordé une grande place aux cultures spéciales (jadis lin, aujourd'hui ail et légumes) nécessitant une main d'oeuvre nombreuse qui trouvait naguère un complément indispensable de ressources dans des travaux non agricoles comme le rouissage du lin. Aujourd'hui une partie des habitants associe encore à une micro-ex-

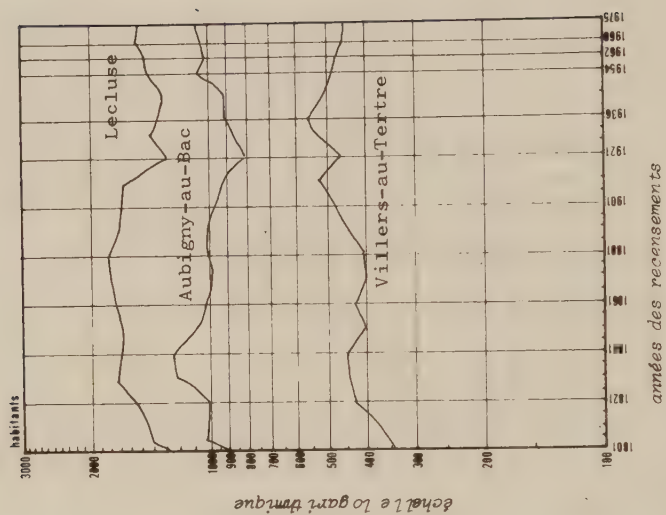


FIG. 203 : Lecluse (c. d'Arleux)
Aubigny-au-Bac (c. d'Arleux)
Villers-au-Tertre (c. d'Arleux)

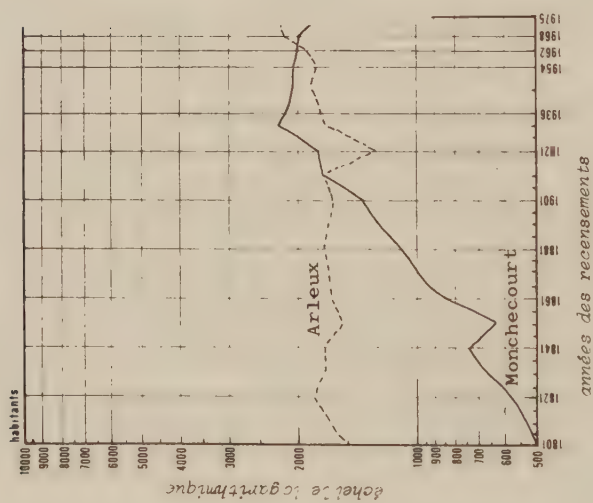


FIG. 202 : Arleux
Monchecourt (c. d'Arleux)

exploitation agricole un travail industriel permanent dans les usines du secteur de Vitry-en-Artois ou du Douaisis ou un travail temporaire notamment dans l'industrie sucrière. Mais la majeure partie de la population active est formée d'ouvriers, migrants alternants.

Aussi, non seulement les diminutions de population, lorsqu'elles ont eu lieu, ont été très modérées, mais dans un certain nombre de communes la population s'est accrue jusqu'aujourd'hui : Arleux (2 225 h en 1975), Cantin qui s'incorpore déjà à l'agglomération de Douai, Féchain, ou jusqu'à une date récente : Marcq-en-Ostrevent, Villers-au-Tertre, Monchecourt, Goeulzin, Erchin.

Dans aucune commune la population actuelle n'est inférieure de plus de 25 % à celle du maximum de peuplement et dans presque toutes elle est supérieure à celle de 1954.

- La bordure Sud du bassin houiller du Hainaut :

De Denain à Valenciennes, la frange méridionale du bassin houiller s'apparente à celle du bassin houiller du Pas-de-Calais.

Dans la plupart des villages, notamment à Avesnes-le-Sec, Emerchicourt, Hornaing, Lieu-Saint-Amand et Mastaing, la population s'est maintenue longtemps à des effectifs à peu près constants. Malgré une évolution récente défavorable, la population actuelle de la plupart des communes n'est pas très inférieure à ce qu'elle était au moment du maximum de peuplement à la fin du siècle dernier : Avesnes-le-Sec (- 16 %), Lieu-Saint-Amand (- 6 %),

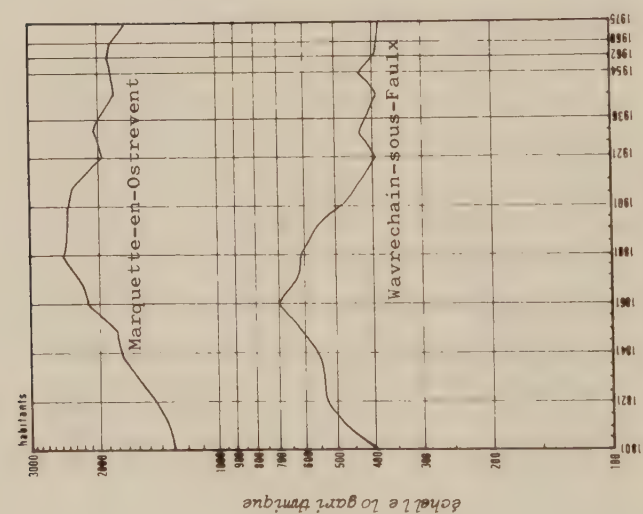


FIG. 204 : Marquette-en-Ostrevant (c. de Bouchain)
Wavrechain-sous-Faulx (c. de Bouchain)

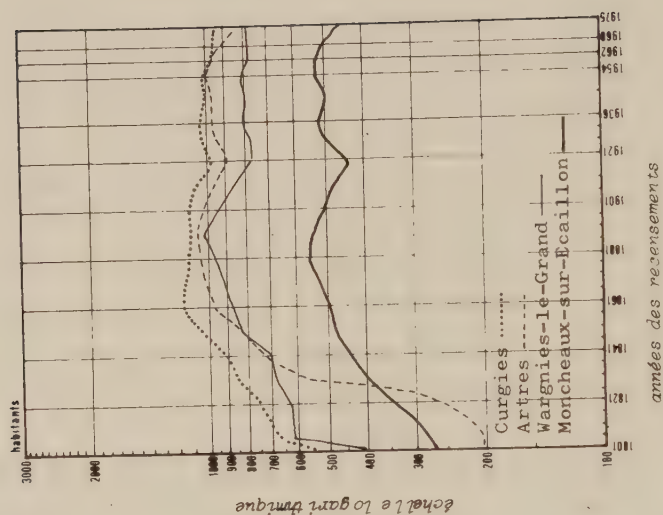


FIG. 205 : Curgies (c. Est de Valenciennes)
Artres (c. Sud de Valenciennes)
Wagnies-le-Grand (c. Ouest du Quesnoy)
Moncheaux-sur-Ecaillon (c. Sud de Valenciennes)

Mastaing (- 18 %), Moncheaux-sur-Ecaillon (- 16 %), Qiérenaing (- 4 %), Artres (- 19 %), Préseau (- 21 %), Sebourg (- 16 %), Curgies (- 21 %), Rombies-et-Marchipont (- 21 %).

Cette diminution paraît bien faible comparativement à celle qui a affecté les communes voisines du Hainaut rural (secteurs du Quesnoy et de la forêt de Mormal).

III - Les zones industrielles et urbaines :

A la stagnation ou la diminution des effectifs des populations rurales et à la stagnation ou la faible augmentation des effectifs des populations des petites villes et petites agglomérations, s'oppose l'exceptionnelle croissance démographique des bassins industriels et urbains et des grandes et moyennes agglomérations. La population de la région s'est concentrée au cours des XIX^e et XX^e siècles en deux masses principales dépassant chacune le million d'individus et très proches l'une de l'autre : la région urbaine de Lille et le pays minier, en deux masses secondaires : le chapelet des agglomérations littorales (450 000 habitants environ) et le bassin industriel de la Sambre (120 000 habitants environ), et en trois agglomérations moyennes de quelques 50 000 habitants : les agglomérations d'Arras, Saint-Omer et Cambrai.

a) La conurbation de Lille-Roubaix-Tourcoing-Armentières :

1) Une croissance fabuleuse au XIX^e siècle :

Au début du XIX^e s., Lille était déjà une des grandes villes de France, tandis que Roubaix et Tourcoing n'étaient que des petites bourgades. Mais la Révolution industrielle a provoqué une croissance spectaculaire de Tourcoing, de Roubaix et de leurs faubourgs, stimulée par la vigoureuse expansion de l'industrie textile. Avant la fin du XIX^e s., la population des deux villes avoisinait 100 000 h chacune. Ainsi, en moins d'un siècle, la population de Tourcoing s'était accrue de 580 %, celle de Roubaix de 1 300 %, entraînant une prolifération urbaine et industrielle anarchique sur le territoire des deux villes.

Jamais la croissance de Lille ne fut comparable. Comme la population y fut toujours nombreuse et les activités variées, le textile n'y joua pas le même rôle dynamique. En outre, Lille fut longtemps enfermée dans l'enceinte fortifiée de Vauban qui bloquait son expansion spatiale, alors que la population et les logements se multipliaient sans contrainte sur les territoires mêmes de Roubaix et de Tourcoing, avec des ramifications en direction de la Belgique, principale pourvoyeuse en immigrants. La croissance de Lille se limitait à celle de ses faubourgs (en particulier Wazemmes au Sud et Fives à l'Est) rattachés à Lille en 1858. Cependant, durant la seconde moitié du XIX^e s., la population lilloise s'accrut rapidement sur le nouveau territoire communal qui était de nouveau devenu insuffisant à la fin du siècle où l'on assistait déjà au rejet d'une partie de ses effectifs en banlieue.

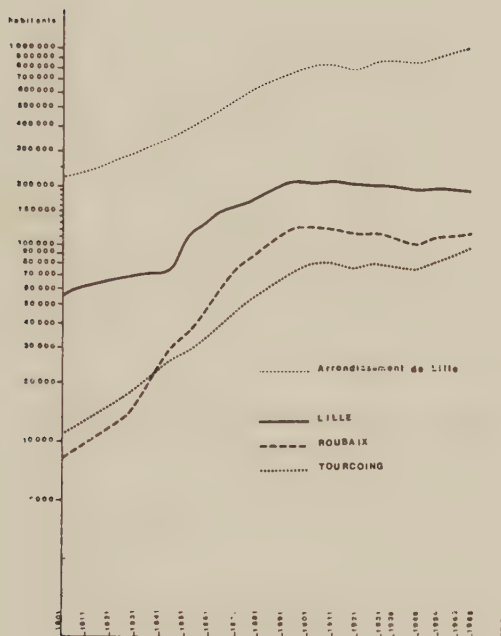


FIG. 206 : Croissance démographique de l'arrondissement de Lille. 1801-1968.

On ne pourrait décemment parler d'une agglomération de Lille-Roubaix-Tourcoing au début du XX^e siècle où se juxtaposaient encore, à quelques kilomètres les uns des autres, d'une part Roubaix-Tourcoing, agglomération du textile, et d'autre part Lille aussi peuplée que les deux villes précédentes réunies, et aux activités plus variées, qui conservait et renforçait son ancien rôle de commandement (préfecture, évêché, université, bourse, sièges sociaux etc ...), autour desquelles gravitaient des villes plus petites. Le ralentissement de la croissance de cette nébuleuse urbaine, dès la fin du XIX^e s., freina la rencontre des deux principaux éléments constituant la conurbation, que favorisait pourtant la construction du Grand Boulevard (1903) porteur d'un tramway électrique (le Mongy, 1911), axe de liaison et de peuplement.

1) 1. L'émergence des villes du textile au début du XIX^e s. :

Au début du XIX^e s., l'arrondissement de Lille, grâce à la forte concentration de population qui avait accompagné le développement de son agriculture et surtout de son industrie et de son commerce, était incontestablement l'un des plus urbanisés de France : 60 % de la population de l'arrondissement vivaient déjà dans des communes de plus de 2 000 habitants, et parmi les 40 % de ruraux restant beaucoup vivaient déjà dans les gros bourgs peuplés de 1 500 à plus de 2 000 h, dispersés dans tout l'arrondissement, où les fabricants lillois faisaient tisser leurs toiles, tandis que Croix, Flers, Hem, Leers, Lannoy travaillaient déjà pour les fabricants roubaisiens.

Roubaix et Tourcoing étaient encore des petites villes au caractère agreste, que la croissance démographique allait bouleverser, après que la filature puis le tissage se soient concentrés en usines. Filature et tissage de la laine et du coton s'y succédèrent, se complétèrent, s'y relayèrent, et de crise en crise assurèrent une expansion continue aux deux villes. Ville spécialisée au départ dans la filature de la laine, Tourcoing fut distancée peu à peu par Roubaix, qui se voua plus longtemps au coton et au tissage plus lucratifs, avant de venir à la filature de la laine. Pendant longtemps à côté des industries de type moderne, avec leurs machines mues mécaniquement et leurs grands ateliers, survécurent les métiers à bras traditionnels, soit sous forme d'industrie à domicile, soit concentrés en ateliers, à Roubaix et à Tourcoing mêmes et surtout dans les petites villes-satellites voisines où l'usine ne s'implanta que plus tardivement. Le développement industriel a cependant modifié profondément la physionomie de ces villes, avec la création de nouveaux quartiers, notamment autour des gares et des nouvelles routes, où s'enchevêtraient usines, corons et courées qui n'offrirent aux ouvriers que des conditions de logement et de vie sordides, jusqu'à ce qu'à la fin du siècle seulement, sous l'impulsion du catholicisme social, le patronat commença à construire quelques cités ouvrières plus décentes.

En 1851, Roubaix possédait déjà 34 698 habitants (et encore, l'élément belge qui commençait à y affluer était-il mal recensé, cf. 1° partie, chapitre 2) contre 8 820 h en 1801, Tourcoing

27 615 h contre 10 744 h en 1801 ; autour de ces villes la croissance des petites bourgades satellites appelées à former plus tard les villes de banlieue avait commencé : à Wattrelos la population était passée de 3 245 h en 1801 à 6 791 en 1831 et 9 432 en 1851, et à Marcq-en-Baroeul de 2 685 h en 1801 à 4 000 en 1851. Enfin à proximité, les communes déjà très peuplées au début du siècle de Roncq et Linselles étaient peuplées en 1851 de 3 600 h et Hal-luin de 5 400 h.

La croissance de Lille, pendant cette première partie du siècle, ne fut pas comparable à celle de Roubaix et Tourcoing. La population de la ville demeurait stable, mais celle des communes suburbaines (notamment de Wazemmes : + 120 % de 1821 à 1851) augmentait. Si l'on se réfère au territoire actuel de la ville de Lille, la croissance de la population qu'il portait ne fut cependant pas négligeable en valeur absolue, puisque celle-ci était passée de 64 000 h en 1801 à 80 850 h en 1831 et 100 500 h en 1851. Ainsi opposer la croissance de Roubaix à l'apathie de Lille, comme on le fait trop souvent, n'a pas de sens. En valeur absolue, les effectifs de population de la ville de Lille, y compris les communes rattachées en 1858, ont augmenté davantage que ceux de Roubaix ou de Tourcoing. En outre, un certain nombre de communes-satellites, notamment Loos (985 h en 1801, 2 421 h en 1851) et Haubourdin (1 845 h en 1801, 4 082 h en 1851), participaient déjà à la croissance démographique de l'agglomération lilloise.

Enfin à proximité, le long de la Lys et dans le canton de Quesnoy-sur-Deule, plusieurs centres textiles de moindre importance

s'étaient modestement développés : Armentières (7 484 h en 1801, 8 840 h en 1851) et Comines (4 530 h en 1801, 5 296 en 1851), les villes du lin et des toiles, et Quesnoy-sur-Deule (4 238 h en 1851).

Entre ces villes l'espace agricole occupait encore la majeure partie du territoire. Il ne faut pas se représenter cette urbanisation du XIX^e s., comme on se représente schématiquement celle d'aujourd'hui qui progresse depuis les centres des villes principales vers des communes périphériques de plus en plus lointaines, mais comme la croissance de petites villes, très rapide en certains cas, lente dans d'autres, mais toujours autonome et qui entraînait peu à peu leur coalescence.

A une distance plus grande, les petits bourgs dont les métiers travaillaient pour les fabricants lillois étaient encore actifs, et la population s'était lentement accrue dans les grosses communes rurales et les petites villes de Sainghin-en-Weppes, Cysoing, Templeuve, Baisieux, Wavrin, Wambrechies, Fâches-Thumesnil et Seclin.

1) 2. La poursuite de l'expansion démographique dans la seconde partie du XIX^e siècle :

La croissance de la population des agglomérations de Lille, Roubaix et Tourcoing se poursuivait sans discontinuité jusqu'à la veille de la première guerre mondiale.

De 1801 à 1841 la population de l'actuelle agglomération s'est accrue au rythme de 1,08 % par an, de 1841 à 1881, elle s'accrut à un rythme deux fois plus rapide : 2,85 % par an. Mais à

partir de 1881, le rythme s'infléchit et la croissance se ralentit fortement au début du XX^e s.. De 1881 à 1911, le rythme de croissance fut ainsi ramené à 1,05 % par an.

- Urbanisation et industrialisation demeurent intimement liées :

Après 1850 et surtout après 1860, l'industrie textile de la région lilloise, dont le poids économique était déjà écrasant avant 1850, poursuit sa progression qui s'accompagnait d'un foisonnement d'activités complémentaires jusqu'à figurer parmi les premières du monde. Mais le progrès social ne suivit que tardivement le progrès économique, et les variations de la conjoncture, les difficultés temporaires de certaines fibres, la concurrence entre nouvelles usines et vieilles industries à domicile rendirent souvent très difficiles les conditions de vie de centaines de milliers d'hommes qui s'entassaient de plus en plus nombreux dans les trois grandes villes du Nord et leurs satellites.

Durant cette période, Lille participa beaucoup plus que dans la période précédente à l'accroissement général de la population. Son rythme de croissance fut égal à celui de Tourcoing et à peine inférieur à celui de Roubaix. En valeur absolue, sa croissance égala presque la somme de celles de ces deux dernières villes.

En devenant coalescentes, les villes ne perdirent pas pour autant leur individualité. Toutefois nous sommes amenés à les regrouper en 3 ensembles : au Nord, le groupe de Roubaix-Tourcoing, au Sud, celui de Lille et à l'Ouest, celui d'Armentières.

- Le groupe de Roubaix-Tourcoing :

Revenu à la laine au milieu du siècle, Roubaix associa la filature, le tissage et le peignage de la laine à la filature et au tissage du coton, avant de devenir un des principaux centres de filature de laine d'Europe. Le peignage mécanique entraîna progressivement la disparition du tissage à domicile, et la concentration des petits ateliers urbains, en même temps que le développement des activités, multiplia les besoins en main d'oeuvre dans la ville et ses faubourgs de Croix et Wattrelos. La puissance industrielle de Roubaix l'emportait sur celle de Tourcoing grâce à la grande taille de ses entreprises et aussi grâce à la concentration des tissages. Tourcoing demeurait la ville de la filature et du négoce de la laine et de la fabrication quasi-exclusive des tapis et moquettes.

S'ajoutaient aux usines textiles, les usines des services annexes : acides Kuhlmann à Wattrelos, usines de blanchiment et teintureries, fabriques de colorants, usines de récupération des déchets de laine ..., mais l'industrie mécanique ne se développait guère. Roubaix et Tourcoing importaient leurs machines de Grande-Bretagne, et on ne compte encore actuellement, dans la partie Nord de l'agglomération de Lille-Roubaix-Tourcoing, qu'une grande usine de construction mécanique à Croix (matériel agricole).

Ici l'usine a créé la ville. A chaque nouvelle impulsion industrielle a correspondu une nouvelle vague de peuplement : ruraux venant de Flandre française et du Pévèle, et Belges venant de Flandre et du Brabant, sans compter l'apport constant du croît natu-

rel. Roubaix explosa de toutes parts : usines et maisons s'imbriquant d'autant plus que, dans le cadre d'une politique paternaliste, les patrons continuèrent à construire les corons ouvriers aux portes de leurs usines. Tourcoing crût plus lentement, mais selon le même processus. A la fin du XIX^e s. les deux villes s'étaient rejointes et l'espace s'y étant raréfié, usines et corons se multiplièrent dans les communes suburbaines : Croix, Wattrelos, Wasquehal autour de Roubaix, Mouvaux, Roncq, Halluin autour de Tourcoing. Aussi dans ces grandes villes jumelles, le même processus a abouti à des types voisins d'urbanisation : autour des noyaux primitifs devenus les grand-places, remodelés au XIX^e s. pour leur donner un caractère monumental, l'habitat a vite pris une allure prolétarienne où usines et courées délabrées se sont densément et intimement mêlées (comme par exemple dans la tristement fameuse rue des Longues Haies avec ses 40 courées et ses 10 000 habitants). Plus loin l'habitat demeurait moins dense : usines et cités plus récentes et plus aérées, puis quartiers résidentiels développés principalement en direction de Lille. Quant-aux communes de banlieue, seules les plus proches de Roubaix et Tourcoing tendaient déjà à se souder à ces villes, les autres formant encore des noyaux d'habitat discontinu.

En 1886, la population de Roubaix avait déjà triplé par rapport à celle de 1851, celle de Tourcoing avait doublé. De 1851 à 1901, la population de Roubaix s'accrut de 89 667 h (+ 190 %). Aux portes de Roubaix, Wattrelos voyait sa population passer de 9 430 h en 1851 à 15 725 h en 1881 et à 25 884 h en 1901 (x 2,7),



FIG. 207 : Croix (c. Ouest de Roubaix)
Mouvaux (c. Sud de Tourcoing)

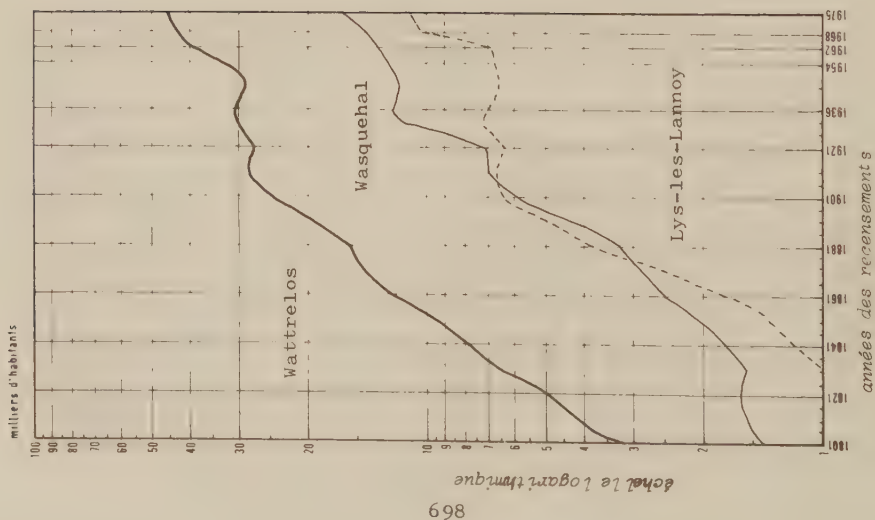


FIG. 208 : Wattlelos
Wasquehal (c. Ouest de Roubaix)
Lys-les-Lannoy (c. de Lannoy)

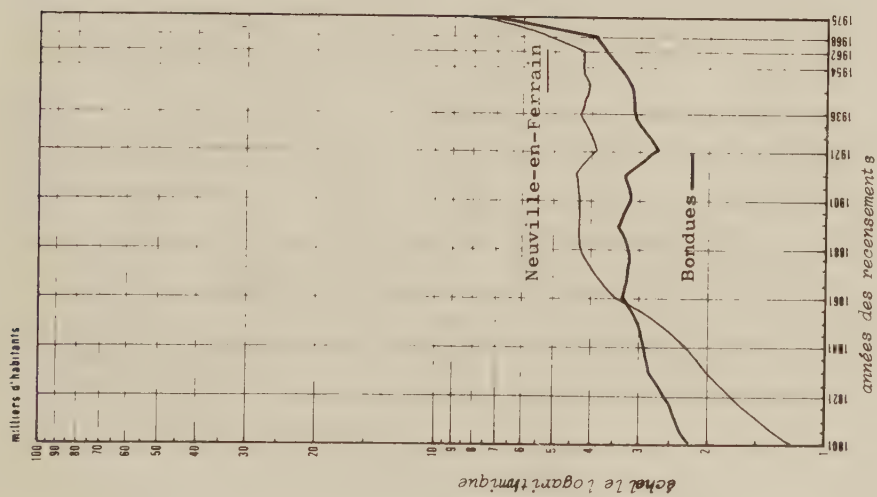


FIG. 209 : Neuville-en-Ferrain (c. Nord-Est de Tourcoing)
Bondues (c. de Marcq-en-Baroeul)

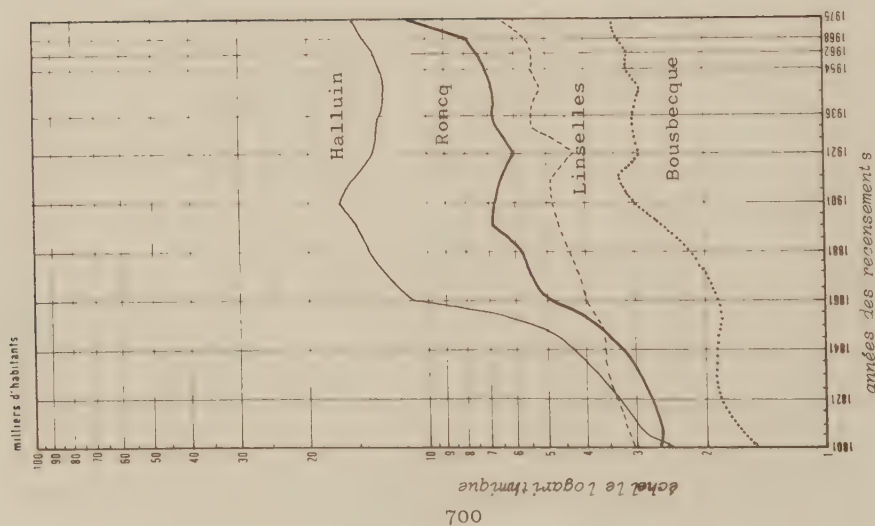


FIG. 210 : Halluin (c. Nord de Tourcoing)
 Roncq (c. Nord de Tourcoing)
 Linselles (c. Nord de Tourcoing)
 Bousbecque (c. Nord de Tourcoing)

Croix de 1 776 h en 1851 à 7 801 en 1881 et à 15 993 en 1901, Wasquehal de 2 040 h en 1851 à 3 275 en 1881 et 5 969 en 1901, Hem de 2 289 h en 1851 à 4 700 en 1901, Leers de 2 540 à 4 096, Lys-les-Lannoy de 1 349 à 6 225 et Flers de 2 363 à 4 434. Aux portes de Tourcoing, Mouvaux voyait sa population passer de 2 233 h en 1851 à 6 600 en 1901, Neuville-en-Ferrain de 2 644 à 4 274, Roncq de 3 637 à 6 678, Marcq-en-Baroeul de 3 989 à 11 142 (x 2,7) et Halluin, à la frontière franco-belge (où le nombre d'immigrés d'origine belge était tel qu'on y parlait flamand et où les usines s'étaient multipliées pour pomper la main d'oeuvre frontalière), de 5 408 h à 16 599 (x 3).

Enfin il ne faut pas oublier que cette nébuleuse industrielle et urbaine se prolongeait au delà de la frontière vers Mouscron et Herseaux.

- Le groupe de Lille :

Par certains traits, la croissance de Lille et de ses communes satellites s'apparentait à celle du groupe de Roubaix-Tourcoing, par d'autres, elle s'en différenciait.

Alors que sur les territoires de Roubaix et de Tourcoing, croissances industrielle et urbaine se sont entremêlées, à Lille, elles demeurèrent plus distinctes. L'industrie tendit à être rejetée en banlieue et regroupée dans certains quartiers et certaines communes périphériques, tandis que l'habitat progressait dans d'autres. Ainsi, dans la banlieue, Hellemmes ou Loos durent leur croissance à l'industrie, Mons-en-Baroeul et Lambersart à leur fonc-

tion résidentielle, La Madeleine à l'une ou l'autre selon les quartiers. Le moteur de la croissance fut, comme à Roubaix et Tourcoing, le développement de l'industrie et des affaires, mais ici l'industrie fut toujours plus variée. Lille a vite renoncé à l'industrie de la laine pour devenir un des premiers centres cotonniers et liniers de France jusqu'à ce qu'elle abandonnât cette dernière activité aux villes de la Lys. En 1914, près du tiers de la filature de coton et de la filterie françaises était concentrée à Lille ou dans sa banlieue (Loos, Hellemmes-Lille) et les villes satellites (Seclin, Santes, Annoeulin ...). Cependant le développement du tissage n'a pas suivi celui de la filature, et la confection n'est apparue que tardivement à Lille même où elle a pris une grande expansion. Mais Lille était aussi le principal centre français de négoce des tissus et des fils, et ses maisons de commerce contrôlaient la vente des tissus fabriqués dans tout le Sud et l'Ouest de la région lilloise et une partie de ceux fabriqués à Roubaix, Tourcoing et leurs banlieues, elles contrôlaient également la confection à domicile qui employait plus de 24 000 ouvrières disséminées dans la région lilloise et jusque dans le centre du pays minier. Mais à la différence de Roubaix et Tourcoing, le textile, si prééminent fût-il, n'était qu'une des activités de Lille : la métallurgie de transformation s'y était fortement implantée avec en particulier la puissante usine de Fives de renom international (ponts, viaducs, gares, locomotives etc...), les fabriques de moteurs à vapeur (La Madeleine, Lille) et électriques (Lesquin) etc ...; la chimie s'était établie dans sa

banlieue à Haubourdin (savons), à Loos et La Madeleine (acides et engrais) et à Lille même ; enfin il fallait ajouter à la gamme de ces grandes industries, les multiples industries alimentaires de Lille et de sa banlieue (minoteries à Lille et Marquette, huileries à Marcq-en-Baroeul, brasseries ...) et les industries diverses (papier, bois, cuir etc ...).

Enfin Lille bénéficiait, par son rôle passé de capitale régionale et son rôle présent de préfecture et de commandement, d'un développement permanent de ses fonctions tertiaires.

La croissance spatiale de l'agglomération ne se fit donc pas dans les mêmes conditions qu'à Roubaix. Le paysage industriel a moins marqué l'agglomération, la croissance urbaine fut ici intermédiaire entre celle des grandes métropoles de Lyon et Marseille qui se développaient à partir de noyaux centraux et celle de Roubaix et Tourcoing qui se développaient à partir de noyaux industriels coalescents.

A la différence de Roubaix et Tourcoing, Lille possédait déjà avant la Révolution industrielle un habitat très dense à l'intérieur de son corset de remparts et une grande richesse architecturale et monumentale. "La formule de Nouin : Lille est le "Paris des Pays-Bas" n'est jamais démentie au cours du XVIII^e siècle. En 1731, un parisien, Charles Sabliez, en vante l'aspect ordonné, la beauté de l'Esplanade et la largeur des rues. L'abbé d'Expilly chante les mêmes louanges en 1765 : il admire surtout la Citadelle, la porte de Paris, la rue Royale remarquable par ses proportions.

A la veille de la Révolution, un voyageur peut encore écrire :
"on parle de cette ville comme de l'une des plus belles de France et on a raison"". [58]

La ville souffrit des guerres et des destructions (Collégiale Saint-Pierre, église Saint-Etienne) de la Révolution. Mais elle demeura marquée, pendant la première partie du XIX^e siècle, par la structure urbaine du passé qui subsiste encore partiellement avec le siège des affaires autour de la Grand-Place et ses auréoles de logements ouvriers anciens. A l'Est, dans les quartiers de Saint-Maurice et de Saint-Sauveur, les maisons et courées ouvrières et quelques usines se mêlaient aux boutiques des commerçants et aux demeures des classes moyennes, tandis qu'à l'Ouest et au Nord, se trouvaient les quartiers résidentiels de l'aristocratie et de la grande bourgeoisie, les quartiers de l'autorité : préfecture (avant son transfert Place de la République lors des grands travaux d'urbanisme de la seconde partie du siècle), Banque de France, évêché et enfin le quartier militaire avec la "reine des citadelles", les casernes, le Champ de Mars. Au Sud, s'étaient développés les faubourgs ouvriers d'Esquermes et de Wazemmes où se concentra la croissance démographique de la première partie du siècle, tandis que la vieille ville ne changeait pas.

Dans la seconde partie du XIX^e s., de grands travaux d'urbanisme modifièrent le visage de la ville. Le centre-ville demeurera à peu près intact et on se borna à y assainir une partie des quartiers ouvriers les plus sordides, mais une nouvelle enceinte fut construite plus à l'extérieur englobant Wazemmes, Esquermes,

Moulinés (tandis que Fives, Saint-Maurice-des-Champs et Canteleu demeuraient à l'extérieur des nouvelles fortifications) ; entre ces anciens faubourgs que Lille venait d'annexer et la vieille ville, sur l'emplacement des anciens remparts que l'on avait rasés, on édifia les nouveaux quartiers bourgeois, le long de larges boulevards (Boulevard Vauban, Boulevard de la Liberté, quartier de la Préfecture, Place Tourcoing) qui donnèrent à la ville une grande partie de son aspect actuel. Par son caractère monumental, Lille voulut affirmer sa prééminence sur les autres villes de la région, prééminence que la ville devait à sa polyvalence industrielle et au développement de son secteur tertiaire et de ses fonctions de commandement.

Autour de la ville, les faubourgs et la banlieue étaient différents de ceux et celles de Roubaix et Tourcoing. L'empreinte industrielle y était moins forte, et surtout l'organisation spatiale y était différente, elle exprimait davantage le débordement de l'habitat depuis Lille vers sa périphérie qu'une génération plus ou moins spontanée de celui-ci autour des usines implantées sur des terrains encore inoccupés. Si les quartiers de Wazemmes, Fives et les villes d'Hellemmes et Loos prirent un caractère industriel et ouvrier marqué, Lambersart et Mons-en-Baroeul gardèrent un caractère nettement résidentiel. Enfin dans la couronne externe de l'agglomération de l'époque se développèrent, de manière moindre et irrégulière, autour de leurs usines, de petits noyaux urbains comme Wambrechies, Saint-André, Haubourdin, Lomme et les vieilles cités satellites comme Quesnoy-sur-Deule et Seclin où les

nombreux tisserands à domicile étaient contraints de changer d'activité et d'entrer éventuellement dans la catégorie des migrants alternants dont le nombre se multiplia avec le développement d'un dense réseau de chemin de fer de banlieue, puis des tramways , et de l'usage de la bicyclette.

Autre différence dans la nature de la croissance de Lille et de Roubaix-Tourcoing, démographique cette fois : l'immigration belge y fut moins nombreuse. Tandis que Roubaix était peuplée pour plus de 50 % de Belges flamingants, Halluin de 60 %, Lille en comptait moins de 20 %, mais accueillait par contre un grand nombre d'immigrants originaires de toutes les régions françaises, symbole d'une attraction sur des catégories plus variées et sur un champ migratoire plus étendu.

En 1851, dans ses limites de 1975, Lille comptait 100 500 habitants, et dans ses limites de l'époque 75 000 (soit 18 % de plus seulement qu'en 1801), plus 26 000 dans les communes qui devaient être annexées (Esquermes, Wazemmes, Moulins et Fives-Lille), 7 ans plus tard. En 1872, on recensa dans la ville 158 117 h (58 % de plus qu'en 1851), en 1901 210 696 (soit 109 % de plus qu'en 1851), soit une croissance de 110 000 h de 1851 à 1901, c'est à dire plus que Roubaix, Tourcoing ou toute autre ville du Nord.

La banlieue de Lille n'était pas demeurée en reste : la population d'Hellemmes-Lille était passée de 1 095 h en 1851 à 9 529 en 1901 (x 8,7), celle de La Madeleine de 1 975 h à 12 359 (x 6,3), celle de Mons-en-Baroeul de 1 120 h à 4 226 (x 3,8),

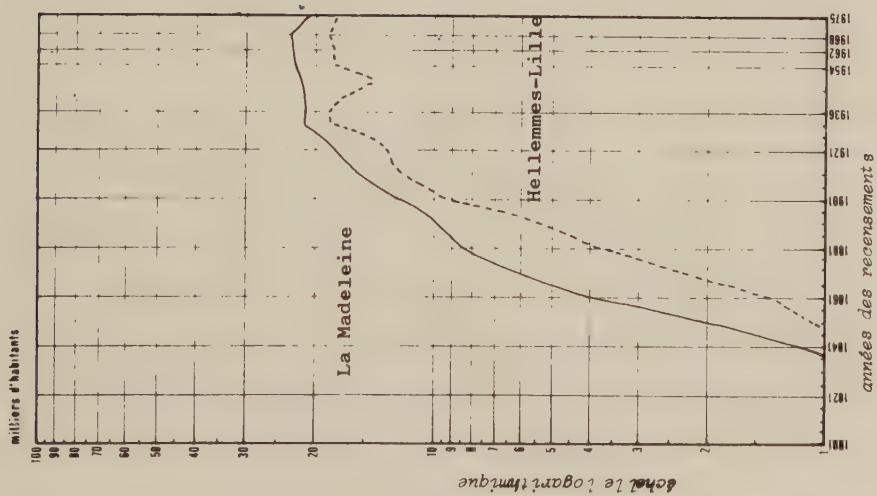


FIG. 211 : La Madeleine (c. Nord de Lille)
Hellemmes-Lille (c. Est de Lille)



FIG. 212 : Loos (c. d'Haubourdin)
Haubourdin

FIG. 213 : Lomme (c. d'Haubourdin)
Lambersart (c. Ouest de Lille)



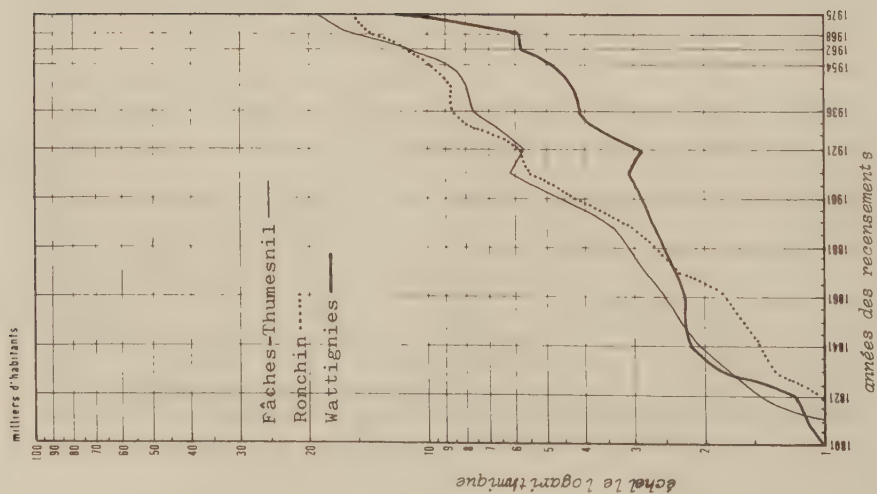


FIG. 214 : Fâches-Thumesnil (c. Sud-Est de Lille)
Ronchin (c. Sud-Est de Lille)
Wattignies (c. de Seclin)

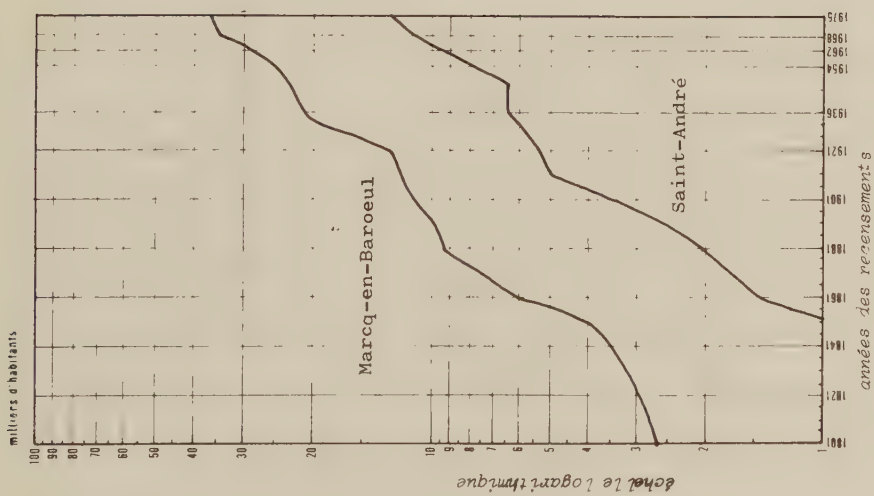


FIG. 215 ■ Marcq-en-Baroeul
Saint-André (c. Ouest de Lille)

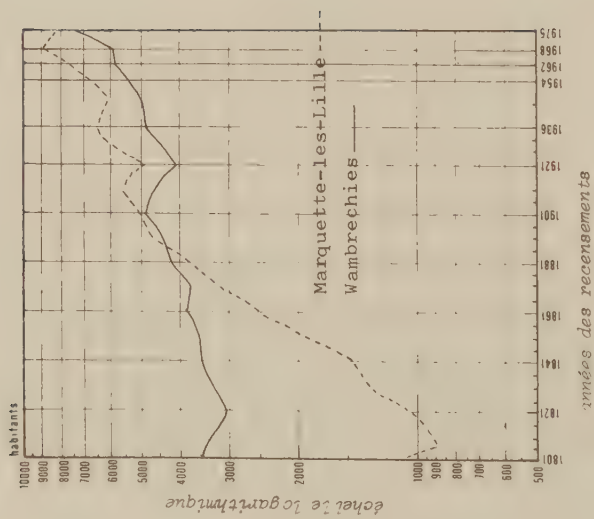


FIG.216 : Marquette-les-Lille (c. Ouest de Lille)
Wambrechies (c. Ouest de Lille)

celle de Marquette-les-Lille de 1 887 h à 5 005 (x 2,7), celle de Saint-André de 940 h à 3 509 (x 3,7), celle de Wambrechies de 2 316 h à 4 914 (x 2,1), celle de Pérenchies de 940 h à 3 483, celle de Fâches-Thumesnil de 2 316 h à 4 672 (x 2), celle de Ronchin de 1 634 h à 4 245 (x 2,6), celle de Lambersart de 1 219 h à 6 804 (x 5,6), celle de Lomme de 2 421 h à 7 065 (x 2,9), celle de Loos de 4 082 h à 9 513 (x 2,3), celle d'Haubourdin de 3 210 h à 8 485 (x 2,6). Les villes périphériques de Quesnoy-sur-Deule, Wavrin, Seclin, Annoeulin, Templeuve virent leur population augmenter plus modestement de 10 à 30 %.

- Le groupe d'Armentières et de la vallée de la Lys :

Le long de la Lys se sont concentrés la filature et le tissage du lin. Longtemps demeuré une activité rurale saisonnière, le tissage des toiles finit par se concentrer, dans la seconde partie du XIX^e s., sur Lille, Armentières, Houpline et Comines-Wervicq, puis après que cette activité eût cessé à Lille, sur ces derniers centres seulement.

Lorsque les tissages se modernisèrent et se concentrèrent en ville, les tisserands des campagnes qui vivaient totalement ou saisonnièrement de cette activité se transformèrent en migrants alternants ou, plus souvent, gagnèrent la ville. A Armentières et dans ses faubourgs d'Houplines et de La Chapelle d'Armentières, la population grossit rapidement. A Armentières même elle passa de 1 840 h en 1851 à 25 089 en 1881, puis ne s'accrut plus que lentement lorsque l'industrie des toiles connut des difficultés et

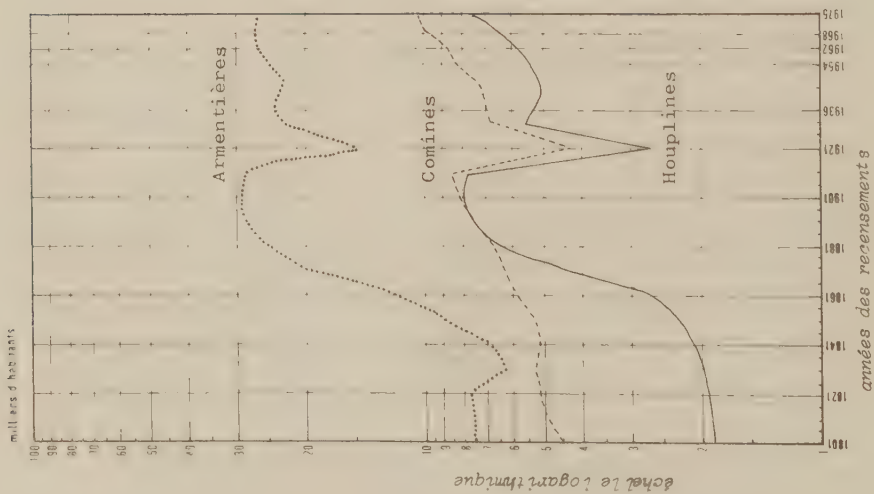


FIG. 217 : Armentières
Cominès (c. de Quesnoy-sur-Deule)
Houplines (c. d'Armentières)

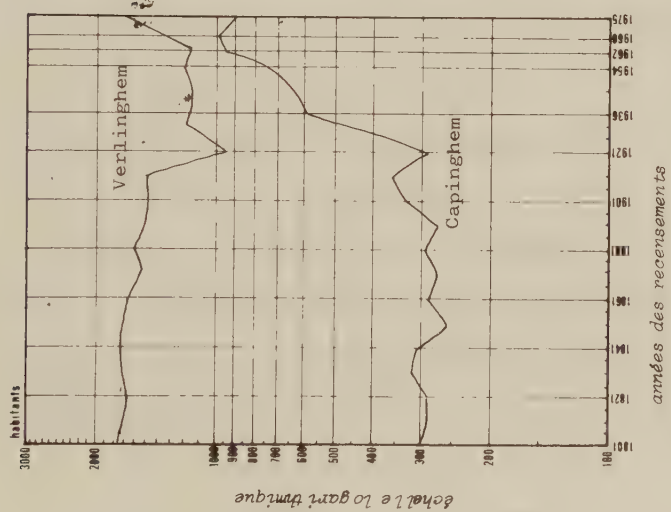


FIG. 218 : Verlinghem (c. de Quesnoy-sur-Deule)
Capinghem (c. d'Armentières)

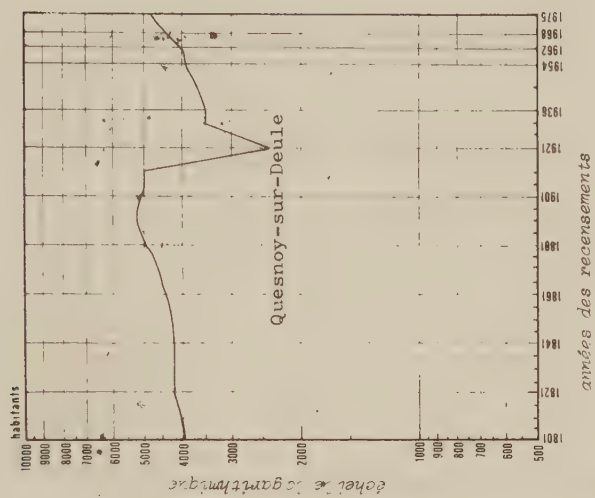


FIG. 219 : Quesnoy-sur-Deule

stagna finalement à partir de 1891 autour de 28 à 29 000 h. Les populations de la Chapelle d'Armentières et d'Houplines connurent le même schéma d'évolution, mais avec des effectifs plus modestes : respectivement 2 039 h en 1851, 3 960 en 1881 et stagnation autour de 4 400 après 1901, et 2 244 h en 1851, 6 250 en 1881 et stagnation autour de 7 500 à partir de 1891.

A proximité, l'évolution démographique fut parallèle : la population de Comines passa de 5 298 h en 1851 à 8 129 en 1901 et 8 600 en 1911, celle de Wervicq-Sud de 1 872 h en 1851 à 3 000 en 1881 pour redescendre ensuite à 2 300 jusque vers 1914. Ici, comme à Armentières, Halluin et Wattrelos, l'agglomération déborda du cadre français et s'étendit vers la Belgique, mais l'immigration belge n'y atteignit cependant jamais les proportions qu'elle avait prises dans les empires lainiers de Roubaix et Tourcoing.

- L'évolution de 1901 à 1911 : le ralentissement de la croissance :

A la fin du XIX^e s. et au début du XX^e, la croissance démographique se ralentit dans tout l'arrondissement de Lille bien que, après avoir connu des moments difficiles, l'expansion de l'industrie textile n'ait pas cessé et que les autres activités aient poursuivi leur développement.

Il faut attribuer ce ralentissement de la croissance à deux phénomènes : d'une part l'arrêt de l'immigration belge (on assiste même à de nombreux retours), du moins sous sa forme d'immigration définitive à laquelle s'était substituée l'immigration quotidienne des frontaliers, d'autre part l'affaiblissement du

croît naturel qui débuta plus précocement dans le triangle Lille-Roubaix-Tourcoing que dans les autres grands centres industriels de la région.

La population de Roubaix cessa de croître dès 1896, stagna de 1896 à 1906 et commença même à diminuer légèrement après 1906, celle de Lille ne s'accrut plus que très modestement de 1896 à 1911, et celle de Tourcoing s'accrut à peine de 1901 à 1911. L'expansion démographique se poursuivit dans leurs banlieues, mais à un rythme moindre que précédemment dans l'ensemble : autour de Roubaix, la population de Wattrelos ne s'accrut que de 4 000 habitants de 1901 à 1911, celle de Croix de 1 500, celle de Wasquehal de 1 100, celle de Flers de 600, celles d'Hem et de Lys-les-Lannoy d'une centaine ; autour de Tourcoing, la population de Marcq-en-Baroeul ne s'accrut que de 1 000 habitants, celle de Mouvaux de 1 500, celles de Neuville-en-Ferrain et de Bondues de 200, celles d'Halluin, de Roncq et de Linselles diminuèrent même. Autour de Lille la croissance conservait cependant plus d'ampleur, ce qui renforçait le caractère prééminent de la principale ville de cet ensemble urbain pluri-céphalique : la population d'Hellemmes-Lille s'accrut encore de 2 900 habitants de 1901 à 1911, celle de La Madeleine de 3 340, celle de Mons-en-Baroeul de 1 700, celle de Lambersart de 3 000, celle de Marquette de 600, celle de Saint-André de 1 500, celle de Fâches-Thumesnil de 1 400, celle de Ronchin de 800, celle de Loos de 2 500, celle de Lomme de 3 700, celle d'Haubourdin de 1 000, soit plus de 20 000 h pour l'ensemble de l'agglomération.

2) 1914-1945 : la période de crise et de stagnation démographique :

"Dès Octobre 1914, tout l'Est de l'arrondissement, au delà d'une ligne Armentières-La Bassée, est occupé, mais toute la région à l'Ouest de cette ligne de feu est submergée à son tour au printemps 1918. Les opérations font de considérables destructions : 13 ha de surface urbaine centrale, près de la gare notamment, lors du siège de Lille (10-12 Octobre 1914) ; la ville d'Armentières et ses voisines sont presque totalement anéanties

Toute l'activité économique de la région est paralysée. Toutes les pièces en cuivre sont systématiquement enlevées des établissements textiles ; ce pillage organisé arrache de même toutes les pièces de quelque valeur dans les usines métallurgiques, mécaniques et chimiques. Les réquisitions de matières-premières et marchandises et la saisie des encaisses des succursales de la Banque de France (près de 10 millions de francs-or) complètent cette politique de spoliation. La remise en marche de l'industrie sera très lente, d'autant que les voies ferrées, les gares, les écluses ont subi de graves dommages lors du départ des Allemands.

La population civile, surtout celle des centres industriels, eut à subir de très dures privations. Malgré la législation internationale précisée à La Haye en 1907, réquisitions et contributions de guerre se sont constamment amplifiées. A la fin d'Octobre 1918, Lille a dû verser près de 10 fois le montant de son budget municipal ! Les villes ont dû considérablement s'endetter pour faire face à ces exigences. ... Le manque de ressources dû

au chômage généralisé, les restrictions draconiennes du ravitaillement ont entraîné une évolution démographique négative : la tuberculose prend ainsi une "extension terrifiante", et 30 % du total des décès sont imputables à ses ravages parmi les jeunes. Enfin les Allemands n'ont jamais hésité à réquisitionner la main d'oeuvre populaire, témoin la razzia qui à la fin d'Avril 1916 envoie plus de 10 000 hommes et femmes de Lille dans des camps de travail installés en Laonnais et dans les Ardennes. En Décembre 1918, l'envoyé spécial du Morning Post ne trouve à Lille qu'une "ville morte ... à l'extrémité d'un désert". [59]

" Pendant près de deux ans, de 1919 à 1921, l'arrondissement traverse une situation dramatique. En Novembre 1918, le chômage est général : l'activité économique ne peut repartir qu'après d'importants travaux de restauration des entreprises détruites ou amoindries, et l'essentiel n'en sera achevé que durant l'été 1920. Il faut attendre Avril 1919 pour que, la première de toutes, la filature de laine Masurel à Tourcoing reparte, avec 50 ouvriers sur les 1 100 de 1914. En Novembre 1919, 40 000 chômeurs complets sont encore dénombrés à Lillè, soit 50 % de la population active." [60]

La reprise économique s'opère ensuite dans des conditions difficiles, marquées par d'incessantes luttes sociales entre le patronat regroupé en consortium et les syndicats, notamment la grande grève de 1931 qui n'aboutit à aucun résultat.

Mais 1931 marque la fin de la période de la prospérité tant bien que mal retrouvée. La crise économique internationale qui

frappait tant de nations depuis 1929 touche la France à son tour. L'industrie textile, mais aussi la métallurgie de Fives qui travaillaient avant tout pour le marché extérieur, sont fortement touchées. Le chômage revient avec force de 1931 à 1939, dans un climat exacerbé de lutte des classes qui fit passer au second plan les querelles de clocher opposant les principales villes.

De 1940 à 1944, la région fut de nouveau occupée par les Allemands, et cette occupation fut une nouvelle fois très dure : restrictions alimentaires entraînant des conséquences graves pour la santé de la population, déportation de 65 000 jeunes des classes 40 à 42 rien que pour Lille et sa banlieue, bombardements notamment des grandes gares de marchandises ... Mais le potentiel industriel ne fut pas anéanti comme pendant la première guerre mondiale. La métallurgie retrouva assez vite un haut niveau d'activité après-guerre, mais le textile souffrit davantage : le matériel était vétuste, les techniques dépassées, alors que la concurrence était devenue vive sur le marché international, que peu à peu les anciens marchés coloniaux se fermaient et que l'ouverture de la Communauté économique européenne amenait la concurrence étrangère sur le marché national lui même, de plus il fallait désormais compter avec les fibres synthétiques. La période 1918-1948 fut donc marquée par la menace constante du chômage qui empêcha de voir réapparaître la croissance fabuleuse du XIX^e s..

De 1921 à 1946, les effectifs de population s'accrurent à peine : + 9,5 % seulement pour l'ensemble de l'agglomération. Mais la stabilité apparente des effectifs dissimula les modifica-

tions de la répartition du peuplement.

- Le groupe de Lille :

La population de la ville de Lille diminua par deux chutes successives, la première consécutive à la première guerre mondiale, fit passer la population de la ville de 217 800 h en 1911 à 200 952 en 1921, et la seconde, consécutive à la crise économique et à la seconde guerre mondiale, la fit passer de 200 572 h en 1936 à 188 871 en 1946. Le dépeuplement de Lille permit de décongestionner des quartiers ouvriers surpeuplés. Mais plus que la population ouvrière, c'est la population des classes moyennes et la grande bourgeoisie qui émigraient vers la banlieue dont la croissance compensait largement le dépeuplement de Lille. Cette croissance ne fut cependant vive qu'entre 1921 et 1931 ; après cette date, elle ne subsista plus que localement, tandis qu'on assistait à un reflux démographique dans les communes les plus industrialisées, les plus frappées par la crise.

De 1921 à 1931, l'essentiel de la croissance se porta sur les communes situées le long du Grand Boulevard qui depuis le début du siècle reliait Lille à Roubaix : Marcq-en-Baroeul dont la population s'accrut de 6 450 h de 1921 à 1931 et encore de 3 100 h entre 1931 et 1946, La Madeleine dont la population s'accrut encore de 3 000 h entre 1921 et 1931 avant de stagner, Flers-les-Lilles dont la population s'accrut de 2 500 h entre 1921 et 1936, et sur quelques communes résidentielles comme Mons-en-Baroeul (+ 2 300 h de 1921 à 1946), Lambersart (+ 7 000 h de 1921 à 1936), Fâches-Thumesnil (+ 2 000 h de 1921 à 1936) et Ronchin (+ 3 000 h de 1921 à 1936).

La population des communes plus ouvrières s'accrut parfois fortement de 1921 à 1931 ou 1936 (Lomme : + 10 000 h, Loos : + 2 000 h, Hellemmes-Lille : + 5 000 h, Marquette : + 1 200 h, Saint-André : + 1 000 h), mais de 1931 ou 1936 à 1946, cette population diminua (- 4 000 h à Hellemmes-Lille, - 500 h à Saint-André, - 2 000 h à Lomme) ou stagna.

- Le groupe de Roubaix-Tourcoing :

Cette agglomération, étroitement liée à l'industrie textile, subit plus fortement les effets des difficultés économiques que l'agglomération de Lille.

Après qu'elle eût été amenuisée par la guerre, la population de Roubaix retrouva un effectif voisin de celui de 1911 en 1931 (117 190 h contre 122 723 en 1911), mais en 1946 la ville ne comptait plus que 100 978 h (- 17 190 en 15 ans).

Tourcoing, dont l'évolution fut tout à fait comparable, perdit pendant le même temps (1931-1946) 6 000 h, Wattrelos, dont la population s'était élevée jusqu'à atteindre 31 110 h en 1936, en perdit 2 000. Mais à la différence de l'agglomération de Lille, ces pertes furent rarement compensées par la croissance de la banlieue, faible entre 1921 et 1931 et annihilée, le plus souvent par la décroissance de la période, de 1931 (ou 1936) à 1946.

Ainsi Mouvaux (8 392 h en 1921) ne retrouve que 8 964 h en 1946 après avoir atteint cependant 10 068 h en 1936. La population de Bondues stagna autour de 3 000 h, celle de Neuville-en-Ferrain

autour de 4 000. Bousbecque ne retrouve même pas en 1946 (12 935 habitants) sa population de 1921 (13 760 h). La population de Linselles stagne autour de 5 400 h dès 1931, celle de Roncq autour de 6 500. Croix, qui avait plus de 20 000 h en 1931, n'en comptait plus que 17 417 en 1946. La population de Wasquehal passa de 7 000 à 12 000 h entre 1921 et 1936, puis stagna, celle de Hem passa de 4 800 h en 1921 à 6 700 en 1931 avant de retomber à 6 100, celles de Leers et Lys-les-Lannoy s'accrurent à peine et retombèrent très vite à leur niveau de 1921.

3) L'après-guerre. La croissance retrouvée :

L'accroissement de la population ne reprit vraiment qu'après guerre, mais à un rythme qui fut sans commune mesure avec celui du XIX^e siècle : 0,9 % par an entre 1946 et 1954, 1,0 % par an entre 1954 et 1962, 1,2 % par an entre 1962 et 1968, 0,7 % par an entre 1968 et 1975. Toutefois la faible croissance en valeur relative de la population de l'agglomération (à peine plus élevée que celle de l'ensemble de la région) ne doit pas faire oublier l'importance de l'augmentation en valeur absolue : entre 1954 et 1968, la population totale de l'agglomération (définition 1968) s'est accrue de 120 000 individus, entre 1954 et 1975 de 165 000, c'est à dire une fois et demie la population d'une ville comme Roubaix.

Mais la croissance ne fut plus générale comme au XIX^e siècle. Elle ne paraît continue qu'à l'échelon de l'unité urbaine de Lille-Roubaix-Tourcoing. A l'échelon communal, il n'y a plus,

comme au XIX^e s., d'ascension régulière des effectifs.

La croissance ne fut générale que pendant une courte période au lendemain de la guerre. Les processus d'évolution différentiel-
le qui se développaient déjà à la fin du XIX^e s. réapparurent. Les effectifs de population se stabilisèrent très vite à Roubaix et à Lille (Tourcoing, où subsistaient des espaces non construits, demeura temporairement épargné par ce phénomène), puis recommen-
cèrent à décliner à un rythme de plus en plus accéléré, tandis que la croissance se reportait toute entière sur la banlieue, ce qui correspondrait à une évolution urbaine classique si ce schéma n'était compliqué par la tricéphalie de l'agglomération.

Nous nous bornerons à donner ici le schéma d'ensemble d'une évolution qui sera analysée plus en détail, mais dans un esprit différent, ultérieurement.

La répartition des nouveaux habitants dans l'espace a modifié le visage de l'agglomération. Ils furent rejetés de plus en plus loin des centres des villes. Mais à une construction laissée en grande partie à l'initiative individuelle avait succédé une construction en grands ensembles et en lotissements. L'expansion démographique de tel ou tel quartier, ou de telle ou telle commune de banlieue, est devenue davantage fonction des espaces libres, de la politique de constructions des pouvoirs publics (en particulier, récemment, la volonté de promotion de la ville nouvelle de Lille Est), des sociétés H.L.M. ou similaires et des promoteurs privés, que du dynamisme de ce quartier ou de cette commune. La nécessité d'implanter ces nouveaux quartiers ou ces nouvelles constructions dans un espace déjà densément peuplé sur une vaste super-

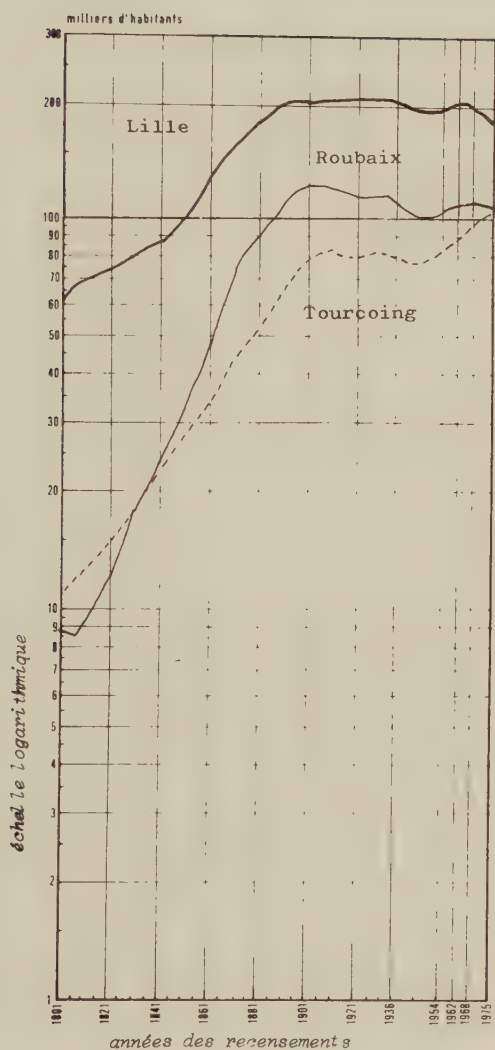


FIG. 220 : Lille
Roubaix
Tourcoing

ficie autour de noyaux urbains développés au XIX^e s. et au début du XX^e donna un caractère particulier à toute l'auréole externe de l'agglomération, tandis que la rénovation des centres juxtaposait aux ensembles monumentaux anciens et aux quartiers du XIX^e s. des éléments de plus en plus nombreux de l'architecture contemporaine, notamment dans le centre de Lille et le quartier rénové de Saint-Sauveur. Mais la prolifération de ces nouveaux immeubles commerciaux et administratifs a contribué à diminuer le nombre des logements de la ville de Lille (en dépit de la construction d'ensembles H.L.M. sur une partie des anciens terrains militaires de la dernière couronne de défense) et à favoriser un phénomène de "citization" avec rejet de l'habitat en périphérie.

La population de la banlieue ne s'est accrue de manière continue que dans son ensemble. Localement la croissance s'est effectuée par à coups, par sauts successifs, et la croissance modérée du Nord et du Nord-Est de l'agglomération lilloise, toujours conditionnée par le développement des activités de Roubaix et Tourcoing, et de l'agglomération d'Armentières à l'Ouest, s'opposa à la croissance bien plus rapide des parties Sud-Ouest, Sud et Sud-Est de l'agglomération lilloise que favorisait le dynamisme des activités de la ville.

Des 3 grandes villes de la conurbation, seule Tourcoing vit sa croissance démographique se poursuivre sur son territoire et l'expansion de sa banlieue Nord et Ouest demeura très modeste jusqu'à ce qu'elle s'accélére récemment à Bondues où se multiplient les lotissements, et notamment les lotissements de standing, dans

un cadre demeuré encore fortement agreste.

La raréfaction de l'espace à Roubaix a provoqué une diminution de population qui inquiète car elle est moins perçue par les habitants comme un phénomène de restructuration de l'agglomération que comme le signe révélateur des difficultés de l'emploi et de l'affaiblissement de la vie économique de la cité. Cette situation irrite d'autant plus une grande partie des dirigeants et de la population anciennement établie dans Roubaix, que la variation apparente dissimule un important mouvement de départ de la population autochtone et son remplacement progressif par une population d'ouvriers immigrés, maghrébins et portugais, qui s'entassent dans les logements libérés dont la valeur locative ou vénale diminue.

Mais il ne faut pas trop assombrir le tableau de la situation de Roubaix ; certes les difficultés économiques et l'insuffisance des créations d'emplois y persistent depuis plus de dix ans et continueront à y persister dans les années à venir, malgré la diversification des activités et le développement du commerce par correspondance (La Redoute, Trois Suisses ...), mais la croissance démographique n'a disparu de la ville même et de sa vieille banlieue de Croix et Wasquehal que pour se porter sur la banlieue Nord-Est (Wattrelos avec la Z.U.P. de Beaulieu), Est (Leers) et Sud (Lys-les-Lannoy, Hem).

Lille, et plus récemment ses vieilles banlieues Nord (La Madeleine) et Est (Hellemmes-Lille, rattachée à Lille en 1977) se dépeuplent bien davantage. Mais ce dépeuplement est très largement compensé au sein de l'agglomération par l'expansion démogra-

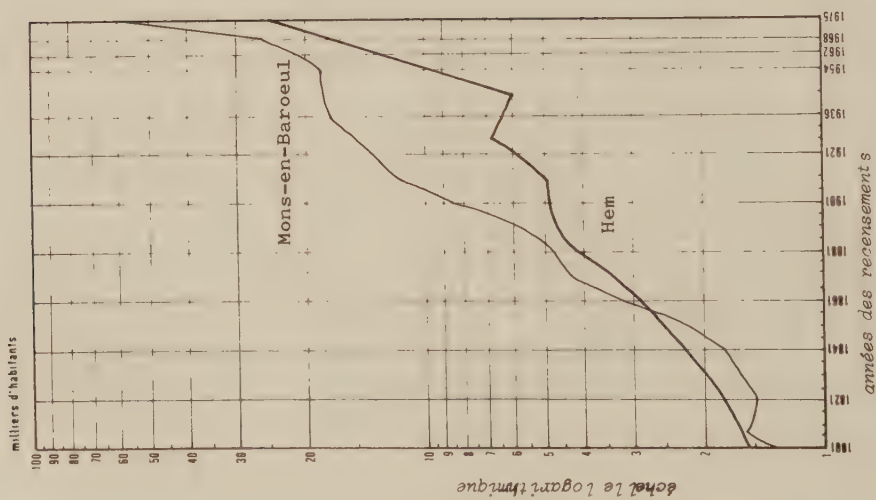


FIG. 221 : Mons-en-Baroeul (c. Nord-Est de Lille)
Hem (c. de Lannoy)

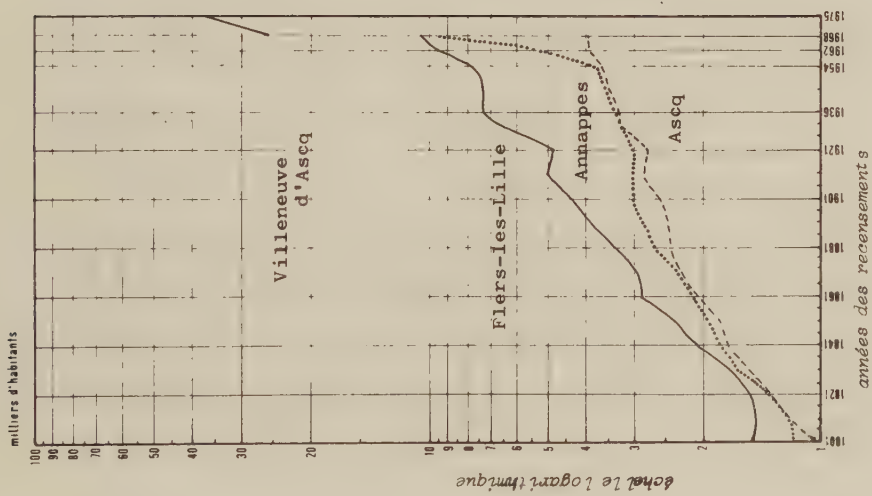


FIG. 222 : Villeneuve d'Ascq (c. de Lannoy)

phique du reste de la banlieue. L'existence de terrains libres à l'Ouest de la ville a permis à la croissance de se poursuivre un temps sur Lomme et Lambersart où les grands ensembles succédèrent aux villas traditionnelles jouxtant Lille et permirent d'accroître encore la densité de la population, tandis que l'expansion spatiale et démographique se poursuivait plus à l'Ouest sous forme de lotissements. Le Nord-Ouest du secteur de Lille (Saint-André, Marquette, Wambrechies), isolé de la ville par la Citadelle et la Deule et à l'écart des grands axes de communication, demeura plus ou moins étranger à la poussée urbaine. Tandis qu'au Sud-Ouest, celle-ci, après avoir été forte (Loos, Haubourdin et au delà vers Wavrin), s'est nettement ralentie.

L'essentiel de la croissance démographique récente s'est portée vers le Sud et l'Est. Au Sud Ronchin et surtout Fâches-Thumesnil et plus récemment Wattignies ont fortement bénéficié de l'expansion lilloise. La croissance de Fâches-Thumesnil, à la suite du lotissement du Mont de Fâches et de tout l'espace compris entre les anciens villages de Fâches, Thumesnil et Wattignies, fut d'abord spectaculaire, avant d'être supplantée par celle de Wattignies, symbole de l'étirement du peuplement en direction de la zone industrielle de Seclin.

Mais c'est surtout à l'Est de Lille que les densités ont fortement augmenté. L'immense Z.U.P. de Mons-en-Baroeul a été achevée et peuplée entre 1968 et 1975, et depuis les années 70, on a entrepris la construction de la ville nouvelle de Lille Est sur le territoire de la commune de Villeneuve d'Ascq (créée par la fusion

des trois communes d'Annappes, Ascq et Flers-les-Lille). Après le lotissement de l'espace situé à proximité immédiate d'Annappes (Brigode, Grande Résidence, Moulin d'Ascq), débuta la construction de la ville nouvelle qui a déjà accueilli Universités, écoles professionnelles, laboratoires, centres commerciaux et dont le peuplement ne fait que commencer avec les lotissements des quartiers Saint-Sauveur, du Triolo et de la Cousinerie, et plus récemment avec la construction et le peuplement des grands ensembles collectifs des quartiers du futur centre : Hotel de Ville et Pont de Bois.

La création de la "Ville Est" et le développement de Mons-en-Baroeul ont eu pour conséquence d'urbaniser le territoire demeuré libre entre Roubaix et Lille (et en même temps d'affirmer la prééminence de Lille sur ce nouveau territoire urbain), tandis que la poursuite de la croissance de Marcq-en-Baroeul renforçait les densités le long des grands boulevards, achevant d'unifier les anciennes agglomérations de Roubaix-Tourcoing et de Lille en une seule agglomération, encore profondément marquée par l'héritage du XIX^e s., que Lille, où se multiplient les fonctions tertiaires supérieures et de commandement, domine nettement, mais sans écraser Roubaix et Tourcoing.

Au delà de cette zone de peuplement continu, s'étend une zone de peuplement discontinu qui, sans faire franchement partie de l'agglomération, ne peut en être dissociée tant elle vit en relations étroites avec elle. A quelques kilomètres à peine de Lille, un semis de petites villes de 3 000 à 10 000 h (Quesnoy-sur-Deule, Pérenchies, Wavrin, Don, Lesquin, Cysoing) gravite autour de la



FIG. 223 : Wavrin (c. de La Bassée)
La Bassée
Sainghin-en-Weppes (c. de La Bassée)

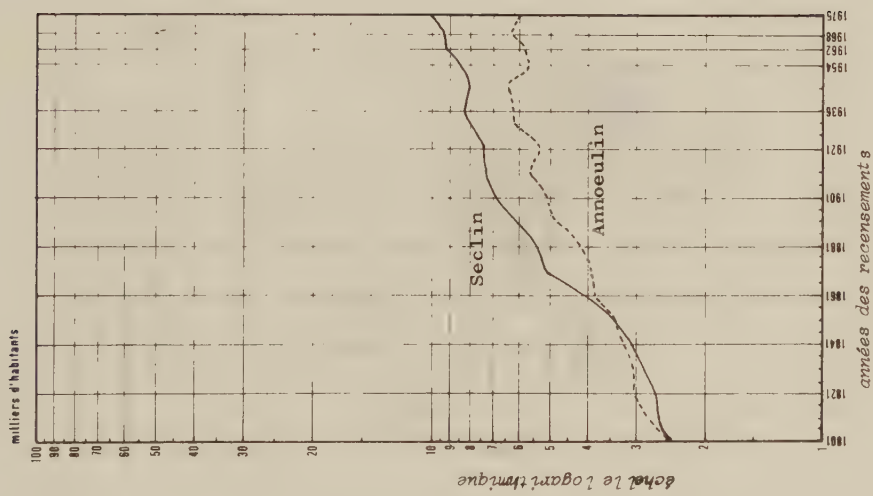


FIG. 224 : Seclin
Annoeulin (c. de Seclin)

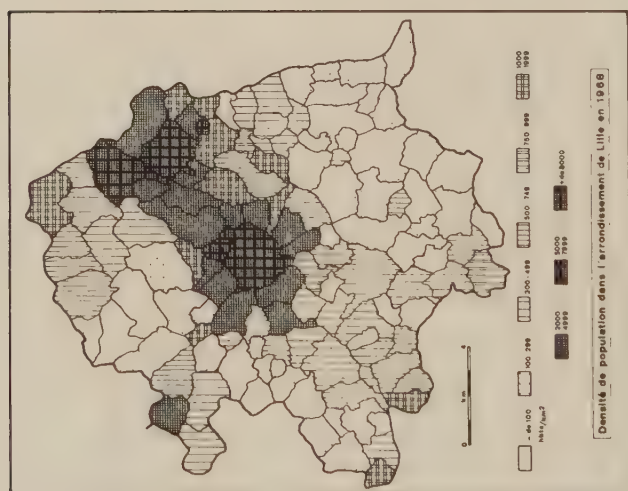


FIG. 225 : DENSITES DE POPULATION. Arrondissement de Lille. 1968.

"Métropole Nord" et, tant par leur propre croissance que par la croissance tentaculaire de l'agglomération, lui sont progressivement rattachées. Quant-à l'espace rural qui les entoure encore, il connaît une évolution complexe : la population qui jusqu'à présent y diminuait tend à se stabiliser sous l'effet de l'implantation d'une population d'origine citadine venue habiter (notamment à proximité des échangeurs d'autoroutes) dans un environnement plus agreste, aux portes de la grande agglomération où elle continue à exercer son activité.

b) Le pays minier :

La découverte, puis l'exploitation du gisement de houille transforma totalement le peuplement des territoires qui s'étirent en croissant depuis Auchel jusqu'à Condé-sur-Escaut sur 110 km d'Ouest en Est et 5 à 15 km du Nord au Sud, là où vivent actuellement plus de 1 100 000 personnes, soit plus du quart de la population de la région du Nord.

L'originalité du "pays noir" repose longtemps, autant sur les traits caractéristiques de sa population, longtemps jeune et prolifique, que sur son paysage où se reproduisent inlassablement les mêmes éléments : corons ou cités, chevalements et terrils, éparpillés au milieu des champs. Ici peu de véritables villes, le vrai milieu de vie de la majorité des habitants n'était ni la ville, ni même le quartier, mais la cité.

1) La densification du peuplement a suivi les étapes de la découverte du charbon :

1) 1. Les premières découvertes et les débuts de l'exploitation :

Lorsqu'après plusieurs années de prospection, la houille, que l'on exploitait depuis longtemps déjà dans le Borinage voisin, fut découverte en 1720 à Fresnes-sur-Escaut, on put se demander si cette découverte aurait un lendemain, puisque sa véritable exploitation ne débuta qu'en 1734 avec la découverte de la houille grasse d'Anzin. A la veille de l'Ancien Régime, la Compagnie d'Anzin utilisait déjà, fait unique en France, des machines à vapeur, et employait quelques 4 000 "houilleurs". L'extraction du charbon et les bénéfices qu'elle avait procurés avaient pris suffisamment d'ampleur pour provoquer les premières fièvres de prospection qui aboutirent à la reconnaissance de l'essentiel du bassin charbonnier du département du Nord. En l'an VII, toute la partie centrale de ce bassin était déjà concédée (concessions de Vieux-Condé, Aniche, Anzin, Fresnes-sur-Escaut et Raismes) et l'exploitation avait débuté en plusieurs points, notamment à Aniche où la houille avait été découverte dès 1777. [61]

1) 2. Leur influence sur la démographie (1801-1831) :

L'exploitation du charbon fut bien modeste tant que celui-ci ne fut guère destiné qu'aux usages domestiques et aux rares machines à vapeur du début du XIX^e siècle. Néanmoins elle avait permis une première augmentation des effectifs de population dans les

communes où on exploitait la houille, augmentation cependant bien modeste puisque vers 1830 on ne comptait pas encore 10 000 mineurs dans le département du Nord. La croissance n'était importante en valeur relative que parce que les communes concernées n'étaient en général que des petites communes. Dans plusieurs cas la population doubla entre 1801 et 1831, mais en valeur absolue ce n'est qu'exceptionnellement qu'elle s'accrut de plus de 1 000 habitants. Cette croissance n'apparaît remarquable que si on la met en parallèle avec celle, combien plus modeste, des communes des arrondissements de Douai et Valenciennes qui demeuraient agricoles, et avec l'apathie des vieilles villes de Condé-sur-Escaut, Valenciennes, Saint-Amand-les-Eaux et Douai.

Raoul Blanchard dans sa thèse complémentaire [62] écrivait à leur sujet "Là les villes sont rares et d'importance moyenne ... Enfoncées jusque vers 1890 dans leur ceinture de remparts de brique, elles n'ont guère participé au mouvement d'accroissement... Ce n'est que depuis leur démantèlement qu'on les voit s'éveiller et pousser de tous côtés des faubourgs neufs. Elles doivent donc être mises à l'écart du mouvement d'augmentation qui accroissait la population du bassin houiller et qui porte sur d'anciennes communes rurales dont la plupart sont devenues des villes industrielles."

Entre 1801 et 1831, l'exploitation du charbon ne provoqua d'augmentation appréciable de population que dans les communes qui s'étendaient entre Valenciennes et Condé-sur-Escaut : à Anzin qui déjà peuplée de 2 898 h en 1801 en comptait 4 255 en 1831, à Fresnes-sur-Escaut (2 660 h en 1801, 3 868 en 1831) et à

Vieux-Condé (1 834 h en 1801, 3 976 en 1831) qui étaient déjà des "bourgades de houilleurs" au XVIII^e s..

A proximité, on vit grandir, mais moins rapidement, la population des quelques villages dans les sous-sols desquels on exploitait la houille : Wallers (1 832 h en 1801, 2 877 en 1831), Raismes (1 965 h en 1801, 2 375 en 1831), Bruay-sur-Escaut (1 205 h en 1801, 1 919 en 1831), Hergnies (1 422 h en 1801, 2 213 en 1831).

En dehors du Valenciennois, l'exploitation de la houille n'avait provoqué de véritable expansion démographique qu'à Aniche (893 h en 1801, 1 926 en 1831) qui comme Anzin et Vieux-Condé avait accueilli une verrerie.

1) 3. La grande fièvre de prospection de 1834-1839 et les débuts de la densification du peuplement du bassin minier du département du Nord :

De 1831 à 1841, la croissance démographique se ralentit dans la plupart de ces premières communes minières (avant de reprendre quelques années plus tard) parce que les regards des spéculateurs et les investissements s'étaient portés sur les nouveaux forages qu'on fonçait un peu partout autour des anciennes concessions. La découverte de houille à Louches en 1834 avait en effet provoqué une véritable fièvre de prospection, et des compagnies minières se faisaient et se défaisaient, débauchant comme prospecteurs un certain nombre de mineurs des anciens puits. "De 1834 à 1839, écrit M. Gillet [63] , la région du

Nord eut la fièvre ... et un flux de quatorze millions de francs provenant de la région même ou de la région parisienne s'est englouti en recherches frénétiques sur le pourtour des concessions d'Aniche et d'Anzin ; le principal résultat utile a été de montrer où le charbon ne se trouvait pas, c'est à dire dans le prolongement direct du gisement du Nord."

Toutefois on avait découvert la totalité du gisement du Nord et de nouveaux puits surgissaient un peu partout, notamment dans le Sud du bassin autour de Denain et de Louches et à proximité de Douai.

De nouvelles communes minières participèrent dès lors à la croissance démographique, croissance d'autant plus remarquable qu'à partir de 1830 la population des communes demeurées rurales commença à stagner ou à décroître.

L'augmentation de la population des communes où de nouveaux puits entraient en service fut plus brutale que pendant la période précédente et par certains aspects évoquait déjà celle que les communes minières du Pas-de-Calais connaîtraient 30 ou 40 ans plus tard.

Dans le secteur de Denain, la croissance la plus stupéfiante fut celle de la ville de Denain : 1 601 h en 1831, 5 144 en 1841 (x 3,2), 10 254 en 1861, mais celle de Louches : 184 h en 1831, 2 816 en 1841, 3 352 en 1861, fut également remarquable, ainsi que celles de Douchy-les-Mines (1 420 h en 1831, 1 897 en 1861) et d'Escaudain (1 130 h en 1831, 2 635 en 1861).

Dans le secteur d'Aniche, la population augmenta brutalement

à Aniche même (1 926 h en 1831, 3 057 en 1851, 4 156 en 1861),
à Auberchicourt (1 281 h en 1841, 1 744 en 1861), à Somain
(2 867 h en 1841, moins qu'en 1801, 3 819 en 1861).

Dans le secteur de Douai, les forages fructueux provoquèrent surtout la montée des effectifs de la population de Sin-le-Noble (2 949 h en 1841, 3 931 en 1861) et de Waziers (894 h en 1841, 1 454 en 1861).

Enfin la croissance reprit très rapidement dans le secteur de Valenciennes, dans les anciennes communes minières et dans de nouvelles : Anzin (4 191 h en 1841, 6 305 en 1861), Raismes (2 375 h en 1831, 3 010 en 1841, 4 305 en 1861), Hasnon (3 390 h en 1841, 3 584 en 1861), Bruay-sur-Escàut (2 089 h en 1841, 3 060 en 1861), Wallers (2 942 h en 1841, 3 460 en 1861), Saint-Saulve (4 602 h en 1841, 2 031 en 1861), Beuvrages (950 h en 1841, 1 303 en 1861).

Les débuts de l'implantation d'industries métallurgiques, sidérurgiques (notamment à Denain et Trith-Saint-Léger) et de cokeries dans le bassin houiller pendant cette période et les deux décennies qui suivirent, stimulèrent la production de charbon et contribuèrent ainsi directement et indirectement à la croissance démographique.

1) 4. La découverte du gisement du Pas-de-Calais et les nouvelles formes de la croissance démographique :

Après que de nombreux efforts eussent été dépensés en vain à chercher le charbon dans les environs d'Arleux, les prospections

reprirent de manière rationnelle au Nord-Ouest de Douai et, en 1847, on découvrit le charbon à l'Escarpelle, puis en 1848 à Oignies. Dans les années qui suivirent toute la partie centrale du gisement du Pas-de-Calais fut prospectée avec succès et l'exploitation commença.

Il n'y eut cependant de nouvelle fièvre de prospection qu'en 1855. Vers 1860, l'essentiel du gisement était découvert et concédé à un nombre suffisant de compagnies pour que l'exploitation démarrât dans toutes les parties du bassin. On n'attribua plus ensuite, notamment après une reprise des prospections en 1875, que des concessions marginales et d'exploitation difficile ou peu rentable, dont certaines furent vite abandonnées.

Le démarrage de l'extraction de la houille fut différent dans le Pas-de-Calais parce que plus tardif, à un moment où la grande industrie et les chemins de fer exigeaient une quantité grandissante de charbon, et la production s'amplifia constamment, apparemment insensible aux crises conjoncturelles qui affectaient les autres charbonnages. D'après M. Gillet : "c'est parce qu'elles ont su trouver le secret, depuis longtemps perdu, du couple paradoxal de la baisse des prix et des hausses de production que les sociétés houillères du Nord-Pas-de-Calais ont pris alors une avance décisive sur leurs rivales du Massif Central et de la Belgique." [64] Mais, malgré les progrès technologiques et l'augmentation de la productivité, on ne pouvait accroître la production sans accroître le nombre des mineurs et il y eut corrélation étroite entre les deux accroissements.

Localement les variations de population furent plus brutales, étroitement conditionnées par le forage des puits et la construction des cités, parce que la demande en main d'oeuvre était devenue générale, et plutôt que d'agir sur les salaires, les compagnies préférèrent attirer les mineurs en jouant sur les avantages sociaux et surtout en offrant des logements qu'il était de toutes manières impératif de construire, car les puits surgissaient dans des espaces industriellement vierges et dont l'habitat rural traditionnel était inadapté à ces brusques croissances démographiques. [65]

Les communes où on exploita plusieurs puits prirent vite l'allure de villes-champignons, ce qui, en dehors du cas de Denain, s'était rarement vu dans le département du Nord, durant la période précédente où la croissance avait été soutenue mais plus lente. On repère, sur les courbes d'évolution démographique, la date de construction des cités par les variations brutales des effectifs de population.

On vit ainsi s'enfler brutalement la population de petites communes promues au rang de villes : Auchel (1 941 h en 1866, 4 262 en 1881, 12 273 en 1911), Bruay-en-Artois (935 h en 1856, 5 335 en 1881, 14 700 en 1911), Lens (2 796 h en 1851, 5 738 en 1866, 24 310 en 1901, 31 812 en 1911), Liévin (2 075 h en 1866, 10 718 en 1886, 17 600 en 1901, 25 698 en 1911), etc...

Lors de la mise en service des premières mines, la croissance démographique s'est faite lentement, les nouveaux logements s'agglutinant aux anciens, en formant des corons à côté des vieux vil-

lages, ce qui n'était pas une nouveauté, mais une forme traditionnelle d'habitat ouvrier dans le Nord et en Belgique. Lorsque la croissance s'est accélérée, lorsque les mines ont exigé une main d'oeuvre plus abondante, l'habitat minier s'est dissocié de l'habitat traditionnel, et l'on vit naître les corons au pied des puits de mine dont l'emplacement était imposé par la nécessité de l'exploitation et non par des soucis urbanistiques. Ainsi s'est constitué un habitat de type nouveau, la cité minière, isolée des vieux noyaux villageois ou accolée à ceux-ci lorsque le hasard faisait naître les puits à proximité des anciens villages. Ces cités devinrent vite plus peuplées que les noyaux d'habitat primitif et constituèrent un monde formé presque exclusivement de mineurs autour duquel ne gravitait plus que du personnel destiné à assurer la desserte en services et en commerces.

La construction de ces cités fut une nécessité que les compagnies envisagèrent d'abord avec réticence et, dans un premier temps, celui du "Germinal" d'E. Zola, celles-ci ne louèrent à leurs ouvriers que des logements rudimentaires (mais cependant pas plus misérables que les maisons des ouvriers agricoles des villages). Mais peu à peu l'attribution d'un logement prit tant de valeur dans la psychologie du mineur et dans les relations complexes entre employés et employeurs, que les compagnies minières y attachèrent une grande importance et s'efforcèrent, à la différence de ce qui s'était produit aux débuts de l'exploitation, de loger le maximum de mineurs, [66] accentuant ainsi la dépendance du mineur vis à vis de la mine et facilitant sa surveillance.

Dans le Pas-de-Calais, après 1860, cette politique fut systématique, et les compagnies investirent de grosses sommes dans la construction des cités et dans les oeuvres sociales. [67] La cité y devint d'ailleurs de plus en plus une réduction de l'univers social : elle se dota de commerces, puis de coopératives, de dispensaires, de salles des fêtes, de lavoirs, de crèches, de stades, d'écoles et même d'églises. Et dans ce système, l'instituteur des mines et le curé étaient souvent appointés par les compagnies ou en dépendaient complètement. A un échelon supérieur, chaque grosse compagnie entreprit, avant la fin du siècle, de se doter d'orphelinats et d'hospitaux. Au paternalisme non désintéressé des compagnies, s'ajouta le développement de l'entraide et de l'organisation sociale des mineurs qui complétait l'arsenal des dispositifs de protection sociale mis au point par les compagnies. Ainsi s'est constituée une société où la vie de chacun est prise en charge par la collectivité qui, plus que le patronat encore, exerce une stricte surveillance des moeurs.

2) La population du pays minier au XIX^e siècle :

2) 1. Ses origines :

- Jusqu'en 1840 :

Tant que la croissance fut modérée en valeur absolue, les communes des régions minières et de leurs bordures fournirent aux mines la main d'oeuvre nécessaire au développement de leur ac-

tivité, complétée au besoin par des mineurs qualifiés venus du Borinage voisin. Les mines accueillirent d'abord le surplus de la population locale.

Mais lorsqu'à travers tout le bassin du Nord puis du Pas-de-Calais il fallut faire appel à des effectifs ouvriers de plus en plus nombreux en valeur absolue, il fallut attirer des immigrants de zones plus éloignées.

- La première vague d'immigration : 1840-1880 :

La part des étrangers fut toujours faible dans la population minière du XIX^e s., même celle des mineurs borins que, selon les circonstances, la population de souche française assimila ou rejeta (cf. chap. II, 1^o partie). C'est le reste de la région du Nord qui fournit à lui seul la quasi-totalité des immigrés dans le pays minier [68] . Cette immigration ne fut d'ailleurs importante qu'aux débuts de la mise en valeur du bassin. Sans qu'on puisse le chiffrer (sinon par des méthodes approximatives comme le dénombrement des lieux de naissance des personnes décédées, ou les communes d'origine des nouveaux mariés [69]), tous les travaux réalisés sur ce sujet concourent à considérer que l'apport extérieur au pays minier fut toujours modéré.

On assista d'abord, pendant cette période où l'augmentation de la production fut assurée par le forage de nouveaux puits, à un glissement de la population depuis les anciennes zones minières vers les nouvelles. Ainsi les nouvelles mines de Denain et du Douaisis, puis celles du Pas-de-Calais, accueillirent d'abord

des mineurs et des enfants de mineurs originaires du Valenciennois, main d'oeuvre indispensable car on ne s'improvise pas mineur. Le complément de main d'oeuvre fut assuré par des immigrés en provenance des zones rurales proches d'abord, puis plus lointaines.

Le Hainaut rural, les plaines de la Scarpe et de la Sensée, le Pévèle (que sollicitait aussi la région lilloise), le Cambrésis surtout (dont l'industrie à domicile entraînait en crise durant cette seconde moitié du XIX^e s.) fournirent l'essentiel des immigrants du Rouais et du Valenciennois. L'Artois, la plaine de la Lys et secondairement la Flandre intérieure fournirent les immigrants, plus nombreux, du bassin du Pas-de-Calais. Mais dans les nouvelles cités, les immigrés ruraux ne furent jamais qu'une minorité aux côtés des immigrés originaires des parties plus anciennement exploitées du bassin.

Il va de soi que toute la population du pays minier ne fut jamais composée uniquement de mineurs. Dans cette période de naissance de la mine, cela était encore plus vrai qu'au moment de son apogée. La création des puits avait laissé intactes toutes les anciennes activités et les avait au contraire stimulées par le développement économique et démographique. Aussi ce n'est pas seulement la population des communes où s'établissaient les nouvelles cités qui s'accrut, mais également celle des communes voisines où la population minière était pourtant réduite. Enfin la forte fécondité des mineurs maintint un climat général favorable à la natalité dans l'ensemble du bassin.

- La croissance par excédent naturel : 1880-1914 :

Peu à peu l'immigration d'origine rurale représentera une part de plus en plus réduite de l'immigration autour des puits que l'on fore inlassablement dans l'ensemble du bassin au cours du XIX^e s. et au début du XX^e, jusqu'à la crise économique des années 30. Les employés des nouveaux puits sont des mineurs et des enfants de mineurs originaires des communes voisines. Le croît naturel exceptionnel de la population minière suffira pratiquement à lui seul à assurer l'expansion démographique, expansion combien remarquable ! Au début du XX^e s., alors que partout en France la natalité recule à grands pas, le taux de natalité des mineurs demeure supérieur à 40 ‰. Population jeune à forte natalité et à mortalité normale pour l'époque, la population minière croît donc très vite, et sa croissance suffit presque à alimenter en main d'oeuvre les besoins sans cesse grandissants des houillères.

- Les immigrants temporaires et les migrants alternants :

A la main d'oeuvre permanente recrutée dans les cités, s'ajoutait une main d'oeuvre, peu nombreuse mais fluctuante, formée de travailleurs temporaires et de migrants alternants, d'origine rurale, qu'on employait dans les travaux de manutention. C'est cette main d'oeuvre qui subit les variations de la conjoncture, et qui permet ainsi aux compagnies d'assurer une embauche quasi-continue aux enfants de leurs mineurs.

Pendant les années de pleine expansion, les houillères eurent également recours à des travailleurs saisonniers, agriculteurs

des communes périphériques venant travailler dans les mines l'hiver, au moment où la demande en charbon est forte, et retournant travailler la terre à la belle saison, et à des travailleurs temporaires venant principalement de Belgique. Mais ils furent généralement très peu nombreux. On recrutait davantage de migrants alternants originaires des zones rurales plus éloignées. A la fin du XIX^e s., l'aire de recrutement des migrants alternants venant travailler dans les mines débordait largement celle des bordures du pays minier. Jusqu'à la guerre 1914-1918, les compagnies utilisaient le chemin de fer pour faire venir quotidiennement de la main d'oeuvre depuis le Ternois, le Nord-Arrageois et jusque depuis la vallée de la Canche, puis lors des difficultés de l'industrie textile depuis Armentières et la Flandre. Après la guerre, le périmètre de recrutement se restreignit.

2) 2. Les caractéristiques psychologiques et sociales de la population minière :

Peu à peu avec le relèvement des salaires, l'amélioration des conditions quotidiennes de vie et de travail et l'organisation de la vie dans le cadre des cités, les mineurs constituèrent un milieu bien différent de celui que décrit E. Zola dans "Germinal". Leurs moeurs sont devenues régulières, contrôlées par les collectivités qu'étaient les cités et par les compagnies.

Ce milieu formait et forme encore un monde à part, longtemps à l'écart des autres populations, très fermé dès le second tiers du XIX^e s. après que l'immigration fut devenue insi-

gnifiante. La vie en cités a contribué à renforcer l'emprise de la mine sur la population et à uniformiser les modes de vie et de pensée.

A la monochromie du paysage (corons associés aux chevalements et aux terrils, coalescents dans les grosses communes, séparés dans les plus petites par les éléments subsistant du vieux fonds agricole ; paysage stéréotypé, répété inlassablement), correspond la monochromie des classes sociales. Toute la population vit de la même vie, au même rythme. La catastrophe du fond concerne tout le groupe, la grève également. La fête de la cité réjouit tout le monde. Les mêmes joies, les mêmes peines sont partagées. Les hommes vivent au même rythme, celui des postes de travail, les femmes ont la même vie rythmée par la scolarité des enfants et les postes de travail des époux. Le destin de chacun est fixé à l'avance, dès la naissance : le fils du mineur sera mineur et accompagnera son père à la mine dès qu'il atteindra l'âge requis, quand il se mariera, il recevra une maison de la compagnie qui assurera ensuite la scolarisation puis l'apprentissage de ses enfants qui, à leur tour, l'accompagneront plus tard au fond ... Quand il sera vieux, les mines lui verseront une retraite. S'il est frappé par un accident, la compagnie s'occupera de sa famille. Ainsi peu à peu, le mineur a été débarrassé du souci du quotidien. Son logement, son chauffage sont assurés, il est prémuni contre l'accident et contre l'indigence de la vieillesse. Il n'a pas de souci pour ses enfants : la mine leur fournira du travail. Dans ce cas, pourquoi limiter la taille des familles ?

D'autant moins que très tôt, l'enfant rapporte un salaire complémentaire.

La promotion individuelle est très difficile, il paraît impossible aux fils de mineurs d'échapper à la mine, du moins avant la seconde partie du XX^e s., mais en fait bien peu d'entre-eux le désirent, car le danger du travail fait partie du quotidien et la vie en cité est sécurisante.

Dans cette société étroitement hiérarchisée avec son aristocratie des ingénieurs, sa classe intermédiaire des employés et des porions, puis celle des ouvriers parmi lesquels des distinctions subtiles séparent les différentes catégories de mineurs, l'horizon est limité à celui de la cité avec ses logements des mines, ses jardins des mines, son stade des mines, son école des mines, son église des mines, sa coopérative des mines, son dispensaire des mines, sa salle des fêtes et son harmonie des mines ..., l'individualisme a disparu, et pour P. Aries [70], c'est là l'explication du maintien de la forte fécondité. "Le pays noir, écrit P. Aries, enfermé sur lui même, ignore le malthusianisme contemporain ... le mineur est enfermé dans sa condition et sans espoir d'en sortir ... Il est résigné à son sort et n'envisage pas pour sa postérité une existence différente de la sienne ; ses enfants vivront comme il a vécu, comme ont vécu son père et son aïeul ... Aussi n'éprouve-t-il pas le besoin de prévoir, de supputer l'avenir. Il vit au jour le jour sans souci du lendemain. Et cette absence de prévoyance s'accompagne naturellement d'une fécondité élevée", fécondité qu'encouragent les compagnies qui

préfèrent les pères de familles aux célibataires, qui préfèrent ne recruter que des enfants de mineurs préparés psychologiquement dès leur plus jeune âge à vivre dans l'univers confiné de la mine, fécondité qu'encourage la cité par l'accueil fait aux enfants et par une sorte de prise en charge collective des enfants [71].

Le comportement démographique des mineurs au début du XX^e s. prolonge encore celui des ruraux du XIX^e s. dans ce territoire qui a connu une forte industrialisation mais pas de véritable urbanisation.

2) 3. La stabilité de la population minière :

Si la fécondité élevée a pu assurer une telle croissance, c'est parce qu'il y a eu maintien sur place de l'excédent naturel. Nous avons vu que le monde de la mine était vite devenu un monde fermé, peu y pénétraient, encore plus rares étaient ceux qui en sortaient. "Transplantés ailleurs, écrit P. Aries, dans un autre milieu moins homogène, ils se sentent dépaysés et s'ennuient. Ils éprouvent le mal du pays, beaucoup plus que le paysan parvenu à la ville, et qui, en général, s'adapte très vite. Né au pays noir, le mineur n'en sort pas, et n'a même pas l'idée d'en sortir ... [72] C'est parce qu'on est resté au pays que le chiffre de la population a pu s'élever si haut, malgré la faible part de l'immigration." Là où d'autres industries se sont implantées au côté de la mine, elles ont été amenées à calquer leur politique sociale sur celle des houillères, et la vie dans leurs cités, par mimétisme, s'est identifiée à celle des corons miniers.

Ainsi s'expliquent les caractères particuliers du pays minier

qui, fixés dans leurs grands traits il y a un siècle, ne furent remis en question qu'il y a quelques années.

3) De 1914 à 1945 : une croissance plus irrégulière :

Jusqu'en 1914, la croissance de la population avait été régulière et générale, et les courbes d'évolution démographique communales témoignent de cette remarquable ascension. La richesse du sous-sol décida des effectifs de population que porterait le sol. La taille des cités, leur nombre dépendaient uniquement du nombre et de la capacité de production des puits. Comme les fonctions autres que minières demeuraient généralement embryonnaires ou limitées aux principales villes de l'Est du bassin dont la croissance avait repris après 1860 et surtout à la fin du XIX^e s., il y eut un lien étroit entre les effectifs de population et la production du charbon. Cela fut encore plus vrai dans le département du Pas-de-Calais que dans celui du Nord où la sidérurgie, la grosse métallurgie et la chimie se développaient sur le bassin houiller. Mais le rôle de la mine était néanmoins décisif. Les différences qui apparaissent d'un graphique à un autre sont dûes aux dates de départ de l'exploitation du charbon ou plus exactement de la construction de la première cité.

La guerre de 1914-1918 amena une première rupture de ce rythme régulier d'évolution. La croissance démographique fut brusquement rompue partout où les mines furent ravagées par la guerre et se porta au contraire sur des zones qui jusque là avaient été marginales.

3) 1. Les ravages de la guerre :

Fin 1914, la majeure partie du bassin est occupée par les Allemands. Dans tout le bassin houiller du département du Nord et dans la partie orientale de celui du Pas-de-Calais, la production se poursuivra tant bien que mal pendant la durée de la guerre, sous le contrôle des occupants. Dans la partie occidentale conservée par les Français et sur les marges artésiennes du bassin, l'exploitation sera amplifiée, poussée à ses limites extrêmes. Au centre du bassin, le déroulement des combats portera des coups funestes aux structures. Les communes minières seront ravagées, les cités, les chevalements détruits, les installations souterraines, formidable réseau de galeries que l'ennemi aurait pu utiliser furent rendues impraticables.

En 1918, la partie Est du bassin est à peu près intacte, la partie Ouest déjà surexploitée et la partie centrale incroyablement endommagée. Il faut tout y reconstruire : canaux, voies ferrées, routes, chevalements, maisons, et remettre en état les installations souterraines.

3) 2. La période de reconstruction :

- Un immense chantier de 1918 à 1932 :

Au lendemain de la guerre le pays minier se mue en un gigantesque chantier aérien et souterrain. Il fallait remettre en état les installations du fond et du jour, reprendre le plus vite possible l'exploitation du charbon dans le secteur central, alors le plus riche du bassin, et en même temps reconstruire les logements pour

permettre le retour des populations évacuées.

Les compagnies firent en général de gros efforts en matière de logement, et les anciens mineurs, dans leur majorité, regagnèrent leur commune d'origine dès qu'ils le purent. Les nouvelles cités furent des cités plus riantes, plus aérées et boisées, les logements furent plus spacieux, plus confortables, et les sanitaires furent améliorés.

Mais la main d'oeuvre minière avait été amputée d'une partie de ses éléments et les jeunes manquaient, comme partout en France après l'hécatombe des tranchées. Le pays noir manquait de mineurs, mais aussi de maçons et de spécialistes des transports.

- L'immigration polonaise :

Les salaires n'étaient pas tels qu'on puisse attirer dans les mines la main d'oeuvre des autres industries, et les campagnes étaient trop exsangues pour fournir une nouvelle vague d'immigration, les compagnies minières organisèrent alors une immigration d'ouvriers étrangers, italiens, yougoslaves et surtout et essentiellement polonais, mineurs qualifiés venant de Westphalie, puis paysans venant de Pologne. On offrit les nouveaux logements au personnel français, et on cantonna le personnel immigré dans les anciens logements et dans des baraquements avant de leur construire leurs propres cités. Les compagnies, renouant avec la politique qui leur avait assuré une relative paix sociale dans le passé et conformément aux vœux des cadres polonais (instituteurs et prêtres), eurent tendance à rassembler tous les éléments polo-

nais dans les mêmes cités (à ce sujet, cf. 1^o partie, ch. III).

Entre 1918 et 1931, là où la croissance de la population fut très rapide, elle reposa sur l'implantation de mineurs polonais. Ostricourt par exemple qui avait 1 625 habitants en 1911, en comptait 6 202 en 1931. Mais parmi eux, on comptait 4 000 Polonais qui fournissaient 70 % du personnel des Mines d'Ostricourt et dont le taux de natalité dépassait encore 40 ‰. A Lens, on comptait en 1931 7 800 Polonais sur 30 155 habitants, à Harnes 4 900 Polonais pour 11 090 habitants, à Libercourt, alors encore hameau de Carvin, 2 500 étrangers et 2 000 Français, à Sallaumines 8 500 étrangers et 7 500 Français etc... Cette énumération est suffisamment éloquente pour qu'il soit nécessaire de la poursuivre.

- L'inégalité de la reprise de croissance :

Mais cette croissance, qui reposa surtout sur l'immigration polonaise, fut très inégale. Avec le ralentissement de la production des secteurs surexploités pendant la guerre, la population stagna ou décrut à l'Ouest du bassin. La croissance se poursuivit par contre au même rythme que précédemment à l'Est et s'amplifia considérablement dans la partie centrale du bassin, de Béthune à Douai, là où les rendements étaient alors les meilleurs et où les réserves en charbon gras étaient les plus facilement exploitables. D'énormes investissements y permirent la remise en état rapide et l'extension de toute l'infrastructure économique. Les puits et les cités s'y multiplièrent et la croissance démographique y fut exceptionnelle dans le contexte français.

Le croît naturel continua à jouer un rôle considérable dans cette croissance. Il semble cependant que la natalité des mineurs de souche française ait commencé à baisser, mais elle avait été relayée par celle des Polonais qui, bien qu'en majorité originaires de Westphalie et n'ayant plus que des attaches lointaines avec le milieu rural polonais traditionnel, avaient conservé une forte prolificité qui contrastait avec celle, plus mesurée, des mineurs français et tenait d'ailleurs autant à une structure par âge où prédominaient les jeunes adultes qu'à la fécondité proprement dite.

- La crise économique :

En brisant l'expansion économique et en provoquant l'expulsion d'un certain nombre d'immigrés polonais, la crise des années 30 stoppa l'expansion démographique de la période d'après-guerre. Les effectifs de population diminuèrent à peu près partout, mais légèrement de 1931 à 1936 et remontèrent à peine entre 1936 et 1946.

4) L'après-guerre. 1945-1975 :

4) 1. La nationalisation et la reprise de l'activité :

La crise économique avait surpris certaines compagnies ayant investi tous leurs moyens dans des constructions immobilières et la restauration des installations du fond. Au lendemain de la dernière guerre mondiale, elles étaient au bord de la faillite et in-

capables de rénover un matériel qui datait en moyenne des années 20.

En prenant en charge les charbonnages en 1945, l'Etat français poursuivait trois buts : rénover les installations et la technologie minières afin d'améliorer la productivité, ce que les compagnies s'avèraient incapables de faire, mettre fin définitivement au danger de monopole, se donner les moyens de mener sa politique énergétique, indispensable au relèvement économique.

La substitution d'un seul organisme, les Houillères du Bassin du Nord et du Pas-de-Calais (H.B.N.P.C), aux 18 compagnies qui existaient encore en 1945, réalisa une vaste concentration industrielle qui permit d'appliquer au bassin un plan de modernisation et de rationalisation qu'on ne pouvait envisager dans l'ancien cadre des concessions. La modernisation fut rapide et devint permanente. La production fut stimulée par un jeu de primes de rendement dont les résultats furent éclatants sur le plan économique, mais qui eut des conséquences néfastes sur la santé et la longévité de toute une génération de mineurs.

La nationalisation permit l'unification du matériel, la mécanisation, le développement de l'utilisation de l'air comprimé, puis de l'électricité au fond et la mise en place d'un réseau ferroviaire aérien et souterrain pour transporter le personnel et la production et approvisionner, avec les qualités de charbon les mieux appropriées, les lavoirs, centrales thermiques, cokeries et usines de traitement du charbon. Mais cette modernisation s'accompagnait obligatoirement d'une concentration de l'exploitation sur

de grosses unités de production, de l'abandon de l'exploitation des veines les moins rentables et de la fermeture d'un certain nombre de puits. En 1938, il y avait 125 puits en activité, dès 1964, ils n'étaient plus que 41. Le paysage minier se transforma peu à peu, la fosse à tour carrée nouvellement foncée succédant aux chevalements traditionnels.

La reprise de l'activité, l'augmentation de la production et même la concentration n'eurent pas, dans l'immédiat, de conséquences négatives sur l'emploi.

Au contraire au lendemain de la guerre, la croissance de la population minière redevint à peu près générale et les Houillères nationales poursuivirent la politique sociale des anciennes compagnies et ne bouleversèrent pas l'édifice social constitué par les mineurs et les compagnies. Autour des nouveaux puits ou des anciens puits rénovés (peu nombreux), elles construisirent de nouvelles cités, d'architecture différente des précédentes mais de même nature.

L'augmentation massive des effectifs de la population minière devint ainsi progressivement beaucoup plus ponctuelle.

- La récession des charbonnages et la diminution de la population minière :

Ce phénomène de concentration s'accompagna, à partir des années 55-60, d'un début de réduction de l'activité. Les conditions économiques évoluaient : le charbon était concurrencé par d'autres sources d'énergie, les charbonnages du Nord/Pas-de-Calais, à fai-

ble productivité, compte-tenu de la configuration des veines, supportaient mal la concurrence des charbonnages lorrains et étrangers, enfin les réserves "rentables" s'épuisaient d'autant plus vite que l'évolution des techniques relevait les seuils de rentabilité.

L'Ouest du bassin fut le premier touché par le repli, puis par le désengagement des Houillères. Le recensement de 1954 y fut celui du maximum de population. Ensuite le centre, qui fournissait l'essentiel de la production, fut touché, ce qui provoqua, en 1963, la grande grève de protestation des mineurs qui ne pouvaient accepter que leur univers sécurisant, où l'avenir des enfants était encore automatiquement assuré, s'effondrât, et qui ne pouvaient admettre qu'on parlât d'épuisement alors que plus d'un milliard de tonnes de charbon gisaient encore sous leurs pieds. Plus récemment, après 1967, l'Est du bassin fut à son tour touché. De 1954 à 1975, plus de 100 000 emplois ont été supprimés dans les mines. En 1954, il y avait encore 145 000 mineurs, et on prévoit la fermeture complète des puits pour 1985.

La disparition des emplois miniers ne s'est cependant pas accompagnée de grave crise sociale parce que les Houillères ont rarement eu recours au licenciement, mais ont joué la carte de l'arrêt de l'embauche, ce qui, compte-tenu de la précocité de l'âge de la retraite chez les mineurs de fond, a provoqué une diminution rapide de leur main d'oeuvre, diminution parfois même trop rapide qui les a obligé à recourir à l'emploi de main d'oeuvre immigrée, essentiellement marocaine.

Pour compenser la perte de ces emplois traditionnels, l'Etat a incité tardivement à la création d'emplois industriels nouveaux provenant soit de l'extension des entreprises non minières existantes, soit de la création d'établissements. C'est ainsi qu'ont été créées à Ruitz et à Béthune, puis à Douvrin, Douai, Bouchain, Hornaing des usines diverses, notamment de constructions mécaniques - surtout automobiles - (la thèse en cours de C. Gachelin devrait fournir une étude complète et approfondie de ce phénomène de reconversion du bassin). Toutefois le rythme des créations ne correspondit pas à celui des disparitions d'emplois, et le déficit des emplois provoqua l'émigration définitive ou alternante des jeunes, émigration qui s'amplifia régulièrement et gagna progressivement l'ensemble du bassin, d'autant plus que les nouveaux emplois offerts sont très concentrés géographiquement en des secteurs marginaux du bassin et que l'habitat lui est très diffus.

- Les bouleversements récents de la vie du monde minier :

La population du pays minier, formée autrefois essentiellement de mineurs qui habitaient à proximité des fosses où ils travaillaient, était peu mobile. La concentration des puits, puis la conversion ont modifié cette situation et les migrations de travail, en général quotidiennes, ont pris une grande ampleur, migrations depuis les cités vers les nouveaux puits, migrations vers les nouvelles zones industrielles, migrations hors du bassin, notamment vers la région lilloise (cf. 3^e partie, ch. I).

Enfin on assista à un glissement progressif de la population

d'Ouest en Est au fur et à mesure que l'exploitation du charbon reculait de l'Ouest vers l'Est.

Dans le D.E.S de l'auteur en 1965, est étudié comment une petite ville minière participa à ce mouvement : Mazingarbe, principal centre de la carbochimie du bassin. Entre 1950 et 1958 environ, Mazingarbe a d'abord accueilli des mineurs venant de Marles, d'Auchel, puis de Bruay-en-Artois, puis, dans les années 60, le bilan migratoire de la ville est devenu négatif avec la fermeture des puits (fosses 3 et 4 en été 1964, fosses 7 et 7 bis au début de 1965, fosse 2 en 1966). Une partie de sa population est partie vers l'Est du bassin (Oignies et Valenciennes), une partie des mineurs de fond a été versée au jour dans le personnel des usines chimiques, une autre partie a été transférée dans les puits voisins (n° 5 de Grenay, n° 1 de Bully-les-Mines et surtout n° 18 d'Hulluch) et même dans les fosses d'Hénin-Liétard et d'Oignies et fut ainsi astreinte à des navettes quotidiennes. Ainsi le rythme de vie traditionnel et séculaire des cités fut brisé par celui du passage des autocars qui déposent ou emmènent la main d'oeuvre habitant au pied des chevalements dont les mollettes ne tournent plus, depuis ou vers d'autres fosses situées plus à l'Est. A ces déplacements s'ajoutent ceux effectués à l'aide de bicyclettes ou de vélomoteurs, notamment ceux des jeunes pour qui Mazingarbe est devenue une ville dortoir.

Ce n'est là qu'un exemple parmi tant d'autres. Progressivement c'est même la population active qui disparaît de certaines cités où les retraités deviennent peu à peu majoritaires, et

la population diminue puisque l'emploi des jeunes n'est assuré que par l'émigration. Si on songe qu'en 1968 les mines employaient encore plus de 50 % des actifs de la majorité des communes minières (Bully-les-Mines : 60 %, Bruay-en-Artois : 55 %, Divion : 59 %, Oignies : 63 %, Libercourt : 65 %, Méricourt : 50 %, Sallaumines : 58 %, Condé-sur-Escaut : 48 %), on comprend combien les problèmes de reconversion sont angoissants pour la population et pour les municipalités qui craignent de voir mourir leurs communes.

La diminution de population n'est cependant pas générale. Y échappent les communes où se concentre ce qui subsiste de l'activité des Houillères et les trois grandes villes du bassin antérieures à l'industrialisation : Béthune et surtout Douai et Valenciennes.

5) Les principales villes du bassin :

Des villes nées de la mine ou de l'alliance de la mine et de la sidérurgie, certaines sont parvenues à posséder des effectifs de population très importants comme Lens (plus de 40 000 h en 1975, Liévin : 33 000 h, Hénin-Beaumont : 25 000 h, Bruay-en-Artois : 25 000 h et Denain : 26 000 h), mais aucune, sauf peut-être à la limite Lens, n'est parvenue à devenir une véritable ville, c'est à dire un centre d'attraction et d'activité tertiaire pour la région sur laquelle elle rayonne.

Mais les villes qui existaient avant la découverte et l'exploitation du bassin houiller ont continué à jouer ce rôle et elles ont mieux résisté aux difficultés actuelles du pays minier.



FIG. 226 : Beuvry (c. de Noeux-les-Mines)
Lapugnoy (c. de Béthune-Sud)
Cambrin



FIG. 227 : Douai
Valenciennes. Béthune

Béthune, comme Douai et Valenciennes, n'a participé que tardivement à l'explosion démographique du pays minier. En 1856, la ville ne comptait que 7 720 h, et en 1911, elle en comptait 15 309, la population n'avait fait que doubler, car elle comprenait relativement peu de mineurs. Les activités qui s'y étaient développées étaient des activités industrielles, des activités tertiaires nées de la proximité du charbon, et la croissance s'y est poursuivie jusqu'en 1968 et a surtout été forte entre 1962 et 1968 lorsque s'est peuplée une immense Z.U.P et que de nouvelles industries se sont implantées sur la zone industrielle établie en bordure de la plaine de la Lys. Depuis, la population de la ville même a commencé à décroître, pendant que la croissance se portait sur la banlieue : Beuvry (2 500 h en 1801, 2 728 en 1851, 4 961 en 1901, 7 006 en 1954, 8 147 en 1975), Vendin-les-Béthune (912 h en 1911, 1 487 en 1946 2 533 en 1975), Verquin (2 400 h en 1946, 3 242 en 1975), Lapugnoy (2 250 h en 1936, 2 556 en 1968, 3 288 en 1975). L'ensemble urbain résiste donc bien à la dépopulation qui sévit surtout sur l'ensemble du secteur oriental et central du bassin minier.

Douai était une ville plus importante, comme en témoigne la richesse de ses musées et de ses monuments; vieille ville drapante, devenue ville administrative (Parlement de Flandre, puis Cour d'appel) et universitaire (jusqu'au transfert de l'Université à Lille à la fin du XIX^e s.), qui rayonnait sur le pays compris entre Scarpe et Sensée. Jusqu'en 1872, la population de la ville ne s'accrut que lentement (18 452 h en 1801, 18 953 en 1831, 24 662

en 1872), alors que mines et industries, cités ouvrières et minières se multipliaient au Nord, à l'Est et à l'Ouest de la ville, notamment à Waziers, Sin-le-Noble et Flines-les-Râches. Le nouvel essor de la ville ne commença que tardivement, à la fin du XIX^e s., lorsqu'après le démantèlement de son enceinte, la ville put accueillir les industries le long de la voie ferrée (notamment les constructions mécaniques et la fonderie). En 1881 on recensa à Douai 29 909 h, en 1901 : 33 247, en 1911 : 36 314, en 1931 : 41 698. La croissance se ralentit ensuite, puis la population se réduisit pendant la crise économique et la guerre durant laquelle Douai fut bombardée à de nombreuses reprises. En 1946, la ville ne comptait plus que 37 258 h. Mais la croissance reprit rapidement après-guerre et, en 1962, on recensa à Douai 47 639 h. Ensuite la croissance se porta sur les communes périphériques, communes qui devaient leur développement antérieur à la mine, comme Sin-le-Noble, ou communes anciennement rurales qui se développèrent sous l'impulsion de Douai, comme Cuincy (1 464 h en 1946, 3 008 en 1962, 6 068 en 1975), Lambres-les-Douai (1 721 h en 1901, 2 369 en 1936, 2 904 en 1946, 4 461 en 1962, 5 509 en 1975), Roost-Warendin (6 444 h en 1975) et les communes situées entre Douai et Arleux.

Valenciennes, une des anciennes capitales du Hainaut, chef lieu de généralité sous l'Ancien Régime, assista à la croissance démographique des communes voisines (Anzin, Raismes, Trith-Saint-Léger) sans y participer avant la fin du XIX^e siècle. En 1831, la ville n'avait toujours que 19 000 h, en 1872 24 600.

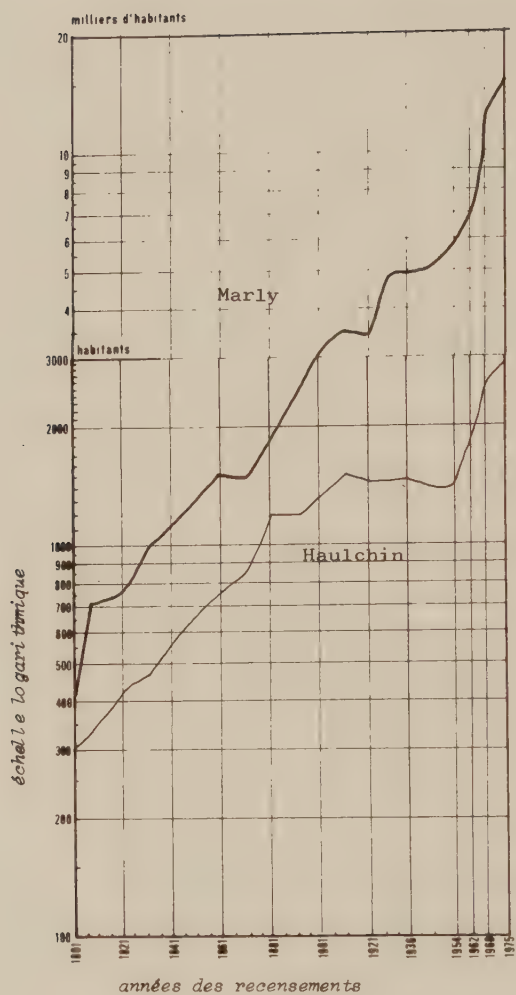


FIG. 228 : Marly (c. Est de Valenciennes)
Haulchin (c. Sud de Valenciennes)

Comme à Douai, le nombre des habitants n'augmenta qu'avec le développement de l'industrie, notamment métallurgique, et le démantèlement des fortifications. En 1881, la population atteignait 27 607 h, en 1901 30 946, en 1911 34 766, en 1931 42 359. Après que la crise économique et la guerre eussent, comme à Douai, ramené la population à 38 000 h en 1946, la croissance reprit : 45 379 h en 1962, puis cessa (46 626 h en 1968, 42 473 en 1975) pour se porter uniquement sur les communes de banlieue : Aulnoy (2 680 h en 1911, 2 748 en 1946, 3 602 en 1968, 6 757 en 1975), Marly (1 532 h en 1861, 2 424 en 1891, 3 546 en 1911, 5 051 en 1946, 7 435 en 1962, 15 390 en 1975), Saint-Saulve (5 600 h en 1962, 8 766 en 1975), Petite-Forêt (2 948 h en 1962, 3 422 en 1975), La Sentinelle (2 816 h en 1946, 3 669 en 1975), Beuvrages (2 916 h en 1946, 4 718 en 1922, 8 485 en 1975).

6) Les multiples aspects de l'évolution démographique de l'Est à l'Ouest du bassin minier :

- Remarque préliminaire :

C'est dans le cadre communal que nous avons mené cette étude, parce que c'est l'échelon statistique le plus fin. Mais la carte des cités ne correspond pas à celle des communes et certaines sont établies à cheval sur plusieurs communes. La division en secteurs est elle-même assez artificielle, car il y a continuité de ce type de peuplement minier.

6) 1. Le secteur Est : de Raismes à Condé-sur-Escaut :

C'est le plus ancien secteur minier exploité, sa croissance démographique commença très tôt, mais demeura modérée au XIX^os. lorsque furent mises en valeur les zones produisant des charbons moins anthraciteux. Au XX^o s. les effectifs de population gonflèrent à deux reprises : entre 1921 et 1931, et entre 1954 et 1968. La croissance, ralentie depuis 1962 ou 1968, s'est poursuivie jusqu'aujourd'hui dans certaines communes où l'extraction s'est concentrée.

Vieux-Condé donne un exemple assez typique de l'évolution de la population de ce secteur du pays minier : peuplée de 5 134 h en 1861, la commune n'en comptait que 7 888 en 1911 (+ 54 %), et après une très légère diminution des effectifs, du fait de la première guerre mondiale, atteignit 9 529 h en 1931. Cette population fut ramenée à 9 000 h de 1936 à 1946, puis portée à 10 425 en 1954 et à 11 970 en 1968, pour se stabiliser à nouveau.

Ce type d'évolution se retrouve à Onnaing (3 544 h en 1861, 5 763 en 1911, 7 816 en 1931, 7 500 de 1936 à 1946, 9 098 en 1954, 10 441 en 1962, diminution depuis), à Bruay-sur-Escaut (3 060 h en 1861, 7 840 en 1911, 9 411 en 1931, 12 168 en 1962) et à Saint-Saulve (2 031 h en 1861, 3 471 en 1911, 3 827 en 1931, 5 600 en 1962) avant que ces communes ne relaient l'extension de Valenciennes, à Wallers (3 301 h en 1861, 4 944 en 1911, 6 332 en 1931, 5 900 de 1936 à 1946, 7 558 en 1962, 7 500 en 1975), à Crespin (1 500 h en 1861, 3 016 en 1911, 3 999 en 1946, 5 320 en 1975), à Hasnon (3 584 h en 1861, 3 195 en 1911, 2 941 en



FIG. 229 : Anzin (c. Nord de Valenciennes)
Raismes (c. de St-Amand-Rive-Droite)

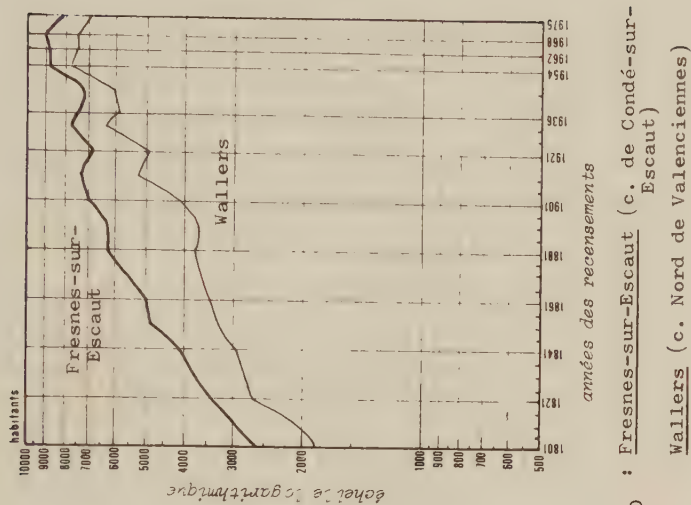


FIG. 230 : Fresnes-sur-Escaut (c. de Condé-sur-Escaut)
Wallers (c. Nord de Valenciennes)

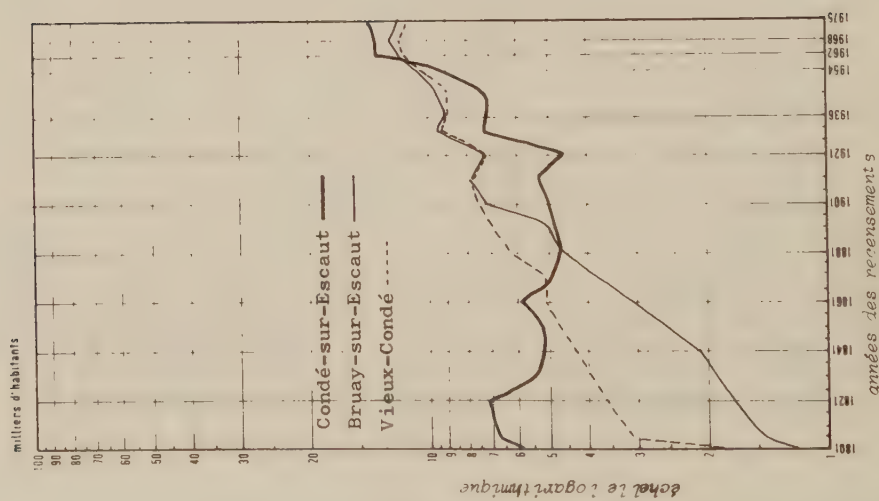


FIG. 231 : Condé-sur-Escaut
Bruay-sur-Escaut (c. Nord de Valenciennes)
Vieux-Condé (c. de Condé-sur-Escaut)

1921, 3 023 en 1931, 3 275 en 1962) et à Raismes (4 305 h en 1861, 8 734 en 1911, 8 410 en 1921, 12 866 en 1931 effectif que l'on retrouve pratiquement jusqu'en 1946, 14 577 en 1954, 18 731 en 1962 date du maximum de peuplement, 16 550 en 1975).

Condé-sur-Escaut se situe un peu en retrait de cette évolution. Cette vieille cité demeura longtemps à l'écart des fièvres charbonnières (5 900 h en 1801, 4 621 en 1881, 5 213 en 1911) puis participa à son tour à l'exploitation du charbon après la première guerre mondiale (7 228 h en 1931, 9 137 en 1954) et sa croissance s'est poursuivie jusqu'aujourd'hui : 14 066 h en 1975.

A Anzin, la croissance, forte au XIX^e s. (6 305 h en 1861, 14 441 en 1901), a cessé depuis le début du XX^e s. (14 439 h en 1911, 14 504 en 1936, 14 866 en 1975).

6) 2. Le secteur de Denain :

Ici, mines et sidérurgie se sont mêlées pour assurer la croissance de la population. A Denain et à Lourches, celle-ci avait commencé dès 1834, ailleurs elle débuta plus tard, après 1850.

La croissance de Denain fut remarquable entre 1834 et 1861, elle se poursuivit au delà : 10 254 h en 1861, 23 204 en 1901, 26 800 en 1911 (x 16,7 par rapport à 1831), ramenée à 23 467 h en 1921, la population s'accrut à nouveau fortement jusqu'en 1931 : 27 767 h, puis se stabilisa à un effectif inférieur : 24 908 h en 1946, pour s'accroître une dernière fois au lendemain de la dernière guerre mondiale jusqu'à atteindre 27 449 h en 1954. Depuis, après une période de stabilité, la décroissance a commencé (26 204 h en 1975) et l'abandon de l'activité sidérurgique de-



FIG. 232 : Denain

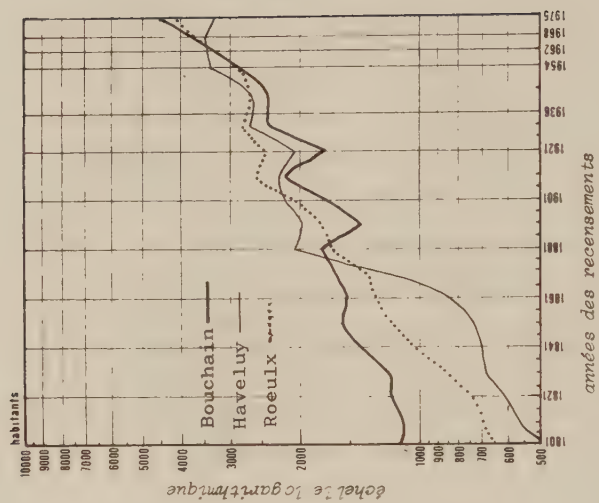


FIG. 233 : Bouchain
Haveluy (c. de Denain)
Roelux (c. de Bouchain)



FIG. 234 : Somain (c. de Marchiennes)
Aniche (c. de Douai-Sud)

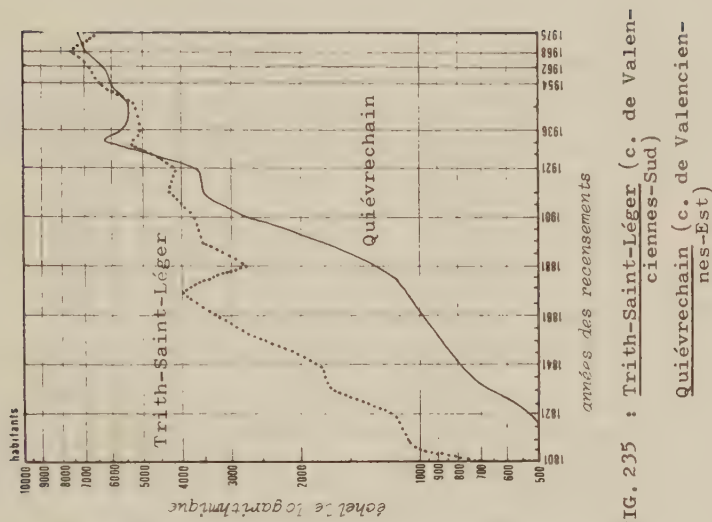


FIG. 235 : Trith-Saint-Léger (c. de Valenciennes-Sud)
Quiévrechain (c. de Valenciennes-Est)

vrait la renforcer.

On peut mettre en parallèle l'évolution de Trith-Saint-Léger (3 271 h en 1861, 4 363 en 1911, 5 416 en 1931, 7 612 en 1968, 6 757 en 1975).

Dans les communes voisines, la croissance a souvent cessé dès les années 30, comme à Louches (3 352 h en 1861, 5 646 en 1911, 5 991 en 1936, 5 994 en 1954, 4 666 en 1975), à Abscon (1 608 h en 1861, 3 250 en 1911, 4 289 en 1936, 4 819 en 1962, 4 636 en 1975), à Escaudain (2 635 h en 1861, 4 966 en 1911, 11 238 en 1931, 10 486 en 1946, 11 705 en 1962 et 10 673 en 1975), sauf à Douchy-les-Mines où s'est concentrée l'activité et qui a connu une croissance récente remarquable (1 897 h en 1861, 3 355 en 1911, 3 894 en 1946, 5 242 en 1962 et 11 180 en 1975).

6) 3. Le secteur de Somain-Aniche :

Dans ce secteur la croissance fut surtout forte au début de l'exploitation et au lendemain de la dernière guerre, puis le reflux a commencé dans la plupart des villes.

Aniche, vieux centre d'exploitation houillère et de verrerie, a vu sa population doubler entre 1861 (4 156 h) et 1911 (8 603). De 9 103 h en 1931, elle redescendit à 8 800 de 1936 à 1946. Le maximum de population (10 419 h) fut atteint en 1962 et depuis la ville a perdu 800 habitants.

Au lendemain de la dernière guerre, la croissance a été plus forte encore à Somain (9 611 h en 1911, 12 513 en 1931, 11 951 en 1946, 15 228 en 1962, 14 096 en 1975), à Pecquencourt (1 345 h en 1911, 3 713 en 1931, 5 111 en 1946, 8 911 en 1968, 7 934 en

1975), à Fenain (3 043 h en 1911, 5 401 en 1931, 6 270 en 1975) et à Auberchicourt (1 746 h en 1861, 3 597 en 1911, 4 057 en 1931, 5 085 en 1962, 5 292 en 1975) où elle s'est parfois poursuivie en se ralentissant fortement jusqu'aujourd'hui.

6) 4. Le secteur de Douai :

Dans ce secteur, comme dans celui de Valenciennes, industries chimiques et métallurgiques se sont mêlées aux mines et ont contribué à la croissance des populations communales. Compte-tenu de cette situation, compte-tenu également des multiples activités de Douai et de l'importance des opérations de reconversion, la récession houillère récente n'a pas provoqué partout de diminution de population.

Il faut toutefois distinguer deux types de communes, celles qui doivent leur développement démographique à leurs propres activités économiques, et celles qui doivent leur expansion récente au développement de Douai dont elles deviennent banlieue.

Sin-le-Noble illustre ce dernier cas, sa croissance n'a jamais cessé (3 931 h en 1861, 6 501 dès 1891, 9 975 en 1911, 12 133 en 1931, 12 744 en 1946, 18 611 en 1975).

Mais là où la population est plus dépendante d'une industrie ou des mines, les variations d'effectifs furent plus brutales et l'évolution récente amène généralement une chute brusque des effectifs qui succède à une expansion forte de l'entre-deux-guerres comme à Flers-en-Escrebieux (1 024 h en 1861, 2 979 en 1901, 4 048 en 1911, 6 043 en 1946, 6 675 en 1968, 6 431 en 1975), à

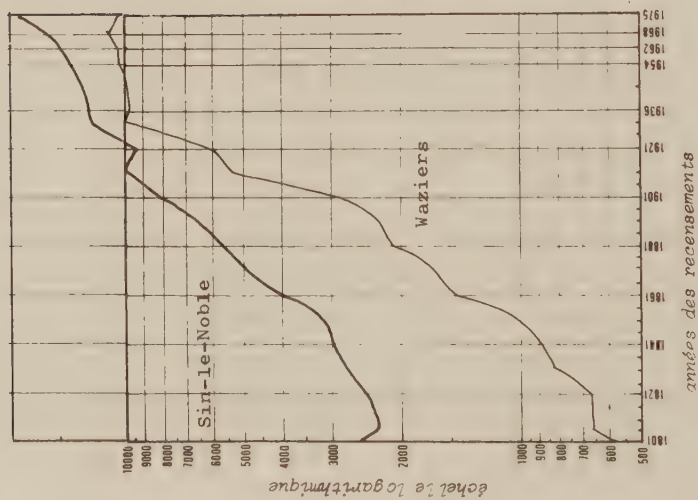


FIG. 236 : Sin-le-Noble (c. Nord de Douai)
Waziers (c. Nord de Douai)

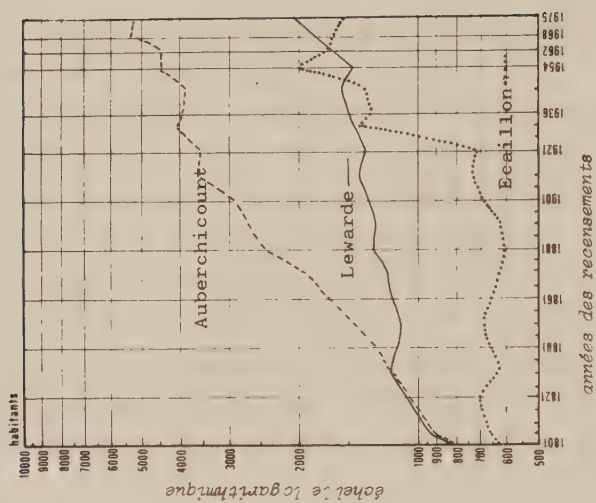


FIG. 237 : Auberschicourt (c. Sud de Douai)
Lewarde (c. Sud de Douai)
Ecaillon (c. Sud de Douai)

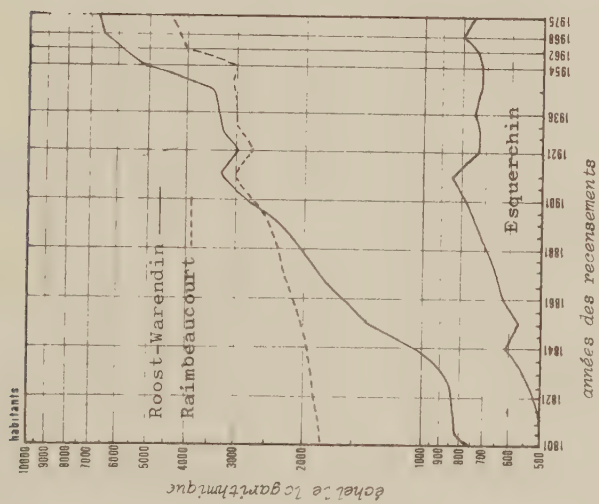


FIG. 238 : Roost-Warendin (c. Ouest de Douai)
Raimbeaucourt (c. Ouest de Douai)
Esquerchin (c. Ouest de Douai)



FIG. 239 : Carvin
Harnes

Waziers (1 454 h en 1861, 5 291 dès 1911, 9 959 en 1936, 11 147 en 1968, 10 251 en 1975), à Flines-les-Râches et à Auby dont la dépendance vis à vis de la mine est pourtant faible.

Au Nord du Douaisis, la proximité des mines limita le dépeuplement des communes de la vallée de la Scarpe (ex : Vred, Warlaing); mais n'assura qu'une expansion limitée et vite menacée de Marchiennes.

6) 5. Le secteur de Carvin/Hénin-Liétard :

La croissance des communes de ce secteur fut souvent spectaculaire, mais elle varia selon les communes en fonction du percement des puits de mine. La croissance s'y est poursuivie jusqu'à une date récente et continue sur certaines communes, tandis que d'autres subissent déjà fortement les effets de récession et annoncent la situation des secteurs de Lens et de l'Ouest du bassin.

Primitivement, avant l'apparition des mines, on trouvait ici quelques grosses communes qui prolongeaient vers le Sud celles de la région lilloise et qui devaient leur développement à l'industrie textile à domicile : Hénin-Liétard, en 1851 avant la découverte du charbon, comptait 3 151 h, Carvin 5 022 h, Courrières 2 800 h, Harnes 2 111 h, et rares étaient les villages dont le peuplement était inférieur à 1 000 habitants.

La mise en valeur du gisement houiller y fut assez tardive, mais rapide et provoqua un brusque gonflement des effectifs, bien plus spectaculaire que dans la partie Est du bassin où la montée des effectifs avait commencé plus tôt. Au lendemain de la première guerre mondiale, compte-tenu de la richesse des réserves, l'extraction du charbon y fut intensifiée, ce qui provoqua une nouvelle vague de peuplement. Enfin, plus récemment, une dernière période d'accroissement a accompagné la concentration temporaire des

activités sur ce secteur et notamment sur Courrières et Oignies.

Au Sud, autour d'Hénin-Liétard, la croissance ne commença que vers 1870 : à Hénin-Liétard même où la population (3 850 h en 1861, 5 029 en 1872, 14 327 en 1901, 17 827 en 1911, 21 454 en 1926) fut multipliée par 3,7 en 40 ans et par 6 en 70 ans. Le maximum de population fut atteint en 1962, et depuis les effectifs stagnent.

Entre Hénin-Liétard (devenue Hénin-Beaumont en 1970) et Douai, à Courcelles-les-Lens et Noyelles-Godault, la montée des effectifs fut encore plus tardive. En 1886, Noyelles-Godault n'avait que 1 449 habitants, en 1911 2 893, mais en 1926 la population y atteignait 4 334 h et en 1955 (année du maximum) 5 163 h, à Courcelles-les-Lens , en 1901, on ne comptait encore que 1 931 h tandis qu'on y en recensait 2 783 en 1911, 3 269 en 1926, 5 385 en 1954 et 7 874 en 1975.

A l'Est d'Hénin-Liétard les schémas de l'évolution démographique de Montigny-en-Gohelle, de Fouquières-les-Lens ou de Harnes sont les mêmes : Harnes (2 670 h en 1866, 2 992 en 1881, 4 671 en 1911, puis 11 089 en 1926, 14 262 en 1962), Fouquières-les-Lens (1 715 h en 1891, 3 991 en 1901, 5 902 en 1911, 8 433 en 1931, 9 279 en 1954, ramenée à 7 756 h en 1975), Montigny-en-Gohelle (1 960 h en 1891, 4 560 en 1901, 5 904 en 1911, 7 712 en 1926, 8 486 en 1954, 9 325 en 1975).

La montée par paliers des effectifs est encore plus accentuée au Nord d'Hénin-Liétard où l'extraction du charbon s'est concentrée progressivement depuis la dernière guerre.

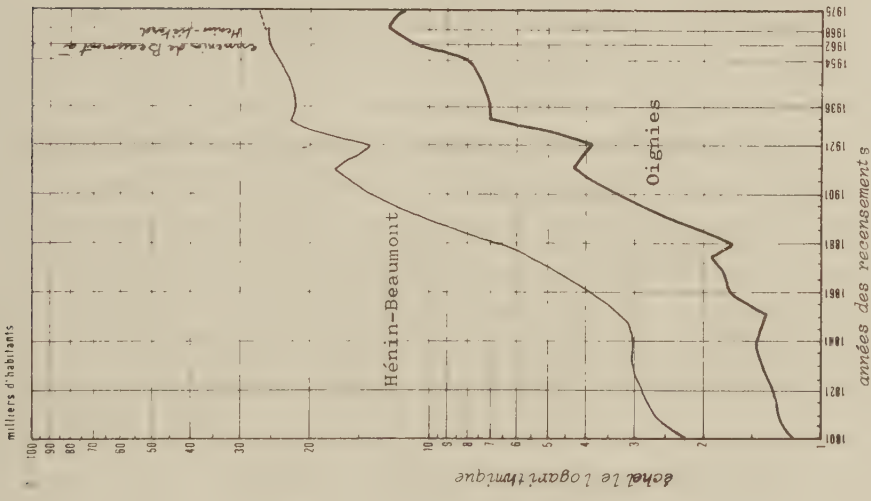


FIG. 242 : Hénin-Beaumont
Oignies (c. de Carvin)



FIG. 243 : Noyelles-Godault (c. de Leforest)

Dans le secteur d'Ostricourt/Leforest, l'exploitation du charbon ne se développa vraiment qu'à partir de 1920 : Ostricourt, 857 h en 1901 et 1 625 seulement en 1911, fut peuplée de 6 202 h dès 1931, de 7 316 h en 1962 année du maximum (x 8 en 60 ans), Leforest de 1 393 h en 1872, 2 457 en 1911, 5 013 en 1931 et 7 989 en 1968, Evin-Malmaison de 1 347 h en 1911, 3 809 en 1921, 4 437 en 1968, Dourges de 1 386 h en 1901, 3 048 en 1911, 5 211 en 1926, 5 746 en 1968.

Mais la concentration de l'exploitation minière et des hommes s'est surtout opérée sur Oignies et Courrières : Oignies n'avait que 1 682 h en 1886, mais dès 1901 la population y doublait, ce fut cependant entre les deux guerres (6 176 h en 1926) et surtout entre 1946 et 1968 que la croissance fut forte (+ 100 %); à Courrières (2 800 h en 1851, 2 981 en 1901, 5 559 en 1911, 5 818 en 1954) elle le fut encore plus récemment, entre 1954 et 1975 (12 491 h) où les effectifs furent multipliés par plus de 2,1.

Plus au Nord, dans le secteur de Carvin-Meurchin-Pont-à-Vendin, le nombre des habitants n'augmenta fortement qu'au lendemain des deux guerres mondiales, et la tendance récente à la diminution y est plus forte qu'au Sud et annonce la situation que l'on rencontre plus à l'Ouest: Carvin (7 024 h en 1872, 9 391 en 1911 après le forage du premier puits, 19 643 en 1931, près de 25 000 en 1954 pour l'agglomération de Carvin-Libercourt).

- Le secteur de Lens/Liévin :

C'est un des secteurs dont la croissance a été la plus forte

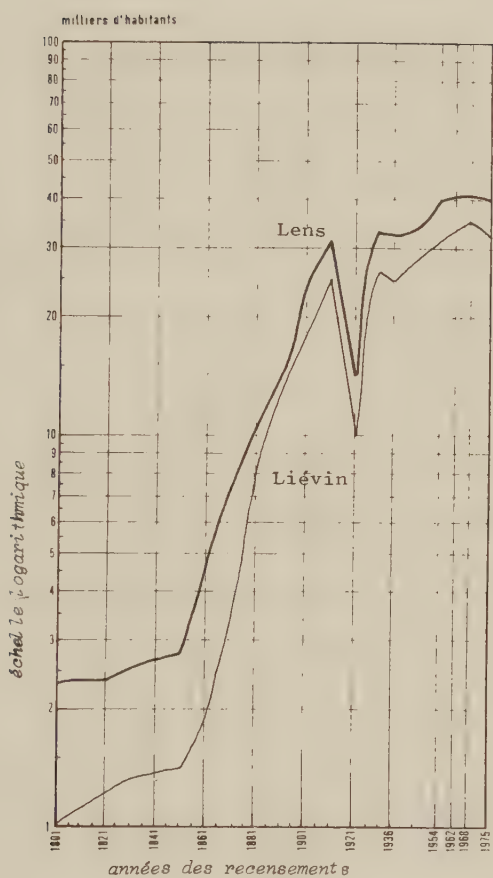


FIG. 244 : Lens
Liévin

au cours de la première moitié du XX^e s. et qui, en dehors de ses marges Nord et Sud, connaît depuis une quinzaine d'années une réduction importante de ses effectifs de population.

La découverte du charbon avait modifié complètement la densité du secteur de Lens/Liévin en quelques années : Lens, en 1801, n'était qu'un modeste chef-lieu de canton de 2 300 h, il n'en comptait encore que 3 341 en 1856 et que 5 748 dix ans plus tard, en 1886, il en comptait 17 880 (x 3,5) et en 1911 Lens était une ville de 31 812 h (x 9,5 par rapport à 1856), accolée à Liévin qui était passée de 2 075 h en 1866 à 25 698 en 1911 (x 12,3) et à Sallaumines (1 339 h en 1881, 8 215 en 1911 : x 6,2).

A proximité la croissance démographique avait également modifié profondément le peuplement de Billy-Montigny (2 206 h en 1886, 8 019 en 1911) et de Vendin-le-Vieil (1 329 h en 1886, 5 512 en 1911) à l'Est, de Loos-en-Gohelle (1 018 h en 1872, 4 749 en 1911), de Vermelles (1 148 h en 1861, 3 704 en 1911), de Wingles (1 329 h en 1881, 3 203 en 1911) et de Douvrin (1 651 h en 1876, 3 110 en 1911) au Nord, de Bully-les-Mines (1 448 h en 1861, 6 671 en 1911), de Grenay (597 h en 1901, 3 832 en 1911), de Mazingarbe (1 214 h en 1872, 6 118 en 1911), de Hersin-Coupi-gny (1 102 h en 1861, 5 515 en 1911) et de Sains-en-Gohelle (1 215 h en 1901, 3 790 en 1911) à l'Ouest, d'Avion (1 313 h en 1851, 2 031 en 1911), de Méricourt (669 h en 1861, 1682 en 1872, 3 805 en 1911), de Drocourt (447 h en 1886, 2 909 en 1911) et de Rouvroy (769 h en 1891, 4 679 en 1911) au Sud.

Les communes non minières participèrent , mais combien plus

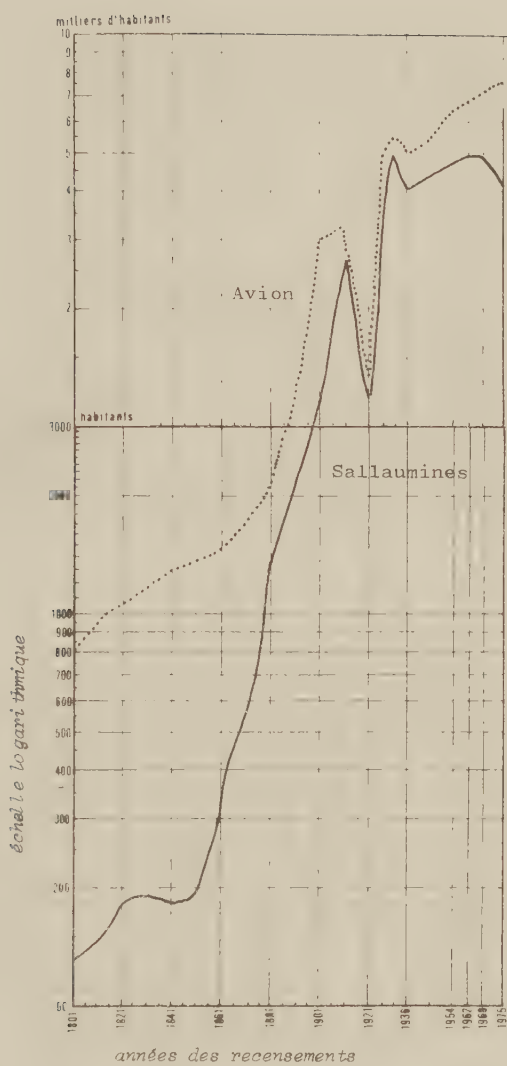


FIG. 245 : Avion
Sallaumines (c. de Lens-Est)

modérément, à cette expansion démographique brutalement interrompue par la guerre de 1914-1918. En 1921 toutes les communes étaient beaucoup moins peuplées qu'en 1911, ainsi qu'en témoigne l'exemple de Lens (- 55 % par rapport à 1911), celui de Liévin (- 60 %) et celui d'Avion (57 %) etc ...

La reprise de la croissance dans les années qui suivirent la guerre fut remarquable, les effectifs de 1911 furent partout rapidement dépassés et dans plus d'une commune la population, pourtant déjà parvenue à des effectifs assez élevés, doubla. C'est également ici que la croissance eut son apogée entre 1921 et 1931 et se poursuivit parfois même pendant la crise économique jusqu'en 1940. La population de Lens passa de 14 250 h en 1921 à 30 155 en 1946 et à 40 753 en 1954 (x 2,9 entre 1921 et 1954), celle de Liévin de 10 165 h en 1911 à 26 698 en 1931, 28 875 en 1946 et 31 808 en 1954 (x 3,1 de 1921 à 1954), celle de Grenay de 3 832 h en 1911 à 8 776 en 1946, celle de Mazingarbe de 5 949 en 1921 à 10 331 en 1954, celle de Loos-en-Gohelle de 3 231 en 1921 à 7 847 en 1954, celle de Vermelles de 2 003 h en 1921 à 4 600 en 1954, celle de Sallaumines de 3 565 h en 1921 à 14 749 en 1931 (x 4,6 en dix ans), effectif conservé jusqu'en 1968, celle de Noyelles-sous-Lens de 1 614 h en 1921 à 9 012 en 1954, celle d'Avion de 4 241 h en 1921 à 16 080 en 1946, celle de Méricourt de 1 662 h en 1921 à 7 187 en 1946, celle de Vendin-le-Vieil de 3 007 h en 1921 à 6 473 en 1946, celle de Wingles de 2 551 h en 1921 à 8 202 en 1946 etc ...

Après la dernière guerre l'évolution fut plus contrastée. La croissance démographique fut générale de 1946 à 1954, mais elle

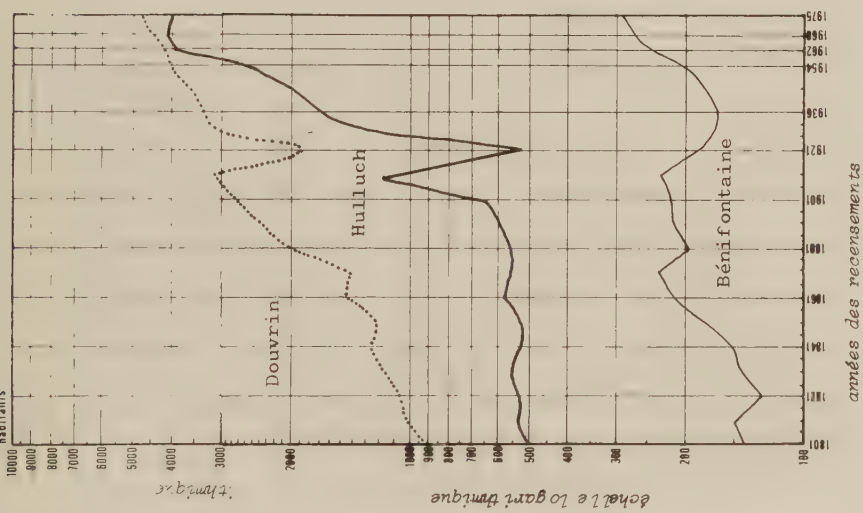


FIG. 246 : Douvrin (c. de Cambrin)
Hulluch (c. de Lens Nord-Ouest)
Bénifontaine (c. de Lens N.O.)

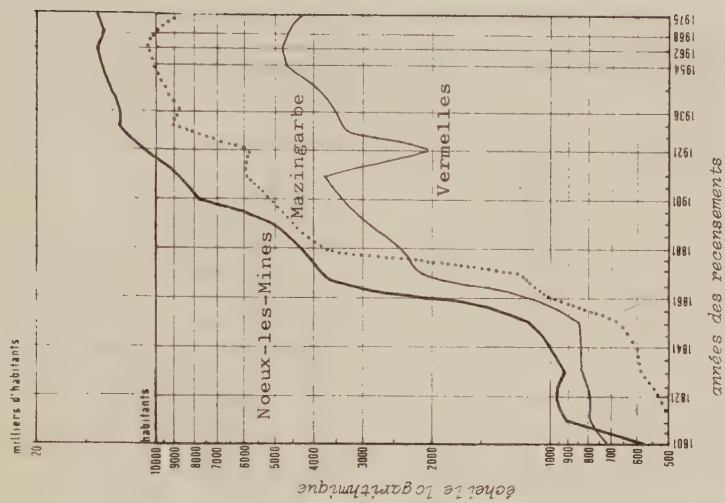


FIG. 247 : Noeux-les-Mines
Mazingarbe (c. de Liévin Nord)
Vermelles (c. de Cambrin)

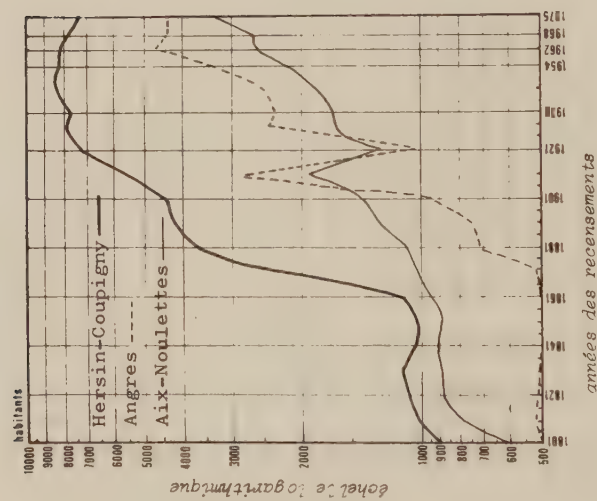


FIG. 248 : Hersin-Coupiigny (c. de Liévin Nord-Ouest)
Angres (c. Nord de Liévin)
Aix-Noulettes (c. de Liévin Nord-Ouest)

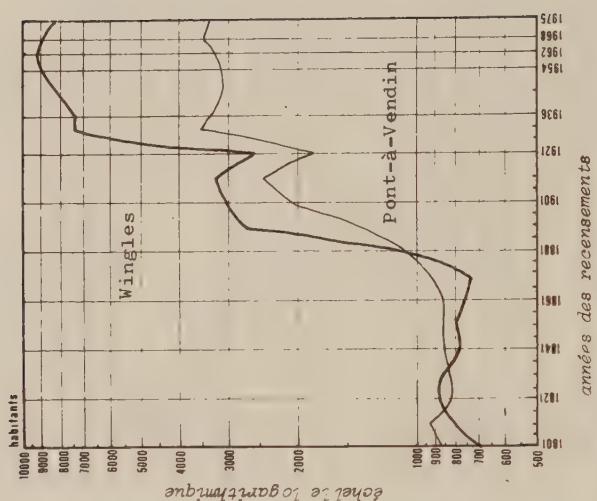


FIG. 249 : Wingles (c. Nord-Ouest de Lens)
Pont-à-Vendin (c. de Harnes)

ne se maintint ensuite que dans la partie Nord et la partie Sud du secteur de Lens/Liévin, tandis que la population diminuait dans sa partie centrale. La croissance se ralentit ensuite fortement entre 1954 et 1962, cessa même localement dès 1954 ne se prolongeant qu'exceptionnellement jusqu'en 1968, uniquement grâce à l'excédent naturel. Depuis 1968, le déclin démographique, amorcé en général depuis 1962, est devenu général. A Loos-en-Gohelle le maximum de population (7 847 h) fut atteint dès 1962 (6 958 h en 1975), à Meurchin en 1968, ainsi qu'à Vendin-le-Vieil, à Loison-sous-Lens (7 223 h, 4 802 en 1975), à Noyelles-sous-Lens (9 834 h, 8 779 en 1975), à Bully-les-Mines (14 052 h, 12 210 en 1975), à Lens (41 874 h, 40 199 en 1975) et à Liévin (35 853 h, 33 070 en 1975), il fut atteint dès 1962 à Wingles (9 068 h, 8 348 en 1975), à Billy-Montigny (10 331 h, 8 787 en 1975), à Sallaumines (14 768 h, 12 971 en 1975), et à Mazingarbe (10 500 h, 8 992 en 1975), il fut atteint enfin dès 1954 à Hersin-Coupigny (8 603 h, 7 980 en 1975) et à Grenay (8 635 h, 6 902 en 1975).

La croissance se poursuivit cependant jusqu'aujourd'hui aux deux extrémités du bassin, grâce au maintien dans ces zones de l'activité extractive ou aux opérations de reconversion. Au Sud on peut distinguer des secteurs où la mine a permis le maintien d'une croissance vive jusqu'en 1968, puis très modérée depuis, le croît naturel compensant de plus en plus difficilement le déficit migratoire comme Avion (22 894 h en 1975, année du maximum), Méricourt (13 806 h en 1975), Drocourt (3 055 h en 1975), et des secteurs péri-urbains, sur le rebord de l'Artois, où la crois-

sance repose uniquement sur le développement de la fonction résidentielle comme Angres (4 358 h en 1975) et Aix-Noulette, à la périphérie de Lens et Liévin.

Au Nord, la croissance récente repose uniquement sur la concentration des activités minières sur les fosses d'Hulluch et sur le développement de la zone industrielle de Douvrin-La Bassée qui contribua également au renforcement du peuplement des petites communes bordières du pays minier (La Bassée et surtout Violaines et Salomé). Grâce aux nouvelles implantations industrielles, la population continua à s'accroître légèrement à Billy-Berclau (2 793 h en 1968, 3 164 en 1975), à Haisnes, et se stabilisa à Hulluch et à Auchy-les-Mines.

- Le secteur de Béthune :

Au Sud et à l'Ouest de Béthune, l'activité minière ne connut jamais un grand développement. La médiocrité des charbons et l'indigence des couches (malgré les efforts que firent les compagnies pour en promouvoir l'exploitation grâce à la carbochimie de Chocques) ne permirent ni un grand développement économique, ni un grand développement démographique. Chocques ne fut peuplée que de 3 738 h à son maximum de peuplement en 1968, Allouagne de 3 025 en 1962. Le destin des autres petites communes minières fut différent puisqu'elles se développent actuellement comme banlieue de Béthune.

Dans ce secteur les mines avaient surtout assuré le développement de Noeux-les-Mines (1 112 h en 1851, 1 746 en 1856, 3 339 dès 1872, 8 649 en 1911, 12 269 dès 1936, 13 670 au maximum

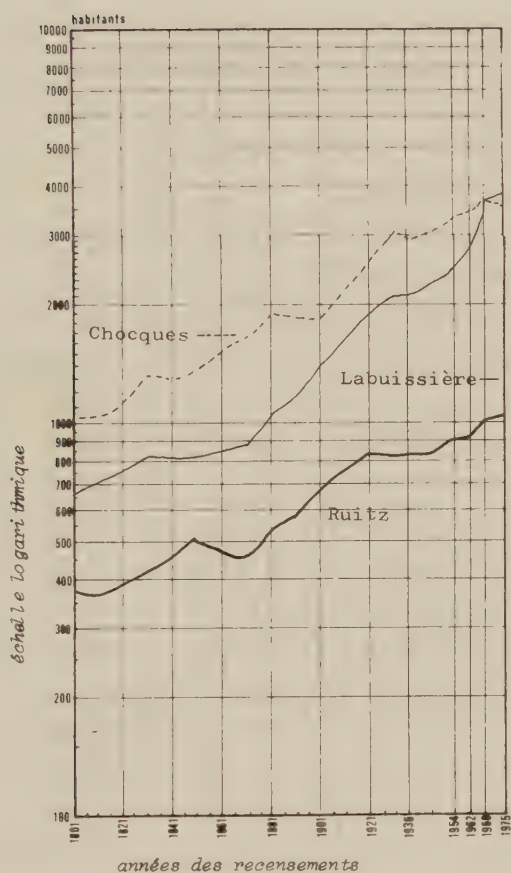


FIG. 250 : Chocques (c. Sud de Béthune)
Labuissière (c. de Bruay-en-Artois)
Ruitz (c. de Bruay-en-Artois)

en 1954, stagnation depuis) et des petites communes rurales voisines de Labourse et Sailly-Labourse dont la population tend à décroître aujourd'hui comme celle de Noeux-les-Mines.

- Le secteur occidental :

Avant la guerre de 1914-1918, la découverte du charbon n'avait provoqué de forte croissance démographique qu'à Bruay-en-Artois, Divion, Auchel et Barlin. Mais le peuplement de ces communes et de Bruay-en-Artois en particulier fut excessivement rapide : village de 935 h en 1856, Bruay-en-Artois n'en comptait encore que 2 316 en 1872. Mais en 1881, on y recensa 5 335 h (x 5,7 en 25 ans), en 1901 14 700 (x 2,7 en 20 ans), en 1911 18363. Barlin qui ne comptait que 1 200 h en 1891 en comptait 5 616 en 1911, Auchel n'était peuplée que de 1 222 h en 1861, mais de 4 262 en 1881, 9 094 en 1901 et 12 273 en 1911, et Divion (1 007 h en 1891 et 1 750 en 1901) en comptait plus de 4 000 dès 1906.

Cette croissance du début du XX^e s. avait profité à d'autres communes voisines, dont le peuplement était cependant demeuré bien modeste : 2 000 à 3 000 h en 1911 (Camblain-Chatelain, Caillonne-Ricouart, Houdain, Marles-les-Mines).

La guerre de 1914-1918 modifia les données. Ce secteur fut un des seuls secteurs miniers à demeurer aux mains des Français. On intensifia la production même dans la dépression d'Houdain dont le relief et les difficultés d'évacuation de la production qu'il entraînait avait, autant que la disposition peu favorable des terrains, gêné la mise en valeur. Au lendemain de la guerre on y maintint une forte activité jusqu'à la remise en service des

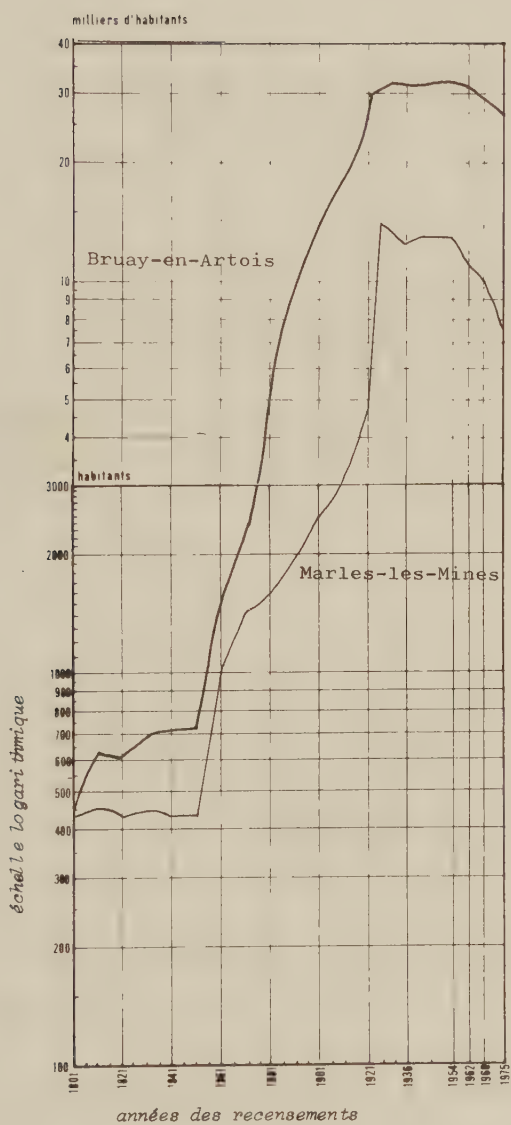


FIG. 251 : Bruay-en-Artois
Marles-les-Mines (c. de Houdain)

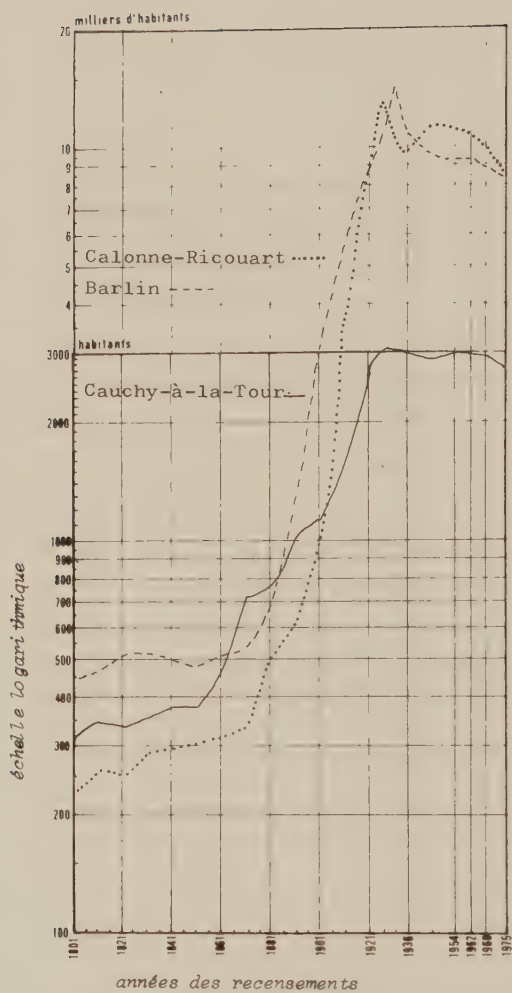


FIG. 252 : Calonne-Ricouart (c. de Houdain)
Barlin (c. de Bruay-en-Artois)
Cauchy-à-la-Tour (c. de Norrent-Fontes)

mines du secteur de Lens/Liévin.

En 1921, Calonne-Ricouart était 2,3 fois plus peuplée qu'en 1911 (8 368 h), Marles-les-Mines 1,2 fois (4 560 h), Barlin 1,5 fois (8 556 h), Haillicourt 4 fois (4 523 h), Houdain 1,3 fois (2 785 h), Divion 1,4 fois (6 502 h). Bruay-en-Artois gagna 11 000 habitants entre 1911 et 1921.

Mais la période qui suivit la première guerre mondiale marqua le maximum de population de la plupart de ces communes (dès 1921 à Camblain-Chatelain, en 1926 à Calonne-Ricouart - 12 936 h - et à Marles-les-Mines - 13 755 h -) et lorsque la population augmenta encore par la suite, ce fut de manière insignifiante (Divion : 10 320 h en 1936, 11 001 lors du maximum en 1962 ; Bruay-en-Artois : 31 831 h en 1931, 31 923 lors du maximum en 1954 ; Auchel : 14 539 h en 1921, 14 828 lors du maximum en 1954 ; Haillicourt : 5 970 h en 1931, 6 089 lors du maximum en 1962 ; Barlin : 8 956 h en 1921, 9 778 lors du maximum en 1946).

Cette période de stabilisation des effectifs fut suivie d'une période de diminution brutale : en 1975 Barlin avait perdu 1 771 h depuis la date de son maximum de peuplement, Bruay-en-Artois 6 209 h, Divion 1 820 h, Calonne-Ricouart 4 402 h, Marles-les-Mines 4 856 h ...

Cependant, il semblerait que la chute des effectifs ait récemment pris fin et qu'on soit entré dans une nouvelle phase de stabilisation.

c) Les agglomérations côtières :

De Bray-Dunes à Berck, le développement de la pêche et des activités portuaires et industrielles a permis l'accroissement rapide de la population des villes du littoral.

L'urbanisation de la côte n'est pas encore continue et on distingue toujours plusieurs agglomérations, dont les principales se sont constituées autour des trois grands ports de Boulogne-sur-Mer, Calais et Dunkerque.

1) Le littoral dunkerquois :

On distingua longtemps, sur le littoral du département du Nord, des noyaux de peuplement distincts que l'expansion urbaine de Dunkerque tend aujourd'hui à réunir. .

1)1. L'agglomération de Dunkerque :

L'agglomération de Dunkerque constitue le principal foyer de peuplement de cette partie septentrionale du littoral du Nord/Pas-de-Calais et c'est son développement qui stimule aujourd'hui celui des petites agglomérations côtières de Gravelines et Bray-Dunes et des petites agglomérations de la plaine maritime de Bergues et Bourbourg qui toutes font déjà partie de la communauté urbaine de Dunkerque et seront probablement englobées avant peu pour former une seule agglomération.

- Au début du XIX^e s. : Dunkerque, un port déchu :

Pourtant au début du XIX^e s., on aurait difficilement parié sur l'avenir de Dunkerque. Son expansion au XVIII^e s. n'avait pas

été liée au développement économique de la Flandre, mais à la franchise dont bénéficiait le port depuis 1763. Dunkerque, port de pêche et port fortifié de corsaires, puis port franc qui fournissait vins et alcool à l'Angleterre et en importait du hareng fumé, n'était plus qu'un port déchu que la Révolution, puis le Blocus continental avaient ruiné. "La prospérité qu'il avait connue après 1763 et à partir de 1780 avait été ébranlée à la Révolution par le retrait de la franchise accordée précédemment à son port ; les sièges, les guerres navales, avaient fait le reste. La ville et les trois communes suburbaines qui constituaient ses faubourgs n'eut alors que 27 775 h ... Sous l'Empire la situation s'aggrave, Dunkerque n'est qu'une ville de corsaires. Aussi ne faut-il pas s'étonner que la population ait diminué, en dépit de l'augmentation des faubourgs entre 1804 et 1822 ... Sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, en dépit de l'amélioration des voies navigables, les progrès du port sont lents, et l'accroissement de population s'en ressent ; il n'y a encore que 34 768 h en 1851..." [73] dont 29 000 pour la ville de Dunkerque dans ses limites actuelles. Loon-Plage, Grande-Synthe, Fort-Mardyck (peuplé uniquement de marins-pêcheurs en vertu d'une ordonnance de Louis XIV qui n'a été abrogée qu'au milieu du XX^e s.), Leffrincoucke, Petite-Synthe n'étaient alors que des modestes villages de pêcheurs et d'agriculteurs établis au pied des dunes, dont l'accroissement démographique n'était dû qu'à une florissante natalité.

- L'ère du chemin de fer :

C'est l'élargissement de l'hinterland avec l'arrivée du chemin de fer qui amène à Dunkerque le retour de la prospérité, mais d'une prospérité sans cesse menacée, puisque Dunkerque n'est le débouché naturel des grandes régions industrielles du Nord/Pas-de-Calais que lorsque les barrières douanières empêchent le trafic de s'écouler par les grandes voies d'eau, en direction de la Belgique.

L'extension du trafic commercial et de la pêche provoqua tout naturellement une expansion démographique, que stimula l'industrialisation tardive du port dans les dernières décennies du XIX^e s.. A la construction navale et à l'artisanat lié à la navigation et à la pêche, s'ajoutèrent alors l'industrie d'emballage (jute), des huileries (rassemblées depuis dans le groupe Lesieur), des constructions mécaniques et la métallurgie lourde (usine des dunes), puis les industries du bois, de la chimie, du pétrole ...

Mais cette industrie disséminée dans toute l'agglomération ne doit pas faire illusion, l'essentiel de l'activité de Dunkerque, jusqu'à une date très récente, demeurera le transit portuaire.

En 1901, Dunkerque comptait 38 925 h, et les communes suburbaines de Saint-Pol-sur-Mer et Coudekerque-Branche 9 031 et 5 440. Il y avait très peu d'étrangers dans cette population, sa croissance reposait sur un croît naturel remarquable et sur l'immigration en provenance des villages et des petites villes de la plaine

maritime : villages de pêcheurs et de ruraux trop prolifiques pour leurs ressources, petites villes qui vivent des rentes de la terre, s'endorment et ne peuvent retenir leurs jeunes.

Pendant la première guerre mondiale, Dunkerque joua un rôle essentiel dans le trafic trans-Manche. Mais la diminution de ce trafic après 1918 et le marasme économique général lui portèrent de rudes coups. En 1921, on ne comptait plus que 34 131 h dans la ville, mais la croissance des banlieues de Rosendaël (12 000 h), de Malo-les-Bains (6 000 h), de Coudekerque-Branche (9 264 h) et de Saint-Pol-sur-Mer (10 492 h) s'était poursuivie.

La croissance démographique de l'agglomération demeura très modeste pendant l'entre-deux-guerres et reposa uniquement sur celle des communes de banlieue puisque la population de la ville même de Dunkerque continua à décroître. Cette croissance provenait avant tout du croît naturel, demeuré considérable en dépit de la forte mortalité infantile qui sévissait encore, bien que la ville ait toujours été considérée comme ville saine n'ayant jamais connu de problèmes particuliers de logement et où les taudis étaient peu nombreux. La natalité, comme la mortalité infantile, étaient particulièrement fortes dans le quartier de pêcheurs du Minck. De 1926 à 1931, tandis que la natalité s'effondrait en France, les taux annuels moyens s'élevaient encore à plus de 26 ‰ dans l'agglomération de Dunkerque.

- La bataille de Dunkerque et la reconstruction :

La seconde guerre mondiale ruina brutalement la ville. Les

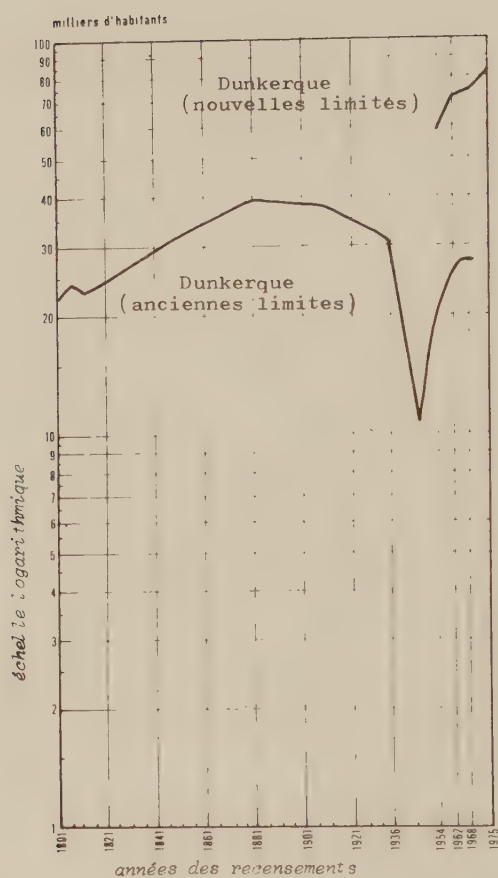


FIG. 253 : Dunkerque

destructions massives de la bataille de Dunkerque (28 Mai - 14 juin 1940) puis les bombardements rendirent le port inutilisable. En 1945 la ville était sinistrée à 80 %, et le général De Gaulle notait dans ses "Mémoires" : "A voir les bassins, les quais qui n'étaient que débris et entonnoirs, on se demandait comment le grand port pourrait jamais revivre." Et pourtant la reconstruction commença rapidement, celle du port d'abord, puis celle de la ville qui n'était plus qu'un ramassis de barraquements.

En 1946 on ne recensa à Dunkerque (limites actuelles) que quelques 10 000 h, mais les communes de la banlieue Ouest et Sud avaient déjà retrouvé leur population d'avant-guerre.

Vers 1950, le port avait retrouvé sa capacité d'avant-guerre, la ville commençait à se relever de ses ruines et on envisageait déjà l'extension du port qui débuta dans les années 60 avec la mise en service d'un nouveau bassin maritime creusé dans les terres et protégé par une immense digue, à l'Ouest de l'ancien site portuaire.

En 1954, après la reconstruction, on recensa 21 136 h à Dunkerque, 15 334 h à Coudekerque-Branche, 17 678 h à Rosendaël, 14 071 h à Saint-Pol-sur-Mer, 12 101 h à Malo-les-Bains et 7 567 h à Petite-Synthe, soit 98 500 h pour l'ensemble de l'agglomération dunkerquoise (limites 1968).

- L'industrialisation et la nouvelle expansion démographique :

Aux chantiers de reconstruction allaient succéder d'autres chantiers, ceux des industries nouvelles de la zone portuaire et

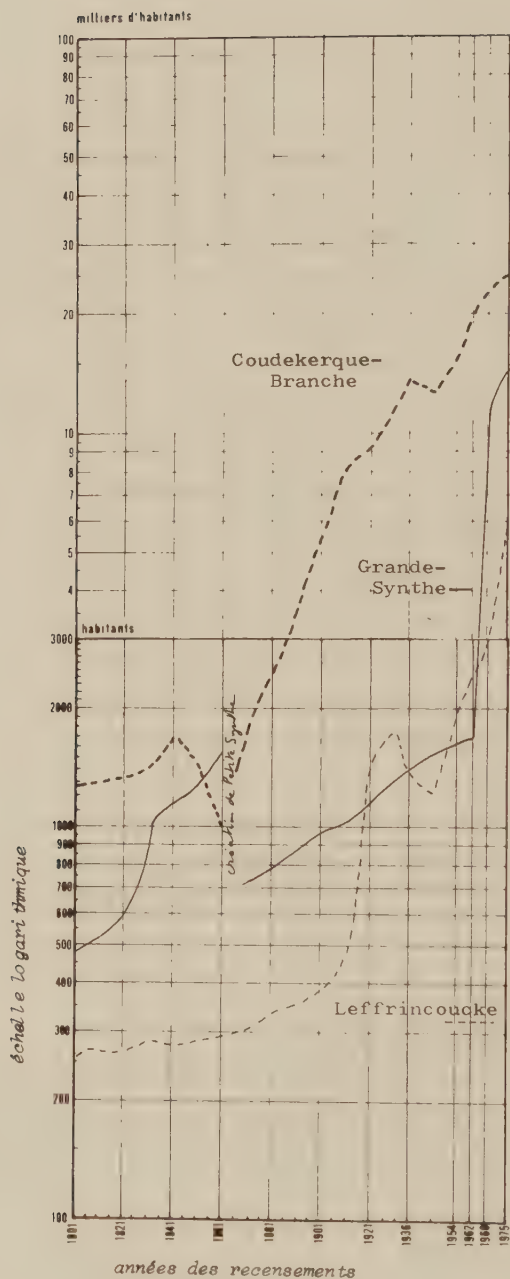


FIG. 254 : Coudekerque-Branche (c. Est de Dunkerque)
Grande-Synthe (c. Ouest de Dunkerque)
Leffrincoucke (c. Est de Dunkerque)

des nouveaux logements. Pour maintenir et augmenter son trafic maritime, Dunkerque, promu au rang de port national, joua deux cartes : conserver son hinterland par l'amélioration des liaisons avec les régions industrielles de l'intérieur que l'ouverture des frontières, après le Traité de Rome, risquait de replacer dans l'hinterland d'Anvers, se doter d'un trafic propre grâce à l'industrialisation de la zone portuaire. C'est dans cette double optique que furent réalisés la construction de l'établissement sidérurgique Usinor de Dunkerque, le canal à grand gabarit Dunkerque-Valenciennes, l'électrification de la ligne Lille-Dunkerque et l'autoroute A 25.

La véritable industrialisation de la zone de Dunkerque commencera cependant plus tard, dans les années 70, avec la deuxième vague d'implantations industrielles sur les nouvelles zones industrielles situées à l'Ouest de l'ancien port : raffinerie C.F.R, usine de tubes Vallourec, chimie (Péciney, Air liquide), ciments (Lafarge), centrale nucléaire (en construction à Gravelines) et nouvel établissement Usinor à Mardyck, en même temps que la mise en service progressive d'un nouveau port à l'Ouest du port actuel. A cette extension des installations portuaires et industrielles le long du littoral, correspondit une extension de l'habitat vers l'Est, en direction des zones de résidence et de récréation qui s'étirent de Malo-les-Bains à Bray-Dunes, et au Sud-Ouest, de Grande-Synthe à Gravelines, au contact de la nouvelle zone industrielle.

1) 2. L'agglomération de Bray-Dunes :

A l'Est de Dunkerque, Bray-Dunes ne fut longtemps qu'un petit village qui tirait ses ressources d'un peu de pêche, d'agriculture et éventuellement de contrebande, avant de devenir une petite station balnéaire qui prolongeait sur le littoral français la longue succession de stations belges et en particulier La Panne. En 1891, année de son érection en commune, Bray-Dunes comptait 1 347 h, en 1911, 1 576.

Le premier développement de la ville commença pendant la première guerre mondiale où Bray-Dunes bénéficia de sa position à la frontière du lambeau de Belgique demeuré libre. En 1921, la petite station comptait 2 178 h, effectif qui ne varia guère jusqu'en 1946. Depuis sa croissance démographique a repris ainsi que celle de la commune côtière voisine de Zuydcoote qui porte encore les stigmates des combats qui l'ont ravagée en 1940. Ville de résidence et station balnéaire aux portes de Dunkerque, Bray-Dunes comptait 5 880 h en 1975, Zuycoote, qui n'en comptait plus 400 en 1946, 1 185.

1) 3. L'agglomération de Gravelines :

La pêche fut longtemps l'activité presque exclusive de Gravelines, de son avant-port fortifié de Grand-Fort-Philippe à l'embouchure de l'Aa et de Petit-Fort-Philippe, de l'autre côté du chenal. Gravelines était jadis un port morutier, tandis que Petit-Fort-Philippe et Grand-Fort-Philippe se consacraient, comme aujourd'hui l'ensemble des trois ports de l'Aa, à la pêche fraîche.

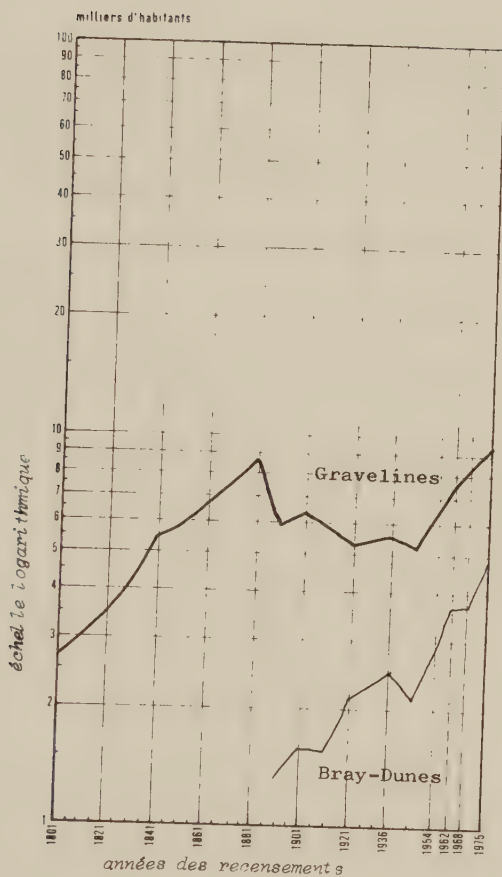


FIG. 255 : Gravelines
Bray-Dunes (c. Est de Dunkerque)

Comme sur tout le littoral, la population y fut particulièrement prolifique, non seulement au cours du XIX^e s., mais encore au cours du XX^e s.. Ainsi, dans les années 30, le taux de natalité de Grand-Fort-Philippe excédait encore 30 ‰ et celui de Gravelines et son hameau Petit-Fort-Philippe 26 ‰.

Mais la pêche et ses activités annexes ne pouvaient subvenir seules aux besoins d'une population aussi prolifique, et Dunkerque et Calais bénéficièrent longtemps des excédents de population de ces petits ports, avant que, plus récemment, Gravelines ne devienne un foyer de migrants alternants travaillant dans le nouveau complexe industrio-portuaire de Dunkerque.

De 1801 à 1881, la population des trois ports, qui ne formaient alors qu'une seule commune, passa de 2 691 h à 8 416 (x 3,13). Mais la croissance se ralentit à la fin du XIX^e s., avec les débuts de l'industrialisation de la pêche qui profitait surtout aux grands ports, et l'insuffisance du développement d'autres activités. En 1911, Grand-Fort-Philippe comptait cependant 3 550 h et Gravelines 5 898 (c'est à dire 12 ‰ de plus qu'en 1881 pour l'ensemble des deux villes). Entre les deux guerres la croissance cessa malgré d'importants excédents naturels, la légère augmentation de population de Grand-Fort-Philippe compensant la diminution de celle de Gravelines.

Depuis 1946, la croissance a repris dans le contexte général d'expansion démographique. Le nombre des habitants de Gravelines et de Grand-Fort-Philippe a augmenté respectivement de 74 et 36 ‰ depuis 1946 (9 039 h en 1975 à Gravelines, 5 140 à Grand-Fort-Philippe).

2) Le littoral calaisien :

Petit fleuve côtier, l'Aa fut pourtant jusqu'à une date récente une véritable frontière, car on ne pouvait le franchir, dans sa partie aval, qu'à Gravelines sur deux étroits ponts mobiles en bois. Aujourd'hui on parle de plus en plus du complexe Calais-Dunkerque et de l'aménagement concerté de cet ensemble. Mais pendant longtemps, les deux agglomérations de Calais et de Dunkerque se sont ignorées.

2) 1. Calais et l'Angleterre :

En effet, initialement, Calais n'avait de commun avec Dunkerque que sa situation de petit port d'estuaire né au Moyen-Age, lors de la conquête sur la mer des terres qui forment aujourd'hui la plaine maritime. Mais alors que Dunkerque n'était encore qu'un port de pêche en aval du port de commerce de Bergues, Calais était déjà une ville hanséatique, principal point de passage entre la France et l'Angleterre, ville anglaise et peuplée d'Anglais de 1347 à 1558, dotée du privilège de "l'étape de la laine". Ce n'est qu'à la fin du XVI^e s. et au XVII^e s., que Dunkerque commença à concurrencer Calais. Les deux ports furent ruinés par la Révolution française et l'Empire. Mais Calais souffrit moins que sa rivale de l'arrêt du trafic maritime, car c'était aussi une ville industrielle, et au XIX^e s., la prospérité de Calais reposa avant tout sur le textile et plus particulièrement sur l'industrie des tulles et dentelles qui animait l'ancien faubourg ouvrier de Saint-Pierre-les-Calais (qui forme aujourd'hui la partie Sud de

la ville), le vieux Calais au Nord, axé sur le port, demeurant la ville bourgeoise et commerçante.

Avec la reprise du trafic trans-Manche, Calais redevint la porte continentale de l'Angleterre, surtout à partir du moment où, par ferry-boats, furent assurées les liaisons ferroviaires Londres/Calais/Paris et Londres/Calais/Bâle. Calais n'accueillait pas seulement les voyageurs venant d'Angleterre, mais aussi les techniciens et capitaux anglais qui concoururent à la diversification des industries de la ville à la fin du XIX^e s. et au début du XX^e s. (chimie, industrie du papier, cableries, biscuiteries, usines de confection). Les temps actuels n'ont pas démenti cette vieille tradition, puisque depuis 1960 on assiste à une nouvelle vague d'implantations d'industries britanniques notamment mécaniques et chimiques, puis alimentaires.

2) 2. Une croissance démographique très rapide au XIX^e s. puis lente au début du XX^e s. :

En 1801, Calais n'avait que 8 000 h, mais son faubourg prolifique de Saint-Pierre était déjà peuplé de 3 000 h. 40 ans plus tard, Calais comptait 12 500 h et Saint-Pierre 9 500. En 1881, après l'intensification du trafic trans-Manche et la mécanisation des métiers à tulle, Saint-Pierre en comptait 33 300 et Calais 13 500, soit de 1801 à 1881 une augmentation de 323 %. En 1886, après le rattachement de Saint-Pierre à Calais, on recensa à Calais 58 969 h, et en 1911 72 322 (soit 23 % de plus).

La première guerre mondiale amena une nouvelle intensifica-

tion du trafic et en 1921 (cas exceptionnel pour la région si l'on excepte quelques villes minières), la ville était plus peuplée qu'en 1911. Mais la période de croissance était terminée, et les difficultés économiques provoquèrent rapidement une diminution des effectifs de population ramenés à 67 568 h en 1936.

Comme à Dunkerque, l'apport allogène fut négligeable dans la croissance de la ville. Les Britanniques furent très actifs à Calais, mais jamais très nombreux. La croissance, comme dans l'agglomération de Dunkerque, fut assurée par le croît naturel à peine moins important dans la population ouvrière de Saint-Pierreles-Calais que dans la population de marins et de pêcheurs de Dunkerque ou de Boulogne, et l'immigration depuis le Calaisais et le Guinois (dont la population était aussi féconde que celle de la Flandre maritime).

Commune de vaste superficie Calais absorba toute la croissance et les communes de banlieue demeurèrent très modestes.

2) 3. Une croissance moins rapide qu'à Dunkerque depuis la dernière guerre :

Durant la dernière guerre, les bombardements détruisirent partiellement la ville et le port, et en 1946 on ne recensa plus à Calais que 50 048 h. Après la période de reconstruction (60 340 h en 1954), la croissance de Calais, qui avait été plus rapide dans le passé que celle de Dunkerque, fut plus modeste.

Calais souffrit d'abord de la crise du textile, mais aussi du développement insuffisant de ses autres activités : son trafic maritime est demeuré un trafic de voyageurs, considérable il est

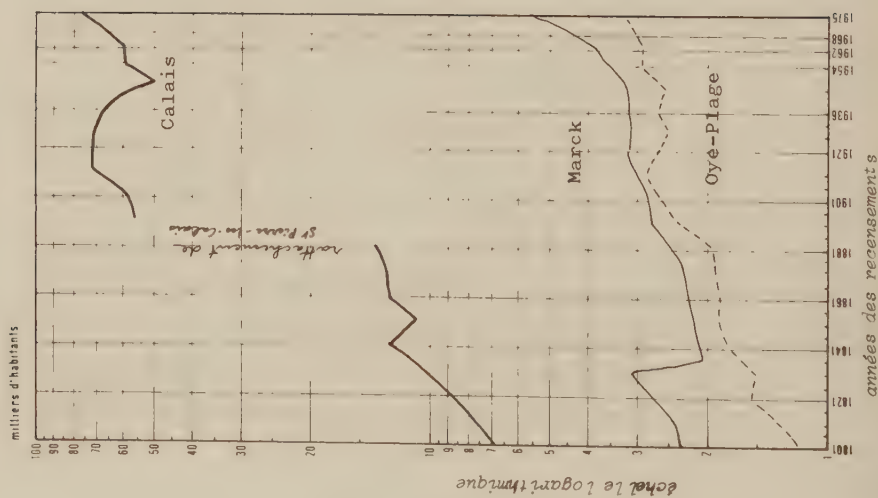


FIG. 256 : Calais
Marck (c. de Calais-centre)
Oye-Plage (c. d'Audruicq)

vrai (près de 3 millions de voyageurs par an), ses activités commerciales et de service sont encore très réduites et les emplois industriels nouvellement créés ne compensent que difficilement les suppressions d'emplois du textile. Aussi, bien que l'excédent naturel y soit demeuré considérable, la population de la ville de Calais n'est passée que de 70 372 h en 1962 à 78 820 en 1975 et celle de l'agglomération de 88 142 h à 100 000 (+ 13 %), les communes de banlieue demeurant modestes : Marck (5 735 h en 1975), Coulogne (5 194 h), Coquelles (1 248 h).

2) 4. Le littoral de part et d'autre de Calais :

Aujourd'hui l'expansion de Dunkerque tend à valoriser l'espace situé entre les deux agglomérations de Calais et Dunkerque, et la discontinuité du tissu urbain s'estompe. Cependant la croissance d'Oye-Plage ne s'est pas accélérée récemment et se poursuit au même rythme, soutenue par la forte fécondité de sa population depuis le début du XIX^e s. : 1 193 h en 1801, 1 867 en 1861, 2 829 en 1911, 3 222 en 1975.

Le destin de Sangatte, au Sud de Calais, paraissait lié avant tout à celui du tunnel sous la Manche sur lequel l'agglomération et la région du Nord toute entière avaient bâti tant d'espoirs. Sangatte n'est demeurée qu'une petite ville de la banlieue de Calais, à fonction résidentielle et balnéaire avec sa station de Blériot-Plage, dont la population ne s'accroît que lentement : 1 032 h en 1861, 2 516 en 1911, 3 332 en 1975.

De l'autre côté du Cap Blanc-Nez, la petite station balnéaire

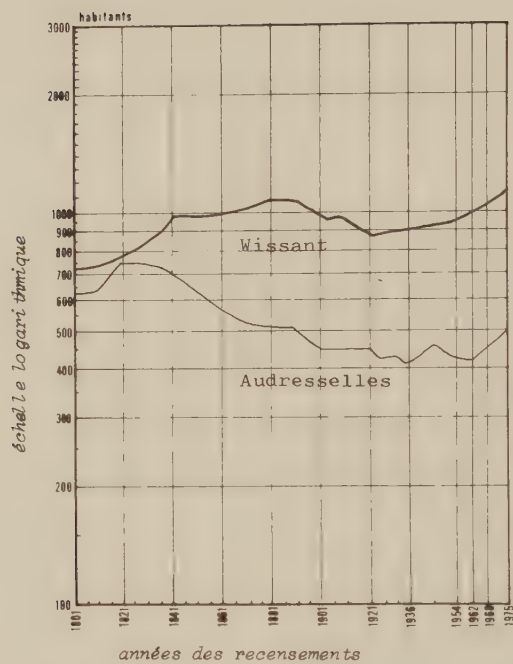


FIG. 257 : Wissant (c. de Marquise)
Audresselles (c. de Marquise)

de Wissant connut un destin encore moins brillant, et sa population stagne depuis le milieu du XIX^e s. autour de 1 000 h.

3) Le littoral du Boulonnais :

La population de cette partie du littoral fut longtemps une des plus fécondes de France, et Boulogne et Etaples détinrent à plusieurs reprises au cours du XIX^e s. des taux records de natalité.

Non seulement les familles de marins-pêcheurs, mais aussi les familles rurales et les familles ouvrières urbaines furent et sont encore des familles nombreuses, rapidement constituées après des mariages précoces. C'est là un des traits marquants de la démographie de la zone littorale du Nord-Pas-de-Calais que l'on retrouve en Flandre belge et aux Pays-Bas, mais qui ne caractérise pas, loin s'en faut, l'ensemble du littoral français.

3) 1. L'agglomération de Boulogne :

Cette population prolifique s'est concentrée autour du principal foyer d'activités du Boulonnais : le port et la ville de Boulogne, l'une des plus anciennes cités de la région Nord-Pas-de-Calais, longtemps siège d'un évêché et certainement le plus ancien point de passage vers l'Angleterre (port de l'étain et de l'ambre dans l'Antiquité).

Le site portuaire de Boulogne, dans l'estuaire encaissé de la Liane, présentait d'excellentes qualités nautiques qui expliquent l'ancienneté de la ville ; mais la topographie du Boulonnais excluait que Boulogne pût jamais bénéficier d'un hinterland compa-

nable à celui de Dunkerque. Aussi le port se spécialisa-t-il précocement dans la pêche, tout en conservant ses relations avec l'Angleterre.

La croissance démographique de la ville commença précocement, dès le début du XIX^e s.. En 1801, Boulogne ne comptait que quelques 10 000 h, 30 ans plus tard, elle en comptait deux fois plus et 40 ans plus tard trois fois plus. Boulogne n'était pourtant encore qu'un port de commerce et de pêche, lieu de villégiature apprécié des Anglais qui, plus tard, après l'industrialisation, lui préférèrent Le Touquet et Wimereux.

Comme à Dunkerque et à Calais, le chemin de fer stimula les activités du port. D'une part il favorisa le transport des voyageurs, mais surtout d'autre part, il permit la création des trains de marée destiné au ravitaillement en poissons frais de Paris, de la populeuse région du Nord et d'une grande partie du territoire français. Très vite Boulogne devint le premier port de pêche de l'Europe continentale.

Le vieil artisanat lié à la pêche devint industrie, mais en outre, dans la seconde partie du XIX^e s. et au début du XX^e s., Boulogne accueillit la grande industrie, notamment la sidérurgie sur l'eau et la métallurgie lourde, des cimenteries, des industries spécialisées comme celle des crayons et des plumes métalliques, et l'industrie du froid ce qui lui permit d'amplifier le trafic-marchandises de son port.

Au développement de la pêche, de l'industrie et du trafic portuaire, correspondit une croissance démographique assez considé-



FIG. 258 : Boulogne-sur-Mer

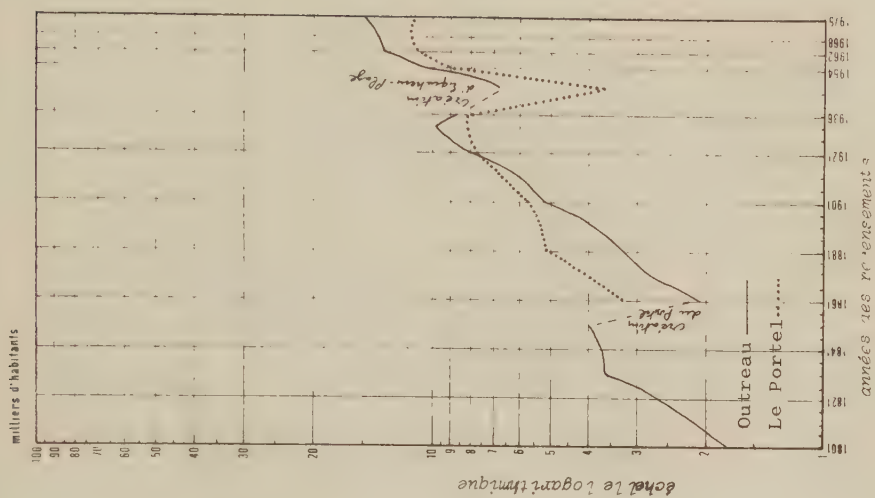


FIG. 259 : Outreau (c. de Samer)
Le Portel (c. de Samer)

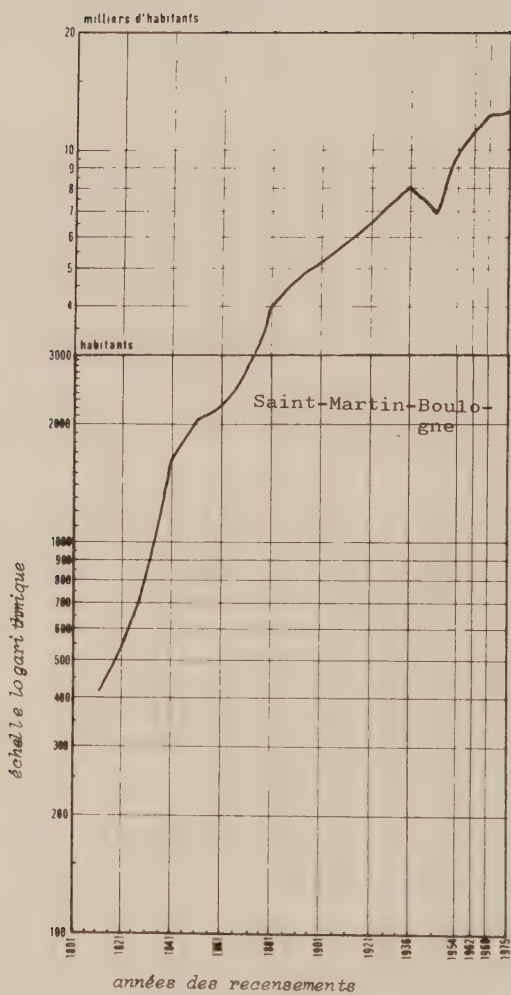


FIG. 260 : Saint-Martin-Boulogne (c. Sud de Boulogne-sur-Mer)

nable, qui fut cependant différente de celles de Calais et de Dunkerque. Phénomène assez exceptionnel dans le Nord, le site de la ville imposait des contraintes sévères à l'expansion urbaine, même après qu'au début du XIX^e s. on eut assèché les marais de l'estuaire de la Liane, où se développa la ville basse en bordure du port (ville des affaires et du négoce) et au pied de la ville haute établie sur un replat à l'intérieur de la vieille enceinte fortifiée (vieux édifices, basilique, administration, commerces). L'essentiel de la croissance fut supporté par des faubourgs et des banlieues prolifiques établis au Sud de la Liane (Le Portel) et au Nord sur les hauteurs (quartier de Saint-Pierre) où dans des logis insalubres et surpeuplés s'entassèrent ouvriers, marins et pêcheurs.

Boulogne-sur-Mer qui comptait 30 800 h en 1851, en comptait 45 000 en 1881, plus de 50 000 dès 1901, 53 000 en 1911. Mais ce ralentissement de la croissance à la fin du XIX^e s. et au début du XX^e s. n'était qu'apparent car celle-ci s'était portée sur les communes de banlieue : Le Portel (3 000 h en 1861, 5 800 en 1901, 6 763 en 1911), Outreau [74] (2 050 h en 1861, 5 091 en 1901, 5 900 en 1911), Saint-Martin-Boulogne (385 h en 1801, 2 062 en 1851, 4 017 en 1881, 5 169 en 1911).

L'agglomération bénéficia de l'intensification du trafic trans-Manche provoquée par la première guerre mondiale, mais souffrit ensuite de la crise économique de l'entre-deux-guerres. En 1921 la population de Boulogne était, comme à Calais, plus nombreuse qu'en 1911 (55 326 h), mais elle diminua ensuite et n'atteignait plus

que 51 854 h en 1931. Cependant cette diminution de population ne concerna pas les communes de banlieue (Saint-Martin-Boulogne : 7 925 h en 1936, Outreau : 8 507 h, Le Portel : 8 131 h) et la population de l'ensemble de l'agglomération continua donc à croître jusqu'à la dernière guerre.

Cette croissance démographique fut comme à Calais et à Dunkerque assurée par un croît naturel exceptionnellement élevé dans le contexte français et par l'immigration de la population des communes rurales, mais aussi des tout petits ports de pêche voisins qui, comme Ambleteuse et Audresselles, tendirent, malgré d'importants excédents naturels, à se dépeupler. A la natalité exceptionnelle correspondit cependant longtemps une mortalité générale elle aussi exceptionnellement élevée, bien plus élevée qu'à Calais ou Dunkerque. La promiscuité, le bas niveau culturel des populations de marins-pêcheurs, la surcharge de travail de leurs femmes (entraînée par les absences prolongées des époux), l'alcoolisme qui fit et fait encore beaucoup de ravages chez les petits pêcheurs, et ses conséquences sur les enfants : rachitisme, dégénérescence ..., la tuberculose étaient à l'origine de cette surmortalité qui se manifestait surtout sous sa forme la plus tragique, la surmortalité infantile qui annihilait partiellement les effets de la très forte natalité. Vers 1930, un quart de la population de Boulogne vivait encore entassée dans le quartier de Saint-Pierre, et l'entassement était à peu près comparable dans les cours exigües du Portel et du quartier de Capécure de l'autre côté de la Liane, or les cartes de mortalité dressées à cette époque par le docteur A. Tellier mon-

trent que les décès étaient deux fois plus nombreux dans ces quartiers que dans l'ensemble de la ville et quatre fois plus que dans les quartiers bourgeois. Au taux de natalité de 24 ‰ de la période 1926-1931 correspondait encore à Boulogne un taux de mortalité de 23 ‰, et au taux de natalité de 26 ‰, au Portel correspondait un taux de mortalité de 17 ‰.

Pendant la dernière guerre, avec l'arrêt du trafic portuaire, les restrictions apportées à la pêche et enfin les bombardements, Boulogne perdit une bonne partie de sa population. En 1946 la ville n'était plus peuplée que de 35 000 h (52 000 en 1936), Outreau de 6 600 h , Le Portel de 3 600 h et Saint-Martin-Boulogne de 6 800 h.

La croissance reprit ensuite rapidement avec la remise en état et l'agrandissement du port et la reconstruction, puis la rénovation d'une partie de la ville qui ne retrouva jamais le surpeuplement passé. En 1954 Boulogne avait retrouvé 44 000 h, en 1962 49 280 h. Les effectifs se stabilisèrent alors jusqu'en 1968 et redescendirent à 48 400 en 1975. Ce n'était plus sur la ville même que se portait la croissance mais à sa périphérie, puisque la population de l'agglomération de Boulogne était passée de 95 000 h en 1962 à 100 581 en 1975, croissance très modeste (+ 6 %) comparée à celles des agglomérations de Calais et surtout de Dunkerque.

L'augmentation des effectifs de population fut supportée par l'ancienne banlieue dont la croissance tend aujourd'hui à prendre fin : Le Portel (8 700 h en 1954, 11 400 en 1968, 11 100 en 1975), Outreau (10 200 h en 1954, 13 750 en 1968, 14 700 en 1975), Saint-Martin-Boulogne (9 700 h en 1954, 12 000 en 1968, 12 350 en 1975)

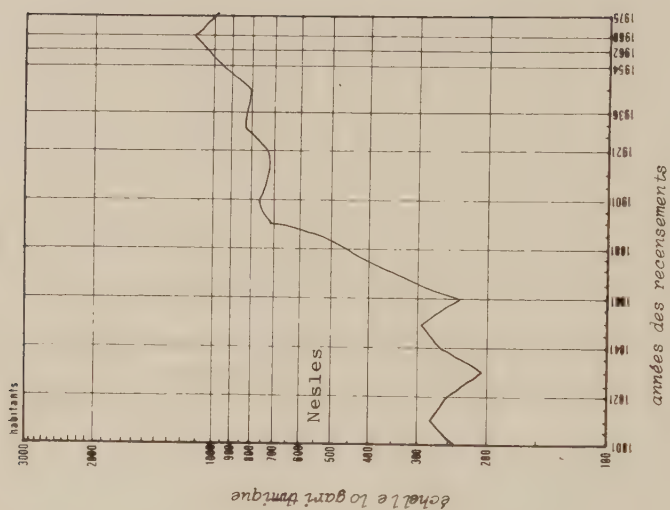


FIG. 262 : Nesles (c. de Samer)

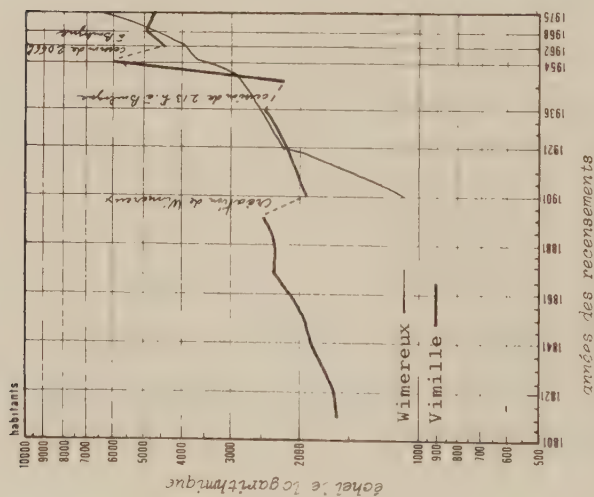


FIG. 261 : Wimereux (c. Nord de Boulogne)
Vimille (c. Nord de Boulogne)

et par des communes plus périphériques dont la croissance souvent insignifiante au cours du XIX^e s. et de la première partie du XX^e s. s'est amplifiée brutalement : au Nord Wimille (moins de 2 000 h en 1946, 4 400 en 1962, 4 800 en 1975), Wimereux (1 498 h en 1911, 2 829 en 1946, 4 085 en 1962, 6 770 en 1975), à l'Ouest et au Sud Saint-Etienne-au-Mont (2 715 h en 1946, 4 300 en 1975), Saint-Léonard (1 090 h en 1954, 3 929 en 1975), Equihen-Plage (2 800 h en 1975), Neufchâtel-Hardelot (1 800 h en 1962, 2 400 en 1975).

Mais plus au Sud, la croissance des petites agglomérations de Samer et Camiers demeure bien modeste.

3) 2. Le littoral au Sud de Boulogne :

La dernière concentration de population sur cette côte se situe plus au Sud : sur l'estuaire de la Canche et sur le Marquenterre.

De part et d'autre de l'estuaire de la Canche, vivent deux mondes différents. Au fond de l'estuaire, à Etaples, petit port de pêche côtière dont Boulogne commercialise les produits et qui s'est doté progressivement d'une petite industrie dérivée de la pêche, s'est concentrée depuis toujours une population de pêcheurs et d'ouvriers, jeune et prolifique. Depuis le début du XIX^e s. la croissance démographique y a été constante et régulière, soutenue par une fécondité remarquable puisque dans les années 30, lorsque le taux de natalité de la France était descendu à son point le plus bas (en dehors des périodes de guerre), celui d'Etaples était encore de plus de 30 ‰, et ce taux s'élevait encore à 29 ‰ pendant

la période 1954-1962; mais la forte natalité accompagna trop souvent ici la misère et l'alcoolisme et y fut trop souvent accompagnée par une forte mortalité infantile. Depuis la dernière guerre, les nouvelles constructions permettent de remédier progressivement à l'état d'insalubrité et d'entassement qui caractérisait la ville et qui persiste plus ou moins dans les vieux quartiers établis face au port, qu'en 1931 le journaliste Nandeaudeau décrivait en ces termes : "Vu du pont qui conduit au Touquet, Etaples donne l'impression d'un lieu lumineux et toujours battu par les vents ; mais cette petite ville de 6 000 h est cependant citée dans la contrée comme un lieu d'encombrement fabuleux, de ruelles étroites et de promiscuités lamentables. Combien ne cite-t-on pas de pauvres demeures où 7, 8 ou 9 humains s'entassent pour dormir dans une pièce exigüe ..." [75]

Au Sud de l'estuaire et sur le front de mer, Le Touquet-Paris-Plage est au contraire une ville bourgeoise, élégante station balnéaire où se retrouve chaque week-end la bourgeoisie nordiste, et qui accueille des retraités de plus en plus nombreux.

L'agglomération Cucq-Le Touquet avait moins de 500 h en 1801 et n'en comptait encore que 1 100 en 1901, au moment où la station balnéaire du Touquet commençait à naître. En 1912 Le Touquet-Paris-Plage fut séparée de Cucq dont la croissance se poursuit avec régularité : 1 100 h en 1921, 2 100 en 1936, 2 465 en 1954, 3 880 en 1968, associée à celle du Touquet dont la population s'accrut bien plus vite : 2 600 h en 1921, 3 900 en 1931, 3 300 en 1946 après la crise économique et la guerre, 3 900 en 1954, 5 370 en 1975.

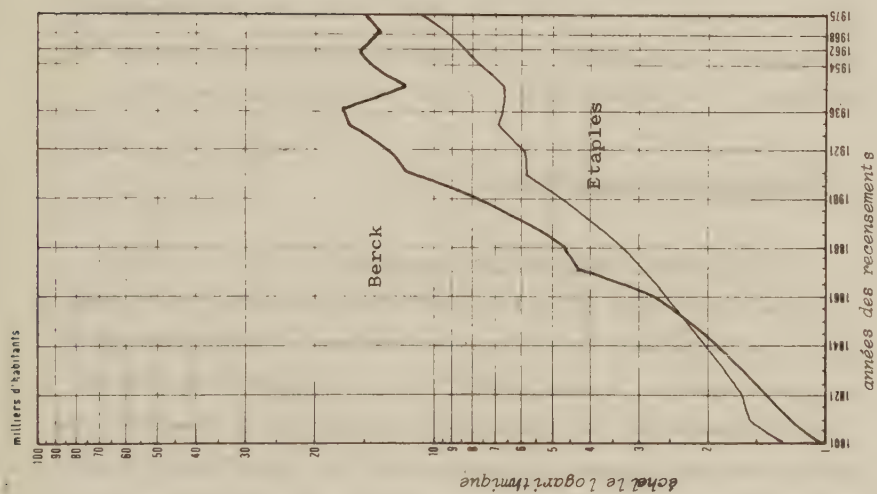


FIG. 263 : Berck (c. de Montreuil)
Etaples

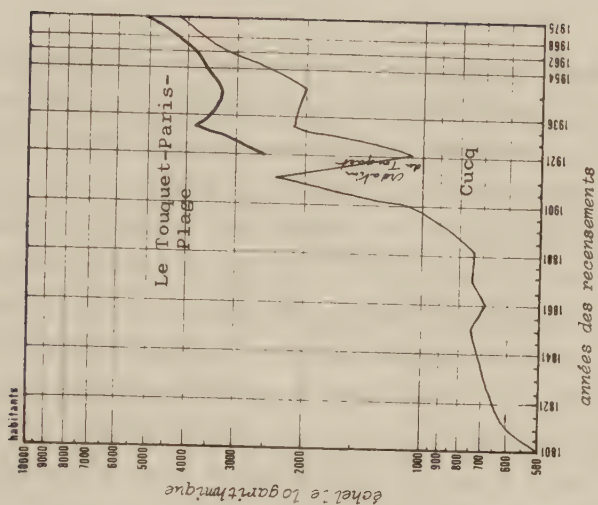


FIG. 264 : Le Touquet-Paris-Plage (c. d'Etaples)
Cucq (c. d'Etaples)

Plus au Sud, Berck s'apparente par certains aspects aux deux villes. Village de pêcheurs, puis ville de cure médicale spécialisée dans le traitement des maladies osseuses, Berck se dota de grands établissements hospitaliers en bordure de mer. Sa fonction de service médical fut vite doublée par la fonction touristique et Berck est devenue au XX^e s. la station balnéaire la plus fréquentée du littoral du Nord. A ses fonctions tertiaires se sont ajoutées peu à peu de petites activités industrielles qui contribuent à maintenir actuellement un certain équilibre entre la croissance des emplois et celle de la population.

En 1801, on ne recensa à Berck que 1 000 h, en 1831 1 600, en 1846 2 100, en 1861 2 700 ; dès lors la croissance fut régulière et rapide jusqu'en 1936 : en 1881, 4 590 h, en 1901, 7 800, en 1921, 11 597, en 1936, 16 700. La population diminua pendant la dernière guerre (11 500 h en 1946), ensuite la croissance fut modeste et les effectifs de population tendent à stagner depuis 1954 : 14 300 h en 1954, 15 200 en 1962, 14 200 en 1975.

d) Les agglomérations moyennes :

1) Le bassin industriel de la Sambre :

"La métallurgie qui a fait la fortune des bords de la Sambre entre Berlaimont et la frontière est une vieille industrie du pays d'Avesnes. Depuis le XVII^e s., les foyers d'Anor et de Trélon alimentaient les fonderies de Marpent et de Cousolre, les platineries de Maubeuge, les martinets, les clouteries, la manufacture d'armes de Marpent, Maubeuge et Ferrière-la-Grande." [76]

Cependant les effectifs de population y étaient encore faibles au début du XIX^es. et l'ensemble des agglomérations actuelles du bassin de la Sambre n'était encore peuplé que de quelques 15 000 h. Aulnoye-Aymeries n'avait encore que 291 h, Bachant 481, Berlaimont 1 607, Haumont 636, Jeumont 578, Marpent 287, Ferrière-la-Grande 740, Louvroil 497, Maubeuge 4 784 et Bavay 1 744.

La croissance fut lente dans la première partie du XIX^e s. : vers 1860, la population de l'ensemble des agglomérations du bassin n'avait pas dépassé 25 000 h, elle ne s'était accrue qu'à Maubeuge (7 430 h en 1841, 10 557 en 1861) et Haumont (540 h en 1851, 3 351 en 1861). Bavay n'avait encore que 2 450 h, Jeumont 1 731, Louvroil 1 461, Aulnoye-Aymeries 671 et Berlaimont 2 619. La croissance avait donc été modérée, mais elle débutait avec le remplacement de l'ancienne métallurgie ruinée par une nouvelle métallurgie de caractère moderne fondée sur la situation de carrefour de la vallée : chemin de fer Est/Ouest (amenant le charbon du Nord, les minerais locaux puis lorrains du bassin de Briay), voie d'eau et chemin de fer Nord/Sud.

Hauts-fourneaux et aciéries puis laminoirs s'implantaient le long de la rivière et faisaient naître les cités ouvrières qui devaient composer peu à peu l'essentiel de cet habitat qui s'étire de Berlaimont à la frontière, et recevaient l'accroissement de population d'anciennes communes rurales promues au rang de villes et des vieilles cités de Maubeuge et de Bavay. La métallurgie de transformation ne s'y est développée que plus modérément et plus tardivement.

La croissance de la population fut fonction de celle de la métallurgie et en reproduisit les mêmes aléas. De 1861 à 1881 et surtout de 1872 à 1881, une première vague de peuplement attira dans le bassin le surplus de population rurale de l'Avesnois et de la Thiérache, à la fin du XIX^e s., une seconde vague y ajouta une immigration originaire du Cambrésis, enfin le croît naturel contribua largement à l'augmentation de cette population.

De 1861 à 1911, en 50 ans, la population de Maubeuge s'accrut de manière quasi-ininterrompue, passant de 10 557 h à 23 209 h (+ 120 %). Au Nord de l'agglomération, la population de Jeumont s'accrut également, passant de 1 731 à 5 724 h (+ 230 %), celle de Marpent de 700 à 2 338 h (+ 234 %), au Sud, la population de Ferrière-la-Grande passa de 2 046 à 4 294 h (+ 110 %), celle de Louvroil de 1 468 à 5 251 h (+ 358 %), celle de Rousies de 537 à 2 551 h (+ 375 %). Plus au Sud, l'accroissement fut également considérable dans les anciens villages disposés en chapelet le long de la Sambre : la population de Haumont passa de 3 325 h en 1861 à 15 034 en 1911 (+ 352 %), celle d'Aulnoye-Aymeries de 671 à 2 286 h (+ 241 %, grâce à sa gare, autant qu'à son industrie).

La première guerre mondiale entraîna un arrêt de la croissance, et en 1921, dans plusieurs de ces villes industrielles, la population était devenue légèrement inférieure à ce qu'elle était en 1911. Mais les diminutions avaient été très modestes, en dehors de la ville de Maubeuge qui perdit 2 000 habitants, et la croissance reprit jusqu'en 1931, mais plus lentement que durant la période précédente.

De 1921 à 1931, Maubeuge gagna 3 000 habitants et retrouva en 1931 ses effectifs de 1911. Jeumont gagna 1 000 h, Marpent 500, Louvroil 1 000, Rousies 800, Haumont 2 800, Aulnoye-Aymeries 2 000 et Berlaimont 600. La croissance fut donc assez modeste : quelques 12 à 13 000 h pour l'ensemble du bassin de la Sambre, surtout si on la compare à celle du bassin houiller voisin.

La période 1931-1946 fut marquée par la grande crise économique qui réduisit fortement l'activité de la métallurgie, puis par les bombardements par les Alliés d'installations industrielles dont les Allemands tiraient profit. La population en subit fortement les contrecoups : Maubeuge en 1946 (20 859 h) était moins peuplée qu'en 1901, et la population avait diminué, mais dans des proportions moindres à Ferrière-la-Grande, Louvroil, Rousies, Jeumont et dans les petites communes voisines, sans redescendre jusqu'au niveau d'avant la première guerre mondiale. Plus au Sud, Haumont avait perdu 2 000 h, Aulnoye-Aymeries 700 de même que Bachant.

Dans l'ensemble du bassin, l'après-guerre vit réapparaître une croissance démographique fondée essentiellement sur l'excédent naturel, puisque le solde migratoire y demeura toujours à peu près nul avant de devenir négatif au cours des dernières années.

La stimulation de l'industrie métallurgique par la croissance économique et la création de la C.E.C.A. ramenèrent le plein emploi après les années de crise qui avaient succédé à la dernière guerre, avec la modernisation et le développement des entre-

prises de la vallée de la Sambre. Mais depuis la création d'Usinor Dunkerque, la sidérurgie a progressivement émigré de la vallée (en 1975, ne fonctionnaient déjà plus que les hauts-fourneaux de Louvroil et Hautmont, et les aciéries de Marpent), et l'activité de la métallurgie de première transformation, qui s'était développée notamment à Aulnoye-Aymeries (usine de tubes Vallourec : 3 200 employés en 1975), à Hautmont et à Maubeuge, comme celle des industries de sous-traitance (peu nombreuses par rapport à celle des produits lourds) ont été réduites. Depuis que l'ensemble de la métallurgie est menacé, un effort de reconversion a été entrepris, afin de maintenir l'emploi en diversifiant les activités et en développant la métallurgie différenciée. La principale opération réalisée dans ce cadre a été l'implantation de l'usine Chausson (2 600 emplois) à Maubeuge. Enfin aux cotés de l'industrie du fer, les industries traditionnelles du verre (Boussois : 2 400 employés en 1975), de la céramique (Maubeuge : plus de 1 000 emplois) et de la chimie (Hautmont, Bavay) ont continué à se développer.

La modification des types d'activité économique n'a vraiment profité qu'à Maubeuge et à sa banlieue immédiate qui a attiré les nouvelles industries et où le volume des emplois tertiaires a fortement augmenté, tandis que l'émigration consécutive aux suppressions d'emplois provoquait un arrêt de la croissance démographique des autres secteurs du bassin.

De 1946 à 1975, la population a augmenté principalement à Maubeuge (+ 15 000 h, soit + 70 %), peuplée en 1975 de 35 399 h et dont la croissance

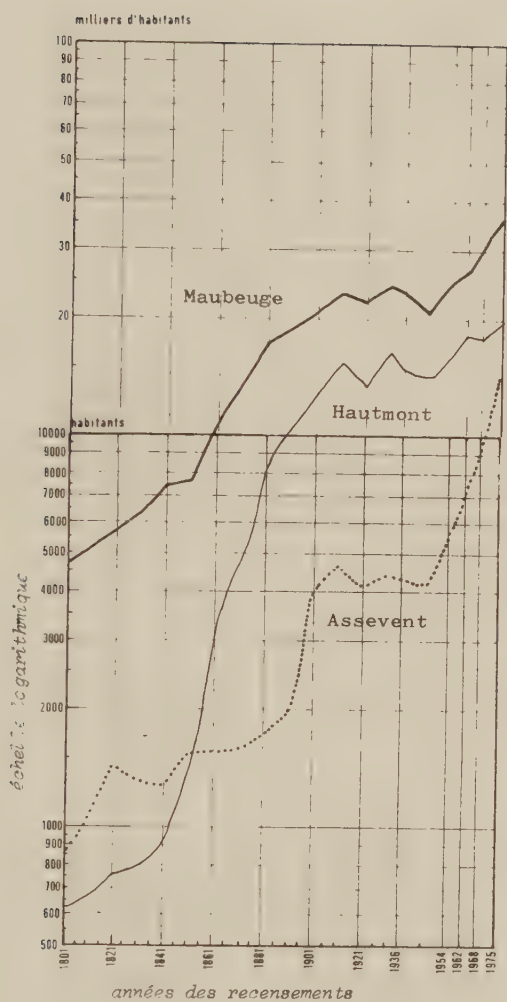


FIG. 265 : Maubeuge
Hautmont
Assevent (c. Nord de Maubeuge)

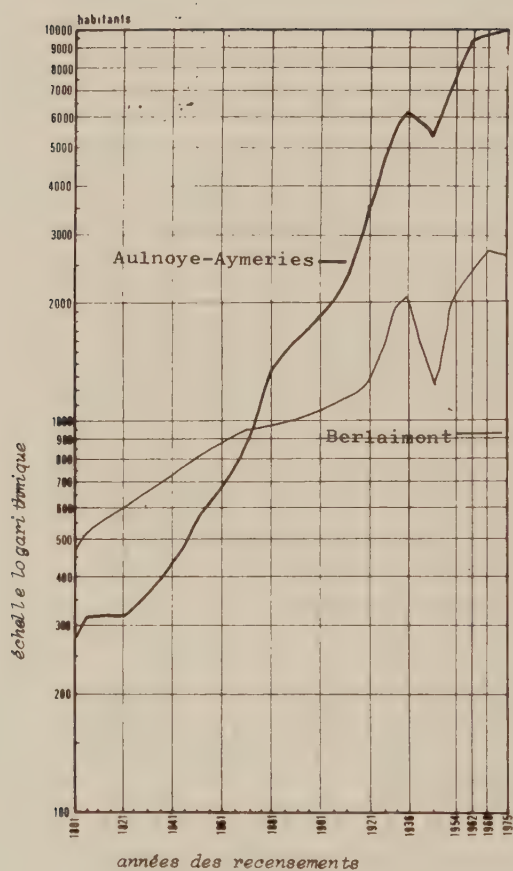


FIG. 266 : Aulnoye-Aymeries (c. de Berlaimont)
Berlaimont



FIG. 267 : Marpent (c. Nord de Maubeuge)
Boussois (c. Nord de Maubeuge)

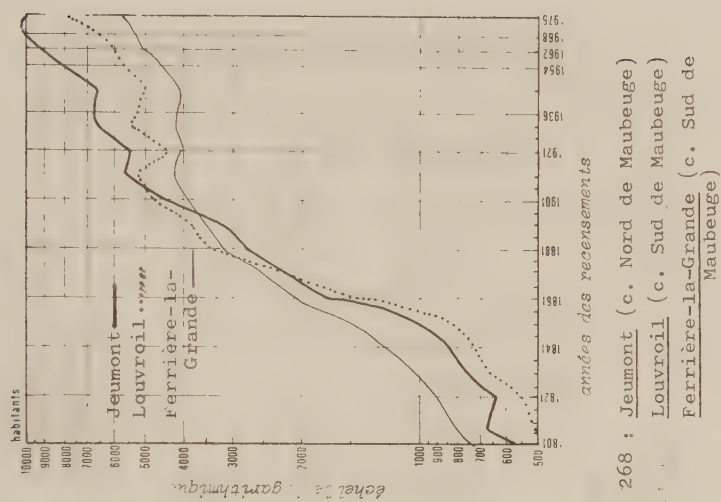


FIG. 268 : Jeumont (c. Nord de Maubeuge)
Louvroil (c. Sud de Maubeuge)
Ferrière-la-Grande (c. Sud de Maubeuge)

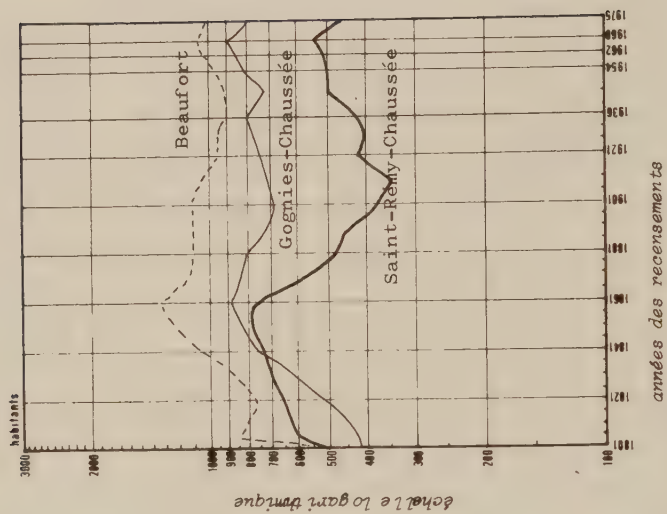


FIG. 270 : Beaufort (c. de Hautmont)
Gognies-Chaussée (c. Nord de Maubeuge)
Saint-Rémy-Chaussée (c. de Berlaimont)

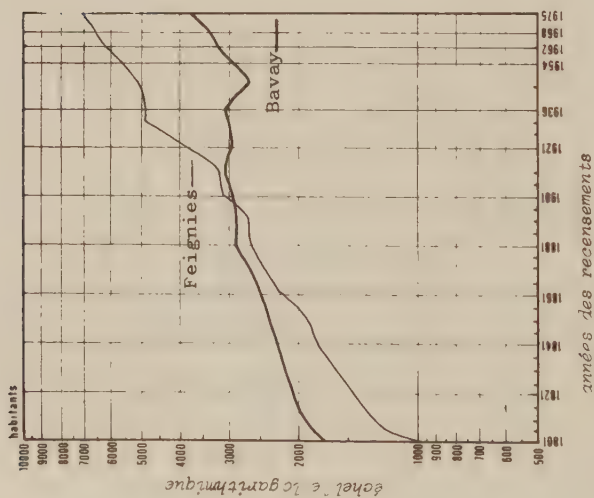


FIG. 269 : Feignies (c. de Bavay)
Bavay

et dont la croissance déborde maintenant sur les communes péri-urbaines d'Assevent (708 h en 1954, 1 360 en 1975) et Mairieux. Elle a également augmenté fortement, mais de manière irrégulière, à Hautmont (+ 5 000 h), Jeumont (+ 3 300 h) et Louvroil (+ 3 000 h), et modérément à Ferrière-la-Grande, Marpent et Boussois. Dans cette dernière commune, ainsi qu'à Rousies, la croissance a pris fin depuis 1968 et il est vraisemblable que les difficultés récentes de la sidérurgie et de la métallurgie lourde entraîneront une diminution de la population des autres communes et notamment de Hautmont et de Louvroil.

Si l'on fait le bilan de la période 1946-1975, l'ensemble de la population de l'agglomération de Maubeuge s'est accru de 48 %, mais le rythme de croissance a constamment décliné (+ 1,6 % par an de 1946 à 1954, + 1,4 % de 1954 à 1962, + 1,2 % de 1962 à 1968, + 0,9 % de 1968 à 1975).

Plus au Sud, l'agglomération d'Aulnoye-Aymeries a connu un destin moins brillant. Après une croissance très rapide de 1946 à 1962 (+ 1,6 % par an de 1946 à 1954, et + 2,6 % par an de 1954 à 1962), les effectifs de population stagnèrent aussi bien à Aulnoye-Aymeries (7 286 h en 1954, 9 405 en 1962, 9 917 en 1975), qu'à Berlaimont (3 465 h en 1954, 3 811 en 1962, 3 797 en 1975) et à Pont-sur-Sambre (2 040 h en 1954, 2 700 en 1962, 2 749 en 1975).

L'ensemble de la population des deux agglomérations de la Sambre, qui ne s'accroît plus présentement qu'à Maubeuge et dans sa banlieue, est cependant passé de 79 400 h en 1946 à 119 050 h en 1975, et la population des communes rurales péri-urbaines tend à se stabiliser ou à s'accroître (Beaufort, Saint-Rémy-Chaussée, Gognies-Chaussée).

2) L'agglomération d'Arras :

Bien différente fut la croissance d'Arras qui ne reposa pas sur la grande industrie, mais accompagna le développement récent des activités industrielles différenciées de la ville (stimulées par la voie ferrée et la proximité de l'autoroute A 1) et de ses activités tertiaires. Ici la croissance ne fut pas polynucléaire (comme ce fut souvent le cas dans la région du Nord), mais plus conforme au schéma classique : croissance démographique autour du centre avec développement d'une banlieue proche, puis d'une banlieue tentaculaire plus éloignée et enfin reprise récente de la croissance de la zone péri-urbaine que, dans les premiers temps de son expansion, la ville avait contribué à dépeupler par émigration.

Vieille cité historique, peut-être peuplée de 20 000 h dès la fin du XIII^e s., la ville connut des fortunes diverses et, au début du XIX^e s., elle n'était pas davantage peuplée que 6 siècles plus tôt. Capitale incontestée de l'Artois, Arras était une ville administrative et ecclésiastique, chef-lieu de département, ville de garnison, ville de rentiers de la terre et de la bourgeoisie, qui rayonnait sur une vaste et riche zone rurale. Le textile et notamment les célèbres tapisseries qui avaient fait la fortune de la ville au Moyen-Age, avait pratiquement disparu, et la ville vécut à l'écart des fièvres spéculatives et des poussées industrielles qui transformaient, à moins de 15 km, les secteurs de Lens et de Douai. En 1801, Arras était peuplée de quelques 20 000 h, en 1831 de 23 400, en 1851 de 25 271, en 1872 de 27 329, en 1901 de

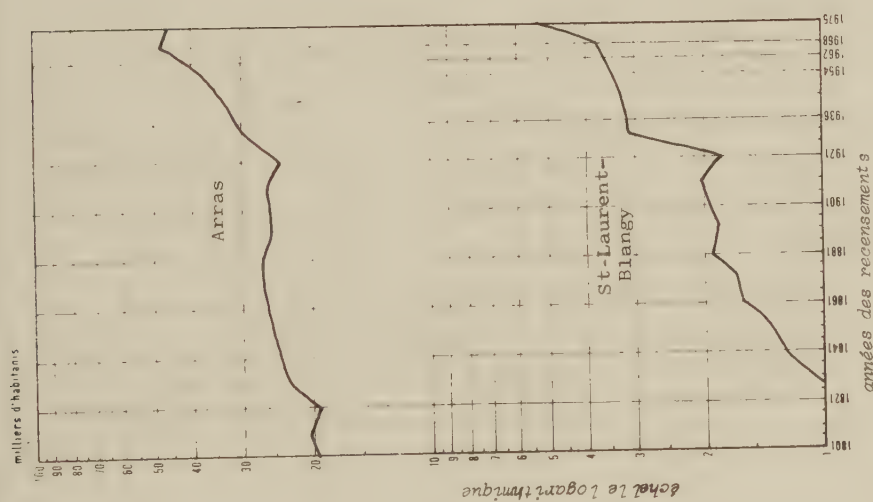


FIG. 271 : Arras
Saint-Laurent-Blangy (c. Nord d'Arras)

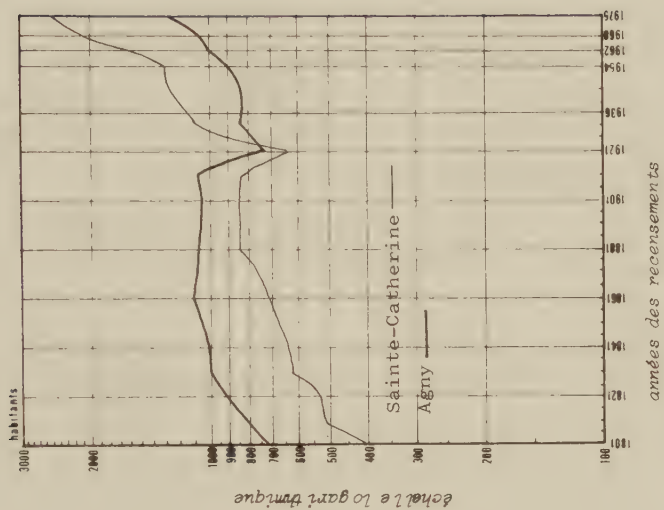


FIG. 272 : Sainte-Catherine (c. Nord d'Arras)
Agny (c. Sud d'Arras)

25 813, en 1911 de 26 080. Cette énumération est éloquentes et exprime la longue stagnation démographique et économique de la ville.

Longtemps Arras ne fut qu'une de ces petites préfectures de province qui sommeillèrent au cours du XIX^e s. et qui vivaient surtout de leurs fonctions tertiaires.

Bien que ravagée par la première guerre mondiale, la ville commença à sortir lentement de sa léthargie dans l'entre-deux-guerres (29 000 h en 1931, 33 000 en 1946, 36 000 en 1954), avec le développement des premières industries de transformation et des industries agro-alimentaires qui s'y étaient implantées, et celui de ses fonctions tertiaires.

Mais la véritable croissance d'Arras fut plus récente encore. Depuis 1955, Arras s'est dotée d'une zone industrielle qui a connu un certain succès et a accueilli de nombreuses industries diversifiées et ayant peu de rapports avec les grandes industries traditionnelles de la région. En 1977, quelques 50 entreprises industrielles et commerciales s'étaient établies sur la zone industrielle d'Arras. Parmi les principales, citons les Travaux-Publics (Beugnet : 1 100 employés), les équipements électriques (C.G.E.E : 600 employés), les constructions mécaniques (La Mécanique Moderne : 250 employés, St.Sauveur Arras : 350 employés, Jecmid : 200 employés), les matériaux de construction (Peulabeuf : 300 employés), la fabrication de batteries (Oldham : 250 employés), les industries alimentaires (La Prospérité Fermière : 850 employés), la bonneterie, l'informatique etc ... Cette extrême variété des activités explique la croissance régulière des emplois industriels

dans cette zone. Ceux-ci ne sont pourtant que minoritaires à Arras qui est demeurée avant tout une ville tertiaire, où plus de 60 % des emplois occupés le sont dans les administrations, les services publics, les banques, les assurances et l'enseignement.

L'expansion démographique a provoqué d'abord la densification de la partie Ouest, puis de la partie Est de la ville, avant que, plus récemment, le centre-ville ne commence à se vider au profit des communes périphériques.

En 1954, Arras n'était encore peuplée que de 36 242 h, mais en 1968 sa population atteignait 49 144 h, le maximum était atteint, et la croissance ne se poursuivit plus à Arras même, mais hors la ville (62 308 h en 1962 pour l'ensemble de l'agglomération, 79 783 en 1975), dans des communes périphériques dont l'expansion démographique est toute récente puisqu'en 1911 la plus peuplée d'entre-elles , Achicourt n'avait que 2 160 h et la seconde en importance , Saint-Laurent-Blangy : 1 985 h. La croissance de la banlieue commença timidement entre les deux guerres ; en 1946 Saint-Laurent-Blangy comptait 3 200 h et Achicourt 3 637, c'était encore bien peu, mais le mouvement d'urbanisation de la zone périurbaine était amorcé et il s'est amplifié sans cesse depuis : en 1975 Achicourt était peuplée de 7 433 h, Saint-Laurent-Blangy de 5 264, Dainville de 4 839, Saint-Nicolas de 4 072. La croissance en valeur relative de ces communes bordières d'Arras, mais aussi des communes suburbaines plus éloignées et jusqu'ici rurales, fut spectaculaire entre 1968 et 1975 : Dainville : + 62 %, Saint-Nicolas : + 69 %, Beaurains : + 97 % etc ...

3) L'agglomération de Saint-Omer :

Vieille cité ecclésiastique et administrative, au contact de l'Artois et de la Flandre, à proximité du coude de l'Aa, Saint-Omer plus encore qu'Arras demeura longtemps étrangère au mouvement d'industrialisation (20 109 h en 1801, 22 000 en 1861, 20 469 en 1911) qui provoquait en amont de l'Aa la croissance des communes industrielles d'Arques (verrerie), de Blendecques (minoteries) et de Wizernes. Pas plus qu'Arras la ville ne possèda de banlieue avant l'époque actuelle.

Entre les deux guerres, les effectifs de population des communes industrielles voisines continuèrent à augmenter légèrement (Arques : 2 164 h en 1801, 2 770 en 1851, 4 658 en 1911, 5 222 en 1946 ; Blendecques : 865 h en 1801, 1 890 en 1861, 3 005 en 1911, 3 505 en 1946), tandis que la population de Saint-Omer commençait à décroître : 19 238 h en 1921, 17 815 en 1931, 18 100 en 1946.

La reprise démographique du lendemain de la guerre fut très modérée à Saint-Omer qui souffrait de ne pas être une ville industrielle (une seule entreprise y emploie plus de 100 personnes : la fonderie de Saint-Omer - 300 ouvriers), bien qu'elle bénéficiât de l'expansion industrielle d'Arques. Elle souffrait aussi de l'étroitesse de sa zone d'attraction qui limitait le développement des fonctions tertiaires sur lesquelles reposait l'essentiel des activités de la ville.

Après s'être légèrement accrue de 1946 à 1954, la population de Saint-Omer recommença à décroître régulièrement et elle ne représentait plus que 16 932 h en 1975, tandis qu'à la périphérie de

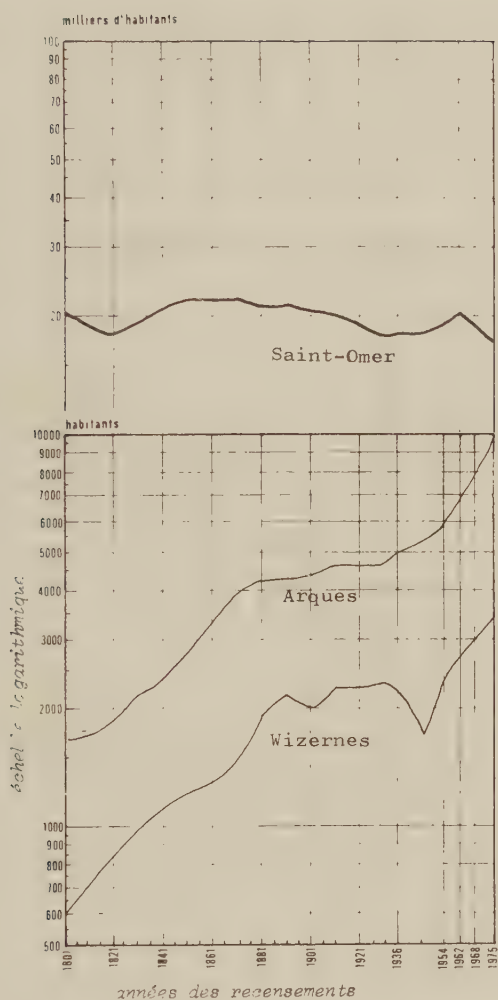


FIG. 273 : Saint-Omer
Arques (c. Sud de Saint-Omer)
Wizernes (c. Sud de Saint-Omer)

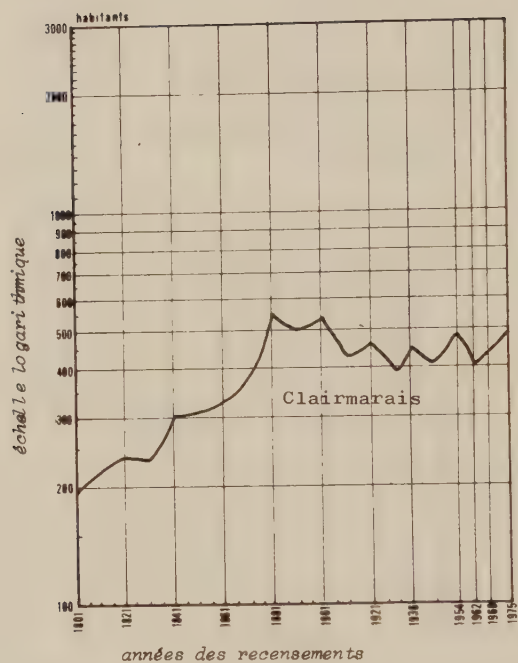


FIG. 274 : Clairmarais (c. de Saint-Omer-Nord)

la ville se peuplaient les petites communes ayant accueilli les grands ensembles H.L.M. et les lotissements : Saint-Martin-au-Laërt (+ 76 % de 1968 à 1975) et Longuenesse (+ 96 %), et que la ville d'Arques, longtemps distincte de l'agglomération, s'y intégrait à la suite de l'urbanisation de l'espace compris entre ses limites et Saint-Omer, cependant qu'au Nord le marais (Clairmarais) demeurerait peu peuplé.

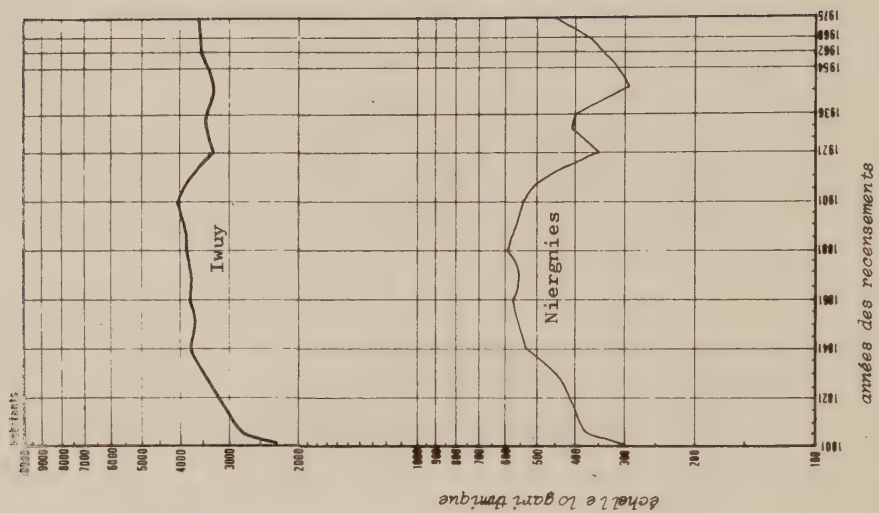
La croissance de la ville d'Arques, liée à celle de sa cristallerie (6 840 employés) a cessé, mais s'est reportée sur Longuenesse et les communes rurales de Renescure et Heuringhem.

L'ensemble Saint-Omer/Arques constitue aujourd'hui une agglomération de 47 850 h.

4) L'agglomération de Cambrai :

Grâce au développement de son activité textile, Cambrai participa plus que Saint-Omer à la croissance industrielle du XIX^e s. En 1801, cette vieille ville ecclésiastique, enfermée dans ses remparts, n'avait encore que 15 000 h, mais en 1851, elle en comptait 21 344, en 1901 26 586 et en 1911 28 077, et sa banlieue d'Escaudoewres (sucrerie, métallurgie du zinc) en avait alors 2 862. Enfin, à proximité sur l'Escaut, le gros bourg d'Iwuy, lieu de rassemblement des camberlots, qui ignora l'industrie, stagnait depuis le début du XIX^e s. autour de 3 500 h, puis vit sa population décroître.

Cambrai souffrit de la première guerre mondiale, mais récupéra dès 1931 ses effectifs de 1911. Après les destructions de la seconde guerre, la croissance y reprit grâce au développement des



fonctions tertiaires, mais aussi à une diversification et à une multiplication des activités industrielles qui ne furent cependant pas aussi importantes qu'à Arras : bonneterie (Prouvost-Masurel : 3 800 employés), travail du bois, constructions mécaniques (engrenages Citroën et matériel agricole), travaux-publics, industries alimentaires. Mais la marque du textile reste pesante et Cambrai souffre autant actuellement de l'insuffisant développement des autres branches industrielles que des difficultés du textile dans toute la zone du Cambrésis, dont la ville ressent les effets dans le volume de ses activités tertiaires notamment commerciales.

La croissance démographique s'est poursuivie à Cambrai jusqu'en 1975 (39 049 h), mais a à peine touché les communes suburbaines de Neuville-Saint-Rémy et Proville et moins encore Escaudoœuvres. La croissance de la zone péri-urbaine est demeurée modeste (ex : Niergnies) même le long de la vallée de l'Escaut.

Chapitre 1 : Notes additives.

- [01] : Le recensement opéré dans tous les départements français en 1801, n'ayant pas paru satisfaisant au préfet du Nord "par suite de la mauvaise volonté ou de la négligence de quelques maires", et de "la rentrée de beaucoup d'habitants que la bonté du gouvernement avait rappelés dans leur foyer", celui-ci en ordonna un "nouveau et soigné" en 1804, dont les résultats présentent un écart de l'ordre de 80 000 personnes avec les chiffres de 1801, soit plus de 10 % (ce qui ne peut s'expliquer par la croissance démographique).
Ce dénombrement a été publié dès 1804 :
DIEUDONNE : Statistique du département du Nord (op. cit.)
Le Nord comptait en 1804, 831 478 habitants soit 2 832 habitants par lieue carrée (148 h/km²).

- [02] : Définition de la population urbaine et de la population rurale : Faute de pouvoir connaître avec précision la composition socio-professionnelle et les activités des communes, à la fin du XVIII^e siècle, nous avons opéré la distinction entre communes rurales et communes urbaines en fonction d'un critère purement statistique, le chiffre de 2 000 habitants étant le seuil de passage d'une catégorie à l'autre. La notion de 2 000 habitants agglomérés, longtemps retenue par les statisticiens français, est assez secondaire dans la région, puisque les formes de dispersion de l'habitat y étaient encore moins nombreuses qu'aujourd'hui et qu'elles se rencontraient dans des régions où les villes se distinguent aisément des villages. Mais il est évident que certaines communes dont les effectifs de population s'élevaient un peu au dessus de 2 000 habitants n'étaient que de gros villages industrialisés, tandis que d'autres communes dont les effectifs de population n'atteignaient pas 2 000 habitants pouvaient avoir des fonctions urbaines. Il ne nous est guère possible de le savoir.

- [03] : Tableau des densités de peuplement par arrondissements (circonscriptions actuelles) en 1801 :

département du Nord		:	département du Pas-de-Calais	
Arr. d'Avesnes s/Helpes	: 68	:	Arr. d'Arras	: 80
de Cambrai	: 126	:	de Béthune	: 118
de Douai	: 159	:	de Boulogne s/mer	: 64
de Dunkerque	: 128	:	de Calais	: 73
de Lille	: 252	:	de Lens	: 117
de Valenciennes	: 151	:	de Montreuil	: 59
	:	:	de St. Omer	: 76
Ens. du département	: 137	:	Ens. du département	: 106

[04] : Fagnes : du vieux français fagne = boue. Nom donné dans l'Ardenne aux landes tourbeuses et marécageuses d'altitude qui reposent dans de larges clairières naturelles de la forêt. Raoul Blanchard désigne par ce terme la région des cantons de Solre-le-Château et Trélon à l'exception des communes des agglomérations de Fourmies et Sars-Poteries, et la partie orientale du canton Sud de Maubeuge.

[05] : Avec 9 168 hectares, la forêt de Mormal est la plus vaste forêt de la région du Nord. Elle repose sur les limons argilo-sableux qui recouvrent la craie et les marnes du Turonien (crétacé) au contact du Cambrésis, de la Thiérache et du Hainaut. Aujourd'hui, forêt de feuillus à vocation touristique, elle correspond à la vieille frontière entre terres de France et de Lotharingie du traité de Verdun (843).

[06] : Blootland : pays nu par opposition au Houtland : pays au bois. Le premier terme désigne la plaine maritime dans sa partie flamande, le second, la Flandre intérieure entre le talus bordier de la plaine maritime et la vallée de la Lys.

Sur la terminologie des divisions régionales du Nord-Pas-de-Calais, se reporter aux célèbres thèses de R. Blanchard et A. Demangeon, et à l'article de A. Gamblin : Les régions du Nord de la France. Hommes et Terres du Nord, n° 1, 1963.

[07] : La plaine maritime s'étend depuis Sangatte (à l'Ouest de Calais) vers l'Est jusque très au delà de la Flandre belge. C'est une plaine topographiquement presque parfaite, voisine du niveau de la mer et parfois en dessous de celui-ci, formée de terrains quaternaires jadis amphibies que l'homme a aménagés en polders en arrière des cordons de dunes. Un réseau serré de canaux de drainage et d'anciennes digues, le long desquels se disperse l'habitat, enferme des champs nus. Un petit talus, témoin d'un ancien rivage, sépare la plaine maritime ou blootland du Houtland.

Cf. Jean SOMME : Les plaines du Nord de la France et leur bordure. 1975.

[08] : A quelques kilomètres à l'est de Dunkerque, entre Bergues et Furnes (Belgique), s'étendent les Moères, exemple unique en France de polders établis en dessous du niveau de la mer. La lagune, qui s'étendait en arrière du banc de sable de Ghyvelde, ne fut isolée définitivement de la mer qu'au XIX^e siècle. Très tôt pourtant l'assèchement avait commencé sur les marges des Moères, qui portent un réseau anarchique de vieux canaux, mais la mise en valeur véritable ne commença vraiment qu'à partir du XVII^e siècle à l'initiative de Coebergher qui fit entourer le polder d'un fossé (ringblot) et d'une digue, et opéra le pompage à l'aide de moulins à vent munis de vis d'Archimède. Pendant la dernière guerre, à la suite de la bataille de Dunkerque, les Moères furent à nouveau partiellement inondées.

- [09] : Les watergangs sont les canaux qui assurent le drainage des polders. Un système d'écluses les protègent des remontées des eaux à marée haute et leur permet d'écouler les eaux intérieures à marée basse. Les wateringues sont les syndicats qui gèrent le réseau des watergangs.
- [10] : Bergues : Elle fut bâtie sur une presqu'île, encore entourée par la mer au XII^e siècle. Le caractère incertain de la côte n'était pas propice au développement de ports situés sur le littoral même et Bergues, port de mer relié à la côte par le canal maritime de Dunkerque, ville fortifiée, chef-lieu de châtellenie, fut longtemps le principal marché et la plus riche ville du Vesthoek. Au XV^e siècle déjà elle subit la concurrence industrielle d'Hondschoote, devenu un des premiers centres lainiers de Flandre, et la concurrence maritime de Calais. Puis, l'accroissement de la taille des navires rendit plus difficile l'accès au port de Bergues. Néanmoins au XVII^e siècle Dunkerque n'était qu'un port de pêche, puis de corsaires, tandis que Bergues devenait le siège de l'amirauté de Flandre. Ce n'est qu'au XVIII^e siècle que le développement de Dunkerque ruina définitivement les activités maritimes de Bergues. Pourtant le passé maritime de la ville la faisait encore songer à un rôle sur mer et Bergues s'acharna, au cours du XVIII^e siècle, à entretenir à grands frais le canal de Dunkerque.
- [11] : Cf. François CROUZET : L'économie britannique et le Blocus continental. Paris, P.U.F, 1958. 2 vol. 949 p.
- [12] : Partie orientale du département du Pas-de-Calais, jadis picarde, le Boulonnais comprend le Haut-Boulonnais, extrémité est du plateau artésien qui encadre le Bas-Boulonnais, dépression triangulaire ouverte sur la mer, qui offre un exemple classique de boutonnière. Après que l'orogénèse tertiaire eût soulevé le relief, l'érosion a éventré la craie qui forme l'Artois et exhumé les argiles et calcaires jurassiques, en partie aplanis et disloqués par un système complexe de flexures et de failles que les cours d'eau, et principalement la Liane et ses affluents, en descendant des cuestas bordières vers la mer, ont affouillés. Au pied de la lèvre Nord affleure même un fragment du socle primaire, aujourd'hui rongé par des carrières de marbre. Ce relief se prolongeait dans le Weald britannique, avant que, au quaternaire, un émissaire de l'inlandsis qui recouvrait partiellement la mer du Nord, en creusant le sillon du Pas-de-Calais, ne tranche perpendiculairement la boutonnière. Le Bas-Boulonnais offre un paysage agréable : marqueterie de petits plateaux boisés et de dépressions verdoyantes et humides. Mais l'absence de limons loessiques, qui assurent la richesse agricole des plateaux voisins, ne lui a donné que des aptitudes agricoles médiocres qui ont favorisé précocement l'évolution vers l'élevage.

[13] : Edit d'enclosure de 1771.

[14] : Au cours du Moyen-Age, le Boulonnais s'est peu à peu spécialisé dans l'élevage des chevaux de guerre et de trait léger. Au XVIII^e siècle, il était devenu un pays naisseur qui vendait des poulains de 18 à 20 mois. Au XIX^e siècle, pour faire face aux besoins de l'agriculture betteravière, le Boulonnais se spécialisa dans l'élevage d'un cheval de trait lourd : le cheval "boulonnais", issu d'une sélection faite à partir des élevages locaux.

[15] : Le Haut-Boulonnais qui forme le rebord des lèvres de la boutonnière n'est que la partie terminale du Haut-Artois. Il s'agit d'un plateau de craie, généralement dépourvu du limon qui, plus à l'Est, s'étend sur la craie ou l'argile à silex qui la recouvre souvent. Hors des vallées, hâvres de verdure, le pays n'offre que des sols ingrats et le climat y est humide et venteux.

[16] : Le Houtland est la partie de la Flandre intérieure comprise entre la plaine maritime et la plaine de la Lys. C'est une plaine d'argile tertiaire, vallonnée et traversée d'Ouest en Est par un alignement de buttes sableuses, les Monts de Flandre, dressées à une centaine de mètres au dessus de la plaine. Vu de loin, le Houtland, "pays au bois" aujourd'hui quasiment dépourvu de forêts, offre encore des horizons sombres et boisés. Mais c'est un paysage en trompe-l'oeil. Les bois ont disparu et l'on ne rencontre plus que des boqueteaux et des rideaux de peupliers ou de saules, auxquels s'ajoutent les haies vives qui entourent quelques prairies et les pâtures-ma-noir des fermes dispersées ou groupées en petits villages ou hameaux.

[17] : Entre St. Omer et les monts d'Eperlecques et de Watten, la moyenne vallée de l'Aa, établie dans un ancien golfe de la mer flamandienne, a longtemps été une zone de marais répulsifs dont le drainage a débuté au XI^e siècle à l'initiative des bénédictins. Ce n'est qu'avec l'endiguement de l'Aa et l'établissement d'un réseau serré de watergangs délimitant d'étroites parcelles, très tôt vouées au maraichage, que les marais de St. Omer ont été vraiment mis en valeur. Aujourd'hui encore, le contrôle des eaux demeure délicat et les inondations fréquentes.

[18] : Le Marquenterre est la plaine maritime qui s'étend au Sud du Boulonnais, entre les estuaires de la Canche et de la Somme, et entre la mer et le talus en pente faible qui correspond à l'ancienne falaise morte à l'Est. Cette plaine est formée de matériaux déposés par le jeu des marées et des cours d'eau : Somme, Authie, Maye, Canche, en arrière de buttes de galets et du cordon littoral actuel couvert de

dunes qui protègent la plaine de l'action directe de la mer. Les hommes ont complété l'oeuvre de la nature en endiguant les terrains bas et en les drainant par des canaux. Les "renclôtures" s'étendirent progressivement du XIII^e au XVIII^e siècle. A la fin du XVIII^e siècle fut constitué le syndicat du Marquenterre qui se chargea de l'assèchement systématique achevé à la fin du XIX^e siècle. Quelques rares maisonnettes de torchis alignées le long des chemins, dont le tracé en baïonnette suit celui des anciennes digues, rappellent le temps où elles étaient chaumières de pêcheurs, comme les dunes évoquent l'ancienne présence de la mer. Aujourd'hui le paysage est celui de prairies bordées de haies boisées, interrompues ça et là par des marais et des étangs et sillonnées de fossés gorgés d'eau.

[19] : Cf. Dieudonné. (op. cit.)

[20] : Cf. R. Blanchard : La Flandre (op. cit.).

[21] : Dans ses limites territoriales actuelles la ville de Lille aurait été peuplée de 64 000 habitants à la fin du XVIII^e siècle.
 Dans les limites de l'époque, avant l'extension de la ville par annexion des communes périphériques au XIX^e siècle, la ville ne comprenait que 54 000 habitants.
 En 1801, la France comptait 8 villes de plus de 50 000 habitants : Paris (546 900), Marseille (111 100), Lyon (109 500), Bordeaux (91 000), Rouen (87 000), Nantes (73 900), Lille (64 000), Toulouse (50 200).
 Tous ces chiffres s'entendent dans les limites actuelles de ces villes.

[22] : Le Mélantois est l'une de ces petites régions naturelles qui entourent Lille. La mosaïque de ces petites régions apparaît mal aujourd'hui sous la trame urbaine qui la recouvre. Elle comprend un certain nombre de vallées jadis et quelquefois encore aujourd'hui marécageuses : Lys, Deule, Marque, séparées par des affleurements d'argile yprésienne qui forment au Nord les collines du Ferrain, et par un affleurement anticlinal de craie qui au Sud forme le plateau du Mélantois. A l'Ouest du Mélantois, entre Lys et Deule, dans le pays de Weppes affleure la craie blanche surmontée d'un paysage d'openfield, et à l'Est, la craie marneuse qui près de la frontière porte un paysage plus herbager où les haies réapparaissent et où l'habitat se desserre. Au Sud du Mélantois, à la faveur d'un synclinal, les argiles yprésiennes affleurent de nouveau, formant le Pévèle. Au nord-ouest du Pévèle, quelques collines (Moncheaux, Mons-en-Pévèle) dominent de 50 à 100 mètres les plaines voisines. A l'Est et au Sud, le Pévèle n'offre plus qu'un paysage de table d'argile vallonnée rappelant le Houtland :

abondance de prés, présence de haies et de rideaux d'arbres, villages très desserrés et nombreuses formes d'habitat intercallaire.

- [23] : Cf. [16]
- [24] : A. Gamblin, dans son article sur les "régions du Nord de la France" (art. cit., cf. [06].) désigne par ce terme la partie orientale de l'Artois au contact du Cambrésis, nous préférons utiliser ce terme pour désigner le Bas-Artois traditionnel, aujourd'hui recouvert par le bassin houiller, ce qui a fait tomber cette appellation en désuétude. Mais en 1801 le pays minier n'existait pas et l'appellation désigne la région naturelle crayeuse comprise entre les argiles tertiaires et les vallées quaternaires de Flandre au Nord et le rebord du plateau artésien au Sud.
- [25] : Cf. [22]
- [26] : Au XVIII^e siècle, on désignait sous le nom de "fabricants", les personnes qui s'occupaient de fournir aux artisans et ouvriers des campagnes les matières-premières et parfois les métiers et collectaient les produits finis pour les commercialiser sur les marchés urbains.
- [27] : Douai fut chef-lieu du département du Nord de 1791 à 1804 et siège d'Académie jusqu'en 1887.
- [28] : L'Ostrevent est le petit plateau crayeux situé entre la Scarpe et la Sensée. Au Nord, la craie blanche se dégage lentement des argiles du Pévèle. Mais les placages de sables tertiaires y prennent souvent de l'ampleur, donnant à l'Ouest, entre Flandre et Cambrésis, trois chainons de collines de 30 à 50 mètres de dénivellation entre lesquels la Sensée déploie sa vallée parsemée de chapelets d'étangs et de marais, au milieu des prés et des rideaux de peupliers.
- [29] : le Cambrésis n'a guère de limites physiques précises. Ce terme s'applique à une petite région historique organisée autour du siège archiépiscopal de Cambrai, entre Artois et Hainaut, au sud de la Flandre et au nord de la Picardie. Au Nord, cette région est limitée par les placages sableux de l'Ostrevent et les marais de la Sensée et de la Scarpe, à l'Est par la forêt de Mormal et l'apparition du bocage de l'Avesnois. A l'Ouest, il n'est guère possible de distinguer le Cambrésis de l'Artois oriental, ni au Sud du nord du Vermandois. Les limites sont historiques et correspondent à celles du département du Nord. Le paysage est celui d'une plateforme de craie d'une altitude généralement inférieure à 100 mètres, découpée à grands intervalles par de larges vallées aux versants rai-

des et à fonds plats et humides où divaguent les cours d'eau. Entre ces rares vallées s'étendent de larges croupes faiblement ondulées, égratignées ça et là par quelques vallons secs et accidentées de quelques rideaux. Comme dans la Picardie et l'Artois voisins, c'est la craie crétacée qui forme le relief, masquée ici par un manteau d'argile à silex et de limons loessiques quaternaires, souvent épais et fertiles. Ce plateau sec porte un paysage dénudé de champs ouverts, jadis céréaliers et voués aujourd'hui à la grosse culture, d'où émergent quelques rares bosquets et de gros villages.

[30] : Au nord du Bassin parisien, l'Artois, qualifié souvent improprement du terme de collines, est un plateau dénudé, supportant un openfield et un habitat groupé. Au Nord il se dresse vers 150 à 200 mètres d'altitude, des environs de Lens jusqu'au Boulonnais, au dessus de la plaine de Flandre, au paysage moins ouvert et à l'habitat desserré. Au Sud et à l'Est, ses limites historiques sont celles du département du Pas-de-Calais. A l'Ouest, il s'achève par l'escarpement qui forme les lèvres de la boutonnière du Boulonnais et la falaise morte du Marquenterre. Ce plateau correspond à un renflement de la plaine de craie crétacée de Picardie, dû à l'anticlinorium qui, au tertiaire, a soulevé le relief de l'Ardenne au Weald et est formé ici de deux accidents majeurs de direction Nord-Ouest, Sud-Est. Au Nord, l'axe de l'Artois, ensemble de flexures et de failles plongeant vers le Nord, est responsable de l'escarpement bordier. Au Sud, l'anticlinal de l'Artois forme la ligne de partage des eaux entre la Manche et la mer du Nord.

De Vimy jusqu'au Verdrel l'Artois est bordé par une crête dissymétrique, soulignée par les bois, enjeu de rudes combats pendant la première guerre mondiale, légèrement élevée au dessus du plateau et dominant le bas pays d'Artois (Gohelle) par un escarpement raide, lié à un anticlinal déjeté vers le Nord-Est et faillé, entaillé à l'Ouest par la petite dépression anticlinale d'Houdain.

A l'ouest du Verdrel, une deuxième faille vient se greffer sur la première et détermine jusqu'à la Lys un relief en marches d'escalier, parfois flanqué à l'Est de collines flamandes sableuses et boisées et franchi par les rivières descendant de l'Artois.

Au delà de la Lys, jusqu'à la mer, la craie plonge sous les argiles tertiaires de Flandre, formant un glacis disséqué par un réseau de vallons très serrés.

En arrière du rebord, le relief varie d'Ouest en Est. A l'Ouest, le Haut-Artois, où affleure l'argile à silex, produit de décomposition de la craie qui la recouvre en surface, est un pays rude d'aspect et de climat, accidenté par de profondes vallées, aux versants raides parfois boisés. Plus à l'Est, le paysage vallonné du Ternois mène à la

plaine d'Arras qui se confond vers l'Est avec le Cambrésis.

Plus au Sud, le relief est rythmé par la succession des plis ; les anticlinaux donnent des lignes de faite allongées du Nord-Ouest au Sud-Est, d'où descendent des glacis disséqués en croupes convexes par les affluents des fleuves côtiers : Canche et Authie.

- [31] : Primitivement et pendant tout le XIX^e siècle, l'arrondissement actuel d'Arras était composé de deux arrondissements distincts : celui d'Arras et celui de St. Pol qui correspondait en gros au Ternois. Pendant la période révolutionnaire il exista également un district de Bapaume qui correspondait à la zone d'attraction de ce petit centre. Le développement et l'industrialisation d'Arras ont nui au développement de ces centres secondaires.

- [32] : Le Hainaut est une région historique. Le terme désigne une province de Belgique et plus rarement la partie devenue française de l'ancien comté. Il ne désigne pas une région géographique précise. Faute d'autre terme nous l'appliquons à une région que l'on qualifierait aujourd'hui d'est du bassin minier.

- [33] : Ensemble des cantons de Lille (centre, Est, Nord, Nord-Est, Ouest, Sud, Sud-Est, Sud-Ouest) moins la ville de Lille.
 Ensemble des cantons de Roubaix (Est, Nord, Ouest) moins la ville de Roubaix.
 Ensemble des cantons de Tourcoing (Nord, Nord-Est, Sud) moins la ville de Tourcoing.

- [34] : R. Blanchard : La densité de population du département du Nord (Op. cit. P. 28 et 29).

- [35] : Blanchard n'a compté que les communes ayant leur centre dans la plaine maritime (ce qui dans ce pays d'habitat dispersé ne correspond pas tout à fait à l'ensemble de la population de la plaine), c'est à dire : Armbouts-Cappel, Bierne, Bourbourg-Campagne (disparue depuis après rattachement à Bourbourg-Ville pour former Bourbourg), Brouckerque, Cappelle, Cappelle-Brouck, Coudekerque, Craywick, Grande-Synthe, Holque, Leffrincoucke, Mardyck, Les Moères, Saint-Georges-sur-l'Aa, Saint-Pierre-Brouck, Spycker, Uxem. (8 025 h en 1804, 14 564 en 1901, et après l'urbanisation d'un certain nombre de communes 37 500 en 1975).

- [36] : note de R. Blanchard : "Cantons de Cassel, Hazebrouck Nord et Sud, Bailleul Nord-Est et Sud-Ouest, Hondshoote, Steenvoorde, Wormhoudt, plus les communes de Bissezeele, Crochte, Eringhem, Hoymille, Pitgam, Quaedyne, West-Cappel, Wylder, du canton de Bergues, Haverskerque et Neuf-Berquin, du can-

ton de Merville. On a excepté les communes industrielles d'Hazebrouck, Renescure, Bailleul et son faubourg Saint-Jans-Cappel, Nieppe. Au total 96 811 h en 1804, 86 709 en 1901."

- [37] : R. Blanchard. Op. cit. Note [34].
- [38] : R. Blanchard. Op. cit. [34] P. 62 et 63.
- [39] : Algemeen Beschaafd Nederlands : langue néerlandaise commune proche du hollandais, adoptée comme langue unique par les Pays-Bas puis par la Belgique flaminguante.
- [40] : Cité par E. Cornaert : La Flandre française de langue flamande. P. 324.
- [41] : Id. P. 328.
- [42] : Cf. 1^{re} partie. Chapitre 2.
- [43] : R. Blanchard. Op. cit. [34] P. 57.
- [44] : R. Blanchard. Op. cit. [34].
- [45] : R. Blanchard. Op. cit. [34].
- [46] : Cf. Dieudonné. Op. cit. P. 278 à 280.
- [47] : A. Demangeon : La Picardie et les régions voisines. Paris, 1904. P. 402 à 404.
- [48] : A. Chatelain : Les migrants temporaires en France de 1801 à 1914. Villeneuve d'Ascq, 1976. P. 481.

Il convient de bien préciser de quel milieu viennent les migrants temporaires appelés Camberlots ou Cambrelots (selon Jean Brunhes¹¹¹) et Picards ; des équivoques et des erreurs apparaissant au début du XX^e siècle. De Jussieu, en 1908, et Gaillard, en 1912¹¹², affirment que ce sont des artisans ou des ouvriers d'industrie, qui ne « sont cultivateurs qu'en émigration ; chez eux ils sont tisserands ». Que des travailleurs d'industrie, non agriculteurs se soient introduits dans les effectifs, la chose est possible, mais le gros de la troupe vient d'un milieu « paysan-artisan » qui a des contacts avec la terre grâce à la possession d'une chaumière, d'un jardin et de quelques lopins de terre et grâce aussi à l'aide apportée aux exploitants agricoles plus importants du voisinage. Ces « paysans-artisans » ont sans doute un métier à tisser dont ils vivent surtout à la mauvaise saison, mais ils ont une mentalité et un comportement de paysan car ils achètent des lopins de terre quand ils le peuvent et surtout avec les économies obtenues par les migrations temporaires. Ces ruraux ont commencé très tardivement des migrations saisonnières parce qu'ils avaient les ressources complémentaires d'une industrie familiale qui a permis d'éviter les déplacements temporaires pendant des siècles. Sans cette ressource d'appoint, ils auraient fait comme les Bas-Bourguignons qui ont tiré des migrations de moisson et d'autres types de migrations temporaires des gains non négligeables. En 1905, Albert Demangeon et plus tard (après la Première Guerre Mondiale), Jean Brunhes¹¹³ ont mis en relief le fond paysan des migrants temporaires camberlots et picards.

- *Le courant migratoire des Camberlots et des Belges.*

Comme les « Auvergnats de Paris » qui se font moissonneurs dans le Massif Central, les tisseurs « camberlots » deviennent migrants moissonneurs dans les grandes régions céréalières du Bassin parisien : « Dans le Cambrésis et dans quelques communes de l'arrondissement de Valenciennes, de nombreux tisseurs en cave abandonnent leur métier d'avril à novembre pour se rendre dans les grandes fermes de l'Aisne, des Ardennes, de la Champagne, où ils sont occupés aux travaux agricoles, soit comme tâcherons, soit comme journaliers. Ils estiment que cet exode momentané et annuel leur est nécessaire pour rétablir leur santé compromise par leur séjour à la cave où se trouve leur métier durant tout l'hiver » (Enquête de 1912, Nord p. 292). Ainsi la migration de belle saison devient pour les travailleurs des villes et des régions industrielles une sorte de besoin physique et malgré le labeur, elle a la valeur des congés au grand air qui viendront vingt cinq ans plus tard avec les congés payés.

Autour de Paris, les « Camberlots » ne sont pas seulement originaires du département du Nord, ils viennent aussi du Pas-de-Calais et de la Somme.

L'Oise, dans l'enquête de 1912 estime à 12.000 le nombre de travailleurs migrants saisonniers employés dans les exploitations agricoles du département : « Vers le 15 mai de chaque année, de nombreuses équipes de Belges et d'ouvriers du Nord et du Pas-de-Calais, appelés Camberlots, viennent biner les betteraves et les pommes de terre ; beaucoup poussent ensuite une pointe en Beauce et en Brie, où ils vont faire une première moisson et reviennent ensuite dans l'Oise en faire une seconde. Quelques-uns repartent alors chez eux après cette moisson, mais la plupart font les battages de septembre, puis les arrachages de racines et de tubercules et ne retournent au pays que vers le 15 novembre » (Enquête de 1912, Oise, p. 299). Les services agricoles de l'Oise enregistrent la venue de 6.000 à 7.000 Belges à chaque « campagne », mais comme un certain nombre de migrants saisonniers négligent de faire la déclaration légale, ce même service agricole de la main-d'œuvre admet que cette immigration porte sur près de 8.000 travailleurs. Les « Camberlots » sont moins nombreux ; leur nombre approche de 4.000.

[49] : P. 711-712.

Demangeon distingue deux types de migrants paysans-tisserands dans le Cambrésis au début du XXe siècle : « l'habitant ne possède que sa chaumière et un carré de choux, de poireaux et de pommes de terre, et alors il les laisse pendant la belle saison ; il se loue comme travailleur agricole jusque dans la Brie et la Beauce ; il en rapporte le pécule qui assurera l'existence de sa famille pendant l'hiver et qui, peut-être préservé à force de privations, permettra d'agrandir le jardin et d'acheter un champ ». Après ce premier type, un second qui fait des migrations locales : « l'habitant de la chaumière possède un morceau de terre qu'il cultive ; alors il demeure auprès de son champ, il le cultive et le moissonne, puis il cherche à s'occuper jusqu'à l'hiver dans les briqueteries et les sucreries ». Le premier fait donc sa migration du printemps à l'automne et le second de la fin de l'été jusqu'au début de l'hiver. Mais ces deux sortes de migrants temporaires, après avoir passé dans les champs la plus grande partie de l'année, retrouvent le métier que la grande industrie n'a pas encore réussi à tuer : « L'hiver venu, tout le monde s'enferme dans l'étroit atelier, dans la cave humide ». Mais une évolution se dessina dès le début du XXe siècle ; on tend à abréger les travaux dans les sucreries (moins de deux mois et demi) par l'emploi de tous les travailleurs disponibles (10.000 dans le Nord, 4.500 dans le Pas-de-Calais, 6.000 dans la Somme, 11.000 dans l'Aisne, 4.000 dans l'Oise ; soit l'effectif considérable de 35.500 travailleurs temporaires pour les deux régions du Nord et de la Picardie). Dès lors des ouvriers de la seconde catégorie passent dans la première et font les migrations betteravières plus lointaines des « Camberlots » : « Des bandes s'abattent dans la Champagne, l'Ile-de-France et même l'Orléanais et se louent dans les grandes fermes pour la durée des travaux agricoles. Leur engagement expiré, ils reviennent au village et rentrent dans leurs caves auprès des métiers à tisser. Leur émigration n'est jamais définitive, car leur métier et leur maison forment un capital qui ne peut se transporter ».

Pourtant, des nuances sont notées par J. Brunhes concernant les migrations de Camberlots ; certains ne peuvent faire que les moissons car ils doivent exécuter leurs propres travaux dans leurs champs ; ce sont les « aouterons ». Ils sont plus particulièrement nombreux dans certaines communes : Avesnes-lès-Aubert (canton de Carnières, département du Nord), Villers-Outréau (canton de Clary, Nord), Léluse (canton d'Arleux, près de Douai). Ainsi, les migrations betteravières ne peuvent être faites par tous les Camberlots migrants.

Des différences apparaissent si l'on compare les migrations betteravières des Camberlots et des Picards à celles des Belges¹¹⁴. Il s'agit non plus d'une migration masculine, mais d'une véritable migration familiale comprenant hommes, femmes et enfants. Après avoir fait les déplacements à pied avec hardes et outils sur l'épaule, les bandes ont fini par utiliser le train pour se rendre à Laon, Meaux ou Reims. Les migrants laissent aux vieillards et aux jeunes enfants la garde du foyer et des biens et en cela cette migration rappelle celles qu'on a pu observer dans les villages alpins, auvergnats ou pyrénéens. Pour le travail, c'est le même acharnement et les mêmes longues journées que l'on a pu noter pour les Belges. Mais il y a division des tâches. Dans la moisson, les hommes fauchent et les femmes ramassent et lient. Lors de l'arrachage des betteraves, les hommes dégagent les racines et les femmes et les enfants coupent les feuilles et les entassent. Le travail est alors plus rapidement fait et le pécule s'accroît plus vite.

Les migrations betteravières des Camberlots et des Picards ont une zone géographique moins étendue que celle des Belges. Lors de l'enquête de 1912, ils ne sont pas signalés en Normandie et dans l'Ouest alors que les Belges sont présents jusqu'en Ille-et-Vilaine. Ils ne descendent pas au-delà du Berry, tandis que les Belges sont appelés en Limousin et en Auvergne. Ils sont plus appréciés que les Belges en Côte-d'Or, mais ne vont pas comme eux dans le Bas-Dauphiné. Peut-être peut-on expliquer ces déplacements plus limités par le caractère familial de la migration ; des hommes seuls sont plus faciles à loger et les femmes et les enfants ne veulent pas trop s'éloigner de leur foyer.

[50] : Recensement général de l'agriculture. 1970.

[51] : A. Chatelain. Op. cit. P. 680.

L'exemple du département du Nord est significatif des difficultés rencontrées pour avoir des précisions sur les migrations de travailleurs agricoles au cours d'une année. Lors de l'enquête de 1852²⁰, 20.652 personnes (12.340 hommes et 8.312 femmes) se sont déplacées d'un arrondissement à un autre ou sont venues de régions situées hors du département, pour prendre part aux moissons ou aux opérations similaires. Mais l'enquête agricole de 1852 précise aussi qu'en temps ordinaire (en dehors de la moisson) il arrive dans les arrondissements du département du Nord 9.458 travailleurs (5.752 hommes et 3.706 femmes). Faut-il voir dans ce dernier effectif les migrants employés aux diverses opérations de la culture de la betterave et des autres cultures industrielles moins importantes pour les travailleurs saisonniers ? Dans ce cas, l'effectif serait presque la moitié de celui appelé pour les moissons. N'oublions pas que les femmes sont aussi employées pour les binages, les démariages et au moment de l'arrachage pour couper les feuilles au collet de la racine. Mais combien de travailleurs betteraviers sont compris dans les effectifs de migrants pour la moisson ? Combien de migrants-moissonneurs prennent part aussi à certaines opérations intéressant les betteraves ? Les statistiques manquent de précision sur les diverses catégories : migrants faisant uniquement la moisson, ceux travaillant uniquement aux soins et à l'arrachage des betteraves, enfin les polyvalents s'occupant des deux opérations (céréales et betteraves). Il arrive même que dans certains cantons on préfère les migrants aux sédentaires et par suite des déplacements de main-d'œuvre il y a alors trop de travailleurs agricoles. Cette curieuse situation est signalée dès l'enquête de 1848 dans le canton d'Hondschoote : « On constate un excédent de main-d'œuvre à cause des étrangers qui viennent travailler dans l'agriculture du canton »²¹.

Il est assez curieux de constater que dans le département voisin du Nord, le Pas-de-Calais, la culture betteravière n'a pas encore réussi à s'implanter fortement au milieu du XIX^e siècle. En 1852, 3.632 migrants-moissonneurs (2.004 hommes et 1.624 femmes) se déplacent pour les moissons. Mais en dehors de ces dernières, il n'est appelé que 1.043 migrants pour les travaux agricoles (713 hommes et 330 femmes). Or, nous savons par l'enquête sur le travail de 1848 que les ouvriers d'industrie sont aussi employés sur place à certains moments et que cette main-d'œuvre sédentaire occasionnelle freine fortement l'arrivée et l'emploi des migrants temporaires originaires des autres régions françaises ou de Belgique. La réponse du canton de Bertincourt (au sud-est du Pas-de-Calais, à la limite du Nord et de la Somme) le prouve, en même temps qu'elle montre encore une prédominance des anciennes cultures industrielles sur la betterave : « L'agriculture occupe ses ouvriers de ferme toute l'année mais elle a recours pendant six mois au moins de l'année pour ses sarclages de colza, d'œillette, de cameline, de lin et pour les plantations de colza, pour ses travaux d'ensemencement et de moisson, non seulement de tous les ouvriers journaliers mais encore au tiers de tous les ouvriers industriels du canton » 22.

[52] : A. Chatelain. Op. cit. P. 713-717.

Quels effectifs forment ces Camberlots et Picards migrants à la veille de 1914 ? Il est bien difficile d'avoir des statistiques car il n'y a pas de passage aux frontières ni de recensement à partir des déclarations obligatoires (mal appliqué il est vrai) comme pour les Belges. L'association « Les Emigrants du Nord de la France » dit atteindre 7.000 personnes (hommes, femmes et enfants), vers 1910 ¹¹⁸. Cela ne représente qu'une petite partie de la migration, car le département de l'Oise à lui seul en occupe 4.000 vers 1909 ¹¹⁹. Au départ, 3.000 quittent à chaque printemps les cantons de Cambrai-Est et de Camières (Nord) ¹²⁰ pour les travaux betteraviers de l'Est de la France (pays annexés compris). Une seule commune comme Avesnes-le-Sec (canton de Bouchain, arrondissement de Valenciennes) en fournit 300 (sur 1875 habitants). Mais les effectifs sont très variables ; dans la commune de Bouvignies (1352 habitants en 1906 ; canton de Marchiennes, arrondissement de Douai), on constate 138 départs en 1898 et 21 en 1907 ¹²⁰. Selon les auteurs contemporains, on affirme que la migration temporaire se développe tandis que pour d'autres elle faiblit ; ces impressions reposent sans doute sur les données locales très changeantes. La vie incertaine des familles migrantes rend assurément les déplacements fragiles et l'on sent très bien que l'avenir des courants migratoires peut être compromis par des circonstances imprévisibles. Si les migrations belges ont continué après la Première Guerre Mondiale, celles des Camberlots et des Picards ont été fortement compromises avec la dispersion des familles, les pertes de guerre, l'arrêt brutal des déplacements, les offres d'emplois dans les activités minières et industrielles de la Région du Nord qui manque de main-d'œuvre.

D'après les descriptions d'Ardouin-Dumazet ¹²¹ on a l'impression que les migrations temporaires familiales des Camberlots et des Picards sont devenues des migrations de la misère, des migrations d'attente qui ne pourront encore durer longtemps et que les intéressés finiront par trouver une meilleure solution au problème de leur indigence. Ardouin-Dumazet va jusqu'à les comparer aux partants pour l'Amérique : « Ces bandes d'hommes, de femmes et d'enfants en bas âge avaient l'aspect de ces longues colonnes d'émigrants qu'on voit dans les chemins de fer allemands, se rendant à Anvers, à Brème ou au Havre pour gagner le Nouveau Monde. Mêmes visages fatigués, même allure morne ». L'auteur les appelle « les hirondelles de la glèbe » ; au printemps ils quittent des caves humides et malsaines où « ils gagnaient à peine un franc par jour, juste de quoi avoir le feu et la chandelle ». Même vie de misère dans les granges du Bassin parisien : « au matin, dès que le jour commence à poindre, hommes et femmes s'en vont aux champs... Pendant ce temps, ceux des enfants laissés à la grange se « débrouillent » tout seuls. L'aîné de la bande doit lever les plus petits, leur faire une toilette sommaire, leur donner à déjeuner. Puis tous les mioches s'en vont ensemble dans le champ ou travaillent le père et la mère et prennent leur part du sarclage. La nuit venue, une couche de paille sert de lit à la famille ».

Caves l'hiver, granges l'été, cette vie instable paraît un état transitoire entre celui de l'ancien paysan-artisan industriel ruiné par la grande usine textile et celui du futur mineur ou l'ouvrier de la grande industrie. Attaché à sa maison, à son lopin de terre, le migrant temporaire a préféré les déplacements saisonniers avec une existence au grand air, aux déplacements quotidiens ou hebdomadaires vers les mines et les usines malsaines. Mais ces dernières l'appelleront tôt ou tard.

[53] : Cf. A. Demangeon : La plaine picarde. Ch. Les industries cam-pagnardes.

[54] : A. Chatelain. Op. cit. P. 448-449.

Les grandes plaines de la Picardie et de l'Artois, généralement riches de cultures et d'industries rurales, ont connu aussi les migrations de colportage au XIXe siècle et au début du XXe siècle. Lors de l'enquête du Premier Empire sur les migrations, le préfet du Pas-de-Calais 268 ne constate aucune migration dans son département, sauf un type très particulier : « Les habitants de la commune de Givenchy (canton d'Avesnes-le-Comte) de l'arrondissement d'Arras et quelques-unes de l'arrondissement de Saint-Omer, font métier de marchands-colporteurs de pipes, soit dans l'intérieur du département, soit dans les départements voisins ». Est-ce lié à un artisanat local ? Sans doute, si l'on retient les remarques faites par le géographe Albert Demangeon 269 à la suite de ses enquêtes de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle, pour un autre canton de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer : à Créquy (canton de Fruges), la commune a trop de monde après la moisson ; aussi, les ruraux se font colporteurs pour vendre des produits fabriqués au village : cuillères en bois, pipes de terre, jougs, etc. Le transport s'est d'abord fait (XVIIIe siècle et début XIXe siècle) dans de grandes hottes et cela rappelle les « hotteliers » de l'Ardenne cités plus haut. Mais avec quelques bénéfices la situation s'améliore et le colporteur fait l'acquisition d'un chien et d'une voiturette, d'une bourrique ou d'un poney. Généralement la migration est de distance limitée, à l'intérieur du département du Pas-de-Calais, jusqu'à Arras à l'est et Saint-Omer au nord-ouest. Mais certains se dirigent vers le centre du Bassin parisien, parfois jusqu'au delà de Paris. Ces colporteurs trafiquent aussi, à l'occasion, des objets de contrebande. Albert Demangeon, toujours pour la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle, cite d'autres communes du Pas-de-Calais tirant quelques ressources du colportage commercial : Epinoy (canton de Marquion, à l'est d'Arras) où 200 personnes vendent des articles de ménage (cordes à lessive, paillassons, plumeaux, éponges, etc...) à travers la France ; La Caloterie (canton de Montreuil) où une trentaine de migrants aidés de baudets ou de poneys vont vendre des légumes dans les bourgs et les villes d'alentour (littoral et basse-Canche). Ainsi, ce département du Pas-de-Calais qui ignore presque les émigrations et les immigrations temporaires au début du XIXe siècle, par suite des grandes ressources agricoles, artisanales et industrielles et des équipements commerciaux dans les villes et les gros bourgs, semble vivre en autarcie et dans un monde clos du point de vue social. On comprend mieux alors l'importance des quelques rares migrations de colportage commercial qui établissent des contacts économiques et sociaux entre des communautés rurales très casanières. Ce sont d'ailleurs des communes relativement défavorisées économiquement et souvent surpeuplées, qui fournissent les migrants temporaires. Qu'une crise de l'artisanat ou de l'agriculture survienne et des migrations nouvelles, hebdomadaires ou quotidiennes, vers les bassins houillers et les zones industrielles apparaîtront. Dès lors, une nouvelle ère commence.

[55] : A. Chatelain. Op. cit. P. 962-963.

Au début du XX^e siècle, la Flandre française³ nous montre ces ouvriers qui se rendent chaque jour dans le bassin houiller du Pas-de-Calais. Tous ne sont pas des ruraux qui ne trouveraient pas de l'emploi dans l'industrie textile locale. L'attrait du bassin houiller provient surtout des hauts salaires offerts : 4 à 5 F. dans les mines et seulement 2,50 F. dans le tissage. Selon la distance à parcourir, les déplacements journaliers se font à pied, en tramway ou en train. Ainsi, Steenbecque (canton d'Hazebrouck-sud, Nord), envoie quotidiennement une cinquantaine de travailleurs aux charbonnages et aux aciéries d'Isbergues (canton de Norrent-Fontes, Pas-de-Calais). Hazebrouck voit partir chaque matin un train de 300 mineurs occupés aux mines de Béthune et de Berguette (canton de Norrent-Fontes, Pas-de-Calais). Aux courants flamands de migrants journaliers français s'ajoutent les courants venus de Belgique en direction des mines et des usines françaises (particulièrement des régions belges de Roulers et de Thourout). Et Raoul Blanchard, vers 1905, de mettre en relief cet intense phénomène de migration laborieuse : « Ainsi, tous les matins, de tous les points de la Flandre intérieure, des hommes se mettent en route vers les grandes villes, les usines et les mines ; la circonférence qui limite l'attraction d'un foyer urbain ou industriel est tangente aux circonférences qui entourent les autres... De partout, sans souci de l'écrasante fatigue, on se hâte vers les gros salaires ». Les paysans-ouvriers tiennent à rester des migrants quotidiens pour pouvoir aider le plus possible à la petite exploitation agricole laissée à la femme et aux enfants. Quand ils sont obligés d'être des migrants hebdomadaires (dortoirs et cantines organisés par les entreprises), le temps consacré aux petits champs est bien court et insuffisant, en fin de semaine.

Dans les régions voisines (Picardie, Artois, Cambrésis), les migrations quotidiennes se sont inégalement développées avec le recul des industries familiales traditionnelles⁴. En 1905, autour d'Amiens, les métiers à domicile sont absents car l'attraction journalière des travailleurs dans la capitale picarde est trop forte ; les tissages des villages ont fini par disparaître lorsque les moyens de transport ont permis de se rendre chaque matin dans les ateliers et usines d'Amiens. Il en est de même pour l'attraction d'Arras ou de Cambrai. Ainsi, au début du XX^e siècle, une cinquantaine de travailleurs de Beaumetz-les-Loges (à 11 km au sud-ouest d'Arras) se rendaient quotidiennement dans la capitale de l'Artois dans les activités les plus diverses (bâtiment, menuiserie, serrurerie). A la même époque, Cambrai reçoit chaque jour des travailleurs venus de Cuvillers (6 km au nord), Abancourt (10 km au nord) et Bantigny (8 km au nord) ; toutes petites communes rurales. Les migrations quotidiennes sont ici conditionnées non seulement par la proximité et les moyens de transport, mais aussi par le coût et la rapidité des déplacements. Les villages dont nous venons de parler ne sont pourtant pas très loin du bassin houiller (Aniche, Denain), mais les ruraux jugent que la migration vers Cambrai est préférable, même si elle rapporte moins ; d'autres facteurs comme l'entretien des petits champs compte beaucoup. Albert Demangeon insiste sur cet attachement à la terre, au foyer et au village : « Toutes les fois que l'ouvrier peut trouver du travail au dehors du village sans abandonner sa chaumière et son jardin, il se déplace périodiquement ; la besogne terminée, il revient au foyer ». Sans doute les migrations saisonnières agricoles plus lointaines comptent, mais les déplacements quotidiens présentent certainement beaucoup plus d'avantages économiques, familiaux et moraux.

[56] : A. Chatelain. Op. cit. P. 711.

Une enquête personnelle faite en 1950 auprès d'anciens migrants saisonniers ayant pris part aux « campagnes » avant 1914, nous a permis de recueillir d'utiles renseignements. Cette enquête a été entreprise dans une région très rurale de départ de migrants moissonneurs, la vallée de la Canche, entre Montreuil-sur-Mer et Hesdin (Pas-de-Calais). Nous avons constaté que les Camberlots n'étaient pas tous de la zone industrielle ; des ruraux agriculteurs et très petits propriétaires faisaient aussi les « voyages des moissons ». Ainsi, de Beaurainville partait chaque été une trentaine de personnes, dont quelques femmes. Pour couper les foins, le départ des migrants avait lieu vers le 5 juin

en direction de la basse vallée de l'Oise. Cette première opération des feneaisons durait jusqu'au 14 juillet. A partir de cette date, les migrants se rendaient au sud de Paris, aux environs de Juvisy-sur-Orge pour faire les moissons durant une quinzaine de jours. Vers le premier août, ils revenaient au nord de la capitale et moissonnaient aux environs de Beauvais pendant presque un mois ; blé d'abord et ensuite avoine. Le retour dans la vallée de la Canche, vers la fin du mois d'août, permettait de faire encore quinze jours de moisson dans cette partie sud-ouest du département du Pas-de-Calais. On constate ainsi la vie très rythmée, pendant plus de trois mois, de ces migrants saisonniers de Beaurainville. Leurs migrations rappellent beaucoup celles des montagnards de la France méridionale (Alpes du sud, Massif Central) au XIXe siècle. La montagne n'a donc pas été le seul lieu de départ des travailleurs migrants moissonneurs. Beaurainville et ses environs sont très peuplés en ce début du XXe siècle ; on ne peut occuper tout le monde. Une autre migration temporaire commençait en octobre et durait jusqu'à janvier ; elle avait pour but l'arrachage des betteraves à sucre dans la région de la basse Somme. En automne, on s'éloignait donc beaucoup moins qu'en été. La population de la vallée de la Canche et de ses abords est surtout rurale, mais beaucoup de familles ne possèdent que quelques champs ne permettant pas de vivre. Aussi les ressources complémentaires sont-elles indispensables. Ce sont les personnes les plus valides qui prennent part aux migrations temporaires. Pour les plus faibles, il reste la possibilité du tissage sur des métiers familiaux (articles de coton ou de laine, particulièrement des bas portés tous les dix jours à Hesdin). C'est entre vingt et quarante-cinq ans d'âge que les hommes faisaient les migrations temporaires. Les voyages étaient facilités par les compagnies de chemins de fer qui accordaient le retour gratuit. Les engagements étaient faits d'avance par lettre. Ces migrants moissonneurs considéraient qu'ils gagnaient beaucoup durant les migrations. Les plus forts avaient un salaire de 7,50 F. par jour et la nourriture en plus ; cela dans l'Oise (30 F. à l'hectare ; deux jours à deux personnes). Par cet exemple de Beaurainville (Pas-de-Calais), on peut noter que migrations temporaires et petites industries rurales peuvent coexister ; ces dernières n'éliminent pas les premières. Le choix entre les deux activités repose sur une question de forces physiques et sur l'importance du gain. Tel rural, très petit propriétaire foncier, ajoute aux insuffisants revenus de ses terres de multiples ressources complémentaires : migrations de feneaisons et de moissons autour de Paris, migrations de l'arrachage des betteraves à sucre aux environs d'Abbeville (Basse-Somme), travaux de la forêt (bûcheron) et tueur de cochons chez les particuliers (chârcutier) dans la commune d'origine (Beaurainville).

Les « Camberlots », encore nombreux avant 1914, disparaîtront après la Première Guerre Mondiale pour les migrations de moissonneurs du centre du Bassin parisien. Les Belges, qui étaient majoritaires dans les effectifs de main-d'œuvre temporaire subsisteront après guerre grâce aux travaux de la betterave sucrière.

[57] : A. Chatelain. Op. cit. P. 964.

Les mines et les usines liées aux bassins houillers du Nord et du Pas-de-Calais ont été pour les régions rurales d'alentour un facteur essentiel pour provoquer des migrations quotidiennes, car jusqu'à 1914, les mines surtout ont toujours demandé de la main-d'œuvre. Cependant, dans les villages formant ceinture autour des bassins houillers, il faut bien distinguer deux types de migrants journaliers : les anciens ruraux bien attachés au sol et formant la véritable catégorie des paysans-ouvriers, et les nouveaux venus trouvant un logement moins cher à la campagne et d'autres avantages, mais constituant une population très changeante quittant facilement un village pour un autre ou pour une banlieue urbaine ⁵.

L'exemple des entreprises industrielles de Denain (Nord) permet de mesurer l'importance de ces migrations quotidiennes en 1905 ⁶. Une petite ligne ferrée part de Denain vers les campagnes du sud et permet de drainer les travailleurs des communes rurales situées entre Cambrai et Solesmes (Avesnes-le-Sec, Villers-en-Cauchies, Saint-Aubert, Saint-Vaast, Saint-Hilaire). Sur une quinzaine de kilomètres, le train d'hiver de cinq heures du matin amène à Denain des effectifs nombreux (Avesnes-le-Sec en fournit 90, Saint-Aubert 80). Mais à cause des travaux agricoles, les effectifs diminuent

pendant la belle saison. La migration de travail a donc ici un double caractère pour beaucoup de ruraux : elle est quotidienne et saisonnière ; c'est une migration journalière hivernale. Or, tous ces villages fournisseurs de main-d'œuvre n'étaient dans la première moitié du XIXe siècle peuplés que de tisseurs sédentaires. L'évolution économique moderne a transformé les sédentaires en migrants temporaires. C'est là une preuve que la grande industrialisation du XIXe siècle, qui a contribué à faire disparaître des migrations saisonnières traditionnelles, pouvait en faire naître de nouvelles mieux adaptées aux besoins industriels.

Les usines installées en plein pays rural, condition favorable au recrutement de la main-d'œuvre, et à proximité d'un bassin houiller, ont souvent dans la région du Nord, des effectifs importants de travailleurs migrants quotidiens. Le cas des usines métallurgiques de Biache-Saint-Vaast et de Roeux (deux communes du canton de Vitry-en-Artois, Pas-de-Calais ; sur la Scarpe, entre Arras et Douai) montre les avantages d'un choix dans une campagne encore très agricole en 1905. Toutes les communes rurales, situées surtout au sud de ces deux cités industrielles, fournissent des travailleurs migrants non détachés de la terre : Etaing, Fresnes-les-Montauban, Hamblain-les-Près, Monchy-le-Preux, Pelvès, Plouvain, Vitry-en-Artois (toutes ces communes font partie du même canton : Vitry-en-Artois). Les distances ici sont encore faibles pour atteindre l'usine (moins de 10 km) ; les déplacements à pied, mais aussi déjà à bicyclette, sont facilement acceptés par ces ruraux habitués aux fatigues.

Au début du XXe siècle, la migration quotidienne est si bien implantée dans les villages du Nord et du Pas-de-Calais, qu'elle est considérée comme un phénomène utile aux populations rurales comme au monde de l'industrie. En 1904, lors d'une exposition à Arras, la Compagnie de Lens envoie un tableau précis et détaillé (par commune) des villages qui fournissent des ouvriers aux mines de Lens⁷ ; 90 communes donnent un effectif total de 13.300 ouvriers

[58] : Histoire d'une métropole. Lille-Roubaix-Tourcoing., sous la direction de L. Trénard. Toulouse, 1977. P. 279.

[59] : Id. P. 403-404.

[60] : Id. P. 406.

[61] : 1757 : Formation de la compagnie d'Anzin réunissant les tenants des premières concessions et les seigneurs hauts justiciers du Nord du Valenciennois (Prince de Croy et marquis de Cernay).
De 1757 à 1791 : d'après E. Vuillemin (le bassin houiller du Pas-de-Calais. Lille, 1880. T III. P. 328), "la compagnie d'Anzin développa beaucoup ses travaux d'exploitation, ouvrit de nombreuses fosses à Anzin, Fresnes-sur-Escaut et Vieux-Condé et devint une entreprise très prospère jusqu'au moment de la Révolution.
Ainsi en 1791, elle avait 28 puits pour l'extraction et 9 pour l'épuisement et l'aérage ... Elle possédait 12 machines à vapeur pour l'épuisement fixe et le passage des niveaux. La première avait été établie en 1732.
Dès 1783 elle occupait plus de 3 000 ouvriers. Sa production annuelle s'éleva, de 1779 à 1783, à 273 500 tonnes et elle atteignait vers 1790 300 000 tonnes. La compagnie écoulait facilement ses charbons au prix de 8,50 F à 9 F la tonne. Quoique ces prix paraissent aujourd'hui assez bas, ils étaient

très rémunérateurs, parce que l'extraction se faisait à peu de frais. Le salaire de l'ouvrier mineur n'était que de 14 sous en 1775, 22 sous en 1791."

[62] : R. Blanchard. Op. cit. [34] P. 33-34.

[63] : M. Gillet : Le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais de 1815 à 1914, étude économique et sociale. In "Docamenor n° 32/33/34, 1972" P. 49-55.

[64] : Id.

[65] : "Le bassin du Nord n'occupait que 5 584 ouvriers en 1834. Il en occupe 8 933 en 1840, 10 124 en 1847."

E. Vuillemin. Op. cit. P. 360. T III.

"Le nombre d'ouvriers employés dans les mines du Nord reste compris entre 9 600 et 10 900 de 1850 à 1854. Il passe brusquement à 13 500 en 1855 et dépasse 14 000 à partir de 1858"

E. Vuillemin. Op. cit. P. 371.

Le nombre des ouvriers s'accrut nécessairement avec la production. Il était de 14 187 en 1860, de 16 649 en 1869, de 20 659 en 1880.

Dans le département du Nord, avant 1846, le salaire du mineur était de 2 F par jour, en 1846 après une grève il fut porté à 2,30 F, en 1848 après une nouvelle grève à 2,50 F. En 1855 il fut relevé spontanément par les employeurs à 2,75 F (concurrence du bassin du Pas-de-Calais qui débauchait les mineurs du Nord). En 1866 il atteignit 3 F et en 1876 il fut porté à 5 et 6 F ; il figurait alors parmi les hauts salaires ouvriers. Après 1860, l'augmentation de la productivité permit aux compagnies d'abaisser le prix de vente du charbon tout en diminuant la part des salaires dans le prix de revient.

[66] : Cette politique débuta relativement précocement. Toujours d'après E. Vuillemin : " En 1847, elle (la compagnie d'Anzin, 7 000 ouvriers) possédait déjà plus de 1 000 maisons qu'elle louait à ses ouvriers à raison de 2,50 F et 4 F par mois (1 à 2 jours de travail). Elle accordait à chaque famille le chauffage gratuit, les secours médicaux, l'instruction des enfants. Elle payait alors 134 797 F de pensions à de vieux ouvriers, et pendant la cherté du pain, elle distribua à son personnel des farines". P. 364. T III.

[67] : Vers 1876, d'après Vuillemin, la situation était encore fort diverse selon les compagnies, certaines comme celle de Béthune dont les mines sont nées dans un secteur peu peuplé, logeaient déjà 80 % de leurs ouvriers, la plupart en logeaient au moins de 50 %, celles dont les mines sont nées à proximité de villages plus importants en logeaient moins, mais ra-

pidement, seuls la construction de cités et le logement systématique des mineurs permit la poursuite de l'augmentation du nombre des ouvriers.

- [68] : Les monuments aux morts de la première guerre mondiale sont significatifs à cet égard. Ils ne portent guère que des patronymes d'origine française. Ceux de la dernière guerre portent au contraire de nombreux noms à consonnance étrangère.
- [69] : Cf. P. Ariès. Histoire des populations françaises. Op. cit.
- [70] : Id. Dans cette société étroitement hiérarchisée
- [71] : A. Girard, L. Henry, R. Nistri : Facteurs sociaux et culturels de la mortalité infantile - Une enquête sur le comportement des familles dans le Nord et le Pas-de-Calais. Travaux et Documents de l' I.N.E.D. Cahier n° 36. Paris, P.U.F, 1960.
- [72] : Cf. P. Ariès. Op. cit.
- [73] : R. Blanchard. Thèse compl. Op. cit. P. 25.
- [74] : Outreau : Il est difficile de suivre l'évolution démographique de cette commune au XIX^e s., puisque les hameaux du Portel et d'Equihen-Plage ont été successivement érigés en communes, et que le hameau de Capécure a été rattaché à Boulogne.
- [75] : P. Nadeau : La France se regarde. Paris, 1938.
- [76] : R. Blanchard. Thèse compl. Op. cit. P. 42.

RESUME ET CONCLUSION DU CHAPITRE I.

L'urbanisation et l'industrialisation du XIX^e s. sont en majeure partie responsables de la répartition des hommes dans l'espace régional. Elles ont provoqué la concentration de la population dans la partie centrale du Nord/Pas-de-Calais ainsi que sur le littoral et le bassin de la Sambre. Hors de ces secteurs, les zones demeurées rurales ont vu au contraire leurs densités de population diminuer.

Ce dépeuplement n'a pris de fortes proportions (plus de 50 %) que dans un petit nombre de communes de secteurs géographiques de faible étendue : Avesnois oriental, Hainaut rural, Cambrésis occidental et seuil de Bapaume, Sud du Ternois et coeur du Haut-Pays d'Artois. Dans la majorité des communes rurales la décroissance a été plus modérée (20 à 50 %) et a permis le maintien dans de vastes zones de densités rurales encore relativement élevées.

L'exode rural fut la seule cause du dépeuplement. Il fut provoqué par l'évolution générale du monde agricole, mais eut aussi localement d'autres origines, comme la disparition de certaines activités industrielles ou comme les dévastations de la première guerre mondiale dans le seuil de Bapaume et la plaine de la Lys. Il a surtout sévi dans les secteurs où l'industrie textile rurale avait pris une grande extension (Cambrésis) et dans les secteurs les plus éloignés des grandes agglomérations industrielles (Sud du Ternois). Par contre les régions qui en étaient pro-

ches (rebord septentrional de l'Artois, Weppes, Pévèle, vallées de la Scarpe et de la Sensée, Nord de l'Avesnois) et celles qui ont conservé une très forte vitalité démographique (Plaine maritime, Nord-Ouest de l'Artois et du Boulonnais) ont beaucoup mieux résisté au dépeuplement.

La croissance démographique urbaine n'a pas été plus uniforme que la décroissance de la population rurale. Elle a revêtu quatre aspects principaux :

- 1) croissance médiocre de petites villes qui sont demeurées plus ou moins étrangères au puissant mouvement d'industrialisation du siècle dernier (Bapaume, Saint-Pol-sur-Ternoise, Montreuil, etc ...),
- 2) croissance classique à partir d'un centre urbain unique (Calais, Dunkerque, Boulogne-sur-Mer, Arras, Cambrai, Hazebrouck, etc ...),
- 3) croissance multipolaire et excessivement rapide de l'agglomération lilloise,
- 4) naissance et croissance de bassins industriels où se sont juxtaposés de vieilles cités et d'anciens villages promus brutalement au rang de villes (bassin houiller, bassin de la Sambre).

Bien qu'actuellement certaines agglomérations minières se dépeuplent et que l'importance prise par le secteur tertiaire privilègue certaines villes qui, comme Arras, étaient demeurées plus ou moins étrangères aux fièvres industrielles du XIX^e s., la répartition actuelle de la population de la région du Nord demeure

re profondément marquée par le passé. L'évolution récente, dans un contexte de ralentissement de la croissance démographique, a surtout été caractérisée par l'élargissement constant des zones les plus densément peuplées et leur coalescence progressive, mais il n'y a pas eu de modification fondamentale de la répartition des grandes masses de concentration de la population.

A l'opposition principale entre les pays situés au Sud d'une ligne Le Cateau/Calais, pays ruraux aux densités relativement faibles souvent inférieures à 50 h/km^2 , et les pays situés au Nord de cette ligne, où s'est regroupé l'essentiel de la population de la région du Nord et où les densités rurales elles-mêmes sont élevées, se juxtapose l'opposition entre les régions urbanisées en continuité et les régions urbanisées de manière discontinue où les agglomérations demeurent séparées par des zones rurales.

Au coeur de la région, la principale concentration de population, qui déborde d'ailleurs sur le territoire belge, dessine sur les cartes de densité une sorte d'ancre dont la partie haute serait constituée par l'agglomération lilloise et les bras par le pays minier. Les densités des communes de l'agglomération lilloise excèdent largement $1\,500 \text{ h/km}^2$ à l'intérieur d'un polygone délimité par la ligne Comines/Haubourdin/Templemars/Leers et la frontière belge ($2\,400 \text{ h/km}^2$ en moyenne pour l'agglomération). Ces fortes densités urbaines sont reliées à celles du bassin minier (700 à $1\,300 \text{ h/km}^2$ en moyenne) par un isthme de densités intermédiaires (300 à 800 h/km^2) délimité par des chapelets de petites agglomérations : à l'Est Secclin, Phalempin et Thumeries,

à l'Ouest Wavrin, Sainghin-en-Weppes, La Bassée. Le tissu urbain du pays minier est plus lâche que celui de l'agglomération lilloise, mais la concentration des hommes y est cependant considérable et quasi-continue depuis Condé-sur-Escaut à l'Est jusqu'au delà de Bruay-en-Artois à l'Ouest. Ainsi dans un cercle de moins de 50 km centré sur Lille vivent de part et d'autre de la frontière plus de 3 millions d'habitants et les densités communales, qui ne descendent qu'exceptionnellement en dessous de 200 h/km^2 , excèdent souvent $1\ 000 \text{ h/km}^2$.

Une vaste zone de densités moyennes (plus de 120 h/km^2) entoure cette zone urbaine principale et la relie à des foyers secondaires de concentration de population, ou sert de transition entre cette zone de densité forte et des zones rurales moins densément peuplées.

De part et d'autre de la région urbaine de Lille, entre les "bras de l'ancre" les communes rurales sont demeurées fortement peuplées à l'Est dans le Pévèle-Mélantois et la vallée de la Scarpe (de 120 à 150 h/km^2 pour les ensembles des seules communes rurales des cantons de Cysoing, Pont-à-Marcq, Orchies, Marchiennes et Saint-Amand-les-Eaux) et à l'Ouest dans le Pays de Weppes et la plaine de la Lys (de 100 à 140 h/km^2 dans les ensembles des communes rurales des cantons d'Haubourdin, de La Bassée, d'Armentières et de Laventie).

Plus à l'Ouest cette zone de densité moyenne se réduit à deux tentacules, le premier au Nord suit la frontière d'Armentières à Steenvoorde, le second au Sud suit le rebord de l'Artois

entre le pays minier et l'agglomération de Saint-Omer et se prolonge de manière discontinue le long de l'Aa jusqu'à Lumbres et le long de l'Artois jusqu'à Calais.

Au Sud, une bande de densités moyennes frange le pays minier et le relie à l'agglomération d'Arras par les petites agglomérations de Vimy et Souchez et les agglomérations de la Scarpe moyenne (Corbehem, Vitry-en-Artois, Biache-Saint-Vaast). Elle s'élargit vers le Sud-Est dans les vallées de la Sensée et de l'Escaut qui la rattachent au Cambrésis où les densités élevées sont rares en dehors des agglomérations de Cambrai et de Caudry, mais où nombre de communes sont peuplées de 200 à 500 h/km².

Ce n'est qu'aux deux extrémités orientale et occidentale de la région que l'on retrouve des zones de densité forte. A l'Ouest, le long du littoral, l'évolution récente tend à réunir en deux ensembles, de part et d'autre des caps Gris-Nez et Blanc-Nez, les agglomérations de Calais, de Dunkerque et les petites agglomérations de la plaine maritime au Nord, les agglomérations de Boulogne-sur-Mer, de l'estuaire de la Canche (Etaples, Le Touquet), de Berck et les petites agglomérations de la lèvre interne du Boulonnais (Marquise, Desvres, Samer) au Sud. A l'Est, le noyau de forte densité axé sur la Sambre que constituent, de Berlaimont à Jeumont, les agglomérations d'Aulnoye-Aymeries et de Maubeuge, est flanqué d'une étroite bande de densités moyennes qui s'élargit au Nord-Est (secteur de Bavay) et au Nord-Ouest (secteur de Cousolre), et de quelques petits foyers de densités fortes ou moyennes (agglomérations d'Avesnes-sur-Helpe, de Solre-

le-Chateau/Fellerries, de Fourmies/Trélon).

Enfin les densités supérieures à 150 h/km^2 ne sont que ponctuelles dans la vaste zone rurale artésienne : petites agglomérations de Bapaume et de Saint-Pol-sur-Ternoise, et petites agglomérations de la vallée de la Canche (Frévent, Hesdin).

Seule zone de vaste étendue faiblement peuplée, cette région rurale artésienne annonce la Picardie voisine par ses densités de l'ordre de 50 à 60 h/km^2 (à l'échelon cantonal, elles ne descendent en dessous de 40 h/km^2 que dans le Haut-Pays : cantons de Fruges et d'Hucqueliers). Les densités rurales sont un peu plus élevées dans les parties non urbanisées de la plaine maritime (66 h/km^2 pour l'ensemble des communes rurales des cantons de Bergues et d'Audruicq, 74 pour l'ensemble des communes rurales du canton de Bourbourg), dans la Flandre intérieure où les densités rurales cantonales sont supérieures à 61 h/km^2 (en dehors du canton de Cassel : 53 h/km^2), et dans l'Avesnois où, en dehors des communes rurales du canton de Trélon (36 h/km^2), les densités rurales cantonales s'échelonnent entre 50 et 75 h/km^2 .

Prises globalement les densités rurales de la région tendent aujourd'hui à devenir stationnaires (55 h/km^2 pour le département du Pas-de-Calais, 85 h/km^2 pour le département du Nord), mais cette stabilisation apparente résulte en grande partie de la reprise de croissance d'un certain nombre de communes rurales péri-urbaines, tandis que le dépeuplement continue à affecter les zones rurales déjà les plus dépeuplées.

De son côté la croissance urbaine a cessé d'être générale et les tendances récentes de l'évolution démographique laissent apparaître un renforcement des polarisations qui, dans le nouveau contexte de stagnation des effectifs de la population régionale, n'est toutefois pas susceptible de modifier dans l'immédiat la carte des densités de population de la région Nord/Pas-de-Calais.

TAB. 52 :

EVOLUTION DES DENSITES PAR DEPARTEMENT, ARRONDISSEMENT ET CANTON.

Région du Nord. 1801-1975

En h/km².

ARRONDISSEMENT	densités						
	1801	1861	1911	1936	1954	1968	1975
Avesnes-sur-Helpe....	68	112	153	151	156	175	179
Cambrai.....	126	210	217	185	180	193	192
Douai.....	159	236	344	413	455	525	521
Dunkerque.....	128	146	186	183	181	220	243
Lille.....	252	521	973	1 006	1 042	1 203	1 267
Valenciennes.....	151	270	412	468	506	587	587
TOTAL du département du Nord.....	<u>137</u>	<u>226</u>	<u>342</u>	<u>352</u>	<u>365</u>	<u>421</u>	<u>437</u>
Arras.....	80	100	100	94	101	113	117
Béthune.....	118	158	297	380	420	429	415
Boulogne-sur-Mer.....	64	128	186	203	205	238	246
Calais.....	73	158	313	300	260	340	359
Lens.....	117	169	730	960	1 165	1 278	1 213
Montreuil.....	59	68	71	74	73	76	80
Saint-Omer.....	76	101	106	101	103	112	119
TOTAL du département du Pas-de-Calais...	<u>79</u>	<u>109</u>	<u>160</u>	<u>177</u>	<u>192</u>	<u>209</u>	<u>210</u>
TOTAL de la région du Nord.....	106	163	244	250	272	307	315
	===	===	===	===	===	===	===

CANTONS	densités						
	1801	1861	1911	1936	1954	1968	1975
Avesnes s/H-Nord	53	71	65	60	64	61	61
Avesnes s/H-Sud	59	79	86	80	79	83	80
Bavay	78	118	128	134	135	147	150
Berlaimont	71	115	133	206	228	280	287
Hautmont	48	146	430	418	452	496	519
Landrecies	93	137	129	107	105	107	102
Maubeuge-Nord	57	109	199	222	245	287	294
Maubeuge-Sud	49	108	230	251	276	329	340
(1e) Quesnoy-Est	46	74	64	50	50	49	48
(1e) Quesnoy-Ouest	102	152	142	118	113	108	107
Sobre-le-Château	44	83	88	77	77	76	74
Trélon	56	103	184	168	164	172	172
Ville d'Avesnes s/H	1 395	1 570	2 602	2 406	2 579	2 863	2 813
Ville de Maubeuge	254	560 *	1 231	1 254	1 444	1 699	1 878
Ville du Quesnoy	265	264	271	246	252	358	360
TOTAL DE L'ARROND.	68	112	153	151	156	175	179

ARRONDISSEMENT D'AVESNES-SUR-HELPE

	densités						
CANTONS de	1801	1861	1911	1936	1954	1968	1975
Cambrai-Est	114	168	174	149	148	155	165
Cambrai-Ouest	97	146	156	137	144	159	181
Carnières	150	258	308	245	228	221	211
Cateau (le)	105	199	169	131	131	135	128
Clary	128	231	284	250	235	239	235
Marcoing	80	124	113	78	75	74	73
Solesmes	127	215	177	149	151	155	147
Ville de Cambrai	828	1 245	1 550	1 637	1 632	2 074	2 155
TOTAL de l'arrond.	126	210	217	185	180	193	192

ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI

	densités						
CANTONS de	1801	1861	1911	1936	1954	1968	1975
Arleux	117	155	164	159	160	174	174
Douai-Nord	156	272	545	719	804	979	1 008
Douai-Ouest	116	185	294	444	525	649	693
Douai-Sud	114	216	435	521	605	712	706
Marchiennes	138	193	271	338	383	426	409
Orchies	127	178	160	156	157	160	161
Ville de Douai	1 033	1 451	2 153	2 491	2 571	2 916	2 682
TOTAL DE L'ARROND.	159	236	344	413	455	525	521

ARRONDISSEMENT DE DOUAI

	densités						
CANTONS de	1801	1861	1911	1936	1954	1968	1975
Bailleul Nord-Est	170	188	208	164	165	182	209
Bailleul Sud-Ouest	135	127	113	84	81	77	75
Bergues	125	131	115	99	96	98	114
Bourbourg	68	93	103	102	104	106	121
Cassel	118	121	99	84	81	77	72
Dunkerque-Est	62	57	216	332	355	508	608
Dunkerque-Ouest	36	59	369	476	542	1 040	1 223
Gravelines	55	120	170	165	185	233	266
Hazebrouck-Nord	113	103	93	79	74	75	76
Hazebrouck-Sud	126	111	96	77	72	74	77
Hondschoote	92	106	92	76	73	75	77
Merville	212	242	257	228	238	243	253
Steenvoorde	120	117	115	105	101	98	96
Wormhout	100	106	94	83	80	80	88
Ville de Bailleul	212	233	305	252	276	301	310
Ville de Dunkerque	721	1 039	1 256	2 131	1 893	2 402	2 691
Ville d'Hazebrouck	270	316	480	590	593	727	756
TOTAL de l'arrond.	128	146	186	183	181	220	243

ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE

CANTONS de	densités						
	1801	1861	1911	1936	1954	1968	1975
Armentières	238	377	781	644	670	749	777
Bassée (1a)	173	218	268	238	254	274	301
Cysoing	136	191	179	178	176	184	207
Haubourdin	175	287	536	709	760	948	1 002
Lannoy	164	325	499	584	628	925	1 175
Lille-Est	155	383	3 706	5 610	5 495	5 658	5 347
Lille-Nord	224	1 414	5 528	7 567	8 035	8 170	7 394
Lille-Nord-Est	233	543	2 073	3 033	3 179	4 917	9 786
Lille-Ouest	194	316	826	1 146	1 301	1 795	1 955
Lille-Sud-Est	184	465	1 123	1 558	1 710	2 752	3 001
Marcq-en-Baroeul	182	343	571	905	1 029	1 443	1 581
Pont-à-Marcq	117	151	170	222	240	262	282
Quesnoy-sur-Deûle	161	285	373	299	335	411	462
Roubaix-Ouest	237	451	2 178	2 871	2 749	3 159	3 232
Seclin	141	236	345	400	426	484	574
Tourcoing-Nord	233	526	730	693	705	770	876
Tourcoing-Nord-Est	195	554	712	697	686	899	1 309
Tourcoing-Sud	306	619	1 953	2 414	2 580	2 697	2 572
Ville de Lille	2 864	5 968	9 860	9 082	8 811	8 626	7 799
Ville de Roubaix	667	3 724	9 276	8 096	8 320	8 658	8 281
Ville de Tourcoing	707	2 205	5 678	5 161	5 492	6 501	6 731
Ville de Wattrelos	241	916	2 164	2 313	2 380	3 256	3 381
TOTAL de l'arrond.	252	521	973	1 006	1 042	1 203	1 267

ARRONDISSEMENT DE LILLE

CANTONS de	densités						
	1801	1861	1911	1936	1954	1968	1975
Bouchain	109	219	274	277	287	315	320
Condé-sur- Escaut	174	283	391	457	538	621	605
Denain	85	358	828	969	1 035	1 147	1 147
St Amand les Eaux Rive droite	120	183	236	271	301	357	330
St Amand les Eaux Rive gauche	140	175	156	148	148	154	158
Valenciennes-Est	93	191	276	340	373	489	524
Valenciennes-Nord	141	314	618	701	787	958	980
Valenciennes-Sud	74	183	295	317	346	416	457
Ville de St Amand les Eaux	257	302	405	437	435	508	494
Ville de Valenciennes	1 333	1 804	3 075	3 075	3 139	3 369	3 065
TOTAL de l'arrond.	151	270	412	468	506	587	587

ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES

	densités						
CANTONS de	1801	1861	1911	1936	1954	1968	1975
Arras-Nord	65	110	119	135	150	194	259
Arras-Sud	91	122	132	148	178	210	300
Aubigny-en-Artois	60	68	63	56	57	58	57
Auxi-le-Château	72	82	73	59	61	63	61
Avesnes-le-Comte	66	75	60	50	49	47	43
Avion	64	93	703	1 079	1 355	1 579	1 612
Bapaume	104	122	91	73	76	76	74
Beaumetz-les-Loges	62	81	70	57	56	55	58
Bertincourt	98	132	109	67	61	61	57
Croisilles	68	91	77	57	54	53	51
Heuchin	62	65	66	60	61	59	55
Marquion	104	128	111	83	79	80	78
(le) Parcq	57	66	56	50	49	48	47
Pas-en-Artois	79	93	67	52	49	51	48
Saint-Pol-sur-Ternoise	61	73	69	66	66	65	66
Vimy	90	93	116	94	100	116	121
Vitry-en-Artois	77	117	119	105	114	135	149
Ville d'Arras	1 716	2 227	2 243	2 739	3 116	4 226	3 994
TOTAL de l'arrond.	80	100	100	94	101	113	117

ARRONDISSEMENT D'ARRAS

	densités						
CANTONS de	1801	1861	1911	1936	1954	1968	1975
Béthune-Nord	125	133	253	209	240	263	279
Béthune-Sud	95	191	210	338	385	420	437
Bruay-en-Artois	75	118	661	113	1 167	1 125	1 031
Cambrin	132	170	276	265	307	326	332
Houdain	59	80	221	479	557	513	449
Laventie	197	224	187	140	145	146	151
Lillers	123	163	186	181	184	196	193
Noeux-les-Mines	112	172	470	605	683	697	701
Norrent-Fontes	88	122	285	312	346	355	344
Ville de Béthune	641	876	1 623	2 129	2 373	2 880	2 861
TOTAL de l'arrond.	118	158	297	380	420	429	415

ARRONDISSEMENT DE BÉTHUNE

	densités						
CANTONS de	1801	1861	1911	1936	1954	1968	1975
Boulogne-Nord	35	63	96	134	196	254	286
Boulogne-Sud	47	82	147	185	227	272	280
Desvres	53	57	74	73	75	77	77
Marquise	47	84	78	88	92	100	101
Samer	47	78	145	185	207	258	280
Ville de Boulogne-sur Mer	1 269	4 198	6 310	6 220	5 218	5 854	5 753
TOTAL de l'arrond.	64	128	186	203	205	238	246

ARRONDISSEMENT DE BOULOGNE-SUR-MER

	densités						
CANTONS de	1801	1861	1911	1936	1954	1968	1975
Calais-Centre	15	69	125	149	162	219	233
Calais-Est	74	70	98	100	115	145	182
Calais-Nord-Ouest	35	52	80	86	85	103	102
Guines	70	90	83	81	82	86	86
Ville de Calais	289	834	2 159	2 017	1 801	2 228	2 353
TOTAL de l'arrond.	73	158	313	300	280	340	359

ARRONDISSEMENT DE CALAIS

	densités						
CANTONS de	1801	1861	1911	1936	1954	1968	1975
Carvin	173	260	520	736	939	1 189	1 187
Harnes	164	218	735	1 159	1 362	1 442	1 340
Hénin-Beaumont	214	216	1 025	1 236	1 390	1 481	1 473
Leforest	97	150	346	642	778	920	891
Lens-Est	90	187	1 828	2 789	3 262	3 382	2 965
Lens-Nord-Est	170	237	539	749	1 004	1 327	1 262
Lens-Nord-Ouest	82	96	395	549	668	720	674
Liévin-Nord	55	92	696	1 101	1 259	1 308	1 197
Liévin-Nord-Ouest	64	102	364	452	574	599	568
Ville de Lens	202	385	2 719	2 851	3 551	3 579	3 436
Ville de Liévin	81	151	2 003	1 958	2 479	2 754	2 578
TOTAL de l'arrond.	117	169	730	960	1 165	1 278	1 213

ARRONDISSEMENT DE LENS

CANTONS de	densités						
	1801	1861	1936	1954	1968	1975	
Campagne-les-Hesdin	56	66	51	47	46	50	51
Etaples	41	54	82	106	115	135	148
Fruges	66	66	57	48	44	42	41
Hesdin	92	100	85	75	78	80	84
Hucqueliers	47	48	42	35	33	32	30
Montreuil	62	84	110	130	121	120	130
TOTAL de l'arrond.	59	68	71	74	73	76	80

ARRONDISSEMENT DE MONTREUIL

CANTONS de	densités						
	1801	1861	1911	1936	1954	1968	1975
Aire	124	144	142	137	139	151	154
Ardres	56	77	80	73	72	73	74
Audruicq	54	72	86	80	79	79	80
Fauquembergues	48	62	57	51	51	49	46
Lumbres	47	64	67	66	66	69	71
Saint-Omer-Nord	52	93	85	79	82	102	132
Saint-Omer-Sud	70	142	200	223	250	357	463
Ville de Saint-Omer	1 225						
TOTAL de l'arrond.	76	101	106	101	103	112	119

ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER

CHAPITRE II

LES NOUVELLES TENDANCES DE LA REPARTITION DES HOMMES DANS L'ESPACE REGIONAL

Dans le chapitre précédent nous avons voulu reconstituer l'évolution des effectifs de population depuis près de deux siècles, à l'échelon géographique le plus fin possible.

Cela nous a amené à découper l'ensemble Nord-Pas-de-Calais en régions, elles-mêmes subdivisées en secteurs, regroupant des communes dont l'évolution démographique sur une très longue période paraissait assez homogène (même si récemment elle semblait se différencier davantage).

Dans ce nouveau chapitre, l'optique de l'étude de l'évolution du peuplement est différente. D'abord nous ne nous intéressons qu'à l'évolution démographique récente et actuelle, c'est à dire celle des vingt dernières années, en fait depuis le recensement de 1954. Enfin nous ne chercherons pas ici à entrer dans une analyse régionale très fine (celle-ci ayant déjà été faite dans une perspective de longue durée, dans le chapitre I), mais à caractériser les tendances générales d'évolution des deux dernières décennies.

I - Remarques préliminaires :

a) Rappel de l'évolution d'ensemble :

Tous les scénarios d'évolution démographique établis dans les années 60 et au début des années 70 prévoyaient que la région du Nord serait peuplée de plus de 4 millions d'habitants en 1975. Or ce cap des 4 millions n'a pas été franchi.

Le dernier recensement a confirmé le déclin démographique régional. La région du Nord demeure certes la 3^e région française par sa population, mais son poids relatif dans la masse de population nationale a diminué. La population de la région du Nord comprenait 7,9 % de la population française au recensement de 1954, elle n'en comprenait plus que 7,45 % au recensement de 1975.

Entre 1954 et 1962 la croissance démographique régionale avait encore correspondu en gros à la croissance démographique moyenne de la France (+ 1,0 % par an). Le ralentissement de l'accroissement, que représentait cet alignement sur le taux moyen français, s'est poursuivi ensuite. Entre 1962 et 1968, rompant avec une tradition plus que séculaire, le nombre des habitants de la région du Nord a augmenté moins rapidement (+ 0,7 % par an) que celui de la France entière (+ 0,9 %). Enfin entre 1968 et 1975 l'on assista à un effondrement du taux d'accroissement de la population régionale : + 0,36 % par an, contre 0,8 % en moyenne en France.

L'excédent naturel, en dépit d'une baisse sensible de la fécondité et de la nuptialité, était pourtant demeuré très stable (grâce à une structure par âge favorable) pendant les deux dernières périodes intercensuelles, assurant un gain de 35 000 habitants par an en moyenne entre 1962 et 1968 et de 31 000 habitants par an en moyenne entre 1968 et 1975. Mais le bilan migratoire s'était considérablement détérioré, passant de - 8 200 personnes par an entre 1962 et 1968 à - 17 200 par an entre 1968 et 1975.

Il ne pouvait guère en être autrement dans une région qui possède encore d'importants effectifs de jeunes à qui elle ne peut que difficilement procurer des emplois. Et les départs auraient sans doute été encore plus nombreux sans la généralisation du chômage à travers tout le pays, qui a diminué l'attraction des autres régions sur la population jeune de la région du Nord.

b) Méthodes d'étude :

Pour mesurer les variations de population à travers la région, et surtout pour essayer de donner une vision synthétique de celles-ci, nous avons eu essentiellement recours à des méthodes cartographiques et graphiques.

1) Cartes analytiques :

1^o série : - cartes des variations en valeur absolue et en valeur relative.

. période 1954-1975 [01]

- échelon cantonal
- échelon communal.
- . période 1954-1962 [02]
- échelon cantonal
- échelon communal.
- . période 1962-1968
- échelon cantonal
- échelon communal.
- . période 1968-1975
- échelon cantonal
- échelon communal.

2° série :- Cartes d'analyse des facteurs de l'évolution.

- . carte des soldes migratoires (valeur relative)
- 1954-1962, échelon cantonal
- 1962-1968, " "
- 1968-1975, " ""
- " communal.
- . Carte des soldes du mouvement naturel (valeur relative)
- 1954-1962, échelon cantonal
- 1962-1968, " "
- 1968-1975, " "
- " communal.

2) Cartes synthétiques :

1° série : Cartes des tendances de l'évolution.

- . tendances de l'évolution 1954-1962 et 1962-1968,

échelon cantonal.

- . tendances de l'évolution 1962-1968 et 1968-1975, échelon cantonal.

(ces cartes ont été dressées à l'échelon communal dans l'Atlas du Nord par P. Bruyelle et J.P. Renard).

2° série : facteurs de l'évolution :

- . Cartes du poids respectif du mouvement migratoire et du mouvement naturel dans les variations de population :
 - 1954-1962, échelon cantonal
 - 1962-1968, " "
 - 1968-1975, " "
- . + graphiques : principales communes et agglomérations, communes rurales regroupées par cantons.

3° série : Cartes synthétiques de l'évolution :

- . carte des diminutions de population où figurent :
 - toutes les communes dont la population de 1975 est inférieure à la population estimée de 1954.
 - les communes dont la population est en diminution constante depuis 1954.
 - les communes dont la population est en diminution constante depuis 1962.
 - les communes dont la population diminue depuis 1968 (mais dont la variation de population a été positive au moins entre 1962 et 1968.
- . carte des augmentations de population :
 - (symétrique de la précédente)

3) graphiques divers :

graphiques de dispersion, histogrammes etc...

c) Observations générales :

L'examen de ces cartes permet, dès la première lecture, d'énoncer un certain nombre de remarques d'ordre général.

1) Les contrastes dans l'évolution des populations communales demeurent accentués et ils se sont renforcés à l'échelon sectoriel. Le découpage en secteurs homogènes s'en trouve facilité et les oppositions démographiques plus marquées.

2) Les variations du bilan naturel et du bilan migratoire montrent que ce dernier est le facteur déterminant de l'évolution démographique à l'échelon local. En règle générale c'est l'aggravation du déficit migratoire qui est responsable du passage d'une variation positive à une variation négative des effectifs de population. Il n'y a donc eu que très rarement des ruptures brutales dans les évolutions démographiques, les changements de sens des variations des effectifs ne résultant que de faibles modifications du solde migratoire ou de l'excédent naturel.

3) Toutes les variations, qu'elles soient positives ou négatives, ne sont pas chargées de la même signification. En agglomération urbaine, l'augmentation ou la diminution des populations communales peuvent n'être que les manifestations d'une redistribution géographique de la population à l'intérieur de l'agglomé-

ration. Hors des agglomérations, elles reflètent davantage le dynamisme des communes.

II - L'approche statistique [03] :

Les variations des populations des communes et des unités urbaines peuvent être envisagées sous deux angles, l'un purement géographique : les modifications de la répartition des masses humaines dans l'espace régional, l'autre purement statistique : la fréquence des types de variation.

Nous avons préféré mener l'étude des variations sur le plan statistique avant de la mener sur le plan géographique.

a) La mesure des variations :

Qu'elles soient positives ou négatives, il faut distinguer parmi les variations des effectifs celles qui se sont manifestées sur une longue période, en l'occurrence 1954-1975, et celles qui se sont manifestées au cours de la brève période 1968-1975. Si l'évolution durant la période 1968-1975 est de même sens que durant la période 1954-1975, elle s'inscrit dans une tendance durable. S'il y a divergence entre les évolutions pendant les deux périodes de référence, l'interprétation est plus difficile car il peut ne s'agir que d'une simple variation temporaire sans que la tendance à moyen terme soit modifiée, ou au contraire il peut s'agir de l'apparition d'un renversement de la tendance de l'évo-

lution (dans le cas par exemple de l'urbanisation de secteurs ruraux ou inversement dans le cas de certaines villes minières).

1) Les variations pendant la période 1954-1975 :

- En 1975, dans 946 communes sur 1 552 (61 %) on a recensé des effectifs de population inférieurs à ceux de 1954, tandis que 606 communes (39 %) étaient plus peuplées qu'en 1954.

- Les diminutions ont été plus fréquentes dans le département du Pas-de-Calais où elles ont affecté 599 communes sur 898 (67 %) que dans le département du Nord (53 %). La moindre fréquence des augmentations de population dans le département du Pas-de-Calais (33 % contre 47 % dans le Nord) est la traduction de la plus grande ruralité du département, et aussi de la crise minière, plus durement ressentie que dans le département du Nord.

1) 1. Mesure en valeurs absolues.

- Les diminutions :

Sur l'ensemble de la région, on n'a enregistré de pertes importantes que dans un nombre très restreint de communes. 22 communes seulement ont perdu plus de 1 000 habitants entre 1954 et 1975, 8 seulement plus de 2 000 et 3 seulement plus de 5 000, encore que parmi elles figure la ville de Lille dont l'agglomération a connu une forte croissance. C'est dans le pays minier, et particulièrement à Bruay-en-Artois et à Marles-les-Mines, que des diminutions importantes ont été le plus fréquemment constatées.

La grande majorité des communes n'ont connu que des diminu-

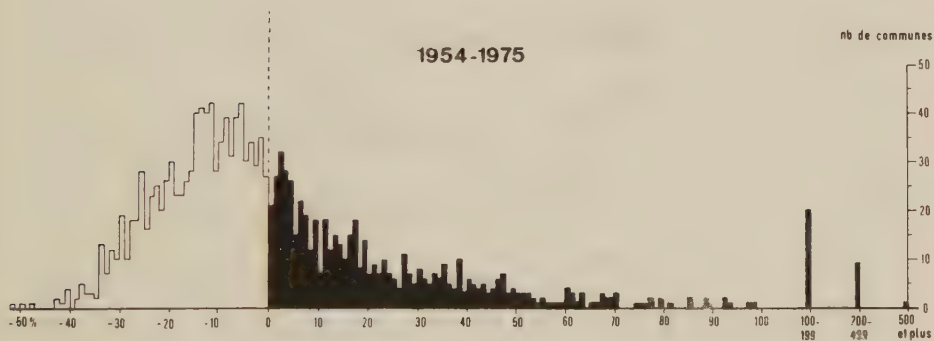
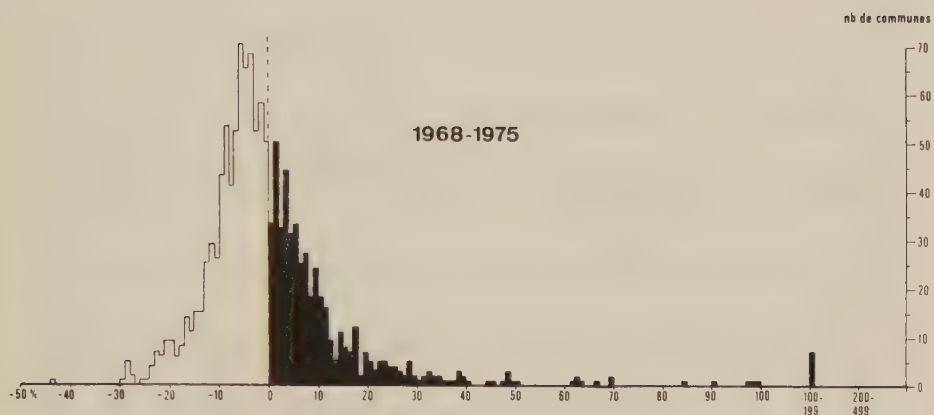


FIG. 277 : VARIATION DES EFFECTIFS DE POPULATION PAR COMMUNE. Reg. du Nord

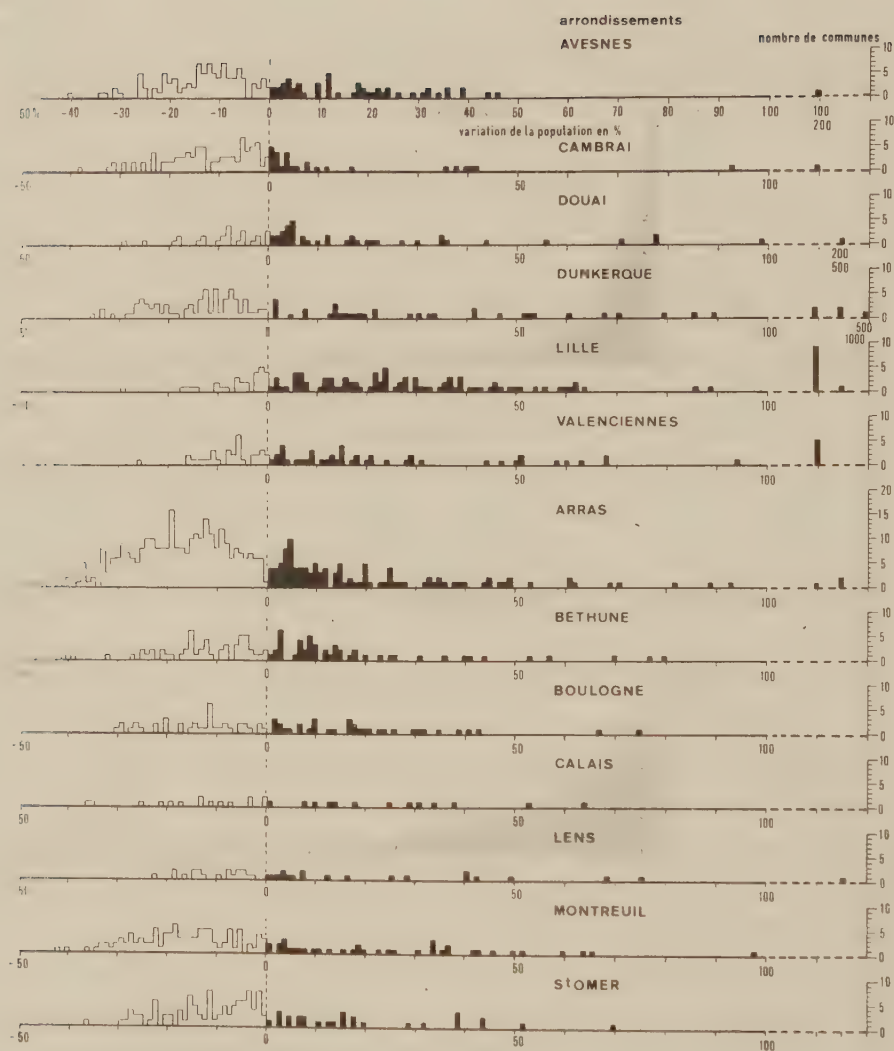


FIG. 278 : VARIATION DES EFFECTIFS DE POPULATION PAR COMMUNE.

Arrondissements. 1954-1975.

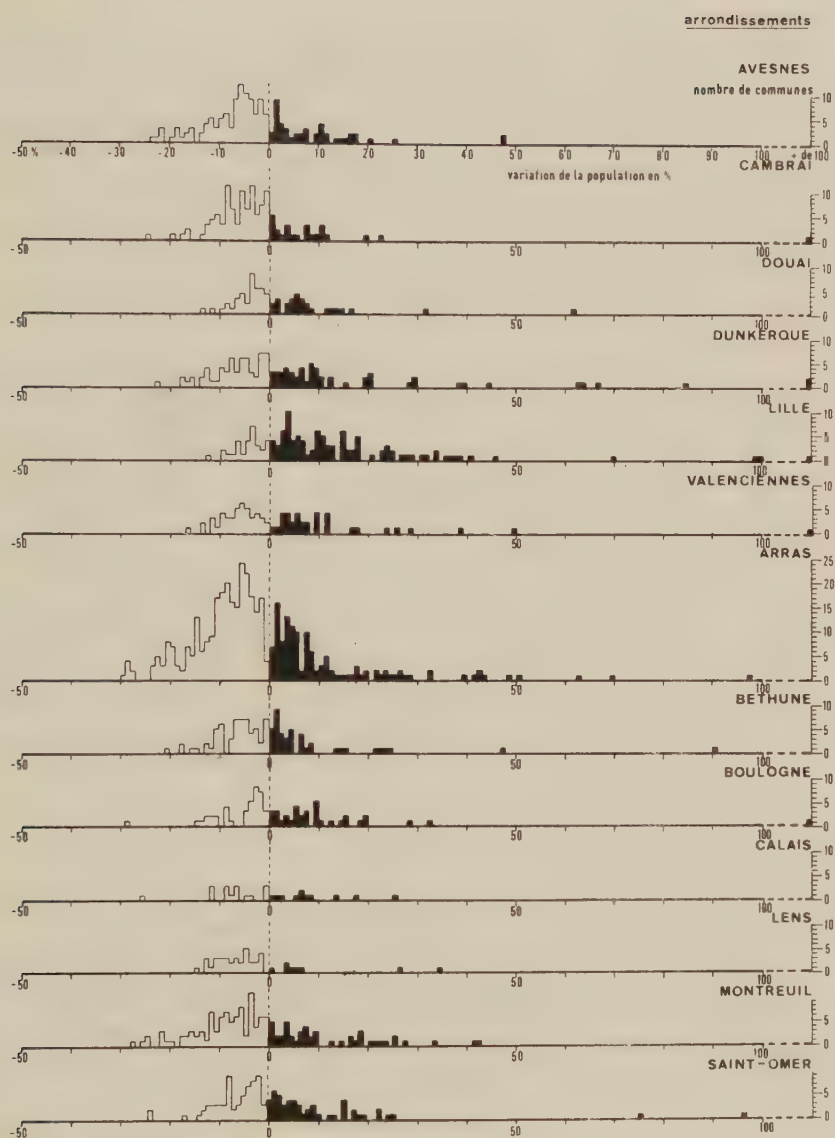


FIG. 279 : VARIATION DES EFFECTIFS DE POPULATION PAR COMMUNE.

Arrondissements. 1968-1975.

tions limitées en valeurs absolues. Dans 720 communes (les 3/4 des communes dont la population a diminué), celles-ci n'ont pas excédé 100 habitants et dans 914 communes, elles ont été inférieures à 500 habitants (59 % des communes).

Parmi ces communes figurent bien entendu essentiellement des communes rurales dont la diminution de population, modeste en valeur absolue, peut être parfois cependant considérable en valeur relative.

La différence entre les deux départements de la région apparaît encore une fois à ce niveau puisque dans l'ensemble les diminutions ont été plus importantes dans le département du Nord que dans celui du Pas-de-Calais. Tandis que dans ce dernier la grande majorité des communes (56 % d'entre-elles) ont perdu moins de 100 habitants et 11 % seulement plus de 100 ; dans le département du Nord, où les communes sont moins nombreuses et plus peuplées, si seulement 33 % des communes ont perdu moins de 500 habitants, 19 % en ont perdu plus de 100. Dans les deux départements pourtant il n'y a eu que 2 % des communes à avoir été amputées de plus de 500 habitants.

- Les augmentations :

En ce qui concerne les augmentations, la situation est grossièrement symétrique à celle des diminutions. Les variations importantes n'ont concerné qu'un nombre très limité de communes et sur les graphiques, une concentration, identique à celle qui se manifestait parmi les diminutions, apparaît au niveau des augmen-

tations de faible ampleur. Toutefois sur les graphes de distribution, l'étalement des hausses est beaucoup plus prononcé que celui des baisses.

En effet dans 225 communes seulement (15 % de l'ensemble des communes), soit 37 % des communes dont la population a augmenté, la population n'a augmenté que de moins de 100 habitants. Dans 35 % seulement elle a augmenté de plus de 500 habitants.

Dans 145 communes (9,3 % des communes de la région et 24 % des communes où la population a augmenté), les populations recensées en 1975 étaient supérieures de plus de 1 000 habitants à celles de 1954. Dans 55 d'entre-elles on avait enregistré des augmentations de plus de 2 000 habitants et dans 26 des augmentations de plus de 5 000.

La différence entre le Nord et le Pas-de-Calais est ici encore très sensible puisque dans le Pas-de-Calais 42 villes seulement ont vu leur population s'accroître de plus de 1 000 habitants et 25 de plus de 2 000 habitants, contre respectivement 103 et 56 dans le département du Nord.

Parmi les 26 villes dont la croissance en valeur absolue a été la plus considérable, 11 appartiennent à l'agglomération de Lille (Tourcoing, Marcq-en-Baroeul, Wattignies, Lomme, Loos, Hem, Villeneuve d'Ascq, Mons-en-Baroeul, Lambersart, Ronchin, Fâches-Thumesnil), 2 à l'agglomération de Valenciennes (Marly, Beuvrages), 3 à l'agglomération de Dunkerque (Coudekerque-Branche, Saint-Pol-sur-Mer, Grande-Synthe), les autres, aux agglomérations d'Arras, Béthune, Calais et aux pôles de croissance industrielle

(Arques, Courrières, Douchy-les-Mines).

A l'échelon des arrondissements on retrouve les oppositions classiques entre les arrondissements ruraux, où les variations sont en majeure partie négatives et de faible amplitude en valeur absolue, et les arrondissements fortement urbanisés.

1) 2. Mesures en valeurs relatives :

- Les diminutions :

Les diminutions qui ont frappé la grande majorité des communes de la région paraissent plus importantes si on les exprime en valeur relative plutôt qu'en valeurs absolues.

Dans plus du quart des communes dont la population a diminué, la régression a été supérieure à 20 %. Mais elle n'a excédé 30 % que dans 67 communes et 50 % dans une seule commune.

Toutefois, dans la majorité des communes, le nombre des habitants a relativement peu diminué puisque dans 1/3 des communes en déclin démographique, la baisse des effectifs a été inférieure à 10 %.

Comme précédemment le département du Nord se distingue de celui du Pas-de-Calais. Mais cette fois la situation est inversée. Tandis qu'en valeur absolue les communes du département du Nord avaient subi dans leur majorité des diminutions plus élevées que celles du département du Pas-de-Calais, en valeur relative les communes du département du Pas-de-Calais ont enregistré des pertes généralement plus lourdes que celles des communes du département du Nord.

Dans le département du Nord, 21 % seulement des communes ont

perdu, entre 1954 et 1975, plus de 20 % de leur population, contre 33 % pour les communes du Pas-de-Calais. Dans 45 % des communes du département du Nord touchées par le déclin démographique, le nombre des habitants n'a été réduit que de moins de 10 %, contre 32 % dans le département du Pas-de-Calais.

Les secteurs les plus affectés par de fortes diminutions en valeur relative sont les secteurs où les communes rurales dominent : l'Artois, le Montreuillois, le Cambrésis, l'Avesnois, le Boulonnais et la Flandre intérieure (28 % des communes de l'arrondissement d'Arras, 28 % de celles de l'arrondissement de Saint-Omer, 22 % de celles de l'arrondissement de Dunkerque, 16 % de celles de l'arrondissement d'Avesnes et 17 % de celles de l'arrondissement de Cambrai ont perdu plus de 20 % de leur population entre 1954 et 1975).

- Les augmentations :

Les graphes des augmentations offrent les mêmes contrastes que ceux des diminutions, et les mêmes concentrations.

Les petites augmentations ont été plus fréquentes que les augmentations importantes.

Dans plus de la moitié des communes (56,6 %) dont la population s'est accrue, les gains en habitants ont été inférieurs à 20 %, et dans 36 %, supérieurs à 10 %.

La concentration, comme pour les variations en valeur absolue, est donc moins forte que dans le cas des diminutions. 32 % des communes en accroissement démographique (194) ont connu des

augmentations de plus de 30 %, et 15 % d'entre-elles (91), des augmentations de plus de 50 %.

Les différences de répartition entre les communes en croissance du département du Pas-de-Calais et celles du département du Nord sont peu sensibles en valeur relative. Néanmoins les communes qui ont enregistré des gains importants sont plus nombreuses dans le département du Nord (Dans 57 communes du Nord, contre 34 dans le Pas-de-Calais, les augmentations ont excédé 50 %) et celles qui ont enregistré les gains les moins importants sont plus nombreuses dans le département du Pas-de-Calais (Dans 95 des communes du Nord, contre 123 dans le Pas-de-Calais, les augmentations ont été inférieures à 10 %).

Les secteurs concernés par les hausses les plus importantes correspondent aux agglomérations dont l'expansion a été la plus vive au cours de ces deux dernières décennies (Dunkerque; Lille, Douai, Valenciennes, Arras).

2) Les variations durant la période 1968-1975.

Pendant cette période, comme pendant la période 1954-1975, les variations enregistrées à l'échelon régional correspondent très peu aux variations très contradictoires enregistrées à l'échelon communal.

Cette dernière période a pesé lourdement sur l'évolution démographique mesurée au cours des deux dernières décennies, en renforçant ou en faisant apparaître de nombreuses tendances à la baisse.

La répartition entre communes en croissance démographique (39 %) et en décroissance démographique (61 %) coïncide exactement avec celle enregistrée pendant la période 1954-1975. Mais dans la distribution selon l'intensité des variations, apparaissent des différences significatives entre les deux périodes de référence. D'abord la différence entre Nord et Pas-de-Calais est moins importante que sur l'ensemble de la période 1954-1975. 57 % des communes du département du Nord ont subi des pertes de population contre 64 % de celles du Pas-de-Calais (53 % et 67 % entre 1954 et 1975). En outre les diminutions sont devenues davantage un phénomène urbain et les fortes augmentations n'ont concerné qu'un nombre plus restreint de communes.

2) 1. Mesures en valeurs absolues :

- Les diminutions :

Les histogrammes de variation des populations communales entre 1968 et 1975 appartiennent au type normal, les augmentations et les diminutions de faible ampleur constituant les classes modales de la distribution des variations en valeurs relatives et en valeurs absolues. Cependant la concentration sur les classes modales est limitée par l'importance que prennent, aux deux extrémités des histogrammes, les variations de forte amplitude.

Si pendant l'ensemble de la période 1954-1975, 720 communes avaient perdu moins de 100 habitants, pendant la période 1968-1975, 680 ont enregistré des pertes du même ordre. Cette correspondance des classes inférieures traduit la permanence d'un mou-

vement de diminution de population dans une majorité de communes.

Par contre, tandis que pendant la période 1954-1975, 32 communes seulement avaient perdu plus de 500 habitants pendant la dernière période intercensennale, 50 communes ont été affectées par de telles diminutions. Ceci traduit bien entendu de profonds renversements de tendance, mais qui n'ont pas totalement annihilé les augmentations de population réalisées antérieurement au recensement de 1968.

Les diminutions ont parfois été considérables dans certaines communes minières (7 communes de l'arrondissement de Béthune, 9 de l'arrondissement de Valenciennes, 5 de l'arrondissement de Douai, 16 de l'arrondissement de Lens ont perdu plus de 500 habitants) et dans certaines communes de l'agglomération lilloise (9 communes), soit les communes situées au sommet de la hiérarchie de la conurbation (Lille et Roubaix), soit les communes de vieille banlieue jouxtant les communes centrales (Hellemmes, La Madeleine, Croix, Mouvaux).

En cette courte période de 7 ans, 9 communes ont perdu plus de 2 000 habitants : communes centres des principales agglomérations (Arras, Douai, Lille, Valenciennes) où les diminutions sont compensées par la croissance des communes périphériques, mais aussi Roubaix, Lens, Bruay-en-Artois, Marles-les-Mines, où la diminution de population est la traduction démographique de graves problèmes économiques.

Jamais de fortes diminutions de population communale en valeur absolue ne s'étaient manifestées dans la région avant ces der-

nières années. Il s'agit là d'un phénomène récent qui accompagne l'affaiblissement du dynamisme régional.

- Les augmentations :

A la différence de ce qui s'est produit pour les diminutions, jamais la période 1968-1975 n'a conduit à des augmentations supérieures à celles enregistrées pendant la totalité de la période 1954-1975.

En général les augmentations ont été modestes. 364 communes, c'est à dire 60,0 % des communes dont la population a augmenté, n'ont vu leur population s'accroître que de moins de 100 habitants et 90 de plus de 500 habitants, ce qui témoigne d'un ralentissement des fortes croissances par rapport aux périodes précédentes.

Toutefois un tout petit nombre de communes ont encore connu une croissance exceptionnellement élevée : 28 communes, dont 17 dans le département du Nord, se sont encore accrues de plus de 2 000 habitants entre 1968 et 1975. Elles sont toutes situées dans les principales agglomérations et correspondent à des communes dont la croissance démographique est récente. 8 d'entre-elles appartiennent à l'agglomération de Lille, dont 4 des 5 communes dont la population s'est accrue de plus de 5 000 habitants (Mons-en-Baroeul, Villeneuve d'Ascq, Wattignies, Hem), 4 à l'agglomération de Dunkerque (Dunkerque, Grande-Synthe, Cappelle-la-Grande, Leffrincoucke) et 3 à celle de Valenciennes (Marly, Douchy-les-Mines, Aulnoy).

Rien de surprenant dans la localisation des forts accroisse-

ments puisque toutes les communes concernées figuraient déjà parmi les communes à forte croissance pendant la période intercensuelle 1962-1968.

2) 2. Mesures en valeurs relatives :

La dégradation de la situation démographique régionale apparaît nettement en comparant les résultats des variations des effectifs de population en valeur relative de 1968 à 1975 à ceux des périodes intercensuelles précédentes.

- Les diminutions :

45 communes ont perdu plus de 20 % de leur population pendant la seule dernière période intercensuelle et 249 (16 % des communes) plus de 10 %.

La situation démographique a continué à se dégrader dans l'ensemble du département du Pas-de-Calais, en particulier dans les arrondissements de Béthune (59 % des communes en diminution dont plus de 20 % d'entre-elles ont perdu plus de 10 % de leur population), de Calais (54 % de communes en diminution, dont également plus de 20 % ont perdu plus de 10 % de leur population) et surtout de Lens, arrondissement urbain dont 82 % des communes ont vu leur population décroître avec des pertes supérieures à 10 % pour 1/4 d'entre-elles.

Paradoxalement la situation s'est améliorée dans l'arrondissement d'Arras, où la population n'a plus diminué que dans 68 % des communes (les diminutions sont cependant demeurées

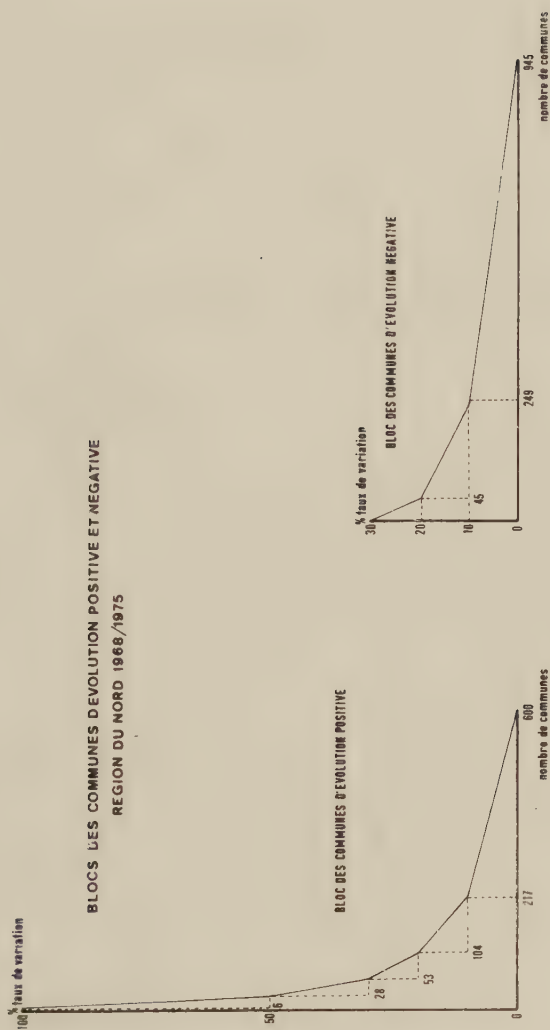


FIG.280 : FREQUENCE DES VARIATIONS EN VALEUR RELATIVE DES POPULATIONS COMMUNALES, 1968-1975. Région du Nord.

fortes dans un certain nombre de communes rurales puisque 36 % des communes en déclin démographique ont perdu plus de 10 % de leur population et 9 % d'entre-elles plus de 20 %). Dans les arrondissements de Montreuil et de Saint-Omer, on a assisté au même type d'évolution qui oppose davantage les communes en déclin aux communes en croissance.

Dans le département du Nord, en dehors du secteur de Dunkerque, la situation démographique, qui jusque là avait été plus favorable que celle du Pas-de-Calais, s'est également dégradée, en particulier dans les arrondissements de Cambrai (78 % des communes en décroissance) et d'Avesnes (70 %) où les proportions de fortes diminutions sont importantes (27 % de diminutions supérieures à 10 % dans l'arrondissement d'Avesnes, 21 % dans celui de Cambrai). Dans le chapitre précédent, nous avons déjà mentionné la généralisation du déclin démographique de l'est du département du Nord en dehors de l'agglomération de Maubeuge et de quelques petites agglomérations.

Dans les arrondissements de Douai et de Valenciennes, les variations négatives ne sont pas aussi nombreuses, mais elles affectent maintenant plus de la moitié des communes (58 % dans l'arrondissement de Douai, 54 % dans l'arrondissement de Valenciennes).

Dans l'arrondissement de Dunkerque, le nombre des communes en décroissance s'est par contre fortement réduit, en particulier dans le secteur proche du littoral. Seules 54 % des communes ont encore vu leur population diminuer, dont 1/4 cependant (com-

munes rurales de Flandre intérieure) ont encore été affectées de fortes réductions de leurs effectifs de population, supérieures à 20 %.

L'arrondissement de Lille est celui qui, en apparence, a connu le moins de changement, la croissance générale de l'arrondissement s'est ralentie, mais le nombre des communes dont la population a diminué est demeuré à peu près stable. Les fortes diminutions en valeur relative y demeurent exceptionnelles.

- Les augmentations :

Plus encore qu'à un renforcement des diminutions par rapport à la période intercensennale précédente, on a assisté entre 1968 et 1975 à un affaiblissement des augmentations de population.

Les augmentations, en général, n'ont été que des augmentations de faible amplitude. Sur 600 communes dont la population a augmenté, près d'un tiers seulement (36 %) a enregistré un excédent supérieur à 10 %, et dans un peu plus de 10 % d'entre-elles seulement, la croissance a dépassé 25 %.

Cependant dans 21 communes, la population a augmenté de plus de 50 % et dans 6 d'entre-elles seulement, la population a plus que doublé. Il s'agit bien entendu toujours de communes situées à la périphérie des grandes agglomérations et qui ont bénéficié de vastes programmes de logements (Mons-en Baroeul, Wattignies, Bondues dans l'agglomération de Lille, Aulnoy dans l'agglomération de Valenciennes, Cuincy dans l'agglomération de Douai, Leffrincoucke, Tétégthem et Uxem dans l'agglomération de Dunkerque, Dainville, Saint-Nicolas et Beaurains dans l'agglomération d'Ar-

ras, Longuenesse et Saint-Martin-au-Laërt dans l'agglomération de Saint-Omer).

b) Absence de relation entre la taille des communes et leur évolution démographique :

1) Evolution par catégories de communes :

Compte-tenu du grand nombre de communes que comprend la France, la notion de commune, unité statistique fondamentale dans la France rurale, est mal adaptée au monde urbain où il est préférable de lui substituer la notion d'agglomération. Cependant la variabilité des définitions des unités urbaines [04] par l'INSEE d'un recensement à l'autre rend difficile l'étude des évolutions des populations urbaines.

Le fascicule orange du recensement de 1968 fournit les populations sans double compte en 1962 et 1954 [05] dans le cadre des unités urbaines de 1968 en se basant sur les regroupements effectués selon la taille des agglomérations.

En 1968, 368 communes du département du Nord et 705 communes du département du Pas-de-Calais étaient encore classées comme rurales (ne faisant pas partie d'une unité urbaine) ; 294 communes du département du Nord et 202 communes du département du Pas-de-Calais étaient classées comme urbaines (faisant partie d'une unité urbaine).

De 1954 à 1962 et de 1962 à 1968, les variations furent positives pour l'ensemble des agglomérations urbaines et pour chaque catégorie d'agglomération, négatives pour l'ensemble de la popu-

lation rurale et pour chaque catégorie de communes rurales (cf. tableau).

Le fascicule orange du recensement de 1975 fournit les populations sans double compte en 1962, 1968 et 1975 dans le cadre des unités urbaines de 1975. Globalement le nombre des communes rurales et urbaines a peu changé : 361 communes rurales dans le département du Nord et 692 dans le Pas-de-Calais ; 293 communes appartenant à des unités urbaines dans le département du Nord, 206 dans le Pas-de-Calais. Compte tenu des fusions de communes intervenues (9 dans le Pas-de-Calais, 8 dans le Nord), peu de communes rurales sont donc devenues urbaines entre 1968 et 1975.

Dans le département du Nord, l'ensemble de la population rurale a quasiment cessé de décroître entre 1968 et 1975 (- 0,1 %), tandis que dans le Pas-de-Calais le rythme de diminution de la population rurale demeurerait inchangé (- 0,2 % par an) par rapport à la période 1962-1968. Toutefois dans les deux départements, on assistait, phénomène nouveau, à un accroissement de la population de l'ensemble des communes rurales de plus de 1 000 habitants, particulièrement nombreuses dans le département du Nord.

Si, dans le département du Nord, on a enregistré un accroissement de population de chaque catégorie d'agglomération, dans le département du Pas-de-Calais, il en a été différemment. Consécutivement à la dégradation de l'emploi dans les villes minières, la population des agglomérations de plus de 100 000 habitants a diminué, en même temps que se ralentissait la croissance des plus petites agglomérations, exceptées celle des agglomérations de 20 à 40 000 habitants. Mais dans le département du Nord ce sont

	Dép. du Nord.		Dép. du P.d.C.		Rég. du Nord.		
	1954	1968	1975	1954	1968	1975	1975
communes rurales							
moins de 100 h.	463	312	254	3262	2807	3489	3743
100-499 h.	49709	47752	48910	133712	127311	121046	169956
500-999 h.	90009	87731	81120	84085	85510	81930	163050
1000 h. et plus	122112	193580	121462	59445	62009	61741	183203
Ens. des com. rur.	262293	259119	251766	280504	277277	268206	519972
Unités urbaines							
moins de 5000 h.	99564	106102	105128	52725	58360	66865	171993
5000-9999 h.	119845	131033	124591	31657	34826	43250	167841
10000-19999 h.	115133	130375	122523	97761	113656	54606	177129
20000-49999 h.	80143	98529	50506	23659	26725	69871	120377
50000-99999 h.	119470	141950	202231	206596	259547	79783	282014
100000-199999 h.	222223	282338	197831	257167	259025	450896	648727
200000 h. et plus	1079874	1268453	1456172	356059	367743	369558	1825730
Ens. Unités urb.	1836252	2158780	2258972	1076768	1119882	1134829	3393801
Total	2098545	2417899	2510738	1348222	1397159	1403035	3913773

TAB. 53 : POPULATION SANS DOUBLE COMPTE SELON LA TAILLE DES COMMUNES. 1954. 1968. 1975.

	Dép. du Nord.			Dép. du P.d.C.			Rég. du Nord.		
	1954	1968	1975	1954	1968	1975	1954	1968	1975
communes rurales									
moins de 100 h.	0,02	0,01	0,01	0,24	0,2	0,2	0,1	0,08	0,09
100-499 h.	2,4	2,0	1,9	9,9	9,1	8,6	5,3	4,6	4,3
500-999 h.	4,3	3,6	3,2	6,2	6,1	5,8	5,0	4,5	4,1
1000 h. et plus	5,8	8,0	4,8	4,4	4,4	4,4	5,2	6,6	4,6
Ens. des com. rur.	12,5	10,7	10,0	20,8	19,8	19,1	15,7	14,0	13,2
Unités urbaines									
moins de 5000 h.	4,7	4,3	4,1	3,9	4,1	4,7	4,4	4,3	4,3
5000-9999 h.	5,7	5,4	4,9	2,3	2,4	3,0	4,3	4,3	4,2
10000-19999 h.	5,5	5,3	4,8	7,2	8,1	3,8	6,1	6,3	4,5
20000-49999 h.	3,8	4,0	2,0	1,7	1,9	4,9	3,0	3,2	3,0
50000-99999 h.	5,7	5,8	8,0	15,3	18,5	5,6	9,4	10,5	7,2
100000-199999 h.	10,6	11,6	7,8	19,0	18,5	32,1	13,9	14,1	16,5
200000 h. et plus	51,5	52,4	57,9	26,4	26,3	26,3	41,6	42,8	46,6
Ens. Unités urb.	87,5	89,2	89,9	79,8	80,1	80,8	84,5	85,9	86,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

TAB. 54 : POPULATION SANS DOUBLE COMPTE (%).
SELON LA TAILLE DES COMMUNES ET DES UNITÉS URBAINES.

	VARIATION DES EFFECTIFS DE POP. selon la taille des communes et des unités urbaines.					NOMBRE DE COMMUNES de chaque catégorie				
	Dép. du Nord.		Dép. du P.d.C.			Dpt. Nord		Dpt. P.d.C.		Rég. Nord
	54/62	62/68	68/75	54/62	62/68	68/75	1968	1975	1968	
communes rurales										
moins de 100 h.	-2,0	-6,0	-0,5	-1,4	-1,6	-2,0	5	4	39	44
100-499 h.	-0,5	-0,6	-0,9	-0,8	-0,6	-0,7	152	158	495	647
500-999 h.	-0,3	-0,3	-0,2	-0,3	-	+0,1	126	115	127	253
1000 h. et plus	-0,2	-	+0,4	+0,3	+0,2	+0,5	85	84	44	129
Ens. comm. rur.	-0,3	-0,2	-	-0,4	-0,2	-0,2	368	361	705	1073
Unités urbaines										
moins de 5000 h.	+0,4	+0,3	+0,1	+0,9	+0,8	+0,8	42	42	28	70
5000 -9999 h.	+0,8	+0,3	+0,5	+0,7	+0,9	+1,0	42	40	23	65
10000-19999 h.	+1,0	+0,8	+0,6	+1,0	+1,4	+0,3	24	22	25	49
20000-49999 h.	+1,9	+1,3	-	+1,6	+1,0	+2,3	22	16	4	26
50000-99999 h.	+1,3	+1,2	+0,9	+2,0	+1,3	+1,5	20	26	26	46
100000 h. et plus	+1,4	+1,2	+0,6	+1,1	-0,5	-0,5	144	147	98	242
Ens. Unités urb.	+1,2	+1,0	+0,6	+1,0	+0,5	+0,1	294	293	202	496
Total	+1,0	+0,9	+0,5	+0,7	+0,4	+0,1	662	654	907	1569
										1552

TAB. 55 : VARIATION DES POPULATIONS COMMUNALES SELON LA TAILLE DES COMMUNES ET DES UNITES URBAINES
1954/1975.

	1954				1962				1968				1975			
	aggl.		Population		aggl.		Population		aggl.		Population		aggl.		Population	
	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4
moins de 500 h.	53	49,5	162,1	5,7	49	45,8	159,7	5,1	49	45,8	164,5	5,0	49	45,8	172,0	5,1
50000-9999 h.	25	72,9	177,6	12,0	27	71,0	189,2	11,2	24	68,2	165,9	10,1	24	68,2	167,8	10,0
100000-19999 h.	13	85,0	193,5	18,8	15	84,1	201,8	17,7	17	84,1	244,0	17,5	16	83,2	259,3	17,6
200000-49999 h.	4	88,8	132,0	23,5	5	88,8	163,7	22,9	4	87,9	125,3	21,3	4	86,9	104,4	20,7
500000-74999 h.	2	90,7	127,9	28,0	1	89,7	62,3	24,9	2	89,7	122,7	25,1	2	88,8	104,7	23,8
750000-99999 h.	3	93,5	251,8	36,9	3	92,5	263,5	33,4	3	92,5	278,8	33,6	3	91,6	272,8	31,8
1000000-149999 h.	3	96,3	377,6	50,3	4	96,3	523,6	50,2	4	96,3	541,3	50,1	4	95,3	489,4	46,2
1500000-199999 h.	2	98,1	353,3	62,7	1	97,2	194,1	56,4	0	-	-	-	1	96,3	164,8	51,1
2000000-299999 h.	1	99,1	299,1	73,3	1	98,1	211,2	63,2	2	98,1	429,0	63,2	2	98,1	427,3	63,6
3000000-499999 h.	0	-	-	-	1	99,1	325,7	73,1	1	99,1	325,7	73,1	1	99,1	313,1	72,9
500000 h. et plus	1	100,0	757,6	100,0	1	100,0	821,2	100,0	1	100,0	881,4	100,0	1	100,0	922,5	100,0
Total	107	100,0	2832,5	100,0	107	100,0	3116,0	100,0	107	100,0	3278,6	100,0	107	100,0	3398,1	100,0

1 : Nombre d'agglomérations selon la taille.

2 : % cumulé.

3 : Population en milliers d'habitants.

4 : Population relative cumulée (%).

TAB. 56 : POPULATION DES AGGLOMERATIONS URBAINES (définition 1968).

toutes les catégories d'agglomérations qui ont enregistré une décélération de leur croissance démographique.

A l'échelon régional il apparaît que les agglomérations de 20 000 à 100 000 habitants ont connu une croissance plus rapide que les agglomérations d'autres tailles. Cela a-t-il eu des effets sur la répartition de la population urbaine ? Y a-t-il eu relation entre la taille des communes et des agglomérations et la croissance démographique ?

2) Absence de corrélation entre la taille des communes et leur évolution démographique, et stabilité de la concentration de la population urbaine.

Pour étudier les deux problèmes que nous avons soulevés, nous avons déterminé :

- 1° - les coefficients de corrélation entre l'accroissement (en %) 1954-1975 de chaque commune et sa taille en 1954
- 2° - les coefficients de corrélation entre l'accroissement (en %) 1968-1975 de chaque commune et chaque unité urbaine et sa taille en 1968
- 3° - les courbes de concentration (courbes de Lorentz) de la population selon le nombre d'agglomérations, en portant sur un même graphe à double entrée, en ordonnée, la population cumulée des agglomérations, et en abscisse, le nombre cumulé correspondant des agglomérations, exprimés l'un et l'autre en valeur relative.

2) 1. Examen des coefficients de corrélation.

Les résultats sont formels, dans les deux cas envisagés, les coefficients de corrélation sont très faibles et indiquent clairement qu'il n'y a qu'une relation très lâche entre la taille des communes ou des agglomérations et leur croissance. La taille des communes n'est pas en soi un facteur d'évolution démographique.

Il faut toutefois noter que les diminutions les plus fortes en valeurs relatives ont affecté des petites communes. Mais dans l'ensemble il y a une grande irrégularité des variations.

Le coefficient de corrélation des seules communes rurales est plus élevé que celui des seules communes urbaines. La notion de taille joue donc un certain rôle dans les communes rurales, assez négligeable dans le cas des unités urbaines. Encore que les observations précédentes montraient que les agglomérations moyennes s'étaient accrues plus vite que les autres catégories d'agglomérations. Mais là aussi, il faut être très prudent dans l'interprétation des résultats, puisque les résultats enregistrés dans le Pas-de-Calais, où les unités urbaines de 20 000 à 50 000 habitants sont les seules à avoir connu une forte croissance entre 1968 et 1975, diffèrent profondément de ceux du département du Nord où la croissance des agglomérations de cette taille est pratiquement nulle.

2) 2. Examen des courbes de concentration.

Toutes les courbes ont la même allure et indiquent que la population urbaine de la région est fortement concentrée sur un

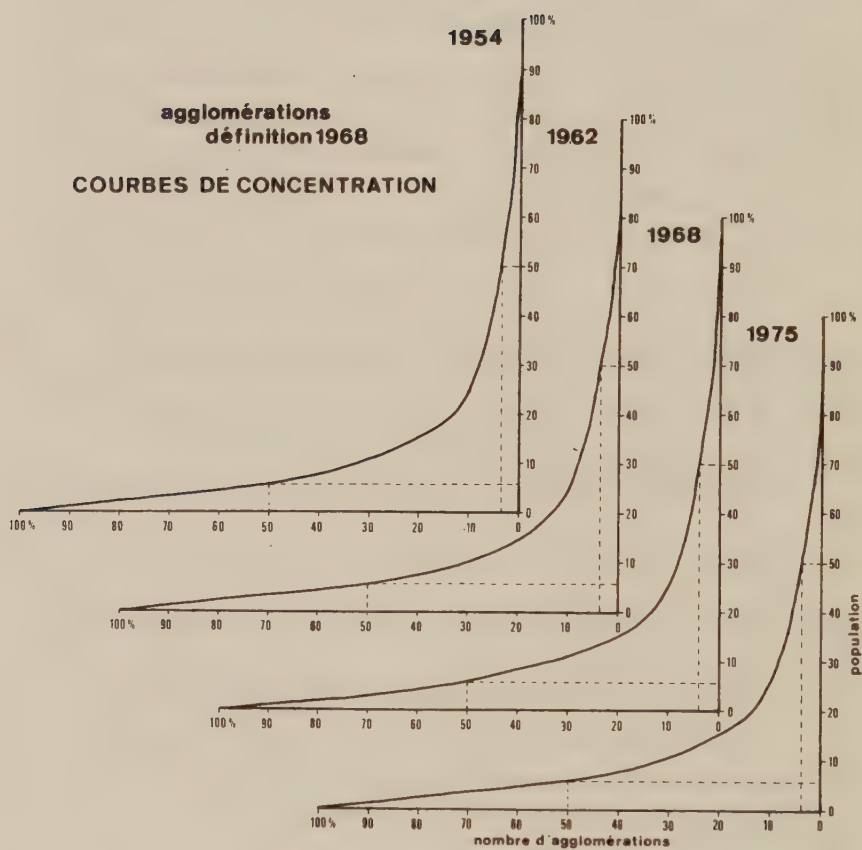


FIG. 281 : Courbes de concentration de la population des unités urbaines.
Région du Nord, 1954-1975.

nombre restreint d'agglomérations. Le nombre des agglomérations et leurs populations se sont modifiés entre 1954 et 1975, mais la concentration ne s'est pas renforcée. Les courbes de concentration de 1954, 1962, 1968 et 1975 demeurent quasiment superposables.

L'allure des courbes est peu modifiée par les changements de catégorie ou de définition des agglomérations, leur stabilité exprime une forte stabilité de la distribution de la population urbaine : dans 4 % des agglomérations, sont concentrés, depuis 1954, environ 50 % de la population urbaine. Les regroupements d'agglomérations ou leurs extensions n'ont pas modifié cette situation.

2) 3. Le phénomène général de l'accroissement de la taille des agglomérations :

- La population rurale :

Selon les normes de 1954, la population rurale représentait 21,4 % de la population de la région. Selon les normes de 1975, elle n'en représente plus que 13,2 %. Mais nous avons vu que cette diminution est en grande partie fictive et liée à la modification de la définition des agglomérations urbaines intervenant à chaque recensement.

Si on calcule la diminution de la population rurale par département entre deux recensements en comparant à la population de l'ensemble des communes rurales au moment d'un recensement, la population du même ensemble lors du recensement précédent, la di-

minution, qui à priori pouvait paraître importante, se révèle être très modeste.

Mais le dépeuplement des campagnes n'a joué qu'un rôle secondaire (cf. les chiffres du paragraphe précédent) dans cette évolution dont l'urbanisation est le principal responsable.

- La population urbaine :

Si ses effectifs se sont accrus sans cesse, nous avons vu que cette croissance a profité aux agglomérations de toutes tailles. Certaines se sont développées plus vite que d'autres, mais il n'y a pas eu de mouvement de concentration à l'intérieur de la distribution de la population urbaine.

Le mouvement que suggèrent les modifications dans la répartition de la population urbaine selon la taille des agglomérations est dû en grande partie à un glissement d'ensemble provoqué par un mouvement général de croissance des unités urbaines et non à une modification de la distribution de la population entre les agglomérations (cf. stabilité des courbes de concentration). C'est ainsi que les unités urbaines de moins de 50 000 habitants (définition de 1968), qui étaient peuplées par 23,5 % de la population urbaine en 1954, 21,3 % en 1968, ne l'étaient plus que par 20,7 % en 1975, que les unités urbaines de 50 à 100 000 habitants peuplées de 13,4 % de la population urbaine en 1954, 12,3 % en 1968, ne l'étaient plus que de 11,1 % en 1975, et surtout que les unités de plus de 100 000 habitants peuplées de 49,7 % de la population urbaine en 1954, de 49,8 % en 1968, étaient peuplées de 53,8 % de la population urbaine en 1975.

c) Les variations selon les agglomérations :

La période 1968-1975 montre un ralentissement général de la croissance démographique urbaine et en particulier de la croissance démographique des grandes agglomérations par rapport à la période 1962-1968.

Nous avons choisi de représenter ce phénomène sur des graphiques à double entrée où nous avons fait figurer en ordonnées, la variation annuelle moyenne des agglomérations (définition 1975) entre 1962 et 1968, et en abscisses, la variation annuelle moyenne de la période 1968-1975. Sur un premier graphique, nous avons représenté la situation des unités urbaines de plus de 5 000 habitants, sur un second, celle des unités urbaines de moins de 5 000 habitants.

1) Les enseignements des graphiques de dispersion.

1) 1. Les unités urbaines de moins de 5 000 habitants :

- Les unités urbaines de moins de 5 000 habitants dont la population a diminué entre 1968 et 1975 :

La majorité des unités urbaines de ce type appartiennent aux communes industrialisées du Cambrésis où prédomine généralement l'industrie textile. Dans la plupart d'entre-elles le déclin démographique a commencé entre 1962 et 1968, et souvent même antérieurement.

A Busigny, Avesnes-les-Aubert, Quiévy, Beauvois-en-Cambrésis, Iwuy (et on pourrait ajouter à ces communes une multitude de communes plus petites, encore classées comme rurales, mais aux caractéristiques voisines), le dépeuplement n'a jamais excédé en

moyenne 1 % par an depuis 1962. Il s'est amenuisé à Walincourt-Selvigny, tandis qu'il s'aggravait à Bertry et à Haveluy. A Haspres, Bousies, Viesly et Saint-Hilaire-lez-Cambrai, la variation avait été positive entre 1962 et 1968, mais elle est devenue ou redevenue négative pendant la dernière période intercensennale.

Un autre groupe est formé par les petites agglomérations de l'Avesnois où la variation de population est négative depuis 1962 à Sars-Poteries, Sains-du-Nord et Anor et depuis 1968 à Landrecies et Cousolre.

Puis un troisième groupe est formé par les unités urbaines de la plaine de la Scarpe : Marchiennes, et depuis 1968, Flines-les-Râches.

Viennent ensuite de petites unités urbaines isolées en zone rurale, dont le déclin démographique provient soit de difficultés de l'industrie locale comme à Frévent, soit d'un manque de dynamisme comme à Ardres ou Cassel.

- Les unités urbaines de moins de 5 000 habitants dont la variation de population est redevenue positive entre 1968 et 1975 :

Des redressements de ce genre sont extrêmement rares puisque deux unités urbaines seulement figurent dans cette catégorie : Sailly-sur-la-Lys où se manifestent les premiers signes de la "rurbanisation" et Fruges, petit chef-lieu de canton où se manifeste, comme dans quelques centres du même type, une précaire

Taux annuel moyen
des périodes

• Phalempin

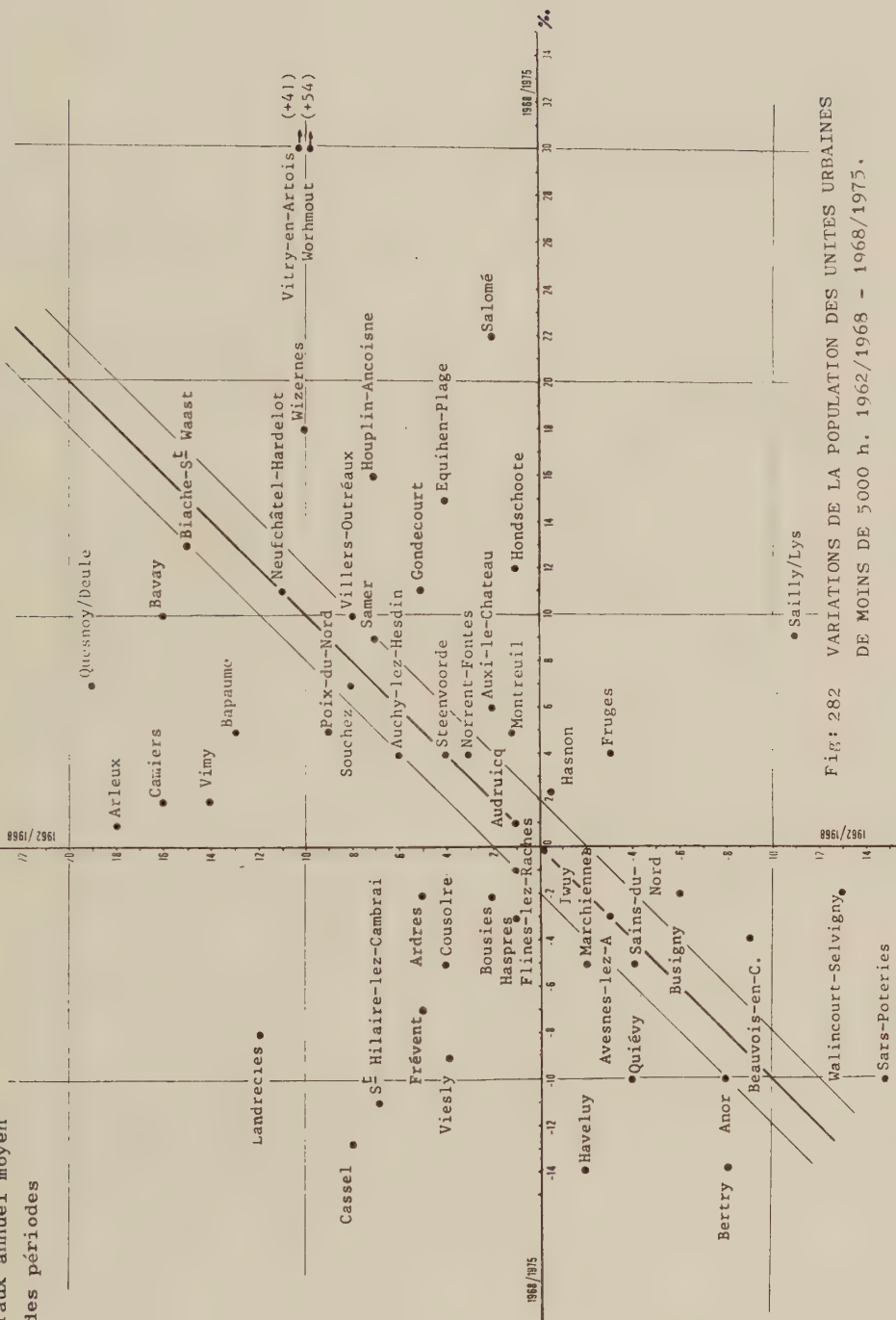


Fig: 282 VARIATIONS DE LA POPULATION DES UNITES URBAINES
DE MOINS DE 5000 h. 1962/1968 - 1968/1975.

reprise démographique.

- Les unités urbaines de moins de 5 000 habitants dont la variation de population a été positive entre 1962 et 1968 et entre 1968 et 1975 :

La majorité des petites unités urbaines appartiennent à ce type. On peut cependant opérer des distinctions parmi elles en tenant compte de l'intensité des variations pendant les deux périodes de référence.

Un premier groupe se caractérise par la modération de la croissance démographique des unités urbaines qui le composent. L'hétérogénéité de ces dernières est assez grande puisqu'on y trouve des petits centres ruraux traditionnels, des petits centres industriels isolés en campagne ou plus souvent établis en bordure de grandes zones industrielles. C'est ainsi que figurent dans ce groupe des petites agglomérations ou petites villes des vallées artésiennes (Auxi-le-Chateau, Montreuil, Auchy-les-Hesdin), et de la bordure artésienne du bassin minier (Souchez, Norrent-Fontes), de petites agglomérations proches des zones de croissance du littoral (Samer, Audruicq), enfin de petits centres industriels actifs, textiles (Poix-du-Nord et Villers-Outréaux) ou laitiers (ex : Steenvoorde). A Montreuil et Auxi-le-Chateau, l'accroissement démographique s'est renforcé au cours de la dernière période intercensennale, alors qu'il demeurerait constant dans la plupart des cas.

Un deuxième groupe a connu une croissance tout aussi modérée entre 1968 et 1975 (inférieure à 1 % par an), mais succédant à une

croissance plus élevée entre 1962 et 1968. On trouve dans ce groupe des petites villes et agglomérations de mêmes types que précédemment, sans localisation préférentielle : Arleux, Camiers, Vimy, Bapaume, Quesnoy-sur-Deule, Bavay.

Un troisième groupe comprend les unités urbaines dont la croissance démographique est très forte (+ de 1 % par an) depuis au moins 1962 : les petites agglomérations balnéaires d'Equihen-Plage et de Neufchâtel-Hardelot, l'agglomération industrielle de Biache-Saint-Vaast et la ville de Phalempin.

Enfin un quatrième groupe comprend les unités urbaines dont la croissance, modérée pendant la période 1962-1968, est devenue forte (+ de 1 % par an) entre 1968 et 1975. Certaines petites agglomérations et petites villes détiennent des taux records de croissance : Vitry-en-Artois (dont le développement est à mettre en relation avec celui de Biache-Saint-Vaast et de Corbehem : + 4,1 % par an) et Wormhoudt (5,4 % par an). Comme Wormhoudt, la plupart de ces petites villes et agglomérations en forte expansion démographique sont situées en bordure des zones de développement industriel récent : Salomé à proximité de la zone industrielle de Douvrin-La Bassée, Houplin-Ancoisne et Gondecourt à proximité de la zone industrielle de Seclin et de Lille, Hond-schoote à proximité de Dunkerque.

1) 2. Les unités urbaines de 5 000 à 20 000 habitants :

De 1962 à 1968, 4 unités urbaines seulement de ce groupe virent leurs effectifs de population décroître (Bray-Dunes, Hornaing, Caudry, Masnières), contre 10 entre 1968 et 1975. Cependant 24 d'entre-elles conservèrent leur croissance entre 1968 et

1975 (en l'amplifiant dans 13 cas) et 3 retrouvèrent une évolution démographique positive (Bray-Dunes, Masnières, Caudry).

- Les diminutions :

Les unités urbaines dont la population a déchu entre 1968 et 1975 appartiennent à des milieux géographiques apparemment fort divers. Cependant si on les rattache aux unités urbaines de moins de 5 000 habitants en déclin démographique, on retrouve les mêmes localisations privilégiées : les villes et petites agglomérations du Cambrésis (Solesmes, Le Cateau) et de l'Avesnois (Trélon), des villes et agglomérations industrielles en difficulté isolées en zone rurale ou en bordure de zones urbaines (Annoeulin et Orchies dans le Pévèle-Mélantois , Saint-Venant et Aire dans la partie occidentale de la plaine de la Lys, Watten en Flandre intérieure) et Wallers et Hornaing dans le Douaisis.

Toutes ces diminutions sont souvent modérées : inférieures à 1 % par an.

- Les augmentations :

Une première catégorie regroupe les unités urbaines dont la croissance est demeurée modeste de 1962 à 1975. Leur localisation rappelle une fois de plus les précédentes : villes et agglomérations disposées en chapelet dont les destins diffèrent légèrement d'un recensement à l'autre, mais dont aucune ne connaît une brillante expansion (dans la plaine de la Lys : Merville, Isbergues, Estaires; en Flandre intérieure : Bailleul et Hazebrouck, les deux principaux centres; dans le Cambrésis : Caudry, Masnières et

Taux annuel moyen des périodes

- U.U. de plus de 100 000 h. dont U.U. de Lille.
 U.U. de 50 000 à 100 000 h.
 U.U. de 20 000 à 50 000 h.
 U.U. de 10 000 à 20 000 h.
 U.U. de 5 000 à 10 000 h.

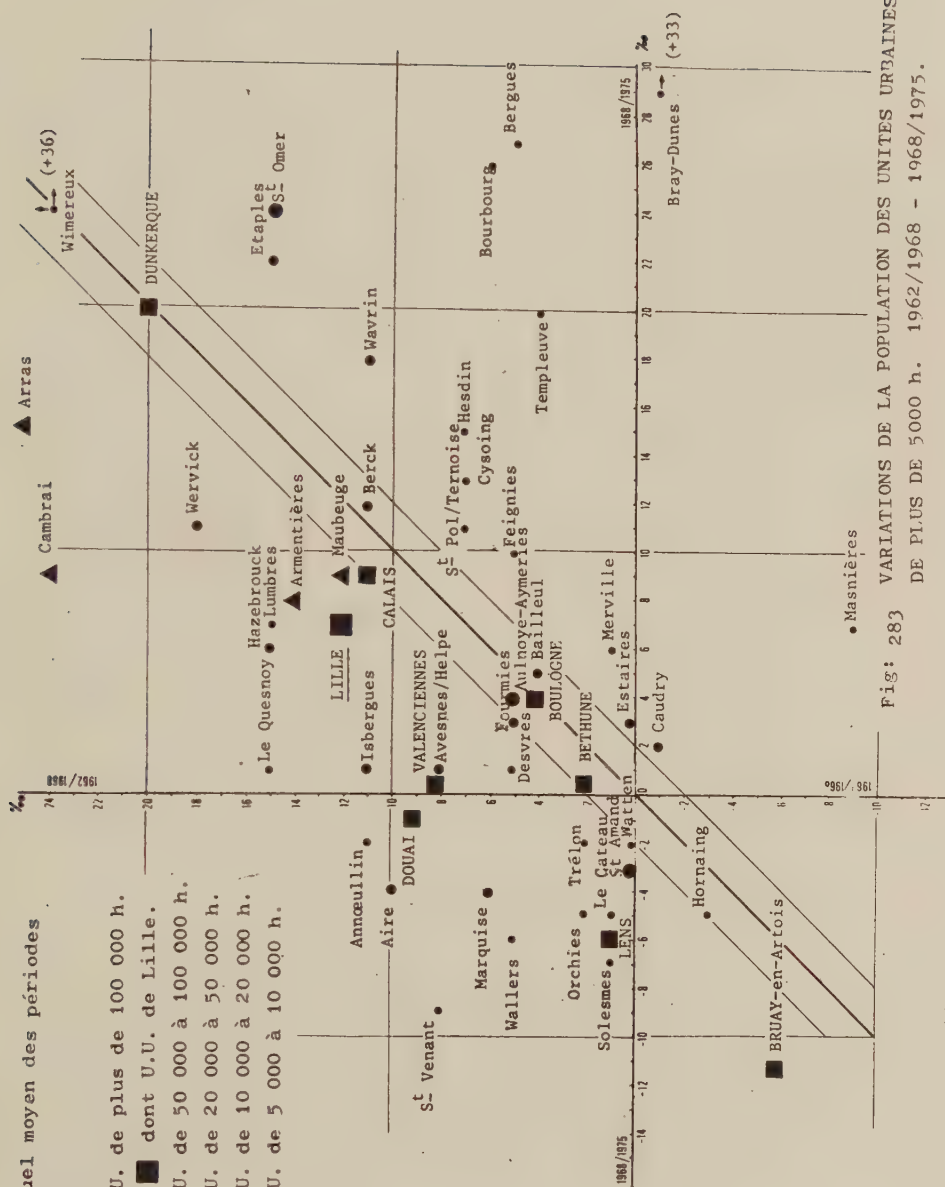


Fig: 283
VARIATIONS DE LA POPULATION DES UNITES URBAINES
DE PLUS DE 5 000 h. 1962/1968 - 1968/1975.

Feignies; dans l'Avesnois : Avesnes-sur-Helpe et Fourmies; et enfin dans l'Artois et le Boulonnais : Lumbres et Desvres). La croissance s'est légèrement accélérée à Estaires et à Merville où elle était quasi-nulle et elle est réapparue à Caudry, tandis qu'elle se ralentissait ailleurs.

La seconde catégorie réunit les unités urbaines dont la croissance est devenue ou demeurée forte. Il s'agit d'abord des petites unités urbaines du littoral : d'abord celles qui gravitent autour de Dunkerque et de Boulogne (dans le premier cas : Bray-Dunes avec + 3,2 % par an, Bourbourg et Bergues dont la croissance démographique dépasse 2 % par an depuis 1968 et dans le second cas : Wimereux avec constamment 3,6 % par an depuis 1962), ensuite des unités urbaines du Sud du littoral : Etaples, Le Touquet et Berck. Il s'agit ensuite des petites unités urbaines qui gravitent autour de Lille et bénéficient du mouvement récent de rejet de la population des grandes villes vers des centres périphériques plus petits : Cysoing, Templeuve, Wavrin. Il s'agit enfin des centres urbains les plus dynamiques de l'Artois : Saint-Pol-sur-Ternoise et Hesdin.

1) 3. Les unités urbaines de plus de 20 000 habitants :

En dehors de Dunkerque et de Saint-Omer, aucune de ces agglomérations n'est plus soumise à une forte expansion.

Dunkerque a conservé de 1962 à 1975 une même croissance intercensennale moyenne de 2 % par an, Cambrai et Arras, dont la croissance fut supérieure à celle de Dunkerque durant la période

1962-1968, s'accrurent moins vite que cette dernière entre 1968 et 1975 (respectivement + 0,9 % et + 1,5 % par an), tandis que Saint-Omer détenait le record de croît démographique relatif des moyennes et grandes agglomérations pendant cette période avec 2,4 % par an.

Lille, Armentières, Maubeuge, Calais conservaient une croissance de l'ordre de 0,6 à 0,9 % par an, nettement inférieure à celle de la période 1962-1968 qui dépassa 1 % par an.

Aulnoy et Boulogne progressaient modestement de 0,4 % à 0,5 % par an pendant les deux périodes de référence.

Dans le pays minier par contre, le déclin est manifeste. Dans l'unité urbaine de Bruay-en-Artois, qui avait perdu 0,6 % de sa population par an en moyenne pendant la période 1962-1968, la décroissance s'est accentuée avec une variation de - 1,2 % par an pendant la période 1968-1975.

Dans les autres agglomérations minières, la situation s'est rapidement dégradée. L'unité urbaine de Lens, comme celle de Béthune n'avaient enregistré que de très modestes augmentations de population entre 1962 et 1968, mais celles de Douai et de Valenciennes avaient enregistré des augmentations plus conséquentes de 0,9 et 0,8 % par an. Entre 1968 et 1975, aucune de ces agglomérations n'a vu sa population s'accroître. Les effectifs ont stagné dans les unités urbaines de Valenciennes et de Béthune, ils ont très légèrement diminué dans celle de Douai et beaucoup plus fortement diminué (- 0,6 % par an) dans celle de Lens.

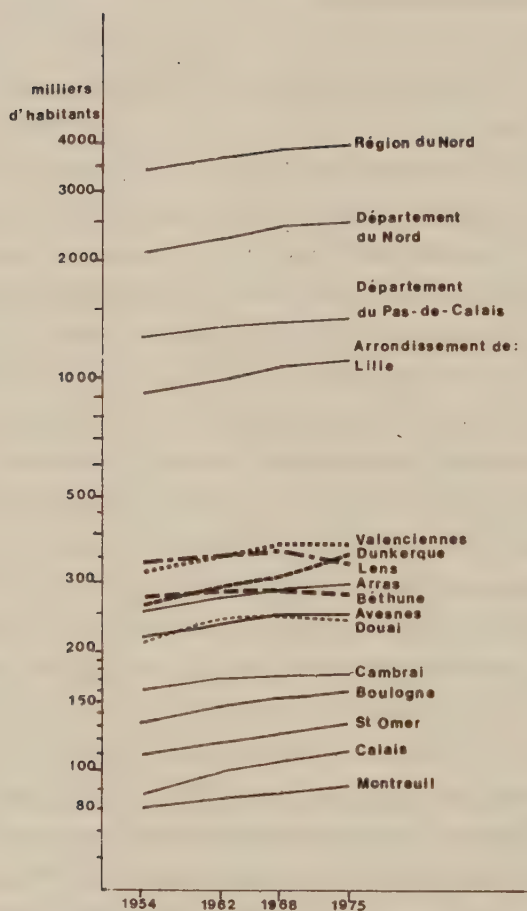


FIG. 284 : EVOLUTION DE LA POPULATION DES DEPARTEMENTS ET DES ARRONDISSEMENTS, Région du Nord, 1954-1975.

2) Conclusion de l'étude statistique :

Cette étude statistique a présenté un double intérêt. D'une part, elle a permis d'isoler les phénomènes de croissance ou de décroissance de leur contexte géographique et a permis d'opérer des regroupements intéressants entre des unités urbaines fortement dispersées géographiquement. D'autre part, elle a mis en évidence le fait qu'on ne pouvait ignorer le contexte géographique puisque l'analyse rassemblait très fréquemment dans de mêmes types les unités urbaines appartenant au même milieu géographique. Ce n'est donc que par une étude géographique que l'on peut connaître finement les résultats des dénombrements.

III - La répartition géographique des variations de population.

a) Le bouleversement des schémas :

L'évolution démographique au cours des deux dernières décennies n'a pas encore modifié en profondeur la vieille trame du peuplement héritée des Temps Modernes et de la Révolution industrielle.

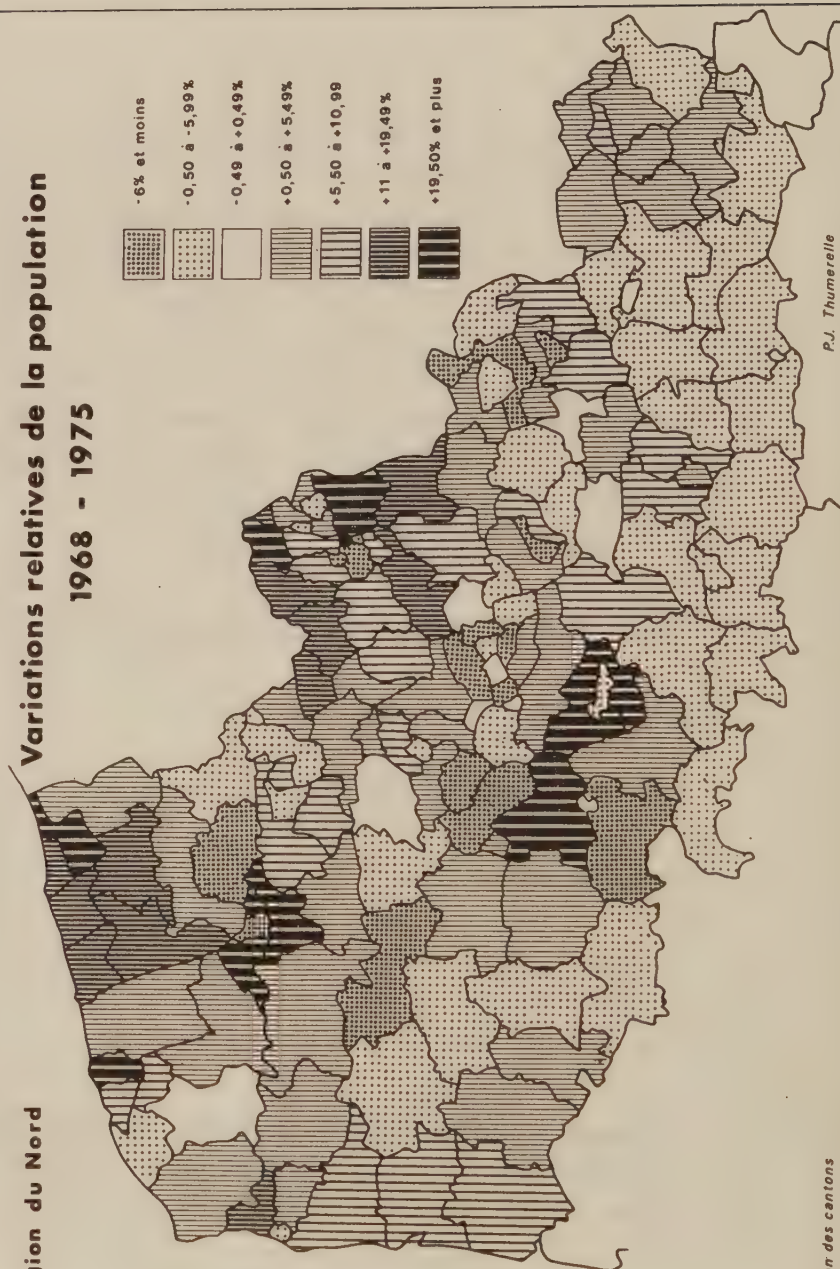
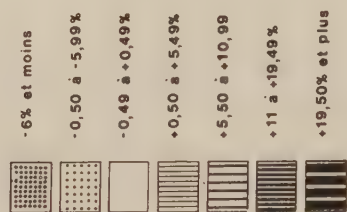
Cependant dans de nombreux secteurs les tendances récentes de l'évolution contredisent une évolution séculaire et laissent entrevoir la possibilité de modifications importantes.

1) Les deux visages contradictoires de l'évolution récente.

Dans l'état actuel des choses, on peut avant tout constater la superposition de deux schémas d'évolution, à priori contra-

Région du Nord

Variations relatives de la population 1968 - 1975



Echelon des cantons

P.J. Thumerelle

dictoires.

Le premier schéma repose sur la traditionnelle opposition entre le déclin démographique des campagnes et l'expansion démographique des zones urbanisées. En gros il s'applique toujours à la région du Nord. Non seulement les zones rurales profondes, c'est à dire très peu industrialisées et éloignées des zones de peuplement industriel et urbain, continuent à se dépeupler sous l'effet de l'exode rural, mais dans plusieurs cas elles se dépeuplent plus rapidement que dans les périodes antérieures. Ce vieux cliché peut être appliqué à la majeure partie de l'Artois, de l'Avesnois et à une grande partie des campagnes de Flandre. Parallèlement l'essentiel de la croissance démographique récente n'a profité qu'aux zones urbaines. En valeur absolue la majeure partie de l'augmentation de la population a été absorbée par les agglomérations de Lille, de Dunkerque, de Saint-Omer-Arques, d'Arras et de Maubeuge.

Mais à ce schéma classique, se superpose aujourd'hui dans la région du Nord un autre schéma tout à fait nouveau. Pendant la période récente, les zones rurales ne sont plus celles qui, en valeur absolue du moins, ont subi les plus fortes réductions de leur population. Dans de vastes zones urbanisées on a enregistré une diminution considérable du nombre des habitants : dans le pays minier d'abord, mais aussi dans certaines parties de la vallée de la Sambre. Parallèlement on assiste à des accroissements très nets du nombre des habitants dans des secteurs ruraux, pas seulement en zone périurbaine où ils ne traduisent que l'amplification des au-

réoles de croissance des villes, mais également dans des zones spécifiquement rurales où la reprise de croissance s'accompagne de modifications profondes des rapports ville-campagne.

2) La micropolarisation.

Traditionnellement de vastes zones en croissance démographique se opposaient à d'autres zones en récession. Aujourd'hui la réalité est beaucoup plus subtile. Prenons quelques exemples :

- D'abord celui du pays minier : Dans l'ensemble du pays minier on assiste à un reflux démographique plus net au centre et à l'ouest du bassin qu'à l'est, plus tardivement atteint par les difficultés économiques. Cependant dans le détail, à l'intérieur du bassin des zones, en pleine expansion (par exemple le secteur de Douvrin-La Bassée, le secteur de La Buissière, la banlieue Sud de Valenciennes) s'opposent à des secteurs en proie à une diminution rapide et continue de leurs effectifs de population. Sous l'effet de la politique de reconversion et de la meilleure résistance des vieux pôles urbains (Douai et Valenciennes) à la crise charbonnière, on assiste ainsi à une redistribution et une concentration de la population du pays minier jusqu'ici fortement étalée.

- Ensuite celui de la Flandre intérieure où il faut distinguer, aux deux extrémités, la zone sublittorale et la zone proche d'Armentières où on assiste à une réanimation des campagnes situées aux marges des mondes urbains par le développement de la fonction de résidence, et au centre une zone à dominante rurale où s'opposent

sent des petits pôles de développement comme Wormhoudt, Steenvoorde, Renescure et des communes en dépeuplement, communes rurales mais aussi urbaines comme Cassel ou Ardres.

- Enfin celui de l'Artois occidental où l'évolution démographique, devenue de plus en plus complexe, juxtapose dans les mêmes vallées des communes rurales et des petits centres ruraux qui se dépeuplent et d'autres petites villes et d'autres communes rurales qui sont en pleine croissance (Hesdin, Saint-Pol-sur-Ternoise).

La multiplication des petits pôles de croissance et le renversement des vieilles tendances d'évolution rendent difficile la réalisation d'un tableau d'ensemble des variations de population au cours des vingt dernières années. En nous aidant de plusieurs cartes : cartes des tendances de l'évolution, cartes des variations de population en valeur absolue et en valeur relative, cartes des diminutions et des augmentations, nous avons essayé de dresser un tableau significatif de ces changements et des tendances actuelles d'évolution, tableau d'ensemble puisque l'évolution détaillée sur le plan sectoriel a déjà été étudiée dans le chapitre précédent et sera de nouveau évoquée, dans un contexte différent, à la fin de cet ouvrage.

b) Les secteurs dont la population diminue.

1) La poursuite du dépeuplement des campagnes.

Dans la majorité des communes des zones à dominante rurale (en particulier celles dont les activités sont en majeure partie

agricoles), la population continue à diminuer. La situation présente ne fait que traduire la pérennisation d'un phénomène ancien de dépeuplement lié à l'exode rural et plus récemment à l'apparition d'une véritable dépopulation (solde du mouvement naturel négatif) mais encore très limitée en intensité et en étendue. Il s'inscrit à la suite du dépeuplement qui (cf. chapitre précédent) sévit depuis un siècle ou plus dans la majorité des communes rurales du Nord et du Pas-de-Calais.

N'échappent à cette évolution que des secteurs ruraux limités en étendue : la basse vallée de la Canche entre Hesdin et la mer, l'auréole d'expansion de l'agglomération d'Arras, le secteur compris entre Arras et le bassin minier, quelques communes artésiennes bordières du bassin minier dans les secteurs de Vitry-en-Artois et d'Houdain, les secteurs de la moyenne vallée de l'Aa et de Norrent-Fontes, les lisières péri-urbaines des agglomérations flamandes, la haute vallée de l'Escaut et des communes semi-rurales englobées dans des petites agglomérations isolées au milieu des campagnes comme Saint-Pol-sur-Ternoise, Auxi-le-Chateau ou Avesnes-sur-Helpe.

Hors de ces quelques secteurs où la population a augmenté, dans la grande majorité des communes rurales, la population recensée en 1975 est inférieure à celle recensée en 1954.

- La mesure du dépeuplement rural :

Dans l'arrondissement d'Arras, 283 communes (71 %) ont subi une diminution du nombre de leurs habitants entre 1954 et 1975.

Dans certains cantons de l'arrondissement le déclin a encore été plus marqué : 94 % des communes du canton d'Heuchin, 85 % des communes du canton d'Auxi-le-Chateau, 90 % des communes du canton d'Avesnes-le-Comte, 83 % des communes du canton de Saint-Pol-sur-Ternoise et 100 % des communes du canton de Bertincourt possédaient en 1975 une population moins nombreuse qu'en 1954, et entre 1968 et 1975, l'arrêt du dépeuplement rural n'a affecté qu'un nombre restreint de communes puisque 77 % des communes du canton d'Aubigny-en-Artois, 90 % des communes du canton d'Avesnes-le-Comte, 90% des communes des cantons d'Auxi-le-Chateau et Bapaume, 85 % des communes du canton de Croisilles, 94 % des communes du canton d'Heuchin et la grande majorité des communes des autres cantons à dominante rurale ont continué à se dépeupler entre 1968 et 1975.

Dans les arrondissements de Saint-Omer, de Boulogne-sur-Mer, de Montreuil, de Cambrai, d'Avesnes-sur-Helpe, dans un grand nombre de cantons de l'arrondissement de Dunkerque, la situation est analogue (dans le canton de Campagne-les-Hesdin, 74 % des communes se sont dépeuplées entre 1968 et 1975, dans le canton d'Etaples 81 %, dans le canton de Fruges 76 %, dans le canton d'Hucqueliers 79 %, dans le canton de Fauquembergues 100 %, dans le canton de Lumbres, dans le canton de Norrent-Fontes et dans l'ensemble de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe 70 % ; dans l'ensemble de l'arrondissement de Cambrai 78 %, dont 100 % dans le canton de Carnières, 94 % dans celui du Cateau, 82 % dans le canton de Solesmes et 71 % dans le canton de Marcoing ; enfin dans le canton de Cassel 91 %, dans le canton de Wormhout 70 %, et dans celui de Steenvoor-

de 78 %). A quelques exceptions près, il s'agit essentiellement de communes rurales.

Le dépeuplement a pris dans certains cantons de fortes proportions, en particulier dans le sud du Ternois où plus de 26 communes ont perdu au moins le tiers de leur population depuis 1954. Mais en règle générale la dépopulation a été plus modérée. Elle demeure relativement modeste, même à l'échelon cantonal, mais il est vrai que dans la région du Nord peu de cantons sont exclusivement ruraux.

- La répartition du dépeuplement rural :

La carte des variations de population entre 1954 et 1975 est très significative à cet égard.

Les pays ruraux du sud de la région constituent une zone presque continue de dépeuplement.

Dans l'Avesnois entre la vallée de la Sambre et les limites orientale et méridionale du département du Nord (à l'exception de l'agglomération de Fourmies-Wignehies et d'un ensemble de communes s'étendant d'Avesnes-sur-Helpe à Solre-le-Chateau et comprenant Felleries et Sains-du-Nord), la population a diminué entre 1954 et 1968. Localement, entre Solre-le-Chateau et l'agglomération de Maubeuge, et à l'est de Trélon, les diminutions ont même parfois été très fortes, excédant 20 et même 30 %. La période récente n'a pas apporté d'amélioration ; si les communes dont la population est en diminution constante depuis 1954 sont peu nombreuses, la majorité d'entre-elles connaissent un dépeuplement depuis 1962. Durant la période 1968-1975, la régression des effec-

tifs de population a affecté les communes rurales de la région de Maubeuge et de Fourmies jusque là relativement épargnées.

Une vaste zone de dépeuplement s'étend entre la vallée de l'Escaut à l'Ouest, le pays minier au Nord et la vallée de la Sambre à l'Est, couvrant le Cambrésis oriental et le Hainaut rural. Pratiquement partout la population y est moins nombreuse en 1975 qu'en 1954. A l'ouest et à l'est de cette zone, la diminution est quasi permanente depuis 1954, elle s'est fortement généralisée depuis 1962 et bien rares sont les communes aussi bien rurales qu'urbaines qui y échappent depuis 1968.

Cette zone de dépeuplement se prolonge à l'ouest de la haute vallée de l'Escaut dont le dépeuplement a repris partiellement depuis 1968, sur l'Artois oriental et le seuil de Bapaume, au sud de la zone industrielle de Vitry-en-Artois-Biache-Saint-Vaast et de l'agglomération d'Arras. Modérée dans l'Artois oriental, la diminution de population sévit avec beaucoup plus d'intensité sur le seuil de Bapaume où elle est permanente depuis 1954 dans un grand nombre de communes et s'est généralisée depuis 1968, après une période de ralentissement du déclin démographique.

L'Artois occidental (Ternois, Haut-pays d'Artois, Haut-Boulonnais, partie artésienne du pays de Montreuil) apparaît comme la zone de dépeuplement la plus vaste et la plus compacte. C'est la zone où les plus fortes diminutions de population ont été enregistrées dans les vingt dernières années, c'est la zone où le nombre des communes en dépeuplement permanent depuis 1954 est le

plus élevé. Dans le Ternois, les secteurs dont la population n'a pas diminué depuis cette date ou dont la croissance a repris plus récemment sont très rares : communes rurales limitrophes de l'agglomération de Saint-Pol-sur-Ternoise, quelques communes du rebord du synclinal houiller de Houdain, Nuncq-Hautecôte proche de la petite ville de Frévent et quelques communes limitrophes de l'agglomération d'Arras. Ailleurs, les quelques communes dont la population avait cessé de décroître au lendemain de la guerre sont de nouveau menacées par le dépeuplement qui s'est généralisé.

Géographiquement et démographiquement cette zone du Ternois se prolonge au sud de la basse vallée de la Canche et au nord de celle-ci jusqu'aux confins de la Flandre et du Calaisis. Mais la diminution de population, quoique généralement continue depuis 1954 sur la majeure partie du Haut-pays, y a sévi avec moins de vigueur que dans le Ternois. Depuis 1968 on assiste sur les marges du Haut-pays (plus qu'à l'intérieur de celui-ci où il n'y eut de reprise démographique qu'à Fruges et dans les communes limitrophes) à une évolution double. D'une part la zone de dépeuplement s'est étendue vers le Nord en direction du Guinois et sur le pays d'Aire, vers l'Ouest sur les hauteurs du pays Montreuil et sur le bas-Boulonnais et vers le Sud sur les rebords de la vallée de la Canche où se dessinent depuis 1968 des évolutions contradictoires, les variations devenant positives dans des communes où jusque là elles avaient été négatives et devenant négatives dans des communes où elles avaient été positives entre 1954 et 1968 ou entre 1962 et 1968. Ces reprises de croissance sont im-

putables à l'expansion de l'agglomération d'Hesdin et au développement du tourisme rural. La même évolution contradictoire se dessine sur le Bas-Boulonnais et au sud de Saint-Omer où, à côté de l'extension générale des diminutions de population rurale, se manifestent des reprises de croissance dans certains secteurs privilégiés que leur cadre naturel fait rechercher comme sites de résidence de personnes travaillant à Desvres, Boulogne, Marquise, Arques, Wizernes ou Saint-Omer.

Les autres foyers de dépeuplement rural sont limités en extension.

Il s'agit d'abord des communes rurales de la Flandre intérieure. Bien que le dépeuplement y fut toujours modéré, la population en 1975 y est presque partout inférieure à ses effectifs de 1954. Mais l'évolution depuis cette date y oppose des secteurs en déclin démographique permanent (communes situées entre Audruicq et Wormhoudt et entre Wormhoudt et Steenvoorde, secteur de Cassel, communes situées entre la plaine de la Lys et Bailleul) et des secteurs dont la décroissance démographique a cessé récemment, sans doute durablement, en bordure de la plaine maritime où se produit un phénomène de rurbanisation sous l'influence de Dunkerque et le long des axes routiers Lille-Dunkerque (nationales 16 et 42, sorties de l'autoroute A 25). Mais il est rare que la reprise de croissance ait été suffisante pour qu'on y retrouve les effectifs du maximum de population du XIX^e siècle.

Il s'agit ensuite du sud du Pévèle et de la plaine de la Scar-

pe entre Douai et Saint-Amand-les-Eaux, secteur où la population de 1975 est également inférieure à celle de 1954. L'évolution ici aussi est double : au Nord à proximité de Pont-à-Marcq, la diminution de population a cessé depuis 1968, tandis qu'au Sud elle se généralisait, renforçant l'affaiblissement des densités entre l'agglomération lilloise et sa zone périurbaine, et la partie orientale du bassin minier.

Enfin une troisième zone, d'extension moindre (s'étendant sur le sud du pays de Weppes et la partie centrale de la plaine de la Lys), sépare la partie occidentale du bassin minier et l'agglomération de Lille.

2) Le dépeuplement du pays minier :

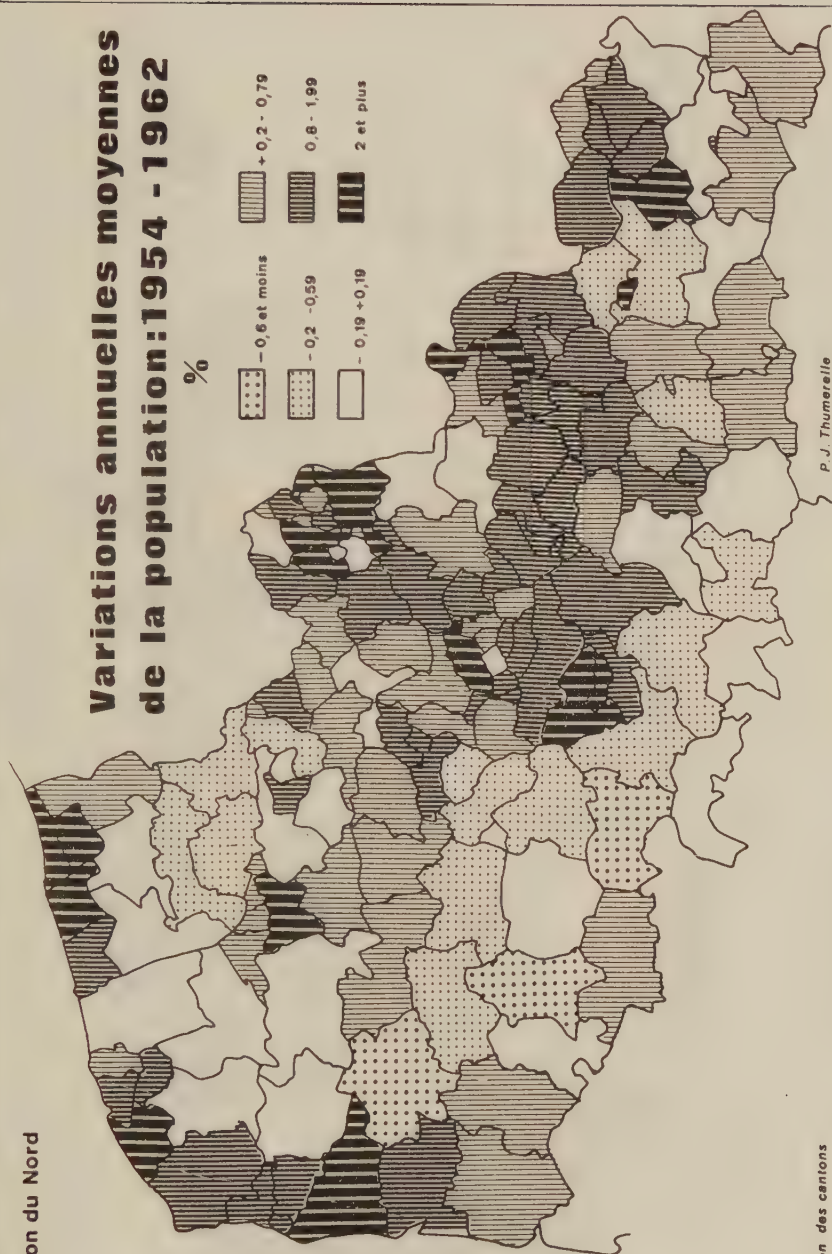
Le pays minier est la grande victime de l'émigration. Au recensement de 1962, seule la partie Ouest du bassin houiller, autour de Bruay-en-Artois-Auchel, avait subi une perte de population depuis le recensement précédent. Au recensement de 1968, non seulement le phénomène de récession avait envahi tout l'Ouest, mais il avait gagné le centre du bassin autour de Lens et menaçait l'Est autour de Valenciennes (Raismes-Condé-sur-Escaut). Au dernier recensement, pratiquement tout le bassin subit le contre-coup du ralentissement de l'activité des charbonnages.

L'Ouest et la zone de Lens demeurent néanmoins les secteurs les plus touchés. L'hémorragie qui avait frappé l'Ouest du bassin avant 1968 s'est considérablement aggravée entre 1968 et 1975. Le canton d'Houdain a perdu 5 873 habitants, soit 12,6 % de sa population, et celui de Bruay-en-Artois 4 462, soit 8,6 % de sa popu-

Région du Nord

Variations annuelles moyennes de la population:1954 - 1962

%



Echelon des cantons

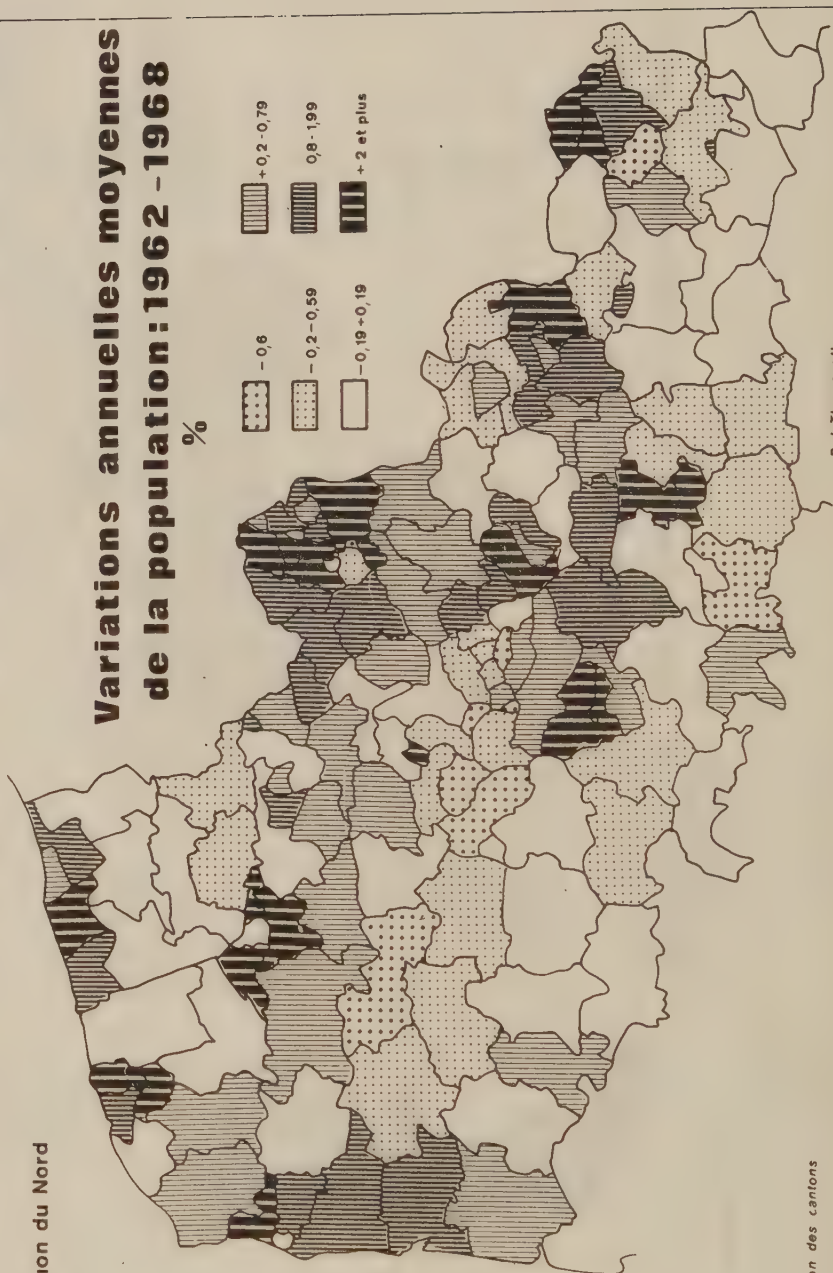
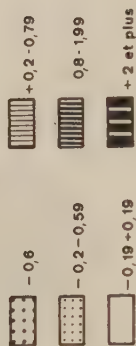
P. J. Thumerelle

FIG. 286.

Région du Nord

Variations annuelles moyennes de la population: 1962 - 1968

%



Echelon des cantons

P. J. Thumerelle

Région du Nord

Variations annuelles moyennes de la population: 1968-1975

%



P. J. Thumerelle

Echelon des cantons

FIG. 288.

lation. Certaines communes particulièrement touchées (Marles-les-Mines, Divion, Calonne-Ricouart, Bruay-en-Artois, Barlin - cf. tableau) ont perdu plus de 25 % de leur population entre 1954 et 1975 dont plus de 20 % rien qu'entre 1968 et 1975.

Autour de Béthune la situation est demeurée plus favorable. Si la ville même de Béthune (en dépit de l'achèvement du peuplement de son énorme Z.U.P.) a conservé de justesse la même population qu'en 1968, ses communes périphériques ont connu une légère augmentation de population ou des pertes peu importantes, l'excédent naturel compensant le déficit migratoire.

Mais autour de Lens, celui-ci a été trop profond entre 1968 et 1975 pour pouvoir être encore compensé par l'excédent naturel. Les villes de Lens et de Liévin ont perdu respectivement 4 % et 7,8 % de leur population sans que cela soit compensé, comme autour des autres grands centres de la région, par une croissance des communes périphériques. Au contraire toutes les communes minières qui forment l'agglomération de Lens ont perdu au moins 4 % de leurs effectifs de population, certaines plus de 10 %.

Entre Lens et Douai, le secteur d'Hénin-Beaumont-Oignies qui connut encore une légère progression de ses effectifs entre 1962 et 1968, a enregistré à son tour une diminution de sa population à laquelle n'échappe que la commune de Courrières.

Seul un petit secteur au sud de Lens (Avion, Drocourt, Méricourt) où le solde migratoire négatif n'annihile pas encore l'excédent naturel, a vu sa population progresser.

L'Est du bassin connaît une évolution plus nuancée que l'Ouest et le centre. La présence de centres urbains aux activités diversifiées et la présence de la métallurgie lourde ont favorisé le maintien d'auréoles de croissance autour de Valenciennes et Douai, tandis que le reste du bassin, qui commençait déjà à ressentir les effets d'une forte émigration entre 1962 et 1968, a vu sa situation démographique se dégrader plus récemment.

Autour de Douai, Sin-le-Noble, Cuincy, Courchelettes, Dechy, Lambres-les-Douai, Raimbeaucourt, ont absorbé la croissance démographique de l'agglomération qui s'est accentuée pendant la période 1968-1975, mais au-delà de cette zone en expansion, le dépeuplement s'est généralisé. Positive entre 1954 et 1968, la variation de population est devenue négative à Waziers, Pecquencourt, Auby, Lallaing et Ostricourt.

La même situation s'est généralisée dans le secteur de Somain-Aniche et dans le secteur de Denain-Trith-Saint-Léger où la population n'a augmenté qu'à Douchy-les-Mines. Elle s'est encore dégradée au Nord de Valenciennes où la variation de population était déjà négative entre 1962 et 1968, à Raismes, Anzin, Vieux-Condé, Bruay-sur-Escout et dans l'agglomération de Saint-Amand-les-Eaux à la périphérie du bassin minier.

Cependant au Sud de Valenciennes quelques communes ont accueilli toute la croissance de l'agglomération : Marly dont la croissance s'est cependant ralentie depuis 1962, et Aulnoy.

Quant-aux deux villes principales, Douai et Valenciennes, leur comportement démographique s'apparente à celui des autres grandes villes de la région, leur population diminue tandis que

celle de leur banlieue s'accroît, en grande partie d'ailleurs parce qu'elle accueille la population transfuge des centres-villes.

Le bilan démographique du bassin minier entre 1968 et 1975 est nettement négatif : - 28 000 habitants environ (- 2,5 %), c'est à dire bien plus que la diminution de la population rurale en valeur absolue et en valeur relative. Une véritable hémorragie vide le pays minier de sa population jeune et active, puisque la forte natalité de cette région ne peut plus compenser un déficit migratoire qui s'est élevé à quelques 90 000 personnes (- 7 %) entre 1968 et 1975.

3) Les autres formes du dépeuplement urbain :

Trois autres formes de dépeuplement urbain se manifestent dans la région du Nord.

3) 1. D'abord le dépeuplement de petits centres ou de petites villes industrielles isolés dans la campagne dont l'évolution démographique dépend étroitement du dynamisme des industries implantées ou du rayonnement du centre lui-même et du dynamisme de la petite région sur laquelle il rayonne. En règle générale, le dépeuplement de ces petits centres ne s'est pas poursuivi de manière continue depuis 1954, mais des phases de variations négatives et de variations positives se sont succédées. Les communes et petites agglomérations qui appartiennent à ce type d'évolution, très dispersées géographiquement, sont juxtaposées à d'autres communes et agglomérations aux activités parfois voisines, mais qui, elles, ont connu des variations positives. En fait chacune

représente un cas particulier. Il n'y a pas de schéma typique de l'évolution démographique des petites villes.

Frévent, Ardres, Cassel, Marchiennes, Sains-du-Nord, Landrecies, Cousolre, Sars-Poteries, Bergues, Laventie etc..., bien que très différentes quant-à leurs fonctions et à leur rayonnement, ont subi les mêmes diminutions de population.

3) 2. Ensuite le dépeuplement de l'ensemble des petites villes ou agglomérations d'un même secteur :

Ce type est caractéristique du Cambrésis (et secondairement du Sud-Est de l'Avesnois). Toutes les petites villes (en fait souvent de simples gros villages urbanisés) du Cambrésis appartiennent à ce type. Nous nous sommes longuement arrêtés sur ces villes dans le chapitre précédent et nous nous bornerons donc à rappeler le caractère quasi-permanent des diminutions de population dans ce secteur. Les rares variations positives enregistrées dans ce secteur avant 1968 ont presque toutes été annihilées par la reprise des diminutions entre 1968 et 1975 (sauf à Caudry et Villers-Outréaux).

3) 3. Enfin le dépeuplement des "villes-centres" des grosses agglomérations :

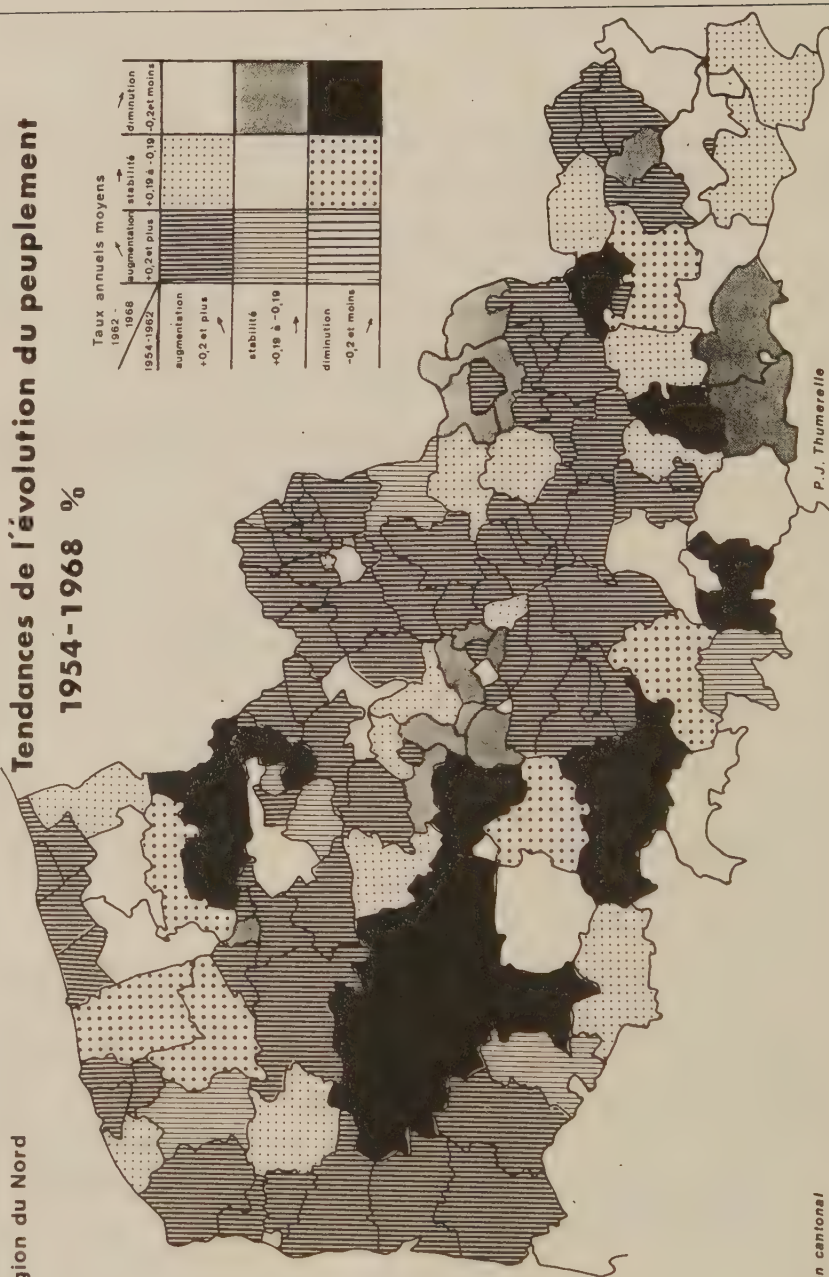
Nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer ce type de dépeuplement à propos de Douai et de Valenciennes.

C'est un phénomène qui était apparu anciennement à Lille, puis à Roubaix, mais qui ne s'est manifesté que récemment dans les autres villes de la région du Nord.

Région du Nord

Tendances de l'évolution du peuplement 1954-1968 %

Taux annuels moyens			
1954-1962	1962-1968	1954-1962	1962-1968
augmentation +0,2 et plus	augmentation +0,2 et plus	augmentation +0,2 et plus	augmentation +0,2 et plus
stabilité -0,19 à -0,19	stabilité -0,19 à -0,19	stabilité -0,19 à -0,19	stabilité -0,19 à -0,19
diminution -0,2 et moins	diminution -0,2 et moins	diminution -0,2 et moins	diminution -0,2 et moins



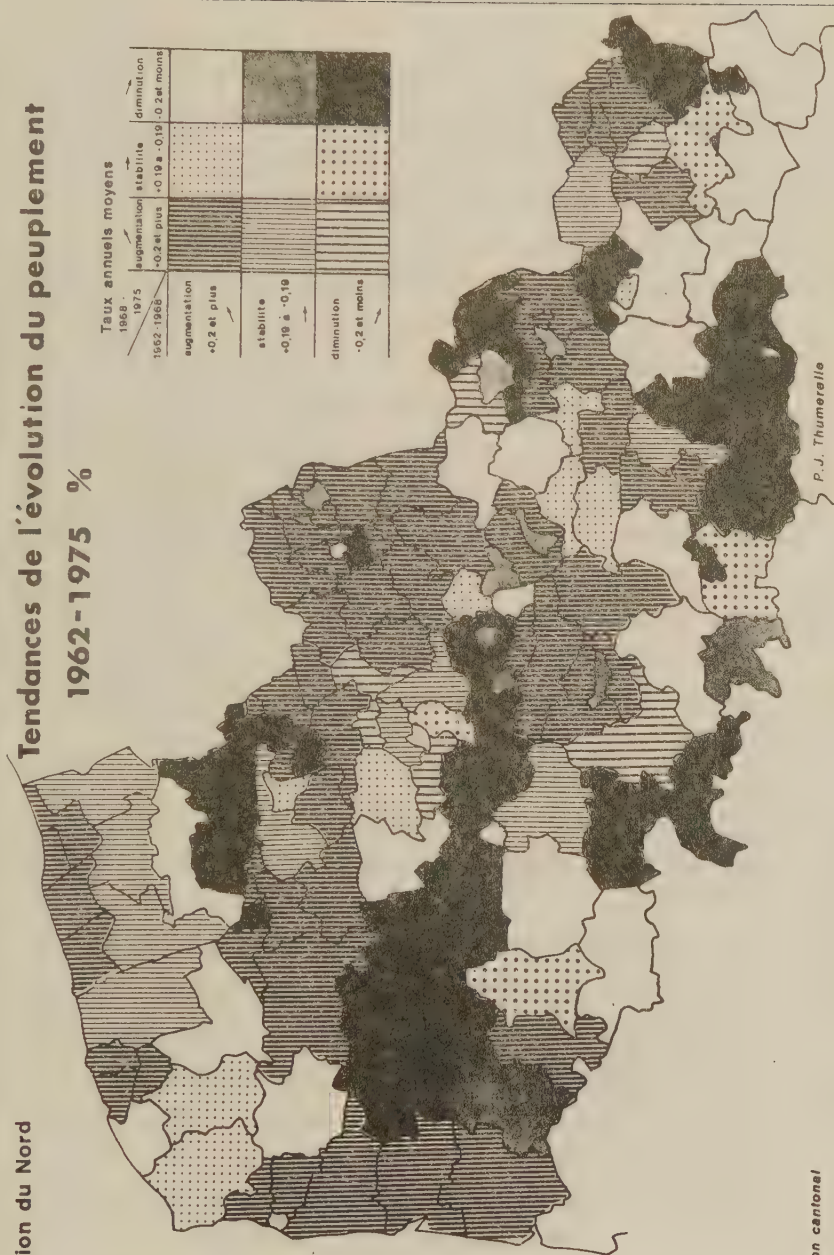
Echelon cantonal

P. J. Thumerelle

Région du Nord

Tendances de l'évolution du peuplement 1962-1975 %

Taux annuels moyens	
1968 - 1975	1962 - 1968
augmentation +0.2 et plus	augmentation +0.2 et plus
stabilité +0.19 à -0.19	stabilité +0.19 à -0.19
diminution -0.2 et moins	diminution -0.2 et moins



Echelon cantonal

P.-J. Thumerelle

FIG. 290.

Depuis 1962 la ville de Lille subit des pertes de population. Mais celles-ci (- 0,2 % par an entre 1962 et 1968) se sont fortement aggravées (- 1,4 % par an entre 1968 et 1975) et la population de Lille a ainsi été diminuée de 20 830 habitants depuis 1962 (- 10,8 %). Les communes de vieille banlieue, La Madeleine et Hellemmes présentent également depuis 1962 les mêmes phénomènes de saturation. La croissance s'est déplacée à leur périphérie.

La ville de Roubaix ne se dépeuple à nouveau que depuis 1968. Comme à Lille ce mouvement de dépeuplement d'une ville-centre d'agglomération s'est accompagné de celui de la vieille banlieue de Croix. Le dépeuplement de Roubaix diffère cependant de celui de Lille car si dans le premier cas on assiste à un transfert de la fonction de résidence à l'extérieur de la ville au profit du développement des fonctions de services et de commerces, il n'en est pas de même à Roubaix où le déclin démographique a suivi la crise de l'emploi industriel.

Dunkerque n'a échappé à ce phénomène qu'en se rattachant les communes de proche banlieue (Grande-Synthe, Malo-les-Bains, Rosendael), et Calais, Tourcoing et Maubeuge n'y ont échappé que grâce à leur vaste superficie qui permet encore l'implantation de grands ensembles résidentiels sur leur territoire communal. Boulogne ainsi que Saint-Omer étaient déjà menacées par ce phénomène de décroissance démographique du centre au profit de la périphérie dès la période intercensennale 1962-1968.

Dans les agglomérations plus petites où entre 1962 et 1968 la croissance démographique s'était encore réalisée tout autant à l'intérieur des communes-mères des agglomérations qu'à leur péri-

phérie, la croissance entre 1968 et 1975 n'a plus été que le fait d'aureoles enserrant les centres des agglomérations dont la population stagne (Cambrai, Bailleul) ou diminue (Hazebrouck, Arras, Saint-Omer, Douai, Valenciennes, Armentières).

La généralisation de ce phénomène est révélatrice du franchissement d'un nouveau seuil dans le degré d'urbanisation de la région.

c) Les secteurs dont la population augmente :

1) La métropole lilloise : ralentissement de la croissance.

Premier pôle de croissance de la région du Nord depuis la dernière guerre, la métropole régionale n'a plus été, entre 1968 et 1975, aussi attractive que pendant les périodes intercensuelles précédentes.

Entre 1954 et 1962 (dans les limites de l'unité urbaine de Lille, définition 1968), l'agglomération de Lille-Roubaix-Tourcoing avait absorbé 61 000 habitants supplémentaires, entre 1962 et 1968, 60 500 et entre 1968 et 1975, 41 000 ; soit en rythme annuel de croissance, respectivement pour chaque période intercensuelle : + 1 %, + 1,2 %, + 0,7 %.

Entre 1968 et 1975, la croissance de l'agglomération, fortement ralentie, est devenue inférieure au seul croît naturel. Les difficultés économiques, particulièrement vives à Roubaix, ont freiné la croissance démographique de l'agglomération et ont provoqué le déficit migratoire.

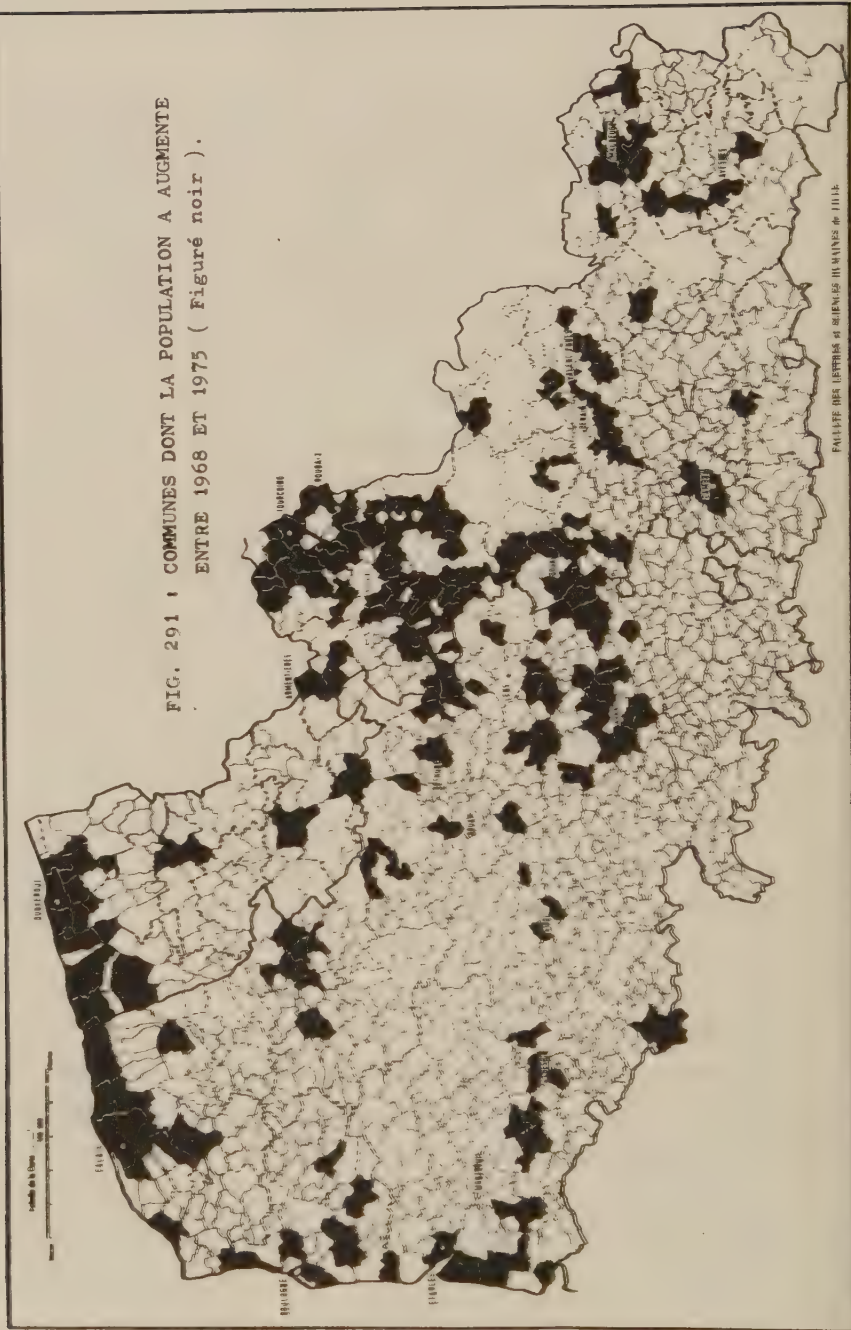


FIG. 291 : COMMUNES DONT LA POPULATION A AUGMENTE ENTRE 1968 ET 1975 (Figuré noir).

Enfin la répartition de la croissance s'est modifiée en se concentrant de plus en plus sur quelques communes.

1) 1. La répartition de la croissance :

- Entre 1954 et 1962 :

Pendant cette période, la population a augmenté dans la quasi totalité des communes constituant l'agglomération.

Seules quelques petites communes semi-rurales ou encore rurales situées à la périphérie de la zone urbaine (dont certaines sont demeurées aujourd'hui encore marginales dans l'agglomération et que l'INSEE a intégrées assez abusivement dans l'unité urbaine de Lille) avaient eu à supporter des diminutions de population, diminutions bien modestes puisque l'ensemble de ces communes en déclin démographique ne perdit que 1 033 habitants tandis que l'ensemble des communes en expansion en gagnait 60 400.

Cet excédent fut beaucoup plus régulièrement réparti sur l'ensemble du territoire de l'agglomération qu'il ne l'a été pendant les périodes intercensuelles plus récentes. Cependant quelques communes en absorbèrent une part importante et 8 en reçurent plus de 5 % (dont Wattrelos : 14,6 % et Tourcoing : 8,6 %) [06]

En valeur relative cette croissance profita particulièrement à Hem (+ 5,2 % par an), Fâches-Thumesnil (+ 4,4 % par an), Annapes (+ 4,9 % par an) et de manière moindre à Wattrelos, Saint-André, Mouvaux, Flers-les-Lille, Wattignies et à quelques communes jusque là demeurées rurales (Lompret, Sequedin, Hallennes-les-Haubourdin, Englos, Capinghem). Enfin les variations de popula-

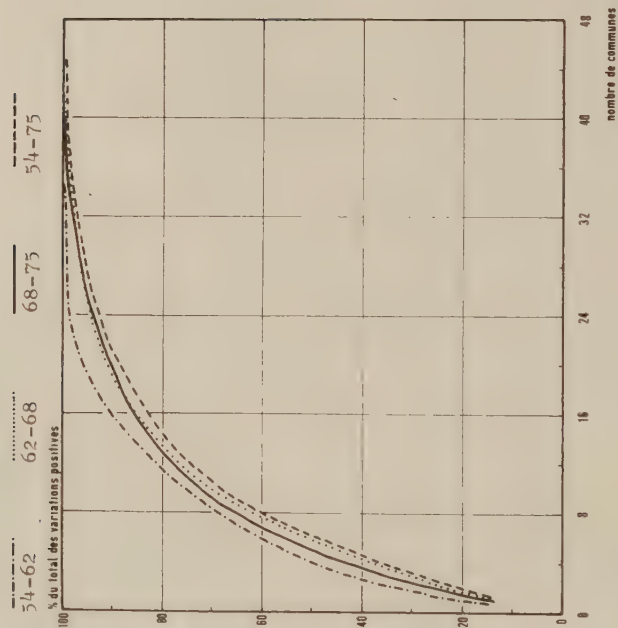


FIG. 292 : CONCENTRATION DE LA
CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE
DANS L'UNITE URBAINE DE
LILLE (courbes cumuées
directes)

tion avaient été positives dans les trois communes mères de l'agglomération [07] .

- Entre 1962 et 1968 :

La concentration se renforça davantage pendant cette période. D'abord parce qu'un nombre accru de communes fut frappé par le dépeuplement, ensuite parce que l'essentiel de l'accroissement fut absorbé par un nombre restreint de communes.

La dépeuplement ne frappa plus seulement des petites communes marginales mais le coeur même de l'agglomération où réapparaissait la tendance ancienne au rejet des citadins vers une banlieue de plus en plus éloignée. Sur les 4 350 habitants perdus par les 13 communes dont la population avait diminué, 59 % étaient imputables à Lille, 12 % à Hellemmes, 12 % à Haubourdin et 4 % à La Madeleine.

Quant-à l'accroissement (60 400 habitants pour l'ensemble des communes en expansion démographique), il ne bénéficia vraiment qu'à un nombre plus réduit de communes : Tourcoing (14,7 %) et Villeneuve d'Ascq (10,8 %) à elles seules en absorbèrent le quart et 7 autres communes (dont Marcq-en-Baroeul, Lambersart, Fâches-Thumesnil et Lys-les-Lannoy) la moitié.

En valeur relative, pendant cette période, la croissance continua à être vive à Hem (+ 3,4 % par an), à Fâches-Thumesnil (+ 5,6 % par an), à Villeneuve d'Ascq (+ 5,3 % par an), à Sequedin (+ 8,4 % par an) et à Lys-les-Lannoy (+ 7 %). Mais elle fut déjà moins élevée que pendant la période intercensennale précédente à Lambersart, Ronchin, Marcq-en-Baroeul, Saint-André,

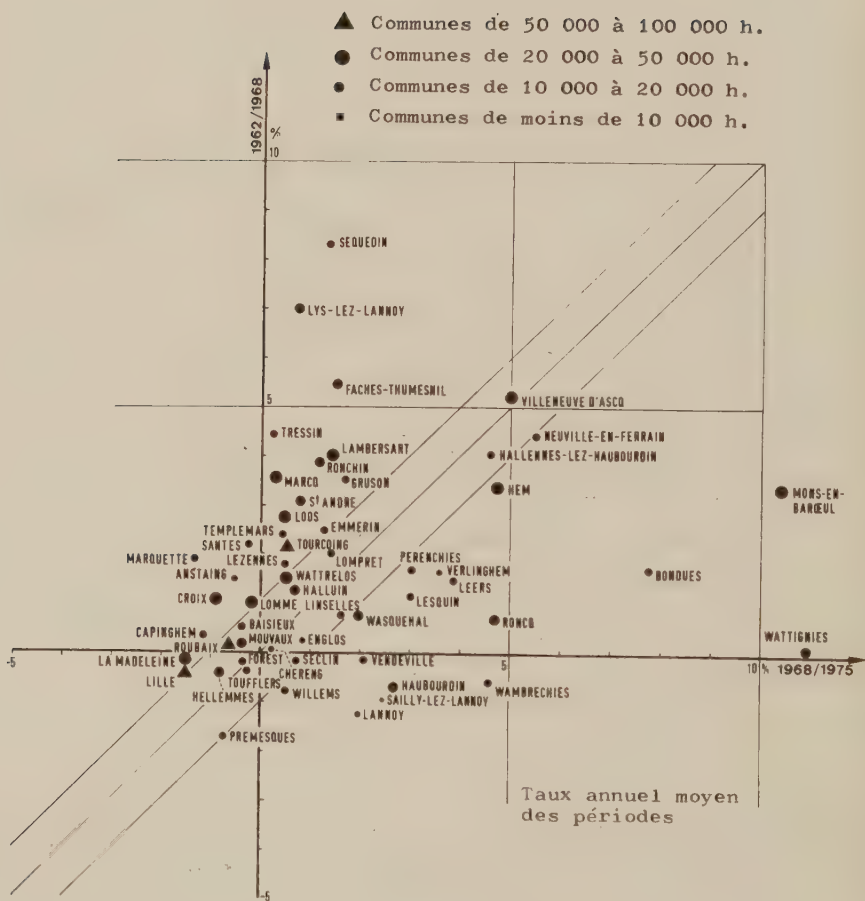


FIG. 293 : VARIATION DE LA POPULATION DES COMMUNES COMPOSANT L'UNITE URBAINE DE LILLE 1962/1968. 1968/1975.

Loos et Tourcoing. Enfin elle se ralentit fortement à Wattrelos, Croix, Wasquehal, Lomme, Marquette-les-Lille et Roncq et devint insignifiante à Roubaix et Mouvaux.

- Entre 1968 et 1975 :

Les oppositions entre communes se dépeuplant et communes en expansion démographique se renforcèrent pendant cette période.

17 communes cette fois furent frappées par la récession démographique et perdirent globalement 29 600 habitants dont 62 % imputables à la ville de Lille, 17 % à Roubaix et près de 20 % à Hellemmes, La madeleine, Croix et Mouvaux.

En même temps que le reflux démographique s'amplifiait, le mouvement de concentration de la croissance sur un nombre de plus en plus restreint de communes se poursuivait. Entre 1968 et 1975, 4 communes seulement absorbèrent à elles seules la moitié de la totalité des augmentations de population des communes en expansion démographique (74 700 habitants) : Mons-en-Baroeul (18,7 %), Villeneuve d'Ascq (14,2 %), Hem (8,6 %) et Wattignies (8,5 %). Le reste de l'accroissement se dissémina sur les autres communes dont aucune ne reçut plus de 5 %.

Deux communes se distinguèrent nettement des autres par les taux annuels moyens particulièrement élevés de leur croissance : Mons-en-Baroeul (+ 10,4 %) grâce au développement de son immense Z.U.P. et Wattignies (+ 10,9 %) grâce à la multiplication sur son territoire des lotissements. Les taux de croissance continuèrent à être notables (plus de 4 %) à Bondues, Neuville-en-Ferrain, Villeneuve d'Ascq, Hallennes-les-Haubourdin, Roncq et Hem. Ailleurs

ils régressèrent nettement.

1) 2. Le bilan de la période 1954-1975 : les modifications de la répartition du peuplement dans l'aire métropolitaine Nord.

Pendant ces vingt dernières années, la métropole conserva une croissance démographique élevée, très supérieure à la moyenne régionale (+ 170 000 habitants, soit + 22 %). Mais ainsi que nous venons de le voir, celle-ci ne s'est pas uniformément répartie, ce qui a entraîné des modifications sensibles dans la répartition du peuplement.

Dans 10 communes seulement, sur les 55 de l'unité urbaine de Lille, on dénombra en 1975 moins d'habitants qu'en 1954. Parmi celles-ci, il convient de distinguer deux catégories déjà signalées : 1 - des petites communes rurales marginales

2 - Lille, Roubaix et les communes de vieille banlieue. De 1954 à 1975, Lille a perdu 11 % de sa population (- 20 800 habitants), Hellemmes 9 % et La Madeleine 10,5 %. Roubaix, Croix et Mouvaux se sont moins dépeuplées.

En ce qui concerne les communes dont la population a augmenté, la situation est un peu plus complexe car peu de communes ont conservé des taux de croissance élevés sur l'ensemble des vingt dernières années. Un grand nombre de communes ont bénéficié tour à tour d'une croissance démographique forte, en fonction du développement de leurs activités et plus encore de la politique de logement menée par les offices H.L.M. et C.I.L., mais pendant un laps de temps limité correspondant à la période de première occupation des logements nouvellement construits.

Le bilan de la période 1954-1975 donne donc un résultat un peu différent de celui de chacune des périodes intercensuelles.

La croissance y fut beaucoup plus concentrée ainsi que le révèle l'examen des courbes de concentration. En valeur absolue comme en valeur relative, l'évolution démographique a d'abord tendu à combler l'espace demeuré vide entre Lille, Roubaix et Tourcoing (développement de Marcq-en-Baroeul et de Bondues), puis à densifier l'espace périphérique, où la croissance a été particulièrement élevée à l'Est (Mons-en-Baroeul, Hem et Villeneuve d'Ascq) et au Sud (Wattignies). Enfin sur les marges de l'agglomération, dans les communes encore peu densément peuplées, le développement des constructions individuelles a entraîné des variations de population faibles en valeur absolue, mais sensibles en valeur relative (Leers : + 4,2 % par an, Hallennes-les-Haubourdin : + 4,6 % par an, Verlinghem : + 3,5 % par an, Sailly-les-Lannoy : + 3,1 % par an).

1) 3. Les satellites de l'agglomération lilloise :

Autour de l'aire métropolitaine gravitent un certain nombre de petites agglomérations fortement dépendantes de la métropole, pourvoyeuse d'emplois d'une grande partie de la population active de ces agglomérations.

Le destin de ces petites agglomérations apparaît comme très variable. Un certain nombre d'entre-elles : Annoeulin, Quesnoy-sur-Deule, Gondecourt, Seclin (en dépit de la création d'une très importante zone industrielle) ne participèrent pas ou très peu à l'accroissement démographique de l'ensemble de l'arrondissement

de Lille ; tandis que d'autres, au caractère d'ailleurs nettement plus résidentiel, se développèrent rapidement du moins depuis 1968 : Cysoing, Templeuve, Wavrin, Phalempin, Pont-à-Marcq, au rythme de + 2 à + 3 % par an.

Enfin l'évolution démographique de deux agglomérations distinctes de celle de Lille, mais faisant partie de la communauté urbaine et en voie de se souder à l'agglomération de Lille, doit être étudiée dans le cadre de l'aire métropolitaine : celle des agglomérations de la basse vallée de la Lys : Armentières et Wervicq-Comines.

La population de l'agglomération d'Armentières (agglomération qui, comme celle de Lille et de Wervicq, est en fait une agglomération franco-belge dans son expansion spatiale, mais que nous n'étudions que dans sa partie française) ne s'est accrue que lentement depuis 1954 : + 0,9 % par an entre 1954 et 1962, + 1,2 % par an entre 1962 et 1968 et + 0,8 % par an entre 1968 et 1975. Les difficultés du textile, ici comme à Roubaix et dans l'agglomération de Wervicq ont fortement conditionné l'expansion démographique. La ville même d'Armentières a cessé de croître depuis 1968 et a perdu une faible part de sa population (500 habitants environ) entre 1968 et 1975, tandis que les communes de sa proche banlieue : La Chapelle d'Armentières et surtout Houplines et Nieppe absorbaient une grande partie de la croissance démographique de ces dernières années.

Au Nord de l'agglomération d'Armentières, la petite unité urbaine de Wervicq paraît un peu plus dynamique puisque sa population s'est accrue de + 0,9 % par an entre 1954 et 1962, de 1,8 %

entre 1962 et 1968, mais seulement de 1,1 % entre 1968 et 1975. Comines, principale ville française de l'agglomération, a absorbé la majeure partie du surplus de population, mais en valeur relative, la croissance a toujours été plus forte, au cours des 20 dernières années, à Wervicq-Sud.

2) La zone littorale : une croissance généralement forte, mais inégalement répartie.

Le littoral est la seconde zone de croissance démographique de la région du Nord, principalement autour de Dunkerque.

De 1954 à 1962, l'ensemble des unités urbaines de la zone littorale et sublittorale (Dunkerque, Bray-Dunes, Calais, Audruicq, Boulogne, Wimereux, Neufchatel-Hardelot, Equihen-Plage, Camiers, Etaples et Berck) a bénéficié d'un accroissement de près de 120 000 habitants. Plus de la moitié de cet accroissement a été réalisé pendant la période 1954-1962 où le taux de croissance annuel dépassa 2,4 %. La période 1962-1968 fut marquée par un ralentissement très net de l'expansion démographique (+ 0,7 % par an) qui reprit pendant la dernière période intercensennale (1,4 % par an). En valeur relative ces taux de croissance furent les plus élevés de la période 1954-1975, amenant une augmentation de population de plus du tiers par rapport aux effectifs de 1954.

Entre 1954 et 1962, la croissance fut générale, particulièrement élevée dans les agglomérations de Dunkerque (+ 3,0 % par an) et de Bray-Dunes (+ 3,2 % par an), assez élevée dans les agglomérations de Boulogne-sur-Mer (+ 1,9 % par an) et de Ca-

lais (+ 1,7 %), plus modérée ailleurs (+ 1 à 1,5 %). Entre 1962 et 1975 elle se ralentit partout. L'agglomération de Dunkerque fut la seule à conserver une croissance encore forte (+ 2,0 % par an) de 1962 à 1975, celle de l'agglomération de Boulogne fut ramenée à 0,5 % par an (cependant la croissance fut vive à Wimereux entre 1962 et 1975 : + 3,7 %), celle de Calais dépassa à peine 1,0 % durant cette période. Enfin Etaples et Berck bénéficièrent d'une évolution un peu plu favorable (près de 2 % par an pour l'agglomération d'Etaples-Le Touquet, + 1,2 % pour celle de Berck).

2) 1. Dunkerque et la plaine maritime :

Parmi les grandes agglomérations de la région du Nord Dunkerque a donc bénéficié, tout au long des deux dernières décennies, de l'expansion la plus forte. La reconstruction du port, de la ville et de ses faubourgs, puis l'essor de la sidérurgie, l'industrialisation de la zone portuaire et l'agrandissement permanent du port ont assuré la création continue d'emplois, ce qui a permis à l'agglomération de bénéficier à la fois d'un excédent naturel particulièrement élevé, comme sur toute la zone côtière, et d'un apport migratoire constant.

La population de la ville même de Dunkerque ne s'accrut que pendant la période 1954-1962. Pendant la période intercensennale suivante, elle diminua au profit des communes de banlieue dont l'expansion demeura continue. Le rattachement de Petite-Synthe, Rosendael et Malo-les-Bains ne permet plus de vérifier si ce phé-

nomène de dépeuplement du centre de l'agglomération, apparu entre 1962 et 1968, s'est poursuivi, mais l'observation de l'évolution des activités dans le centre-ville permet de le supposer. Dans ses nouvelles limites la ville de Dunkerque a gagné 8 900 habitants entre 1968 et 1975, et l'ensemble de l'agglomération 24 000. Les augmentations de population, comme pendant la période précédente, ont été particulièrement importantes à Coudekerque-Branche, Saint-Pol-sur-Mer, Grande-Synthe, Cappelle-la-Grande et Loon-Plage. En valeur relative, elles avaient été spectaculaires à Grande-Synthe, surtout entre 1962 et 1968 (+ 28 % par an)

Lors de la première phase de l'expansion de Dunkerque, avant 1968, la croissance de l'agglomération, vive dans l'ensemble des communes qui la constituent, s'était accomplie en partie au détriment des communes rurales et des petites agglomérations de la plaine maritime. Depuis 1968 la situation s'est modifiée, la croissance démographique a débordé l'agglomération et bénéficie aux petites villes et gros villages de la plaine maritime et des zones limitrophes : Tétéghem, Hoymille, Bourbourg, Gravelines, Grand-Fort-Philippe, Hondschoote, Uxem, Oye-Plage, Steene, Spycker etc...

2) 2. Calais et le Calaisis :

Calais n'a jamais retrouvé une croissance démographique comparable à celle de Dunkerque et les difficultés de l'emploi, notamment dans l'industrie textile, ont encore ralenti sa croissance. Entre 1954 et 1962 la population de l'agglomération de Calais s'était accrue de + 1,7 % par an, entre 1962 et 1968 ce taux fut ra-

mené à + 1,1 % par an, et entre 1968 et 1975 à 0,9 %. Sur l'ensemble de la période 1954-1975, ceci représente cependant un accroissement de quelques 25 000 habitants dont 18 000 pour la ville de Calais. Les augmentations des communes de banlieue ont donc été limitées et n'ont jamais pris un caractère spectaculaire comme dans l'agglomération de Dunkerque. Elles ont porté sur Coulogne et Sangatte, puis entre 1968 et 1975 sur Marck. Quant-à la population des petites villes du Calaisis : Guines et Audruicq, leur accroissement demeure très modeste, bien que tranchant avec les diminutions de la population des communes rurales voisines.

2) 3. Boulogne et le littoral du Boulonnais :

L'agglomération de Boulogne (y compris Wimereux qui pour l'INSEE constitue une unité urbaine distincte) est celle des trois grandes agglomérations du littoral dont la croissance démographique fut la plus modeste. Certes en 1975 l'ensemble de l'agglomération comprenait un peu plus de 20 000 habitants de plus qu'en 1954, mais depuis 1962, le taux de variation de la population y est devenu inférieur à + 0,5 % par an. La ville de Boulogne s'est quelque peu dépeuplée depuis 1962 et l'accroissement de population s'est localisé à la périphérie de la ville, à Outreau (+ 3,3 % entre 1954 et 1962), Wimille et Le Portel dans un premier temps, puis après que la population de ces communes se soit stabilisée, s'est localisée à Saint-Martin-les-Boulogne, Saint-Etienne-au-Mont et Saint-Léonard. Enfin à quelques kilomètres au Nord de la ville de Boulogne, la population de Wimereux s'est constamment accrue (plus de 3 000 habitants supplémentai-

res entre 1954 et 1975). Depuis 1962 le taux de croissance démographique y excède 3,6 % par an.

Au Nord et au Sud sur le littoral du Boulonnais, les variations de population diffèrent beaucoup d'une commune à l'autre. Au Nord de Boulogne, dans les petites stations balnéaires de Wissant, Ambleteuse et Audresselles, et au Sud dans les stations d'Equihen-Plage et Neufchatel-Hardelot, la multiplication des résidences secondaires s'est accompagnée d'un accroissement démographique régulier de + 1 à + 2,4 % par an depuis 1968 bien que dans toutes ces communes la fonction résidentielle se soit développée moins rapidement que la fonction de villégiature.

Plus au Sud dans la petite agglomération de Camiers-Dannes, la fonction balnéaire a toujours été moins importante et insuffisante pour lui assurer un véritable développement démographique. Entre 1968 et 1975, le parc des résidences secondaires y a augmenté de 30 %, mais la population seulement de 1,6 %.

2) 4. Le sud du littoral : Etaples, Le-Touquet, Berck :

C'est plus au Sud, au Touquet, à Cucq et à Merlimont que la fonction de villégiature a entraîné une forte augmentation de population. Celle-ci se manifeste depuis 1954 et ne s'est ralentie récemment qu'à Cucq. Au Touquet le taux de croissance s'élevait encore à 2,9 % par an entre 1968 et 1975. La ville accueille des retraités de plus en plus nombreux et sa structure par âge vieillie contraste avec celle très jeune de sa voisine Etaples, petit port de pêche sur l'estuaire de la Canche dont la croissance est aussi rapide que celle du Touquet.

Le développement de l'agglomération de Berck par contre a toujours été plus lent, limité à 1,1 ou 1,2 % par an depuis 1962 et a profité davantage à Rang-du-Fliers, grosse commune terrienne du Marquenterre qu'à la ville de Berck qui, bien que fréquentée chaque été par une foule de vacanciers, souffre des difficultés de ses petites industries et surtout de ses hopitaux.

2) La croissance continue des moyennes agglomérations de l'intérieur :

Si l'augmentation de population est un des traits caractéristiques de chacune des agglomérations du littoral, il n'en est pas de même pour les agglomérations de l'intérieur. Ici la croissance n'a plus été générale et dans un certain nombre d'agglomérations et petites villes la population a diminué depuis 1968 et même depuis 1954. Nous avons déjà étudié ce type d'évolution et ne nous intéresserons plus qu'aux agglomérations dont la croissance s'est maintenue.

3) 1. Arras :

Le développement le plus remarquable a été celui de l'agglomération d'Arras. De 1954 à 1975, la population s'y est accrue d'environ 30 000 habitants, c'est à dire de 55 % et le rythme d'accroissement est demeuré soutenu pendant toute cette période malgré un ralentissement récent : 2,6 % par an entre 1954 et 1962, 2,5 % entre 1968 et 1975 et 1,5 % entre 1968 et 1975. Dans un premier temps, c'est la ville même d'Arras qui a accueilli une

grande partie de ce surplus de population. Puis la population de la ville a cessé de s'accroître et les communes de banlieue l'ont relayée en absorbant l'excédent démographique. Jusqu'en 1968 leur croissance avait été assez limitée (entre 3 et 5 % par an pendant la période 1962-1968 à Dainville, Beaurains, Saint-Nicolas, Saint-Laurent-Blangy, Sainte-Catherine), mais après 1968 elle a pris beaucoup d'ampleur, atteignant des taux compris entre 5 et 10 % par an à Beaurains, Achicourt, Dainville et Saint-Nicolas. L'expansion démographique de l'agglomération a tendance à déborder de plus en plus le cadre territorial arbitraire de l'unité urbaine. Nombre de petites communes rurales périphériques, en particulier celles qui sont situées sur les axes routiers convergeant vers Arras, ont retrouvé une certaine croissance démographique, notamment en direction de Croisilles, Beaumetz-les-Loges, et surtout Aubigny-en-Artois.

Enfin entre Arras et le pays minier s'est renforcée récemment une ancienne tendance à la rurbanisation qui s'accompagne souvent d'un accroissement des populations communales (secteurs de Vimy et Souchez, secteur d'Ablin-Saint-Nazaire/Aix-Noulette).

Mais l'agglomération d'Arras est la seule agglomération dont l'expansion fut aussi brillante. Les autres unités urbaines ont connu des destins plus aléatoires. L'accroissement de leur population fut constant, mais plus modeste et surtout moins régulier et moins homogène.

3) 2. Les agglomérations du bassin de la Sambre :

La croissance démographique des agglomérations du bassin de la Sambre s'est fortement réduite. Les taux de variation de la population de l'unité urbaine de Maubeuge sont passés de 1,4 % par an entre 1954 et 1962 à 1,2 % entre 1962 et 1968 et à 0,9 % entre 1968 et 1975, ceux de la population de l'unité urbaine d'Aulnoye-Aymeries respectivement de 2,6 % par an à 0,5 et à 0,4 %. Ces chiffres moyens ne traduisent cependant qu'imparfaitement la réalité et les difficultés provoquées par la fermeture des hauts-fourneaux et des laminoirs.

De 1954 à 1962 la croissance avait été générale et suffisante pour que les diminutions de population survenues depuis dans un certain nombre de communes n'y aient amené le nombre des habitants à un niveau inférieur à celui de 1954. Ainsi le bilan de la période 1954-1975 montre que Hautmont a gagné 3 000 habitants, Aulnoye-Aymeries 2 600, Louvroil 2 000, Jeumont 1 700, Ferrière-la-Grande 1 000, Rousies 800, Assevent 800, Bachant, Leval, Pont-sur-Sambre et Boussois environ 600. Mais depuis 1962 l'évolution démographique a opposé la majorité des communes dont la population a plus ou moins stagné et parfois diminué, à quelques communes qui avaient conservé leur croissance. Maubeuge, principal centre commercial et économique du bassin et principal bénéficiaire des opérations de reconversion industrielle a absorbé l'essentiel de celle-ci (Maubeuge a gagné près de 11 000 habitants de 1954 à 1975) avec des taux d'accroissement plus élevés que ceux de l'ensemble de son unité urbaine (+ 2,8 % par an

entre 1962 et 1968 et + 1,4 % entre 1968 et 1975), suivi par Louvroil (+ 1,5 % par an entre 1962 et 1968 et 2,2 % entre 1968 et 1975). Cependant depuis 1976, la suppression d'un grand nombre d'emplois dans la métallurgie a du avoir des répercussions sérieuses sur les effectifs de population de cette ville. Ailleurs la croissance avait pris fin plus tôt. Depuis 1968 le nombre des habitants a légèrement régressé à Rousies, Boussois, Recquignies et Jeumont dans l'unité urbaine de Maubeuge et à Berlaimont et Bachant dans l'agglomération d'Aulnoye-Aymeries, et a eu plutôt tendance à se stabiliser à Pont-sur-Sambre, Aulnoye-Aymeries, Marpent et à Bavay et Feignies. Signe de ce marasme : à Aulnoye-Aymeries par exemple on a construit entre 1968 et 1975 269 logements pour une population qui n'a augmenté que de 167 habitants.

Il faut encore signaler que les communes rurales périphériques de ces zones industrialisées (Mairieux, Elesmes, Colleret) ont continué à bénéficier d'un accroissement démographique modeste provoqué par l'accueil d'un nombre croissant de migrants pendulaires résidant dans ces communes et travaillant dans les entreprises du bassin de la Sambre et principalement à Maubeuge.

3) 3. Cambrai :

Dans l'agglomération de Cambrai l'évolution d'ensemble fut parallèle : à une croissance très forte a succédé une phase de stabilisation des effectifs de population. Entre 1954 et 1962 (+ 2,1 % par an) et entre 1962 et 1968 (+ 2,4 % par an) on avait assisté à un gonflement rapide du nombre des habitants qui

profita essentiellement à la ville même de Cambrai (elle gagna plus de 10 000 habitants durant cette période). Mais depuis 1968 le ralentissement de la croissance s'est, ici aussi, fait vivement sentir et les effectifs de population n'ont plus guère augmenté dans la ville de Cambrai (+ 0,5 % par an de 1968 à 1975), sans que par ailleurs la population de la banlieue, encore très modeste, s'accroisse rapidement. Depuis 1968 l'augmentation de la population jusque là disséminée s'est concentrée principalement à Neuville-Saint-Rémy.

3) 4. Saint-Omer et les agglomérations de la moyenne vallée de l'Aa :

Avec Saint-Omer c'est encore un autre type d'évolution qui apparaît. Trois agglomérations distinctes, que la croissance urbaine a plus ou moins bien reliées, forment en réalité l'actuelle agglomération de Saint-Omer : la vieille ville de Saint-Omer et sa banlieue, l'agglomération d'Arques, les petites agglomérations égrenées le long de la haute vallée de l'Aa et en particulier celle de Wizernes.

La ville même de Saint-Omer connaît depuis 1962 un phénomène de saturation et sa population a diminué depuis lors de - 1,0 % par an, tandis qu'à sa périphérie croissaient les villes de Saint-Martin-au-Laërt (où on a dénombré 4 800 habitants en 1975 au lieu de 1 600 en 1962) et de Longuenesse (9 400 habitants en 1975 contre 3 600 en 1962).

Bien que toujours forte la croissance de la ville industrielle d'Arques (verrerie-cristallerie) fut plus rapide entre 1962 et 1968 (+ 3 % par an) qu'entre 1968 et 1975 (+ 2 %).

Mais elle a surtout débordé du cadre même de la ville et affecte les communes rurales voisines, notamment Heuringhem.

Enfin plus en amont sur l'Aa, de Blendecques à Lumbres, s'égrennent de vieilles villes industrielles au destin encore différencié. La population de Blendecques tend à stagner tandis que celle de Wizernes, centre plus actif et mieux relié à Saint-Omer, a assez fortement augmenté de 1968 à 1975 (+ 1,8 % par an).

Dans cet ensemble urbanisé de la moyenne Aa, la croissance démographique apparaît davantage liée à la prospérité des activités industrielles qu'au développement des fonctions tertiaires de la ville de Saint-Omer proprement dite.

4) La survivance des pôles de croissance dans le pays minier.

Devenu dans son ensemble une zone de dépeuplement, le pays minier, comme nous l'avons déjà annoncé précédemment, a néanmoins conservé quelques pôles de croissance démographique.

L'Est du bassin fut affecté par la récession relativement tardivement. Aussi a-t-il conservé un certain temps une certaine croissance, générale pendant la période 1954-1962 où on enregistra des taux de croissance de + 5,4 % par an à Condé-sur-Escaut, de 3 % à Raismes et des taux à peine moins élevés à Marly, Beuvrages, Trith-Saint-Léger et Saint-Saulve. Mais la situation s'est vite dégradée et entre 1962 et 1968 il n'y eut plus d'augmentation des effectifs de population que dans la ceinture sud de Valenciennes, secteur de développement de la métallurgie différenciée et d'accueil de nouvelles zones résidentielles (Beuvrages,

Marly, Saint-Saulve). Depuis 1968 le déclin de tout le secteur Est du bassin houiller s'est confirmé et n'émerge de la récession démographique générale (qui frappe également Valenciennes) que ce petit secteur que nous venons de signaler et qui continue à recevoir nouveaux logements (plus de 1 000 logements nouveaux à Marly et Aulnoy entre 1968 et 1975) et nouveaux habitants.

Dans le secteur compris entre Douai et Valenciennes, n'ont échappé au déclin démographique que quelques petites communes rurales qui continuent à accueillir des citoyens à la recherche d'un cadre de vie tranquille à proximité de leur lieu de travail (Odoomez, Emerchicourt, Rouvignies, Heulchin, Neuville-sur-Escaut) et près de Denain la commune de Douchy-les-Mines qui a bénéficié de la construction de plus de 1 000 logements.

A proximité même de Douai, seul Sin-le-Noble est dans le même cas.

Le secteur de Leforest-Oignies-Libercourt, un des rares secteurs du centre du bassin dont la population avait continué à augmenter jusqu'en 1968, a subi à son tour une diminution de population entre 1968 et 1975 sauf à Courrières (+ 4,3 % par an) et à Drocourt (+ 3,9 %) où s'est concentrée l'activité minière.

Plus à l'Ouest il ne subsiste plus un seul pôle de croissance sinon aux marges du pays minier à proximité de la nouvelle zone industrielle de Douvrin-La Bassée (Violaines : + 2,9 % par an, Haisnes : + 2 %, Salomé, La Bassée, Billy-Berclau : + 0,9 %), et dans la banlieue de Béthune (Fouquières-les-Béthune : + 9,7 % par an, Vendin-les-Béthune : + 3,2 % par an), ou aux marges de la plaine de la Lys (Locon, Hinges).

Ailleurs toute croissance a disparu, même dans des communes où s'était concentrée l'activité minière comme Avion à proximité de Lens, ou qui avaient accueilli pendant les périodes intercensuelles précédentes de nouvelles activités industrielles dans le cadre de la reconversion du bassin comme Ruitz et La Buissière à proximité de Bruay-en-Artois.

5) Les autres supports de la croissance démographique : quelques petites agglomérations ou villes isolées, quelques communes rurales :

5) 1. Petites villes et petites agglomérations en croissance :

Les unités urbaines isolées de petite taille ont participé très inégalement à la croissance démographique urbaine. Si certaines d'entre-elles ont bénéficié d'un important accroissement de leur population, la plupart n'ont eu que des augmentations modestes et un certain nombre (cf. infra) ont même perdu une partie de leurs habitants.

On n'a enregistré enfin de fortes augmentations de population que dans l'ensemble des petites unités urbaines de la moyenne vallée de la Scarpe entre Arras et Douai : agglomération de Corbehem-Brebières accolée à l'agglomération de Douai, et villes de Biache-Saint-Vaast et de Vitry-en-Artois où l'expansion de l'usine métallurgique de Biache et le développement de la sucrerie et de la papeterie-cartonnerie de Corbehem ont multiplié les emplois (Brebières : + 3,6 % par an entre 1962 et 1968, relayé par Corbehem : + 3,2 % par an entre 1968 et 1975 et Vitry-en-Artois :

+ 4,1 ‰, Biache-Saint-Vaast : + 1,3 ‰ puis 1,5 ‰ par an).

En dehors de ce petit secteur, de telles augmentations ne se rencontrent que très ponctuellement.

Dans la Flandre intérieure, un certain nombre de petites villes dont Cassel se sont dépeuplées et celles dont la population a augmenté n'ont bénéficié que d'accroissements modestes : Bailleul (+ 0,5 ‰ par an depuis 1968), Steenvoorde, Caëstre, Renescure, qui les différencient des communes rurales voisines qui se dépeuplent. Seul Wormhoudt poursuit sa forte croissance (+ 5,4 ‰ par an).

Quant-aux agglomérations de la plaine de la Lys, elles ne sont guère plus favorisées. Si la population d'Aire-sur-la-Lys a un peu augmenté, la croissance démographique des agglomérations d'Estaires et de Merville a pris fin. La population a diminué à Saint-Venant, à Berguette et à Vieux-Berquin, et n'a pas augmenté de plus de 0,5 ‰ par an à Isbergues, Molinghem, Aire, Estaires, La Gorgue et Merville.

Cette même faiblesse de la croissance se retrouve dans les principales agglomérations de l'Avesnois : Fourmies (moins de 0,5 ‰) et Avesnes-sur-Helpe.

Dans l'Artois oriental, la croissance a été ramenée à des taux très faibles là où elle s'était manifestée entre 1962 et 1968 (Wapaume, Marcoing-Masnières). Dans le Ternois et le Haut-pays d'Artois, là où elle n'a pas diminué, il y a stagnation sauf à Lumbres (+ 1,5 ‰ par an) et dans la petite agglomération de Saint-Pol-sur-Ternoise (+ 1,1 ‰ entre 1962 et 1968, et + 0,7 ‰ entre 1968 et 1975). Dans le Boulonnais elle a stagné à Desvres.

et Samer et diminué à Marquise. Sur la Canche la même stabilité se retrouve dans l'agglomération de Montreuil tandis que la population continue à augmenter dans les agglomérations d'Hesdin et d'Auchy-les-Hesdin, principalement à Marconne et secondairement à Marconnelle et Huby-Saint-Leu.

5) 2. Les communes rurales en croissance :

La population a augmenté dans 20 % des communes rurales, mais parmi celles-ci, il convient de distinguer trois catégories :

- Les communes rurales soumises au phénomène de la rurbanisation :

Ce phénomène n'est pas en soi synonyme de croissance démographique, il traduit une modification des fonctions et du genre de vie traditionnel des communes rurales et l'adoption par la population rurale d'un comportement qui se rapproche de celui des citadins. Ce phénomène s'est développé principalement à proximité des centres urbains grâce aux facilités que la circulation automobile apportait aux migrations alternantes. Sans être aussi développées que dans la Belgique voisine, les navettes quotidiennes de ruraux entre les lieux de travail urbains et les lieux de résidence ruraux connaissent depuis longtemps une grande extension dans la région du Nord. A. Chatelain en a relevé l'apparition dès la fin du XIX^e siècle où ces migrations ont relayé les migrations temporaires [08] et ont contribué à freiner l'exode rural.

Ces dernières années ont vu se multiplier des migrations alternantes d'une autre nature. Avec la fuite des centres-villes, un mouvement d'"exurbanisation" a poussé un certain nombre de ci-

tadins à fixer leur résidence à la campagne où, parallèlement à la restauration plus ou moins heureuses de fermettes, se sont multipliées les constructions neuves principalement dans les villages proches des grandes villes ou à proximité des axes de liaison routière rapide. Ce mouvement diffère fondamentalement du précédent et est souvent le prélude à une véritable urbanisation dès qu'un certain seuil de peuplement est dépassé. S'il y a croissance, ce n'est pas une véritable forme de croissance rurale, mais une nouvelle forme de croissance urbaine en banlieue éloignée. C'est le cas des campagnes proches de Lille où le phénomène se manifeste avec une ampleur croissante (Weppes, Mélantois, Nord du Pévèle).

Mais il peut s'agir aussi d'une véritable rurbanisation et non d'un phénomène de banlieue, par transformation profonde des activités notamment par substitution d'activités industrielles ou tertiaires à des activités agricoles moins pourvoyeuses d'emplois que par le passé. Des petits centres ruraux étaient prédisposés, par leur fonction administrative ou commerciale ou par leur situation sur des axes routiers, à subir ces transformations. Mais il n'y a manifestation de reprise démographique, reprise bien souvent modeste d'ailleurs, que lorsque ces communes en rurbanisation ont retrouvé un certain dynamisme ou ont réussi à se doter d'une ou plusieurs usines (ex : Avesnes-le-Comte, Beaumetz-les-Loges, Croisilles, Pas-en-Artois, Norrent-Fontes, Maresquel-Ecquemincourt, Campagne-les-Hesdin, Fruges). Ce phénomène commence même à se manifester dans les campagnes encore à dominante agricole

situées sur la vallée de la Ternoise en amont et aval de Saint-Pol.

- Les communes rurales qui ont accueilli une industrie :

Ici la croissance est liée directement à la présence de l'industrie et au nombre d'emplois qu'elle offre. Mais un tel phénomène est rare et l'impact sur la commune même qui possède l'entreprise généralement très réduit (ex : Wailly-Beaucamp près de Montreuil et Boiry-Sainte-Rictude près d'Arras).

NOTES ADDITIVES :

- [01] : Entre 1954 et 1962, la définition de la population municipale a changé. L'INSEE a mesuré les variations de populations municipales entre 1954 et 1962 en calculant les effectifs de population de 1962 selon les normes de 1954. Pour mesurer l'évolution 1954-1975, nous avons procédé de la manière suivante : tenant compte de la variation relative des populations entre 1954 et 1962, nous avons estimé la population de chaque commune en 1954 en affectant les effectifs de population en 1962 (normes 1962) du coefficient de variation. En confrontant ces résultats aux données du recensement de 1975, nous avons eu ainsi une évaluation des variations 1954/1975. Elles sont affectées d'une certaine marge d'erreur, mais celle-ci est très faible et négligeable dans l'expression cartographique des résultats.
- [02] : Sur les cartes des variations, les classes ont été délimitées :
- 1) en combinant moyenne et écart-type
 - 2) en tenant compte du 0
 - 3) en opérant les arrondis indispensables à la commodité de lecture.
- On a privilégié dans le choix des classes la dernière période intercensennale (1968-1975), en reprenant systématiquement les limites de classes de cette période pour les cartes représentatives des variations antérieures à 1968.
- [03] : Effectifs des populations sans double compte, publiés dans les "fascicules orange" : population légale et statistiques communales complémentaires : Recensement de 1962, recensement de 1968, recensement de 1975. INSEE.
- [04] : Le contenu des unités urbaines INSEE est fortement critiquable, soit parce que certaines communes encore rurales ont été abusivement intégrées dans des agglomérations urbaines, soit parce que trop vastes, elles regroupent en fait plusieurs véritables agglomérations. Mais nous sommes tenus d'adopter cette définition pour des commodités d'ordre statistique et documentaire.
- [05] : 1954 : Population sans double compte selon la définition de 1954 (différente de celles de 1962 et de 1968).
- [06] : 6 autres communes en reçoivent plus de 5 % (Marcq-en-Baroeul, Hem, l'ensemble des 3 communes d'Annappes, Flers-les-Lille et Ascq qui depuis ont été réunies sous le nom de Villeneuve d'Ascq, Lomme, Neuville-en-Ferrain et Fâches-Thumesnil) ; 3 communes en reçoivent entre 3 et 5 % (Lambersart, Mons-en-

Baroeul et Saint-André) ; 3 communes en reçurent entre 2 et 3 % (Marquette, Ronchin et Wattignies).

[07] : Croissance démographique entre 1954 et 1962 de Lille : 4,5 %, de Roubaix : 1,5 %, de Tourcoing : 10,0 %.

[08] : Cf. A. Chatelain : Migrants temporaires en France de 1800 à 1914.

RESUME ET CONCLUSION DU CHAPITRE II :

La dernière période intercensennale a pesé lourdement sur l'évolution démographique régionale des deux dernières décennies, en renforçant ou en faisant apparaître de nombreuses tendances à la baisse et en concentrant la croissance sur un nombre de pôles de plus en plus restreint.

L'analyse des types d'évolution, de leur fréquence et de leur répartition géographique, et l'analyse de la modification de la typologie d'une période intercensennale à l'autre ont permis de dégager un certain nombre d'enseignements sur les tendances actuelles de l'évolution du peuplement.

Les tendances traditionnelles qui opposaient dépeuplement rural et croissance urbaine se sont maintenues dans leurs grandes lignes. Mais à un échelon plus fin, elles sont remises en cause, non pas tant parce que la population a augmenté récemment dans un certain nombre de communes rurales péri-urbaines, que parce que la population a diminué dans un grand nombre de communes urbaines, notamment dans la plupart des communes minières. Enfin le ralentissement de l'expansion démographique s'est accompagné d'une polarisation accrue de la croissance sur un petit nombre d'agglomérations urbaines et même sur un petit nombre de communes à l'intérieur de ces agglomérations, ce qui contraste avec les anciennes formes de croissance en bassins de peuplement industriel et urbain.

Ce renversement de tendances d'évolution très anciennes résulte principalement de l'aggravation d'une émigration que compense de plus en plus difficilement un excédent naturel qui lui-même s'amenuise.

CHAPITRE III

LES COMPOSANTES DE L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE RECENTE

Au cours des dernières années le solde migratoire est devenu le facteur de plus en plus décisif de l'évolution démographique des communes et des agglomérations urbaines. Les excédents naturels qui dans le passé, et encore pendant les périodes intercensuelles 1954-1962 et 1962-1968, avaient au moins partiellement compensé les déficits migratoires, ne parviennent plus que difficilement à jouer le même rôle, d'une part parce que les taux d'excédent naturel se sont presque partout affaiblis et d'autre part parce que dans un nombre sans cesse croissant de communes le solde du mouvement naturel de population est devenu négatif. Ce phénomène qui fut négligeable entre 1954 et 1962 (où il ne se manifesta que dans 16 micro-communes rurales) et encore entre 1962 et 1968, a touché 264 communes entre 1968 et 1975, et est devenu un facteur qu'il faut prendre en considération, non seulement pour expliquer l'évolution démographique des communes rurales, mais aussi celle de quelques petites unités urbaines.

I - La décomposition en composantes : l'importance décisive des soldes migratoires négatifs :

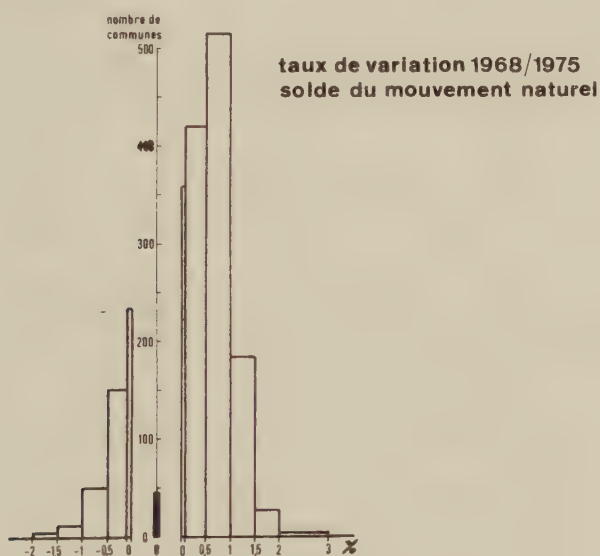
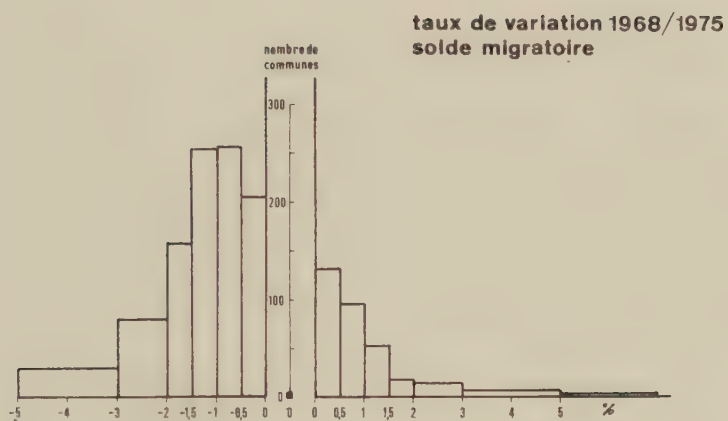


FIG. 294 : DISTRIBUTION DES TAUX DE SOLDE MIGRATOIRE ET DE SOLDE DE MOUVEMENT NATUREL COMMUNAUX. 1968-1975.

a) La dissymétrie inverse des deux composantes :

Entre 1968 et 1975, le nombre des émigrants a excédé celui des immigrants dans 1 109 communes (71 % des communes de la région, dont 75 % des communes du département du Pas-de-Calais). L'inverse ne s'est produit que dans 435 communes (28 %). Par contre le nombre des naissances a excédé celui des décès dans 1 212 communes (80 %).

Les histogrammes de la distribution des communes selon le solde de leur mouvement naturel et selon le solde de leur mouvement migratoire en valeurs relatives diffèrent profondément, non pas tant parce que, comme l'annonçaient les chiffres publiés plus haut, l'un présente une dissymétrie à droite en faveur des valeurs positives et l'autre à gauche en faveur des valeurs négatives, que parce que leur degré d'aplatissement est profondément différent. L'histogramme des soldes migratoires paraît fort aplati avec une grande amplitude et des valeurs extrêmes supérieures à + 5 % par an et inférieures à - 5 %, comparativement à celui des soldes du mouvement naturel très concentré autour de sa classe modale et dont l'amplitude n'est comprise qu'entre - 2 et + 3 %.

La classe modale des soldes migratoires est celle des - 0,5 à - 1 % par an, mais cette classe ne comprend que 17 % des valeurs. En fait il y a cependant concentration de 47 % des variables entre 0 et - 1,5 %. Mais 24 % des communes ont des soldes migratoires inférieurs à - 1,5 %, c'est à dire fortement déficitaires. A l'inverse dans 19 % seulement d'entre-elles, le bilan migratoire

est compris entre 0 et + 1,5 % et dans 9 % est supérieur à ce dernier nombre.

Par contre la classe modale des soldes du mouvement naturel est celle des + 0,5 à + 1 % par an. Cette classe, à elle seule, regroupe plus du tiers des communes de la région, et exactement les 2/3 des communes ont des excédents naturels compris entre 0 et + 1 %. Dans 2,3 % seulement des communes le bilan annuel du mouvement naturel excède 1,5 %. Dans 38 communes (2,5 %), ce bilan est nul. Enfin parmi les communes dont le solde du mouvement naturel est négatif, il est rare que celui-ci soit inférieur à - 1 %. Ce dépassement ne se produit que dans 1,1 % des communes tandis que les 3/4 des communes subissant un déficit de population imputable au mouvement naturel ont leur solde compris entre 0 et - 0,5 % par an.

b) Le bilan du mouvement naturel :

1) La diminution de la natalité :

A l'origine des soldes négatifs du mouvement naturel, il y a une baisse de la natalité. Celle-ci est traditionnellement élevée dans la région où elle bénéficie à la fois d'une structure par âge assez favorable et d'une fécondité élevée. Entre 1954 et 1962, hormis dans 16 communes, le taux de natalité était partout supérieur au taux de mortalité. Mais entre 1962 et 1968, baisse de fécondité et effets du vieillissement commencèrent à se manifester, et entre 1968 et 1975 la disproportion entre les deux taux ne joua plus exclusivement en faveur de la natalité.

Tandis que l'évolution du taux de mortalité paraît contradictoire d'une commune à l'autre et que les mouvements de baisse comme de hausse, toujours de faible amplitude, semblent plus ou moins se compenser, presque partout on assiste à une diminution parfois très importante des taux de natalité, en particulier dans les communes rurales où, à l'échelon cantonal du moins, il est très rare que les taux de 1968-1975 soient supérieurs à ceux de 1962-1968, et dans le pays minier.

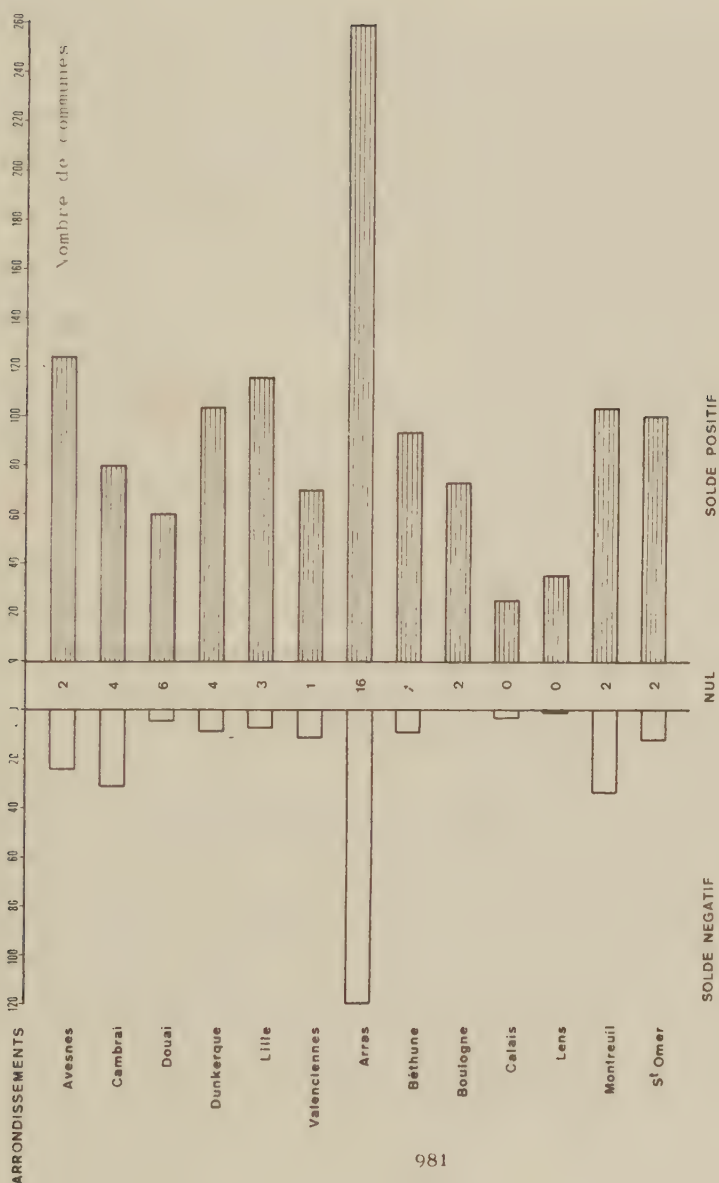
Nous ne chercherons pas ici à rendre compte de ce phénomène sur lequel nous reviendrons dans la troisième partie de cet ouvrage en étudiant les facteurs d'évolution des structures par âge. Mais il nous fallait le signaler pour expliquer l'affaïssement des taux d'excédent naturel.

2) Les grands traits de la répartition.

2) 1. La localisation des communes dont le solde du mouvement naturel est négatif.

Les 20 % de communes dont le solde du mouvement naturel fut négatif entre 1968 et 1975 sont très inégalement réparties à la surface de la région. 121 d'entre-elles sur 262, c'est à dire près de la moitié (dont 71 % des communes dont le bilan du mouvement naturel fut inférieur à - 0,5 % par an) sont situées dans l'arrondissement d'Arras, 34 dans celui de Montreuil, 31 dans celui de Cambrai et 23 dans celui d'Avesnes-sur-Helpe. Ailleurs il est fort rare que le solde ait été négatif.

Dans l'arrondissement d'Arras ce sont 30 % des communes qui



solde du mouvement naturel

FIG. 295 : DISTRIBUTION DES COMMUNES PAR ARRONDISSEMENT SELON LE SOLDE DE LEUR MOUVEMENT, 1968-1975.

ont eu un solde déficitaire, contre 27 % dans l'arrondissement de Cambrai, 24 % dans l'arrondissement de Montreuil et 16 % dans l'arrondissement d'Avèsnès-sur-Helpe. C'est également dans l'arrondissement d'Arras que l'on a enregistré les soldes du mouvement naturel les plus déficitaires, inférieurs à - 0,5 % dans 40 % des cas et inférieurs à - 1,0 % dans plus de 10 % des cas.

Bien entendu ces soldes négatifs sont presque exclusivement l'apanage des communes rurales.

Dans l'Artois même il est rare de rencontrer des bilans du mouvement naturel déficitaires à proximité d'Arras ou entre Arras et le pays minier. Mais ceux-ci sont fréquents dans l'Artois oriental où ils affectent 70 % des communes du canton de Bertincourt (avec des taux annuels moyens de - 0,76 % à Barastre, - 0,78 % à Morchies, - 0,96 % à Haplincourt), 42 % des communes du canton de Tapaume (- 0,85 % à Beaulencourt, - 0,76 % à Warlencourt-Eaucourt) et plus du quart des communes des cantons de Croisilles et de Marquion.

Dans le Ternois ces taux sont négatifs dans un peu plus du tiers des communes des cantons d'Aubigny-en-Artois, de Saint-Pol-sur-Ternoise, d'Auxi-le-Château, de Pas-en-Artois et d'Heuchin et dans un peu plus de la moitié des communes des cantons d'Avèsnès-le-Comte et de Beaumetz-les-Loges. Bien qu'ils caractérisent généralement de très petites communes, ce qui ne leur confère qu'une valeur indicative, les taux les plus bas se rencontrent dans les cantons d'Aubigny-en-Artois (- 1,47 % à Capelle-Fermont), de Beaumetz-les-Loges (- 1,13 % à Fosseux), de Croi-

silles (- 1,53 % à Boisieux-Saint-Marc, - 2,17 % à Vaulx-Vraucourt) et du Parcq (- 3,55 % à Neulette, - 1,21 % à Noyelles-Humières).

Le Haut-Artois participe beaucoup moins à ce mouvement de dépopulation. A peine plus d'un tiers des communes du canton de Fauquembergues, à peine un tiers des communes du canton de Fruges, et un quart des communes du canton d'Hucqueliers ont eu des soldes du mouvement naturel négatifs et jamais ceux-ci ne furent fortement déficitaires.

Dans le Haut et le Bas-Boulonnais, dans la basse vallée de la Canche, dans le Calàisis et dans la plaine maritime, ce phénomène est quasiment inexistant, la natalité de toute cette zone côtière ou subcôtière étant demeurée forte.

Par contre le Cambrésis, après l'Artois, est le second grand secteur où les décès furent plus nombreux que les naissances. Ce phénomène s'est produit dans près de la moitié des communes du canton de Carnières, dans à peu près un tiers des communes des cantons de Clary et de Solesmes et dans le quart des communes des cantons du Cateau et de Marcoing. Il s'agit donc d'un phénomène peu concentré géographiquement et qui semble en fait se répandre progressivement sur l'ensemble du Cambrésis, affectant surtout des communes rurales mais aussi de grosses communes industrielles (Beaumont-en-Cambrésis, Saint-Hilaire-en-Cambrésis, Cattenières, Fontaine-au-Pire, Bertry, Clary, Caullery).

Un dernier secteur encore est atteint de dépopulation par voie naturelle, c'est le secteur rural du Hainaut occidental com-

Pas-de-Calais: natalité/mortalité, 1968/1975, ensemble des communes rurales des cantons

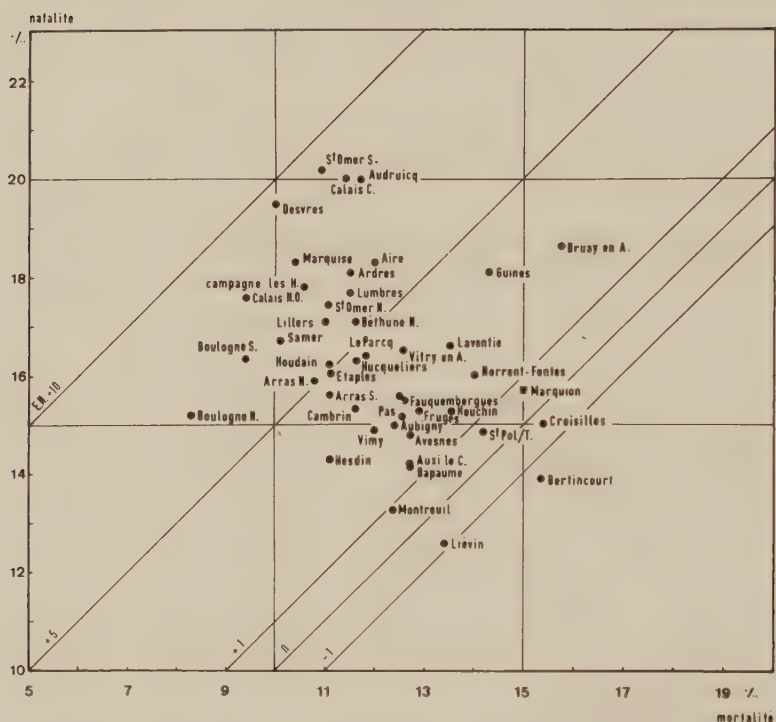


FIG. 296 : COMPOSANTES DU MOUVEMENT NATUREL : Ens. des communes rurales des cantons. Département du Pas-de-Calais, 1968-1975.

Nord: natalité - mortalité, 1968/1975, ensemble des communes rurales
des cantons

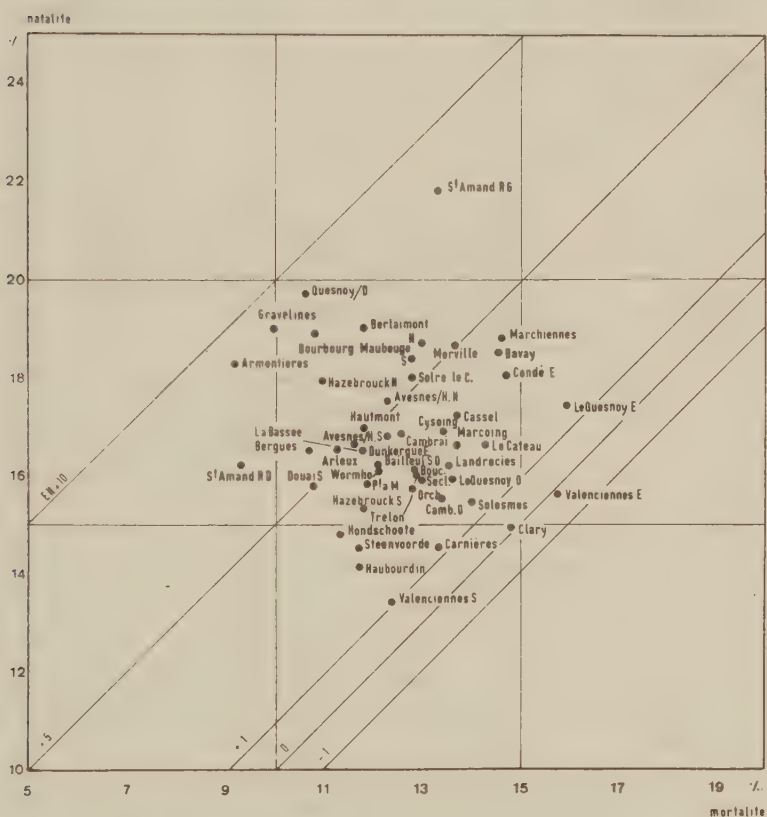


FIG. 297 : COMPOSANTES DU MOUVEMENT NATUREL. Ens. des communes rurales
des cantons. Département du Nord, 1968-1975.

Pas de Calais : natalité - mortalité, 1968/1975, agglomérations de moins de 10 000 hbts

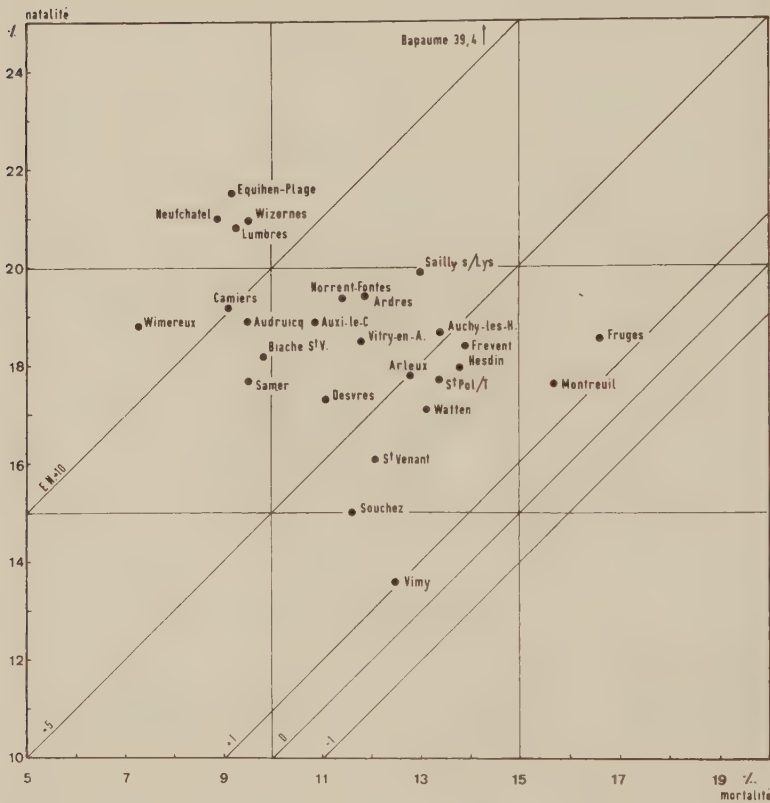


FIG. 298 : COMPOSANTES DU MOUVEMENT NATUREL. Agglomérations de moins de 10 000 h. Département du Pas-de-Calais, 1968-1975.

Nord: natalité/mortalité, 1968/1975, agglomérations de moins de 10.000 hbt

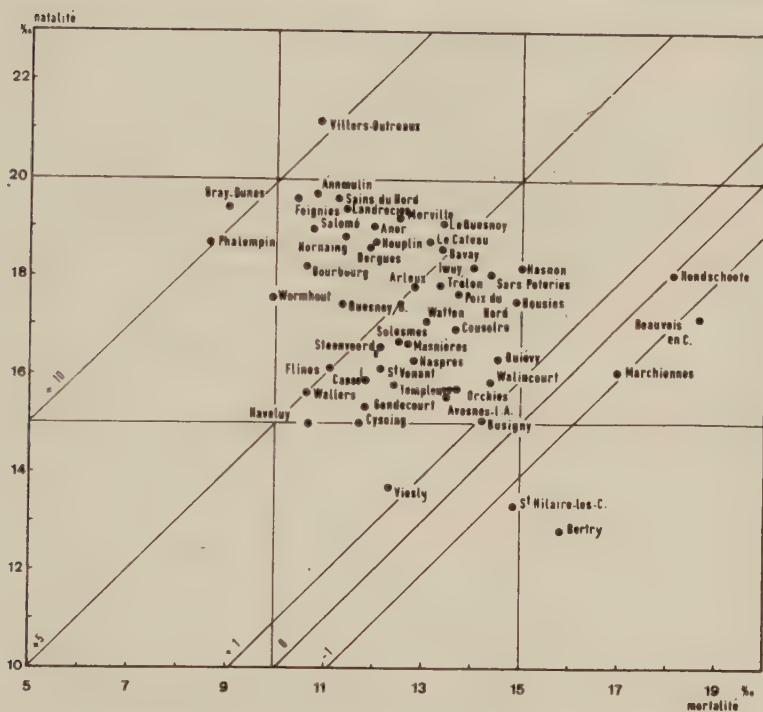


FIG. 299 : COMPOSANTES DU MOUVEMENT NATUREL. Agglomérations de moins de 10 000 h. Département du Nord. 1968-1975.

Nord-Pas-de-Calais, natalité/mortalité, agglomérations de plus de 10 000 habitants, 1968-1975

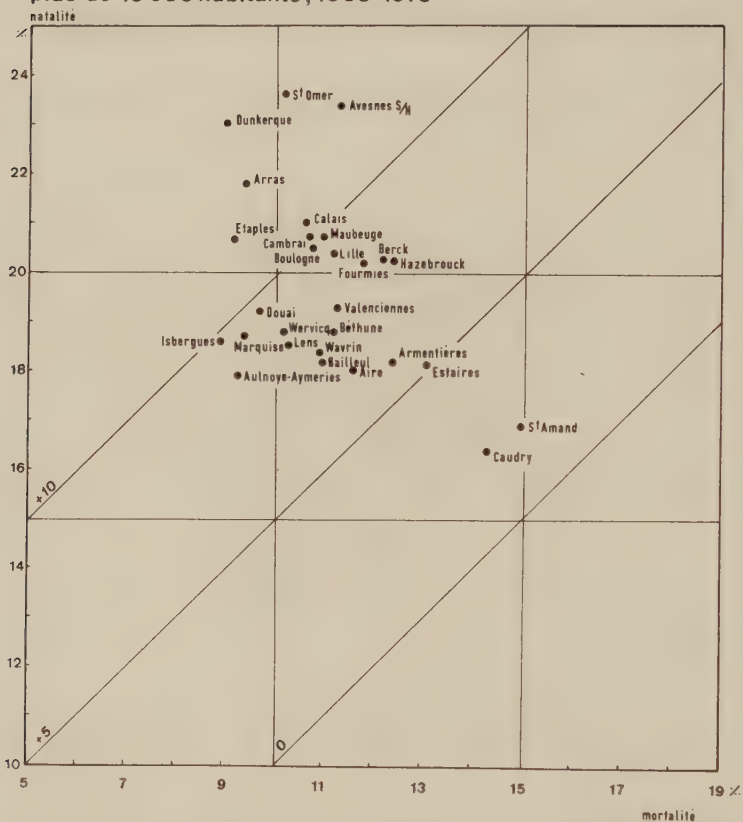


FIG. 300 : COMPOSANTES DU MOUVEMENT NATUREL. Agglomérations de plus de 10 000 h. Région Nord-Pas-de-Calais. 1968-1975.

Pas-de-Calais: natalité, 1962 - 1968 / 1968 - 1975, ensemble des communes rurales des cantons

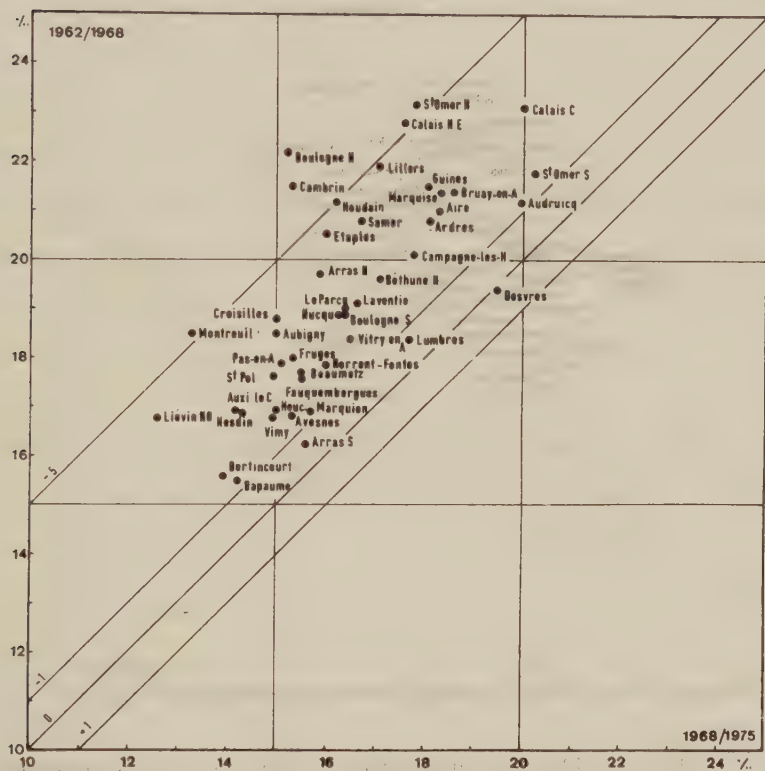


FIG. 301 : TAUX DE NATALITE. Département du Pas-de-Calais. Ens. des communes rurales. 1962/1968. 1968/1975.

Nord: natalité, 1962-1968 / 1968-1975, ensemble des communes rurales des cantons

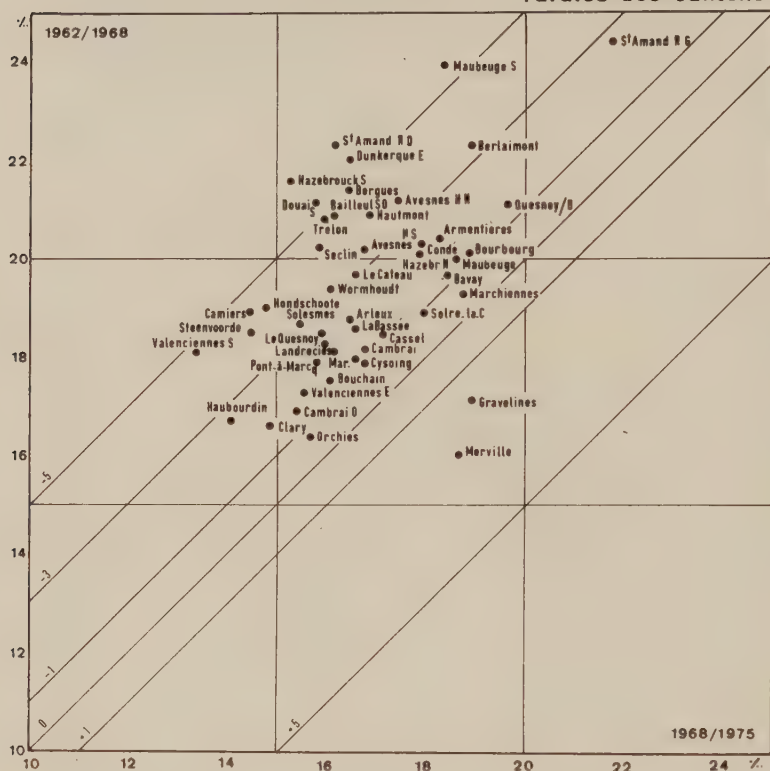


FIG. 302 : TAUX DE NATALITE. Département du Nord. Ens. des communes rurales. 1962/1968. 1968/1975.

Pas-de-Calais: natalité, 1962-1968 / 1968-1975, agglomérations de moins de 10 000 h

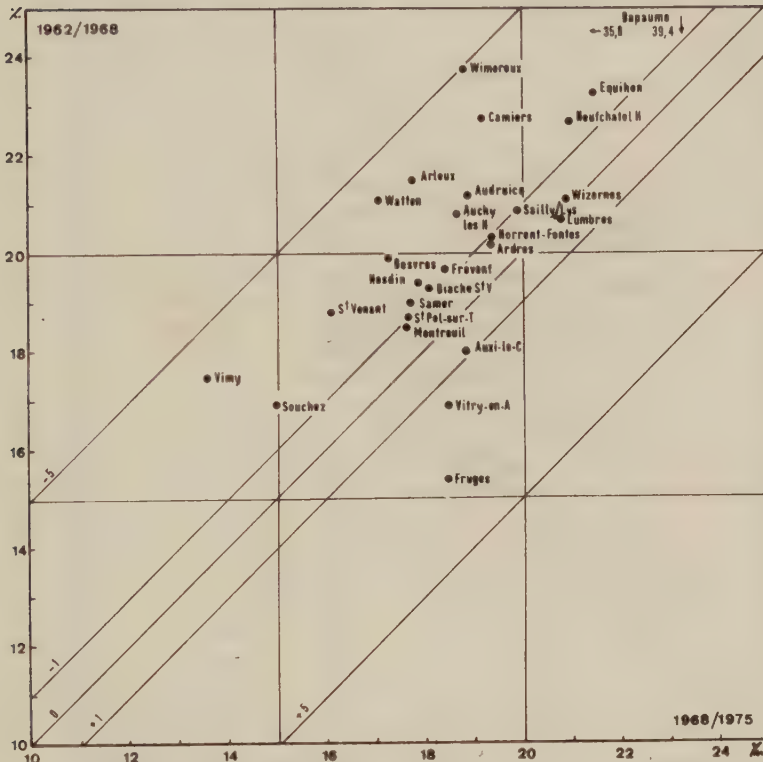


FIG. 303 : TAUX DE NATALITE. Département du Pas-de-Calais. Agglomérations de moins de 10 000 h. 1962/1968, 1968/1975.

Nord: natalité, 1962-1968 / 1968-1975, agglomérations de moins de 10 000 h

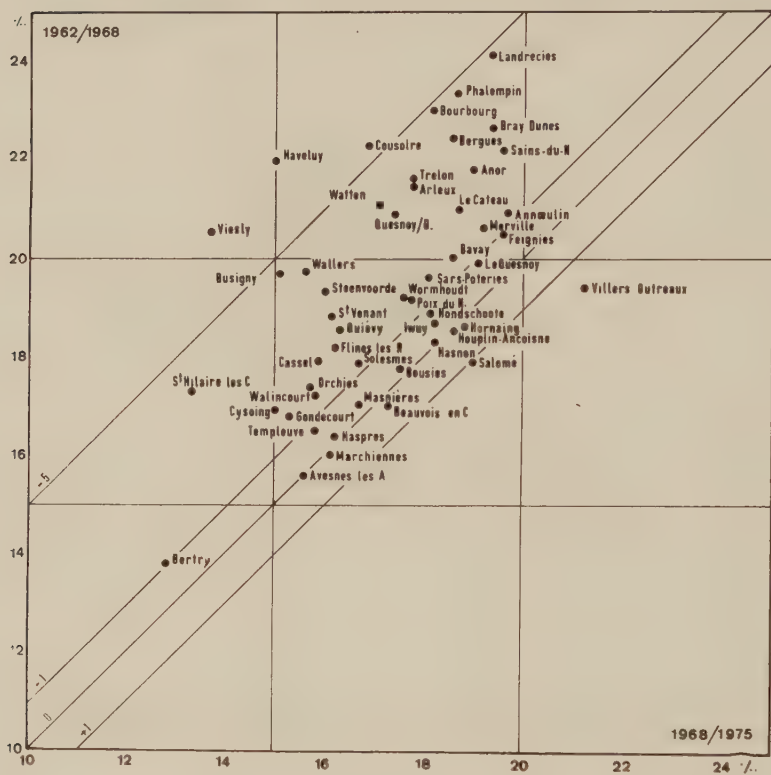


FIG. 304 : TAUX DE NATALITE, Département du Nord, Agglomérations de moins de 10 000 h. 1962/1968, 1968/1975.

Nord-Pas-de-Calais : natalité, 1962-1968 / 1968-1975,
agglomérations de plus de 10 000 h

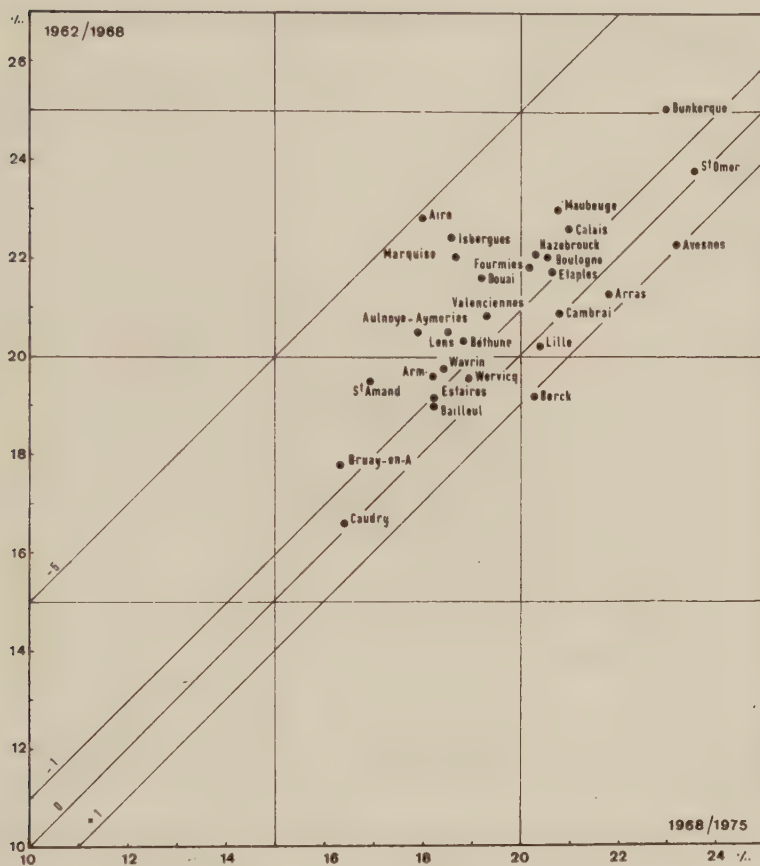
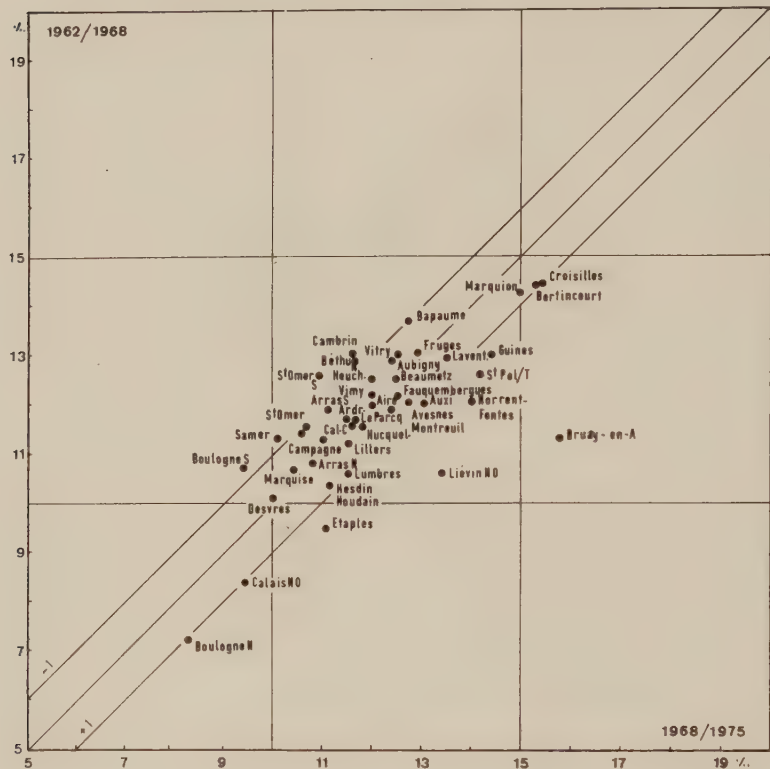


FIG. 305 : TAUX DE NATALITE. Région Nord/Pas-de-Calais. Agglomérations de plus de 10 000 h. 1962/1968. 1968/1975.

Pas-de-Calais : mortalité, 1962-1968 / 1968-1975, ensemble des communes rurales des cantons



Nord : mortalité, 1962 - 1968 / 1968 - 1975, ensemble des communes
rurales des cantons



FIG. 307 : TAUX DE MORTALITE. Département du Nord. Ens. des communes
rurales. 1962/1968 - 1968/1975.

Pas-de-Calais: mortalité, 1962-1968 / 1968-1975, agglomérations de moins de 10 000 h

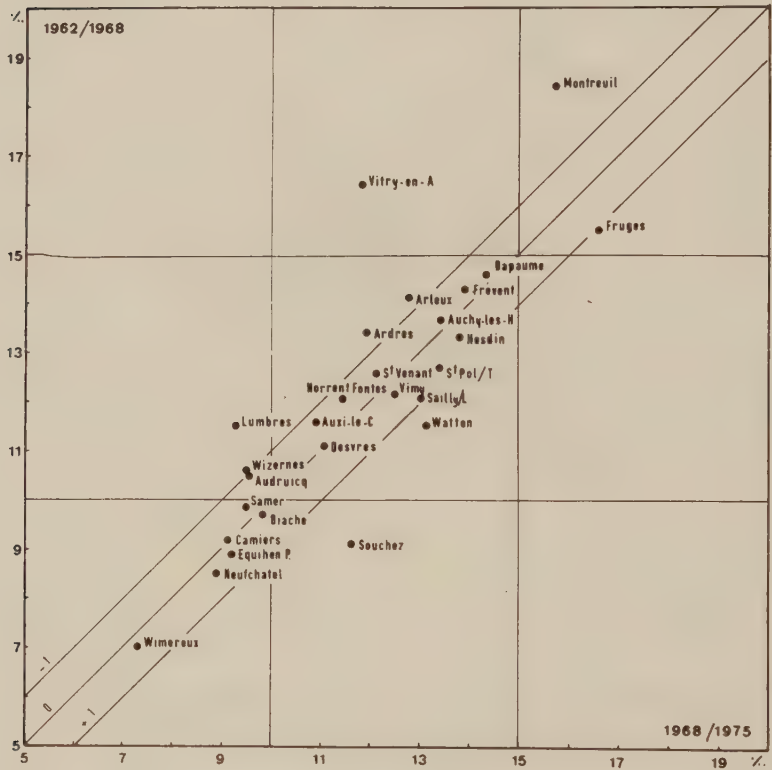


FIG. 308 : TAUX DE MORTALITE. Département du Pas-de-Calais. Agglomérations de moins de 10 000 h. 1962/1968 - 1968/1975.

Nord : mortalité, 1962-1968 / 1968-1975, agglomérations de moins de 10 000 h



FIG. 309 : TAUX DE MORTALITE. Département du Nord. Agglomérations de moins de 10 000 h. 1962/1968 - 1968/1975.

**Nord-Pas-de-Calais: mortalité, 1962 - 1968 / 1968 - 1975,
agglomérations de plus de 10 000 h**

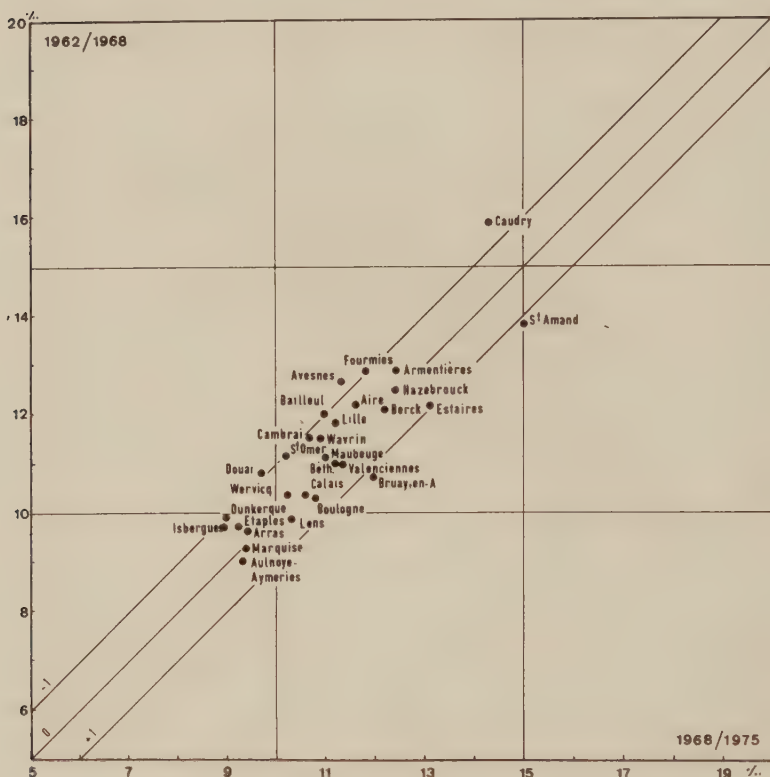


FIG. 310 : TAUX DE MORTALITE, Région Nord/Pas-de-Calais. Agglomérations de plus de 10 000 h. 1962/1968 - 1968/1975.

pris entre le pays minier et la forêt de Mormal, toujours difficile à dénommer, qui prolonge vers le Nord la zone de dépeuplement du Cambrésis. Dans plus du tiers des communes des cantons du Quesnoy-Ouest, du Quesnoy-Est et de Valenciennes-Est, le solde du mouvement naturel fut négatif entre 1968 et 1975.

Dans l'Avesnois, le déficit migratoire n'apparaît que dans quelques petites communes rurales et constitue encore un phénomène ponctuel. Il en est de même dans la Flandre intérieure et la vallée de la Lys. Par contre de petits foyers de dépopulation par voie naturelle apparaissent en Ostrevent (Fressain, Marcq-en-Ostrevent, Wasnes-au-Bac, Hem-Lenglet, Abancourt, Sancourt), à l'Est du Pévèle (Mouchin, Bachy, Cobrieux) et dans la vallée de la Scarpe (Marchiennes et Tilloy-les-Marchiennes).

2) 2. La localisation des communes dont le solde du mouvement naturel est fortement positif :

La grande majorité des communes possèdent un solde du mouvement naturel positif. Ce dernier domine très largement sur les cartes où il occupe de larges plages quasiment continues dans toute la partie centrale de la région (pays minier, région de Lille, agglomération d'Arras et leurs bordures), sur le littoral, dans le Haut-pays compris entre Saint-Omer et la côte, la région de Saint-Omer et l'essentiel de la Flandre intérieure, le bassin de la Canche moyenne et de la Ternoise, l'agglomération de Cambrai et la haute vallée de l'Escaut, et l'extrémité orientale du département du Nord (bassin de la Sambre, Thiérache).

Mais les différenciations y sont faibles, puisque, comme nous l'avons mis en évidence au début de ce chapitre, il y a une forte concentration des valeurs de l'excédent naturel autour du mode, entre 0 et + 1 % par an, l'atténuation des taux d'excédent naturel au cours de ces dernières années ayant provoqué un tassement vers les basses valeurs. Il devient donc intéressant de repérer quels sont les secteurs où l'excédent naturel s'est maintenu à un niveau élevé. Dans 221 communes (15 % des communes), le taux annuel moyen de solde du mouvement naturel excède + 1 %. Au premier abord ces communes semblent saupoudrées sur la carte, mais en fait elles sont rassemblées dans des secteurs bien définis.

- La zone littorale est devenue la zone dont le croît naturel est le plus élevé.

C'est dans la zone côtière que les communes dont le taux d'excédent naturel est élevé, sont le plus nombreuses. Dans 36 % des communes de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer (27 communes), dans 28 % des communes de l'arrondissement de Calais (11 communes), dans 14 % seulement des communes de l'arrondissement de Dunkerque (16 communes), mais toutes situées en Flandre maritime, ce taux dépasse 1 % par an.

La tradition explique cette concentration des communes à fort excédent naturel sur la côte et plus généralement dans la partie occidentale de la région du Nord. La natalité est demeurée très élevée, grâce à la jeunesse et à la forte fécondité des populations de marins et de pêcheurs, mais aussi des populations rurales. Bien que diminués par rapport au lendemain de la guerre, les taux de na-

talité des communes de cette zone figurent parmi les plus élevés de la région. Entre 1954 et 1962 par exemple on avait enregistré un taux moyen de natalité de 24,2 ‰ dans l'arrondissement de Boulogne et de 24,9 ‰ dans celui de Calais, taux élevés mais inférieurs aux taux du pays minier, entre 1968 et 1975, les taux, bien que ramenés à 20,0 ‰ dans l'arrondissement de Boulogne et à 20,7 ‰ dans celui de Calais, sont devenus les plus élevés de la région à l'échelon des arrondissements.

Si toute la bande côtière connaît un bilan du mouvement naturel excédentaire, on ne rencontre de taux très élevés que dans deux larges secteurs :

Le premier secteur comprend une bande côtière continue depuis Bray-Dunes jusqu'à Calais, englobant les communes littorales et une partie des communes sublittorales de la Flandre maritime (Spycker, Holque, Looberghe, Hoymille, Cappelle-la-Grande) et du Calaisis (Nouvelle-Eglise, Vieille-Eglise, Saint-Omer-Cappel, Nortkerque). La ville même de Dunkerque (depuis le rattachement de Patite-Synthe), avec un taux annuel moyen d'excédent naturel de + 1,42 ‰ partage avec Arras le record de croît par voie naturelle des grandes villes de la région. Calais suit plus modestement avec un taux de + 1,1 ‰. Sur la côte même le taux d'excédent naturel ne descend en dessous de 1 ‰ que dans une seule commune, et l'on remarque les taux d'excédent naturel particulièrement élevés de Loon-Plage (+ 1,72 ‰) et de Grande-Synthe (+ 2,65 ‰) dont le taux de natalité s'élève à 30,3 ‰.

Le second secteur comprend les communes littorales encadrant la ville de Boulogne. Le Boulonnais est d'ailleurs une région où

l'excédent naturel est dans l'ensemble important. Mais il l'est particulièrement sur la côte même où, comme entre Bray-Dunes et Calais, l'on retrouve au delà des falaises des Caps Gris-Nez et Blanc-Nez, d'Ambleteuse à Dannes, un ruban continu de communes dont le croît naturel annuel moyen (mis à part Boulogne, avec cependant 0,98 %) excède + 1 %.

Le Marquenterre et les communes de l'estuaire de la Canche participent beaucoup moins à ce phénomène, le bilan des naissances et des décès y est certes positif, mais très inférieur à 1 % sauf à Etaples, vieux port de petits pêcheurs dont la natalité figurait traditionnellement parmi les plus élevées de France (24,1 % entre 1968 et 1975 contre 29 % entre 1954 et 1962) et dont l'excédent naturel s'élève encore à + 1,56 %.

- Le Haut-Boulonnais et le Guinois assurent la transition entre les zones de forte natalité du littoral et la zone de forte natalité de la région de Saint-Omer.

Le contraste est grand entre le Haut-Boulonnais, prolongement vers l'intérieur des terres des secteurs de forte natalité du littoral, et le reste du Haut-Pays d'Artois dont le solde du mouvement naturel est médiocre sinon négatif. C'est dans la moitié des communes du canton de Marquise et dans le tiers des communes du canton de Desvres (celles qui sont situées dans le Haut-Pays) que l'excédent naturel dépasse 1 % par an.

Ces communes à croît naturel élevé se regroupent en deux secteurs. Le premier correspond en gros à la Vallée Heureuse et comprend des petites villes et des gros villages industriali-

sés (dont Rinxent, Réty et Landrethun). Le second encadre la pointe de la dépression triangulaire du Bas-Boulonnais et n'en-globe que des communes rurales dont au Nord : Nabringhen (+ 1,50 % par an), Bainghen (+ 2,48 %), Sanghen, La Longueville, Surques, Escoeuilles etc..., et au Sud : Saint-Martin-Choquel (+ 2,34 %), Vieil-Moutier, Lottinghen, Récourt, Zoteux, Bourthes, Bazinghen etc...

Si sur le littoral il est facile de trouver des explications à la forte natalité : population jeune grâce à la fécondité traditionnelle et à l'apport migratoire de jeunes actifs dans la région de Dunkerque, structure socio-professionnelle favorable, tradition etc..., il est par contre plus difficile d'expliquer la forte natalité de ce secteur dont la structure par âge n'est pas particulièrement favorable et dont la situation économique ne l'est pas davantage, sinon en se référant à une forte fécondité traditionnelle et à une structure socio-professionnelle qui comporte encore un certain nombre d'ouvriers-paysans, catégorie sociale jadis prolifique.

- La région de Saint-Omer et de la moyenne vallée de l'Aa :

Dans 27 % des communes (31 communes) de l'arrondissement de Saint-Omer, concentrées dans l'agglomération de Saint-Omer et dans la vallée de l'Aa en amont de cette agglomération, les taux annuels moyens d'excédent naturel enregistrés entre 1968 et 1975 étaient supérieurs à 1 %.

Ces taux élevés se rencontrent d'abord dans la ville même de Saint-Omer (+ 1,36 %) et dans les communes de l'aggloméra-

tion (Clairmarais, Arques, Saint-Martin-au-Laërt, Salperwick)
comme dans les communes urbaines égrenées le long de la moyenne
Aa (Blendecques, Wizernes, Longuenesse, Lumbres) et dans de pe-
tites communes rurales situées dans la vallée ou sur ses rebords
(Heuringhem, Helfaut, Ouve-Wirquin etc...).

- L'aire urbaine centrale : discontinuité et concentration des
secteurs à excédent naturel élevé.

Il y a encore une dizaine d'années, cette zone aurait fourni
la majorité des communes dont la croissance reposait sur un croît
naturel rapide. Aujourd'hui il y a certes encore dans cette vaste
zone des communes dont l'excédent naturel est fortement positif,
mais elles sont beaucoup moins nombreuses et disséminées en petits
secteurs isolés les uns des autres par des zones où l'excédent
naturel est très moyen.

Le pays minier a perdu sa forte natalité :

Le pays minier dont le croît naturel était jadis remarquable
n'enregistre plus que des taux de natalité médiocres, inférieurs
à la moyenne régionale (taux annuel moyen de natalité : 18,2 ‰
dans l'arrondissement de Lens entre 1968 et 1975, 17,6 ‰ dans
l'arrondissement de Béthune, 18,6 ‰ dans celui de Douai et 18,8 ‰
dans celui de Valenciennes) [01] , alors que la mortalité, qui
y fut toujours anormalement élevée pour une population longtemps
très jeune, s'est fortement aggravée par suite du vieillissement
qu'a entraîné le déficit migratoire (taux annuel moyen de mortali-
té entre 1968 et 1975 : Arrondissement de Lens : 10,4 ‰, arron-
dissement de Béthune : 11,6 ‰, arrondissement de Douai : 10,8 ‰,

arrondissement de Valenciennes : 11,6 ‰). Il s'agit certes de valeurs moyennes, mais elles sont très significatives car il est peu fréquent que les taux communaux de natalité leur soient supérieurs. Il ne subsiste plus aujourd'hui dans le bassin minier que quelques petits secteurs de forte natalité géographiquement isolés.

Dans l'est du bassin il ne s'agit même plus d'un comportement démographique propre à une région mais d'un banal phénomène de banlieue de peuplement récent qui s'est développé au sud de Valenciennes où se sont concentrés les éléments jeunes de la population de l'agglomération dans les logements nouvellement construits à Beuvrages (taux annuel moyen d'excédent naturel : + 1,62), Marly et Aulnoy, et à proximité de Denain, à Douchy-les-Mines. On trouve cependant quelques traces de l'ancienne natalité dans les taux supérieurs à la moyenne régionale enregistrés à Condé-sur-Escaut et Bouchain.

Dans le centre du bassin, la situation est un peu plus complexe car à des survivances de la forte natalité, là où une certaine activité minière s'est maintenue, s'est superposé le phénomène de forte natalité des banlieues nouvellement peuplées de Douai. Une certaine concentration de communes à excédent naturel annuel supérieur à 1 ‰ entre 1968 et 1975 est visible dans le Douaisis : à Douai même et dans une auréole discontinue établie autour de la ville et formée de trois secteurs principaux : à l'Est le secteur minier de Pecquencourt (Pecquencourt, Lallaing, Montigny-en-Ostrevent), au Sud le secteur industriel de Corbehem (Brebières, Corbehem, Gouy), au Nord le secteur partiellement

minier de Leforest (Leforest, Courcelles-les-Lens, Evin-Malmaison, Raimbeaucourt). En dehors du secteur de Douai, les communes dont l'excédent naturel est encore notable sont peu nombreuses et géographiquement très dispersées. Il s'agit soit de communes où s'est concentrée l'activité minière actuelle : Avion (+ 1,6 %), Courrières (+ 1,6 %), Oignies (+1,0 %), soit de communes proches de la zone de reconversion de Douvrin-La Bassée : Hulluch, Givenchy-les-La Bassée, Provins.

A l'Ouest du bassin il ne subsiste plus que 3 communes dont l'excédent naturel fut supérieur à 1 % par an entre 1968 et 1975 et une fois encore il ne s'agit pas de communes minières mais de Béthune et de deux communes de son agglomération dont l'expansion est toute récente : Vendin-les-Béthune et Gosnay. Il est à noter que parmi les communes à population surtout industrielle qui gravitent autour de la partie occidentale du pays minier, l'excédent naturel est demeuré assez élevé à Isbergues et dans la petite unité urbaine de Norrent-Fontes.

La région de Lille a relativement bien résisté à la baisse de la natalité.

Le croît naturel de la région de Lille avait toujours été inférieur dans le passé à celui de la région minière, mais au cours des dernières années, tandis qu'il s'amenuisait dans le pays minier, il se maintenait à niveau constant autour de la métropole où le taux de natalité (20,5 ‰ entre 1954 et 1962 et 20,0 ‰ entre 1968 et 1975) ne diminuait pas plus vite que le taux de mortalité.

Cette situation a permis à l'arrondissement de Lille de conserver un taux annuel moyen d'excédent naturel assez élevé dans l'ensemble : + 0,88 %. Les communes rurales du Pévèle et du Mélan-tois possèdent les taux les plus faibles, en général proches de 0, tandis que les communes urbaines de l'agglomération de Lille possèdent les taux les plus élevés. Il est cependant assez rare que ceux-ci dépassent 1 % (dans 14 % seulement des communes de l'arrondissement, dont 11 communes de l'unité urbaine de Lille).

En dehors des communes où la population ouvrière et la population immigrée étrangère est prédominante telles Roubaix (+ 1,04 % par an), Lannoy et Lys-les-Lannoy, ce sont les communes où le nombre des logements a considérablement augmenté et qui ont pu accueillir les jeunes ménages, qui ont bénéficié des plus importants accroissements naturels : Neuville-en-Ferrain, Villeneuve d'Ascq, Hem (1,52 %), Mons-en-Baroeul (2,21 %), Verlinghem, Lambersart et Wattignies (+ 1,63 %).

En dehors de l'unité urbaine de Lille, dans deux communes seulement on a enregistré des taux de croît naturel excédant 1 % par an : à Bois-Grenier dans l'unité urbaine d'Armentières et à Wervicq-Sud dans l'unité urbaine franco-belge de Wervicq.

- L'agglomération d'Arras continue à bénéficier d'un excédent naturel particulièrement élevé.

Dans plus du tiers des communes de l'unité urbaine d'Arras, le solde du mouvement naturel entre 1968 et 1975 a dépassé + 1 % par an, et la forte expansion de l'ensemble de l'agglomération est d'abord redevable à un croît naturel particulièrement élevé : + 1,24 %.

Celui-ci le fut surtout à Arras même (+ 1,43 %), à Saint-Nicolas, à Dainville et à Beaurains. Mais nulle-part il n'a excédé 1,50 %.

Il faut également noter qu'à la périphérie de l'agglomération, dans des communes encore semi-rurales que l'INSEE avait intégrées dans l'agglomération, et dans des communes rurales très proches, on relève aussi des taux d'excédent naturel élevés comme à Feuchy, Ecurie, Etrun, Ficheux, Boiry-Sainte-Rictude, Wanquetin ou Basseux.

- Le bassin de la Sambre est le dernier secteur de concentration de communes à excédent naturel élevé.

Dans le bassin métallurgique de la vallée de la Sambre, comme dans la plupart des régions à dominante ouvrière, l'excédent naturel dépasse 1 % dans de nombreuses communes. Dans la grande majorité d'entre-elles il est supérieur à 0,8 % et dans 9 communes (dont Maubeuge, Assevent, Louvroil, Ferrière-la-Grande, Hautmont et Boussières-sur-Sambre) il excède 1 %. Dans l'ensemble de l'unité urbaine de Maubeuge, demeurée celle où le croît naturel est le plus rapide, le taux annuel moyen du solde du mouvement naturel atteignait presque 1 ‰ (+ 0,97 ‰) pour la période 1968-1975. Mais bien que relativement élevé par rapport à l'ensemble de la région, ce taux marque un net recul par rapport aux périodes antérieures à 1968.

- En dehors des principaux foyers de croît naturel, subsistent

quelques petits foyers isolés :

En dehors des principales zones de concentration des communes à croît naturel important déjà énumérées, on ne rencontre plus que de petits groupements de communes de ce type, très localisés, et des communes isolées parmi lesquelles figurent un certain nombre de communes rurales. Compte-tenu de la faiblesse des effectifs mis en jeu, les résultats enregistrés dans ces dernières demeurent aléatoires et on ne peut les prendre en compte que si dans une région donnée on rencontre de nombreux cas.

En Thiérache, il n'y a de taux d'excédent naturel élevé que dans l'agglomération d'Avesnes-sur-Helpe même (+ 1,6 %), à Haut-Lieu et à Dompierre-sur-Helpe.

L'agglomération de Cambrai fournit le plus important des petits foyers de croît naturel élevé (+ 1,01 %) grâce à la ville de Cambrai (+ 1,14 %) et à quelques communes de banlieue : Niergnies, Cauroir et surtout Provville (+ 1,50 %) où la natalité est demeurée élevée. Ce foyer de forte natalité qui contraste avec le reste du Cambrésis se prolonge vers le Sud le long de la haute vallée de l'Escaut (Crèvecœur-sur-Escaut, Villers-Outréaux).

Enfin dans une vaste zone qui comprend la moyenne vallée de la Canche, la vallée de la Ternoise autour de Saint-Pol et le secteur de Fruges, on trouve un certain nombre de communes dont l'excédent naturel notable contraste avec la situation générale du Ternois et du Haut-Pays d'Artois où la croissance par voie naturelle est très faible sinon inexistante. Celles-ci sont trop

nombreuses et trop regroupées dans les trois secteurs que nous avons précisés pour que, même lorsqu'il s'agit de petites communes rurales, ce phénomène soit dû au hasard. Les regroupements les plus importants sont liés aux petits foyers industriels. Ainsi la vallée de la Canche de part et d'autre d'Hesdin (où l'excédent naturel moyen annuel de la période 1968-1975 est supérieur à 1 % à Guisy : 1,59 %, Marconnelle, Beaurainville, Campagne-les-Hesdin, Contes, Lespinoy, Le Quesnoy-en-Artois et Wamin), plus modestement le coeur du Ternois à proximité de Saint-Pol-sur-Ternoise (Roëllecourt, Ostreville, Huclier) et enfin à proximité de Fruges un petit ensemble de communes rurales (Ruisseauville, Lisbourg, Planques, Camiers, Senlis) témoignent que la dépopulation ne sévit pas sur tout le Haut-Pays.

En dehors de ce dernier ensemble on ne trouve d'excédent naturel notable que dans quelques communes isolées situées à proximité de petits centres dont elles ont absorbé l'expansion démographique et par cela même les jeunes familles, comme par exemple Willencourt pour Auxi-le-Château, Mondicourt et Grincourt-le-Pas pour Pas-en-Artois, Bancourt pour Bapaume.

c) Le bilan du mouvement migratoire :

1) La généralisation du déficit migratoire :

L'aggravation du déficit migratoire régional déjà analysée dans la première partie de cet ouvrage au chapitre IV n'est que la résultante de la dégradation générale des bilans migratoires

FIG. 311 : DISTRIBUTION DES COMMUNES SELON LES COMPOSANTES DE LEUR EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE. Par arrondissements. 1968/1975.

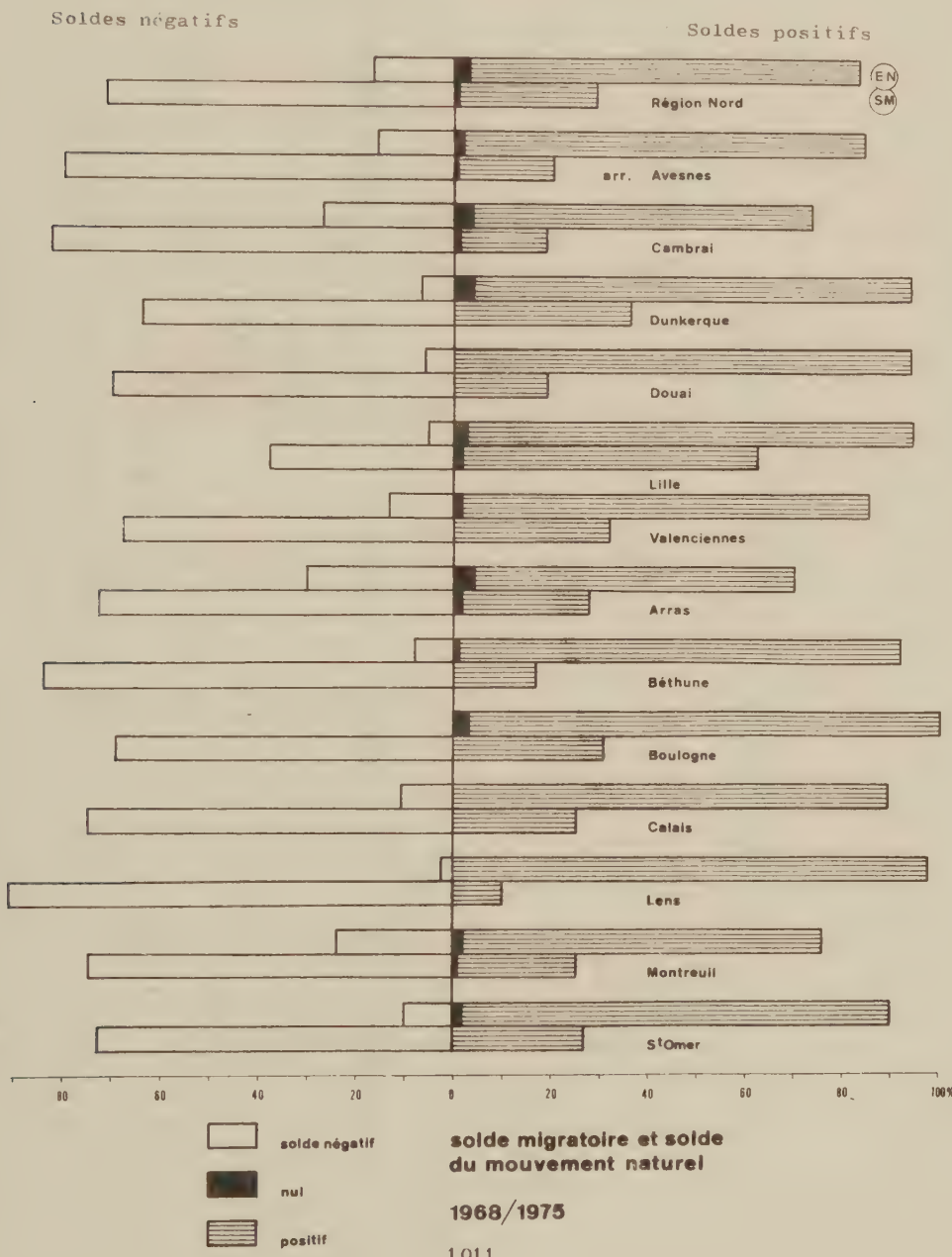


FIG. 312 : **taux annuel moyen de solde migratoire par arrondissement**

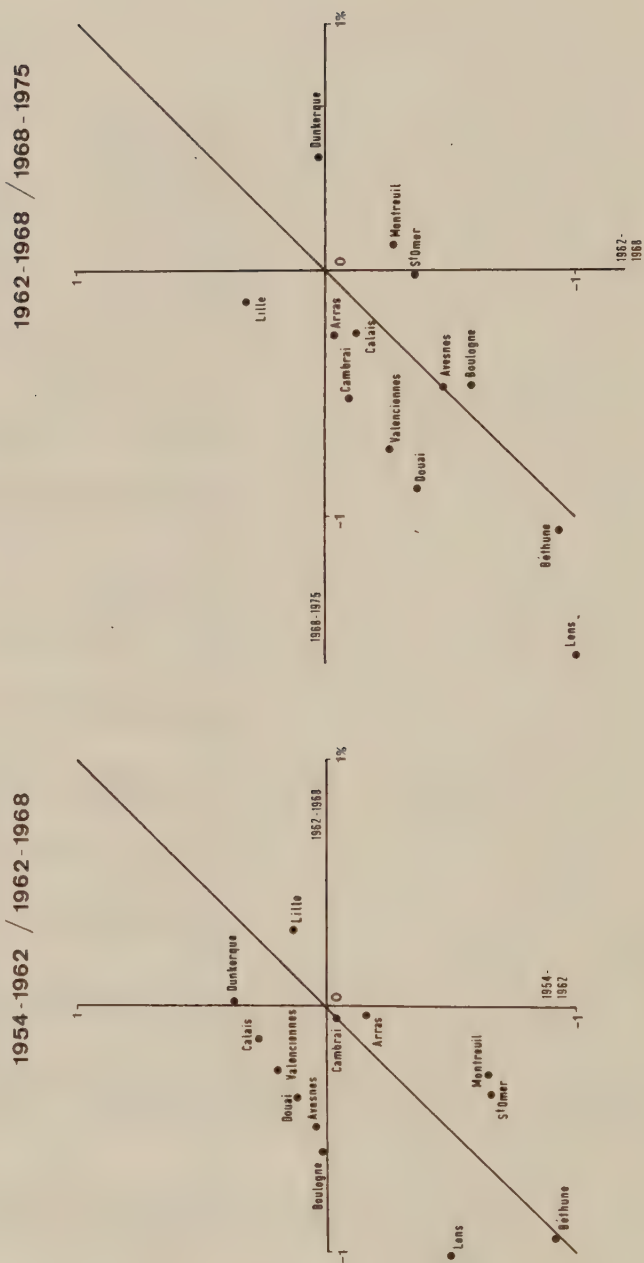
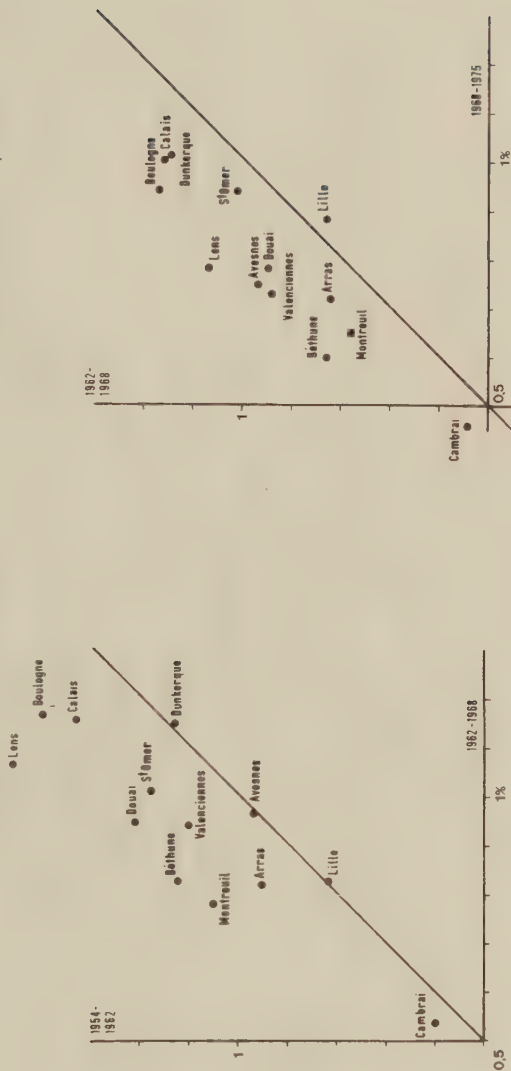


FIG. 313 : **taux annuel moyen de solde du mouvement naturel par arrondissements**

1954 - 1962 / 1962 - 1968 1954 - 1962 / 1968 - 1975



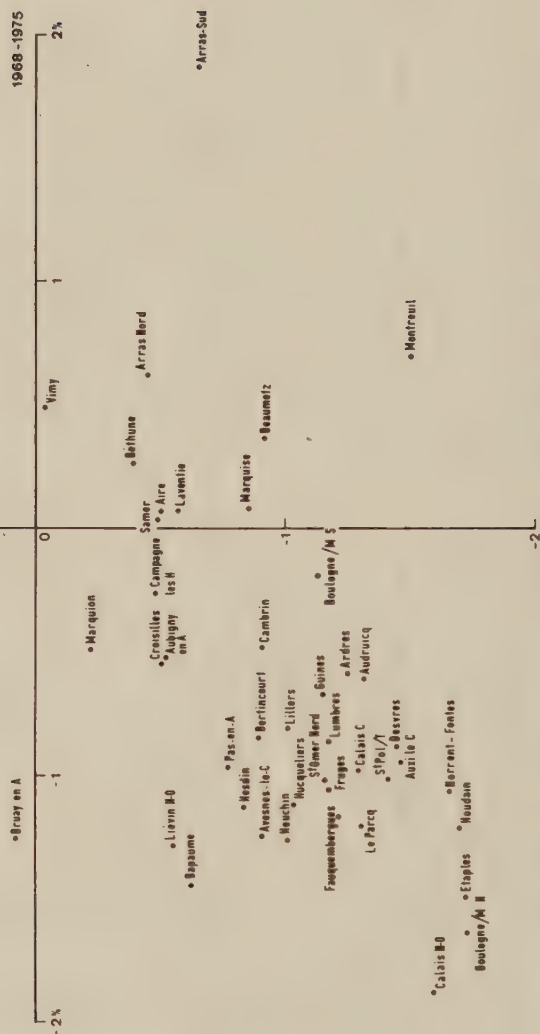


FIG. 314 : SOLDE MIGRATOIRE. DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS. Ensemble des communes rurales.

FIG. 315 : SOLDE MIGRATOIRE. DEPARTEMENT DU NORD. Ensemble des communes rurales.



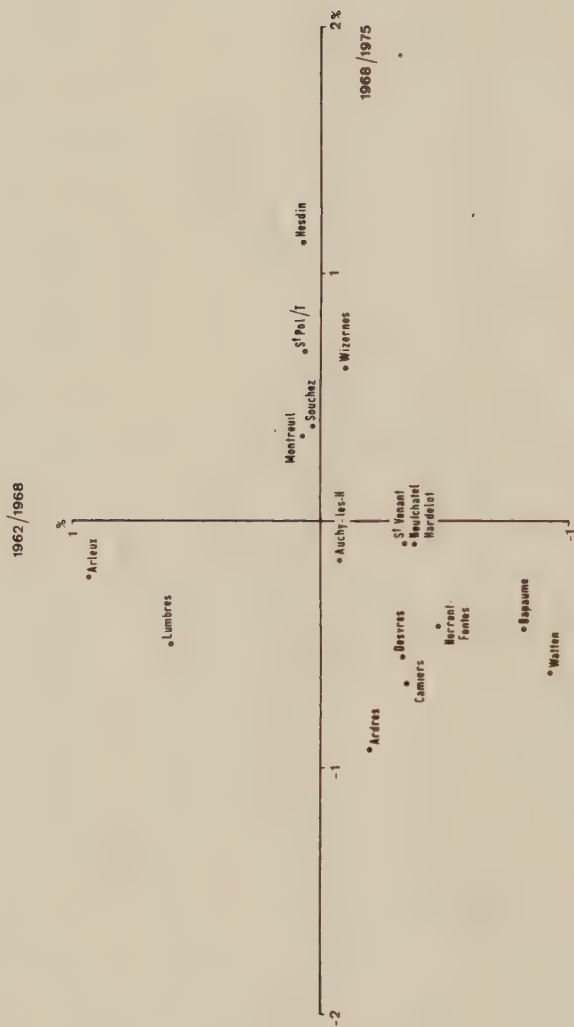
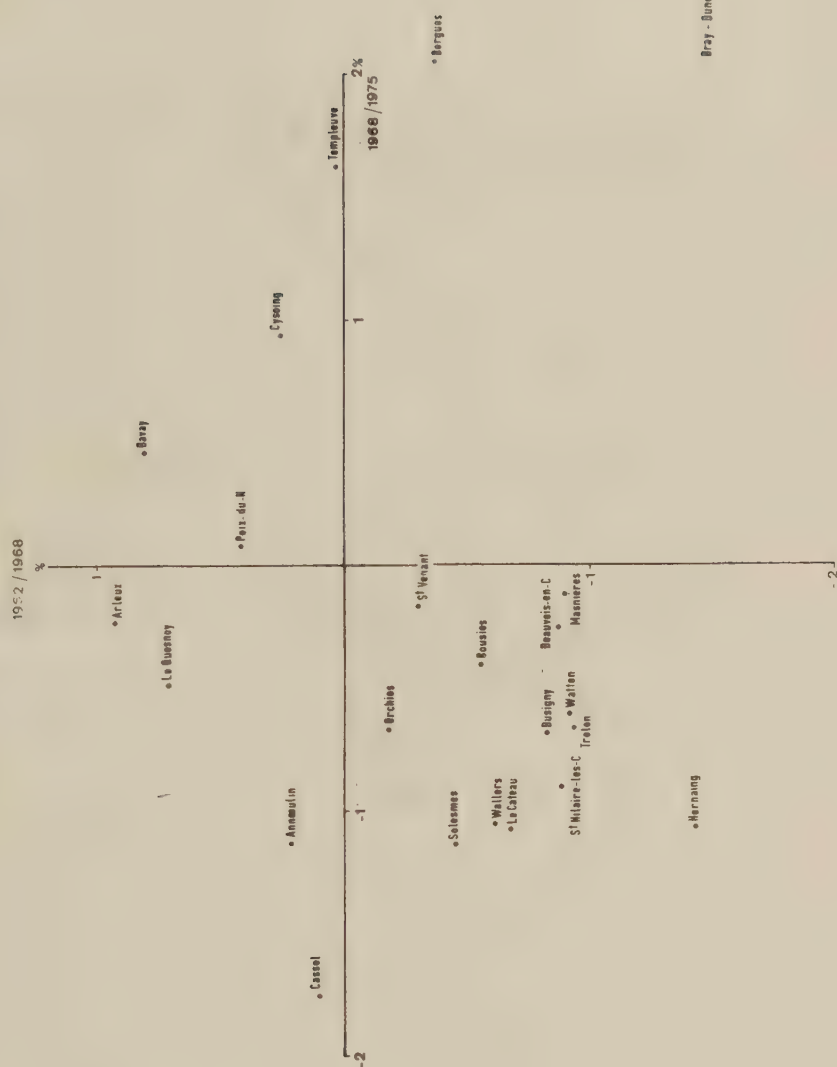


FIG. 317 : SOLDE MIGRATOIRE. . DEPARTEMENT DU NORD, Agglomérations de moins de 10 000 h.



Bray - Dunes

taux annuel moyen de solde migratoire (unités urbaines de plus de 10 000 habitants au recensement de 1975)

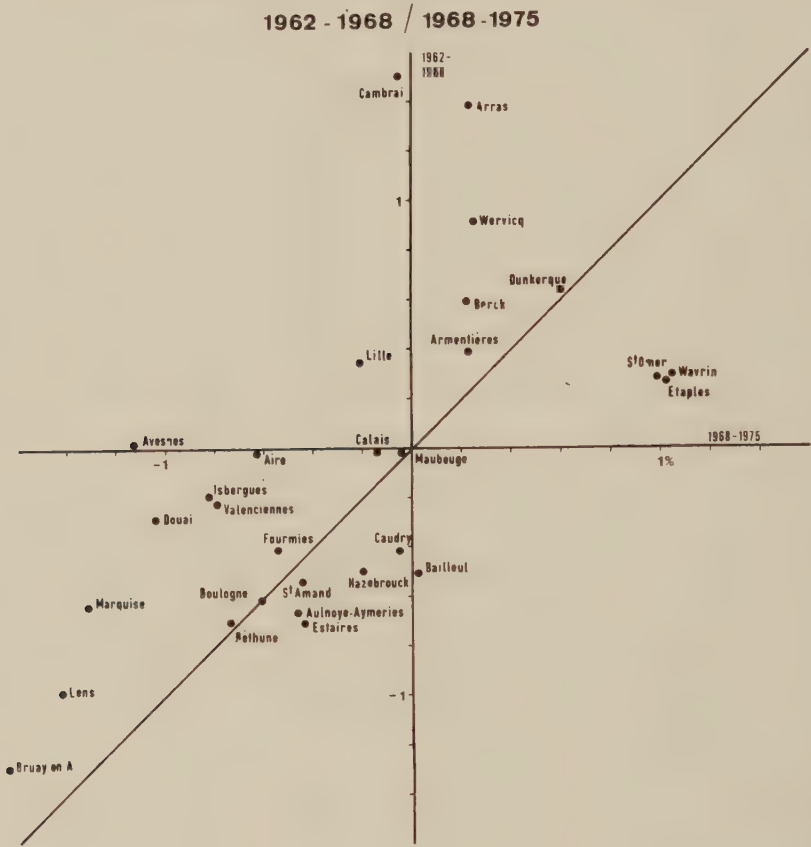


FIG. 318 : SOLDE MIGRATOIRE. Région Nord/Pas-de-Calais. Unités urbaines de plus de 10 000 h. 1962/1968 - 1968/1975.

à l'échelon local.

Déjà entre 1954 et 1962, les soldes migratoires avaient été négatifs dans les arrondissements miniers du Pas-de-Calais (Lens et Béthune) et dans les plus ruraux des arrondissements (Cambrai, Arras, Montreuil et Saint-Omer), mais ils étaient cependant demeurés positifs dans 7 arrondissements. Entre 1962 et 1968 ils n'étaient demeurés positifs que dans les arrondissements de Lille et de Dunkerque. Enfin entre 1968 et 1975 le solde migratoire devenait également négatif dans l'arrondissement de Lille et ne demeurait positif que dans celui de Dunkerque. L'apparition d'un déficit migratoire dans l'arrondissement le plus peuplé de la région Nord-Pas-de-Calais n'a pas été compensée par le renversement de tendance et l'enregistrement d'un mince excédent migratoire dans le petit arrondissement de Montreuil, ni par la forte atténuation du déficit migratoire de l'arrondissement de Saint-Omer.

A l'échelon des agglomérations on observe la même évolution qu'à l'échelon des arrondissements. Entre 1962 et 1968, le solde migratoire avait encore été positif dans 11 des unités urbaines de plus de 10 000 habitants, entre 1968 et 1975 il ne l'a plus été que dans 8 d'entre-elles, parmi lesquelles ne figurait qu'une seule des grandes unités urbaines de la région, celle de Dunkerque. Dans 6 des 7 unités urbaines de plus de 100 000 habitants (Lille, Valenciennes, Douai, Lens, Béthune et Bruay-en-Artois) qui à elles seules sont peuplées de plus de la moitié de la population régionale, les émigrants ont été plus nombreux que

les immigrants. Enfin parmi les petites agglomérations dont le solde migratoire a été positif il y a eu dans plus de la moitié des cas un affaïssement des excédents.

Par contre à l'échelon des communes rurales regroupées par cantons, alors qu'entre 1962 et 1968 on n'avait enregistré de solde migratoire positif que dans 8 cantons, entre 1968 et 1975 on enregistrerait le même phénomène dans 24 cantons. C'est là un des paradoxes de l'évolution récente où à l'aggravation du déficit migratoire d'un grand nombre de communes urbaines et surtout des grosses agglomérations, a correspondu l'apparition d'un excédent migratoire dans un nombre grandissant de communes rurales.

Néanmoins les communes où le solde migratoire est demeuré ou devenu positif entre 1968 et 1975 sont assez concentrées géographiquement puisque aux deux extrêmes : 38,1 % seulement des communes de l'arrondissement de Lille présentaient des bilans migratoires déficitaires contre 89,7 % des communes de l'arrondissement de Lens. Mais le cas de l'arrondissement de Lille est tout à fait exceptionnel, puisque pour l'ensemble des autres arrondissements l'étendue statistique est limitée entre 63,8 % (Dunkerque) et 89,7 % (Lens).

Sur la carte des soldes migratoires, les taux négatifs occupent une place écrasante (plus de 70 % de la surface). D'autre part la large étendue de la distribution des valeurs des soldes migratoires par rapport à celle des soldes du mouvement naturel rend plus difficile la mise en évidence des zones de comportement uniforme. Toutefois il apparaît certains regroupements

des communes à bilans positifs et des communes à bilans fortement négatifs. Ce sont ces deux phénomènes que nous nous sommes efforcés de dégager. Il n'est cependant pas nécessaire que l'étude des soldes migratoires soit menée à un échelon aussi fin que celui des soldes du mouvement naturel. Car, tandis que ceux-ci sont étroitement conditionnés par le milieu, ceux-là obéissent davantage à des facteurs externes. Ils sont plus instables, conditionnés directement par le marché de l'emploi et par le marché de l'immobilier. Enfin ils n'ont pas les mêmes effets.

2) Les zones de concentration des communes à solde migratoire positif.

La grande majorité des communes dont le solde migratoire a été positif durant la dernière période intercensennale sont situées dans les banlieues des grandes agglomérations en particulier de Lille, Dunkerque et Arras et sur leurs bordures.

2) 1. La région lilloise.

2) 1. a) Nulle part dans la région on ne constate une telle concentration de communes à solde migratoire positif.

Bien que le bilan global de l'agglomération lilloise soit négatif, les soldes migratoires sont très fréquemment positifs non seulement dans l'agglomération de Lille-Roubaix-Tourcoing, mais dans toute la région lilloise. Dans 76 communes de l'arrondissement de Lille (soit les 2/3 des communes de cet arrondissement) les variations de population dues au mouvement migratoire ont été

positives entre 1968 et 1975 (soit 17 % des communes de la région dont le bilan migratoire présente un excédent) ; et dans 27 de ces communes le taux annuel moyen d'excédent migratoire a dépassé 2 % (soit la moitié des communes de la région dans ce cas).

Le paradoxe entre le grand nombre de communes à solde migratoire positif et l'existence d'un solde migratoire global négatif n'est qu'apparent puisque toutes les communes n'ont pas la même taille et que ce sont surtout les grosses communes du centre de l'agglomération lilloise qui ont subi une forte émigration, tandis que les communes jusqu'alors peu peuplées ont accueilli les immigrants. L'ensemble des communes de l'unité urbaine de Lille dont le bilan migratoire a été positif n'a recueilli qu'un excédent de 40 801 habitants (+ 4,4 %) entre 1968 et 1975 tandis que l'ensemble des communes dont le bilan migratoire a été négatif a subi un déficit de 54 152 habitants (- 5,8 %). Cependant le déficit migratoire a été moindre à l'échelon de l'arrondissement (- 9 620 habitants) qu'à l'échelon de l'unité urbaine (- 13 351 habitants) ce qui s'explique par l'apparition de soldes migratoires positifs dans un certain nombre de communes assez éloignées du centre de l'agglomération et qui jusqu'à une date récente ont été marquées par l'émigration.

2) 1. b) Le renversement des tendances : l'arrêt incomplet du mouvement de désertification de l'espace péri-urbain.

Pendant longtemps le Pévèle et surtout le Mélançois et le Pays de Weppes de même que la zone rurale comprise entre la Lys et l'agglomération de Lille, zones d'attraction directe de la co-

nurbation de Lille-Roubaix-Tourcoing, se sont dépeuplées au profit de cette conurbation.

On avait cependant déjà remarqué entre 1962 et 1968 que le mouvement de dépeuplement de la zone péri-urbaine s'était ralenti ; par exemple on n'avait plus enregistré qu'un déficit migratoire annuel moyen de - 0,56 % pour l'ensemble des communes rurales du canton de Pont-à-Marcq, contre - 1,0 % entre 1954 et 1962, et un solde migratoire nul pour l'ensemble des communes rurales du canton de Cysoing contre - 1,31 % entre 1954 et 1962.

Mais pendant la période 1968-1975 on assista à un véritable renversement de la vieille tendance au dépeuplement des communes rurales au profit de la grande agglomération toute proche. Mises à part quelques poches où le déficit migratoire persiste (Sud-Ouest du Pays de Weppes de Beaucamps-Ligny à Illies, quelques communes du Pévèle-Mélantois dont l'ensemble Vendeville-Avelin-Fretin et l'ensemble Forest-sur-Marque-Tressin), les soldes migratoires sont devenus positifs dans la ceinture rurale de l'agglomération de Lille. Les excédents migratoires sont encore modestes mais ils tendent à peu près partout à se renforcer. Bien entendu les petites villes de la ceinture péri-urbaine de l'agglomération ont bénéficié autant que les villages de ces apports migratoires en provenance essentiellement du coeur de la métropole. Quelques exemples significatifs de solde migratoire annuel moyen de la période 1968-1975 pris au sud et à l'est de l'agglomération de Lille : Templeuve : + 2,69 % (+ 847 h), Attiches : + 10,01 %, Ennevelin : + 1,52 %, Mérignies : + 2,39 %, Phalempin : + 1,50 %, Tourmignies : + 1,58 %, Noyelles-les-Seclin : + 2,28 %,

Carnin : + 0,96 %, Houplin-Ancoisne : + 0,84 %, Pont-à-Marcq : + 0,80 % etc... Mais ce mouvement qui touche principalement le Mélantois et le nord du Pévèle intéresse également le nord du Pays de Weppes : Escobecques : + 3,36 %, Englos : + 0,65 %, Emmesrin : + 0,84 %, Ennetières-en-Weppes : + 0,13 % et se prolonge sur la plaine de la Lys par une autre zone de croissance, d'avantage liée cette fois à la croissance de l'agglomération d'Armentières, où les soldes migratoires sont également devenus positifs : Fleurbaix : + 1,21 %, Sailly-sur-la-Lys : + 0,22 %, Fromelles : + 1,48 %, Bois-Grenier : + 2,91 %, Radinghem-en-Weppes : + 1,76 %.

L'apport migratoire est toujours insuffisant pour transformer véritablement cette zone en zone urbaine, mais il annonce une extension de l'urbanisation sur l'ensemble de la région lilloise, extension facilitée par le fait qu'une grande partie des terrains n'appartient pas aux agriculteurs, mais à la bourgeoisie urbaine qui spéculé sur la hausse des prix, et par la politique des municipalités.

- L'exode depuis les communes-centres mais aussi depuis toute la couronne interne de la conurbation :

L'essentiel du déficit migratoire provient des trois principales villes de l'unité urbaine de Lille : Lille dont le solde migratoire, depuis fort longtemps négatif, s'est considérablement dégradé avec des taux annuels moyens de - 0,82 % entre 1954 et 1962, - 1,12 % entre 1962 et 1968 et - 2,36 % entre 1968 et

1975 (depuis 1954 Lille a ainsi perdu plus de 55 000 habitants, soit plus du quart de ses effectifs actuels, dont 29 995 entre 1968 et 1975) ; Roubaix dont le déficit migratoire, également ancien, demeure moins accusé bien que s'aggravant avec - 0,49 % par an pendant la période 1954-1962, - 0,61 % entre 1962 et 1968 et - 1,66 % entre 1968 et 1975 (soit - 13 000 habitants) ; Tourcoing dont le solde migratoire n'est devenu négatif que depuis 1968 avec - 0,49 % par an (- 3 400 habitants). Ces trois villes ont perdu ensemble 46 401 habitants entre 1968 et 1975 ; si l'on rapproche ce chiffre des 54 152 habitants perdus par l'ensemble des communes de l'unité urbaine de Lille dont le solde migratoire a été négatif durant la dernière période intercensennale, on se rend compte de la place fondamentale que tiennent ces trois villes et particulièrement Lille dans l'explication des déséquilibres migratoires régionaux.

A ce déficit des trois "villes-mères" de l'agglomération lilloise, il faut ajouter les déficits permanents (depuis au moins 1954) de quelques communes limitrophes dont le comportement s'identifie à celui des centres, telles La Madeleine, Hellemmes-Lille ou Mouvaux (entre 1968 et 1975, La Madeleine : - 2,06 %, soit - 3 191 habitants, Hellemmes-Lille : - 1,06 %, Mouvaux : - 0,99 %).

Depuis 1968 un changement radical s'est opéré dans les communes de proche banlieue, puisque de positifs, les soldes migratoires sont devenus négatifs dans un grand nombre de communes de la couronne interne de l'agglomération lilloise, qui jusque

là avaient bénéficié d'une croissance démographique notable reposant au moins partiellement sinon essentiellement sur l'apport migratoire. Les soldes migratoires sont ainsi devenus négatifs à Marcq-en-Baroeul (- 0,46 %), Croix (- 1,40 %), Lomme (- 1,03 %), Loos (- 0,68 %), Wattrelos (- 0,34 %), Saint-André (- 0,10 %), Marquette (- 1,85 %), Lys-les-Lannoy (- 0,46 %) etc... Ce changement de comportement généralement masqué par le maintien d'excédents naturels positifs n'apparaît pas toujours au niveau de l'évolution globale (puisque l'apport migratoire des années antérieures a renforcé le contingent des reproducteurs qui demeurent suffisamment nombreux pour assurer une natalité assez élevée, tandis que la mortalité reste toujours faible en raison d'un vieillissement encore limité), mais traduit cependant une modification profonde de la démographie urbaine.

Le phénomène de saturation, amplifié par les difficultés de l'emploi, surtout ressenties dans les centres textiles (Roubaix, Croix, Lys-les-Lannoy, Wattrelos, Saint-André, Marquette), a maintenant débordé depuis la partie centrale de la conurbation sur l'espace immédiatement environnant, tandis qu'une partie de la population transfuge et de la population immigrant vers l'agglomération se fixait secondairement dans la zone péri-urbaine et surtout dans les communes de la couronne externe de l'agglomération.

- La couronne externe est actuellement la principale zone de fi-

xation de la population migrante :

C'est dans cette zone, où la construction de logements a été considérable, que les excédents migratoires sont les plus élevés. En fait quatre secteurs semblent privilégiés en ce qui concerne l'accueil des immigrants.

Au Nord-Ouest de l'agglomération le tissu urbain encore lâche et discontinu se densifie par la multiplication de lotissements et de constructions individuelles entre Pérenchies et Neuville-en-Ferrain. Sans être énormes en valeur absolue, les excédents migratoires annuels y sont souvent assez importants en valeur relative : Pérenchies : + 2,13 %, Lompret : + 0,59 %, Verlinghem : + 2,21 %, Bondues : + 6,75 % (+ 2 344 habitants entre 1968 et 1975), Roncq : + 4,25 % (+ 2 666 h), Neuville-en-Ferrain : + 4,48 % (+ 2 409 h).

L'Est de l'agglomération constitue le secteur ayant reçu le plus important apport migratoire grâce à la construction de l'immense Z.U.P. de Mons-en-Baroeul, à la création de la ville nouvelle de Lille-Est à Villeneuve d'Ascq et à la réalisation d'importants lotissements à Hem. En valeur absolue ce secteur a reçu près de la moitié de l'ensemble des soldes migratoires communaux positifs : Mons-en-Baroeul : + 8,15 % (+ 10 978 h), Villeneuve d'Ascq : + 3,77 % (+ 7 974 h), Hem : + 3,26 % (+ 4 398 h) et Leers : + 3,62 %.

Par contre la croissance du sud de l'agglomération s'est fortement ralentie. L'excédent migratoire est devenu très faible à Ronchin (+ 0,74 % par an) et à Fâches-Thumesnil (+ 0,58 %) tandis que Wattignies bénéficiait de la quasi-totalité

de l'excédent migratoire de ce secteur (+ 9,32 % par an, soit + 5 405 habitants entre 1968 et 1975).

Au Sud-Ouest, après une longue période de bilan négatif, un excédent migratoire est réapparu à Haubourdin (+ 1,79 %), tandis qu'il persistait à Hallennes-les-Marais (+ 3,70 %) et à Sequedin.

Enfin dans les moyennes agglomérations qui gravitent autour de celle de Lille, il faut noter qu'il n'y a de solde migratoire positif qu'au Nord-Est à Wervicq-Sud (+ 2,39 % soit + 579 h) et au Sud à Seclin (+ 0,31 %, soit + 210 h), tandis que l'agglomération d'Armentières reproduit, mais à une autre échelle, le schéma lillois. Depuis 1968 le solde migratoire de la ville d'Armentières est devenu négatif (- 1,0 %) tandis qu'on enregistre des excédents, mais modestes, dans les communes périphériques : Houplines (+ 1,61 %), La Chapelle d'Armentières (+ 1,45 %), Erquinghem-Lys (+ 0,57 %) et surtout Nieppe (+ 2,88 %, soit + 1 202 h).

2) 2. Les autres pôles d'immigration :

En dehors de la région lilloise, les bilans migratoires sont moins complexes. Autour des villes principales, du moins de celles dont l'agglomération est demeurée en croissance, on rencontre un nombre plus ou moins important de communes dont le solde migratoire est positif. Conformément au schéma classique, les excédents migratoires les plus importants, en valeur absolue com-

me en valeur relative, se rencontrent dans les communes les plus proches du centre de l'agglomération. Quant à ce centre il possède parfois encore lui même un solde migratoire positif, mais le plus souvent ce solde est devenu ou tend à devenir négatif.

Sur la carte il n'y a de véritables concentrations de communes à solde migratoire positif qu'autour de Dunkerque, Arras et Saint-Omer. Cela ne veut pas dire qu'en dehors de ces zones il n'existe pas de communes à solde migratoire positif, mais leur répartition est plus discontinue.

- L'agglomération de Dunkerque est le premier foyer d'immigration de la région :

Entre 1968 et 1975 le bilan des mouvements migratoires a amené vers l'unité urbaine de Dunkerque un surplus de 7 245 habitants, chiffre qui en soi peut paraître faible, mais qui, comparé aux résultats enregistrés dans les autres grandes unités urbaines, est considérable. Ces résultats sont cependant très inférieurs à ceux que l'on a enregistrés dans le passé, car ils n'assurent plus depuis 1962 qu'un croît annuel moyen de l'ordre de 0,60 %, tandis qu'entre 1954 et 1962, ce dernier s'élevait à + 1,42 %.

Dans la région de Dunkerque, le phénomène d'immigration rappelle un peu celui de la région lilloise. Dans un premier temps les apports migratoires profitèrent presque exclusivement à Dunkerque et aux communes de sa banlieue immédiate. Puis l'urbanisation a changé de forme. A Dunkerque même le solde migratoire

n'est demeuré positif que parce que la ville a englobé Petite-Synthe, Malo-les-Bains et Rosendaël, et dans les communes limitrophes de Dunkerque les soldes migratoires annuels moyens sont devenus relativement faibles, du moins en valeur relative (Coudekerque-Branche : + 0,17 %, Saint-Pol-sur-Mer : + 0,06 %, Coudekerque : + 0,55 %), tandis que dans les communes de la couronne externe de l'agglomération, les soldes migratoires étaient beaucoup plus élevés (Leffrincoucke : + 6,08 %, soit + 1 702 habitants entre 1968 et 1975, Teteghem : + 6,53 %, soit + 1 020 h, Uxem : + 8,29 %, Cappelle-la-Grande : + 3,77 %, soit + 1 739 h, Bray-Dunes : + 2,81 %, soit + 808 h). Enfin des communes plus éloignées encore s'urbanisent progressivement. Sans subir une urbanisation aussi radicale que Grande-Synthe par exemple, nombre de petites communes péri-urbaines se transforment sous l'effet de l'expansion de Dunkerque. Progressivement ce processus d'urbanisation a gagné toute la Flandre maritime. Les petites villes comme Bourbourg et Hondschoote bénéficient aujourd'hui du développement de la façade maritime et leur solde migratoire est redevenu positif. Actuellement on peut même estimer que sous l'effet de ce phénomène l'espace péri-urbain de l'agglomération de Dunkerque consiste non seulement en la plaine maritime, mais en la partie septentrionale de la Flandre intérieure puisque la zone de migration alternante de Dunkerque s'étend jusqu'à Wormhoudt et les communes proches où les soldes migratoires sont aujourd'hui également positifs (l'autoroute n'est sans doute pas étrangère à cette situation puisqu'entre la bretelle de Wormhoudt et

celle de Bergues, l'espace rural a conservé ses soldes négatifs).

- La zone d'immigration d'Arras : La plus étendue en superficie :

L'agglomération d'Arras n'a bénéficié que d'un excédent migratoire de 1 252 habitants entre 1968 et 1975. Pourtant autour d'Arras s'étale une vaste zone où une très grande majorité de communes bénéficient de soldes migratoires positifs (plus de 50).

Mais le schéma d'évolution et de répartition de ces communes est à la fois classique et original. Classique car alors que le bilan migratoire est devenu négatif à Arras (- 2,22 % par an) ville-centre d'une agglomération en expansion, il est devenu fortement positif dans la banlieue immédiate qui se prolonge par une zone où les excédents migratoires sont moindres. Original parce que l'espace péri-urbain d'Arras n'a jamais été une zone de dépeuplement prononcé et que certaines communes y ont depuis longtemps retrouvé des bilans médiocrement positifs, et qu'enfin il se confond vers le Nord et l'Est avec l'espace péri-urbain du centre du pays minier, ce qui explique en grande partie l'extension géographique de la zone d'excédent migratoire qui entoure Arras.

Cette disposition permet de distinguer plusieurs secteurs à l'intérieur de cette zone :

Les communes de proche banlieue, prolongement direct de la ville d'Arras, sont celles dont les excédents migratoires sont les plus importants, en valeur relative comme en valeur absolue (Dainville : + 6,1 % par an , soit + 1 572 habitants entre 1968 et 1975, Saint-Laurent-Blangy : + 4,15 %, soit + 1 267 h, Saint-

Nicolas : + 6,5 %, soit + 1 412 h, Achicourt : + 4,35 %, soit + 1 846 h, Beaurains : + 9,13 %, soit + 1 750 h). Au delà de cette couronne de banlieue, on trouve une zone dont les excédents migratoires sont plus réduits et où figurent toujours quelques communes à solde migratoire négatif. Il est intéressant de constater que cette zone n'a pas une forme auréolaire mais tentaculaire avec émission de tentacules vers le Nord-Ouest depuis Aubigny-en-Artois jusqu'à Aix-Noulette, vers le Nord (Vimy, Givenchy, Thélus) et vers le Nord-Est où ils rejoignent la zone de solde migratoire positif de Vitry-en-Artois/Corbehem et la banlieue sud et sud-ouest de Douai. Il est difficile, en l'absence de renseignements précis portant sur les migrations alternantes et les migrations définitives, de savoir quelle influence a provoqué la multiplication de soldes migratoires positifs dans toute cette zone située au Nord de l'agglomération d'Arras : installation de citadins venant d'Arras ou du pays minier, développement d'une zone de résidence d'actifs travaillant dans les industries et le tertiaire du pays minier, d'Arras ou de la moyenne vallée de la Scarpe ? Il faut quand même signaler que les excédents migratoires les plus importants ont été relevés à Aix-Noulette (+ 495 h entre 1968 et 1975), Thélus, Drocourt, c'est à dire au contact du pays minier et dans le secteur de Vitry-en-Artois, Biache-Saint-Vaast, Corbehem (Vitry-en-Artois : + 964 h, Corbehem : + 353 h), c'est à dire dans le petit secteur industriel à expansion propre de la moyenne Scarpe entre Arras et Douai.

Au Sud de l'agglomération, on assiste à la même répartition tentaculaire des communes à solde migratoire positif, privilégiant les axes routiers et surtout les petits centres ruraux périphériques, puisqu'à chacune de ces petites bourgades correspond un de ces tentacules : d'Ouest en Est, Avesnes-le-Comte, Beaumetz-les-Loges (+ 4,34 % par an entre 1968 et 1975) et Croisilles (+ 2,33 %).

- La zone d'immigration de Saint-Omer et la moyenne vallée de l'Aa :

Le bilan migratoire de l'agglomération de Saint-Omer, contrairement à celui de l'agglomération d'Arras, s'est amélioré au cours des dernières années, assurant un excédent de 3 009 habitants pendant la période 1968-1975. Celui-ci a été assuré par quelques communes de banlieue dont l'excédent était important, puisque la ville de Saint-Omer a perdu plus de 3 000 habitants par échanges migratoires entre 1968 et 1975, et plus de 6 000 depuis 1954.

L'excédent migratoire continue à être accueilli par les communes limitrophes : essentiellement Saint-Martin-au-Laërt (+ 6,97 % par an) et Longuenesse (+ 8,11 %, soit + 3 674 h) et l'opposition demeure vive entre la vallée de l'Aa qui, en aval de Saint-Omer, bénéficie de soldes migratoires positifs et la plaine flamande toute proche où les soldes migratoires sont depuis longtemps négatifs. En remontant la vallée de l'Aa depuis Saint-Omer on rencontre une suite quasi-ininterrompue de communes dont le bilan migratoire est excédentaire, depuis Arques (et les quelques communes voisines qui, sans être sur l'Aa, participent à l'excédent migratoire du secteur d'Arques comme Renescure ou Heurin-

ghem), Blendecques, Wizernes jusqu'à Wavrans-sur-l'Aa et au delà. Situation qui traduit ici encore le mouvement de réimplantation de population dans les zones péri-urbaines surtout lorsqu'elles bénéficient de sites attractifs (ici en l'occurrence la vallée de l'Aa et ses bordures).

- Les pôles secondaires d'immigration :

Il s'agit presque exclusivement de communes de banlieue où se concentre actuellement la population à la recherche d'un logement.

Le pays minier : Ainsi dans le pays minier, vaste zone répulsive, on constate qu'il existe cependant encore quelques communes dont le solde migratoire est positif et souvent même fortement positif. Il s'agit d'Est en Ouest, des communes de la banlieue sud de Valenciennes telles Marly (+ 0,55 % par an entre 1968 et 1975), Aulnoy et quelques petites communes péri-urbaines, des communes comprises entre Bouchain (+ 2,23 %) et Douchy-les-Mines (+ 4,32 %) au sud de Denain, des communes situées dans la banlieue de Douai où au Sud la zone d'accueil de l'agglomération se prolonge jusque dans la vallée de la Sensée (Estrée, Hamel, Palluel) se confondant avec la zone d'attraction de Corbehem/Biache-Saint-Vaast. Mais au delà de l'agglomération de Douai, les communes à solde migratoire positif sont rares : Courrières et trois communes de la banlieue de Béthune (Verquigneul, Fouquières-les-Béthune, Lapugnoy).

Sambre et Avesnois : Dans l'agglomération de Maubeuge, les populations des communes de Maubeuge, Feignies, Hautmont, Louvroil

et surtout Assevent (+ 4,61 % par an entre 1968 et 1975), ainsi que tout récemment quelques petites communes rurales situées au Nord-Est de Maubeuge continuent à s'accroître par immigration, mais dans le reste de la vallée de la Sambre, le phénomène est fort rare. Dans l'Avesnois on remarque l'existence de trois tout petits secteurs d'excédent migratoire : l'ensemble industriel Avesnelles, Samousies, Felleries, l'ensemble Trélon-Ohain et quelques petites communes rurales au nord de Solre-le-Chateau.

Littoral du Pas-de-Calais, Boulonnais et Marquenterre : Bien que les soldes migratoires des unités urbaines et des villes de Calais et de Boulogne soient négatifs, on retrouve le même phénomène d'excédent migratoire dans les communes de banlieue. Les communes de banlieue anciennement peuplées et comprenant surtout une population industrielle comme Sangatte (banlieue de Calais), Saint-Martin-Boulogne, Wimille, Le Portel sont, comme les villes-centres des unités urbaines, frappées de déficit migratoire, tandis que les soldes migratoires sont fortement excédentaires à Marck (banlieue de Calais), Wimereux, Ambleteuse et Saint-Léonard (banlieue de Boulogne). Les petites communes du littoral du Boulonnais, de Wissant à Hardelot (à l'exception, bien entendu, de Boulogne et du Portel) sont d'ailleurs dans l'ensemble des communes qui bénéficient d'excédents migratoires, avec le développement déjà signalé de leur fonction résidentielle (Wissant, Audresselles, Neufchatel-Hardelot). Dans quelques communes rurales de l'intérieur, en particulier celles situées sur le rebord de la fosse du Bas-Boulonnais, le même phénomène a favorisé la

formation de soldes migratoires excédentaires (Doudeauville, Courset, Vieil-Moutier, Longueville). Il en est de même dans le Guinois (Landrethun, Bonningues, Tournehem-sur-la-Hem, Licques, Nordausques etc...). Enfin sur le littoral du Marquenterre, depuis longtemps, le croît démographique repose de façon appréciable sur l'excédent migratoire des communes balnéaires du Touquet (+ 2,08 % par an entre 1968 et 1975) et de Merlimont (+ 2,60 %) et des communes rurales voisines de Cucq et de Saint-Josse, tandis que Berck, dont les fonctions sont très différentes, continue à subir un déficit migratoire. Au sud du Marquenterre, grâce au maintien des activités agricoles accompagné d'un développement industriel (Wailly-Beaucamp et Berck) et au développement de la fonction résidentielle, les soldes migratoires sont de plus en plus fortement excédentaires à Rang-du-Fliers (+ 2,34 % par an entre 1968 et 1975), Verton (+ 3,6 %) et Groffliers (+ 3,25 %).

L'axe Saint-Pol-sur-Ternoise/Montreuil : Cette zone d'excédent migratoire du Marquenterre se prolonge sur le Montreuillois où les soldes migratoires sont positifs non seulement dans les petites communes de la vallée de la Canche (mais pas à Montreuil même) : La Calotterie, Madeleine-sous-Montreuil, Ecuire, Campigneulle-les-Petites, mais aussi sur le rebord du plateau grâce à l'industrie de Wailly-Beaucamp. Mais ce petit secteur d'excédent migratoire n'est pas vraiment isolé, il est un des pôles de fixation de la population le long de la vallée de la Canche. Le second, moindre, en remontant la vallée se situe autour de Maresquel-Ecquemicourt/Campagne-les-Hesdin, le troisième, le

plus important, autour d'Hesdin. En valeur absolue l'excédent migratoire de l'unité urbaine d'Hesdin peut paraître faible : + 576 habitants entre 1968 et 1975 (succédant à un solde quasi nul pendant la période 1962-1968 et négatif précédemment), mais en valeur relative il représente cependant un gain annuel de population de 1,12 %. En valeur relative, les excédents migratoires ont surtout été élevés à Hesdin même, mais aussi à Marconne, Marconnelle, Huby-Saint-Leu et Bréville. Ce n'est pas le long de la Canche [02] que se poursuit cet axe regroupant les communes à solde migratoire positif, mais le long de la route nationale Saint-Pol-Hesdin-Montreuil (ce qui montre clairement que ce n'est pas la Canche proprement dite, mais la voie de circulation qu'offre la vallée qui a joué un rôle déterminant dans la fixation de la population). Le long de cet axe toutes les communes rurales présentent des soldes migratoires positifs qui contrastent avec les soldes négatifs des autres communes du Ternois (Vieil-Hesdin, Oeuf-en-Ternois, Croisette, Siracourt etc ...). A Saint-Pol-sur-Ternoise même et autour de Saint-Pol se trouve le quatrième foyer d'immigration de cet axe.

En dehors de ces secteurs à solde migratoire positif, on rencontre encore quelques communes isolées qui sont également caractérisées par leur excédent migratoire : quelques petites communes rurales où par exemple s'est implantée une industrie comme Vaulx-Vraucourt, quelques petites communes péri-urbaines comme Lecelles, Morbecques ou Saint-Jans-Cappel, et quelques petits centres ru-

raux comme Steenvoorde ou Fruges.

3) Les zones de concentration des communes dont le solde migratoire est fortement déficitaire :

3) 1. Les centres des grandes agglomérations :

Nous ne les citons que pour mémoire puisque nous avons déjà évoqué ce phénomène d'exode depuis les centres des agglomérations qui s'est généralisé au cours des dernières années.

3) 2. La principale zone d'exode : le pays minier :

Après avoir été longtemps une zone excédentaire, le pays minier est devenu en moins de 20 ans, sur le plan migratoire, la zone la plus fortement déficitaire de la région du Nord en valeur absolue (- 89 073 habitants pour l'ensemble des unités urbaines de Bruay-en-Artois, Béthune, Lens, Douai et Valenciennes, de 1968 à 1975) comme en valeur relative (- 7,8 % pour la période de 1968-1975 pour un ensemble de 1 149 613 habitants). Aucune des unités urbaines n'est désormais épargnée. Entre 1954 et 1962 les soldes migratoires étaient encore positifs dans le Valenciennois et le Douaisis et n'étaient fortement négatifs que dans la partie occidentale du bassin, la première touchée par le déclin des charbonnages (- 1,32 % par an dans l'unité urbaine de Bruay-en-Artois, définition 1975, entre 1954 et 1962). Entre 1962 et 1968 le déficit migratoire se généralisa à travers tout le pays minier, mais demeura néanmoins plus modéré à l'Est (- 0,22 % par

an dans l'unité urbaine de Valenciennes et - 0,29 % dans l'unité urbaine de Douai) qu'au centre (- 0,99 % dans l'unité urbaine de Lens) et à l'Ouest (- 0,71 % dans l'unité urbaine de Béthune, - 1,30 % dans l'unité urbaine de Bruay-en-Artois). Depuis 1968 les pertes sont devenues encore plus importantes à l'Ouest (unité urbaine de Bruay-en-Artois : - 1,60 %, unité urbaine de Béthune : - 0,72 %) et surtout au centre (unité urbaine de Lens : - 1,42 %) et à l'Est (unité urbaine de Douai : - 1,04 %, unité urbaine de Valenciennes : - 0,79 %).

Il subsiste néanmoins, outre la différence persistant entre l'Est, le centre et l'Ouest du bassin, des oppositions sectorielles importantes. Nous avons déjà signalé la permanence de secteurs en croissance, en particulier autour de Valenciennes, Denain, Douai et secondairement de Béthune. Il convient d'y ajouter les grandes variations d'intensité des déficits migratoires à travers le bassin.

A l'Est, dans le Valenciennois, les déficits migratoires sont particulièrement prononcés dans le secteur minier qui s'étend depuis Raismes jusqu'à Thivencelle/Saint-Aybert à la frontière franco-belge (Raismes : - 2,17 %, soit - 2 656 habitants, Escaupont : - 2,32 %, Fresnes-sur-Escaut : - 1,59 %, Thivencelle : - 2,56 %, Saint-Aybert : - 2,06 %) et au sud-ouest de Valenciennes dans le secteur métallurgique de Trith-Saint-Léger (- 2,17 %, soit - 1 094 habitants). Dans le reste du Valenciennois et la partie du bassin comprise entre Douai et Valenciennes, la situation est moins critique puisque non seulement les déficits sont

moins accusés, mais il subsiste encore un certain nombre de communes où les soldes migratoires demeurent positifs, Pecquencourt étant la seule commune dont le déficit migratoire soit important (- 2,71 %, soit - 1 606 habitants), les difficultés de la sidérurgie dans le Valenciennois, comme dans le secteur de Denain, n'ayant pas eu des incidences démographiques aussi fortes que la réduction de l'extraction du charbon. D'Hénin-Beaumont à Calonne-Ricouart par contre se succèdent en chapelet des secteurs profondément marqués par la mine et qui ont subi fortement les effets de la crise des charbonnages. Entre Hénin-Beaumont et Lens, dans 5 communes (dont Sallaumines : - 2,57 % et Billy-Montigny : - 2,34 %) le solde migratoire annuel moyen de la période 1968-1975 est devenu inférieur à - 2 %, le même phénomène affecte, au Nord d'Hénin-Beaumont, le secteur Libercourt/Oignies/Ostricourt. A l'Ouest de Lens les déficits sont également considérables à Liévin (- 2,02 %) à Mazingarbe (- 2,34 %). Enfin tout à fait à l'Ouest du bassin, une dernière zone présente des déficits migratoires très prononcés (Bruay-en-Artois : - 1,88 % par an, Gosnay : - 2,29 %, Calonne-Ricouart : - 2,37 %, et surtout Divion : - 2,92 % et Marles-les-Mines : - 3,4 %).

3) 3. Les zones rurales à déficit migratoire accentué : Ternois et seuil de Bapaume :

Le pays minier est la seule zone urbaine qui connaisse un tel déficit migratoire. Mais en zone rurale, des taux négatifs comparables à ceux que nous venons d'évoquer se rencontrent plus couramment. Leur concentration est moindre, cependant en tenant

compte de leur fréquence, on peut estimer que trois régions en sont particulièrement affectées : le Haut-Artois, le sud du Ternois et surtout le seuil de Bapaume. En Thiérache et en Flandre intérieure les cas sont nettement moins fréquents. Les taux fortement négatifs peuvent affecter des petits centres ruraux comme Cassel ou Bapaume, mais cela demeure exceptionnel et ils caractérisent avant tout de petites communes rurales.

Sur les quelques 150 communes rurales dont le déficit migratoire annuel moyen excède - 2 % pour la période 1968-1975, 72 étaient situées dans l'arrondissement d'Arras (Artois et Ternois) dont 9 (50 % des communes rurales) dans le canton de Bapaume, 11 (35 % des communes rurales) dans le canton d'Avesnes-le-Comte, 7 (plus du quart des communes rurales) dans le canton de Pas-en-Artois, 10 (plus du quart également) dans le canton de Saint-Pol-sur-Ternoise, 8 (le quart des communes rurales) dans le canton d'Heuchin et 30 dans l'arrondissement de Montreuil au sud du Haut-Artois.

L'ensemble de ces communes rurales dont le déficit migratoire a été considérable en valeur relative n'a cependant provoqué qu'une diminution de population très faible en valeur absolue, sans commune mesure avec les pertes du bassin minier premier responsable du déficit migratoire régional.

II - La combinaison des composantes :

Si pour les commodités de l'analyse nous avons séparé l'étude des soldes migratoires et des soldes du mouvement naturel, il va

cependant de soi que les deux phénomènes sont concomittants et que de leur résultante dépend l'évolution démographique. De même le souci de l'analyse géographique fine des phénomènes ne doit pas faire oublier l'analyse par grandes masses qui seule permet d'avoir des vues d'ensemble des évolutions. C'est pourquoi il nous faut maintenant étudier les rôles réciproques des deux composantes de l'évolution non seulement à l'échelon des communes, mais aussi à celui des unités urbaines et des communes rurales regroupées par cantons.

a) Typologie élémentaire des combinaisons à l'échelon communal - 1968-1975

A l'échelon communal nous n'avons réalisé qu'une typologie élémentaire, basée sur un système de tableau à double entrée du type suivant :

Excédent naturel

		+	0	-
	+	1		
solde migratoire	0			
	-	3		2

A partir de ce tableau nous avons pu distinguer 9 cas théoriques, dont 5 seulement sont véritablement représentés dans la

région Nord-Pas-de-Calais. Nous avons figuré les résultats obtenus à l'échelon des arrondissements et de la région par des graphiques rassemblés sur un cartogramme,

1) Type 1 : solde du mouvement naturel et solde migratoire positifs.

L'évolution démographique dans ce cas est toujours positive. Ce type de combinaison est assez fréquent puisqu'il concerne 24,1 % des communes de la région (375 communes). A l'échelon des arrondissements, il domine largement dans l'arrondissement de Lille où dans 55,6 % des communes on a enregistré à la fois des excédents naturels et des excédents migratoires. Ailleurs il est relativement bien représenté dans les arrondissements de Dunkerque (33,6 % des communes dont 90 % des communes des cantons de Dunkerque) et de Boulogne (30,7 % des communes, mais plus disséminées que dans l'arrondissement de Dunkerque). Dans les arrondissements de Saint-Omer, Calais, Douai et Valenciennes, plus de 20 % des communes appartiennent encore à ce type, mais dans ces arrondissements la fréquence de ce type est limitée par l'abondance des soldes migratoires négatifs.

A l'échelon communal, ce type caractérise les régions urbaines et plus précisément les banlieues en expansion et les zones péri-urbaines. Sur la carte il dessine une vaste auréole autour du coeur de l'agglomération lilloise, débordant même des limites de l'arrondissement de Lille vers Saint-Amand-les-Eaux à l'Est et Bailleul à l'Ouest, Il dessine une seconde tache depuis l'agglomération d'Arras jusqu'à celle de Douai et une troisième sur

le littoral, de Calais à Dunkerque, enfin des taches plus petites dans le Valenciennois au sud de Valenciennes et à proximité de Denain, autour de Maubeuge et dans quelques communes de l'Est de l'Avesnois, autour de Cambrai, le long de la Canche et du littoral du Marquenterre, autour de Saint-Omer, Hazebrouck et des petites villes flamandes de Bergues, Steenvoorde et Wormhoudt.

Lorsque l'une des deux composantes est nulle et l'autre positive, l'évolution démographique est également positive. Dans 7 communes seulement, il y a combinaison d'un solde migratoire positif et d'un solde du mouvement naturel nul et dans 5 communes d'un solde migratoire nul et d'un solde du mouvement naturel positif. Ces deux types sont donc quasiment négligeables.

2) Type II : Solde du mouvement naturel et solde migratoire négatifs :

L'évolution démographique est toujours négative dans ce cas, c'est à dire dans 206 communes (13,3 %). Ce type est inexistant dans l'arrondissement de Boulogne et quasi-inexistant dans l'arrondissement de Lille. Mais il prend une certaine importance dans les arrondissements ruraux du Sud : 23,5 % des communes de l'arrondissement d'Arras (93 communes), 23,5 % des communes de l'arrondissement de Cambrai (27 communes), 14,6 % des communes de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe (22 communes) et 16,4 % des communes de l'arrondissement de Montreuil (23 communes). Ailleurs ce type ne correspond qu'à un nombre très restreint de communes.

Sur la carte, la localisation des communes de ce type est caractéristique. Il s'agit presque exclusivement de communes rurales

situées principalement au coeur du Haut-Pays d'Artois, au sud du Ternois, dans le seuil de Bapaume et le Cambrésis oriental et entre le Valenciennois et la forêt de Mormal.

Il faut associer à ce type les cas où l'un des deux soldes est nul et l'autre négatif. Dans 5 communes, le solde migratoire est nul et le solde du mouvement naturel négatif et dans 30 communes (1,9 %) le solde du mouvement naturel est nul tandis que le solde migratoire est négatif.

3) Type III : Solde migratoire négatif et solde du mouvement naturel positif :

Cette combinaison est la plus largement répandue puisque 56,2 % des communes de la région (873) appartiennent à ce type. L'évolution démographique peut alors être positive à condition que l'excédent naturel soit plus important que le déficit migratoire. C'est le cas dans 225 communes (14,5 %).

Ce type domine largement dans le pays minier : 75,8 % des communes de l'arrondissement de Béthune et 87,2 % des communes de l'arrondissement de Lens. Dans les arrondissements de Douai et de Valenciennes (où le développement des banlieues urbaines a limité le déficit migratoire) la domination de ce type est moins écrasante (respectivement 65,6 % et 68,3 % des communes). Ce type est également largement prédominant dans tous les autres arrondissements à l'exception de celui de Lille, en particulier dans les arrondissements de Calais (67,9 %), de Boulogne (66,7 %), de Saint-Omer (63,5 %) et d'Avesnes-sur-Helpe (64,2 %).

Les cas où l'excédent naturel est suffisant pour compenser le déficit migratoire et permettre une augmentation des effectifs de population se rencontrent essentiellement dans les zones péri-urbaines où ils s'associent au type I (EN et SM positifs).

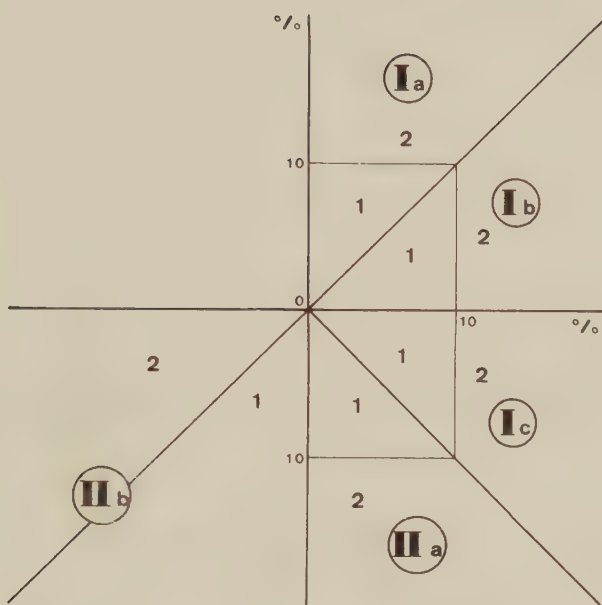
Les cas où l'excédent naturel ne permet pas de compenser le déficit migratoire dominant largement. Sur la carte, ils forment une sorte de toile de fond. Il convient de rappeler que, bien que caractéristique des zones rurales, ce type affecte aussi les centres des grandes agglomérations et surtout la majeure partie du pays minier.

b) Typologie à l'échelon des grands groupements : unités urbaines, ensembles des communes rurales.

Nous avons affiné la typologie précédente par l'utilisation d'un graphique à deux axes quadrangulaires sur lesquels nous avons porté le solde migratoire et le solde du mouvement naturel.

Cela nous a permis d'établir la typologie suivante, organisée en grands types subdivisés en sous-types, et de croiser sur des tableaux les résultats obtenus pour au moins deux périodes : 1962/1968 et 1968/1975, ce qui permet de suivre plus facilement l'évolution.

Voir graphique page suivante.



Seuls cas représentés :

I : La résultante des deux composantes est positive.

Ia : EN et SM sont positifs, EN est inférieur à SM

Ia1 : SM est inférieur à + 1,0 % par an

Ia2 : SM est supérieur à + 1,0 % par an

Ib : EN et SM sont positifs, EN est supérieur à SM

Ib1 : EN est inférieur à + 1,0 % par an

Ib2 : EN est supérieur à + 1,0 % par an

Ic : EN est positif, SM est négatif

Ic1 : EN est inférieur à + 1,0 % par an

Ic2 : EN est supérieur à + 1,0 % par an

FACTEURS DES VARIATIONS
Communes rurales par canton 1962-1968



FIG. 319

II : La résultante des deux composantes est négative.

IIa : SM est négatif, EN est positif

IIa1 : SM est supérieur à - 1 % par an

IIa2 : SM est inférieur à - 1 % par an

IIb : SM et EN sont tous deux négatifs

IIb1 : EN est supérieur à - 1 % par an

(seul représenté)

Nous nous sommes bornés ici à révéler les traits les plus caractéristiques des combinaisons des composantes et de leur évolution, en renvoyant aux planches et figures annexes le lecteur qui désirerait obtenir davantage de détails.

1) Les principales unités urbaines :

Ni entre 1962 et 1968, ni entre 1968 et 1975, dans aucune d'entre-elles on n'enregistra de déficit du solde du mouvement naturel dont le taux annuel moyen fut toujours supérieur à + 0,5 %. Le solde migratoire fut donc le principal facteur de l'évolution.

- La situation entre 1962 et 1968 :

Durant cette période, une seule des grandes unités urbaines, celle de Bruay-en-Artois, vit sa population diminuer, le solde migratoire fortement déficitaire n'y étant pas compensé par l'excédent naturel, comme ce fut encore le cas dans les autres unités urbaines de l'Est et du centre du pays minier. Mais le solde migratoire fut également déficitaire dans les agglomérations de Boulogne, Douai, Valenciennes, Calais et Maubeuge. Lille, Dun-

kerque et Saint-Omer bénéficièrent de soldes migratoires positifs, lesquels furent particulièrement élevés dans les unités urbaines de Cambrai et d'Arras.

- Evolution 1962/1968-1968/1975 :

Il n'y eut pas de changements notables dans la moitié des grandes agglomérations. La situation demeura quasi-inchangée dans les agglomérations de Maubeuge, Calais, Boulogne et Béthune où on enregistra généralement cependant une légère aggravation du déficit migratoire et une légère diminution de l'excédent naturel. Ces diminutions furent un peu plus prononcées dans les agglomérations de Bruay-en-Artois et de Valenciennes, tandis qu'au contraire le solde migratoire s'améliorait dans l'agglomération de Saint-Omer. Mais ces modifications des taux n'entraînèrent pas de modification de la typologie.

Par contre l'aggravation du déficit migratoire provoqua le changement de catégorie des unités urbaines de Lille, Cambrai, Arras, Douai et Lens.

- Les changements intervenus pendant la période 1968-1975 :

Les agglomérations de Douai et de Lens sont passées de la catégorie Ic à la catégorie IIa2, c'est à dire à fort déficit migratoire (supérieur à - 1 % par an) que ne compense pas le solde positif du mouvement naturel. Quant aux agglomérations de Valenciennes et de Béthune, elles ne sont demeurées que de justesse dans la catégorie Ic.

Le solde migratoire, pourtant fortement excédentaire pendant la période 1962/1968, de l'agglomération de Cambrai est de-

FACTEURS DES VARIATIONS



FIG. 321

venu négatif, provoquant l'entrée de celle-ci dans la catégorie Ic où est entrée également l'unité urbaine de Lille.

La diminution de l'excédent migratoire a été vive également dans l'agglomération d'Arras, mais le solde migratoire y est demeuré positif, ce qui a permis à cette agglomération de demeurer dans la catégorie I, mais en passant de Ia à Ib.

2) Les autres unités urbaines de plus de 10 000 habitants :

- La grande variabilité des composantes de l'évolution :

Plus les unités urbaines sont de petite taille, plus leur évolution est différenciée d'une période à l'autre. Ainsi entre 1962 et 1968, une seule agglomération appartenait à la catégorie IIa (EN et SM négatifs) : Caudry. Entre 1968 et 1975, y appartenaient deux autres agglomérations : Saint-Amand-les-Eaux et Marquise, tandis qu'une augmentation de l'excédent naturel permettait à Caudry de rentrer dans la catégorie Ic. Cet exemple montre combien la typologie peut évoluer à l'échelon des petites et moyennes agglomérations.

- Les exemples de stabilité :

Les unités urbaines d'Armentières, Berck, Wervicq-Sud, Etaples demeurèrent d'une période à l'autre dans la catégorie Ib, bien que les soldes migratoires soient devenus plus excédentaires dans l'agglomération d'Etaples et moins excédentaires ailleurs. Les unités urbaines de Fourmies, Estaires, Aulnoye-Aymeries, Aire-sur-la-Lys, Isbergues demeurèrent dans la catégorie Ic, mais avec une aggravation sensible du déficit migratoire

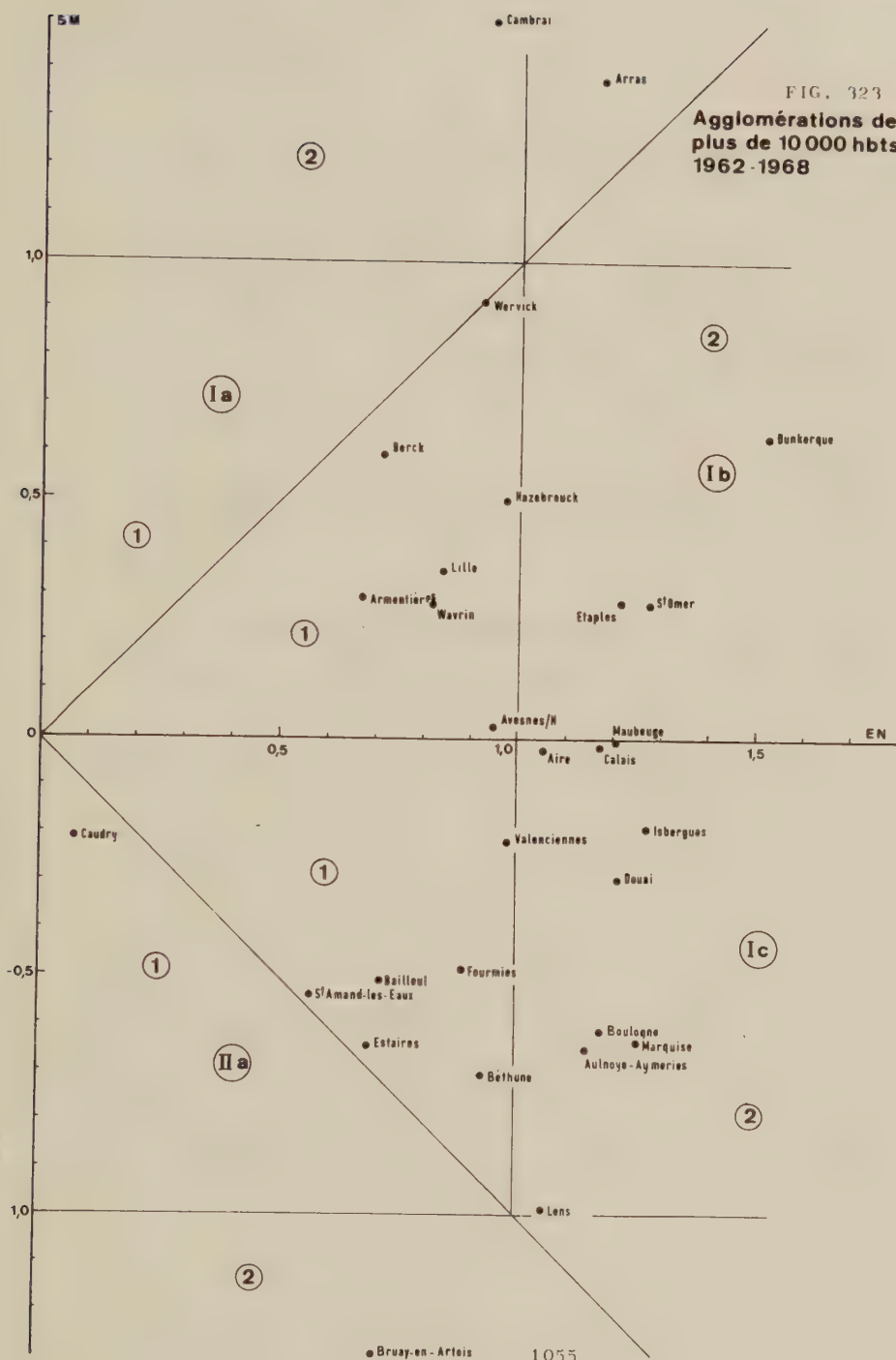


FIG. 324 : Agglomérations de plus de 10 000 hbts: 1968-1975



dans les agglomérations d'Aulnoye-Aymeries, Aire-sur-la-Lys et Isbergues, annihilant pratiquement l'excédent naturel.

- Les exemples de changement :

Outre ceux déjà signalés (cas des variations négatives), on peut signaler le changement de catégorie de Wavrin (Ia), ainsi que d'autres petites unités urbaines situées à la périphérie de l'agglomération lilloise, grâce à une forte augmentation de leur excédent migratoire.

Par contre le solde migratoire devenu négatif a fait entrer les agglomérations d'Avesnes-sur-Helpe et d'Hazebrouck dans la catégorie Ic.

3) Les petites unités urbaines (moins de 10 000 habitants) :

- Dispersion et contrastes de l'évolution :

Les nombreuses petites unités urbaines de la région se dispersent considérablement sur les graphes à double entrée qui nous servent à étudier la combinaison des composantes de leur évolution, avec toutefois une fréquence dominante des types Ic et IIa.

Les types I (variation positive) dominent largement pendant les deux périodes (54 agglomérations entre 1962 et 1968, 45 entre 1968 et 1975). Mais le type II a vu sa part s'accroître d'une période à l'autre (21 agglomérations entre 1962 et 1968, 31 entre 1968 et 1975), au détriment du type Ic (qui passa de 32 agglomérations à 26).

Ces quelques chiffres montrent l'importance des changements

FIG. 325 : CHANGEMENTS DANS LA TYPOLOGIE DES COMPOSANTES DE L'EVOLUTION.

Communes rurales des cantons											
1968/1975 1962/1968		I						II			
		a		b		c		a		b	
		1	2	1	2	1	2	1	2	1	2
I	a	1									
		2									
	b	1	1968 1962/1968								
		2	1968 1962/1968								
	c	1	1968 1962/1968	1968 1962/1968							
		2	1968 1962/1968	1968 1962/1968							
II	a	1	1968 1962/1968	1968 1962/1968				1968 1962/1968			
		2	1968 1962/1968	1968 1962/1968				1968 1962/1968			
	b	1	1968 1962/1968	1968 1962/1968				1968 1962/1968			
		2	1968 1962/1968	1968 1962/1968				1968 1962/1968			
	c	1	1968 1962/1968	1968 1962/1968				1968 1962/1968			
		2	1968 1962/1968	1968 1962/1968				1968 1962/1968			

dans la typologie ; changements qui ont pu être considérables puisqu'on a vu des villes comme Fruges passer du type IIB (EN et SM négatifs) au type Ia (EN et SM positifs).

- Les unités urbaines dont les facteurs d'évolution démographique demeurèrent à peu près stables :

Une trentaine de petites unités urbaines de tous types appartiennent à cette catégorie.

. Type Ia (EN inférieur à SM)

On y trouve des petites agglomérations à excédent naturel et solde migratoire positifs, mais faibles comme Montreuil, ou à l'opposé des agglomérations où ces deux soldes sont fortement excédentaires comme Wimereux, Hondshoote et Vitry-en-Artois.

. Type Ib (EN supérieur à SM)

Ce type n'est représenté que par trois unités urbaines industrielles : Biache-Saint-Vaast, Poix-du-Nord et Quesnoy-sur-Deule dont les soldes migratoires ne sont que faiblement excédentaires.

. Type Ic (EN positif, SM négatif, EN + SM positifs)

Bien que ce type dominât entre 1962 et 1968, il ne s'est maintenu que dans 9 agglomérations dont les plus importantes sont celles de Bapaume, d'Audruicq et de Saint-Venant.

. Type IIa (EN + SM négatifs) et IIb

Ces types donnant des variations de population négatives furent les plus stables. Toutes les unités urbaines qui appartenaient à ces types entre 1962 et 1968 (essentiellement des unités urbaines du Cambrésis et de Thiérache) leur apparte-

FIG. 326 : CHANGEMENTS DANS LA TYPOLOGIE DES COMPOSANTES DE L'EVOLUTION.

Agglomérations de moins de 10 000 hbs												
1966/1975 1962/1968			I						II			
			a		b		c		a		b	
			1	2	1	2	1	2	1	2	1	2
I	a	1	Roanne	Le Mans A Rennes B	Reims Lyon		Le Mans					
		2		Worms								
	b	1	Creteil St Paul Levallois	Lagny Rueil	St Quentin Lille Nancy		Le Mans	Reims Lille Lyon	Roanne Le Mans			
		2		Paris								
	c	1	Reims Lille Lyon	Bordeaux Lille Lyon	Le Mans Lille Lyon		Le Mans Lille Lyon	Reims Lille Lyon	Roanne Le Mans			
		2		Bordeaux								
	a	1	Reims Lille Lyon	Bordeaux Lille Lyon	Le Mans Lille Lyon		Le Mans Lille Lyon	Reims Lille Lyon	Roanne Le Mans			
		2		Bordeaux								
	b	1	Reims Lille Lyon	Bordeaux Lille Lyon	Le Mans Lille Lyon		Le Mans Lille Lyon	Reims Lille Lyon	Roanne Le Mans			
		2		Bordeaux								

naient encore entre 1968 et 1975.

- Les principaux changements :

- . Passage d'un type à résultante négative à un type à résultante positive :

Une seule unité urbaine : Fruges, déjà citée, connut un seul changement. En règle générale les changements de catégories firent au profit des types à résultante négative.

- . Passage d'un type à résultante positive à un type à résultante négative :

Ce passage, qui s'est opéré dans 15 unités urbaines, correspond au renforcement du déficit migratoire de la région. Il a surtout été le fait d'unités urbaines situées à l'Est du département du Nord : Cambrésis, sud du Pévèle, plaine de la Lys, Avesnois, et de quelques petits centres ruraux comme Cassel et Frévent.

- . Autres changements :

19 autres unités urbaines ont changé de catégories. La diminution de l'excédent migratoire a fait passer Bavay et Vimy du type Ia au type Ib, et l'apparition d'un déficit migratoire a fait passer Arleux, Le Quesnoy, Villers-Outréaux et Lumbres au type Ic.

Par contre, à la périphérie de l'agglomération lilloise, on a assisté au phénomène inverse : le passage du type Ic ou Ib au type Ia, grâce à l'augmentation de l'excédent migratoire, de Cysoing, Templeuve, Phalempin, Gondecourt, Houplin-Ancoigne. Le même phénomène s'est produit à la périphérie de Dunkerque à

FIG. 327 : CHANGEMENTS DANS LA TYPOLOGIE DES COMPOSANTES DE L'EVOLUTION.

Agglomérations de plus de 10 000 hbts												
1966/1975 1962/1966			I						II			
			a		b		c		a		b	
			1	2	1	2	1	2	1	2	1	2
I	a	1										
		2			Arras			Caen				
	b	1	Paris	Amsterdam Bruxelles Berlin			Reims Lille	Antwerpen				
		2			Lyon Paris Zurich							
	c	1			Berlin		Paris Lyon Bruxelles Zurich		1/2 Antwerpen 2			
		2					Bruxelles Antwerpen Lyon Zurich	Lyon Bruxelles			Paris Bruxelles Lyon	
II	a	1					Caen					
		2							Bruxelles 1			
	b	1										
		2										
		1										
		2										

Bourbourg, Wormhoudt, Bray-Dunes et Bergues, de Boulogne à Equihen-Plage et Samer, d'Armentières à Sailly-sur-la-Lys et d'Arras à Souchez.

4) Les communes rurales regroupées par cantons :

- Forte homogénéité entre 1962 et 1968 :

La concentration sur deux types est presque totale entre 1962 et 1968 : les types Ic et surtout IIa, c'est à dire à solde du mouvement naturel positif et à solde migratoire négatif. Le type IIa à résultante négative prédominait largement, et surtout le type IIa2, c'est à dire avec solde migratoire excédant - 1 % par an (55 cantons).

Le type Ic, où la résultante des deux composantes d'évolution est positive, regroupait 27 cantons, essentiellement des cantons péri-urbains comme Vimy, Arras-Sud, Saint-Omer-Nord et Saint-Omer-Sud, Pont-à-Marcq, Berlaimont, Douai-Sud, Cambrai-Est, Valenciennes-Sud etc...

Enfin le type Ib (EN et SM positifs) caractérisait 8 cantons seulement, situés à la périphérie de Lille (Cysoing, Armentières, Haubourdin) et de Dunkerque (Dunkerque-Est) et déjà affectés par un phénomène de rurbanisation.

- Grande différenciation entre 1968 et 1975 :

Entre 1968 et 1975, la situation évolua fortement pour un certain nombre de cantons et l'éventail des types représentés se diversifia. Cependant, dans un grand nombre de cantons, on n'enregistra que peu de changements.

Le type IIa demeura prédominant (54 cantons). La majorité des cantons qui appartenaient déjà à ce type entre 1962 et 1968 demeurèrent dans cette catégorie (37 cantons). Dans 4 cantons cependant s'opéra un glissement vers la catégorie IIb non représentée entre 1962 et 1968, leur solde du mouvement naturel étant devenu négatif (Liévin-Nord-Ouest, Croisilles et Bertincourt dans le seuil de Bapaume, Le Quesnoy-Est dans cette zone rurale sise entre le pays minier et la forêt de Mormal).

Par contre on assista dans le reste des cantons à un glissement vers une amélioration des excédents démographiques, presque exclusivement grâce à l'amélioration des soldes migratoires, les soldes du mouvement naturel ayant plutôt tendance, comme dans l'ensemble de la région et de l'Europe occidentale, à diminuer. Ainsi le type Ic qui regroupait 27 cantons entre 1962 et 1968, n'en regroupait plus que 12 entre 1968 et 1975, tandis que le type Ib caractérisait 10 cantons et le type Ia, non représenté entre 1962 et 1968, en affectait 14.

Ces cantons ayant bénéficié d'un changement de catégorie, favorable à leur expansion démographique, sont presque exclusivement situés à la périphérie des grandes agglomérations : région de Lille (cantons de Cysoing, Haubourdin, Pont-à-Marcq, Seclin, Quesnoy-sur-Deule, Laventies, Armentières), de Dunkerque (Dunkerque-Est, Bourbourg, Bergues), d'Arras (Arras-Sud, Arras-Nord, Beaumetz-les-Loges, Vimy), de Douai (Douai-Sud, Orchies), de Valenciennes et de Boulogne et sur le littoral du Marquenterre.

Il est à noter que cette situation modifie profondément le

cliché traditionnel de l'exode rural, puisque l'ensemble des communes rurales péri-urbaines (ce dernier terme pris dans son extension géographique la plus large) tend aujourd'hui à figurer dans les catégories dont l'évolution démographique, fortement positive, est favorisée avant tout par un important excédent migratoire.

Plus encore peut-être dans la région du Nord, très densément peuplée, que dans les autres régions urbaines, l'expansion urbaine, sous ses nouvelles formes, tend à fixer la population rurale et contribue au repeuplement de vastes secteurs ruraux.

NOTES ADDITIVES :

- [01] : Contre respectivement : 25 % , 22 % , 23,8 % , et 23,1 % entre 1954 et 1962.
- [02] : En amont d'Hesdin, on ne trouve plus que quelques petites communes dont le solde migratoire soit positif, à proximité de Frévent.

RESUME ET CONCLUSION DU CHAPITRE III :

Les modifications des tendances de l'évolution du peuplement analysées dans le chapitre précédent s'expliquent par des modifications des soldes du mouvement naturel et du mouvement migratoire.

La période récente a été marquée par l'affaïssement général du croît naturel et par l'apparition, notamment à l'échelon des communes rurales, de soldes du mouvement naturel négatifs, phénomène jusqu'ici quasi-inconnu dans la région. Cependant un certain nombre de zones dont la fécondité était traditionnellement forte, en particulier les zones sublittorale et littorale, ont conservé des taux d'excédent naturel élevés.

En règle générale l'amenuisement ou la disparition du croît naturel ont conféré aux phénomènes migratoires un rôle de plus en plus décisif dans l'évolution du peuplement et, à l'échelon communal, de faibles aggravations du déficit migratoire ont parfois suffi à modifier radicalement des tendances d'évolution très anciennes.

De nombreux changements dans la typologie des composantes d'évolution, en général prévisibles dès la période 1962-1968, sont intervenus au cours de la période 1968-1975 et ont consisté essentiellement en passages de types à variation positive à des types à variation négative ou de types à forte croissance à des types à faible croissance par aggravation du déficit migratoire. Pourtant dans quelques zones péri-urbaines, le solde migratoire, en redevenant positif, a provoqué des reprises de croissance.

L'étude des flux migratoires, objet du chapitre suivant, fait mieux ressortir encore le rôle fondamental des migrations dans l'évolution actuelle du peuplement.

